

Środa, 22 października 2014 r.

PEŁNE SPRAWOZDANIE Z OBRAD 22 PAŹDZIERNIKA 2014 R.

(2022/C 373/03)

Spis treści	Strona
1. Otwarcie posiedzenia	242
2. Przedstawienie przez nowo wybranego przewodniczącego Komisji kolegium komisarzy i ich programu (debata)	242
3. Wybór Komisji (art. 118 Regulaminu) (głosowanie)	277
4. Głosowanie	283
4.1. Projekt budżetu korygującego nr 2/2014 — Nadwyżka wynikająca z wykonania budżetu na rok 2013 (A8-0018/2014 - Gérard Deprez) (głosowanie)	283
4.2. Projekt budżetu ogólnego Unii Europejskiej na rok budżetowy 2015 (głosowanie)	283
4.3. Budżet ogólny Unii Europejskiej na rok budżetowy 2015 — wszystkie sekcje (A8-0014/2014 - Eider Gardiazabal Rubial, Monika Hohlmeier) (głosowanie)	284
4.4. Protokół do umowy o wolnym handlu UE z Koreą Południową w celu uwzględnienia przystąpienia Republiki Chorwacji do Unii Europejskiej (A8-0012/2014 - Jan Zahradil) (głosowanie)	284
4.5. Europejski semestr na rzecz koordynacji polityki gospodarczej: realizacja priorytetów na rok 2014 (A8-0019/2014 - Philippe De Backer) (głosowanie)	285
5. Wyjaśnienia dotyczące sposobu głosowania	285
5.1. Wybór Komisji	285
5.2. Projekt budżetu korygującego nr 2/2014 — Nadwyżka wynikająca z wykonania budżetu na rok 2013 (A8-0018/2014 - Gérard Deprez)	312
5.3. Projekt budżetu ogólnego Unii Europejskiej na rok budżetowy 2015	320
5.4. Budżet ogólny Unii Europejskiej na rok budżetowy 2015 — wszystkie sekcje (A8-0014/2014 - Eider Gardiazabal Rubial, Monika Hohlmeier)	333
5.5. Protokół do umowy o wolnym handlu UE z Koreą Południową w celu uwzględnienia przystąpienia Republiki Chorwacji do Unii Europejskiej (A8-0012/2014 - Jan Zahradil)	358
5.6. Europejski semestr na rzecz koordynacji polityki gospodarczej: realizacja priorytetów na rok 2014 (A8-0019/2014 - Philippe De Backer)	369
6. Korekty do głosowania i zamiar głosowania: patrz protokół	389
7. Zatwierdzenie protokołu z poprzedniego posiedzenia: patrz protokół	389
8. Składanie dokumentów: patrz protokół	389
9. Akty delegowane (art.105 ust. 6 Regulaminu): Patrz protokół	390

Środa, 22 października 2014 r.

Spis treści	Strona
10. Środki wykonawcze (art. 106 Regulaminu): Patrz protokół	390
11. Przesunięcie środków: patrz protokół	390
12. Sytuacja w Kobane i zagrożenia ze strony Państwa (debata)	390
13. Sytuacja w Hongkongu (debata)	414
14. Wyrok śmierci orzeczony w sprawie Asii Bibi	424
15. Europejscy bojownicy Państwa Islamskiego (debata)	431
16. Wspólna operacja policyjna „Mos Maiorum” (debata)	445
17. Skład komisji i delegacji: Patrz protokół	448
18. Wspólna operacja policyjna „Mos Maiorum” (ciąg dalszy debat)	448
19. Absolutorium za rok 2012: Organ Europejskich Regulatorów Łączności Elektronicznej - Absolutorium za rok 2012: Rada Europejska i Rada (debata)	461
20. Porządek obrad następnego posiedzenia	470
21. Zamknięcie posiedzenia	470

Środa, 22 października 2014 r.

PEŁNE SPRAWOZDANIE Z OBRAD 22 PAŹDZIERNIKA 2014 R.

VORSITZ: MARTIN SCHULZ

Präsident

1. Otwarcie posiedzenia

(Die Sitzung wird um 9.10 Uhr eröffnet.)

2. Przedstawienie przez nowo wybranego przewodniczącego Komisji kolegium komisarzy i ich programu (debata)

Der Präsident. - Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über die Vorstellung des Kollegiums der Kommissionsmitglieder und ihres Programms durch den designierten Präsidenten der Kommission (2014/2811(RSP)).

Jean-Claude Juncker, Président élu de la Commission. - Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, dans un discours que j'ai eu l'honneur de prononcer devant vous le 15 juillet, je vous ai présenté les orientations générales, conformément au droit dont dispose le Président désigné de la Commission en vertu du traité.

Ce ne fut pas un exercice de style, ce fut un exposé de programmes, un exposé de projets, un exposé de contenus, un exposé d'ambitions.

Les commissaires qui formeront – si vous l'investissez – mon collègue sont tenus par ces orientations générales. Je ne demande pas aux commissaires une obéissance aveugle. Comme je l'ai dit à Bruxelles, lorsque j'ai présenté le collège, «à mon âge, on ne commence pas une carrière de dictateur». Je voudrais que les commissaires se sentent libres. On a demandé au Président désigné de la Commission de tout faire pour pouvoir composer un collège politique, alors respectez le fait que les commissaires ont des opinions politiques et alimentent, par leurs réflexions, les débats au sein de la Commission.

J'ai été investi Président de la Commission sur la foi d'un programme qui me lie au Parlement européen. J'ai un contrat avec vous, Monsieur le Président, ainsi qu'avec le Parlement européen, et je compte respecter les termes du contrat que j'ai exposés devant vous l'été dernier.

La Commission, qui prendra ses fonctions au 1^{er} novembre, si vous êtes d'accord, succédera à celle de José Manuel Barroso, qui fut président de l'institution pendant dix années. Je voudrais rendre hommage à José Manuel Barroso, qui fut président pendant une époque à vrai dire difficile. La Commission Barroso a dû gérer la crise économique et financière et ses conséquences. La Commission Barroso a su intégrer, dans les multiples dispositifs communautaires, treize nouveaux États membres. Je considère que José Manuel Barroso a fait un bon travail et que, très souvent, il a été critiqué d'une façon qui, parfois, m'est apparue pénible. M. Barroso n'a pas démerité et je voudrais le remercier pour l'extraordinaire travail qu'il a accompli.

(Applaudissements)

Środa, 22 października 2014 r.

En juillet, je vous avais promis de composer une Commission politique. Je vous avais dit que la prochaine Commission serait politique et qu'elle serait très politique. Ce fut comme un souhait œcuménique que beaucoup d'entre vous ont exprimé. La Commission n'est pas un attroupement de hauts fonctionnaires anonymes. Les directeurs généraux, tous compétents, doivent obéir aux commissaires et non l'inverse. J'ai donc tout fait pour – comment dire? – voir des «poids lourds» être désignés membres de la Commission par les gouvernements et par le Président désigné.

Les hommes et les femmes qui composeront mon collège ont exercé des fonctions importantes dans leurs pays respectifs, des fonctions, en fait, de haute responsabilité. La Commission se composera de quatre anciens premiers ministres, de dix-neuf anciens ministres, de trois anciens ministres des affaires étrangères, de plusieurs anciens ministres des finances, de sept commissaires sortants et de huit commissaires qui ont été membres du Parlement européen. Leur origine politique traduit le fait que la Commission se doit d'être très politique. Je vous avais promis une Commission plus politique. Sa composition dénote suffisamment qu'elle sera plus politique que celles qui l'ont précédée.

Je vous avais promis en juillet une Commission plus efficace. Là encore, il s'agit d'un souhait œcuméniquement partagé par la plupart de ceux qui forment cette assemblée. J'ai choisi de réorganiser l'architecture de la Commission. J'ai fait le choix de nommer – ce qui ne s'était pas fait auparavant – un premier vice-président en la personne de Frans Timmermans, que je voudrais saluer tout particulièrement ce matin. (*Applaudissements*) J'ai fait ce choix parce que je le connais depuis des siècles et aussi pour apporter à la Commission l'équilibre politique que la désignation des différents commissaires n'a qu'insuffisamment imposé. J'ai lu, dans la plupart des journaux européens, que Frans Timmermans sera ma main droite. J'espère que de temps à autre, il sera aussi ma main gauche, mais ce sera difficile.

J'ai nommé plusieurs vice-présidents. J'avais l'intention de nommer vice-présidente, puisque le traité le prévoit, la haute représentante. J'avais l'intention, de prime abord, de nommer vice-présidente la commissaire aux affaires budgétaires parce que l'élaboration et l'exécution du budget sont, en fait, horizontales par nature, et j'avais l'idée de demander aux anciens premiers ministres d'exercer des fonctions coordonnatrices au sein du collège. Les premiers ministres sont habitués à ce difficile métier qui consiste à coordonner les travaux des autres. Parfois ils réussissent, parfois ils ne réussissent pas, mais ils savent de quoi il est question lorsqu'il s'agit de coordonner. J'ai donc demandé à ceux qui furent premiers ministres d'être vice-présidents de la Commission.

J'ai décidé de charger Frans Timmermans de l'application du principe de subsidiarité – *better regulation*, comme on dit en français.

C'est une affaire importante. Nous avons dit et nous avons promis aux électeurs et aux citoyens européens de faire de l'Europe une machine, une instance, une ambition, une fabrique qui s'occuperait des grands problèmes et qui déléguerait les petits sujets qui trouvent une meilleure réponse dans les pays membres respectifs et au niveau des collectivités locales.

M. Timmermans veillera au principe d'une meilleure réglementation. Lourd travail que la meilleure réglementation. Lourd travail, qui concernera tous les commissaires puisque tous doivent participer à cet effort de redressement de l'Union européenne ainsi que de ses réflexes et comportements politiques.

J'ai décidé que Frans Timmermans se chargerait également du développement durable. C'est une ambition importante. C'est un projet qui porte loin, un souci quotidien.

Je ne pouvais pas suivre les propositions de votre commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire qui voulait que la compétence «développement durable» soit attribuée au vice-président chargé de la croissance et des investissements. J'ai choisi de demander à Frans Timmermans de prendre soin de cet aspect particulièrement important de notre action collective parce que la charte des droits fondamentaux, dont l'application constituera une bonne partie du travail de M. Timmermans, prévoit déjà le respect du développement durable, à l'instar de l'article 3 du traité qui le prescrit comme une norme d'action.

Środa, 22 października 2014 r.

Les vice-présidents que j'ai choisis seront chargés des priorités de la Commission, priorités que je vous avais exposées en juillet de cette année. Il y aura un vice-président qui sera responsable de l'Union de l'énergie dans toutes ses dimensions, y compris les énergies renouvelables et les énergies nouvelles. Un vice-président sera chargé de la croissance et des investissements, un deuxième du marché numérique européen et un troisième de l'euro et du dialogue social.

Ce ne sont pas des petits chefs qui instruiront les autres commissaires. Les commissaires de la Commission sont égaux en droit. Ce sont des vice-présidents de projets, des coordonnateurs, des animateurs, des rassembleurs, des organisateurs d'idées et d'initiatives.

J'ai noté, pendant les auditions parlementaires et dans la partie vertueuse de l'opinion publique publiée, beaucoup de doutes et d'interrogations au sujet de ces «animaux inconnus» que sont les vice-présidents coordonnateurs des travaux de la Commission. J'ai été surpris de lire cela. Tout le monde m'avait dit que la Commission devrait fonctionner d'une façon plus efficace. Presque tout le monde s'était plaint que le collège était composé de vingt-huit commissaires, un commissaire par pays, et qu'ils étaient trop nombreux. J'avais le choix entre une révision de l'organisation architecturale et un morcellement des compétences de façon à ce que je puisse les distribuer entre vingt-huit commissaires. Alors, la question est simple: soit vous voulez vingt-huit commissaires travaillant chacun dans leur coin, se vautrant dans l'esprit de clocher, s'occupant de petites compétences, qui verraient le jour après que les compétences qui sont celles de la Commission auront été morcelées et mises en pièces, soit vous voulez des commissaires qui n'ont rien à faire ou des commissaires évoluant sous l'égide amicale de vice-présidents qui coordonneraient leurs travaux?

Si vous voulez une Commission comme la précédente, vous auriez dû me le dire. Mais si vous voulez une Commission plus efficace, qui prenne soin des grandes ambitions de l'Europe, qui les organise, les structure, alors il n'y a pas d'autre choix que de charger un certain nombre de vice-présidents de la mise en application des grandes priorités politiques de la Commission.

Je vais vous donner deux exemples: il y a un vice-président chargé de l'euro et du dialogue social, il y a un commissaire aux affaires économiques, financières et fiscales et une autre aux affaires sociales, et il y a le semestre européen. Il est évident que quelqu'un – en fait, le vice-président responsable – doit coordonner les initiatives de la commissaire aux affaires sociales et celles du commissaire aux affaires économiques, financières et fiscales. Le semestre européen n'est pas un semestre économique et financier. Les recommandations pays par pays qu'émettra la Commission doivent nécessairement prendre en considération les aspects sociaux de la construction économique et monétaire de l'Europe.

(Applaudissements)

Il y a tout un débat autour du triple A. Tout le monde aime le triple A. En fait, au sein de la zone euro, il reste deux pays auxquels le triple A a été conféré: l'Allemagne et le Luxembourg. L'Allemagne a de bonnes chances de le conserver, quant au Luxembourg, on verra... Mais je voudrais que l'Union européenne retrouve et acquière un autre triple A. Je voudrais que l'Europe ait le triple A social, qui est aussi important que le triple A économique et financier.

(Applaudissements)

Nous avons désigné un vice-président à la croissance et à l'investissement. Il coordonnera l'action de tous les commissaires qui contribueront à la politique de croissance et d'investissement: la commissaire aux transports, le commissaire à l'économie numérique, encore une fois le commissaire aux affaires économiques, financières et fiscales, le commissaire chargé des affaires sociales et de l'emploi, le commissaire chargé de la mise en place du marché unique des capitaux, la commissaire chargée du marché intérieur et ainsi de suite.

Si nous voulons présenter aux Européens – et donc d'abord au Parlement – un paquet d'investissement ambitieux, il faudra que quelqu'un l'organise. Comme il y a plusieurs compétences qui doivent être fusionnées et qu'il y a plusieurs commissaires qui doivent faire confluer vers le centre leurs différentes politiques, il est évident qu'un vice-président doit coordonner les travaux.

Je veux mettre fin au silo. Je veux mettre fin à ce mode de gouvernance qui veut que chaque commissaire travaille dans son coin. Je veux mettre fin à la mentalité de clocher qu'on peut distinguer, très souvent, en observant les travaux de la Commission.

Środa, 22 października 2014 r.

J'attire votre attention sur un aspect que pratiquement aucun commentateur n'a relevé. Le grand perdant de cette nouvelle architecture, c'est moi – j'aime vos protestations – pour la simple raison que j'ai délégué une bonne partie de mes prérogatives présidentielles aux vice-présidents. On ne peut pas mettre en place des vice-présidents de projets si le président continue à évoluer à la tête de la Commission comme ce fut le cas jusqu'à présent. Mais je voudrais dire ici que, évidemment, pour qu'un point soit mis à l'ordre du jour de la Commission, je veux d'abord avoir l'agrément du vice-président chargé de la coordination. Mais celui – et je voudrais le dire sans menace – qui délègue ses prérogatives, peut aussi les reprendre, s'il le faut vraiment.

Pour le reste, les vice-présidents seront chargés des travaux qui, jusqu'à présent, étaient la prérogative du président de la Commission.

Je vous avais promis en juillet de veiller à ce que la nouvelle Commission se compose d'un nombre suffisant de femmes. Nous avons neuf femmes commissaires, autant que dans la Commission Barroso. J'ai dû lutter pour que les gouvernements nationaux me proposent neuf femmes. Fin juillet, deux semaines après vous avoir parlé, nous avions trois femmes désignées par les gouvernements. J'ai dû convaincre bon nombre de gouvernements d'envoyer une commissaire et j'ai dû refuser beaucoup de candidats masculins. Je ne vous dirai pas lesquels parce que je ne voudrais pas mettre dans l'embarras les premiers ministres que j'ai réussi à convaincre de proposer une femme commissaire. Mais, à vrai dire, neuf femmes sur vingt-huit commissaires, c'est un nombre qui reste ridicule.

(Applaudissements)

Alors comme nous faisons tous partie, en principe, de partis politiques nationaux, et comme, en principe, nous connaissons tous nos premiers ministres, commencez dès demain matin à sensibiliser les gouvernements nationaux à cette question. Je suis un peu gêné de devoir vous dire cela, puisque le Luxembourg n'a pas désigné une femme. Il le fera sans doute la prochaine fois. Puisque M^{me} Reding fut commissaire pendant quinze années, nous n'avons pas accumulé les ..

(Commentaire hors micro de Rebecca Harms)

No, in the short term I will not be able to change my sex: in the long run maybe, but not in the very short term.

Je vous avais dit, mes chers amis, lors du débat que nous avons eu en juillet, que j'écouterais attentivement les auditions. Comment ne pas écouter les auditions? J'ai suivi avec un intérêt variable, je dois le dire, les auditions parlementaires, au nombre de vingt-neuf au total.

Je vous avais dit en juillet que la Commission n'était pas le secrétaire général du Conseil européen et du Conseil des ministres et que je ne serais pas le valet du Parlement européen. Mais j'ai écouté ce que vous avez dit et j'ai cru bon de tirer un certain nombre de conséquences des auditions qui se sont déroulées sous nos yeux.

La commissaire proposée par la Slovénie a dû être remplacée par une autre commissaire slovène et j'ai décidé de lui attribuer le portefeuille important des transports. Comme je ne voulais pas remettre en cause l'architecture de base de la Commission, j'ai choisi de nommer M. Šefčovič vice-président chargé de l'Union de l'énergie puisqu'au cours des années écoulées, il fut déjà vice-président et qu'il a donc une idée de ce que peut représenter le travail de coordination que je lui demande d'effectuer.

Je vous ai déjà dit que j'ai proposé à mon ami Frans Timmermans d'enrichir son portefeuille par toutes les politiques liées au développement durable. J'ai écouté avec beaucoup d'attention tous ceux qui se sont plaints que j'avais désaffecté les compétences en matière de médicaments et de produits pharmaceutiques en les faisant passer du portefeuille du commissaire à la santé vers celui en charge du marché intérieur. Je n'avais pas dans l'idée – et ceux qui me connaissent le savent pertinemment – que les médicaments, que les produits de santé, que l'activité médicale elle-même, seraient une marchandise comme une autre. La santé n'est pas une marchandise. Et donc, sensible à l'appel qui me fut lancé de remettre de l'ordre dans cette distribution des compétences – ce fut un souhait exprimé pendant les auditions parlementaires et largement repris par une bonne partie des professions médicales –, j'ai décidé de réaffecter ces compétences au commissaire chargé de la santé. *(Applaudissements)*

Środa, 22 października 2014 r.

À mes yeux, la politique de l'espace est un domaine prometteur et il m'a semblé plus adéquat de charger la commissaire responsable du marché intérieur des politiques de l'espace, comme c'était le cas dans les compositions précédentes de la Commission.

En ce qui concerne la citoyenneté, j'ai suivi vos débats, j'ai été sensible à un certain nombre de remarques qui traduisaient un malaise et j'ai donc choisi d'attribuer le dossier de la citoyenneté au commissaire chargé de la migration et des affaires intérieures – compétences à partager, évidemment, avec la commissaire à la justice. J'ai aussi ajouté les sports au dossier de M. Navracsics.

Telles sont les conclusions que j'ai tirées des auditions qui furent les vôtres.

(Commentaire hors micro de Michèle Rivasi.)

J'ai plus qu'attentivement suivi vos débats et vous avez vu comment nous avons organisé la situation concernant le commissaire que vous venez de mentionner, de façon inaudible pour les autres.

Mr President, finally, I have taken note of the intense debate around the inclusion of investor-state dispute settlement in the Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) negotiations. Let me, once again, state my position clearly – the position which I set out on 15 July 2014 before this House and which you will find in my political guidelines.

I will not accept the jurisdiction of the EU Member States being limited by special regimes for investor-state disputes. The rule of law and the principle of equality before the law must apply in this context, as elsewhere. The negotiating mandate sets out a number of conditions that would have to be respected in such a regime, as well as an assessment of its relationship with domestic courts. There is thus no obligation in this regard: the mandate leaves it open and serves as a guide. I had thought that my commitment on this point was very clear, but I am happy to clarify it further and to reiterate it here today, as a number of you have asked me to do.

In the agreement that the Commission will eventually submit to this House for approval, there will be nothing which limits the parties' access to national courts or which will allow secret courts to have the final say in disputes between investors and states. I have asked Frans Timmermans, in his role as First Vice-President in charge of the rule of law and the Charter of Fundamental Rights, to advise me on that matter. There will be no investor-state dispute clause in the TTIP agreement if Frans does not agree to it too.

I am confident that, with your support, we can negotiate an ambitious trade agreement with the US along these lines, fully respecting European interests and the rule of law. I am strongly committed to the ambition of concluding the trade agreement with the US, but I have promised this Parliament, and I promised during the campaign, that I will be attentive to European rules. It may be that, in relation to European protection rules, we will have to negotiate further with our American friends to bring this agreement to fruition. However, I wanted to be as clear as possible on this specific issue.

Herr Präsident! Ich rede jetzt in der Sprache des Weltmeisters, obwohl der Weltmeister zurzeit eine erkennbare Formschwäche hat.

(Heiterkeit)

Der Herr Präsident denkt, das wäre eine vorübergehende Schwäche. Auch Deutsche müssen sich daran gewöhnen können, dass sie dauerhaft schwächer sein können.

Herr Präsident! Ich möchte einige zusätzliche Erklärungen abgeben zu Punkten, die in der Debatte der letzten Woche eine hervorgehobene Rolle gespielt haben.

Ich hatte Ihnen im Juli versprochen, ich würde ein 300 Milliarden Euro schweres Investitionspaket vorlegen. Investitionen sind von vitaler Wichtigkeit für die europäische Volkswirtschaft und für die Menschen, die in Europa leben und arbeiten. Europa kennt eine unwahrscheinliche Investitionslücke – einen Investitionsrückgang von über 20 % im Schnitt im Direktvergleich mit dem Vorkrisenjahr 2007: 36 % Investitionsrückgang in Portugal, 64 % Investitionsrückgang in Griechenland. Volkswirtschaften, in denen nicht investiert wird, können nicht wachsen, und Volkswirtschaften, die nicht wachsen, können keine Beschäftigung sicherstellen.

Środa, 22 października 2014 r.

Dieses Investitionsprogramm liegt mir sehr am Herzen. Ich möchte hier in aller Deutlichkeit sagen, dass die Versuche, mich von diesem Vorhaben abzubringen – die inzwischen selbstverständlich gestartet wurden –, nicht fruchten werden. Ich werde dies tun!

(Beifall)

Dieses Investitionsprogramm kann nicht durch weitere Schuldenaufnahme finanziert werden.

(Beifall)

Wir müssen Sorge dafür tragen, dass durch intelligentes Einbringen öffentlicher Geldmittel die Privatinitiative angekurbelt wird, sich angesprochen fühlt. Die Wirtschaft muss wissen, dass auch sie eine Aufgabe in der Gesellschaft zu erfüllen hat. Nicht nur Staaten sind zuständig, um Arbeitslosigkeit zu bekämpfen: Die Wirtschaft hat eine originäre eigene Verantwortung. Ich appelliere an die europäischen Wirtschaftslenker, das Ihre zu tun, damit sich die Lage auf den europäischen Arbeitsmärkten verbessert, und dass es zu einem Investitionsfluss kommt, den wir dringend benötigen, um von der Stelle zu kommen.

(Beifall)

Ich werde dieses Investitionsprogramm nicht, wie ursprünglich geplant, innerhalb der ersten drei Monate der Mandatsdauer der Kommission vorlegen. Der zuständige Vizepräsident Jyrki Katainen und ich werden dies noch vor Weihnachten tun. Eile ist geboten, und wir müssen dieser Forderung so schnell wie möglich gerecht werden.

Dieses Investitionsprogramm wird keine Konjunkturprogramme – wie in den siebziger Jahren in einigen Mitgliedstaaten versucht – auf den Weg bringen. Konjunkturprogramme sind Strohfeuerprogramme. Was wir brauchen, sind zielorientierte Investitionen, die mittelfristig zu mehr Wachstum führen, Investitionen, die die Kraft der europäischen Wirtschaft stärken. Nicht einfach Geld in die Hand nehmen, nur um den Eindruck zu erwecken, man täte etwas, sondern Geld in die Hand nehmen, mit dem Privatsektor gemeinsam, um mittelfristig die Wachstumskräfte und das Wachstumspotential in der Europäischen Union zu stärken. Das sage ich auch deshalb, weil die Hauptaufgabe, die vor uns liegt, die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit ist, nicht nur, aber vor allem im Bereich der skandalös hohen Jugendarbeitslosigkeit in vielen unserer Mitgliedstaaten.

Im Rahmen dieser Gesamtanstrengungen muss man selbstverständlich auch an der europäischen Digitalagenda, am europäischen digitalen Binnenmarkt arbeiten. Der Kollege Oettinger wird sich um dieses wichtige Sachgebiet kümmern. Allein die Beschäftigung mit der digitalen Agenda, allein die Investitionen, die in dem Bereich getätigt werden müssen, werden einen Wachstumsschub von 250 Milliarden Euro in den nächsten Jahren zur Folge haben. Wir werden das tun.

Es wurde in den letzten Monaten viel über den Stabilitätspakt moniert, diskutiert, aber wenig nachgedacht. Auch hier möchte ich Klartext sprechen. Ich halte mich an das, und die Kommission insgesamt auch, was der Europäische Rat im Rahmen seiner Befugnisse am 27. Juni in Sachen Stabilitätspakt gesagt hat. Die Regeln werden nicht geändert. Alle Regierungen, 28 an der Zahl, waren im Juni der Auffassung, dass das Regelwerk nicht tangiert werden soll. Das war doch klar. Hab ich da etwas falsch verstanden? Das Regelwerk wird nicht tangiert! Aber dem Regelwerk wird jener Flexibilitätsflankenschutz geboten, den die einschlägigen Vertrags- und sonstigen legal bindenden Texte uns vorschreiben.

Es wird also relativ undramatisch zugehen. Wir werden das tun, wozu der Europäische Rat uns aufgefordert hat. Wir werden das tun, was ich in meinen Ausführungen hier am 15. Juli vorgetragen habe. Haushaltsdisziplin muss sein! Flexibilität muss sein! Strukturreformen müssen kommen! Ohne Strukturreformen, die dauerhaft zu einer Belebung der europäischen Wirtschaft und der europäischen Arbeitsmärkte führen, kann es keine Flexibilität geben – damit die Dinge klar sind.

(Beifall)

Aber ich möchte auch denen, die denken, eine überzogene Austerität, eine exzessive Sparpolitik führt automatisch dazu, dass es zu einer Wiederbelebung der Wachstumskräfte und der arbeitsmarktpolitischen Impulse kommt, ich möchte diesen Kollegen sagen, dass sie sich von dieser Vorstellung verabschieden sollen. Es ist nicht so, dass Defizite und Schuldenstände automatisch zu Wachstum führen. Wenn es so wäre, dass hohe Defizite und hohe Schuldenstände zu Wachstum führen würden, dann müsste Europa wachsen wie noch nie in seiner Geschichte, denn wir hatten noch nie so viele Schulden zu verantworten, wie dies der Fall ist.

Środa, 22 października 2014 r.

Aber zu denken, dass Haushaltskonsolidierung allein wachstumsfördernd ist, ohne mit der notwendigen Flexibilität von den notwendigen Strukturreformen und Investitionszielen begleitet zu werden, ist ebenso falsch. Wir brauchen beides: Haushaltsdisziplin, wachstumsorientierte Politik, Investitionen, damit wir uns mit der gebotenen Geschwindigkeit in die Zukunft bewegen können.

Finalement, j'ai observé, Mesdames et Messieurs, que beaucoup d'interrogations sont nées autour de ce que j'ai dit en juillet sur la question de l'élargissement. J'ai nommé un commissaire à la politique de voisinage et aux négociations d'adhésion. Un certain nombre de vos commissions ont proposé de renommer ce portefeuille «commissaire au voisinage et à l'élargissement». J'ai choisi, après un débat méticuleux, d'abord avec moi-même et puis avec quelques autres de mes amis, de nommer ce portefeuille «commissaire aux négociations d'élargissement». Je ne veux pas tromper les gens ni les peuples. Ne donnez pas l'impression à ceux qui sont pays candidats qu'ils pourraient devenir membres de l'Union européenne dans les cinq années à venir. Il n'y aura pas de nouveau membre durant le mandat de cette Commission. Ce n'est absolument pas faisable. Alors, ne racontons pas d'histoires. Ne faisons pas croire à ceux qui attendent une adhésion que celle-ci pourra avoir lieu au cours des cinq années à venir. Bien entendu, les négociations d'adhésion continueront avec le même élan, la même verve et le même engagement que jusqu'à présent. Je voudrais saluer les pays candidats à l'Union européenne en leur disant que les négociations seront effectivement accélérées, s'il le faut, mais qu'il n'est pas réaliste de penser qu'elles pourraient être menées à bon port d'ici 2019.

Enfin, il y a un autre problème qui me tracasse, qui vous tracasse et qui est scandaleux: il s'agit des factures non payées de l'Union européenne.

(Applaudissements)

C'est un vieux problème. J'ai été, en même temps que M. Verhofstadt – qui n'aime pas être confronté à ses erreurs de jeunesse –, ministre du budget. Déjà à cette époque, au sein du Conseil «budget», nous avons découvert des factures non payées. Or, l'Union européenne, pour être crédible, ne peut pas être un mauvais payeur. Elle doit honorer ses engagements.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, voilà les quelques éclaircissements que je voulais apporter à nos débats et à vos interrogations, qui furent multiples. Nous évoluons dans un contexte international qui nous montre jour après jour que nous vivons dans un monde de plus en plus dangereux. Le mouvement que l'on appelle «État islamique» est l'ennemi des valeurs européennes. Nous ne pouvons pas accepter de tels agissements.

(Applaudissements)

La crise de l'Ebola demande une réaction forte, rapide, organisée et concentrée de l'Union européenne. Je n'ai pas l'impression que nous ayons été à la hauteur dans la lutte contre cette épidémie.

(Applaudissements)

Et je constate, avec une énorme tristesse, que tant que le phénomène frappait le seul continent africain, nous n'avons rien fait. En revanche, le jour où l'épidémie est arrivée en Europe, nous nous sommes mis en mouvement. Il aurait fallu le faire plus tôt.

(Applaudissements)

Les problèmes liés à la migration illégale restent entiers. J'ai demandé à l'ancien ministre des affaires étrangères de la Grèce, également ancien ministre grec de la défense, de prendre en charge ce dossier, tout comme j'ai demandé au commissaire chypriote, si j'ose dire, chargé de l'aide humanitaire de se rendre le plus rapidement possible en Afrique pour marquer la présence sur place de la Commission européenne.

Les problèmes liés à la migration illégale et à la migration légale seront traités comme de véritables priorités par la Commission qui, j'espère, entrera en fonction au 1^{er} novembre.

Środa, 22 października 2014 r.

Je voudrais – je répète ce que je vous ai déjà dit en juillet — que nous redécouvriions les vertus de la méthode communautaire. Je voudrais que cette Commission et ce Parlement se fassent les chantres, les artisans et les architectes d'une redécouverte de la méthode communautaire. La méthode intergouvernementale, dans l'urgence et sur le moment, a ses vertus mais je crois au triangle vertueux entre le Parlement, le Conseil et la Commission. Je voudrais que nous redécouvriions cette méthode.

Je vous ai dit que nous nous sentons liés par un contrat élaboré pour une durée de cinq ans avec votre Parlement. La première instance de référence de la nouvelle Commission sera le Parlement. Le Parlement qui a fait en sorte de tirer les conséquences normales, naturelles, du scrutin du 27 mai, de l'expression du suffrage universel. Je concède qu'il y a, parmi nous, ceux qui n'étaient pas en faveur de voir les partis politiques présenter des têtes de liste mais cela a été fait et je vous dis aujourd'hui – je le dis surtout à ceux qui n'ont pas approuvé ce processus – que vous ne reviendrez pas sur ce sujet.

(Applaudissements)

En 2019, la campagne électorale européenne sera une véritable campagne paneuropéenne et tout le monde saura avant de se rendre aux urnes...

(Applaudissements)

La démocratie est aussi européenne. Elle est continentale, et en devenant plus démocratique, l'Europe n'enlève rien à l'importance des États et à celle des nations qui, je le répète, ne sont pas des inventions provisoires de l'Histoire mais sont faites pour durer. Qui veut l'Europe doit respecter les nations et les États membres. On ne construit pas l'Europe contre les nations qui ont leurs traditions, leurs vertus, leurs richesses, leur raison d'être. On ne construit pas l'Europe contre les États membres mais avec les bonnes volontés que nous rencontrons partout en Europe au niveau de la société civile, de nos sociétés, de nos États membres et de nos parlements nationaux.

Je vous livre ma conviction. Cette Commission sera la Commission de la dernière chance. Soit nous réussissons à rapprocher les citoyens européens de l'Europe, soit nous échouons. Soit nous réussissons à faire de l'Europe un ensemble politique qui s'occupe des grandes choses et qui délaisse les petites choses, soit nous échouons. Soit nous réussissons, de concert avec les États membres, avec les gouvernements, les parlements, les partenaires sociaux, à réduire drastiquement le niveau du chômage, soit nous échouons. Soit nous redonnons une perspective aux jeunes européens, soit nous aurons échoué.

Je voudrais que nous saisissons cette chance pour faire bouger l'Europe. L'Europe le mérite et je compte sur vous, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, pour appuyer la Commission dans les multiples tâches qui se présentent à nous, à vous et aux Européens.

(Applaudissements vifs et prolongés)

Manfred Weber, im Namen der PPE-Fraktion. – Herr Präsident, sehr geehrter Herr Kommissionspräsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich möchte zunächst danke sagen für die besonnene, ruhige Rede, die wir gehört haben, für die Erfahrung, die daraus gesprochen hat, und für den politischen Ansatz, der dahinter steht. Zum Anfang möchte ich zu der Frage, welcher Geschlechterart der Kommissionspräsident angehört, einfach den Appell loswerden: Bleib so, wie du bist – so mögen wir dich, und es ist gut so!

Liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich darf heute in Erinnerung rufen, dass wir einen Schlusspunkt unter den Konstituierungsprozess auf europäischer Ebene setzen. Im Mittelpunkt dieses Prozesses standen zunächst einmal die Bürger, die Wähler. Sie haben einige wenige Kollegen gewählt, die Wähler in Europa, die Europa ablehnen, das gilt es zu respektieren. In der überwältigenden Zahl haben sie aber Abgeordnete gewählt, die Europa gestalten wollen, die Europa voranbringen wollen. Das kommt zum Ausdruck, indem wir jetzt die Kommission ins Amt bringen. Das kommt zum Ausdruck mit dem Konzept, dass wir einen Spitzenkandidaten hatten, dass Jean-Claude Juncker gewählt worden ist, dass wir die Menschen stärker beteiligt haben, als das früher der Fall war. Deswegen ist Europa in den letzten Jahren bei der Demokratie einen großen Schritt vorangekommen.

Środa, 22 października 2014 r.

Diese Frage, die Bürger, die Wähler mit hereinzuholen am heutigen Tag, können wir mit den letzten drei Wochen gut beschreiben. Wir als Abgeordnete haben unsere Aufgabe, unser Recht wahrgenommen, die Kollegen, die uns von den Mitgliedstaaten vorgeschlagen worden sind, zu prüfen. Die *Hearings* waren eine Sternstunde für die europäische Demokratie, für das Europäische Parlament. Wir in der EVP-Fraktion haben jedes *Hearing* ernst genommen, haben aber jedem Kandidaten auch unabhängig von seiner Nationalität und seiner politischen Orientierung eine faire Chance gegeben, sich ordentlich zu präsentieren und uns zu überzeugen. Die Erwartungshaltung bei uns ist nicht, dass wir einen perfekten Fachexperten erwarten, sondern wir erwarten einen politischen Menschen, der für Europa brennt, der für seine Inhalte brennt und der in den nächsten fünf Jahren engagiert arbeiten will.

Keine nationale Ebene kennt dieses Prinzip, dass Minister vorab einem Parlament Rechenschaft ablegen müssen. Deswegen sollten wir auch selbstbewusst auftreten als europäische Demokraten. Wir haben dieses Recht, wir sind stolz auf dieses Recht, und wir haben es in den letzten drei Wochen auch exemplarisch und vorbildlich wahrgenommen. Wir können stolz darauf sein.

Ein Gedanke zum Zeitplan, weil ja immer wieder im Raum stand, wie lange das dauert: Demokratie kostet Zeit, und übrigens auch Geld. Das ist so. Ich darf aber schon daran erinnern, auch als Parlamentarier, dass uns die Diskussionen im Europäischen Rat um die Kollegin Mogherini, um die Frage der Hohen Beauftragten, über einen Monat Zeit gekostet haben, bis der Europäische Rat zu Ergebnissen gekommen ist. Insofern glaube ich auch, dass wir als Parlamentarier beim Zeitplan im Lot sind und deswegen auch gut gearbeitet haben.

Jetzt zurück zu Europa: Jean-Claude Juncker hat uns ein Team vorgestellt und heute Antworten gegeben auf die Kommissionsanhörungen in den einzelnen Fachausschüssen unseres Hauses. Danke dafür! Er hat als Zweites ein Konzept vorgelegt, das mit den Vizepräsidenten für Koordination und Konzentration sorgt. Wir als EVP unterstützen das. Er hat als Drittes überlegt: Wie kann ich denn die Mitgliedstaaten mit an Bord holen? Und wenn wir in den letzten Jahren von der niederländischen Regierung, zum Beispiel über Frans Timmermans, oft gehört haben, was Europa alles nicht machen soll, dann finde ich den Ansatz super, jetzt einen Niederländer zu haben, der sagt: „Okay, ich setze das auch um“, und das auch zuhause erklärt. Ich finde diesen Ansatz gut, die Stimmungslage der nationalen Ebene mit in die Kommission hereinzuholen.

Als Viertes hat er deutlich gemacht, dass wir eine Bürgerkommission bekommen. Die Bürger Europas sitzen mit am Tisch. der Student aus Spanien, der seine Heimat verlassen muss, weil er keinen Arbeitsplatz findet, der Unternehmer, der im digitalen Bereich Probleme mit 28 Datenschutzvorgaben hat. Er nimmt die Bürger mit an Bord – das ist wichtig –, und er sucht die Partnerschaft mit dem Europäischen Parlament. Ich sage dafür herzlichen Dank! Ich sage: Gratulation! Wir als EVP unterstützen den Vorschlag, den Jean-Claude Juncker uns gemacht hat.

Ich weiß nicht, liebe Kolleginnen und Kollegen, wie es Ihnen geht. Aber ich möchte jetzt zu arbeiten beginnen. Nach diesem konstituierenden Prozess brenne ich auf die Inhalte. Ich möchte jetzt als Abgeordneter arbeiten. Ich freue mich, dass wir jetzt an die Arbeit gehen können. Die Themen sind wahrlich nicht einfach. Es geht um ein stabiles Europa, wo wir die Regeln einhalten müssen, es geht um Wachstum, es geht um die Frage, wie wir die Migrationsherausforderungen unseres Kontinents bewältigen können. Es geht um Respekt – nochmals ausdrücklichen Dank dafür, lieber Jean-Claude Juncker –, Respekt vor der nationalen Ebene. Auch das ist ein wichtiger Punkt für die EVP-Fraktion. Und es geht in den nächsten fünf Jahren auch um die Frage, dass Europa nach den Jahren des inneren Blicks auf unsere eigenen Probleme wieder den Blick nach außen wendet und sich um die Aufgaben unserer Zeit kümmert.

Gestern haben wir den Abschied von José Manuel Barroso erlebt. Er hat uns beschrieben, welche Aufgaben in den letzten Jahren vor uns standen. Die Botschaft, die von seinem Schlussbericht bei mir hängen geblieben ist, ist: Trotz aller Herausforderungen – wenn wir Europäer zusammenhalten, wenn wir kreativ sind, wenn wir miteinander arbeiten, wenn wir engagiert an die Lösung der Aufgaben herangehen, dann schaffen wir das. Wir lösen die Probleme der Zukunft, wenn wir gemeinsam konstruktiv an den Themen arbeiten. Mit dieser Motivation, die uns José Manuel Barroso hinterlässt, können wir jetzt auch an die Arbeit gehen. Ja zu dieser starken Kommission! Die EVP will den Erfolg. Ran an die Arbeit!

(Beifall)

Środa, 22 października 2014 r.

Gianni Pittella, a nome del gruppo S&D. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, caro Presidente Juncker, gentili Commissari, oggi il peggior nemico dell'Europa non è il populismo, è la mancanza di coraggio delle classi dirigenti.

Lei Presidente Juncker non è il frutto di un compromesso al ribasso, ma della scelta dei cittadini. Noi la sosterremo incalzandola, noi del gruppo dei socialisti democratici saremo l'anima critica della maggioranza, di questo ha bisogno la Commissione. L'abbiamo fatto nei negoziati delle ultime settimane, l'abbiamo nelle audizioni. Se Frans Timmermans non fosse diventato vicepresidente incaricato dello sviluppo sostenibile, questa Commissione sarebbe più debole.

Oggi lei ha detto cose importanti, ha parlato di un contratto politico con noi, noi le proponiamo un patto con i cittadini perché a noi interessano le vite delle persone, non la politica astratta.

Lei ha parlato di uno dei prodotti più importanti per la vita delle persone, le medicine. Avevate affidato la competenza sui medicinali al Commissario dell'industria e del mercato interno. Ma cosa c'entravano i medicinali e la salute con il mercato interno? Oggi ci ha annunciato che i medicinali e i prodotti farmaceutici torneranno a essere competenza del Commissario per la salute. Noi non vogliamo mettere bandierine politiche, ma questa era una nostra battaglia e siamo fieri della sua risposta.

Anche sul TPP ha fatto delle dichiarazioni puntuali e importanti. Per noi due punti saranno decisivi per il Patto europeo che oggi sigliamo: il primo è il piano degli investimenti, noi non accetteremo una semplice operazione cosmetica. Sugli investimenti si gioca la credibilità di questa Commissione e probabilmente il futuro del progetto europeo e lei ne è consapevole. Noi la sosterremo, in questa sfida lei ha bisogno di noi ma anche noi abbiamo bisogno di lei! Abbiamo bisogno che lei non consenta che il Parlamento europeo sia emarginato nell'elaborazione del piano.

Assieme dobbiamo sfidare gli Stati membri più recalcitranti e io le propongo tre mosse del cavallo: primo, conferiamo una parte del capitale del fondo salva Stati alla BEI rafforzandone il capitale; secondo, conteggiamo in maniera intelligente gli investimenti europei, che proprio in quanto europei, non devono essere calcolati nei bilanci nazionali; terzo, vada controcorrente, punti sulla cultura, perché oggi la crescita dipende dalla creatività.

Guardi i risultati del Premio Nobel la scorsa settimana, a quanti europei sono stati premiati. Oggi dobbiamo quintuplicare i finanziamenti per i programmi culturali, si può fare, così faremo vincere a tutti i cittadini europei il Premio Nobel più importante, quello della crescita e della civiltà, e sarebbe anche un modo per cancellare l'ombra che cultura ed istruzione siano materie secondarie da sacrificare in nome di baratti politici con gli Stati e con i paesi più deboli.

Il secondo pilastro del patto europeo è l'Europa sociale: la crescita non è un feticcio, gli investimenti e la crescita devono essere al servizio della solidarietà. Anche qui partiamo dalla vita delle persone, non vogliamo una guerra al ribasso fra lavoratori europei, vogliamo quindi che la direttiva sul «*Posting of workers*» sia rivista; e poi bisogna agire per sostenere le donne, soprattutto le donne che lavorano.

Lei ha fatto il massimo, glielo riconosciamo per avere una rappresentanza femminile adeguata nella Commissione. Non ci siamo riusciti, non è colpa sua, ma non c'è bisogno – ha ragione Weber – di cambiare sesso. Agiamo per sostenere le donne, soprattutto le donne che lavorano, prendendo misure concrete. In questa legislatura dobbiamo approvare la direttiva «*Maternity leave*» che è stata colpevolmente interrata dal Consiglio europeo.

Il suo discorso da statista e da europeista è stato inoltre impreziosito nelle sue battute finali da un puntuale affresco sulla politica estera e da un puntuale riferimento all'immigrazione. Anche su questo notiamo con piacere un cambio di passo e un'ambizione più grande che con Federica Mogherini e con le nuove responsabilità assegnate al Commissario per l'immigrazione finalmente potremo coltivare; E sappiamo quanto sarà necessario, oggi a fronte delle terribili emergenze che vive il continente africano.

Presidente, Commissari avete di fronte a voi un compito titanico. Il gruppo dei socialisti democratici vi sosterrà e vi invita ad essere coraggiosi, non vi fermate e se vi fermate non vi preoccupate, perché saremo noi a spingervi.

Środa, 22 października 2014 r.

Buona fortuna.

Syed Kamall, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, I would like to thank Mr Juncker very much for his presentation today.

Mr Juncker, I wonder if I could just start by pointing to three things that you mentioned in your speech. First of all, you described yourself as ‘the big loser’. If I were you, I would not be so harsh on yourself. Secondly, you hit the nail on the head when it came to the debate on what some call public investment and what others call debt. We need to resolve this issue. We need to make sure that we learn the lesson that you simply cannot spend more money than you have got. You simply cannot ask taxpayers for money they have not got, and we need to make sure that we have financial responsibility. Thirdly, we welcome your announcement that Luxembourg should perhaps propose a female Commissioner for the next term. We look forward to the return of Astrid Lulling in this Chamber.

Yesterday we debated the legacy of President Barroso, and we looked back at his Commission and we called his Commission a Commission of crisis. What will we say about your Commission in five years’ time? In our group, we will ask: did the Juncker Commission lift its eyes from the institutional naval-gazing and look to the world beyond Europe to see those competitive economies? Our group will ask: did the Juncker Commission tackle the important issues of energy security and the digital single market and pursue open trade; and did the Juncker Commission face up to the challenges of the future rather than looking back to the past?

As an open and democratic group, the ECR had a number of discussions about this Commission – in fact, probably more than I would like to mention – but that is part of being an open and transparent democratic group. So, as we cast our vote today, let me share with you some of our concerns, but also some of the things that we like about your Commission.

First of all, let us be positive. We welcome the fact that the structure does not look like desperately seeking 27 places for 27 people. We like the fact that you have torn down the silos and have come up with an integrated structure focused on outcomes. That is a positive plan: it is a plan for action. We like the fact that you are looking to cut red tape and to complete the digital single market; and that you are looking at energy, the economy and competitiveness. We are impressed by some of your appointments. We like the fact, for example, that the gentleman next to you, Mr Timmermans, asked the question, ‘Does Europe need to do all this?’ Surely at times it is best to leave it to the Member States. Do we really need this regulation?

Thirdly, some Members in my group feel that you have offered a genuine olive branch to us, and we hope that both sides face up to the challenge of grasping that olive branch as we look forward to working with you over the next five years.

But I have to say we are also disappointed. We are disappointed that you did not support Parliament’s request for a budget control Commissioner. We see the appointment of a French socialist, given their record on the Stability and Growth Pact, as a mistake. It is rather like putting an alcoholic in charge of a wine bar. You might say that it is like putting a Houdini or an escapologist in charge of a prison. It might lead to better security, but it will also lead some people to say: if he can escape and get out of it, so can we.

Some of our national delegations did not like some of the people appointed because of their record in their home Member State, but we know that the process is over. We know the deal has been done. We know that the large groups will vote for your Commission. Our group will not join this cosy consensus. We will abstain. As you get down to work, where you pursue reform, we will work with you and your Commission; and where you look back to the past, we will confront you with the challenges of the future. There is much work to do, and we wish you well.

(Applause)

Guy Verhofstadt, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, I can tell you that the position of the Liberal Group is not one of abstention, it is a clear ‘yes’ for the new Commission. Have a little courage please, Mr Kamall, at the start of this new Commission! We need clear statements and clear positions.

Środa, 22 października 2014 r.

We had a lengthy discussion yesterday in our group, and our conclusion was that we will support this Commission as part of the pro-European coalition that also supported you, Mr Juncker, when you were appointed President of this Commission. This Commission has not received our support for free, however. We expect a different Commission from the previous one. We expect a Commission with ambition, a Commission with vision, a Commission that can lead us out of the crisis. We do not expect more of what we have seen over the past five years, namely a Commission that became, more and more, the secretariat of the Council, a Commission that waited first for the green light from Paris and Berlin – or rather, Berlin and Paris, to reverse the order – before it acted.

To give you one example, we are still waiting in this Parliament, five years after the start of the financial crisis, for the legislative package on economic governance. That is the reason why we are giving you our support: to change the way that the Commission is operating and to return to the Community method and lead us out of the crisis.

More precisely, what we hope to see from your Commission are three specific things. The first is a credible strategy on investment and growth. And I hope, colleagues, that we can end the stupid discussion we have had for five years with some saying that discipline is more important and others saying that investment is more important. Can somebody, perhaps, tell us that both are important, and that you do not have to make a choice between fiscal discipline, on the one hand, and investment and growth, on the other hand? It is impossible to have investment and growth without fiscal discipline and it is – as you said, Mr Juncker – impossible to have economic growth in the future without good, sound public finances.

I hope that Mr Katainen comes up with a plan as soon as possible. You are talking about EUR 300 billion, mostly from repackaging, but you know what the problems are. The problem is that the investment gap today in Europe is not EUR 300 billion. The investment gap in Europe is currently more than EUR 800 billion. Close to one trillion is lacking in investment – private mainly – in our infrastructure, in digital, in the energy grid, in transport and in innovation. I hope that, in the coming months, you can come forward with a credible strategy and a plan for closing that gap – but not in the traditional way of saying ‘Yes, we will increase a little the amount of capital in European investment.’ You need to come forward with a credible strategy like Delors did to create the internal market for consumer goods. We need a new way forward in the integration of the European Union, in digital, in energy, in innovation and in our capital markets, which are not unified at the moment. That is what we are waiting for, and we need it as soon as possible.

The second thing is: can this new structure work? We have always been in favour of coordination and clustering, and I hope it can work, but I have to tell you that I have doubts about it. In a marriage it is very clear: you do not decide everything together. In my marriage, I decide the questions of peace and war, and my wife does the finances, so there is a clear division of power, but I do not know whether appointing two Commissioners for the Stability Pact is the way forward. I think it could be a source of problems, though I hope it is not because I am very much in favour of coordinating and clustering.

I hope, in any case, that we will not see internal battles in your Commission. We had a long deadlock in the European Union with discussions between Paris and Berlin on the Union’s future strategy. We cannot afford to have a deadlock because Mr Dombrovskis and Mr Moscovici have different opinions about the application of the Stability Pact and about future strategy. I want us to look at this question closely and I want you, Mr Juncker, to intervene immediately if such a deadlock exists.

Lastly, the new Commissioners should also be unequivocal on European values. There is a problem there. You have already indicated the problem. Mr Navracsics may be competent to be a Commissioner, but perhaps not with the portfolio you assigned to him. You announced a few minutes ago that he should no longer be responsible for citizenship. I think that is a step forward, but does it solve the whole problem? I do not think so.

Yesterday you received a letter from Mr Bernard Focroulle, the director of the music festival of Aix-en-Provence, in the name of a long list of eminent European artists, painters, composers, actors, architects and directors of opera houses and theatres. I want to tell you that we fully back the content of that letter.

Środa, 22 października 2014 r.

If you do not have other proposals to make, I hope that the structure you have established in your Commission, with Vice-Presidents coordinating and controlling the work of the other Commissioners, will also apply to the portfolio of Mr Navracsics, and that Mr Navracsics, in doing his job, will be under the control of the different Vice-Presidents of the Commission responsible for civil liberties. That said, the credibility of this Commission is not only a question of economics. It is also a question of values, because Europe is also about democracy and about human values.

Νεοκλής Συλικιώτης, *εξ ονόματος της ομάδας GUE/NGL*. – Κύριε Πρόεδρε, κύριε Juncker, αγαπητοί συνάδελφοι, η GUE/NGL εξέφρασε σοβαρές επιφυλάξεις σ' όλες τις ακροαματικές διαδικασίες των νέων Επιτρόπων. Ο λόγος είναι πολιτικός. Οι προγραμματικές θέσεις Juncker που καλούνται να ακολουθήσουν οι νέοι Επίτροποι μας βρίσκουν κάθιστα αντίθετους, καθώς αντανακλούν την προσήλωση της νέας Επιτροπής στις νεοφιλελεύθερες πολιτικές που ακολουθούνταν μέχρι σήμερα και οδήγησαν στη διαδικασία αποβιομηχανοποίησης του ευρωπαϊκού νότου, στην περαιτέρω αύξηση της ανεργίας, ιδιαίτερα ανάμεσα στους νέους, στην απορρύθμιση της εργασίας, στη συρρίκνωση του κοινωνικού κράτους, στη φτωχοποίηση, στην ασφυξία των μικρομεσαίων επιχειρήσεων, στα μνημόνια και τη σκληρή λιτότητα.

Ορισμένοι από τους Επιτρόπους, όπως ο κύριος Cañete έχουν συγκρουόμενα συμφέροντα με το χαρτοφυλάκιο που αναλαμβάνουν. Άλλοι, όπως ο κύριος Navracsics, πήραν θέσεις που στρέφονται ενάντια στους λαούς της Ευρώπης. Εν τέλει όμως παρέμειναν με τα ίδια χαρτοφυλάκια, παρόλο που έτυχαν δριμείας κριτικής και παρά το αρνητικό κλίμα που υπήρχε εναντίον τους. Ως GUE/NGL καταδικάζουμε το γεγονός αυτό που αποδεικνύει ότι η νέα Επιτροπή είναι προϊόν συναλλαγής μεταξύ του ΕΛΚ, των Σοσιαλδημοκρατών και των Φιλελευθέρων, προϊόν μιας πρακτικής που τείνει να γελοιοποιήσει τις διαδικασίες λήψης των αποφάσεων της Ευρωπαϊκής Ένωσης.

Η Ευρωπαϊκή Ένωση, κύριε Πρόεδρε και κύριοι συνάδελφοι, χρειάζεται αλλαγή πλεύσης, με πολιτικές που να δημιουργούν νέες θέσεις εργασίας και να διασφαλίζουν το κοινωνικό κράτος. Η λύση ενάντια στην κρίση βρίσκεται στις στρατηγικές που θα δώσουν ώθηση στην οικονομία και την κοινωνική ανάπτυξη και όχι στις πολιτικές λιτότητας. Δεν μπορούμε και δεν θα μείνουμε αδρανείς στη συνέχιση αυτών των πολιτικών. Γι' αυτό και ως GUE/NGL θα καταψηφίσουμε τους νέους Επιτρόπους και τις νεοφιλελεύθερες πολιτικές τις οποίες εκφράζουν και εκπροσωπούν.

Rebecca Harms, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Herr Präsident, sehr geehrte Kollegen, Herr Juncker! Sie wissen alle, dass ich Herrn Juncker schätze. Ich glaube, damit bin ich nicht allein, sondern damit bin ich in der guten großen Mehrheit in diesem Haus. Trotzdem wird meine Fraktion Nein sagen zu der Juncker-Kommission. Das haben wir nach langer Abwägung und intensiven Beratungen entschieden. Um Herrn Verhofstadt einmal ganz ernst zu nehmen: Meiner Meinung nach ist genau die Entscheidung, Herrn Navracsics dieses besondere Portfolio zu geben, schon ein Grund an und für sich, nach den Erfahrungen in der letzten Legislatur – ich erinnere an Viviane Reding und ihre Probleme – zu dieser Kommission Nein zu sagen.

Aber wir haben natürlich mehr Gründe. Ich will das nicht im Einzelnen durchgehen. Ich will das auch an einer Art Analyse der Dinge festmachen, die für die Grünen in dieser Situation des Neuanfangs wichtig sind. Herr Juncker, es ist tröstlich, dass Sie mit dieser Idee brechen, dass wirtschaftlicher Aufschwung durch strengste Haushaltsdisziplin in den Krisenländern erzeugt werden kann. Das Investitionsprogramm, das Sie ankündigen, gefällt uns. Wir wissen nur nicht, woher das Geld kommen soll, das in noch größerem Umfang gebraucht wird, als Sie das bisher umrissen haben.

Das Zweite, das uns eben auch wirklich bestürzt, ist, dass diese Idee des Investitionsprogrammes bisher nicht verbunden wird mit einer Idee, wie die Europäische Union, wie wir für die Bürger der Europäischen Union Zukunft gewinnen wollen. Ich sage das ganz ernsthaft auch bezogen auf den bevorstehenden Gipfel. Dass wir nach zehn Jahren engagierter Klimadebatte jetzt einen Klimagipfel vorbereiten, auf dem die Klimapolitik der Europäischen Union abgewrackt werden soll, das spricht dagegen, dass in dieser Europäischen Kommission, alt oder neu, tatsächlich erkannt worden ist, was die Zukunftsherausforderungen sind.

(Beifall)

Es kann doch nicht sein, dass Herr Oettinger diese erbärmlichen Verhandlungen um Gaslieferungen aus Russland führen muss und gleichzeitig die Staats- und Regierungschefs sich darauf vorbereiten, die Ziele für erneuerbare Energien und sogar für Energieeffizienz auf der europäischen Ebene zu schleifen. Das ist nicht das Gewinnen von Zukunftsfähigkeit, sondern das ist der Abschied von den Zielen, die eigentlich für bessere Entwicklungen stehen könnten. Ich finde, dass das tatsächlich als Bilanz in Ihrer Rede gefehlt hat, und auch die Konstruktion, die Verteilung der Portfolios für Klima und Energie, das völlige Fehlen der Idee von nachhaltiger Entwicklung, das ist wirklich ein schwerwiegender Grund für uns, zu dieser Kommission Nein zu sagen.

Środa, 22 października 2014 r.

(Beifall)

Der Verdacht, dass alleine über Deregulierung Wachstum erzeugt werden soll, wird auch geschürt durch die TTIP-Verhandlungen: Europäische Errungenschaften werden aufgegeben. Dabei könnte man mit dem Engagement der Bürger für gute Landwirtschaftspolitik und für Verbraucherschutz doch europäisch Zustimmung gewinnen. Das ist in der alten Kommission und in der neuen Kommission meiner Meinung nach überhaupt nicht genug erkannt worden.

Ein ganz großes Thema ist die Flüchtlingspolitik gewesen. Aber ein ganz großes Versagen der letzten Jahre liegt in der Flüchtlingspolitik, die versprochen worden war. Dass da kein eigenes Portfolio geschaffen worden ist, das empfinde ich eigentlich als Distanzierung von dieser wahnsinnigen Herausforderung. Wenn man die südliche Seite des Mittelmeeres betrachtet, und wenn man sich dann anschaut, was wir bisher tun, dann ist wirklich nicht verantwortlich, wie mit diesem Thema umgegangen wird.

Lassen Sie mich als Letztes Frau Mogherini Glück wünschen. Herr Juncker und Frau Mogherini übernehmen diese Spitzenpositionen in einer Zeit, in der in der Ukraine trotz Waffenstillstands der Krieg eigentlich weitergeht. Sie übernehmen ihre Zuständigkeiten in einer Zeit, in der wir angesichts der Zuspitzung im Irak und in Syrien kaum noch wissen, wie wir antworten sollen. Ich wünsche ihnen wirklich, dass die Außenminister in der Europäischen Union endlich anerkennen, dass gute europäische Außen- und Sicherheitspolitik nur gemeinsam gemacht werden kann und das ewige Streiten über die Frage, wo die Kompetenz liegt, uns in diese eben doch auch sehr schwache Lage von heute gebracht hat.

(Beifall)

Nigel Farage, *on behalf of the EFDD Group*. – Mr President, as Mr Juncker presents his new Commission this morning he is telling us that they are all in the last chance saloon. Well, I tell you what, Mr Juncker, I will come and see you there, but you are going to have to introduce me to them because this is very much a bunch of nonentities, unknown. I spoke to MEPs this morning who will be voting later, and most of them could not even name half of them. The one from Britain is so obscure that his name is Lord Hill but it should be Lord 'Who?! The British public could not pick the bloke out of a line-up! He has never been elected to anything in his life – which means he is perfect for the job.

I do not think that the European public or commentators understand what the European Commission really is. The Commission is the executive. It is the government of Europe and it has the sole right to propose legislation. It does so in consultation with 3 000 secret committees, staffed mainly by big business and big capital, and all the legislation is proposed in secret. Once something becomes a European law, it is the European Commission itself which has the sole right to propose, repeal or change that legislation. The Community method which was championed this morning, the means by which the European Commission makes law and holds law, is actually the very enemy of the concept of democracy itself. It means that in any Member State there is nothing the electorate can do to change a single piece of European law. So we will be voting against the Commission today, not on the basis of the individuals, but on the basis of the fact that it is a fundamentally un-, in fact, anti-democratic form of government.

I suspect you are in for a tough time with this Commission. You are going to have the euro crisis which has not gone away and is going to get worse. You are also going to have the UK debate where it has now become unacceptable to the vast majority of British citizens for there to be total free movement of people extended to half a billion people to come to Britain. Mr Cameron masquerades as being an EU opponent, though I note this morning that the Conservatives are so brave that they are even going to abstain. I think this will be the last European Commission that governs Britain, because before the end of these five years we will be out of here.

Harald Vilimsky (NI). - Herr Präsident, meine sehr geehrten Damen und Herren! Gestern kam bei Ihnen keinerlei Trauer auf, als Herr Barroso verabschiedet wurde. Und heute kommt keinerlei Freude auf, wenn Herr Juncker mit seiner Kommission inthronisiert wird. Ich kann Ihnen erklären, warum dies der Fall ist: Weil beide, Barroso und Juncker, keine Kandidaten der europäischen Völkerfamilie sind, beides keine Kandidaten der Herzen der Völker Europas, und weil beide den Minimalkonsens der europäischen Nomenklatura darstellen und daher auch aus unserer Sicht nicht die entsprechende Legitimation aufweisen können.

Środa, 22 października 2014 r.

Herr Juncker, wie ist denn das, wenn Sie gesagt haben: „Man muss lügen, wenn es ernst wird“? Und, Herr Juncker, wie ist denn das, wenn Sie gesagt haben: „Man fährt den Zug der Zentralisierung immer weiter voran, und man wartet, ob nicht ausreichend Widerstand aus der Bevölkerung gegeben ist, und dann macht man weiter“?

Ich kann Ihnen sagen: Wir lehnen Sie als Person ab, wir lehnen Ihre Kommission ab. Wir lehnen sie ab, weil sie nicht ausreichend demokratisch legitimiert ist, und wir lehnen sie auch ab, weil viele Personen mit wirtschaftlichen und industriellen Interessen verwoben sind. Und wenn wir das heute machen und die Ablehnung aussprechen, sprechen wir uns für Europa und für die europäische Völkerfamilie aus.

Herbert Reul (PPE). - Herr Präsident, Herr Kommissionspräsident! Manche Reden entlarven sich ja von selber. Dazu muss man gar nichts mehr zu sagen. Das ist nur noch peinlich. Es gibt Reden in diesem Haus, die machen mich schon nachdenklich. Reden wie von der GUE oder von den Grünen heute auch, die im Grunde verlangen, dass eine Kommission 100 % des eigenen Parteiprogramms vorträgt, eine Kommission, die von allen Mitgliedstaaten besetzt wird. Es ist eigentlich kaum noch zu verstehen, wie man solche Maßstäbe anlegen kann.

Die Frage, die sich stellt, ist doch, ob diese Kommission in der Besetzung und im Konzept eine Idee hat dafür, wie man in diesen schwierigen Zeiten die Probleme in Europa in den Griff bekommen kann. Ich finde es interessant und mutig, eine neue Struktur anzupacken. Ich weiß auch nicht, ob diese Idee 100 %-ig funktioniert. Aber das ist doch endlich einmal ein Versuch, mehr Effektivität in die Arbeit der Kommission zu bekommen. Da ist doch endlich mal jemand, der nicht nur darüber schwafelt, dass wir uns darauf konzentrieren müssen, das Wichtige und Wesentliche zu machen und die Details vielleicht den Mitgliedstaaten zu überlassen. Das quatscht doch hier jeder seit Jahren herum. Jetzt wird es endlich einmal in Form einer Struktur, in Form eines Vizepräsidenten auch dokumentiert.

Aber natürlich, Herr Präsident Juncker, wir wollen auch Taten sehen. Das ist klar. Wir wollen nachher auch die Ergebnisse sehen. Aber die Struktur bietet die Chance. Und es ist eine Kommission – das finde ich auch hochgradig interessant und spannend und dafür müsste man viel mehr Unterstützung organisieren –, mit Schwächen und Stärken. Es sind nie alle Menschen gleich, aber sie setzt Schwerpunkte in den Themenfeldern, die für die Zukunft der Menschen in Europa entscheidend sind. Das ist die Wirklichkeit der Menschen.

Tun wir was! Schaffen wir etwas, dass die Lebensbedingungen besser werden, dass Arbeitsbedingungen besser werden, dass Wachstum entsteht. Was nützen denn diese Sprüche von diesen ganzen Programmen, wenn sie nicht wirkungsvoll sind! Deswegen ist es doch richtig zu sagen, wir müssen genau schauen, an welchen Stellen wir mit welchen Mitteln Wirkung entfalten. Deswegen ist es doch richtig zu sagen, wir können kein Strohfeuer veranstalten, das Geld einfach verbrennen, sondern es muss Wirkung haben. Deswegen müssen wir überlegen, ob das Geld, das wir schon ausgeben, immer richtig und wirkungsvoll ausgegeben ist. Deshalb ist es auch richtig, dass natürlich Sparsamkeit am Anfang stehen muss. Wenn du ständig dein Geld verschwendest, hast du gar keine Gestaltungschance mehr.

Es ist auch richtig, dass Schwerpunkte gesetzt werden – darüber wurde mir heute viel zu wenig geredet – in Forschung, Innovation und Zukunftsgestaltung. Deshalb ist es auch richtig, sich mit dem Rat darüber zu streiten, wo denn diese Schwerpunktsetzungen in Zukunft erfolgen sollen. Ich finde es schon ärgerlich, dass beim Haushalt 2015 gespart wird und insbesondere im Forschungsbereich. Das ist Unsinn. Wir reden alle von Innovation und Investition. Ja, in dem Bereich müssen Investitionen stattfinden.

Der Kollege der Sozialdemokratischen Fraktion hat eben vorgetragen, dass Nobelpreisträger in verstärktem Maße aus Europa kommen. Wissen Sie auch, wo die gefördert werden? Bei unseren europäischen Einrichtungen. Ich finde, das ist ein toller Versuch. Er verdient Unterstützung und nicht dummes Gerede.

Udo Bullmann (S&D). - Herr Präsident, Herr Kommissionspräsident, werte Kolleginnen und Kollegen! Es ist ein schwerwiegender Satz, von der „Kommission der letzten Chance“ zu sprechen. Aber es ist ein richtiger Satz. Wir wünschen dieser Kommission der letzten Chance Glück, wir wünschen ihr Erfolg, aber wir wünschen ihr vor allen Dingen Aufrichtigkeit und Mut. Dieses Angebot zur Zusammenarbeit kann nur funktionieren, wenn wir uns mit Aufrichtigkeit und mit Mut begegnen. Aufrichtigkeit heißt, wir müssen die Dinge aussprechen, wie sie sind, und es muss Schluss sein mit dem Schönlügen der Verhältnisse. Nein, in den nächsten drei Jahren werden wir noch nicht in einer wesentlich besseren wirtschaftlichen Lage sein, weil die letzten sieben Jahre uns so viel gekostet haben, dass die Anstrengungen längerfristiger Natur sein müssen. Wir müssen aber jetzt damit anfangen.

Środa, 22 października 2014 r.

Herr Juncker, lassen Sie sich nicht abbringen von diesem Kurs für mehr Investitionen! Lassen Sie sich auch nicht einreden, dass man diese Anstrengungen nur mit dem geringsten Aufwand betreiben kann. Im Gegenteil: Man muss sie messen am maximalen Ergebnis und am produktivsten Umgehen mit den Ressourcen, aber nicht am geringsten Aufwand. Es muss Schluss sein mit dieser Politik der weißen Salbe, die die Verhältnisse ständig umlügt, ohne die Probleme effektiv anzugehen.

Dafür haben Sie unsere Unterstützung, dafür wünschen wir Ihnen Glück. Eine Unterstützung, die niemanden ausschließt, die auch gerne dazu aufruft, dass jeder und jede in diesem Haus mit anpacken kann, wenn ihr alle mal kapiert, dass es in der Tat die letzte Chance ist, die Europa hat. In diesem Geiste wollen wir arbeiten!

Ryszard Antoni Legutko (ECR). - Mr President, there was a lot in President Juncker's presentation which I found interesting, but I am slightly confused at the same time. On the one hand, Mr Juncker, you were preaching flexibility, and on the other hand you were advocating discipline. On the one hand you were urging to strengthen the Community method, and on the other you were defending the nation states and the autonomy of the nations. Now, I am a simple minded man. I believe that if you take one, you cannot have the other. If you have the other, you cannot have the first. The world is logical, and political programmes should also be logical; this should not violate the laws of logic. I would be grateful for some enlightenment on this.

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI

Vicepresidente

Sophia in 't Veld (ALDE). - Mr President, I would like to say to Mr Juncker that ALDE will support his European Commission, but Mr Juncker, let us be clear, we support you in the vote today; that does not mean that you will have a blank cheque for the next five years. Our support is not automatic and you will have to work very hard to get our support for every single proposal that you put forward. But you will get our support for anything taking Europe forward, making it more democratic, more efficient and better able to act and to face the challenges and the crises of today.

We need to get out of the economic crisis, but Europe also needs to take up its responsibility on the world stage. For that we need a strong European Commission. ALDE voters went to the ballot box for a stronger, better, different and reformed European Union. We want better regulation, yes. But better regulation in our view does not mean dismantling the achievements of the European Union. The voters on the right side of the House – there are very few people left there – they also want a change; they want to dissolve the European Union. That is not the solution proposed by ALDE, but we do want Europe to move, and I would be very worried to see a so-called *Große Koalition*, which seems to be a paralysing embrace leading to stagnation and status quo. Europe needs to move.

We have talked a lot about the economy, about foreign affairs, about an energy union – lots of concrete things – but I have heard very little about values. Values are not a side issue. They are actually the essence, the core, of European integration and if we want to operate as a political union now we need a community of citizens based on shared values. So I expect initiatives for stronger instruments to promote and protect democracy, the rule of law and fundamental rights. But we also expect better enforcement if these values are under pressure in one of the Member States and I am looking in particular to Mr Timmermans, your, let us say, Prime Minister, who will be in charge of this task.

So Mr Juncker, today, you have our support and you will find us at your side – if you take Europe forward.

Curzio Maltese (GUE/NGL). - Grazie signor presidente, lei ha nominato come Commissario per l'energia, un uomo in affari con le industrie del petrolio, nonché un personaggio della City dovrebbe occuparsi di trasparenza finanziaria e il vicepresidente di un governo che ha approvato leggi contro la libertà di stampa come Commissario alla cultura.

Środa, 22 października 2014 r.

Non sappiamo più se criticare le sue scelte o complimentarci per il suo *sense of humour*. In particolare, è grave la vicenda del signor Navracsics, il quale ha ammesso durante l'audizione la propria responsabilità politica nell'approvazione di leggi che sono contrarie ai valori fondamentali dell'Unione. Per questo la commissione cultura ha votato contro accogliendo molti appelli dalla società civile. Lei ha ignorato questo voto e ha deciso di confermare la scelta attraverso un espediente. Il signor Navracsics rimane in ogni caso l'uomo sbagliato nel posto sbagliato e anche lei lo sa, signor Presidente.

Josep-Maria Terricabras (Verts/ALE). - Herr Präsident! Herr Juncker, wir alle wissen, dass in den letzten Jahren die mehr als strikte ökonomische Politik vieler Länder mit der Genehmigung, Unterstützung und Forderung der Troika den Bürgern sehr hart zugesetzt hat. Gleichzeitig war aber die Kontrolle über die Staaten, abgesehen von der finanziellen Kontrolle, unsichtbar oder wurde immer schwächer. Welche Maßnahmen – nicht welche Worte – haben Sie und Ihre Kommission im jetzigen Mandat, wo alles enden müsste, vor, um diejenigen Staaten beim Namen zu nennen und aktiv zu kontrollieren, die die grundsätzlichen Rechte oder die Gesetze und Richtlinien dieses Parlaments verletzen? Unsere Institutionen, auch die Europäische Kommission, sollten ein Beispiel demokratischer Haltung sein.

Valentinas Mazuronis (EFDD). - Nepaisant skirtingų nuomonių apie šią Komisiją, aš noriu pasveikinti naujos sudėties Komisiją ir palinkėti jai gero darbo. Manau, kad Komisija bus patvirtinta ir naujieji Komisijos nariai ims darbotvarkę kaip galima greičiau, nes laikas ir, kas ypatingai svarbu, problemos nelaukia. Komisija turi dirbti kaip vienas gerai sustyguotas instrumentas, kaip viena komanda ir siekti bendro tikslo – priartinti Europos Komisijos sprendimus ir visą Europos Sąjungos veiklą prie piliečių lūkesčių visose Europos Sąjungos valstybėse, tarp jų ir Lietuvoje. Primenu J.-C. Junckerio išsakytą frazę: „Degantį lėktuvą turėjome taisyti skrydžio metu, todėl kartais tekdavo nudegti pirštus“. Linkiu, kad tie pirštų nudegimai būtų ne kliūtis, o stimulus sėkmingam darbui ateityje.

Šiandien labai svarbu, kad naujoji Komisija pagrindinį dėmesį skirtų investicijoms į darbo vietų kūrimą, skurdo mažinimo programoms, paramą smulkiam ir vidutiniam verslui. Europos Sąjunga turėtų daryti didesnę pažangą ir judėti link tvaraus ekonomikos augimo, darbo vietų kūrimo ir skurdo mažinimo.

Kitas svarbus objektas yra vieningas požiūris į problemas, ypač vieningos energetikos bei užsienio politikos klausimais. Tarp visų Europos Sąjungos institucijų ir valstybių, kiek tai įmanoma, turi vyruoti bendra pozicija, nes tik tokiu būdu mes galime pasiekti optimalų norimą rezultatą.

Ypač džiaugiuosi ir sveikinu Lietuvos paskirtą Komisijos narį Vytenį Povilą Andriukaitį ir linkiu jam įsijungti į bendrą komandą bei sėkmingai dirbti Europos Sąjungos ir Lietuvos labui.

Zoltán Balczó (NI). - Egy feladata ellátására alkalmas biztosi testület összeállítása lehetetlen feladat. A biztosok az Unió miniszterei. Nincs 28 elkülöníthető terület. A tagországok nem feladatra jelölnek. A legtöbb jelöltnek semmi előzetes tapasztalata sincs azon a területen, amit irányítani fog. Jellemző eset, amikor az egyik tárcához alkalmasnak ítélt jelöltet átirányítanak egy másik területre, és az illetékes bizottságok tapsolnak, hogy az illető 5 nap alatt milyen ragyogóan felkészült a sztereotip válaszkra. Az egész eljárás tragikomikus. Azért nem tragikus, mert a biztosoknak valójában nincs meghatározó szerepük az Uniót meghatározó legfontosabb döntésekben. Ezeket az elvárt legfontosabb döntéseket a mindenkori bizottsági elnöknek megmondják.

Andrzej Grzyb (PPE). - Przede wszystkim chciałbym pogratulować przewodniczącemu Junckerowi sposobu, w jaki zdecydował się powołać Komisję, oraz pryncypiów, które mają jej przyświecać w trakcie działalności. Bardzo ważne jest odejście od rozdrobnienia portfolio komisarzy. Mam również nadzieję, że zda egzamin zadaniowo zorientowana struktura z koordynującymi poszczególnych komisarzy i poszczególnymi portfoliami wiceprzewodniczącymi komisji.

Panie Przewodniczący, popieram Pańską koncepcję łączenia zadań komisarzy w sposób interdyscyplinarny: energia i klimat, polityka przemysłowa, przedsiębiorczość i rynek – żeby przynajmniej wymienić kilka z nich. Zadanie najważniejsze, które usłyszałem w Pańskim wystąpieniu, to wyjście ze skutków kryzysu ekonomicznego (one są w dalszym ciągu odczuwalne), czyli przywrócenie wzrostu gospodarczego poprzez inwestycje, ale nie tylko, i powrót miejsc pracy do krajów członkowskich Unii Europejskiej, do całej Unii Europejskiej, utrzymanie swobody przepływu osób, gdyż podejmowane są próby ograniczenia tej swobody (słyszeliśmy o tym również dzisiaj na tej sali), czy pełne wdrożenie dyrektywy usługowej, która może przynieść też pozytywne efekty w rozwoju gospodarczym. Wzrost gospodarczy nie będzie możliwy bez racjonalnej polityki energetycznej i klimatycznej, która musi być dostosowana do rozwoju krajów członkowskich w oparciu o własne zasoby energetyczne. Kryzys ukraińsko-rosyjski pokazuje, że własne zasoby mogą być podstawą bezpieczeństwa. Wielu z nas, w tym ja sam, jest gorącymi zwolennikami podejścia do pracy legislacyjnej pod hasłem lepszej regulacji. Nie do utrzymania jest bowiem sytuacja, w której organy posiadające inicjatywę, a w

Środa, 22 października 2014 r.

efekcie Parlament, są nieskoordynowane, kiedy projekty dyrektyw czy rozporządzeń nakładają się na obszary już uregulowane.

Panie Przewodniczący, będę Panu gratulował, jeśli cele te uda się kierowanej przez Pana Komisji osiągnąć.

Pervenche Berès (S&D). - Monsieur le Président, Monsieur le Président Juncker, il y a urgence à ce que vous puissiez mettre en œuvre un certain nombre d'engagements que vous prenez devant nous. Mais si vous prenez des engagements, cela veut dire que vous acceptez aussi d'être mis sous surveillance pour leur mise en œuvre. C'est là que nous serons au rendez-vous.

Lorsque vous avez évoqué ce plan de 300 milliards, vous avez indiqué que vous le présenteriez avec M. Katainen. Il nous semble que votre voisin, votre main gauche ou votre main droite selon les jours manifestement, M. Frans Timmermans, devra aussi être directement et totalement engagé pour que ce plan de 300 milliards soit un plan au service d'une stratégie du développement durable.

Vous avez voulu, dans ce plan, favoriser la transition énergétique et nous vous en remercions. Nous sommes à vos côtés pour ce faire mais il faut également penser à un plan numérique. Si nous sommes aussi en faveur d'une économie numérique, nous savons que nous ne progresserons pas en faveur d'une telle économie sans toucher directement, précisément, efficacement, aux enjeux de la fiscalité dans ce domaine.

Lorsque vous nous ferez des propositions sur ce plan de 300 milliards, tenez compte du déficit d'investissements que vous avez identifié et qui vous conduit à mettre cette proposition sur la table, mais n'oubliez pas non plus que d'autres débats existent derrière ces 300 milliards et que cette proposition de 300 milliards ne peut pas être pour solde de tout compte. N'oubliez pas qu'elle est là aussi parce qu'il y a des divergences entre les économies de l'Union européenne, que cela ne peut pas être un plan avec une logique de juste retour, que cela doit être un plan pour corriger les asymétries des économies européennes, mortelles pour le travail en commun entre les peuples, et que chacun retrouve une raison d'espérer dans le projet européen.

Je vous souhaite bonne chance.

Bernd Lucke (ECR). - Herr Präsident, Herr Präsident Juncker! Die große Herausforderung für die neue Kommission ist die europäische Wachstumsschwäche. Diese Wachstumsschwäche ist Besorgnis erregend, denn Europa steht am Rande von Rezession und von Deflation. Sie sollten sich Gedanken darüber machen, warum das so ist, denn alle anderen Staaten der Welt haben inzwischen die Folgen der Finanzkrise überwunden, nur nicht die Eurozone. Es ist nicht nur so, dass es die Krisenländer der Eurozone sind, die Schwierigkeiten haben, sondern inzwischen – Sie haben es gesagt – hat auch der Weltmeister eine Formschwäche. Der Weltmeister, haben Sie gesagt, muss sich daran gewöhnen, dass es ihm vielleicht dauerhaft nicht mehr gutgehen wird. Und während Sie an Fußball gedacht haben, ist es leider für die Volkswirtschaft ebenfalls so.

Es ist für Deutschland so, dass Deutschland inzwischen schrumpft, Frankreich schrumpft, Italien schrumpft. Die Krise hat den Kern der Europäischen Union erfasst, sie ist nicht überwunden. Da sollten Sie sich langsam einmal Gedanken darüber machen, ob die Krise der Eurozone nicht auch etwas mit dem Euro zu tun hat. Ihre Worte vom *Triple-A* des sozialen Standards der Eurozone müssen wie Hohn in den Ohren derer klingen, die in den südeuropäischen Ländern arbeitslos sind. Die Versprechen, dass der Euro zu Wachstum und Wohlstand führt, sind so viel wie ein *junk bond* wert, nicht so viel wie ein *Triple-A*.

Da Sie – ähnlich wie Herr Verhofstadt – Ihre ökonomischen Rezepte nur bei John Maynard Keynes gelernt und seit den Dreißigerjahren nichts hinzugelernt zu haben scheinen, werden alle AfD-Abgeordneten heute gegen Sie stimmen.

Pavel Telička (ALDE). - Mr President, despite the fact that some of the Commissioners-designate did not give an impressive and convincing performance, and also despite the fact that the transport portfolio has been reshuffled, somehow disrespecting the unanimous view of the Committee on Transport and Tourism – and I would have rather expected a redesign of Mr Navracsics's portfolio – I have to say that we – I myself, my delegation and the ALDE Group – will vote in favour of Mr Juncker's Commission.

Środa, 22 października 2014 r.

But, Mr Juncker, I do expect that your Commission will use the right of initiative and that it will be independent – unlike the previous one – from the Member States. I also expect that you will have the courage to demand reforms – structural reforms – from the Member States, that you will take the initiative, that you will have the courage and that you will provide leadership, which is precisely something that we have missed in the past.

Now may I refer, very briefly, to Mr Timmermans? I am very happy that this position has been established and that better regulation is high on your agenda. Apart from what you yourself have said, this will provide for growth so that we will need less burdensome regulation in the future and more common policies. So good luck and 'bon courage'.

Marisa Matias (GUE/NGL). - Senhor Presidente, Senhor Juncker, com este programa e este Colégio de Comissários, os mercados podem ficar descansados: serão eles que vão continuar a mandar nos corredores da Comissão.

O Sr. Juncker apresentou como objetivo principal ter um *tríplo A social* na União Europeia. Não deixa de ser surpreendente que tenha apenas falado do desemprego no minuto 34 do seu discurso e apenas durante 30 segundos. Ao maior problema da União Europeia o senhor dedicou 30 segundos. É muito significativo.

Sr. Juncker, diz que o seu principal trunfo é ter quatro ex-primeiros-ministros e dezanove ex-ministros: ou seja, 23 dos 28 Comissários vêm diretamente dos governos, vêm diretamente do Conselho para a Comissão. Nós já sabíamos que o Conselho tinha colonizado as instituições europeias, mas é lamentável que, pela sua mão, o Conselho esteja a fazer uma OPA hostil à Comissão Europeia.

Sr. Juncker, nas pastas económicas o senhor não promete nada a não ser a continuação da política desastrosa para as periferias da zona euro. Sr. Juncker, a sua Comissão do *tríplo A social* tem uma nova marca, mas a marca não corresponde ao produto, trata-se apenas de publicidade enganosa.

Claude Turmes (Verts/ALE). - Herr Präsident! Jean-Claude, wenn wir als Grüne heute Nein stimmen zu Deiner Kommission, dann sollte das auch Dich nachdenklich machen. Zwischen Juli — wo viele von uns für Dich gestimmt haben — und Oktober hat sich ein Vertrauensbruch in vier Punkten ergeben: Dein *U-turn* zu TTIP. Der Fakt, dass in Deinem Europäischen Semester Umwelt gar nicht vorkommt. Der Fakt, dass Frans Timmermans sich über Staubsauger lächerlich macht, ohne zu wissen, dass *Eco-Design* die unbürokratischste Richtlinie ist, die den Binnenmarkt am meisten fördert und die größte Effizienzmasse aufweist, die wir in Europa haben. Viertens: Wo soll ich, wo sollen wir das Vertrauen hernehmen, dass Deine Kommission über diese lächerlich niedrigen 27 % Effizienz und 7 % erneuerbare Energien hinausgeht, die die Staatschefs leider unter dem Vetodruck von Cameron und Polen beschließen werden? Ich würde mich freuen, wenn in Deiner Antwort dieser Vertrauensbruch ein bisschen gekittet werden könnte.

Laura Agea (EFDD). - Signor Presidente Juncker, si rende conto di quale Europa le viene consegnata oggi? Un'Europa in ginocchio! Un'Europa con sette milioni e mezzo di giovani disoccupati, dove migliaia di aziende sono state costrette a chiudere e dove chi è rimasto senza certezze è arrivato persino a togliersi la vita. Questi sono i risultati di disastrose politiche di austerità che il suo predecessore ha portato avanti per un decennio. Già questo dovrebbe esser sufficiente per dire basta a queste politiche criminali e invece voi che ci avete fatto ammalare pretendete anche di curarci. Ma la malattia siete voi!

Mi rivolgo a voi colleghi italiani, con quale coraggio osate dare la vostra fiducia a chi vuole insistere con queste terapie fallimentari! Voi conoscete la situazione del nostro paese e mi chiedo come facciate a guardare negli occhi i cittadini ai quali hanno tolto tutto: sanità, pensioni, lavoro, sussidi sociali e la dignità. Mi appello alla vostra coscienza. Lo so, nemmeno voi volete veramente un'Europa simile e allora come me, ditelo chiaro e forte: basta un no! qui e adesso!

Matteo Salvini (NI). - Signor Presidente, lei ha costruito la prigione in cui siamo. Lei da 25 anni, con le più alte cariche ha collaborato al disastro economico in cui siamo e qualcuno le dà dello statista. Io ho un minuto per rappresentare milioni di cittadini europei che sono danneggiati da questa Unione europea, che fa le guerre sbagliate, che ha una moneta sbagliata, che non difende il *made in Italy*, che risponde agli interessi della massoneria, delle banche e della finanza e ogni giorno noi ce ne rendiamo conto. Mi sembra che questa Commissione porterà alla fine quello che è un esperimento sbagliato: un obbrobrio, un mostro, un suicidio. Quindi io le auguro di lavorare bene come ha fatto in questi 25 anni nei ruoli che ha ricoperto e in fretta, perché più lei e la sua Commissione lavorerete bene e in fretta, più i popoli europei si riprenderanno la libertà, l'identità, il futuro, la moneta, l'orgoglio e la speranza di poter guardare a un domani senza che ci siano 28 sconosciuti che decidano per loro.

Środa, 22 października 2014 r.

Elisabetta Gardini (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, io vorrei ricordare che il voto del 25 maggio ha inviato un chiaro messaggio e che le sfide che ci attendono, che attendono l'Unione europea e i suoi Stati membri, sono davvero cruciali, e lei, signor Presidente, avrà il compito di guidare una legislatura che non potrà essere di routine. Ma nelle sue parole io ho sempre sentito che lei ne aveva piena consapevolezza, perché lei da subito, ha posto come priorità del suo programma il tema della crescita e dell'occupazione e ha parlato della dimensione sociale dell'Europa, ed è per questo che dall'inizio noi le abbiamo dato la nostra fiducia e oggi ci ritorniamo a darla puntando su questo coraggio, che oggi ancora una volta lei ha dichiarato di avere e di volere avere.

Ha anche dato il senso che i tempi non sono una variabile di secondaria importanza ed è per questo che ha detto e ha ribadito che presenterà il programma di investimenti assieme al vicepresidente Katainen prima di Natale, e anche per questo noi saremo con lei a spingere anche sui tempi.

Ha parlato di tanti temi, ma mi vorrei soffermare un attimo sull'immigrazione. Come italiana e come italiani può immaginare quanto condividiamo la sua voglia di mettere tra i punti chiave e tra le priorità l'immigrazione. Tragedie come quelle di Pozzallo, tragedie come quelle di Lampedusa non si possono, non si devono ripetere. Ma deve essere una storia europea, non può essere una storia regionale. La prego, la sua Commissione torni a guardare al Mediterraneo con più forza.

Ha detto: ce la facciamo a riavvicinare i cittadini all'Europa? Ce la facciamo a ridurre drasticamente la disoccupazione, a dare prospettive ai giovani, a occuparci dei grandi temi? Ce la dobbiamo fare o sarà un fallimento. Tutto questo l'Europa se la merita. Se la meritano i nostri cittadini, se lo meritano i nostri popoli. Torniamo ad avere un'Europa fiera della sua identità storica, del nostro inconfondibile retaggio culturale, del nostro modello di integrazione, di comunità di diritto, di economia sociale di mercato. In nome di tutto questo, signor Presidente, io le auguro buon lavoro.

Iratxe García Pérez (S&D). - Señor Presidente, hoy Europa está en una encrucijada y en nuestras manos está la salida.

Las decisiones que en los últimos años se han tomado para salir de la crisis no han resuelto los problemas y han añadido sufrimiento injusto a millones de hombres y mujeres. Sería imperdonable no cambiar; sería un error inaceptable.

Usted, señor Juncker, usted y su Colegio de Comisarios tienen hoy la responsabilidad histórica de dirigir un proyecto que cambie las cosas: una Europa cuyo único programa de trabajo no sea la austeridad, sino que apueste por el crecimiento inteligente, que invierta tiempo y recursos para afrontar los retos fundamentales.

Hablamos de creación de empleo porque en países como el mío se ha abocado a la desesperanza a millones de personas que han dejado de creer en este proyecto. Hablamos de una Europa sostenible, compatible con una política industrial que apoye a los emprendedores de Europa. Hablamos de una Europa que no admita las dos velocidades, las desigualdades ni los desequilibrios, que no permita la desprotección de los trabajadores y de quienes se han visto injustamente expulsados del sistema.

Usted hoy va a tener la confianza de esta Cámara —siendo sincera, no con mi voto—, pero lo que su Comisión tiene que ganar es la confianza de la ciudadanía, de quienes están fuera de este Parlamento y, para eso, señor Juncker, deben cambiar las políticas y debe devolver la Europa social a los ciudadanos.

Jørn Dohrmann (ECR). - Hr. formand! Vi anerkender, at Europa-Kommissionens formand, Jean-Claude Juncker, i mange af sine oplæg og taler har gjort en del for at imødekomme de EU-skeptiske partier i Parlamentet og for at understrege behovet for mindre EU og mindre bureaukrati, men vi ser desværre ikke disse intentioner reflekteret i tilstrækkelig grad i den nye Kommissions opgavebeskrivelse og sammensætning. Ved valget i maj sendte den europæiske befolkning et stærkt budskab med krav om forandringer, krav om et langt mere decentraliseret og lettere EU. Men hvor er det, vi ser dette konkret afspejlet i fordelingen i den nye Kommission af nye porteføljer og arbejdsplaner? Det eneste, vi ser, er nye skridt i en føderal retning, hvad enten vi taler om den nye bankunion eller om ny centralisering af landenes kompetence inden for den økonomiske politik, arbejdsmarkedet eller asylpolitikken. Derfor er vi nødt til som Dansk Folkeparti at stemme nej til den nye Kommission.

Środa, 22 października 2014 r.

Marielle de Sarnez (ALDE). - Monsieur le Président, nous allons vous donner notre confiance. Elle sera exigeante et impatiente car les Européens attendent des résultats concrets. Mais vous avez des atouts: une grande expérience, une conviction européenne qui n'a jamais faibli et une vraie légitimité politique.

Cependant, il vous faudra aussi du caractère et du courage pour faire de l'Europe un espace où puisse se former une volonté politique. C'est cela l'enjeu. Cela demande une vision, qui fait trop souvent défaut aux chefs d'État ou de gouvernement. La vision d'une Europe qui s'occupe enfin des grandes questions et qui se décide à peser dans le monde, à défendre ses intérêts et à agir pour son développement économique et social.

Cela demandera aussi, vous en avez parlé, une nouvelle pratique institutionnelle, un retour à la méthode communautaire, avec une Commission qui, je l'espère et j'en suis sûre, reprendra enfin tout son droit d'initiative.

Monsieur le Président, comme vous, nous voulons que l'Europe réussisse. C'est tout le sens de la confiance que nous allons vous accorder.

João Ferreira (GUE/NGL). - Senhor Presidente, pese embora a estafada retórica sobre um suposto novo ciclo, uma verdade emerge como cristalina e transparente: esta Comissão é filha das mesmas famílias políticas que formaram e apoiaram a Comissão Barroso. Não há aqui mudança nenhuma, se não de caras – e, mesmo aí, nem todas. Só há continuidade. Continuidade nas políticas, que violam direitos humanos fundamentais, no desemprego nunca visto, nos intoleráveis níveis de pobreza, nas desigualdades crescentes. Continuidade nas reformas estruturais que visam nivelar por baixo as condições de vida e de trabalho na Europa. Continuidade no favorecimento dos grandes grupos económicos – aqueles cujas organizações representativas sempre antecipam nos seus documentos estratégicos o que virá a ser a produção legislativa da Comissão Europeia. Continuidade no ataque à democracia e à vontade dos povos.

Esta Comissão está associada a tudo o que de pior vivemos nos últimos anos. Esta Comissão é passado, não é futuro.

Só a vontade, a mobilização e a luta dos trabalhadores e dos povos poderá romper com esta continuidade e forçar a verdadeira mudança.

José Bové (Verts/ALE). - Monsieur le Président, aujourd'hui je suis surpris. Vous avez parlé pendant près de 46 minutes et vous n'avez pas dit un mot sur l'avenir de l'agriculture ni sur l'avenir des paysans.

C'est un véritable problème: l'agriculture est le premier budget de l'Union européenne or, aujourd'hui, elle ne fait plus partie du discours sur l'avenir de l'Europe.

Les paysans sont menacés par les traités de libre-échange et par la fin des quotas laitiers; on risque de connaître la crise la plus grave dans les mois à venir. Dans le même temps, l'alimentation est menacée.

Il est vrai qu'en juillet, vous avez parlé des OGM. Je crois qu'il faut, dans ce domaine aussi, une politique claire. En même temps, on est en train de vouloir imposer aux consommateurs des nouveaux produits, des nanotechnologies dans l'alimentation, du titane dans les yaourts pour les rendre plus blancs. Avons-nous besoin de cela?

Je crois que l'Europe doit être forte et que le but de la Commission européenne, si elle veut renouer des liens avec les citoyens, doit être de défendre à la fois leur vie quotidienne, par l'alimentation, mais aussi l'avenir de nos territoires, avec les paysans.

Isabella Adinolfi (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, il Movimento 5 stelle non intende accordare nessun tipo di fiducia in bianco a questa Commissione delle larghe intese. Siete riusciti a far rimanere al loro posto alcuni Commissari nonostante un giudizio negativo delle commissioni parlamentari competenti. Mi riferisco a Navracsics, al quale con un'opera di *maquillage* avete provveduto a modificare il portafoglio lasciandolo al suo posto. Ci aspettavamo quanto meno un nuovo Commissario e una nuova audizione.

Środa, 22 października 2014 r.

Per di più tutto ciò è avvenuto nel silenzio istituzionale e la scelta è stata presa a porte chiuse in tempi rapidissimi e ancora adesso non si bene da chi. Questo è inaccettabile! I cittadini europei devono saperlo. Le audizioni dei Commissari non devono essere una mera passerella per dare una parvenza di democraticità a scelte già compiute altrove. Tale comportamento svilisce il ruolo di questo Parlamento e della democrazia tutta. Il Commissario alla cultura, all'educazione, alla gioventù non può essere una persona che è stata ispiratrice di riforme illiberali nel suo paese.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). - Κύριε Πρόεδρε, σε λίγη ώρα θα κληθούμε να επικυρώσουμε την εκλογή των Επιτρόπων της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Όλοι γνωρίζουμε ότι ο ρόλος του Επιτρόπου είναι πολύ σημαντικός, διότι καλείται να υλοποιήσει το πρόγραμμα της Ευρωπαϊκής Ενώσεως και την πολιτική της στο αντικείμενο στο οποίο προΐσταται και τα θέματα του οποίου συντονίζει.

Ο τρόπος όμως με τον οποίο γίνεται η επιλογή και η εκλογή του Επιτρόπου δεν είναι καθόλου κολακευτικός για τον ευρωβουλευτή. Τι ισχύει: οι ευρωβουλευτές απλά συμμετέχουμε σε μία τυπική διαδικασία στην οποία ο Επίτροπος έχει επιλεγεί απ' τη χώρα σε συνεργασία με τον Πρόεδρο της Ευρωπαϊκής Επιτροπής και κατόπιν εμείς, απλά, καλούμαστε να τον ψηφίσουμε ή όχι.

Συνεπώς, λαμβάνουμε μέρος σε μια τυπική διαδικασία την οποία δεν μπορούμε να επηρεάσουμε και στην οποία δεν μπορούμε να επεμβούμε. Αυτό θα γινόταν εάν υπήρχαν τουλάχιστον δύο υποψήφιοι για κάθε θέση.

Αυτό εισηγούμαστε και μέχρις ότου πραγματοποιηθεί αυτό, απλά θα έχουμε την ψευδαισθησι ότι συμμετέχουμε σε μία διαδικασία, στην οποία δεν μπορούμε να ασκήσουμε καμία επιρροή.

Esteban González Pons (PPE). - Señor Presidente, señor Juncker, Europa se encuentra en un cruce de caminos. Tiene que ser idealista, pero pragmática a la vez. Tiene que ser austera, pero impulsar el crecimiento a la vez. Tiene que luchar contra el cambio climático, pero reindustrializarse a la vez. Tiene que abrirse al mundo, pero protegerse a la vez. Tiene que competir con economías emergentes, pero defender el Estado de bienestar a la vez. Europa debe seguir siendo Europa en un universo que ya no es europeo.

Se ha comprometido usted hoy con el Parlamento a tratar de resolver esa ecuación y va a contar con una mayoría amplia. Solo se van a quedar fuera los extremistas de derecha y de izquierda, los que quieren marcharse de la Unión Europea antes de que pasen cinco años y los que vienen a Europa a seguir haciendo política nacional. En definitiva, se van a quedar fuera los que siempre quieren quedarse fuera. Usted va a presidir una Comisión fuerte, una Comisión votada por los ciudadanos, una Comisión de centro, una Comisión moderada. Y le tocará resolver esa ecuación: cómo seguir cumpliendo con los pactos de estabilidad y cómo crecer a la vez.

Desde España, muchos diputados le vamos a apoyar, pero le vamos a pedir como representantes de los españoles que su primer objetivo sea crear empleo, en especial para los jóvenes; que no se olvide de los agricultores, que están pagando ahora una política exterior que no han hecho ellos como consecuencia del veto ruso; que haya una política de inmigración común, porque la inmigración irregular es un problema común; y que haya interconexiones energéticas para salvar a los ciudadanos de una energía cara y que podría no llegar. Va a contar usted con la colaboración de Miguel Arias Cañete, que conoce muy bien los problemas españoles, que es un gran defensor de España y al que, si alguna vez tiene alguna duda, le puede preguntar.

Señor Juncker, las alternativas no son o seguir soñando con Europa o despertarse asustados. Despertarse asustados no es la alternativa al sueño europeo. Soñar Europa es el único camino, es la única oportunidad, es la única vía de salida. Vengo de una tierra que se llama Valencia y allí les decimos a los que empiezan una navegación: «¡buen viento y barca nueva!». Su suerte es la suerte de todos.

Glenis Willmott (S&D). - Mr President, on behalf of Labour's MEPs, I would like to congratulate Mr Juncker on his efforts in putting together his Commission team. Mr Juncker, I have to say, however, that I thought your initial decision to move medicines and medical devices to the industry portfolio was completely unacceptable. People's health must come first, so I am delighted that you have listened to our concerns and reversed your decision.

Mr Juncker, I am sure you are aware of the magnitude of the job facing your Commission: with a Europe still struggling to create jobs and growth; a Europe still faced with the consequences of climate change; a Europe where people are turning their backs on mainstream politics in favour of the extremes. It is easy to see why many people say the EU is in crisis. This Commission has the opportunity to turn the tide – to take a different approach – so here are a few suggestions. Revise the Posting of Workers Directive and stop the exploitation of migrant workers and the undercutting of local pay and conditions. Take action to protect people from the scourge of precarious employment practices such as zero-hours contracts. Tackle excessively high energy prices across the EU. And get our young people into work.

Środa, 22 października 2014 r.

Mr Juncker, this Commission cannot just defend the status quo. Europe is a force for good in the world but it could be so much better. It will need leadership and courage to make the change we need. That is the challenge. Mr Juncker, are you up for it?

Jan Zahradil (ECR). - Pane předsedo Junckere, my vaši Komisi nepodpoříme, protože má prostě federalistický program, který je v rozporu s naším programem.

Vy chcete evropského prokurátora, vy chcete harmonizaci podnikových daní, vy chcete daň z finančních transakcí, vy chcete přerozdělování migrantů a další věci, které prostě akceptovat nemůžeme a já myslím, že se ukazuje, jaká byla chyba, když si vlády členských zemí nechaly Evropským parlamentem ukrást právo nominovat předsedu Evropské komise a přistoupily na systém *Spitzenkandidaten*, protože pak to dopadne vždycky tak, že evropské politické strany vyberou někoho ze svého středu, nějakou starou strukturu, jako jste Vy, která se opře o pohodlnou většinu evropských lidovců a evropských socialistů, a nic se nezmění, žádná reforma nepřijde.

Já mám všechny důvody k pesimismu, já se obávám, že ta vaše Komise bude bohužel horší, než byla ta Barrosova Komise, a proto ji podpořit nemůžeme.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL). - Señor Presidente, señor Juncker, su Colegio de Comisarios es una provocación. Quizás porque ya sabía que populares y socialistas antepondrían su silla a los intereses de la ciudadanía.

De medio ambiente y energía tratarán quienes en el pasado han favorecido, incluso en sus negocios privados, a las industrias contaminantes y al deterioro climático. De economía se ocuparán los partidarios más feroces de la austeridad, la precariedad laboral y la mercantilización de lo público. Y como en España, esta agenda se impondrá contra la democracia misma, recompensando al autoritarismo con carteras de libertades civiles.

Debatiendo con sus candidatos he constatado su fidelidad al marco neoliberal que nos imponen, acusándonos de estar fuera del sistema —de su sistema, señor Juncker— por defender alternativas para la gente y para las necesidades de la gente. Para ustedes lo económico se reduce a la competitividad, y lo político, a la gobernanza. Su lenguaje es corrosivo y engañoso.

No puede ser el mercado quien diga si habrá empleo o paz o justicia: será el pueblo quien deba decidir. Y es por eso, porque defendemos los intereses de la mayoría, por lo que vamos a votar «no» a esta Comisión.

Marcel de Graaff (NI). - De burger wil vrede en welvaart, maar wat wil deze Commissie? De pensioenen van burgers afpakken en belasting heffen op spaarcenten. Er moet niet meer Europese integratie komen, maar minder.

De burger wil vrede en welvaart, maar wat wil deze Commissie? Het imperialisme van de EU kent geen grenzen ten koste van onze veiligheid. Er moeten niet meer landen in de EU, maar uit de EU.

De burger wil vrede en welvaart, maar wat wil deze Commissie? EU-reisbureaus in Noord-Afrika om nog meer geldzoekers met hun barbaarse Islamitische cultuur binnen te halen. Moord, verkrachting en geweld zijn normaal geworden in onze steden dankzij de open grenzen.

We hebben geen buitengrenzen nodig, maar landsgrenzen, zoals ook geëist wordt in resolutie 2178 van de Verenigde Naties. De Europese Unie is mislukt, maar deze Commissie gaat door op de heilloze weg. Ik vraag u: stap op en maak plaats voor mensen die beginnen met de ontmanteling.

Adina-Ioana Vălean (PPE). - Mr President, I was pleased to see this morning the presentation of a very strong Commission with a new approach, reinventing a new way of working efficiently. I particularly welcome the appointment of the Vice-President responsible for better regulation, because we badly need a cross-sectoral evaluation of the impact of our policies on EU competitiveness.

This is a critical moment for Europe, we all know that, and I would like to say to Commission President Mr Juncker that with his ambitious programme – which I wholeheartedly support – he has raised very high expectations and hope for us and for our citizens. I am glad to see, Mr Juncker, that your ambitions for Europe match the challenges we are facing. You and your team will be holding tremendous responsibilities to carry Europe back onto the path of growth and to win the trust of our citizens in the common European project.

Środa, 22 października 2014 r.

The jobs, growth and investment package which you said you will present shows that we are on the right path. I have long advocated the wider use of financial instruments to stimulate private investment in the real economy. With the current public financing capacities we need to be more focused and more efficient. We need a change of paradigm in financing. Only this will allow us to raise the necessary investment.

A word on one priority announced, and there is no need to say how important the digital single market is for stimulating growth and creating employment in our economy. However, infrastructure is not the main challenge in this area. The challenge is to find the right incentives for companies to invest in their infrastructure and this depends on the regulatory framework, which is now outdated and has to be modernised to find the right balance between players and the right incentives.

I wish you good luck in the next five years.

Kathleen Van Brempt (S&D). - Commissie Juncker en commissarissen, ik zou u willen zeggen dat u straks van onze fractie steun krijgt voor uw Commissie.

Ik kan u echter ook medelen dat dit geen gemakkelijke oefening is geweest. Er is bij ons hard gediscussieerd en er is lang over nagedacht. Maar u hebt uw Commissie wat hertekend en u hebt ook belangrijke dingen gezegd deze ochtend die ons vertrouwen geven, vertrouwen in uw ploeg. U weet dat voor onze fractie een ander Europa belangrijk is, een Europa waar terug geïnvesteerd kan worden in mensen, in banen, in onze economie.

Maar ik wil u ook meegeven dat niet zomaar elke investering en niet zomaar elke vooruitgang voor ons voldoende is. Daarom was het ook zo belangrijk om duurzame ontwikkeling op het hoogste niveau, bij een van de belangrijkste commissarissen – op uzelf na natuurlijk – te zetten. Duurzame ontwikkeling die te maken heeft met investeren op de juiste plaats, op het juiste moment. Met andere woorden, het energiepakket 2030, met andere woorden, de Lissabon-strategie; dat zijn belangrijke instrumenten om in duurzaamheid te kunnen investeren.

Ten tweede, meneer Juncker, gaat duurzaamheid niet alleen over ecologie, maar ook over mensen. Niet zomaar elke baan is voor ons belangrijk, maar banen die werknemers aan het einde van de maand een inkomen bieden. Wij willen een Europa waar mensen niet tegen elkaar worden uitgespeeld, maar samen voor sociale welvaart zorgen. Dat is voor ons duurzame ontwikkeling. En wat ons betreft wordt dat opgenomen in de kern van het beleid van de volgende Commissie. Succes ermee!

Peter van Dalen (ECR). - Voorzitter, deze nieuwe Commissie heeft zeker een aantal positieve aspecten. Ik denk aan de Brusselse regeldruk, die veel burgers en bedrijven zat zijn. Daar speelt de heer Juncker goed op in door zijn eerste vicevoorzitter als taak te geven om daar het mes in te zetten. Ook is het juist, Voorzitter, dat de minister die jarenlang de regels van het stabiliteits- en groeipact heeft geschonden, door twee collega's aan banden wordt gelegd. Jazeker, ik doel hier op de Franse commissaris. En in het team Juncker kom ik een paar sterspelers tegen zoals de heer Timmermans, zoals de commissaris voor Landbouw en zoals de Engelse commissaris. Dat zijn positieve punten.

Toch, Voorzitter, kan ik het team Juncker niet steunen en zal ik mij onthouden van stemming, omdat het programma van de heer Juncker "meer Europa, meer monetaire unie en een star vasthouden aan de euro" is. Bovendien, Voorzitter, zijn een aantal commissarissen in het team gewoon te zwak. Ik noemde al de Franse commissaris, maar ik vind ook dat de zaak rondom de transportcommissaris onverstandig gelopen is. Daarom een onthouding van de Nederlandse delegatie in de ECR-Fractie.

Pablo Iglesias (GUE/NGL). - Señor Presidente, señor Juncker, hay frases que quedan para la historia. La del señor Barroso ayer fue: «Hemos salido airosos de la crisis», una frase propia del teatro del absurdo. Su frase para la historia ha sido: «No puedo cambiar de sexo a corto plazo». Le recomendaría que no hiciese usted broma sobre estas cosas, y si no, pregúntele a su amigo Cañete sobre las consecuencias.

Pero yo voy a retomar la broma para transmitirle una impresión: le veo a usted flojo en lecturas feministas, señor Juncker. Si hubiera leído usted a Simone de Beauvoir, sabría usted que el género es una construcción cultural; si hubiera leído usted a Judith Butler, sabría usted que el género es un problema de performatividad.

Środa, 22 października 2014 r.

Le hago una propuesta performativa, señor Juncker: ¡venga usted vestido de mujer la próxima vez al Parlamento Europeo y convenga al señor Cañete de que haga lo mismo! Es lo más radical que van a poder hacer ustedes porque, a la vista de su discurso y a la vista de su documento, esperar algo de su Comisión es como esperar a Godot.

Κωνσταντίνος Παπαδάκης (NI). - Κύριε Πρόεδρε, η νέα Ευρωπαϊκή Επιτροπή θα συνεχίσει, όπως και η προηγούμενη, με αμείωτη ένταση την επίθεση ενάντια στους λαούς. Η Ευρωπαϊκή Ένωση είναι ένωση του κεφαλαίου, έτσι και τα όργανά της, η αποστολή και η λειτουργία τους, ανεξαρτήτως προσώπων σηματοδεύουν τα εργατικά λαϊκά δικαιώματα και υπηρετούν τους επιχειρηματικούς ομίλους και την κάθε φορά μεγαλύτερη κερδοφορία τους. Ο διορισμός και της νέας Επιτροπής έγινε μέσα από παζάρια και ανταγωνισμούς που δεν έχουν καμία σχέση με τα εργατικά λαϊκά συμφέροντα. Οι προγραμματικές δηλώσεις, όπως και οι ακροάσεις των Επιτρόπων, αποτελούν μνημεία προώθησης της αντεργατικής πολιτικής των μνημονίων διάρκειας της Ευρωπαϊκής Ένωσης.

Το Κομμουνιστικό Κόμμα της Ελλάδας καταψηφίζει τη νέα Ευρωπαϊκή Επιτροπή και καλεί τον λαό, χωρίς καμία αναμονή, χωρίς καμία καθυστέρηση, να οργανώσει την αγωνιστική απάντηση για άμεση ανάκτηση των απωλειών, για να χαράξει δρόμο ανάπτυξης που να υπηρετεί τα συμφέροντά του σε σύγκρουση με την Ευρωπαϊκή Ένωση και τα μονοπώλια.

Mariya Gabriel (PPE). - Monsieur le Président, Monsieur Juncker, dans le titre de votre programme vous avez mis l'accent sur le changement démocratique. Je crois que nous pouvons déjà vous féliciter du grand pas en avant que nous avons fait pour la démocratie européenne avec la procédure qui a mené à votre élection. Mais plus de légitimité démocratique pour la Commission implique plus d'attentes de la part des citoyens et j'aimerais insister sur quatre défis pour le futur collège.

Tout d'abord, oui à une Commission plus politique et plus efficace, mais oui, surtout, à une Commission plus cohérente. Que chaque commissaire ne travaille plus dans son coin, cela implique une plus grande cohérence entre les politiques internes et les politiques externes de l'Union. Politiques communes, meilleures coordination et solidarité entre les États membres: tout cela est valable pour relever tout aussi bien le défi de l'Union de l'énergie que celui de notre politique étrangère.

Deuxièmement, une approche globale de la migration, telle que vous la mettez en avant, implique une véritable diplomatie des migrations, ainsi qu'une politique migratoire fondée sur un dialogue et une coopération accrue avec les pays d'origine et de transit, en particulier avec les pays du sud de la Méditerranée. Car nous devons anticiper et nous attaquer aux problématiques de fond, comme l'insécurité ou le chômage des jeunes. Cela implique aussi le renforcement d'une politique des visas intelligente, qui puisse servir nos objectifs économiques.

Troisièmement, il est urgent de faire disparaître le sentiment qu'il existe différentes catégories de citoyens européens. À ce sujet, Monsieur Juncker, je vous demanderai de confirmer votre soutien à l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'espace Schengen, et de défendre sans relâche le principe de la libre circulation des personnes.

Enfin, il y a la question de l'égalité entre les hommes et les femmes. La Bulgarie a proposé une femme, Kristalina Georgieva, au poste de commissaire et nous sommes fiers de sa capacité de travail et de ses qualités. Mais aujourd'hui, on parle de croissance économique et celle-ci ne se fera pas sans le potentiel économique des femmes. Nous comptons donc sur vous et votre collègue pour qu'enfin vous encouragiez et permettiez la réalisation de ce potentiel économique des femmes.

Maria João Rodrigues (S&D). - Mr President, you are coming with a very strong legitimacy, so we can come with a powerful idea for Europe. I believe that we need a European new deal to relaunch growth and sustainable development. Europe remains indeed the best promise of sustainable development, democracy and citizenship, but we must recognise that we are confronted with important divergences now. So I believe that we really need to have an inspiring vision for the next phase of the Europe 2020 Strategy for growth and jobs, paving the way for the future – for more and better jobs. But we need to make sure that all Member States do have the conditions to implement such a strategy, and that is why we need this new deal. Fiscal discipline certainly; but the top priority should now be growth. We should have reforms, but above all we need to have investments for the future, and for this we need to have stronger instruments: not only the EIB and structural funds, but fiscal capacity and banking union. We need to complete the economic and monetary union.

Środa, 22 października 2014 r.

Matt Carthy (GUE/NGL). - Mr President, what Europe needed in a new Commission was a change in direction; certainly across the Member States the people demanded that change in last May's elections. The people of Europe, I would say to Mr Juncker, want and deserve an end to the austerity agenda, an end to the conservative, regressive and undemocratic policies that underpin the EU today. They want a social Europe that protects public services, that invests in sustainable jobs for our young people and reinvestigates the regions and rural communities.

What is on offer today instead is more of the same. Forget about the personalities involved, this Commission is representative of the old boys' club that is intent on continuing the socially regressive, undemocratic Europe that has become disengaged from the communities and the citizens it claims to serve. Sinn Fein MEPs will be voting against the College because we want a fair Europe in which Member States work together on matters of mutual interest, rather than the two-tier, unequal Europe that is represented by this Commission.

Iveta Grigule (NI). - Šodien tiks apstiprināta Komisija. Šī nebūs ne labākā, ne sliktākā Komisija Eiropas Savienības vēsturē.

Mēs apstiprināsim gan spožus kandidātus, gan ne tik spožus. Spožus no tādām valstīm kā Igaunija, Lietuva, Polija, Itālija – un arī ne tik prasmīgus.

Man kā Latvijas pārstāvei ir svarīgi, lai Komisija tiktu apstiprināta, jo pēc diviem mēnešiem sāksies Latvijas prezidentūra Eiropas Savienībā, un mūsu valdībai ir vajadzīgs partneris ar visām pilnvarām Briselē, ar ko runāt.

Un tikai diviem jaunajiem komisāriem es gribu teikt ceļa vārdus – lauksaimniecības komisāram gribu vēlēt, lai pēc 5 gadiem tiktu izbeigta diskriminējošā politika attiecībā pret jaunajām dalībvalstīm, tai skaitā Baltijas zemniekiem, kas saņem 3 - 4 reizes mazākus tiešmaksājumus nekā vecās dalībvalstīs, un reģionu attīstības komisārei, kura pati nāk no Rumānijas un lieliski saprot, ka nevienlīdzības mazināšana starp Eiropas reģioniem ir pats svarīgākais šo piecu gadu uzdevums.

Es balsošu par Komisiju.

Othmar Karas (PPE). - Herr Präsident, Herr Kommissionspräsident, meine Damen und Herren! Katharina von Siena hat schon gesagt: Nicht der Beginn wird belohnt, sondern einzig und allein das Durchhalten. Trotzdem ist der Beginn dieser Kommission ein Zeichen der Hoffnung. Wir haben den demokratisch legitimiertesten Kommissionspräsidenten und damit den unabhängigsten. Er legt uns eine Struktur der Kommission vor, die die Chance in sich birgt, dass die Kommission zu einer Regierung wird, sie effizienter wird, sie politisch Verantwortung übernimmt und die Projekte über die nationalen Interessen gestellt werden. Wir als Parlament, als Fraktionen, und der Rat haben uns dieser Arbeitsmethodik der Projekte und der Zusammenarbeit anzupassen und ebenfalls Reformen einzuleiten.

Es steht uns ein Kommissionspräsident gegenüber, der Politik machen will und bereit ist, mit seiner Kommission Verantwortung zu übernehmen. Seine Botschaft ist eindeutig. Ich bitte Sie, zuzuhören und zu lesen und nicht schon am Beginn Negatives zu unterstellen. Diese Kommission ist eine Kommission der ökosozialen Marktwirtschaft. Sie ist eine, die Investitionen unterstützt, die die EU zum *global player* machen will, die Energieabhängigkeit reduziert, die IT-Abhängigkeit reduziert, den Binnenmarkt ausbaut und Wachstum und Wettbewerbsfähigkeit als Aktivität des sozialen Zusammenhalts versteht.

Ich bitte aber auch, eines nicht zu vergessen: Kommunikation und Information. Die Bürgerinnen und Bürger müssen wissen, was wir wann warum tun. Daher muss dieses Projekt über allem anderen stehen. Alles Gute!

Patrizia Toia (S&D). - Signor Presidente, noi voteremo per una Commissione che si assuma fino in fondo la sua responsabilità politica di governo, che viva di maggiore democrazia perché la scelta che lei ha citato di ascoltare il voto degli elettori per noi è solo l'inizio di un cammino di investitura popolare, che deve essere l'opzione per il completamento del progetto europeo.

Cruciale sarà il rapporto con il Parlamento: qui la Commissione dovrà collaborare per i suoi programmi, dovrà rendere conto e rispondere del suo operato e ascoltare la voce degli europei che qui si esprime. Noi le chiediamo di ribaltare, rispetto al passato, il rapporto tra politica e tecnocrazia: la politica decide, sceglie, indica una strada. La tecnocrazia non sia più usata per dire che non si può fare, ma sia impiegata per spiegare come si deve poter fare. Lei sa le nostre priorità: il piano per gli investimenti con risorse fresche, un uso intelligente e rassicurante della flessibilità. Insomma, crescita ed occupazione.

Środa, 22 października 2014 r.

Ci dimostri davvero di aver capito la lezione, che viene da questi anni di incapacità politica, di mancanza di ambizione, di forza che l'Europa ha avuto di fronte alla crisi, di fronte a 18 milioni di disoccupati, di miopia e ostinato rigore. Posso dire, lasciando persino sola la BCE ad avere coraggio. Il suo programma deve dire che cambiare si può. In Italia abbiamo vinto le elezioni europee con un progetto di cambiamento: che cambiare si può, che crescere si deve, che le diseguglianze vanno combattute ed eliminate perché la democrazia è fatta di diritti, di equità e di solidarietà. Il nostro voto signor Presidente, non era scontato e non è obbligato. È però una scelta meditata e consapevole, lo so, è un investimento per realizzare quella visione d'Europa che è mancata, è una sfida leale e inflessibile.

Dubravka Šuica (PPE). - Gospodine predsjedniče, želim Vam čestitati gospodine Juncker na sastavu Komisije, želim Vam čestitati na ambicioznoj Komisiji, na viziji koju imate. Isto tako vidim da ste trebali učiniti niz kompromisa, ali isto tako vidim da ćete Komisiju voditi beskompromisno. Obnovit ćete mostove nakon krize, kao što ste rekli, i vratiti povjerenje europskim građanima.

Isto tako ste rekli da nećete razvijati Europsku uniju nauštrb zemalja, nacionalnih država članica. Taj mi se pristup jako sviđa. Spomenuli ste također Komisiju gospodina Barrosa kao uspjeh, za vrijeme čijeg je mandata 13 zemalja ušlo u Europsku uniju. Među njima je i Hrvatska, moja država i jako mi je drago da ste se u odnosu na proširenje postavili tako da će gospodin Hahn koji je vrlo iskusan biti povjerenik za proširenje. Isto tako i gospođa Mogherini, to nam je vrlo važno i interesira nas jako odnos prema prometu, prema Jadransko-jonskom koridoru i isto tako prema Transjadranskom plinovodu. To su vrlo važne teme kad je jugoistočna Europa u pitanju.

Isto tako pozdravljam ovaj dio kad govorite o ravnopravnosti spolova. Rekli ste i citiram: „To nije luksuz, nego obveza svih europskih političara.” Znači, ne samo u Vašoj Komisiji, nego na svim razinama, administrativnim i političkim u Komisiji očekujemo više žena, ja vjerujem da ćete to ispuniti. Ja Vam želim poručiti neka ova Komisija učini da građani Europe bolje žive. Neka Vaš investicijski program uspije. Ja sam uvjeren da ćete povećati broj radnih mjesta i da ćete smanjiti nezaposlenost mladih, što smatram da je ključna tema Europske unije.

Tanja Fajon (S&D). - Hvala lepa. Spoštovani predsednik Juncker, bodoče komisarke in komisarji, Nova Evropska komisija je sestavljena. Kombinatorika je bila zapletena, naporna, nepredvidljiva. Na koncu zaradi slovenske kandidatke tudi zelo stresna, za kar mi je žal. Verjamem pa, da je bila to poučna lekcija, tako za mojo državo kot za Evropsko komisijo, in jasen signal, da izbira komisarja zahteva modrost.

Evropski komisar ni le politik, ni le strokovnjak, ni le vizionar, ampak je kombinacija vsega tega. Pravo vrednost mu dajejo razgledanost, razsodnost in odločnost.

Komisija, ki je pred nami, ni idealna. Izraža kompromis, kakršnega smo v tem trenutku sposobni. Kljub temu upam, da je v njej večina komisarjev in komisark osebno in družbeno odgovornih in da so pripravljeni trdo delati, da bi Evropejcem ustvarjali dom, v katerem se bomo počutili cenjene, varne in zaželene.

Kajti to je bilo tudi osnovno sporočilo evropskih volivcev.

Parlamentarci jim ostajamo zavezani, zato bomo kot dobro delujoče varovalke bdeli nad komisijo. Vi ste ekipa, ki načrtuje našo prihodnost in prihodnost naših otrok, in tega nikoli ne pozabite.

Od vas, gospod Juncker, nočemo le všečnih besed, kot tudi ne od ekipe. Hočemo predloge, ki jih bomo podpirali z mirno vestjo in zavedanjem, da evropski vlak znova poganjamo na hrib uspeha. Želim vam vso srečo. Hvala lepa.

Μανώλης Κεφαλογιάννης (PPE). - Κύριε Πρόεδρε, αγαπητέ κύριε Juncker, τόσο στην ομιλία σας στις 15 Ιουλίου, όσο και σήμερα δείξατε ότι έχετε μεγάλες φιλοδοξίες. Συμφωνώ και προσυπογράφω απολύτως. Για τον σκοπό σας αυτό θα σας στηρίξουμε, εσάς προσωπικά, και την Επιτροπή με όλες μας τις δυνάμεις. Θέλουμε περισσότερη και καλύτερη Ευρώπη. Θέλουμε διεύρυνση και εμβάθυνση των δημοκρατικών μας θεσμών.

Κύριε Πρόεδρε, η Ευρωπαϊκή Ένωση είναι ένας ημιτελής οργανισμός, τόσο σε οικονομικό όσο και σε πολιτικό επίπεδο. Αν οι Ηνωμένες Πολιτείες πέρασαν την παγκόσμια κρίση με το μικρότερο δυνατό κόστος, είναι γιατί έχουν ομοσπονδιακό προϋπολογισμό έξι φορές μεγαλύτερο απ' αυτόν που έχει η Ευρωπαϊκή Ένωση. Μπορεί να τυπώνουν την περίοδο της κρίσεως έστω και λίγο πληθωριστικό χρήμα. Έχουν τα ομοσπονδιακά ομόλογα, εμείς δεν έχουμε τίποτα. Δεν έχουμε καν πολιτική να τυπώσουμε χαρτονόμισμα του ενός και των δύο ευρώ.

Środa, 22 października 2014 r.

Αλλά και σε πολιτικό επίπεδο, ποια είναι η δική μας αποτελεσματικότητα στο θέμα της Ουκρανίας; Ποια είναι η αποτελεσματικότητα για το Κομπάνι στην κρίση της Συρίας και του Ιράκ; Ποια είναι η αποτελεσματικότητά μας για την επιθετικότητα, της παραβίασης της Αποκλειστικής Οικονομικής Ζώνης της Κύπρου από την Τουρκία; Είναι ή δεν είναι η Αποκλειστική Οικονομική Ζώνη των κρατών μελών Αποκλειστική Οικονομική Ζώνη της Ευρωπαϊκής Ένωσης; Για όλες αυτές τις προκλήσεις, για όλες αυτές τις δυσκολίες στεκόμαστε στο πλευρό σας και θα σας βοηθήσουμε με όλες μας τις δυνάμεις.

Paul Tang (S&D). - Mr President, I would like to welcome Mr Juncker and his team. I have one minute and will only make one point.

The new Commission, the team Juncker, can push Europe in the right direction, towards the hearts and minds of Europeans – our voters – by making Europe more social, green and transparent. But to do that and push in the right direction Europe must get out of the muddling-through scenario of low growth and high unemployment. To do that, we need to get the European economy back on track. Increasing private and public investment is key – raising demand in the short term and improving the supply side in the longer term. That is why so many Social Democrats find the investment plan of EUR 300 billion crucial for the economy and for Europe. We do not doubt the good intentions of the Commission, but we are really disappointed by the lack of detail thus far. Only if the investment plans turn out to be real and substantial can the Commission continue to count on our cooperation. Good luck!

Esther de Lange (PPE). - Voorzitter, “la commission de la dernière chance” klinkt een beetje melodramatisch, maar ik denk dat de analyse klopt. Europa lijdt onder een gebrek aan vertrouwen onder veel burgers. En het is aan deze Europese Commissie, samen met de Raad en het Europees Parlement, om dat vertrouwen te herstellen door te leveren en door te focussen op kerntaken. Het CDA in het Europees Parlement steunt ook van harte de eerste vicevoorzitter die als taak heeft om over die focus te waken. Wat ons betreft zijn die kerntaken: een eerlijke interne markt, het zeker stellen van grondstoffen, voedsel en energie, en dat op een duurzame manier, migratie en het veel sterker spreken meer één stem in de wereld.

Maar de echte kernuitdaging ... Nu citeer ik Jean-Luc Dehaene, op vrije wijze, maar ik citeer hem wel en ik wil hem hier ook eren, want hij is ons helaas eerder dit jaar ontvallen. Jean-Luc Dehaene zei altijd: “De grote vraag voor Europa is: wordt het een Bokrijk, wordt het een openluchtmuseum, of slagen we erin om juist de concurrentiekracht van onze economie overeind te houden?” Als je weet dat Europese handen nooit zo goedkoop gaan worden als Chinese handen, zal Europa het continent moeten zijn dat zichzelf steeds opnieuw uitvindt door slimme en duurzame oplossingen die die Europese handen aan het werk houden.

Groei en banen dus door slimme en duurzame oplossingen, en – zeg ik tegen de heer Tang – niet door de komende generaties met torenhoge schulden op te zadelen. Ik wil niet tot de generatie politici behoren die nu het moeilijk is, afbreken wat de generatie van mijn grootouders, van mijn ouders, in Europa hebben opgebouwd. Juist nu het moeilijk wordt, is Europa het waard om voor te vechten. Dat ga ik de komende vijf jaar doen. En van u verwacht ik niet anders. Ik wens u heel erg veel succes.

Carlos Zorrinho (S&D). - Senhor Presidente, Senhor Juncker, a nova Comissão nasce sob o signo da mudança, nasce também sob o signo da esperança, de um novo ciclo de prosperidade para a União Europeia. Mas nasce também num contexto social e económico muito frustrante. Não é claro que possamos crescer nos próximos tempos.

É hoje evidente: o modelo político de empobrecimento dos povos do sul tem um efeito *boomerang* e está a trazer a estagnação aos outros povos europeus.

Por isso já não bastam palavras. É preciso atos concretos, algo tem que mudar.

Precisamos de colocar o nosso *homem na lua*. Precisamos de ser um laboratório do futuro e não um museu do passado.

O senhor disse que ia mobilizar 300 mil milhões de euros para o investimento. O senhor disse onde ia investir: redes de banda larga, redes de energia, redes de transporte, educação, investigação, inovação, energias renováveis e eficiência energética.

Środa, 22 października 2014 r.

Sr. Juncker, é isso mesmo, é isso mesmo que temos que fazer. Temos que posicionar a União Europeia como precursora de uma nova economia de rosto humano, capaz de combinar energia e informação e capaz de criar dignidade e felicidade para quem nela vive.

VORSITZ: MARTIN SCHULZ

Präsident

Seán Kelly (PPE). - A Uachtaráin, comhghairdeas don Choimisinéir agus do choláiste na gCoimisinéirí. Go n-éirí go geal libh sa dúshlán mór atá romhaibh agus romhainn amach.

Mr President, I would like to congratulate President Juncker on the way he has divided what could be an unwieldy bunch of 28 independent-minded Commissioners into an effective team. I think that is a good idea and, as a sportsman, I also welcome the fact that he has made sport a specific responsibility for Commissioner Navracsics.

I would like to congratulate the Irish Commissioner, Phil Hogan, on being given the heavy responsibility of the agriculture portfolio, and I would ask President Juncker maybe to help him to reverse the decision of recent days to raid the emergency funds for farmers, as a result of the pressure put on them due to Russian sanctions, taking EUR 451 million and reducing it to a little over EUR 80 million. That is not acceptable.

I also welcome your commitment, President Juncker, in relation to the EUR 300 billion and especially the involvement of the private sector, because it is private-sector entrepreneurs, rather than bureaucrats, who create jobs.

With regard to trade, I would urge you particularly to place great emphasis on liquefied natural gas (LNG) terminals in Europe, in order to improve security and diversity of supply, and also on electricity interconnectors, which can be very effective, particularly using intermittent renewables.

Lastly, I want to welcome your commitment to the Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP). I would also ask you to ensure that the Comprehensive Trade and Economic Agreement (CETA) with Canada and the Singapore deal are brought to fruition as soon as possible.

Mr Juncker, you have a very ambitious plan. Please make the plan a reality from the word go.

Bogusław Liberadzki (S&D). - Panie Przewodniczący Juncker! Z dużym wdziękiem powiedział Pan, że ogranicza Pan swoje kompetencje na rzecz innych członków Komisji, ale pozwolę sobie zauważyć, że to nie ogranicza Pańskiej odpowiedzialności. Jeżeli cokolwiek pójdzie źle, to pewnie Pan będzie przywoływany tutaj do odpowiedzialności. Powiedział Pan też jasno, że nie jest Pan służą Parlamentu, ale mam nadzieję, że jest Pan służą społeczeństwa. Ten Parlament jest emanacją społeczeństwa. Stąd liczymy na to, że Parlament będzie odgrywał we współpracy bardzo istotną rolę.

Powiedział Pan, że świat nie jest bezpieczny, że jest wręcz niebezpieczny – i tu się zgadzamy. Wspomniał Pan o Republice Islamskiej, wspominał Pan o eboli, a co Pan sądzi o naszej wschodniej granicy, bo na ten temat nic Pan nie powiedział? Czy to, co dzieje się z wschodnią granicą Unii, to jest świat bezpieczny?

Trzecia bardzo ważna sprawa – kwota 300 miliardów euro. Cieszę się, że Pan to potwierdza, natomiast chciałbym się bliżej dowiedzieć, z jakich pochodzi ona źródeł? Co z podatkiem od transakcji finansowych, co ewentualnie z koncepcją *project bonds*, bo ich przeznaczenie mniej więcej znamy. Cieszy mnie natomiast, że nie stanie się to metodą wzrostu długu publicznego. Będziemy głosować za Panem. Powodzenia.

Paulo Rangel (PPE). - Senhor Presidente, caro Presidente Jean-Claude Juncker, caros Comissários designados, cabe-me a mim fazer a última intervenção programada desta manhã, e nessa medida vou falar aqui, não como cidadão português, mas como cidadão europeu. E aquilo que queria lembrar nesta intervenção final ao nosso Presidente designado, que vai ver agora o seu Colégio de Comissários sujeito a votação, é que repousa sobre o Presidente e repousa sobre todos os Comissários a responsabilidade de serem pela primeira vez um executivo verdadeiramente com legitimidade democrática que foi sujeito a um ato eleitoral em que o candidato a Presidente apareceu com um rosto e com uma identificação partidária, e isso é uma responsabilidade tão grande neste momento de arranque de um novo ciclo europeu que eu gostaria que ficasse aqui gravada essa vossa responsabilidade.

Środa, 22 października 2014 r.

Não vos peço mais nada. Peço que honrem o voto dos eleitores europeus. Não dos eleitores de Portugal, não dos eleitores da Eslovénia, não dos eleitores da Holanda, não dos eleitores de cada um dos países, mas dos eleitores que neste ato de 25 de maio votaram como europeus e enquanto cidadãos europeus para que vocês tenham responsabilidades governativas.

Catch-the-eye-Verfahren

Antonio López-Istúriz White (PPE). - Mr President, on behalf of the PPE it is with great respect that I salute the new Commission and I hope that all of us here in the plenary will afterwards vote for this Commission. It has been a long road map since we started this. This is an elected Commission; this is different and many of us believe that we will now have a political future and that we are going to respond to the citizens.

This is the Commission we want. We will support you in your initiatives, in all the priorities that we all share here. I know that some of you do not, but you will feel how this is going to change the future and the unity of this European Union. This is starting today and I feel proud from the PPE family, from all my colleagues and also for those who are going to vote in favour of this new Commission and this new era under Jean-Claude Juncker.

Ana Gomes (S&D). - Senhor Presidente, Sr. Juncker, vou dar-lhe o benefício da dúvida, apesar de fortes reservas quanto a alguns dos seus Comissários. Manteremos a Comissão sob vigilância.

Para além do plano de investimento estratégico para o crescimento e o emprego, queremos ver o Semestre Europeu aplicado com flexibilidade inteligente e solidariedade, o que exige que Estados-Membros com excedentes, como a Alemanha, cessem a política de avestruz e que avancemos para a gestão mutualizada das dívidas.

O senhor vem de um país que funciona, desgraçadamente, como um quase paraíso fiscal. Por isso tem a especial obrigação de se empenhar pelo fim do secretismo bancário e acionista e de esquemas como o Freeport Luxembourg, e de pôr a sua Comissão a trabalhar contra a selva fiscal que hoje enfraquece a Europa e incentiva a criminalidade fiscal, a lavagem de dinheiro, a corrupção e a desgovernança globalmente.

Boa sorte, Sr. Juncker!

Νότης Μαριάς (ECR). - Κύριε Πρόεδρε, θα καταψηφίσω τον κύριο Juncker και την Επιτροπή του. Η Επιτροπή που μας παρουσίασε πριν λίγο είναι μια Επιτροπή στην οποία εκπροσωπείται ο παλιός πολιτικός κόσμος της Ευρώπης. Τέσσερις πρώην πρωθυπουργοί, αρκετοί πρώην υπουργοί, όλοι όσοι δηλαδή είναι πολιτικά υπεύθυνοι για τη φτωχοποίηση της Ευρώπης, για την κοινωνικοποίηση των ζημιών των τραπεζών, για τη δημιουργία μιας τεράστιας στρατιάς ανέργων, για την κινεζοποίηση των μισθών, για την υπερχρέωση της Ελλάδας με ένα τεράστιο επονείδιστο χρέος, όσοι απέτυχαν λοιπόν υπόσχονται τώρα ότι θα σώσουν την Ευρώπη, αφού όμως κυριολεκτικά τη διέλυσαν. Είμαστε κάθεται αντίθετοι στο πρόγραμμα της Επιτροπής, γιατί καταδικάζει τον ευρωπαϊκό νότο στη δεύτερη ταχύτητα, ενισχύει τη γερμανική Ευρώπη, εμπεδώνει την Ευρώπη των δανειστών που στηρίζει την τρόικα και τα μνημόνια στην Ελλάδα, και δεν αντιστρατεύεται την мерκελική πολιτική.

Εμμανουήλ Γλέζος (GUE/NGL). - Κύριε Πρόεδρε, η απόφαση της Επιτροπής Πολιτισμού να μην αποδεχθεί τον Επίτροπο που στείλατε και η δική σας επιμονή να τον αποδεχθείτε είναι ένα δείγμα όχι δημοκρατίας, αλλά δικτατορίας. Ότι ακούω για δημοκρατία από το ένα αυτί μπαίνει και από το άλλο βγαίνει. Ως άνθρωπος στενοχωριέμαι που αντιμετωπίζω ανθρώπους να εκφράζουν αυτά τα πράγματα, αλλά 'φίλος ο Πλάτων, φίλτατη η αλήθεια'. Σε όλα τα συντάγματα, όλων των χωρών, καταγράφεται ότι η λαϊκή κυριαρχία αποτελεί το θεμελιακό βάθρο. Πού είναι όμως η δημοκρατία και η εφαρμογή της όταν παραβιάζεται συνεχώς από παντού και από όλους; Το πρόβλημα της δημοκρατίας είναι το μεγαλύτερο από όλα. Η Ιστορία μας χτυπάει την πόρτα. Ο ελληνικός λαός τρέχει να την ανοίξει για να σας δείξει πώς θα εφαρμοστεί η εξουσία του λαού.

Jörg Leichtfried (S&D). - Herr Präsident! Herr Juncker, ich war vor kurzem in den Vereinigten Staaten – in Washington – wegen TTIP. Ich habe da auch mit amerikanischen Gewerkschaftern gesprochen. Einer von denen hat gesagt: TTIP, das ist kein Abkommen zwischen zwei Staaten. Das ist ein Abkommen, wo große Konzerne auf beiden Seiten des Atlantiks versuchen, allen anderen ihre Regeln aufzudrängen. Das würde für Europa bedeuten: weniger Demokratie, weniger Freiheit, weniger Rechtsstaatlichkeit.

Środa, 22 października 2014 r.

Ich weiß, Sie haben es angesprochen, aber ich möchte Sie noch einmal auffordern: Seien Sie hier sehr sorgsam! Seien Sie hier sehr wachsam! Der Freihandel ist wichtig, aber auf dem Altar des freien Handels darf nicht der Rest dessen geopfert werden, was Europa ausmacht, nämlich unsere Rechtsstaatlichkeit, unsere Demokratie und unsere Freiheit.

(Beifall)

Monika Flašíková Beňová (S&D) - Pán Juncker, veľmi pozorne sme určite všetci počúvali Vaše dnešné vystúpenie a pravdepodobne väčšina tejto snemovne Vám dneska vysloví svoju podporu, budem medzi nimi určite aj ja, nielen preto, že ste si za jedného zo svojich najbližších spolupracovníkov a viceprezidentov vybrali práve veľmi skúseneho komisára pána Šefčoviča, ktorý reprezentuje aj moju krajinu, ale pretože ste predstavili pomerne zaujímavý program. Ja by som Vás len chcela požiadať, aby ste naozaj vo Vašom programe dali veľký priestor práve sociálnej politike a tomu, že ešte aj dnes, 10 rokov po tom, čo sa moja krajina stala členským štátom Európskej únie, je priemerná mzda na Slovensku ešte stále nižšia ako minimálna mzda v Luxembursku, vo Vašej krajine. Takže dúfam, že všetky tie opatrenia, ktoré sa chystáte urobiť, budú najmä v prospech občanov, pretože finančným inštitúciám a veľkým korporáciám sme pomáhali dostatočne v tých predchádzajúcich obdobiach. Ďakujem veľmi pekne a držím Vašej Komisii palce.

(Ende des Catch-the-eye-Verfahrens)

Der Präsident. - Zum Abschluss der Aussprache wurden gemäß Artikel 118 Absatz 5 der Geschäftsordnung vier Entschließungsanträge eingereicht.

Die Aussprache ist geschlossen.

Die Abstimmung findet im Anschluss an diese Aussprache statt.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 162 GO)

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), raštu. – Sveikinu poną J.-C. Junckerį po ilgų paskirtųjų Komisijos narių klausymų bei intensyvių derybų pristatantį mums Europos Parlamente naująją Komisiją. Labai svarbu, kad Komisija pradėtų dirbti nuo šių metų lapkričio 1 dienos, nes Europa negali laukti. Milijonai žmonių, šiandien vis dar kenčiančių nuo nedarbo, negali laukti. Jaunimas, kurio nedarbo skaičiai šiandien vis dar muša rekordus kai kuriose valstybėse narėse, negali laukti. Ir galiausiai, žmonės, patekę į skurdo spąstus dėl finansų ir ekonomikos krizės, taip pat nebegali laukti. Taigi, pradėkime veikti.

Mes, socialdemokratai, tikime Jūsų pažadu išlaikyti socialinę Europos ekonomikos atsigavimo kryptį. Tikime, kad ekonomikos atsigavimas bus tvarus, o naujos kuriamos darbo vietos bus saugios. Kad kovosime su skurdu, ypač vaikų ir pagyvenusių žmonių. Kad neleisime išvyrtauti dirbančiųjų skurdui, kuomet net ir darbą turintys žmonės mūsų šalyse negali išgyventi. Kad kovosime su energetiniu skurdu, didindami energetinę nepriklausomybę nuo neprognozuojamų didžiųjų kaimynų. Tai ypač aktualu Baltijos šalims.

Ypač džiaugiuosi Jūsų pažadu visas valstybes nares vertinti vienodai ir teisingai. Tikiuosi, šis pažadas ras atgarsį ir žemės ūkio politikoje, kur Baltijos šalys šiandien vis dar yra diskriminuojamos, nes gauna mažiausias tiesiogines išmokas visoje Europos Sąjungoje. Prasidedanti Komisijos kadencija tikrai bus pilna iššūkių, todėl linkiu Jums kuo didžiausios sėkmės ir nekantriai laikiu mūsų bendradarbiavimo pradžios.

Pál Csáky (PPE), írásban. – Tisztelt Elnök Úr! Egy új időszak elején gratulálok a biztosi kollégium megválasztásra jelölt tagjainak és Juncker elnök úrnak! Ahhoz, hogy a mai pillanat elérkezessen, maratoni meghallgatásokat tartottunk szakbizottságainkban, górcső alá véve a jelöltek szakmai és politikai felkészültségét. Üdvözlöm, hogy a mai szavazással lezárul a nyolc hónapja tartó bizonytalansági időszak az EU-ban. Viszont a Bizottság megalakulását több anomália és furcsaság előzte meg, amelyekkel a jövőben foglalkozni kell. A legkézenfekvőbb az lenne, ha a Bizottság elnökének kiválasztása és megszavazása után az konzultációkat kezdene a tagországokkal, azoknak ajánlana fel portfóliókat, s csak ezután kérne személyi javaslatokat a tagállamok kormányaitól. A jelenlegi rendszer ugyanis fordított, a tagállamok úgy jelölnek komisszárokat, hogy azoknak sejtelmük sincs a jelölés pillanatában, mely szakterületekért lesznek majd felelősek.

Środa, 22 października 2014 r.

A mostani folyamat hiányosságai helyt adtak a politikai töltetű és nem megalapozott támadásoknak, s ez végső soron presztízsvesztést jelent nem csupán az adott országnak, de az Uniónak is. Annak ellenére, hogy a Juncker-Bizottság összetétele nem ideális – hiányzik például egy olyan biztos, aki kifejezetten a történelmi, nemzeti kisebbségek jogainak védelmével foglalkozna – mindenképpen esélyt látok arra, hogy az új Bizottság új energiákat adjon az Uniónak. Számítunk arra, hogy a szerződések méltó öre lesz és intézkedéseivel, javaslataival segíti a polgárok Unióba vetett hitét újraéleszteni.

Eugen Freund (S&D), *schriftlich*. – Jean-Claude Juncker ist der neue Präsident der Europäischen Kommission. Freilich: ein Kommissionspräsident ohne Kabinett ist wie ein Kaiser ohne Kleider. Mit einem Unterschied: der Kaiser kann sich - im Allgemeinen - seine Kleider selbst aussuchen, Juncker wurde - um im Bild zu bleiben - von den europäischen Regierungschefs eingekleidet. Er muss anziehen, was ihm die Ministerpräsidenten nach Brüssel schickten. Doch selbst die Anprobe wurde nicht ihm allein überlassen. Das Parlament maß genau nach, ob Ärmellänge, Bund und Schritt auch tatsächlich passten, gelegentlich wurden Änderungen durchgeführt. Am Ende, nein, genug der Parallelitäten, am Ende wurde eine Kandidatin wegen schlechter Performance nach Hause geschickt, bei einigen anderen künftigen Kommissionsmitgliedern gab es den einen oder anderen Vorbehalt. Nun kommt also Jean-Claude Juncker mit seinem neuen Team. In seiner Rede vor der Abstimmung hat er viel Richtiges gesagt: Das oft zitierte 300 Milliarden Investitionsprogramm der EU „liegt (ihm) sehr am Herzen“ - daher werde er es nicht erst in drei Monaten, sondern schon vor Weihnachten in seinen Details vorlegen. „Diese Kommission ist die Kommission der letzten Chance - entweder es gelingt uns, Europa den Menschen näher zu bringen, oder wir scheitern endgültig.“ Als Parlamentarier werden wir ihm ab jetzt genau auf die Finger schauen.

Doru-Claudian Frunzuliță (S&D), *in writing*. – President Juncker, we, the citizens of Europe are expecting:

A Commission with a new way of doing things: more dynamic, more efficient, better cooperating with the European Parliament,

A Commission oriented towards the European citizens' aims and goals,

A Commission that will focus on new investments, investments in Europe's critical infrastructure, investments to fuel sustainable growth,

A Commission that will develop new programmes and allocate more money for job creation, especially for young people,

A Commission which will work thoroughly on improving solidarity between the member countries of the EU, especially the development of less developed regions within EU countries,

A Commission that will find the right balance between support for the private sector and for financial institutions and an effective social security for EU citizens,

A Commission which will work hard to implement and further develop a real Common Security and Defence Policy, an EU with the necessary military capabilities to face old and new challenges and threats to our common security,

A Commission which will work hard for a more influential EU in international affairs. We wish the New Commission lots of success, because together with the European Parliament and the Council, our success is going to be Europe's success!

Arne Gericke (ECR), *schriftlich*. – Ich habe heute für die Wahl der neuen EU-Kommission gestimmt. Diese Entscheidung habe ich mir nicht leicht gemacht. Hauptgrund für mein Ja war am Ende, dass sowohl Jean-Claude Juncker persönlich als auch die zuständige Sozialkommissarin Marianne Thyssen mir zugesagt haben, meinen Einsatz für eine grundsätzlich familienfreundlichere EU-Politik und eine nicht-legislative „Europäische Familienstrategie“ als Grundlage dieser Politik zu unterstützen. Daran werde ich sie in den nächsten fünf Jahren messen. Ich erwarte: Familienfreundlichkeit als Grundprinzip Europas!

Środa, 22 października 2014 r.

Überzeugend fand ich in den heutigen Ausführungen auch die klare Absage Junckers an geheime Schiedsgerichte zur Beilegung von Streitigkeiten zwischen Investor und Staat (ISDS) beim TTIP-Abkommen. Dieses Nein ist elementar! Ich erwarte schnelle, konkrete Schritte.

Herr Juncker, Sie versprechen eine neue Kommission ohne Schubladendenken, eine politische Kommission an der Seite der Bürger, neue Bewegung für Europa. Mein Vertrauen haben Sie – enttäuschen Sie mich nicht! Geben Sie für Europa Gas! Geben Sie Europa eine neue Richtung! Machen wir es besser! Und familienfreundlich!

Eduard-Raul Hellvig (PPE), *în scris*. – Alegerea noii Comisiei Europene marchează o nouă etapă, esențială, în procesul de reconfigurare instituțională la nivelul UE. Prin desemnarea dlui Juncker în fruntea viitoarei Comisii și prin aprobarea membrilor acesteia, în urma audierilor din Parlamentul European, acest for, exponent al voinței cetățenilor celor 28 de state membre, validează opțiunea exprimată la alegerile europarlamentare și conferă o legitimitate democratică fără precedent Comisiei. Este un pas important pentru depășirea crizei de încredere pe care o traversează instituțiile comunitare în urma anilor de recesiune. Noii Comisii îi revine misiunea de a lansa, acum, un proces curajos de creștere economică și de combatere a șomajului. Am încredere că experiența dlui Juncker și a altor membri ai echipei sale în stabilizarea UE în urma crizei financiare și economice reprezintă o bază solidă pentru agenda ambițioasă pe care o propun Europei în următorii cinci ani. UE are nevoie de continuarea eforturilor de însănătoșire bugetară, de consolidare a progreselor înregistrate, precum și de o impulsionare durabilă a competitivității economice și a creării de noi locuri de muncă. Totodată, procesul de integrare europeană trebuie să continue, prin eliminarea ultimelor bariere în calea liberei circulații și solidarizarea activă în vederea reducerii decalajelor dintre vechile și noile state membre ale Uniunii.

Benedek Jávör (Verts/ALE), *írásban*. – Aki ismeri a képeslapot, „The Perfect European Should Be...” címmel, annak az új bizottság kapcsán is ez a karikatúra villanhat fel. Eszerint a Tökéletes Európai úgy főz, mint egy brit, humoros, mint egy német, józan, mint egy ír, szervezett, mint egy görög, és szerény, mint egy spanyol. Juncker elnök úr is mintha ilyen alapon osztotta volna ki az új Bizottságban a portfóliókat.

Így a jelentős olajipari érdekeltségekkel rendelkező spanyol Cañete felel majd azért, hogy az európai klíma- és energia-politika kellően ambiciózus legyen, és az Unió vezető szerepet játsszon a jövő év végén rendezendő párizsi klímacsúcson, ahol az új, katasztrofális éghajlatváltozási következményeket megelőzni képes nemzetközi rendszerben kéne megállapodni.

Az elmúlt években a költségvetési fegyelem szobrát nem Párizsról mintázták meg, mégis Moscovici lesz a gazdasági-pénzügyi és adózási kérdésekért felelős biztos. Vajon éppen ő lesz majd képes úrrá lenni az EU gazdasági nehézségein?

És itt van az oktatási, kulturális, ifjúsági ügyekért felelős Navracsics Tibor. Ő az egyetlen olyan biztosjelölt, aki a szakbizottságban még a Bizottságot egyébként támogató koalíciótól sem kapta meg a támogatást. És aki talán azt a félelmetesen retrográd oktatási politikát képviseli majd, amelyet az utóbbi években a magyar kormány valósított meg.

Felelősen gondolkodó képviselőként ezt a Bizottságot szavazatommal nem tudom támogatni.

Vladimír Maňka (S&D), *písomne* – Vážený pán Juncker, súhlasím, že hodnotenie viacročného finančného rámca v polovici trvania, ktoré je naplánované na koniec roka 2016, by malo byť príležitosťou na ďalšie nasmerovanie rozpočtu EÚ do oblasti zamestnanosti, rastu a konkurencieschopnosti. Verím, že Vaše kroky budú smerovať do oblastí, ktoré dokážu vytvoriť dodatočný rast vo výške stovky miliárd eur. Len digitálna agenda má potenciál pre vznik dynamickej znalostnej spoločnosti a státisícov nových pracovných miest, najmä pre mladších uchádzačov o zamestnanie. Rovnaký potenciál má dokončenie jednotného trhu, či Transatlantická dohoda s USA.

Treba sa však s plnou vážnosťou pozrieť na neudržateľný deficit platieb za už zrealizované projekty, ktoré EÚ nezaplatila svojim veriteľom. Súhlasím s názorom, že hospodárstva, do ktorých sa neinvestuje, nerastú. A ak hospodárstva nerastú, nevytvárajú zamestnanosť. Ale ak sa do hospodárstva investuje, ale potom tie investície nemá kto zaplatiť, to je ten najhorší scenár, ktorý v EÚ nemôžeme pripustiť. Prístup Rady s odkladaním platieb už prekročil všetky hranice. To je aj pre vás prvá domáca úloha, ktorú spoločne musíme vyriešiť.

Środa, 22 października 2014 r.

Sorin Moisă (S&D), *in writing*. – As someone who knows the Commission intimately, I must say I admire the courage of its President, Mr Juncker, to try ending its unfortunate ‘silo’ culture. Another positive ingredient of the Juncker vision is delegation to the Vice-Presidents, which should create space for the President to provide more vision and leadership than was the case in the past. The personal qualities of the President also seem to foretell the right balance between charm and firmness, a long leash and swift retribution. The new arrangements, however, also leave some questions unanswered. At the top, the presidentialism of previous years was accompanied by an ‘ambush culture’, which essentially meant sacrificing collegiality for the sake of presidential power, underpinned by a super-strong Secretariat-General (in itself a normal thing). In time, every Commissioner learnt to use the system to clear his or her files, and the habit became second-nature. I am also afraid the old-fashioned career and motivation system for officials will not help the Juncker approach. Finally, a more political Commission is a good thing, provided ‘political’ is opposed to superficial posturing, spinning and opportunistic surfing. I hope the President has the right answers for all these problems and I wish him luck.

Andrej Plenković (PPE), *napisan*. – Podržao sam program rada nove Komisije predsjednika Junckera. Kao nositelju liste HDZ-a na europskim izborima u RH-oj, drago mi je da smo pobjedom pridonijeli da EPP-ov „spitzenkandidat” postane predsjednik Komisije. Inovativnim izbornim procesom osnažen je demokratski legitimitet institucija EU-a, pri čemu je EP imao prominentnu ulogu.

Juncker je sastavio kvalitetan tim povjerenika koji su se pokazali kompetentnima na saslušanjima. Program rada u fokus stavlja zapošljavanje, rast, pravednost i demokratske promjene. S obzirom na probleme s kojima se susreću članice Unije, a pogotovo s nezaposlenošću, očekujem da će glavni prioritet rada buduće Komisije biti jačanje europskog gospodarstva s pozitivnim učinkom na standard građana.

Europskoj uniji potrebna su pametnija ulaganja, manje propisa i veća fleksibilnost. Bitno je graditi bolju infrastrukturu, ojačati industriju, stvoriti čvrstu energetska uniju te voditi aktivnu klimatsku politiku. Naglašavam potrebu dinamiziranja unutarnjeg i digitalnog tržišta, jačanje EMU-a kao temelja za gospodarski rast Unije.

Očekujem daljnji snažan angažman u vezi ilegalnih migracija, borbe protiv prekograničnog kriminala i terorizma. Na globalnoj razini ključno je osnažiti vanjskopolitičku aktivnost EU-a s partnerima u rješavanju kriza u Ukrajini, Siriji i Iraku, te dati prioritet politici susjedstva. Drago mi je da će Komisija raditi na politici proširenja EU-a, osobito prema Bosni i Hercegovini.

Marcus Pretzell (ECR), *schriftlich*. – Die von Herrn Juncker geführte Kommission entspricht in vielerlei Hinsicht nicht den Erwartungen der europäischen Bürger. Sie ist zum einen geprägt von Kommissaren, die für eine Fortführung und Vertiefung der bisherigen europäischen Politik stehen und zum anderen mit zahlreichen Kommissaren besetzt, die fachlich den gestellten Aufgaben nicht gewachsen sind. Zu nennen sind in diesem Zusammenhang insbesondere die Herren Moscovici, Katainen und Dombrovskys. In den vor dem Parlament durchgeführten Anhörungen, konnten diese Herren weder politisch noch fachlich eine Mehrheit der Parlamentarier überzeugen. Ihre Wahl verdanken sie lediglich einem unwürdigen Geschacher hinter den Kulissen dieses Hauses, ein unter demokratischen Gesichtspunkten indiskutabler Vorgang, der die schlimmsten Befürchtungen und Vorbehalte vieler Bürger gegen die EU und ihre Institutionen zum wiederholten Male bestätigt und verschärft. Laut Aussage von Herrn Juncker hat dieser zudem sage und schreibe sechs Regierungen davon überzeugt anstatt eines männlichen Kandidaten eine Frau zu benennen. Ich hätte es vorgezogen, er hätte auf ebenso viele Regierungen dahingehend eingewirkt, dass sie qualifiziertere Kandidaten benennen.

Laurențiu Rebegea (S&D), *în scris*. – Consider și sper ca echipa pe care ați format-o să ajute Uniunea Europeană să iasă din criza actuală. Planurile și promisiunile dumneavoastră și ale comisarilor desemnați sunt ambițioase, fie în ce privește susținerea investițiilor, regularizarea emigrației, crearea locurilor de muncă în rândul tinerilor, combaterii ilegalităților și, mai ales, a reducerii birocrăției la nivel european. Aceasta din urmă fiind și una din prioritățile comisarului desemnat pentru Agricultură, Phil Hogan, pe care o împărtășesc deplin. Agricultură europeană are nevoie de proceduri simple care să simplifice viețile agricultorilor europeni. Salut toate ambițiile noii comisii. Dar vă rog să nu uitați, în desfășurarea mandatului, promisiunile pe care le-ați făcut. În ce privește vicepreședinții, sper ca aceasta nouă formulă să nu ducă la blocaje interne în cadrul Comisiei, de aceea doresc să interveniți cu fermitate în coordonarea lor. Uniunea Europeană nu trebuie să intre în niciun fel de impas procedural, birocratic etc. Consider că credibilitatea Comisiei se va demonstra doar dacă va reuși să reducă șomajul, să crească investițiile, să susțină agricultorii în momentele dificile, precum cel actual, cauzat de embargo rus și să coopereze mai îndeaproape decât în trecut cu Parlamentul European.

Środa, 22 października 2014 r.

Claudia Tapardel (S&D), *în scris*. – Astăzi am votat Programul Cadru și componența noii Comisii Europene, condusă de Jean Claude Juncker, în plenul Parlamentului European. Noua Comisie Europeană a fost aleasă prin votul majorității europarlamentarilor, cu 423 de voturi pentru. În calitate de membru al Parlamentului European am așteptări mari de la noua Comisie Europeană. Aștept continuarea politicilor publice sociale, aștept politici publice țintite pe nevoile tinerilor, aștept investiții sustenabile în infrastructură și în reducerea decalajelor între Est și Vest. Nu în ultimul rând, mă aștept la o atitudine pozitivă față de parcursul european al Republicii Moldova din partea noii Comisii Europene. Le urez succes în activitate tuturor comisarilor europeni și le doresc să colaboreze eficient și transparent, în beneficiul cetățenilor europeni, atât cu membrii Parlamentului European cât și cu miniștrii de resort ai statelor membre. Consider că instituțiile europene, Parlamentul European și Comisia Europeană trebuie să se apropie de cetățeni și să comunice direct și transparent cu aceștia. Aș vrea ca fiecare cetățean european să știe care sunt beneficiile sale directe, care decurg din politicile europene pe care noi le propunem. Am convingerea că acest nou început pentru Comisia Europeană va deschide și mai mult drumul comunicării și al apropierii față de cetățenii europeni.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Alors que l'architecture finale de ce que sera la Commission durant ces 5 prochaines années est sur le point d'être finalisée, alors que le Parlement européen s'apprête à voter sa confiance (ou pas) à l'équipe Juncker, il est temps de rappeler au Président de la Commission les promesses faites durant la campagne électorale. 1/ Le plan d'investissement de 300 milliards d'euros devra être composé d'argent frais ne résultant donc pas de recyclages divers. 2/ sur le retrait de la clause d'arbitrage (ISDS) qui permet aux multinationales de faire et de défaire la loi, en fonction de leur recherche de profits et au détriment des citoyens. 3/ sur une révision de la directive sur le détachement des travailleurs qui actuellement est trop utilisée abusivement pour organiser le dumping social, au détriment des petites entreprises et des travailleurs. 4/ sur un retour des matières liées aux médicaments vers la DG sanco Sinon «Les paroles s'envolent, les écrits restent» Tel est le message que je veux vous faire passer. Le président de la Commission européenne doit respecter ses engagements et les formaliser sans quoi la délégation socialiste belge pourrait mercredi refuser de voter l'investiture de la nouvelle équipe proposée par Juncker.

Sergei Stanishev (S&D), *in writing*. – Today I believe we have to support the Juncker Team, because it is the responsible and democratic thing to do. Juncker received our support as President after declaring his will for real change in European priorities, the main line being his EUR 300 billion investment plan for jobs, growth and competitiveness. By saying 'Yes' to the new College we underscore our support for the Commissioners from the Socialist family who showed a high level of expertise and commitment at the hearings. The balance in the Commission has been improved in the course of negotiations, thanks to the efforts of the Group of Socialists and Democrats. We have better representation, with key portfolios and 3 Vice Presidents and no important decision can be taken without our approval. Yet our support is not unconditional, we will strictly monitor the implementation of Juncker's commitments and expect him to uphold his promises. And last, but not least, we should give our support because, if we want a change, we have to participate in every step of achieving it.

Jutta Steinruck (S&D), *schriftlich*. – Die neue Kommission ist mit einigen ehrgeizigen Zielen angetreten. Nicht zuletzt das Ziel eines Investitionspaketes zeigt deutlich, dass es an der Zeit ist, nach Jahren des Sparens auf Kosten der Menschen in Europa endlich dafür zu sorgen, Wirtschaft und Gesellschaft in Europa für die Zukunft zu gestalten. Im Mittelpunkt muss dabei stehen, dass Europa nicht länger ein rein wirtschaftliches Europa ist, sondern dass die Kommission endlich die Verantwortung für das Soziale Europa übernimmt. Wir fordern einen sozialen Investitionspakt, klare und gezielte Maßnahmen gegen Arbeitslosigkeit, gegen Lohn- und Sozialdumping und gegen Armut. Diese Ziele wollen wir festschreiben und die Kommission sowie die Mitgliedsstaaten regelmäßig daran messen. Genau so, wie wir die Einhaltung wirtschaftlicher Indikatoren im Rahmen des Europäischen Semesters überprüfen, müssen wir künftig ehrgeizige Ziele zur Armutsbekämpfung, Bekämpfung der Jugendarbeitslosigkeit und zur Schaffung guter, nachhaltiger und in keiner Form prekärer Arbeitsplätze einführen. Die neue Kommission muss hier eindeutig Farbe zu Gunsten der Menschen in Europa bekennen und darf nicht länger den freien Wettbewerb vor die Interessen der Menschen stellen.

Marco Valli (EFDD), *per iscritto*. – Questa Commissione Juncker non rappresenta assolutamente il volere democratico dei cittadini, che hanno espresso volontà di cambiamento. Nell'area economica si rispetterà ancora troppo il rigore con delle politiche fiscali contenitive imposte agli stati.

Środa, 22 października 2014 r.

In questo momento storico di crisi, dopo 5 anni d'austerità, che ha generato solo impoverimento nell'eurozona, non esiste più alcuna scusa e motivazione valida sostenuta da studi, per continuare con queste politiche imposte da un solo stato membro che è la Germania.

Dobbiamo rivedere velocemente i parametri del Six Pack e Two Pack, invitare il Consiglio ad abolire il Fiscal Compact e modificare lo statuto BCE, affinché l'istituto possa disporre di tutti i mezzi per finanziare l'economia reale in maniera più efficace contribuendo agli obiettivi sanciti nell'art 3 del TUE.

Se non faremo questo, l'Europa continuerà ad impoverirsi e gli stati saranno giustificati a voler riacquisire sovranità al posto di cederla.

Il piano di 300 miliardi di Juncker difficilmente darà lo stimolo necessario all'economia.

Le risorse private che si vogliono chiamare in causa arrivano dagli speculatori di mercato, che stanno costringendo gli stati membri a creare le condizioni necessarie per speculare attraverso le riforme nei nostri paesi e il ricatto in questi termini non è accettabile.

3. Wybór Komisji (art. 118 Regulaminu) (głosowanie)

Der Präsident. - Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Wahl der Kommission.

Ich weise darauf hin, dass vor der Abstimmung eine Rednerrunde der Fraktionsvorsitzenden stattfindet.

Manfred Weber, im Namen der PPE-Fraktion. – Herr Präsident! Wir hatten jetzt ausführlich Zeit, über die neue Kommission zu diskutieren, das Für und Wider abzuwägen. Ich möchte zunächst den Gedanken aufgreifen, dass viele ihre Einzelpositionen nochmals vertreten haben. Ich habe Begriffe gehört wie neoliberal, Austerität, Flexibilität. Ich würde jetzt dafür werben, dass wir das Denken in Kompromissen anwenden, dass wir herauskommen aus den politischen Sichtweisen, und stattdessen zum Kompromiss gelangen. Denn wir werden nur mit Kompromissen Lösungen für die Bürger in Europa erzielen.

Deswegen bitte ich nochmals alle Kollegen, sich ihrer Verantwortung bewusst zu werden. Wer die Kommission heute nicht unterstützt und ablehnt, wenn es dafür keine Mehrheit gibt, dann riskiert man auch ein Stück weit Krise und Instabilität in Europa. Ich darf gerade an Kollegin Harms, an die Grünen, noch einmal appellieren: Darauf, dass man aus bestimmten inhaltlichen Gründen, die jeder nachvollziehen kann, dagegen stimmt, würde ich als Gegenargument antworten: Europa steht bei den anstehenden Klimagesprächen sicher nicht besser da, wenn wir keine funktionsfähige Kommission haben. Auch dieses Argument darf man mit einbringen, und es sollte vielleicht nochmals abgewogen werden.

Deshalb würde ich werben dafür, dass jeder in diesem Haus heute nicht nur aus Parteisicht heraus argumentiert, dass jeder, der jetzt auf einen Knopf drückt, nicht nur aus der persönlichen nationalen Brille oder Partei- oder Fraktionsbrille heraus argumentiert, sondern sich seiner Gesamtverantwortung bewusst ist. Ich bin froh, sagen zu können, dass die EVP-Fraktion geschlossen die neue Kommission unterstützen wird.

(Beifall)

Gianni Pittella, a nome del gruppo S&D. – Signor Presidente Juncker, io le confermo il voto favorevole del gruppo dei socialisti e dei democratici, per la sua attenzione nei confronti del Parlamento, per la positiva nuova architettura istituzionale che lei ha scelto per la Commissione, per il suo invito a riequilibrare le politiche di austerità – aggiungo che chi si è impegnato per le riforme strutturali coraggiose e si trova in una situazione di bassa crescita, deve usufruire di tutta la flessibilità prevista nei trattati – per la sua attenzione al sociale: bella l'espressione, la tripla A sociale, su questo ci giudicheranno i cittadini più deboli. La nostra agenzia di rating sono i cittadini.

Środa, 22 października 2014 r.

Ha inoltre confermato la sua attenzione agli investimenti: questo punto per noi è decisivo; ha ascoltato gli interventi dei colleghi e delle colleghe del mio gruppo. Quando lei ha parlato del piano di investimenti ha detto che è anche il settore privato ad avere grandi responsabilità, e lei ha ragione. Resto tuttavia convinto che il rilancio dell'economia non possa essere esclusivamente appaltato ai privati e nel suo piano di investimenti deve esserci un chiaro impegno fatto di risorse pubbliche e per investimenti pubblici.

Sul mercato unico, noi siamo d'accordo con lei: servono riforme strutturali per ridurre gli ostacoli alla crescita. Però, attenzione alla retorica delle riforme strutturali, molti Stati, da molti anni stanno facendo coraggiose riforme strutturali. Non si può continuare a dire che non basta, che devono sempre fare di più! Forse se nonostante queste riforme la crescita non riparte, il problema è che da sole le riforme strutturali non bastano, ma serve anche un rilancio della domanda interna. Il problema principale dell'economia europea è la debolezza della domanda interna.

Un'ultima parola che ho sentito poco: solidarietà, che è la base del progetto europeo. Fra Stati europei, fra cittadini europei, ma anche oltre l'Europa. Lei giustamente ha citato la tragedia di Ebola. Ecco, questo deve esser il banco di prova per mostrare che l'Europa c'è. C'è ovunque si trovi nel mondo, qualunque sia la nazionalità, non lascerà nessuno indietro. C'è una bella frase di Don Luigi Ciotti, che dice: non è tanto importante essere credenti quanto essere creduti. Questa è la sfida della politica, questa è la vostra sfida, questa è la nostra sfida.

Ryszard Antoni Legutko, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, President Juncker, the ECR Group will abstain. You start, so to speak, with a clean slate. We heard your words, we heard the words of the Commissioners, but words are like smoke – they tend to blur in peoples' memory. We will wait for your performance. We count on your success, not on your failure. The future is in your hands. Your team is far from the dream team, but there are some good people there, so there is some hope.

I must admit we were slightly dismayed by your excessive support of the Community method when you have the alternative – subsidiarity. The ECR is definitely on the side of subsidiarity, so do not promise goods that you cannot deliver. There are some limitations. You just cannot deliver certain goods. You cannot reduce youth unemployment – much as you would like to – because you do not have the instruments to do so. You did not mention innovation (which I think is to your credit), because the European Commission or European Parliament do not have the instruments to boost innovation. If they had the instruments, we would have been thriving, and all the Nobel Prizes would go to Europe. They are not going to Europe, and there must be some reason for it. So, contrary to what a lot of my colleagues have said, I urge you to practise the virtue of self-restraint. Do not be over-active. The subsidiarity principle is to be treated seriously, and please do not jump on the federalist bandwagon.

My last point is about so-called 'European' values. You are a representative of Christian democracy: a noble political tradition, long dead but worth reviving. So my request is: do not kow-tow to the political Left that dominates the European Union. Act like a good Christian Democrat. Do not think that you can appease them. Believe me, they do not take prisoners. Take my advice, because this is friendly advice made in a good spirit. Good luck.

Guy Verhofstadt, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, let me be clear, after the spokesman of the Abstentionist Party of Europe, the ECR – this could be a new name for Mr Kamall's troops – that our Group is very clear; we shall support this new Commission as part, Mr Juncker, of this broad – I hope for you – pro-European majority and coalition in this House.

That said, I think that this debate has been useful because it has made it clear that there are two visions of Europe: there are those in the majority, the Socialists, PPE, ourselves, ALDE, who think that we have to move forward on European integration, and those like Mr Farage who has made his classic intervention for the British public – he is already in the British elections, he is not in the European elections but he is in the British elections for the moment. We shall see 'Marianne' Le Pen in a few minutes.

Deux minutes de patriotisme français à l'intérieur du Parlement européen. Elle n'a pas participé au débat mais elle fera un petit *show* tout à l'heure, en deux minutes. C'est à cela que nous allons assister.

Środa, 22 października 2014 r.

(Applaudissements)

M. Lucke est intervenu.

Mr Legutko intervened, and I think he was also against the Commission – more clearly than Mr Kamall – saying that the problem is that we are growing everywhere in the world, but not in Europe. That is the problem. His recipe for that is: let us give up the euro and let us give up the European Union, like the Americans gave up the dollar, the Chinese the renminbi or the Japanese the yen. I have not heard the Americans saying: oh, we have to tackle the crisis: let's go back to the 50 states and the 50 markets in the United States. What they are saying is: more unity, common action. That is their response to the crisis, and that has to be our response to the crisis now.

So things are very clear now. There are those who are saying to public opinion that we shall create jobs by going back to the past. Well, I believe in the future and, for that reason, the ALDE Group will vote in favour of the Commission.

Gabriele Zimmer, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion.* – Herr Präsident, Herr Juncker, meine werten Kolleginnen und Kollegen! Die Entscheidung, die wir heute treffen, ist eine politische Entscheidung. Es ist nicht die Entscheidung, ob wir Sie, Herr Juncker, für klug genug halten, diese Kommission zu führen, oder ob wir Herrn Timmermans für den geborenen Kommunikator halten. Es geht wirklich um die Frage: Ist die Kommission politisch genug, um den notwendigen Wandel, der vor der Tür steht, herbeizuführen?

Sie selbst haben die Dramatik der Aufgabe beschrieben. Sie haben sie sehr gut beschrieben. Aber das, was Sie eingeleitet haben, ist aus unserer Sicht nicht griffig genug. Es ist nicht nachvollziehbar genug, ob sich diese Europäische Union tatsächlich in den nächsten Wochen, Monaten und Jahren massiv auf den Weg macht, um zu einer demokratischen, zukunftsfähigen, solidarischen Union zu werden. An diesem Maßstab gemessen, haben Sie uns nicht überzeugt.

Zu viele Mitglieder Ihrer Kommission provozieren Zweifel, dass sie willens und in der Lage sind, genau gegen das vorzugehen, was von den Bürgerinnen und Bürgern auch mit der Wahl zum Ausdruck gebracht worden ist und was auch zu diesem Leck zwischen den Bürgerinnen und Bürgern und den europäischen Institutionen geführt hat, dass Sie genau diese Kurskorrekturen einführen wollen, dass Sie gegen eine Austeritätspolitik sind, dass Sie sich tatsächlich für mehr Demokratie einsetzen werden, für eine andere EU-Migrationspolitik, die Schluss macht damit, dass wir Migrationspolitik mit gemeinsamen Polizeiaktionen oder mit Frontex betreiben, sondern die legale Wege schafft, damit Menschen hierher kommen und von uns auch geschützt werden können.

Die Kritik an der Benennung von Herrn Navracsics zeigt, dass niemand ihm seinen Wandel zu einem Verfechter für mehr Demokratie, kulturelle Offenheit oder auch Medienfreiheit abnimmt. Glaubt wirklich jemand, dass die neue Kommission den Kampf um den Schutz von Tier, Mensch, Umwelt und Klima so massiv vorantreiben wird wie es sein sollte? Wir konnten auch auf Nachfrage bei den *Hearings* nicht feststellen, wie das von Ihnen so beschworene *triple-A* für eine soziale Union durchgesetzt werden soll. Wenn bei den *Hearings* noch nicht einmal die befragten Kommissare in der Lage waren, deutlich festzustellen, dass die Austeritätspolitik nicht im Einklang mit der Europäischen Grundrechtecharta, mit der Gewährung der Menschenrechte steht, wie soll dann dieser Wandel gelingen? Wie soll dieser Umschwung gelingen?

Unsere Kritik richtet sich aber nicht nur an Sie und die Kommission. Ich gebe ehrlich zu, wir sind auch von einem Teil der Kolleginnen und Kollegen hier im Parlament enttäuscht. Leider haben sich einige Fraktionen zu Geiseln der großen Koalition gemacht, zu einem Spiel machen lassen, und das hat mit der Nominierung und der Wahl von Ihnen, Herr Juncker, als Kommissionspräsident begonnen. Was uns als historischer Zugewinn für die Rechte des Parlamentes erklärt worden ist, ist inzwischen zu einem Tauschgeschäft zwischen einigen Fraktionen um das Durchlassen von Kandidatinnen und Kandidaten verkommen. Dieser Preis ist uns zu hoch!

Rebecca Harms, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion.* – Herr Präsident, Herr Juncker, sehr geehrte Kolleginnen und Kollegen! Bemerkenswert finde ich immer noch, dass wir an einem Punkt sind, der schon eine Zäsur markiert. Wenn der künftige Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker ist ja der Mann, der als Kandidat des Europäischen Parlaments in diese Position gekommen ist. Das sollte man wirklich weiter vor allem als einen großen Schritt für die Entwicklung europäischer Demokratie anerkennen. Schade – das muss ich jetzt an der Stelle ausdrücklich dazu sagen – ist, dass die Möglichkeit verpasst worden ist, auf der Grundlage der Anhörungen diese Kommission, das Team Juncker, auch zum Team des Europäischen Parlaments zu machen. Dafür war das Paket zwischen den Mitgliedstaatsregierungen und den Fraktionen in diesem Haus und den drei Parteien dahinter machtpolitisch tatsächlich zu eng geschnürt. Das ist eine verpasste Chance für den weiteren Aufbruch in europäische Demokratie. Wir werden in diesem Haus darüber reden

Środa, 22 października 2014 r.

müssen, wie wir aus dem Schein der Anhörungen wieder das Sein der Anhörungen machen und tatsächlich die Macht des Europäischen Parlaments in Zukunft stärken.

Aber lassen Sie mich eines sagen: Meine Fraktion hat etliche Kommissare als auch positiv empfunden und auch so bewertet. Wir sind eine proeuropäische Fraktion in diesem Haus. Wir wissen, dass wir die ganz großen Herausforderungen, also den Kampf gegen die Deregulierung der Finanzmärkte, der ja immer noch nicht gewonnen ist, den Kampf um ein sozialeres Europa, den Kampf um Klimaschutz und Energieversorgungssicherheit nur gemeinsam europäisch gewinnen können. Deswegen bedeutet der heutige Tag für uns trotz unseres Neins den Ausbruch in eine optimistische und europäische Zusammenarbeit mit der Kommission von Jean-Claude Juncker.

David Borrelli, a nome del gruppo EFDD. – Signor Presidente Juncker, l'Europa si trova a dover affrontare un momento epocale: conosciamo bene le sfide che ci stanno davanti e quale pesante responsabilità ci siamo assunti nel rappresentare in Europa le preoccupazioni e le speranze dei cittadini europei. Oggi lei chiede di dare fiducia alla sua idea di Europa e chiede di approvare la sua strategia, basata sull'austerità e il rigore chiedendoci di confermare le persone da lei scelte. Ora, al di là dell'individuale valore delle persone che ci propone come membri della sua squadra, ci chiediamo se questa strategia è adatta ai tempi, se risponde ai bisogni immediati dei cittadini europei in difficoltà. Se questa strategia sarà in grado di recuperare, ammodernare, rendere incisivi nell'oggi i valori della solidarietà, della sussidiarietà e della responsabilità del comune futuro europeo.

Ciò che noi crediamo è che in Europa sia in atto una pericolosa involuzione. Riteniamo che ci si stia allontanando dai valori e dai principi fondamentali, sostituendoli con la ragion di Stato. La sua Commissione nasce di fatto in completa antitesi rispetto al principio di collegialità, con una strana concentrazione di poteri e prevedendo figure e luoghi che mai prima d'ora erano stati introdotti, il tutto avallato da un Parlamento europeo che non è nemmeno in grado di rispettare al suo interno, i principi democratici di proporzionalità e rappresentatività. Un Parlamento europeo che applica i metodi proporzionali solo quando questi sono a favore della maggioranza e li calpesta quando questi vanno a favore delle minoranze, anche se queste ultime rappresentano milioni di cittadini europei. Il tutto sotto gli occhi di un Consiglio europeo, rappresentante degli Stati, capace di avallare ad esempio la situazione in Grecia, dove vengono tolte le cure sanitarie alle persone, salvo poi al contempo dare miliardi di euro a banche e a strutture finanziarie.

Noi abbiamo una pesante responsabilità, quella di difendere i più deboli, i cittadini, dalla guerra spietata in atto in Europa tra grandi interessi. In questo mare in tempesta non vediamo comandanti valorosi, ma solo un pericoloso tentativo di accentrare le decisioni strategiche nelle mani di pochi uomini e pochi paesi. Per questi motivi noi non voteremo la fiducia a questa Commissione. Noi votiamo contro perché vogliamo di più, più rispetto per i cittadini, per le piccole imprese, cuore della nostra economia, più rispetto per l'ambiente, unico vero patrimonio comune, e soprattutto più solidarietà perché i poveri non possono aspettare. Votiamo contro perché vogliamo un'Europa più vera, più democratica e più vicina alle persone.

Der Präsident. - Vielen Dank.

(Von einigen Mitgliedern werden Transparente hochgehalten.)

Wir haben das gesehen. Ich habe nichts dagegen, wenn Sie stehenbleiben. Aber ich nehme an, Frau Le Pen, die jetzt gleich das Wort hat, wird nicht so erfreut darüber sein. Sie haben jetzt Ihre Fotos, bitte setzen Sie sich wieder hin.

Marine Le Pen (NI). - Monsieur le Président, M. Barroso a laissé une Union européenne sans projet, un continent européen à la dérive, dans un état déplorable.

Pour sauver l'euro, il a appliqué avec une dureté sans précédent des plans d'austérité aux populations du sud de l'Europe avec des résultats catastrophiques quant au chômage, à la dette et à l'appauvrissement.

Monsieur Juncker, parlons maintenant de votre Commission, institution qui ne repose d'ailleurs sur aucune légitimité populaire. Pour moraliser et réglementer le secteur financier, vous avez nommé Lord Hill, un proche de la City, qui a fait la moitié de sa carrière comme lobbyiste, travaillant pour des fonds spéculatifs ou des grandes banques. Pour gérer la question de l'euro et du dialogue social, vous avez choisi Valdis Dombrovskis, un ancien premier ministre letton qui a mené le plus grave plan d'austérité dans son pays, ayant abouti à un exode massif de sa population. Vous avez nommé Miguel Arias Cañete au portefeuille du climat et de l'énergie, or cet homme a des liens très étroits avec deux compagnies pétrolières, qu'il a lui-même fondées et que sa famille continue à contrôler.

Środa, 22 października 2014 r.

En manquant à ce point d'éthique en politique, d'indépendance vis-à-vis des lobbies, vous humiliez et insultez tous les Européens.

La feuille de route de votre nouvelle Commission est terrifiante: des accords de libre-échange total, d'un genre nouveau, sont prévus avec le Canada et les États-Unis; la concurrence avec la très puissante agriculture américaine risque de mettre nos agriculteurs à genoux, les survivants devront adopter une approche encore plus productiviste au détriment de la qualité des produits et du respect de la nature. Cet accord alignera toutes les normes, les préférences collectives des Français, sur les normes américaines.

Enfin, honte à la Commission européenne! Elle est en train d'imposer, dans ces traités de libre-échange, une justice privée pour les multinationales contre les États. Ainsi, vous aurez tout à fait détruit nos vieilles démocraties, à la merci des attaques des firmes transnationales. Mais le travail n'est pas terminé, n'est-ce pas? Il vous faut démanteler un peu plus les services publics, ils devront être concurrentiels et concurrencés ou disparaître. C'est le rôle du traité TISA, que la Commission négocie en ce moment. Ces traités consacreront malheureusement la prise de pouvoir des multinationales sur la démocratie en Europe.

Enfin, votre programme de prêt bancaire de 300 milliards d'euros aura un effet indigent sur l'économie puisque, une fois de plus, il n'agira qu'indirectement sur l'économie réelle et l'emploi.

Que dire, pour conclure, de votre volonté de faire entrer la Turquie dans l'Union européenne? Oh quel visionnaire vous faites, Monsieur Juncker! Les habitants de Kobané en sont époustoufflés!

Monsieur Juncker, nous voterons contre votre Commission car, contrairement à l'adage français, avec vous le pire est toujours sûr.

Der Präsident. - Wir kommen nun zur Abstimmung über die Kommission.

(Der Präsident erläutert das Abstimmungsverfahren und die daran anschließenden Schritte.)

(Die Wahl wird in namentlicher Abstimmung durchgeführt.)

Abgegebene Stimmen 699

Ja-Stimmen 423

Nein-Stimmen 209

Enthaltungen 67

Damit stelle ich fest: Die Kommission ist gewählt.

(Anhaltender Beifall)

Ich habe Herrn Juncker die Mitteilung über die mehrheitliche Zustimmung des Europäischen Parlaments zur Wahl der Kommission übermittelt. Ich gratuliere Ihnen, Herr Juncker, jetzt offiziell im Namen des gesamten Hauses. Ich gratuliere aber auch allen gewählten Mitgliedern der Europäischen Kommission, ihren Vizepräsidentinnen und Vizepräsidenten, den Kommissarinnen und Kommissaren, und wünsche Ihnen im Namen aller Abgeordneten viel Erfolg, viel Glück bei Ihrer schweren Aufgabe zum Wohle der Bürgerinnen und Bürger der Europäischen Union!

(Beifall)

Benedetto Della Vedova, *Presidente in carica del Consiglio.* - Signor Presidente, onorevoli deputati, signori e signore, a nome del Consiglio voglio approfittare di questa opportunità per congratularmi con il Presidente Juncker e con tutta la Commissione per il voto di approvazione che hanno appena ricevuto da questa Assemblea. È davvero un segno di sostegno e di fiducia da parte dei deputati di questo Parlamento. Questo voto prepara la strada al necessario passaggio finale, la nomina da parte del Consiglio europeo, che deve essere completato entro la fine di questa settimana.

Środa, 22 października 2014 r.

Nei prossimi mesi ed anni, la Commissione dovrà svolgere un ruolo fondamentale nell'affrontare le sfide che ci troviamo di fronte. Si tratta di sfide formidabili, che comprendono l'incremento della competitività dell'Europa e la creazione di posti di lavoro, lo sviluppo di una politica europea coerente in materia di energia e di clima e il problema dell'insicurezza nel nostro vicinato, e ve ne sono molte altre.

Naturalmente, la Commissione non può affrontare tutte queste sfide da sola, ha bisogno anche della cooperazione di questo Parlamento e del Consiglio. Vorrei pertanto cogliere questa opportunità, Presidente Juncker, per sottolineare l'impegno del Consiglio a cooperare con lei nei prossimi cinque anni. Dovremo collaborare strettamente tra noi, nonché con questo Parlamento, se vogliamo attuare l'Agenda convenuta dal Consiglio europeo dall'inizio di quest'anno. Le misure che attuiamo e le politiche che adottiamo saranno la base sulla quale tutti noi saremo giudicati dai nostri cittadini, e questo oggi è più difficile che mai.

Mi fa piacere pertanto che lei riconosca che i cittadini europei non si attendono soltanto che le cose vengano fatte, ma in larga misura vogliono che vengano fatte in maniera differente dal passato. Il modo in cui lei ha organizzato la Commissione è un chiaro segno della sua disponibilità ad operare in maniera differente e ne siamo lieti.

Allo stesso tempo, Presidente Juncker, lei ha mostrato nel suo discorso di essere un convinto sostenitore dell'ideale europeo. Ogni volta che lavorerà nell'interesse dell'Europa, avrà il nostro sostegno ed incoraggiamento. Ci rallegriamo alla prospettiva di collaborare con lei e con la sua squadra negli anni a venire.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 162 GO)

Damian Drăghici (S&D), *în scris*. – Am convingerea că noua echipă a Comisiei Europene este una puternică și cu o vastă experiență, care va susține nemijlocit interesele cetățenilor UE. Mă refer aici la dezvoltarea sectorului de investiții - atât de important pentru crearea de noi locuri de muncă și reducerea șomajului în rândul tinerilor - cât și la adoptarea unor măsuri de combatere a migrației ilegale sau la continuarea negocierilor de extindere a UE. Mă bucur ca România va deține un portofoliu extrem de important, iar pe această cale vreau să o felicit și să-i urez succes kolegi mele Corina Crețu în exercitarea atribuțiilor ce-i revin din poziția de comisar pentru Politica Regională.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. – He votado a favor de la Comisión Juncker en el contexto de un amplio acuerdo entre el PPE, S&D y los liberales. Esta es una Comisión mucho más política y con mucho más potencial que las anteriores, por lo que hubiera sido una irresponsabilidad por parte del Parlamento debilitarla antes de que empezara su mandato, ya que debilitar a la Comisión no significa más que fortalecer el papel de los Estados. El Colegio de Comisarios ha salido fortalecido de las audiencias, donde han demostrado su independencia y valía para el cargo en un ejercicio de control democrático y transparente. El gran pacto político entre el PPE, S&D y los liberales es muy positivo y esperanzador, dado que el Parlamento Europeo ha quedado configurado de una forma que ni el PPE ni S&D pueden articular mayorías alternativas en la Cámara. Este hecho pone de manifiesto que los dos grandes partidos han de ser capaces de alcanzar acuerdos en aquellos asuntos de interés general para la UE. Estoy convencido de que adoptar la vía del diálogo y del acuerdo será muy positivo para la legislatura que acaba de empezar y que puede asentar las bases transversales sobre las que proyectar la Unión Europea del futuro.

Środa, 22 października 2014 r.

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D), *na piśmie*. – Z zadowoleniem przyjmuję wynik dzisiejszego głosowania, które powołuje skład nowej Komisji Europejskiej. Przez ponad dwa tygodnie Parlament sprawdzał kompetencje 27 kandydatów na komisarzy zaproponowanych przez nowego szefa Komisji Jean-Claude'a Junckera. Już trzykrotnie uczestniczyłam w przesłuchaniach kandydatów na komisarzy, podczas dwóch kadencji Komisji Barroso oraz obecnej, i uważam, że wybraliśmy dobrą drużynę z dobrym programem pracy. Pomimo, że większość kandydatów wypadła pozytywnie w przesłuchaniach, uważam jednak, że mieli zbyt mało czasu na dogłębne poznanie swojego portfolio i przygotowanie się do nowej roli. Przykładem może być słoweńska kandydatka Alenka Bratušek, desygnowana na wiceprzewodniczącą KE ds. unii energetycznej, której Parlament nie zaakceptował. Pozytywną ocenę uzyskała nowa kandydatka ze Słowenii Violeta Bulc, która ma być odpowiedzialna za transport, a Słowak Maroš Šefčovič został wiceprzewodniczącym KE ds. unii energetycznej. Przewodniczący Komisji Jean-Claude Juncker wraz ze swoim bardziej doświadczonym niż w poprzednich latach zespołem jest teraz gotów, aby zmierzyć się z wyzwaniami zarówno gospodarczymi, jak i geopolitycznymi, przed którymi stoi Europa.

(Die Sitzung wird um 12.35 Uhr unterbrochen und um 13.00 Uhr wieder aufgenommen.)

VORSITZ: RAINER WIELAND

Vizepräsident

4. Głosowanie

Der Präsident. - Als nächster Punkt folgt die Abstimmungsstunde.

Ich höre, dass noch nicht alle Kolleginnen und Kollegen mit Stimmlisten ausgestattet sind. Ich denke aber, dass die jeweiligen *Chief Whips* zumindest über eine Liste verfügen. Deshalb ist es wohl richtig anzufangen.

Bis alle Platz genommen haben und weil das noch nicht alle neuen Kolleginnen und Kollegen gehört haben, noch ein Wort zum System der Abstimmung: Bei der letzten Abstimmung an einem Tag, wenn Sie weggehen, bevor die Abstimmung geschlossen ist, dürfen Sie nicht Ihre Stimmkarte ziehen, sonst bleibt Ihre Stimme nicht im System. Sie sollten die Stimmkarte also erst ziehen, wenn eine Abstimmung geschlossen ist.

4.1. Projekt budżetu korygującego nr 2/2014 — Nadwyżka wynikająca z wykonania budżetu na rok 2013 (A8-0018/2014 - Gérard Deprez) (głosowanie)

4.2. Projekt budżetu ogólnego Unii Europejskiej na rok budżetowy 2015 (głosowanie)

— *Vor der Abstimmung:*

Eider Gardiazabal Rubial (S&D). - Mr President, as every year, due to the complexity of the procedure, there are some technical adjustments to be put to the vote.

Concerning pilot project 'Cohesion policy and synergies with the research and development funds: "the stairways to excellence"' in line 13 03 77 13, Plenary Amendment 9500 replaces Amendment 1167 (ex-BUDG 3570). This is to delete a duplicated paragraph, leaving only the modification as adopted.

On 'Financial support for encouraging the economic development of the Turkish Cypriot community' in line 22 03 01, Plenary Amendment 9501 replaces Amendment 1235 (ex-BUDG 3638). This is to correct omissions in a modified paragraph and to delete a duplicate paragraph.

— *Vor der Abstimmung über Änderungsantrag 472:*

Środa, 22 października 2014 r.

Michael Cramer (Verts/ALE). - Herr Präsident! Wir hatten im Verkehrsausschuss mit der Unterstützung aller Abgeordneten beschlossen, dass wir 0,5 % des Geldes für den Verkehrsausschuss in die 14 EuroVelo-Routen investieren wollen. Das wurde im Haushaltsausschuss nicht berücksichtigt. Daraufhin bin ich von allen Koordinatoren beauftragt worden, diesen Antrag zu stellen, damit 0,5 % des Verkehrshaushalts für die EuroVelo-Routen zur Verfügung gestellt werden.

Ich möchte Sie bitten, dem auch hier zuzustimmen, weil wir es nicht gut fanden, dass der Haushaltsausschuss sich in die inneren Angelegenheiten des Verkehrsausschusses einmischt und eine andere Entscheidung trifft als der Ausschuss. Ich bitte deshalb im Auftrage aller Koordinatoren des Verkehrsausschusses um Zustimmung für 472 und später auch für 473.

— *Vor der Abstimmung über Block 5:*

Jonathan Arnott (EFDD). - Mr President, a point of order on the order of points. Rule 174, paragraph 2: 'If two or more mutually-exclusive amendments have been tabled to the same part of a text, the amendment that departs the furthest from the original text shall have priority and shall be put to the vote first'. Here, the first amendment merely moves money from one pot of money to another, moving it to the European External Action Service, but it does not make a penny piece difference to the original budget. Our amendment would save taxpayers EUR 15 million in commitments and 7 million in payments. It would be a terrible shame if the first amendment were to pass and the second, therefore, were to fall, because the real cost-saving measure would not be heard. So I would respectfully submit that the order of vote should be reversed and that 547 should be taken before 157.

Der Präsident. - Vielen Dank, Herr Kollege Arnott. Im Budgetverfahren hat der Haushaltsausschuss eine besondere Rolle. Deshalb werden zuerst die Vorschläge dieses Ausschusses zur Disposition gestellt. Wir lassen deshalb zuerst über Antrag 157 abstimmen.

— *Nach der Abstimmung :*

Enrico Zanetti, Presidente in carica del Consiglio. - Signor Presidente, onorevoli deputati, signor Commissario, prendo atto di come il Parlamento europeo abbia appena adottato degli emendamenti alla posizione del Consiglio sul progetto di bilancio per l'esercizio finanziario 2015, tenuto conto, a questo punto delle differenti posizioni, già ieri ci è stato un ampio dibattito.

In qualità di Presidente del Consiglio, d'accordo con il Presidente del Parlamento europeo, comunico che verrà quindi convocato il comitato di conciliazione come previsto dall'articolo 314, comma 4, punto c, del trattato sul funzionamento dell'Unione europea.

4.3. Budżet ogólny Unii Europejskiej na rok budżetowy 2015 — wszystkie sekcje (- A8-0014/2014 - Eider Gardiazabal Rubial, Monika Hohlmeier) (głosowanie)

VORSITZ: ALEXANDER GRAF LAMBSDORFF

Vizepräsident

4.4. Protokół do umowy o wolnym handlu UE z Koreą Południową w celu uwzględnienia przystąpienia Republiki Chorwacji do Unii Europejskiej (A8-0012/2014 - Jan Zahradil) (głosowanie)

Środa, 22 października 2014 r.

4.5. Europejski semestr na rzecz koordynacji polityki gospodarczej: realizacja priorytetów na rok 2014 (A8-0019/2014 - Philippe De Backer) (głosowanie)

— *Nach der Abstimmung:*

Enrico Zanetti, *Presidente in carica del Consiglio*. - Signor Presidente, solo per dire che il Consiglio prende appunto atto di come anche relativamente al bilancio rettificativo n. 2 dell'esercizio 2014 sono stati approvati degli emendamenti del Parlamento alla posizione del Consiglio e pertanto anche relativamente a questo bilancio rettificativo, d'accordo con il Presidente del Parlamento europeo, il Consiglio chiederà l'attivazione del comitato di conciliazione, come previsto dall'articolo 314, comma 4, punto c, del trattato sul funzionamento dell'Unione europea.

Der Präsident. - Damit ist die Abstimmungsstunde geschlossen.

5. Wyjaśnienia dotyczące sposobu głosowania

5.1. Wybór Komisji

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

Tonino Picula (S&D). - Gospodine predsjedniče, dileme oko izbora gospodina Junckera obnovile su raspravu u kojem pravcu treba razvijati Europsku uniju 60 godina nakon njenog osnivanja. Je li posljednja kriza dokazala kako europski projekt valja ograničiti samo na razvijanje jedinstvenog tržišta ili je jedini odgovor na krizu Europska unija kao dubinski integrirana politička zajednica.

Jacques Delors je tvrdio da se europski ekonomski model mora temeljiti na tri načela: konkurentnosti koja stimulira, suradnji koja jača i solidarnosti koja ujedinjuje. A pet najaktualnijih europskih problema koje nova Komisija treba odmah rješavati su: nezaposlenost, socijalne nejednakosti, javni dug zemalja članica, klimatske promjene i starenje stanovništva.

Za ovu Europsku uniju sam glasao i zbog toga jer je njen predsjednik u govoru pred Parlamentom obećao da će biti predsjednik europskog socijalnog dijaloga. Treba mu dati priliku kao kompetentnom čovjeku, kao jednom od dizajnera sustava koji je dugo dobro funkcionirao, a kojeg sada valja ozbiljno poboljšati.

Laura Ferrara (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, signori Commissari, il mio giudizio sulla Commissione è negativo. Sono molte le criticità emerse nelle audizioni e che vanno dai potenziali conflitti di interesse a mancanza di esperienza, se non addirittura incompetenza in settori chiave per la vita dell'Unione, per non tacere infine della linea politica che la contraddistingue, nei cui confronti intendo manifestare aperto dissenso.

In particolare citerò due esempi. Commissaria Jourová: nessuna chiara e soddisfacente risposta abbiamo ricevuto da parte sua in merito all'imbarazzante copertura dei conflitti di interesse, sull'uso dei fondi nell'Unione europea da parte del ministro delle finanze ceco e capo del suo partito, Andrej Babiš. Sappiamo invece che la mia domanda ha suscitato grande clamore nella stampa del suo paese, oltre che ingiustificate reazioni nervose e offensive nei miei confronti da parte dello stesso Babiš. Tutto ciò non depone a favore della sua trasparenza e indipendenza.

Commissario Avramopoulos, lei è ormai famoso in Europa per aver elogiato la barriera di filo spinato sul confine greco con la Turchia, sottolineando la necessità di proteggere la nostra società e i nostri confini dall'immigrazione irregolare. Questa immagine è per noi anche la metafora del programma della Commissione Juncker in materia di immigrazione, una politica che nulla prevede in concreto per la soluzione della tragedia umanitaria che si sta consumando nel Mediterraneo. Una risposta che graverà sulla coscienza di chi si rifiuta di guardare in faccia la realtà, che è fatta di disperazione e morte e che noi intendiamo condividere con chi voterà la fiducia a questa Commissione.

Elly Schlein (S&D). - Signor Presidente, io faccio parte di una generazione che ha avuto la fortuna di nascere e crescere europea. Però quel disegno è rimasto incagliato a metà in questi anni ed è mancato forse il coraggio da parte degli Stati e quindi grande è la responsabilità che si trova davanti questa nuova Commissione. E capisco perfettamente la scelta del mio gruppo e il grande lavoro che è stato fatto con gli *hearings* in queste settimane. Eppure c'è qualcosa che manca, eppure alcune delle scelte fatte dal Presidente Juncker non mi hanno trovata perfettamente convinta: parlo del numero delle donne su cui forse proprio con gli Stati, con i governi si poteva insistere di più. Parlo della scelta che è stata fatta, forse mancando di ascoltare appieno il monito lanciato dalla commissione cultura.

Środa, 22 października 2014 r.

Per queste ragioni e per alcune altre non mi sono sentita di dare questo voto quest'oggi in quest'Aula, ma con la speranza che comunque in futuro le tante promesse che sono state fatte dal Presidente Juncker e da altri elementi ottimi della Commissione, tra cui Federica Mogherini, Frans Timmermans, potranno essere anche con il nostro aiuto portate avanti verso quel progetto di Europa che per ora è una promessa a metà.

Pascal Durand (Verts/ALE). - Monsieur le Président, l'Europe de la démocratie et de la transparence vient de subir un sérieux revers.

En acceptant la nomination, au poste de commissaire au climat et à l'énergie, de M. Miguel Arias Cañete, dont la famille possède des intérêts directs très importants dans le secteur pétrolier, ce Parlement déshonore ce qui fait le fondement même de la démocratie et qui devrait constituer la grandeur de cette assemblée: la défense de l'intérêt général européen.

Le respect de la transparence et de l'indépendance ainsi que la lutte contre les conflits d'intérêts et la corruption ne sont pas optionnels dans une démocratie, ils en sont la condition. Ces principes ne devraient jamais être délaissés au nom d'une grande coalition et d'une efficacité aux contours flous et totalement opaques.

Aujourd'hui, je rejette donc la Commission présentée par M. Juncker et je le fais en qualité de pro-européen. Je veux que cette Europe remplisse sa fonction première, celle de la défense de l'intérêt général européen.

Jiří Pospíšil (PPE). - Pane předsedající, já jsem hlasoval pro Komisi pana Junckera. Mně se jeho dnešní vystoupení velmi líbilo. Potvrdil, že je to zkušený politik, a je velmi dobře, že jako zástupce vítěze evropských voleb povede tento orgán.

Jako nováček v Evropském parlamentu jsem pozorně sledoval jednotlivá slyšení, jednotlivá vyjádření a vystupování budoucích komisařů a musím říci, že to na mě udělalo veliký dojem, že nešlo pouze o formální protokolární představení těchto budoucích členů Evropské komise, ale že šlo o věcnou debatu, která mohla prověřit jejich politické úvahy, směřování, a to, jak by své rezorty chtěli vést.

Je velmi dobře, že budoucí Evropská komise je orgánem politiků, nikoliv úředníků, že je tam mnohem více zkušených vrcholných politiků, jsou tam čtyři premiéři atd. To povede k jejímu lepšímu postavení a podle mého názoru k většímu respektu u Evropské rady.

A tou poslední věcí je program. Velmi kvituji program, který upravuje otázky investic, 300 miliard euro je myslím dobrý plán pro investice pro hospodářství celé EU.

Silvia Costa (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, al Presidente Juncker riconosco il merito di aver voluta una Commissione politica, con una struttura innovativa che incoraggia il metodo comunitario e con la sfida di riavvicinare l'Unione europea ai cittadini e anche con alcuni ottimi Commissari.

Mi rammarico però, come presidente della commissione cultura, che la nostra chiara indicazione non sia stata tenuta in sufficiente considerazione, limitandosi ad una piccola variazione che non tocca le sostanziali competenze sulla cultura e sull'educazione. Anche se mi auguro che il Presidente Juncker faccia suo l'invito del presidente del mio gruppo, Pittella, a investire sulla cultura come pilastro di uno sviluppo sostenibile.

Il Commissario Navracsics sa però che abbiamo apprezzato in Commissione le sue forti dichiarazioni sulla sua indipendenza e fedeltà ai valori e ai principi dell'UE. Lo consideriamo un impegno, al quale lo richiameremo e sulla base del quale potremo collaborare lealmente senza pregiudizi ma senza sconti.

Per questo la mia astensione è un segno di coerenza politica ma anche di positiva attesa.

Janusz Korwin-Mikke (NI). - Mr President, as Mark Twain once observed, there is no distinctly American criminal class, except Congress. I think the proper institution to deal with the Commission will be the European Prosecution Office, not the European Parliament, and that is exactly why that institution does not exist. Moreover, I think that the European Union should be destroyed.

Środa, 22 października 2014 r.

Daniele Viotti (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, questa Commissione non è perfetta, anzi ha delle lacune quando non delle vere e proprie ombre. Le questioni collegate ai Commissari Navracsics, Hill, Cañete mi preoccupano e non le ritengo per niente chiusa, continueremo a vigilare con attenzione e scrupolo.

Tuttavia ci sono anche alcune eccellenze in questa Commissione, la scelta della signora Georgieva come vicepresidente dimostra la volontà di ridare un ruolo centrale al bilancio e come motore della crescita, perché si possa tornare a investire nella ricerca, nello sviluppo, nel lavoro, nell'agricoltura, nell'ambiente.

Frans Timmermans e Federica Mogherini inoltre sono delle personalità di straordinario spessore. Essi sono entrambi impegnati sul fronte dei diritti LGBT. Questo naturalmente mi dà speranze. Spero che anche il Presidente Juncker faccia lo stesso.

In questi mesi ho provato sentimenti contrastanti e colgo in pieno l'importanza politica del voto che abbiamo espresso oggi. Io mi sono espresso a favore, perché ho deciso di fidarmi del programma presentato, esclusivamente per questo. In questo senso, il mio voto è un vero e proprio voto di fiducia.

Daniel Hannan (ECR). - Mr President, not for the first time I feel that I am trapped in some kind of time loop here – one of those wormholes out of science fiction. The rest of Europe has moved on, but the European Commission remains resolutely trapped in the mid-1950s with Mr Juncker's paleo-federalism, his plans for a pan-European minimum wage, a European army and police force, European taxation. What has to happen to convince European Federalists that there might be a better way? The rest of Europe has moved on but still the Eurocrats carry on chanting their ancient shamanistic incantations.

It is too much integration that created the democratic crisis; it is too much integration that created the financial crisis. And yet our only response is to accelerate, to keep redoubling all of the things that led to the problems in the first place. As my countryman Oliver Cromwell once put it 'I beseech you in the bowels of Christ, think it possible you may be mistaken.'

Georgi Pirinski (S&D). - Mr President, I abstained from supporting the Commission because I was not convinced that this Commission can deliver the change which the voters expect from this Parliament and this Commission. The doubts proceed both from the policy statements, which were not clear enough in the realisation that jobs and growth should take first place on the agenda – there was no mention of cohesion policy when, as we all realise, inequalities in present day Europe are the most severe challenge to the future of the Union – and from the composition of the Commission, as Mr Juncker entrusts his investment package to Mr Katainen. I believe that forsakes the option of major public investments.

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

Isabella Adinolfi (EFDD), per iscritto. - Oggi la grande coalizione, S&D, PPE e ALDE tutti uniti in una corrispondenza di amorosi sensi, ha dato la fiducia alla Commissione Juncker. Ciò è avvenuto quasi di nascosto dai cittadini che poco o nulla sanno sia del meccanismo di nomina della Commissione sia dei nuovi commissari. Forse questo non è casuale visto che è stato nominato un lobbista finanziario, Hill, ai servizi finanziari, il figlio della Troika, Katainen, a vicepresidente per il lavoro, crescita e competitività, un petroliere, Cañete, all'energia e cambiamento climatico e un illiberale, Navracsics, all'educazione, cultura e gioventù. Questo solo per citare alcuni nomi. Il Movimento cinque stelle non ha dunque dato il proprio supporto alla Commissione e resterà sempre vigile nello scrutinare l'attività di quest'ultima. I cittadini europei meritavano di meglio e se avessero conosciuto questi nomi prima delle elezioni, l'affluenza alle urne sarebbe stata inferiore al 42,5% (il minimo storico per un'elezione del PE!) e i risultati elettorali sarebbero cambiati.

Il Movimento cinque stelle si è inoltre battuto per portare più trasparenza nel farraginoso processo di nomina dei commissari, soprattutto riguardo l'attività svolta dalle commissioni parlamentari. I cittadini devono sapere come i propri rappresentanti eletti decidono e votano per loro.

Pascal Arimont (PPE), schriftlich. – Ich unterstütze die neue EU-Kommission von Jean-Claude Juncker.

Środa, 22 października 2014 r.

Juncker hat in seiner Rede zu Recht von der „Kommission der letzten Chance“ gesprochen.

Denn eines ist klar: Europa hat keine Zeit zu verlieren. Die EU muss jetzt handeln und ihre Prioritäten neu definieren.

Europa muss die sozialen Probleme lösen helfen, in Forschung und Entwicklung investieren und für Jobs und Wachstum sorgen. Denn Europa ist mehr als ein Krisenmanager.

Die Anhörungen der vergangenen Wochen haben gezeigt, dass sich das Europäische Parlament kritisch mit den designierten Kommissaren und ihren Vorstellungen zur Zukunft Europas auseinandergesetzt hat.

Einige Kommissare hielten dieser eingehenden Prüfung nicht stand und wurden auf unser Drängen hin ausgewechselt bzw. ihre Zuständigkeitsbereiche abgeändert.

Eine solche Kontrolle wäre sicherlich auch für die Bestimmung nationaler Regierungsmitglieder sinnvoll.

Juncker spricht von einem „neuen Start für Europa“ – ein neuer Start, der in den Augen vieler Bürger bitter nötig ist. Jetzt gilt es, die Agenda Junckers in die Tat umzusetzen.

Meine Zustimmung zu der neuen Juncker-Kommission ist in diesem Sinne auch nicht als Blankoscheck zu verstehen. Sie ist an die Umsetzung der genannten Inhalte gebunden.

Denn wenn Europa den erhofften Kurswechsel jetzt nicht vollzieht, wird das europäische Projekt in den Augen der Bürger keine Aufwertung finden.

Francisco Assis (S&D), por escrito. - Enquanto deputado/a socialista português/portuguesa, em conformidade com a orientação de voto do grupo dos Socialistas e Democratas, decidi votar favoravelmente a investidura da Comissão Juncker, dando-lhe o benefício da dúvida em face dos compromissos políticos de mudança assumidos perante o Parlamento Europeu. Este voto, apesar das reservas manifestadas, tem em conta os graves inconvenientes que resultariam de um impasse político na União Europeia e articula-se com uma atitude de exigência perante a nova Comissão, que se prolongará na sua fiscalização política. Ao longo deste processo, em que o funcionamento democrático da União Europeia saiu reforçado, a atitude exigente dos socialistas permitiu obter melhorias na Comissão proposta, como a atribuição a comissários socialistas das pastas da coordenação do Desenvolvimento Sustentável e da Energia, para além de novos compromissos na agenda económica. As nomeações de comissários com o perfil de Navracsics e de Katainen justificam reservas. E a indefinição nas competências, na flexibilidade orçamental e no plano de investimento exigem uma atitude de vigilância. Os socialistas portugueses continuarão a exigir da nova Comissão o total cumprimento do programa de mudança anunciado por Juncker, com destaque para o plano de investimento de 300 mil milhões de euros prometido para o início de 2015.

Hugues Bayet (S&D), par écrit. — Après avoir mené ces dernières heures d'ultimes négociations sur plusieurs fronts, nous avons obtenu du président Juncker plusieurs engagements qui nous semblaient indispensables dans le cadre de la défense des intérêts du citoyen. Le casting des Commissaires n'est certes pas entièrement celui que nous aurions voulu, et le programme n'est pour l'instant qu'un ensemble de promesses qu'il faudra concrétiser, mais nous avons décidé de donner une chance à cette Commission de la dernière chance.

Les 300 milliards: nous avons obtenu l'assurance qu'il ne s'agirait pas de fonds recyclés. Nous veillerons à ce que la Commission serve à financer des investissements publics indispensables à la relance et utiles aux citoyens.

La clause d'arbitrage (ISDS) dans les TTIP-CETA: nous n'accepterons jamais qu'une entreprise dicte les lois pour ses ambitions commerciales ou ses profits escomptés, aux dépens du citoyen.

Les médicaments: nous avons obtenu que les médicaments ne soient pas une marchandise, ni les patients des clients. C'est une victoire importante à nos yeux, qui concerne la santé de tous les citoyens.

Środa, 22 października 2014 r.

Dumping social: réviser la directive détachement des travailleurs, actuellement trop utilisée abusivement pour organiser le dumping social au détriment des petites entreprises et des travailleurs, est indispensable.

Ivo Belet (PPE), *schriftelijk*. - Voorzitter Juncker, het grootste cadeau dat we eurosceptici en -criticasters kunnen geven, is dat deze Commissie niet van de grond komt en doelloos ronddobbert op open zee. Zij willen niet dat Europa bewijst dat het de koe bij de horens kan vatten en samenwerking tot stand kan brengen op terreinen waar het echt voor een grote meerwaarde zorgt. Deze Commissie heeft een historische kans om het geschade vertrouwen van heel veel Europeanen in het Europese project terug te winnen. Daarvoor bestaat maar één remedie: actie. De 28 Commissarissen weten perfect wat hen te doen staat: er meteen in vliegen, boven zichzelf uitstijgen en alles doen om onze economie een vitale injectie te geven die zich vertaalt in banen en geloof in de toekomst. We rekenen erop dat elke commissaris op zijn eigen terrein enkele, heel concrete maatregelen uitwerkt die zich rechtstreeks vertalen in meer groei en banen. Het Parlement zal dergelijke actie met enthousiasme ondersteunen. Voorzitter Juncker, we hebben geen minuut tijd meer te verliezen. Laten we meteen werk maken van die duurzame energienetwerken, van een ambitieuze digitale new deal, van een forse injectie zuurstof in vernieuwende industrie zodat de mensen Europa weer associëren met een hoopvol toekomstperspectief. Heel veel succes!

Dominique Bilde (NI), *par écrit*. – Pas plus que la Commission Barroso, la Commission Juncker n'est légitime. Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, le Parlement européen ne décide pas et les grands partis européens ont négocié tranquillement la répartition des postes de Commissaires.

La nouvelle Commission poursuivra bien évidemment la politique désastreuse menée par la précédente et enfermera encore plus les peuples européens dans un cycle d'austérité, de chômage de masse et de paupérisation.

Elle restera soumise aux multinationales, aux lobbies et aux banques. Pour preuve son Commissaire aux services financiers, John Hill, est britannique (et s'occupera donc de la City...); son Commissaire à l'énergie, Miguel Canete, est actionnaire de deux sociétés pétrolières ou encore le Finlandais Katainen, Commissaire à l'emploi, qui souhaite désormais un plan de relance de 300 milliards d'euros alors même qu'il était avant le chantre de l'austérité et souhaitait hypothéquer le Parthénon en échange d'une aide financière à la Grèce.

L'Europe continuera donc sa politique ultralibérale d'ouverture des frontières, de destructions des services publics et d'élargissement. De l'aveu même du Commissaire chargé du voisinage, Johannes Hahn, la Turquie doit être mise sur la liste des pays prioritaires.

Pour toutes ces raisons, j'ai voté contre cette Commission.

Simona Bonafè (S&D), *per iscritto*. - Il mio voto a sostegno della Commissione guidata dal Presidente Juncker è dettato dagli importanti impegni assunti in campo economico, che sono anche alla base dell'appoggio del gruppo S&D.

Il contesto in cui viviamo, un'Europa debole, frammentata ed economicamente provata, ha bisogno di risposte concrete ed orizzonti chiari. L'UE deve tornare ad essere per i suoi cittadini strumento di crescita e non limitarsi a definire vincoli di bilancio e parametri da rispettare.

Il piano di investimenti di 300 miliardi può essere il segnale che anche in Europa si cambia verso.

Un'Europa credibile per i suoi cittadini è un'Europa autorevole in campo internazionale e in questo senso saluto con grande favore la nomina di Federica Mogherini.

Dobbiamo saper parlare con una sola voce, tanto sulle crisi in corso, quanto sui dossier nevralgici, forti dei valori fondanti dell'Unione e consapevoli della portata globale delle attuali sfide sociali ed economiche.

Inizia adesso in modo compiuto la nuova legislatura. Abbiamo davanti l'importante compito di lavorare con la Commissione, sollecitandola ad un'azione efficace e portando nella discussione le istanze dei cittadini che rappresentiamo.

Środa, 22 października 2014 r.

Siamo tutti chiamati a far sì che questa occasione di rilancio venga colta.

Biljana Borzan (S&D), *napisan.* - Na novoj Europskoj komisiji je najveći teret izvlačenja EU iz krize i vraćanja vjere u europski projekt. Zadnjih pet godina Barrosove komisije nećemo pamtiti po dobru, glavna asocijacije koje se vezuju uz nju su bolni rezovi i dugotrajna kriza. Komisija gospodina Junckera će naslijediti taj teret, ali nadam se da će 2019. Europski građani značajno bolje živjeti. To je ključno za opstanak Europske unije i dugoročnu stabilnost našeg kontinenta.

Neki povjerenici poput gospodina Canetea i Navracicsa su gorka pilula za progutati, no ako želimo da izvrsni povjerenici poput Timmermansa, Andirukaitisa i Mimice preuzmu svoje dužnosti, moramo glasati za prijedlog Komisije u cijelosti.

Od predsjednika Junckera očekujem da u razumnom roku ostvari svoje obećanje o investicijskom ciklusu teškom 300 milijardi eura koji će biti usmjereni u projekte za rast i zaposlenje. Nadalje, obvezao se da tijekom pregovora o slobodnoj trgovini (TTIP i CETA) neće biti ugrožena sigurnost i prava europskih potrošača.

Pozdravljam najavu kako će gospodin Juncker odustati od namjere da lijekove i medicinske uređaje premjesti u portfelj povjerenice za tržište i industriju. To znači da je poslušao glas Europskog parlamenta i nadam se da je najava načina na koji će raditi sljedećih pet godina.

Marie-Christine Boutonnet (NI), *par écrit.* – Nous dénonçons la composition de cette Commission dont aurait pu espérer qu'elle apporte un renouveau à un continent entraîné dans la dérive par monsieur Barroso et son bilan catastrophique.

S'exhale de cette Commission, sans la moindre légitimité populaire, une mauvaise odeur, celle des lobbies qui cannibalisent les ressources vives des nations au profit des multinationales apatrides.

La présence de Lord Hill, si proche de la City, ne nous rassure pas. Celle de Valdis Dombrovskis est terrifiante, lui qui a fait fuir une partie de ses populations avec un plan d'austérité des plus sinistres.

Que dire encore de Miguel Arias Cañete, potentat d'un pétrole géré avec sa famille. À ces fautes morales criardes s'ajoute une calamiteuse feuille de route où il est clair que l'alignement de l'Europe sur les normes américaines atteindra une ampleur jamais connue, avec son cortège prévisible de faillites et de chômage pour les travailleurs européens.

Non, je n'accepte pas ces hommes de la décadence et du déclin qui veulent dès demain faire contrôler la justice de nos pays par une justice privée.

Alors en rejetant ce collègue, je dis non à la double humiliation de la dépendance et du déclin.

Gianluca Buonanno (NI), *per iscritto.* - Ho votato contro la nuova Commissione. Commissari non all'altezza e programma insufficiente per risolvere la crisi economica e i problemi dei cittadini. Questa nuova Commissione continuerà a privilegiare gli interessi delle banche e dei gruppi finanziari a discapito dei cittadini.

Alain Cadec (PPE), *par écrit.* — Pour la première fois dans l'histoire de l'Union, le Président de la Commission européenne a été désigné consécutivement aux résultats des élections au Parlement européen de mai dernier. Le Parti Populaire européen ayant remporté le plus grand nombre de voix et le plus grand nombre de sièges, c'est son candidat, Jean-Claude Juncker, qui a été désigné Président. C'est un pas de plus vers une Europe politique plus proche des citoyens. J'ai voté pour la nouvelle Commission car je considère qu'elle est équilibrée et composée de personnalités compétentes. Par ailleurs, je soutiens le programme de Jean-Claude Juncker pour la croissance, l'emploi et la compétitivité en Europe. La nouvelle Commission va maintenant se mettre au travail pour un mandat de cinq ans.

Środa, 22 października 2014 r.

David Campbell Bannerman (ECR), *in writing*. - It is a sad reality that any EU Commission and its Commissioners are at heart federalist, wishing to advance 'more Europe' at every opportunity, in working towards 'ever closer union' within a political European super-state, and not the democratic interests of national citizens. I abstained in the vote on the Commission as it does not make much difference which Commission is in force, though clearly some individuals are better than others in terms of merit and attitude. The EU needs root and branch reform, not token opposition within its broken and unsuitable framework.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. - Oggi ho votato a favore della nuova Commissione, con la speranza che questa agisca in modo diverso dalla Commissione Barroso sul cui operato ho molte riserve. Mi aspetto una Commissione ambiziosa con una visione strategica che sappia condurci fuori dalla crisi. Juncker ha siglato un contratto con il Parlamento e spero che intenda rispettarlo. La sua squadra deve proporre una strategia credibile sugli investimenti e per la crescita. È essenziale che questa Commissione guardi più alle persone che alle cifre, più ai cittadini ed ai loro bisogni che ai numeri del patto di stabilità. La nuova Commissione europea è quella dell'ultima opportunità per l'UE: o riesce a riavvicinare i cittadini alle istituzioni europee o l'Europa fallirà. Sugli aspetti sociali della politica europea, Juncker ha annunciato che il piano ambizioso di investimenti da 300 miliardi di euro, promesso in luglio, verrà presentato entro Natale. La sua credibilità e quella della Commissione sarà valutata sul piano di investimenti che dovrà permettere di rafforzare l'economia europea e di rilanciare occupazione e crescita.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. - Il Movimento 5 Stelle si schiera contro la Commissione di Jean Claude Juncker, sia per la sua composizione, sia per la reiterata volontà di mantenersi sul cammino del rigore e dell'austerità. Non sarà il pedissequo rispetto di regole di bilancio a salvare milioni di famiglie diventate povere o in procinto di esserlo e gli avvenimenti degli anni passati lo dimostrano pienamente. Non possiamo credere che il collegio di commissari così composto possa agire in modo equo garantendo l'imparzialità delle misure adottate, basta vedere il curriculum di alcuni membri come Lord Jonathan Hill o Miguel Arias Canete.

Le normative sulla trasparenza e l'assenza di conflitti d'interesse all'interno delle istituzioni europee a quanto pare non valgono per l'organo che più di tutti determina il contenuto di atti normativi che influiscono pesantemente sulla vita di oltre 500 milioni di persone.

Non possiamo credere nella totale imparzialità di persone che hanno costruito la propria carriera nell'industria finanziaria o petrolifera, essi saranno sempre inclini ad assecondare i bisogni e le richieste di chi ha lavorato con loro per tanti anni.

Nessa Childers (S&D), *in writing*. - While some Commissioners-designate demonstrated competence, commitment and a progressive outlook, Mr Juncker was dealt a very bad hand by the European Council of Member State governments.

Many governments nominated candidates who were obviously picked for the job as thanks for their pedigrees as loyal, party-political servants. We saw serious instances of conflicts of interest and candidates with very questionable commitment to fundamental European values.

Unfortunately, some of the logical outcomes that should have been drawn at the end of the hearings process were marred by paralysis, as the main conservative group decided to hold some candidates hostage in order to force its most unsavoury candidates through. Gender equality also fell victim to the Member States' choice to reward political allies over ability. Mr Juncker himself recognised as much in his speech this morning, describing the appointment of nine women out of 28 as 'ridiculous'.

We must rethink the hearings process to prevent it from becoming a rubber-stamping exercise where candidates are frozen in by a threat of mutually assured rejection across party lines. Our electorates sent a clear message for change at the European elections. We ignore it at the European project's peril.

Caterina Chinnici (S&D), *per iscritto*. - So bene quanto la definizione di una squadra e di un programma di governo sia difficile, e a maggior ragione questo vale a livello europeo, dove occorre trovare una «intersezione» tra la volontà del Consiglio, inevitabilmente condizionata dalle proposte riservate ai singoli Stati membri, e la volontà del Parlamento, o meglio dei vari gruppi politici, alla luce del rispettivo peso elettorale.

Środa, 22 października 2014 r.

Anche se non mancano ragioni di perplessità, ho sostenuto la Commissione per i motivi di fiducia derivanti dal programma, e in particolare da alcune priorità indicate il 15 luglio e oggi riprese, e per il valore di molti commissari, alcuni dei quali in posizioni decisive proprio ai fini dell'attuazione di quei punti del programma che più mi stanno a cuore: la lotta alla disoccupazione, soprattutto quella giovanile; lo sviluppo dello spazio di giustizia, della cooperazione giudiziaria, della lotta alla criminalità organizzata; e una nuova e maggiore attenzione all'immigrazione, attraverso la costruzione di una solida politica europea sull'immigrazione legale e in materia di asilo. Auspico, quindi, la realizzazione di una politica estera comune più incisiva e all'altezza delle responsabilità dell'Unione.

Per tali motivi, ho deciso di dare oggi la mia fiducia a questa Commissione.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. - Ho votato con fiducia a favore della composizione della nuova Commissione. La mia fiducia è innanzitutto riposta nelle mani del Presidente Juncker, che ha già dimostrato di conoscere molto bene la macchina europea e di sapere dove mettere le mani per migliorare ciò che non va bene. Non sono completamente soddisfatto degli hearing di tutti i Commissari, ma nell'insieme il collegio supera ampiamente la sufficienza e sarà mio compito pungolare quei Commissari che sono meno in linea con le mie aspettative. La fiducia concessa oggi non è e non sarà cieca, ma vigilerò affinché nei fatti siano tutelati gli interessi dei cittadini europei.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. - Votei a favor da Comissão presidida por Jean-Claude Juncker porque acho que tem um bom Presidente, uma boa composição e um bom Comissário português.

No processo de Audições que teve lugar no Parlamento Europeu, todos esses elementos foram bem provados e as alterações que se impuseram foram realizadas.

Espero que a Comissão agora eleita seja capaz de honrar o seu juramento de preservar o interesse comum e que contribua para o reforço do ideal europeu, da vivência da cidadania europeia e para o aumento do investimento e da criação de emprego.

Andi Cristea (S&D), *in writing*. - Today we witnessed a historical exercise of European democracy. It was citizens who, by their vote in May, decided who leads Europe. But we also made a crucial political choice, one binding us for the next five years. Commission President-elect Juncker was not my candidate during the election campaign and is not my candidate today. Yes, the majority of EU citizens voted for him. Their votes must be respected. But he did not win an absolute majority in this House.

My vote, that of S&D, was one based on precise demands to Mr Juncker and his new Commission College. EU citizens want a new direction for Europe; they gave a mandate for change. Our red lines as a political family were clear: the end of austerity-only policies; investment for sustainable growth and decent jobs; a vigorous fight against the drama of youth unemployment; safeguarding freedom of movement. We secured an agenda which included our key priorities. This is the Juncker Commission's commitment. This is why I voted yes.

Today the EU is more democratic, transparent and accountable than ever before. We will remain vigilant to ensure that citizens' voices are heard and so will our College Members, including Romanian Commissioner Corina Crețu.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. - I voted in favour of the new Commission led by Juncker since this is a Commission that will be led by a President in a way that reflects also the vote of the people. Furthermore, the Commission's work plan places social development high on its agenda, whereby economic growth is expected to be sought without excluding the social aspects. The Commission is also expected to bring about investment in infrastructures related to education and employment.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. - Come succede da un ventennio in Italia, anche nel Parlamento europeo assistiamo alla ridicola farsa della grande coalizione tra popolari, socialdemocratici e liberaldemocratici.

Oggi dichiaro, con immenso senso di dignità, che tra i voti contrari alla commissione Juncker c'è anche il mio, oltre a quello di tutto il M5S.

Środa, 22 października 2014 r.

Questa commissione, che deciderà le sorti di centinaia di milioni di cittadini europei, è frutto del collaudato e limpido inciucio tra lobbisti, banchieri e massoni europei.

Va comunicato ai cittadini europei che, dopo i disastri economici e sociali perpetrati dalle Commissioni presiedute da Barroso negli ultimi dieci anni, oggi sono stati condannati ad altri 5 anni di austerità, aumento della povertà, nuove tasse e carestia di diritti sociali.

Senza remore sono stati designati commissari come Cañete, azionista di due società petrolifere, o come Katainen, un rigorista spietato che voleva ipotecare il Partenone in cambio di aiuti finanziari alla Grecia. E come loro tanti altri imprevedibili che governeranno quest'Europa in piena crisi sociale ed economica. Questo scempio non poteva che vedermi contrario. Ho esposto i miei dubbi nelle commissioni di competenza ed oggi l'ho fatto con il mio voto!

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. - He votado rotundamente en contra de este nuevo colegio de comisarios del Sr. Juncker puesto que no es más que un cambio de caras para el continuismo de la misma política de la Comisión Barroso. Políticas neoliberales que violan los derechos humanos más fundamentales, que nos han llevado a niveles de desempleo nunca conocidos en la historia de la UE, a niveles intolerables de pobreza y exclusión social. Esta Comisión garantiza que se seguirá la senda de las reformas estructurales que pretenden nivelar a la baja las condiciones de vida y de trabajo en la UE. Reformas que continuarán favoreciendo a los grandes grupos económicos, a costa del desmantelamiento y privatización del poco sector público que aún queda en los países de la UE. Por todos esos motivos he votado en contra de esta Comisión Juncker.

Andrea Cozzolino (S&D), *per iscritto*. - La nascita della nuova squadra che sarà capitanata da Juncker ha rappresentato un momento di svolta per il sistema istituzionale europeo. A dispetto di quanto si era detto, il candidato del partito che è risultato vittorioso alle elezioni europee di maggio è stato indicato presidente e, da questo, ne è conseguita una squadra di governo politica che ha, alla sua base, una maggioranza politica in seno al parlamento europeo, con la quale dovrà confrontarsi e con la quale dovrà anche fare i conti. A cominciare con quello che è stato annunciato come il principale piano di intervento dell'unione dall'inizio della crisi. Esso potenzialmente rappresenta uno strumento straordinario per rilanciare l'economia europea, allo stesso tempo può trasformarsi nella ennesima occasione sprecata. Ritengo che l'unica strada sia investire risorse fresche - senza limitarsi a una ricollocazione di quelle già stanziare a titolo di politica di coesione - che potranno attivare i necessari investimenti privati. Altre strade non ne intravedo. Sarà quello il primo vero banco di prova su cui valuteremo la reale volontà della nuova Commissione di imprimere il cambio di passo che i cittadini europei hanno domandato con il loro voto.

Andi Cristea (S&D), *in writing*. - Today we witnessed an historic exercise of European democracy. It was for the citizens, with their May vote, to decide on who leads Europe. But we also made a crucial political choice, one binding us for the next five years. Commission President-elect Juncker was not my candidate during the election campaign and is not my candidate today. Yes, the majority of European citizens voted for him. Their votes must be respected. But he didn't win an absolute majority in this House.

My vote, that of S&D, was one based on precise demands to Mr Juncker and his new Commission College. European citizens want a new direction for Europe; they gave a mandate for change. Our red lines as a political family were clear: the end of austerity-only policies; investments for sustainable growth and decent jobs; a vigorous fight against the drama of youth unemployment; safeguarding freedom of movement. We secured an agenda including our key priorities. This is the Juncker Commission's commitment. This is why I voted yes.

Today the EU is more democratic, transparent and accountable than ever before. We will remain vigilant to ensure that citizens' voice are heard, and so will our College Members, including Romanian Commissioner Corina Cretu.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. - I voted in favour of the Juncker Commission as along with my political group, S&D, I believe that this Commission can make a difference. This Commission has also committed itself to support our agenda in addressing youth unemployment, enhancing competitiveness and focusing on energy and industry. We will hold this Commission to this commitment. Now it is time for the Juncker Commission to start delivering on what we have agreed upon including the EU 300 billion investment plan.

Środa, 22 października 2014 r.

Nicola Danti (S&D), *per iscritto*. - Alcune considerazioni mi consentono oggi di dare un voto favorevole alla Commissione Juncker. Il piano d'investimenti di 300 miliardi di euro rappresenta un cambio deciso di strategia rispetto alla precedente Commissione e può diventare uno straordinario volano per la crescita economica. Solo un programma di crescita può consentire una significativa riduzione del tasso di disoccupazione, grande piaga europea e un miglioramento dei conti dei singoli stati. Mi ha convinto l'idea del presidente Juncker di puntare a una Europa che ottenga la «Tripla A» non sui parametri economici, ma su quelli sociali. Una maggiore attenzione dell'Europa al tema essenziale dell'immigrazione: l'Europa sarà Europa solo se saprà farsi carico di un programma di accoglienza e di cooperazione verso i paesi della sponda sud del Mediterraneo. Certo non tutto ci convince nella composizione del collegio: accanto a straordinarie personalità, tra cui spiccano Federica Mogherini e Franz Timmermans, registriamo la presenza di commissari non all'altezza, oltre alla scarsa presenza femminile e alla sotto rappresentazione della nostra area politica. Tuttavia, come il Presidente Juncker ha detto, questa è l'ultima occasione per rilanciare il progetto europeo, per fondarlo su basi nuove a partire da una maggiore democraticità e da un ruolo più incisivo del Parlamento.

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. — En conscience et en cohérence avec les engagements pris devant mes électeurs, j'ai voté contre la nouvelle Commission européenne. J'ai voté et fait campagne pour Jean-Claude Juncker. Mais je n'ai pas retrouvé, lors de leurs auditions, dans les propos des Commissaires-désignés, les propositions phares sur lesquelles nous avons été élus en France. Comment, en particulier, donner un blanc-seing à une Commission au sein de laquelle le Commissaire à la Migration et aux Affaires intérieures soutient non seulement l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans Schengen, mais en plus ne semble pas du tout enclin à opérer la réforme urgente de Schengen que les peuples attendent? Le Commissaire-désigné chargé des négociations d'adhésion n'a quant à lui manifesté aucune volonté de faire une pause dans le processus d'élargissement, soutenant la poursuite des négociations avec les pays candidats et notamment la Turquie. Et comment approuver la candidature de Pierre Moscovici au poste de Commissaire aux Affaires économiques et financières quand on connaît son bilan catastrophique en France? Dans ce contexte, j'ai décidé d'être fidèle à mes électeurs et à mes engagements en votant contre.

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – J'ai voté la confiance à la nouvelle Commission européenne proposée par Jean-Claude Juncker. Cette confiance sera exigeante et impatiente car les Européens attendent des résultats concrets. Et Jean-Claude Juncker a des atouts: une grande expérience, une conviction européenne qui n'a jamais faibli et une vraie légitimité politique. Il lui faudra aussi du caractère et du courage pour faire de l'Europe un espace où puisse se former une volonté politique. Voilà l'enjeu.

Cela demande une vision qui fait trop souvent défaut aux chefs d'État et de gouvernement. La vision d'une Europe qui s'occupe enfin des grandes questions, qui se décide à peser dans le monde, à défendre ses intérêts et à agir pour son développement économique et social.

Cela demandera aussi une nouvelle pratique institutionnelle, un retour à la méthode communautaire avec une Commission qui reprendra enfin tout son droit d'initiative.

Nous voulons que l'Europe réussisse. C'est tout le sens de la confiance que nous avons accordée.

Angélique Delahaye (PPE), *par écrit*. — J'ai voté pour la Commission européenne et le collège des Commissaires tel que proposé par son Président Jean-Claude Juncker après les auditions effectuées par le Parlement européen. La composition du collège est le reflet des résultats des élections européennes et il est normal que la démocratie s'exprime mais je resterai très attentive aux propositions que pourront faire les différents Commissaires et n'hésiterai pas à m'opposer aux idées que je ne partagerai pas.

Mark Demesmaeker (ECR), *schriftelijk*. - Collega's, de N-VA delegatie kiest voor een Europa dat zich niet bezighoudt met details, maar focust op wat er echt toe doet, onder andere door volop in te zetten op groei, concurrentievermogen en banen door middel van minder maar betere regels. De Europese Commissie moet zich dus resoluut inzetten voor een hervormingsagenda. Wij willen ons constructief opstellen en met de nieuwe Commissie samenwerken aan prioriteiten als de voltooiing van de monetaire unie, de verdieping van de interne markt, de vergroting van energiezekerheid en de schepping van banen. Het belangrijkste is echter de inzet van de nieuwe ploeg voor hervorming. Tijdens de hoorzittingen erkennen vele kandidaten de dringende behoefte aan verandering, efficiënt bestuur op het meest geëigende niveau en minder regeldrift. De duidelijke bevoegdheden van Junckers rechterhand Timmermans, die als kerntaak heeft te waken over meer subsidiariteit en minder regeldrift, stemmen ons voorzichtig positief; de noodzaak van verandering lijkt ook doorgedrongen te zijn in het Berlaymontgebouw. Als hervormingspartij omarmen wij deze ontwikkeling. Wij zullen een kritisch-constructieve houding aannemen om te beoordelen of de Commissie woord houdt en haar beloftes in de praktijk brengt. Dat is onze taak de komende vijf jaar.

Środa, 22 października 2014 r.

Gérard Deprez (ALDE), *par écrit*. — J'ai accordé sans hésitation ma confiance à la nouvelle Commission européenne mais une confiance exigeante et impatiente car les Européens attendent des résultats concrets.

Je me réjouis de la nouvelle organisation interne de la Commission, dessinée par Jean-Claude Juncker, car j'ai confiance dans les talents et la conviction du «premier ministre» Timmermans, le commissaire le plus brillant que j'ai entendu lors des auditions. Par ailleurs, je suis ravi d'avoir appris que la Commission présentera avant Noël sa proposition de mobilisation de 300 milliards d'euros pour relancer la croissance de l'économie européenne. Enfin, j'ai pris note avec plaisir des accents sociaux du programme de la nouvelle Commission. Bonne chance Jean-Claude!

Ian Duncan (ECR), *in writing*. - Mr Jean-Claude Juncker has not yet shown he is able to deliver real change. I will endorse his Commission when I see that change.

Pablo Echenique (GUE/NGL), *por escrito*. - PODEMOS votó en contra de la nueva Comisión Juncker. Votamos en contra del fondo y de las formas; votamos en contra del modo de funcionamiento de esta institucionalidad europea, de los arreglos y las componendas de la gran coalición y el Consejo, del seguidismo irresponsable con las directrices de la Troika, del marco político e ideológico que sigue imponiendo el austericidio, generando cantidades insostenibles de sufrimiento social en los países del sur, y minando las bases mismas del proyecto europeo.

Votamos en contra de una Comisión plagada de conflictos de interés, cómplice y promotora del austericidio, complaciente ante las políticas fracasadas, injustas e inviables en materia de empleo, de inmigración o de energía. Votamos en contra de un programa que sigue imponiendo el dogma peligroso del Pacto de Estabilidad y un programa que pretende impulsar la competitividad mediante la bajada de los salarios.

En el sur de Europa sabemos lo que hay detrás de esta Comisión: imposición de recortes del gasto público; aumento de los impuestos indirectos; pérdida de derechos, mayor desigualdad y precariedad laboral; insuficiencia de los ingresos salariales; degradación y vulnerabilidad de la situación de trabajo; y, como consecuencia de todo ello, el empeoramiento general de las condiciones de vida de las clases populares.

Elisa Ferreira (S&D), *por escrito*. - Enquanto deputada socialista portuguesa, em conformidade com a orientação de voto do grupo dos Socialistas e Democratas, decidi votar favoravelmente a investidura da Comissão Juncker, dando-lhe o benefício da dúvida em face dos compromissos políticos de mudança assumidos perante o Parlamento Europeu. Este voto, apesar das reservas manifestadas, tem em conta os graves inconvenientes que resultariam de um impasse político na União Europeia e articula-se com uma atitude de exigência perante a nova Comissão, que se prolongará na sua fiscalização política. Ao longo deste processo, em que o funcionamento democrático da União Europeia saiu reforçado, a atitude exigente dos socialistas permitiu obter melhorias na Comissão proposta, como a atribuição a Comissários socialistas das pastas da coordenação do Desenvolvimento Sustentável e da Energia, para além de novos compromissos na agenda económica. As nomeações de Comissários com o perfil de Navracsics e de Katainen justificam reservas. E a indefinição nas competências, na flexibilidade orçamental e no plano de investimento exigem uma atitude de vigilância. Os socialistas portugueses continuarão a exigir da nova Comissão o total cumprimento do programa de mudança anunciado por Juncker, com destaque para o plano de investimento de 300 mil milhões de euros prometido para o início de 2015.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. - Como afirmámos no debate, toda a retórica sobre um suposto *novo ciclo*, comum à direita e social-democracia, não esconde uma verdade cristalina: esta é uma Comissão de continuidade. Não há aqui mudança nenhuma, senão de caras – e mesmo aí, nem todas. Só há continuidade.

Continuidade nas políticas, ditas de ajustamento, que violam direitos humanos fundamentais; no desemprego nunca visto, nos intoleráveis níveis de pobreza, nas desigualdades crescentes.

Continuidade nas reformas estruturais, que visam nivelar por baixo as condições de vida e de trabalho na Europa.

Continuidade no ataque aos serviços públicos e às funções sociais dos Estados.

Środa, 22 października 2014 r.

Continuidade no favorecimento dos grandes grupos económicos – aqueles cujas organizações representativas antecipam nos seus documentos estratégicos o que será a produção legislativa da Comissão Europeia.

Continuidade no ataque à democracia e à vontade soberana dos povos, através de instrumentos como o Tratado Orçamental e o Semestre Europeu.

Esta é uma Comissão associada a tudo o que de pior vivemos nos últimos anos. Esta Comissão é passado, não é futuro.

Significativamente, foi aqui apoiada por PS, PSD e CDS – os apoiantes e executores, à vez, da política de direita.

Só a vontade, a mobilização e a luta dos trabalhadores e dos povos poderá romper com esta continuidade e forçar a verdadeira mudança.

Lorenzo Fontana (NI), *per iscritto*. - Esprimo il mio voto di totale disaccordo all'elezione di Juncker e del suo collegio di Commissari. Come denunciato più volte questa commissione rappresenta a mio avviso il proseguo di una politica europea non solo sbagliata, ma assolutamente dannosa alla stragrande maggioranza dei cittadini europei.

Lampros Fountoulis (NI), *γραπτώς*. - Δεν συμφωνώ με την εκλογή της νέας Επιτροπής, διότι κανείς από τους Επιτρόπους δεν ανταποκρίνεται στις δικές μας προσδοκίες για την Ευρώπη του μέλλοντος. Για αυτό τον λόγο, καταψηφίζω την εκλογή της Επιτροπής.

Neena Gill (S&D), *in writing*. - Despite reservations on certain individual Commissioners, I voted for the Juncker Commission. Because there is a great urgency to implement actions that address the concerns and needs of EU citizens, we need change and a coordinated approach. Therefore, I believe it is in the interest of my constituents that the new Commission makes swift progress in drawing up a plan for jobs and growth that establishes how the EUR 300 billion promised by Mr Juncker will be deployed to increase economic investment into our regions. One of the top priorities has to be to skill up our young people and urgently review certain detrimental policies implemented by the outgoing Commission.

Julie Girling (ECR), *in writing*. - Last week I voted in favour of the new European Commission. Although the British Prime Minister David Cameron originally opposed Mr Juncker becoming the new President of the Commission, the UK is pleased with his commitments, hitherto, to work with Member States to ensure the EU focuses its efforts where it is best placed to do so. Avoiding needless bureaucracy and interference in areas best dealt with at home must be a cornerstone of a new, reformed EU. Given Mr Juncker's commitments to better regulation and recognition of Member State subsidiarity, I was happy to support the election of the Commission, for the period 2014-2019.

Charles Goerens (ALDE), *par écrit*. – Le nouveau président de la Commission a déclaré ce matin que l'équipe qu'il va présider sera celle de la dernière chance. Au terme de cinq ans, on saura s'il aura eu la fortune nécessaire pour relever les grands défis que sont le rétablissement de l'autorité de l'institution, la sortie de la crise, l'élaboration d'une base solide pour les générations à venir et la préservation de l'Europe en tant que communauté de valeurs.

Mon vote positif pour la Commission s'inscrit dans le droit fil d'une logique qui a démarré avec la nomination des *Spitzenkandidaten* pour aboutir en respectant pleinement la volonté exprimée par la majorité des citoyens européens lors des dernières élections européennes.

Finalement, je ne cache pas mon émotion de voir Jean-Claude Juncker accéder à la présidence de la Commission. Après Gaston Thorn et Jacques Santer, voilà de nouveau l'un de mes compatriotes appelé à présider l'exécutif européen.

Ana Gomes (S&D), *por escrito*. - Enquanto deputado/a socialista português/portuguesa, em conformidade com a orientação de voto do grupo dos Socialistas e Democratas, decidi votar favoravelmente a investidura da Comissão Juncker, dando-lhe o benefício da dúvida em face dos compromissos políticos de mudança assumidos perante o Parlamento Europeu. Este voto, apesar das reservas manifestadas, tem em conta os graves inconvenientes que resultariam de um impasse político na União Europeia e articula-se com uma atitude de exigência perante a nova Comissão, que se prolongará na sua fiscalização política. Ao longo deste processo, em que o funcionamento democrático da União Europeia saiu reforçado, a atitude exigente dos socialistas permitiu obter melhorias na Comissão proposta, como a atribuição a comissários socialistas das pastas da coordenação do Desenvolvimento Sustentável e da Energia, para além de novos compromissos na agenda económica. As nomeações de comissários com o perfil de Navracsics e de Katainen justificam reservas. E a indefinição nas competências, na flexibilidade orçamental e no plano de investimento exigem uma atitude

Środa, 22 października 2014 r.

de vigilância. Os socialistas portugueses continuarão a exigir da nova Comissão o total cumprimento do programa de mudança anunciado por Juncker, com destaque para o plano de investimento de 300 mil milhões de euros prometido para o início de 2015.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. - PODEMOS votó en contra de la nueva Comisión Juncker. Votamos en contra del fondo y de las formas; votamos en contra del modo de funcionamiento de esta institucionalidad europea, de los arreglos y las componendas de la gran coalición y el Consejo, del seguidismo irresponsable con las directrices de la Troika, del marco político e ideológico que sigue imponiendo el austericidio, generando cantidades insostenibles de sufrimiento social en los países del sur, y minando las bases mismas del proyecto europeo.

Votamos en contra de una Comisión plagada de nombres manchados por los conflictos de interés, por su complicidad y connivencia con las políticas de la austeridad, por su complacencia ante las políticas fracasadas, injustas e inviables en materia de empleo, de inmigración, de energía. Votamos en contra de un programa que sigue imponiendo el dogma peligroso del Pacto de Estabilidad y crecimiento, un programa que pretende impulsar la competitividad mediante la bajada de precios y, por tanto, también, de los salarios.

Theresa Griffin (S&D), *in writing*. - I voted in favour of this Commission, but that does not necessarily mean I am fully in favour of every member in every portfolio. However, the European Union's model is based on compromise and I support the Commission as a whole while retaining some reservations about particular members.

In particular I, along with my colleagues in the S&D Group, had serious concerns about the suitability of Mr Cañete for the position of Commissioner responsible for climate action and energy. During the hearing, we heavily questioned him on his links to oil companies and his ability to remain impartial.

Mr Juncker put forward a number of concessions to ease these concerns. He agreed to our Group's request to add responsibility for sustainable development to the portfolio of the First Vice-President, Mr Timmermans. It was made clear that this includes responsibility for coordinating policy on climate action and energy.

In light of these concessions and supervision, we felt we could support the candidacy of Mr Cañete.

Nonetheless, Labour MEPs have made it abundantly clear that we will continue to assess, not just Mr Cañete's performance, but the performance of the Commission as a whole to make sure it is working in the interests of EU citizens.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. - I voted in favour of the Commission because I believe that we share the same values and will work closely together towards greater European Union. This Commission is crucial for the Union. It is important that every Commissioner works hard to ensure the best results and to lead Europe out of crisis.

Hans-Olaf Henkel (ECR), *schriftlich*. - Wir hatten zwar die Möglichkeit, uns ein Bild von der Eignung der einzelnen Kandidaten zu machen. Es waren überzeugende Personen dabei, wie die Herren Hill und Oettinger. Aber neben Herrn Juncker sind noch zwei weitere Kandidaten dabei, die ich für ungeeignet halte. Herr Juncker hat sich vor allem im Süden Europas für die Vergemeinschaftung der Staatsschulden durch die sogenannten „Eurobonds“ stark gemacht; in Deutschland hat er das gern verschwiegen. Herr Juncker ist verantwortlich für den Abriss der Brandmauer zwischen den deutschen Steuerzahlern und ausgabefreudigen Politikern im Süden Europas und in Frankreich, indem er mithilfe, das finanzielle Beistandsverbot („No-Bail-Out-Klausel“) einzureißen. Herr Moscovici hat sich in Frankreich jahrelang weder um die Maastricht-Kriterien noch um die Erfüllung des Fiskalpakts geschert. Herr Katainen hat in seiner Anhörung zwar immer wieder auf die segensreichen Wirkungen eines Dreihundert-Milliarden-Investitionsprojekts hingewiesen, die Antwort auf die Frage von Herrn Lucke, woher er denn gedenkt, das Geld dafür zu nehmen, blieb er schuldig.

Hätten die Abgeordneten die Möglichkeit gehabt, einzeln über die Kandidaten abzustimmen, hätte ich gern für die Herren Oettinger und Hill gestimmt. Aber beide sind nicht so gut, dass es sich lohnen würde, auch Juncker, Moscovici und Katainen zu akzeptieren.

Środa, 22 października 2014 r.

Deshalb versage ich der Kommission meine Zustimmung.

Brice Hortefeux (PPE), *par écrit*. — Je salue la mise en place de la nouvelle Commission de Jean-Claude Juncker.

Enfin, nous aurons de véritables interlocuteurs, pour la plupart d'anciens ministres, qui, par leur expérience gouvernementale, mesurent la responsabilité qui leur incombe dans les choix politiques qui engageront l'Europe.

Cependant, si je me réjouis qu'une équipe soit constituée et les équilibres politiques respectés, je serai particulièrement attentif aux décisions immédiates qui seront prises, notamment en ce qui concerne le budget de la France.

De même, j'attends du nouveau Commissaire à la Migration dont le portefeuille a été complété, et cela est vivement regrettable, par celui de la Citoyenneté, qu'il ne se cantonne pas à des discours symboliques sur le respect des droits fondamentaux mais qu'il fasse des choix réalistes en matière de politique migratoire, des choix au plus près des réalités parfois difficiles et dramatiques comme celles de Lampedusa et de Calais.

Pablo Iglesias (GUE/NGL), *por escrito*. - Podemos votó en contra de la nueva Comisión Juncker. Votamos en contra del fondo y de las formas; votamos en contra del modo de funcionamiento de esta institucionalidad europea, de los arreglos y las componendas de la gran coalición y el Consejo, del seguidismo irresponsable con las directrices de la Troika, del marco político e ideológico que sigue imponiendo el austericidio, generando cantidades insostenibles de sufrimiento social en los países del sur, y minando las bases mismas del proyecto europeo.

Votamos en contra de una Comisión plagada de nombres manchados por los conflictos de interés, por su complicidad y connivencia con las políticas de la austeridad, por su complacencia ante las políticas fracasadas, injustas e inviables en materia de empleo, de inmigración, de energía. Votamos en contra de un programa que sigue imponiendo el dogma peligroso del Pacto de Estabilidad y crecimiento, un programa que pretende impulsar la competitividad mediante la bajada de precios y, por tanto, también, de los salarios.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. - Glasao sam ZA novu Europsku komisiju s obzirom da izbor samog predsjednika Europske komisije g. Junckera izražava volju Europskog parlamenta koja je iskazana od većine građana na svibanjskim EU izborima. Komisija je politički snažna sa više bivših premijera koji zauzimaju istaknute uloge, te izbalansirana što se tiče podjele resora s obzirom na države iz kojih dolaze povjerenici. Iako držim da osobama kao što je mađarski predstavnik Tibor Navracsis a koji se u svom dosadašnjem političkom radu iskazao kao protivnik temeljnih europskih demokratskih vrijednosti, nije mjesto u europskoj komisiji - Glasao sam ZA jer sam se uvjerio da povjerenici Europske komisije odražavaju neophodan politički kompromis, ali još važnije od toga, vjerujem da ovaj sastav Europske komisije pruža dobru osnovu za uspješno vođenje Europske unije u narednih 5 godina.

Petr Ježek (ALDE), *in writing*. - This week, Commission President-elect Mr Juncker presented his college of commissioners and their programme to the Members of the European Parliament. After having assessed each commissioner, Parliament decided, by a majority of votes cast, to approve the new Commission.

My support for this new college is far from unconditional, and our group (ALDE) has made that very clear from the outset. We need a Commission of ambitious reforms and better regulation to help boost competitiveness and economic growth. The first priority should be to get the European economy back on track.

I believe that President Juncker, first Vice-President Timmermans and their colleagues will form a strong and independent Commission.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la Commission européenne proposée par Jean-Claude Juncker suite au processus d'audition par le Parlement européen des différents commissaires candidats. Ces auditions ont permis de contrôler les connaissances et l'engagement européen de chacun des candidats.

Środa, 22 października 2014 r.

Il n'aurait pas été responsable de retarder davantage la mise en place de cette nouvelle Commission européenne, à l'heure où nombre d'Européens subissent encore largement la crise économique.

La Commission a été validée à une majorité de 423 voix pour, 209 voix contre et 67 abstentions. Je me félicite de ce vote qui nous permettra de nous remettre rapidement au travail pour sortir l'Europe de la crise.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de la nouvelle Commission européenne présidée par Jean-Claude Juncker. En ces temps difficiles, le nouvel exécutif européen va devoir se mettre rapidement au travail, et se montrer à la hauteur des défis qui l'attendent. En effet, les résultats des élections européennes du 25 mai dernier ont été le témoignage d'un désaveu profond vis-à-vis de l'Europe, ainsi que la démonstration de l'incapacité de l'Union européenne à se rendre audible vis-à-vis des citoyens européens. Ainsi, si l'Union souhaite regagner leur confiance, elle va devoir se donner les moyens d'être une véritable puissance: Une puissance économique, commerciale, énergétique, sociale, culturelle et politique. Elle devra être là où on l'attend, en faisant le choix de se concentrer sur l'essentiel, en arrêtant de se noyer dans des textes inutiles et en apportant des solutions concrètes. Enfin, elle devra favoriser le sentiment d'adhésion des européens à une destinée commune. Cela peut se faire en cultivant la fierté d'être européen, entre autre par l'éducation, dès l'école, de notre histoire commune.

Kaja Kallas (ALDE), *in writing*. - I welcome the positive outcome of the vote on the next European Commission. The Commission now consists of a strong pro-European coalition and I applaud our liberal Commissioners, amongst whom Andrus Ansip and Margrethe Vestager, who will hold important portfolios. We will, however, closely monitor that European values are respected by Tibor Navracsics, as well as the relationship between Valdis Dombrovskis and Pierre Moscovici who have similar competences in economic affairs.

Afzal Khan (S&D), *in writing*. - The appointment of a new European Commission represents an important opportunity for reform in Europe and our Group has given a strong input. The two most challenging political priorities for the next Commission are to change the direction of Europe and to finally take action to boost growth, encourage development and create new jobs. We can proudly say that we have contributed to shaping a new and different Commission which is much closer to our values.

Kateřina Konečná (GUE/NGL), *písemně*. - Proč jsem hlasovala proti současnému složení Komise? Odpověď není jednoduchá. Předem je třeba říci, že mé negativní stanovisko se nevztahuje na jednotlivé členy kabinetu pana Junckera, neboť některé budoucí komisaře, jako např. paní Jourovou, pana Šeřčoviče či pana Andriukaitise považuji za kompetentní k výkonu funkce. To, jak jsem hlasovala, odůvodňuje několik faktů, především nevhodně nastavený institucionální rámec a absolutně nelogické a matoucí rozdělení pravomocí jednotlivých komisařů. Byla spojena portfolia, která k sobě nemají žádný vztah nebo spolu naopak souvisí pouze okrajově, což postihlo i mou oblast zájmu, kdy byl nepochopitelně propojen rybolov se životním prostředím. Musí být jasné, že ač na první pohled příbuzné oblasti, každá z nich si díky své komplexnosti zasluhuje samostatnou péči. Ještě větší problém však mám s množstvím změn prováděných na poslední chvíli, např. s přesunem pravomocí jak mezi jednotlivými portfolii komisařů, tak dokonce mezi dílčími ředitelstvími, které pan Juncker dělal až v den samotného hlasování o Komisi, vlastně až 30 dní poté, co byl výbory EP na „vypadlá“ portfolia, jako např. vesmír či problematika politických uprchlíků, upozorněn. Dále nemohu souhlasit s prezentovaným programem budoucí Komise, jež nadále pokračuje v nefunkční politice rozpočtových škrťů, omezení sociální pomoci a osekávání tradiční evropské koncepce sociálního státu na dřevě.

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. - Ho votato positivamente la nuova Commissione presieduta da Jean- Claude Juncker in quanto sono certo che questa nuova squadra di governo sarà capace di rispondere alle sfide del contesto internazionale. Fin dall'inizio, il neo Presidente ha caratterizzato l'azione della nuova Commissione con risposte rapide, ed ha ribadito che su alcuni temi l'Europa è in ritardo -si pensi alla disoccupazione giovanile, all'attuale crisi dell'ebola, ai grandi temi del cambiamento climatico o dell'approvvigionamento energetico. Inoltre, Juncker ha annunciato che entro Natale saranno pronti i piani per gli investimenti di 300 miliardi di euro. Sono certo, quindi, che la nuova Commissione europea si stia muovendo nella giusta direzione e credo che potrà dare il giusto contributo per il rilancio dell'azione europea.

Środa, 22 października 2014 r.

Alexander Graf Lambsdorff (ALDE), *schriftlich*. - Die FDP im EP begrüßt die europapolitischen Fortschritte bei der Zusammenstellung der neuen EU-Kommission. Die Bürgerinnen und Bürger hatten in der Europawahl erstmals die Möglichkeit, zwischen verschiedenen Spitzenkandidaten auszuwählen. Auch wenn das Verfahren noch nicht perfekt ist, ist es ein wichtiger Schritt zur Stärkung der europäischen Demokratie. Junckers Kommissionsreform mit starken Vizepräsidenten schafft schlankere Strukturen und hoffentlich weniger Bürokratie. Europapolitisch also viel Positives.

Eine starke Kommission ist gerade jetzt nötig, da Bundeskanzlerin Merkel und Präsident Hollande sich daran machen, die Regeln für stabile Finanzen und nachhaltige Wirtschaftsreformen in Frankreich zu umgehen. Jedoch: Uns fehlt das Vertrauen, dass diese Kommission diesen Versuchen entschieden genug entgegenzutreten und den Vertrag durchzusetzen wird – im Gegenteil steht zu befürchten, dass der zuständige Kommissar sie sogar noch unterstützen könnte. Die Konjunkturflaute in Deutschland, der hohe Stand der Arbeitslosigkeit in Frankreich und die zunehmend verzweifelten Maßnahmen der EZB zeigen, dass das der falsche Weg ist. Marktwirtschaftliche Reformen, nicht Rentengeschenke oder neue Schulden, sind Voraussetzung für Wachstum, Arbeitsplätze und neue Chancen für Millionen Menschen in der gesamten EU, die endlich wieder produktiv tätig sein wollen. Die Kommission ist auf diesem zentralen Feld bedauerlicherweise so falsch aufgestellt, dass die FDP ihr nicht zustimmen konnte.

Bogusław Liberadzki (S&D), *na piśmie*. - Głosowałem za przyjęciem nowej Komisji Europejskiej pod przewodnictwem Jeana-Claude'a Junckera. Mam świadomość, że nie wszystkie postulaty Grupy S&D zostały spełnione, ale wiele udało się osiągnąć. Skład KE jest zawsze wynikiem kompromisu. Tak jak podkreślałem w debacie, liczę na dobrą i systematyczną współpracę KE z PE.

Przewodniczący KE ponownie potwierdził w swoim wystąpieniu wszystkie podstawowe priorytety. W zaistniałej sytuacji nowa KE powinna podjąć pracę bez zwłoki od 1 listopada, a faktycznie od 3 listopada, czyli pierwszego dnia roboczego.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), *por escrito*. - He votado rotundamente en contra de este nuevo colegio de comisarios del Sr. Juncker puesto que no es más que un cambio de caras para el continuismo de la misma política de la Comisión Barroso. Políticas neoliberales que violan los derechos humanos más fundamentales, que nos han llevado a niveles de desempleo nunca conocidos en la historia de la UE, a niveles intolerables de pobreza y exclusión social. Esta Comisión garantiza que se seguirá la senda de las reformas estructurales que pretenden nivelar a la baja las condiciones de vida y de trabajo en la UE. Reformas que continuarán favoreciendo a los grandes grupos económicos, a costa del desmantelamiento y privatización del poco sector público que aún queda en los países de la UE. Por todos esos motivos he votado en contra de esta Comisión Juncker.

Krystyna Łybacka (S&D), *na piśmie*. - Wstrzymałam się od głosowania w sprawie powołania nowego kolegium komisarzy. Nie do zaakceptowania jest dla mnie nieuwzględnienie opinii Parlamentu Europejskiego w sprawie węgierskiego komisarza Tibora Navracscisa. Komisja CULT większością głosów odrzuciła kandydaturę T. Navracscisa w aspekcie przyznanego mu portfolio. Jednak zakres jego kompetencji tylko w minimalnym stopniu został zmieniony i w dalszym ciągu pozostaje on komisarzem odpowiedzialnym za edukację, kulturę i młodzież. Taka sytuacja jest nie do przyjęcia przez członków Komisji Kultury i Edukacji (CULT), którzy negatywnie ocenili kandydaturę T. Navracscisa w tych obszarach. Jako członkini komisji CULT nie mogę zgodzić się, aby komisarzem ds. edukacji, kultury i młodzieży został Tibor Navracscis, którego nie tylko polityczna przeszłość, ale przede wszystkim merytoryczne przygotowanie do sprawowania obowiązków komisarza odpowiedzialnego za edukację, kulturę, młodzież i obywatelstwo nie uzyskały akceptacji komisji CULT. Niewzięcie pod uwagę opinii komisji odpowiedzialnej za przesłuchanie T. Navracscisa oraz brak reakcji odnośnie niewłaściwego przygotowania i kwalifikacji tego kandydata na stanowisko komisarza odpowiedzialnego za edukację, kulturę i młodzież nie pozwoliły mi w pełni poprzeć nową Komisję Europejską.

Svetoslav Hristov Malinov (PPE), *в писмена форма*. - С мнозинство от 423 гласували „за“ Европейският парламент току-що „назначи“ новата Европейска комисия. Екипът на Комисията „Юнкер“ ще започне работа от 1 ноември 2014 г. Обликът на новата Комисия е наистина добър и това личи от включването на силни политически фигури на важни ресори, както и от цялостната промяна на самата организационна структура.

Środa, 22 października 2014 r.

Следващите пет години ще бъдат мандат на осъзнатите трудности от страна на европейските институции и ясен лакмус за начина, по който Европейският съюз се развива – близо до своите граждани и отговаряйки на днешните предизвикателства или отдалечен и все по-критикуван. Лично за мен, от всички проведени дебати и предложени програми, единственият ясен извод е, че реформите са единствената алтернатива за всички държави членки! Мнозинството от политическите групи са единодушни, че без структурни реформи в редица ключови сектори нашето европейско семейство няма да съумее да развие потенциала и предимствата си като най-богатата, свободна и мирна общност в света. Искрено се надявам, че новата Европейска комисия ще изиграе важната роля на двигател за промени в Европа и ще успее да работи ползотворно с всички национални правителства през следващите години. Имате моята подкрепа. Успех!

Andrejs Mamikins (S&D), rakstiski. - Eiropas Komisijas komanda ir ļoti nevienveidīga, un profesionālisms tajā atrodas blakus ar nekompetenci. Balsojot par visu komisijas sastāvu, nevis par katru komisāra kandidātu atsevišķi, tiek atvērts ceļš arī tiem politiķiem, kuru iepriekšējās darbības rezultāti ir pilnīgi pretruna ar tiem uzdevumiem, kurus viņiem jāpilda jaunajā Komisijā.

Tiek piedāvāts, ka Valdis Dombrovskis ieņems Eiropas Komisijas viceprezidenta amatu, kas atbildēs par eiro un sociālo dialogu.

Dombrovska kungs, būdams Latvijas premjers, realizēja nežēlīgo sociālo politiku. Tā rezultātā tūkstoši Latvijas iedzīvotāji aizbrauca no Latvijas, ap 40 procentiem no tās iedzīvotājiem dzīvo nabadzībā, bet sociāla noslāņošana ir milzīga.

Manuprāt, giljotīna - nav labākais instruments pret galvas sāpēm. Tāpēc es kategoriski pret to, lai Valdis Dombrovskis koordinētu Eiropas Savienībā sociālo dialogu. Tieši tāpēc es balsoju pret jauno komisijas sastāvu.

Marian-Jean Marinescu (PPE), în scris. - Pe 22 octombrie am votat pentru Comisia Junker și pentru portofoliul atribuit României. Noua Comisie trebuie să ducă mai departe reformele întreprinse de Comisia Barroso și să facă față unor mari provocări cu care se confruntă Europa astăzi. Printre acestea, vreau să aduc în prim plan problema șomajului în UE, care se menține în continuare la un nivel foarte ridicat, în ciuda tuturor eforturilor, și problema gazelor rusești, de care sunt dependente multe state. Comisia Junker trebuie să intre foarte rapid în funcțiune și să treacă de etapa propunerilor pe hârtie. Sunt necesare soluții aplicabile imediat, care să vină și cu rezultate palpabile. Cred și sper că am făcut alegerea corectă. Noua echipă a Comisiei Europene are un profil politic pronunțat. Trei foști premieri, doi foști miniștri de Externe, doi foști miniștri ai Economiei se numără printre membrii ei. Comisia Junker trebuie să se achite de încrederea care i s-a acordat. O atenție sporită trebuie să fie îndreptată și spre modul în care sunt cheltuite investițiile publice. De exemplu, România are la dispoziție anul acesta peste 3 miliarde de euro, care trebuie să fie investite în economie eficient, astfel încât să genereze dezvoltare și progres.

Jiří Maštálka (GUE/NGL), písemně. - Za parlamentní výbor JURI jsem ihned po slyšení kandidátky na komisařku pro spravedlnost, spotřebitelskou politiku a rovnost pohlaví, Věry Jourové, vyslovil podporu této kandidátce. V průběhu slyšení dalších kandidátů však bohužel došlo ke změně struktury Komise, k přerozdělení portfolií, které se mi v tomto okamžiku jeví jako nejasné až matoucí, a to včetně kompetencí místopředsedů. Některá základní odvětví nemají komisaře (portfolio vesmír), ochrana osobních údajů a energetická unie není vůbec definičně vymezeny. Hlasoval jsem proti Komisi z těchto důvodů, a nikoliv z důvodů nepřiznání k jednotlivým kandidátkám.

Barbara Matera (PPE), per iscritto. - Ho votato con convinzione in favore della Commissione europea guidata dal collega lussemburghese Jean-Claude Juncker. Una volta che il Consiglio confermerà formalmente il voto da noi espresso in aula la nuova Commissione sarà in grado di entrare in attività dal primo novembre. Nutro nella neoletta Commissione una nutrita speranza rispetto alle complesse sfide che l'Unione europea deve affrontare nei prossimi anni. Solo con determinazione e spirito di unione sarà possibile trovare una soluzione a problemi quali occupazione giovanile, immigrazione, terrorismo e rilancio economico.

La squadra dei commissari capitanata da Juncker ha dimostrato durante le audizioni in Parlamento europeo di essere in grado di confrontarsi con numerosi e di avere le competenze giuste.

Georg Mayer (NI), schriftlich. - Da die designierten Kommissare weder inhaltlich ihrem Aufgabengebiet gewachsen noch vom europäischen Bürger demokratisch legitimiert sind, konnte ich bei dieser Wahl nur dagegen stimmen.

Środa, 22 października 2014 r.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. - Votei favoravelmente a aprovação deste Colégio de Comissários, por considerar que se trata de uma equipa equilibrada, e que conseguirá implementar as políticas necessárias, nas áreas mais importantes, que levarão a uma nova fase de crescimento e expansão da UE. Aproveito para desejar aqui ao Presidente da Comissão, Jean Claude Juncker e aos seus Comissários, as maiores felicidades e êxito na implementação das suas políticas.

Giulia Moi (EFDD), *per iscritto*. - Con il voto di oggi ho voluto esprimere un forte dissenso nei confronti della Commissione Juncker perché rifiuto questa governance che non tutela né i cittadini, né i loro interessi.

Rifiuto un governo che continua a perseguire imperterritito le politiche dell'austerità e che non punta alla crescita, allo sviluppo, che non ridà ossigeno a un tessuto sociale ed economico martoriato.

Rifiuto questa squadra di Commissari che si pone in assoluta continuità con il passato, con quei tecnocrati che da dieci anni ci spingono verso il baratro.

Voterò sì a una Commissione solo quando essa smetterà di guardare agli interessi dei soliti noti, del grande capitale, delle banche d'affari, e metterà al centro le PMI e le piccole realtà sociali, storica spina dorsale di questo continente.

Voterò sì solo quando ci sarà una Commissione che immetterà nel circuito produttivo dell'agricoltura risorse per la tutela del kilometro 0, delle eccellenze produttive, della genuinità dei prodotti.

La Commissione a cui dirò sì non può essere quella di Juncker, quella di euro burocrati portatori di interessi contrari ai nostri.

Voterò sì a una Commissione che, fra 5 anni, spazzerà via voi e gli oscuri interessi di cui siete latori. Quel giorno arriverà.

Nell'attesa, ascoltate il nostro fragoroso no a questa squadra.

Bernard Monot (NI), *par écrit*. — L'élection de M Juncker à la tête de la Commission européenne est lourde de symboles. D'abord, car le Président de la Commission est élu pour la première fois. Or, les députés n'ont aucun choix possible puisque M Juncker était le seul candidat! Ensuite, alors que les élections européennes de mai ont montré une forte volonté de changement, est élu un candidat du sérail, fruit de tractations en coulisses où la transparence ne s'invite pas. L'illusion de la démocratie européenne est totale: la parole des peuples ne reçoit ici qu'un écho lointain. Enfin, premier ministre pendant 18 ans d'un des pays fondateurs de l'Union, M.Juncker porte la responsabilité des politiques qui ont mené à la situation actuelle: ultralibéralisme, plans d'austérité, chômage de masse, croissance en berne, déficit de compétitivité, mécanismes de sauvetages de l'euro et des banques ruineux, surendettement public etc. Il incarne la continuité d'une Europe qui refuse de se remettre en cause face à ses échecs. La preuve en est son engagement pour le traité transatlantique, véritable bombe à retardement pour nos entreprises et notre marché. Au cours des cinq années à venir, les députés euroréalistes au Parlement vont donc mettre sous surveillance renforcée la nouvelle Commission européenne.

Sophie Montel (NI), *par écrit*. – M. Barroso laisse une UE dans un marasme total, avec des plans d'austérité appliqués dans le seul but de sauver la monnaie unique. Des plans d'austérité qui n'ont fait qu'alourdir la dette des Etats membres et ruiner les peuples. La nouvelle Commission Juncker sera évidemment celle de l'accélération des processus de dislocation des Etats-Nations et de soumission des peuples. Cette Commission, qui ne dispose d'aucune légitimité populaire, va ainsi intensifier les mécanismes de la globalisation. L'accord de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada aboutira à l'alignement de nos normes avec les normes américaines. Dans le secteur agricole, cela conduira à encore plus de productivisme au détriment de la qualité des produits, de l'environnement et de la santé des consommateurs. Avec la nouvelle Commission Juncker, les services publics devront être toujours plus concurrentiels et concurrencés sous peine de disparaître purement et simplement. Pour la nouvelle Commission Juncker, le processus d'entrée de la Turquie dans l'UE sera aussi une priorité... Enfin, la nouvelle Commission Juncker manque cruellement, de par sa composition même, d'indépendance vis à vis des lobbies. Pour toutes ces raisons, j'ai voté contre la Commission Juncker.

Środa, 22 października 2014 r.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. — C'est après avoir longuement hésité et mûrement réfléchi que j'ai décidé de voter en faveur de la Commission. Les auditions des Commissaires nous ont montré que les portefeuilles attribués à certains commissaires n'étaient pas judicieux. J'en veux pour preuve l'audition catastrophique de Pierre Moscovici qui restera gravée dans les annales comme le procès de la France du fait des mauvais résultats économiques dont le commissaire est comptable. Dès lors que François Hollande l'avait désigné comme candidat, il aurait été plus judicieux de lui confier une responsabilité autre que les affaires économiques où il a gravement échoué dans son propre pays. Pour autant, dès lors que Pierre Moscovici en déshonorant la France se retrouvait sous tutelle de 2 vice-présidents, et que d'autres commissaires avaient réellement démontré leurs compétences, j'ai choisi de ne pas pénaliser la Commission pour quelques-uns qui ne me semblaient pas à la hauteur. Par ailleurs, j'ai choisi de respecter la légitimité démocratique de Jean-Claude Juncker désigné Président en accord avec le résultat des élections. Enfin, rejeter la Commission aurait retardé nos travaux alors que les peuples attendent de nous des résultats concrets. Mon vote n'est pas un chèque en blanc mais un soutien vigilant et exigeant.

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. - Il Presidente Juncker ha dato risposte a molti nostri dubbi, toccando diversi punti che mi spingono a dare la mia fiducia a lui e a questa Commissione. Una Commissione politica, per iniziare, che segna il primato della politica sulla burocrazia, dove, usando le sue stesse parole, saranno i direttori generali a seguire le indicazioni dei Commissari, non viceversa. Positiva la nuova organizzazione con sette Vicepresidenti, che obbliga il Collegio ad agire come tale, non a compartimenti stagni. Soprattutto, mi ha convinta la grande forza europeista di Juncker, ciò che, più di ogni altra cosa, ci accomuna. Con le sue parole ha dimostrato di avere totale consapevolezza del momento cruciale in cui ci troviamo, davanti a quel bivio per il quale o diventiamo qualcosa non solo di più ma di profondamente diverso dalla sola unione di Stati o l'UE crollerà su se stessa. Credo che l'unica speranza, l'unico orizzonte per tutti sia l'Europa, investire su di essa, costruire un'alleanza solida sul piano politico, fiscale, sociale; trovare risposte comuni a problemi che riguardano tutti noi, dalla disoccupazione giovanile al cambiamento climatico, all'attuazione di uno sviluppo sostenibile. Se davvero la Commissione agirà per il pieno raggiungimento di questi obiettivi, lavoreremo per certo insieme.

Renaud Muselier (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de cette nouvelle Commission européenne qui reflète les équilibres politiques issus des élections de mai dernier. Jean-Claude Juncker a une réelle carrure européenne et si je regrette une partie du casting de sa nouvelle équipe, elle incombe aux Etats dont certains ont eu des choix plutôt hasardeux. Cette Commission va prendre ses fonctions au 1^{er} novembre et je me réjouis que l'on puisse se mettre enfin au travail.

Luděk Niedermayer (PPE), *písemně*. - Svým hlasováním jsem Junckerovu Komisi podpořil. A to přesto, že někteří její členové mi svými názory nekonvenují a dovedl bych si představit i jiné rozdělení odpovědností. Důvody pro moji podporu Komise jsou v zásadě dva.

Domnívám se, že kandidáti na komisaře prošli tvrdým, leč férovým slyšením. A ti, které EP podpořil, i přes jejich rozdílnou kvalitu, mohou pozici komisaře zastávat.

Podstatnější je však to, že při dnešním nastavení pravomocí mezi unijními orgány navzájem a členskými státy musí být složení Komise značným kompromisem zohledňujícím výsledky voleb. A tak to také je.

Věřím, že složení Komise a kompromisy v něm zahrnuté nebudou zdrojem problémů, ale mohou být naopak impulsem pro hledání těch nejlepších řešení. Podporou Komise v EP nic nekončí, nýbrž začíná. A já jako poslanec chci svou mírou přispět k tomu, aby Komise v nelehké práci uspěla.

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. - Seit jeher trete ich der immer weiter ausufernden Machtagglomeration der Kommission entschieden entgegen. Mit der neuen Kommission unter Juncker geht die Europäische Union aber erneut einen weiteren großen Schritt in Richtung Zentralisierung, Intransparenz und Lobbying. Da kein Mitglied dieser neuen Kommission aus meiner Sicht ausreichend demokratisch legitimiert ist und ich zudem für eine Reduzierung der Mitgliederzahl der Kommission plädiere, habe ich gegen den Antrag gestimmt.

Morten Helveg Petersen (ALDE), *skriftlig*. - Jeg stemte for Junckers kommission. Ville jeg have valgt de samme 27 kommissærer, hvis jeg kunne vælge frit på alle hylder? Nej. I så fald havde der været flere radikale kommissærer og endnu højere ambitioner på det grønne område. Men i stedet for at tage nej-hatten på vil jeg da arbejde benhårdt for at få konkrete resultater. Vores arbejde må være at holde kommissionen op på de afgivne løfter og arbejde benhårdt på konkrete resultater. I Radikale Venstre og ALDE samarbejder vi med dem, der vil. For kun igennem samarbejde kan man få reel indflydelse og faktisk gøre en forskel for klimaet. Der skal indgås kompromisser, og måske får vi ikke alt det, vi gerne vil have. Men det bedste må aldrig blive det godes fjende. Det gør man bedst i maskinrummet. Ikke på sidelinjen.

Środa, 22 października 2014 r.

Andrej Plenković (PPE), *napisan.* - Novim procesom izbora Predsjednika Europske komisije osnažen je demokratski legitimitet institucija Europske unije, pri čemu je Europski parlament imao istaknutu ulogu.

U postupku saslušanja kandidata za povjerenike Europske komisije, nadležni odbori Europskog parlamenta imali su također važnu ulogu u ispitivanju i potvrđivanju kandidata za povjerenike. Nakon današnjeg izlaganja izabranog predsjednika Komisije o kolegiju povjerenika i programu rada glasovao sam za novu Europsku komisiju jer smatram da je Jean-Claude Juncker sastavio kvalitetan tim povjerenika. Riječ je o iskusnom timu koji ima nekoliko bivših predsjednika vlada, bivših ministara i povjerenika, te bivših kolega članova Europskog parlamenta. Drago mi je što je Hrvatska dobila na upravljanje jedan od važnijih portfelja, međunarodnu suradnju i razvoj, te ujedno želim čestitati hrvatskom povjereniku Nevenu Mimici i poželjeti mu uspješan rad u novom mandatu.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto.* - La Commissione Europea presieduta da Jean-Claude Juncker è composta da valide leadership che potranno mettere in pratica in maniera efficace le politiche di sviluppo ed occupazione necessarie per rilanciare la crescita in Europa. Non potevamo permetterci di temporeggiare oltre, al più presto debbono essere fatte le riforme necessarie, fare degli investimenti mirati ed un uso ponderato della flessibilità. Bisogna dare risposte valide ed immediate ai cittadini dell'UE che ci hanno votato e dato la loro fiducia.

Stanislav Polčák (PPE), *písemně.* - Hlasoval pro ustavení představeného sboru komisařů a využívám poprvé této možnosti vysvětlení svého hlasování. O svém konečném rozhodnutí jsem vedl řadu diskusí s kolegy z PPE, z mého hnutí i s přáteli. Problém ve složení Komise vnímám především u postu vysoké představitelky EU pro zahraničí věci, jež má vykonávat paní Federica Mogheriniová. Jsem příslušníkem generace v mé zemi, která své dětství a rané mládí prožila v totalitě komunismu. Má rodina byla vždy odpůrcem komunismu, někteří byli dokonce dlouhá léta zavřeni ve vězení. Paní Mogheriniová má své – místy v životopisu tajené – období, kdy významně inklinovala ke komunismu a vazbám na současné nedemokratické Rusko. Za normálních okolností bych takovou vysokou představitelku podpořit nemohl. Jistěže mohla změnit své dřívější názory, nicméně ani její dosavadní zkušenosti se zahraniční politikou mne nepřesvědčují, že by měla zaštiťovat celou zahraniční politiku EU. Nakonec jsem se rozhodl podpořit Komisi jako celek. Vysvětlení je jednoduché. Z jejího neustavení by se ovšem nejvíc radovaly autokratické síly Ruska. Panu Junckerovi a jeho týmu přeji mnoho úspěchů, jsem si vědom, že on si paní Mogheriniovou nevybral a my, poslanci EP, její kroky budeme pečlivě sledovat a kontrolovat. I proto by bylo z mé strany pochybné potopit jinak velmi kompetentní tým, což by byla z pohledu nutnosti posunout Evropu dále jistě zásadní chyba, která by se našemu kontinentu mohla nesmírně vymstít. Toto riziko jsem i přes vážné výhrady k paní Mogheriniové nechtěl podstoupit.

Soraya Post (S&D), *in writing.* - Through the EU Treaty, we have committed to ensuring gender equality and equal rights. This is clear from Article 23 of the Charter of Fundamental Rights and Article 8 of the Treaty on the Functioning of the European Union. It should therefore be an obvious starting point that the EU institutions have an equal representation of men and women.

The European Commission should set an example for the Member States and represent the EU's fundamental values before the rest of the world. This is particularly important in times when fascism and anti-democratic forces are growing in Europe.

The President-elect of the Commission, Jean-Claude Juncker, has ahead of today's vote proposed a college of commissioners where only 9 of 28 members are women. This composition does not live up to the commitment to ensure gender equality and equal rights. It does not live up to the definition of gender equality that the Commission itself has set out.

For this reason I have chosen to vote against the current proposal. I think it would be a betrayal of the EU's fundamental values to accept a new college of Commissioners that is as unequal as the previous one.

Marcus Pretzell (ECR), *schriftlich.* - Wie mehr als 200 weitere Abgeordnete habe ich gegen diese Kommission gestimmt.

Richtigerweise bezeichnete Jean-Claude Juncker diese Kommission als die Kommission der letzten Chance. Eine Kommission der letzten Chance, innerhalb Europas endgültig Demokratie und Rechtsstaat zu beerdigen. Aber, Herr Juncker, unterschätzen Sie nicht die Bürger Europas! Diese Bürger erkennen in zunehmender Zahl und immer deutlicher, wohin Ihr Kurs und der Kurs Ihrer Komplizen uns führen soll: Hin zu Planwirtschaft und rigider Staatswirtschaft. Hin zu einem überbordenden Staatswesen, das den Bürger überwacht, ihm immer zahlreichere Vorschriften und Vorgaben für sein Leben macht und seine Freiheit beschneidet. Aber mehr als 200 Jahre Aufklärung sind nicht spurlos an unserer Gesellschaft vorübergegangen. Wir Bürger werden uns zu wehren wissen. Diese Kommission wird chancenlos bleiben in

Środa, 22 października 2014 r.

ihrem Bestreben, eine demokratische, rechtsstaatliche, freiheitliche und vielfältige Gesellschaft in Europa zu egalisieren.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. — Une nouvelle Commission européenne est en place, avec sa tête Jean-Claude Juncker. Il s'agit d'une belle victoire pour notre famille politique, le PPE. Nous sommes la première force au Parlement européen, il était logique que nous prenions la tête de la Commission. Maintenant, j'espère que les projets et les politiques énoncés par le président Juncker ne resteront pas lettre morte et seront appliqués par les commissaires: investissements, simplification administrative, politiques ambitieuses pour l'industrie et l'énergie, réduction des déficits, politique commerciale concentrée sur l'essor de nos entreprises. Je resterai vigilant pour les engagements pris devant le Parlement se déclinent en actes forts.

Laurențiu Rebega (S&D), *în scris*. - Consider că votul pozitiv acordat din partea Parlamentul European noii Comisii Europene este o importantă acțiune democratică care reflectă alegerile parlamentare. Reticențele față de anumiți comisari au fost depășite prin 423 de voturi în favoarea întregii echipe. După o perioadă de negocieri politice și audieri dure în cadrul Parlamentul European, Președintele Juncker și comisarii săi vor prelua conducerea executivului european la 1 noiembrie 2014. Această Comisie, dacă va colabora mai îndeaproape decât în trecut cu Parlamentul European, va reuși să obțină rezultatele pe care și le-a propus.

Liliana Rodrigues (S&D), *por escrito*. - Vi em Juncker a possibilidade da Esperança para a Europa. Vi a possibilidade do cumprimento da paridade e do equilíbrio político. A democracia seria cumprida. Mas não compreendo como pode a Europa ser governada por quem exige garantias a quem tem quase nada. Não compreendo um governo europeu que defende a igualdade e em que um dos seus membros menorizou as mulheres e onde esse membro, através de uma ginástica empresarial, julga que pode comprar aquilo que é o valor fundamental da política: a Ética. Um governo europeu onde o seu comissário, português como eu, lançou a minha terra, uma RUP-Madeira, para a miséria. A Educação e a Cultura foram deixadas nas mãos de quem amordaçou a liberdade de imprensa e inquinou a mobilidade estudantil. Não compreendo uma identidade europeia, unida pela sua cultura, deixada nas mãos de quem nela não acredita. Tirar apenas a Cidadania ao Comissário Navracsics é um insulto à própria Cultura e Educação que são a base de todo o projeto europeu. Navracsics não é digno de representar a cultura europeia. O Presidente Juncker não respeitou a decisão da Comissão da Cultura e o que me deu em Esperança foi subtraído pela falta de Coragem.

Maria João Rodrigues (S&D), *por escrito*. - Enquanto deputada socialista portuguesa, em conformidade com a orientação de voto do grupo dos Socialistas e Democratas, decidi votar favoravelmente a investidura da Comissão Juncker, dando-lhe o benefício da dúvida em face dos compromissos políticos de mudança assumidos perante o Parlamento Europeu. Este voto, apesar das reservas manifestadas, tem em conta os graves inconvenientes que resultariam de um impasse político na União Europeia e articula-se com uma atitude de exigência perante a nova Comissão, que se prolongará na sua fiscalização política. Ao longo deste processo, em que o funcionamento democrático da União Europeia saiu reforçado, a atitude exigente dos socialistas permitiu obter melhorias na Comissão proposta, como a atribuição a Comissários socialistas das pastas da coordenação do Desenvolvimento Sustentável e da Energia, para além de novos compromissos na agenda económica. As nomeações de Comissários com o perfil de Navracsics e de Katainen justificam reservas. E a indefinição nas competências, na flexibilidade orçamental e no plano de investimento exigem uma atitude de vigilância. Os socialistas portugueses continuarão a exigir da nova Comissão o total cumprimento do programa de mudança anunciado por Juncker, com destaque para o plano de investimento de 300 mil milhões de euros prometido para o início de 2015.

Bronis Ropė (Verts/ALE), *raštu*. – Balsavau prieš, nes Europos Komisija nebuvo sudaryta laikantis visų demokratijos ir optimalaus parinkimo principų. Reikia pastebėti, kad esama nemažai Komisijos narių, kurie sugebėjo įtikinti Parlamentą savo žiniomis ir kompetencijomis. Palankiai vertinti Lietuvos, Airijos, Rumunijos kandidatai. Taip pat pagirtinas ir J.-C. Junckerio sprendimas perorganizuoti Europos Komisijos struktūrą. J.-C. Junckeris išgirdo Europos Parlamento narių nuogąstavimus ir perdavė farmacijos klausimus sveikatos komisarui. Taip pat jis išreiškė poziciją, kad siekiant visoje Europoje palaikyti konkurencingumą žemės ūkyje, jis sieks peržiūrėti Bendrosios žemės ūkio politikos sistemą. Tikimės, kad taip ir įvyks.

Środa, 22 października 2014 r.

Tačiau yra Komisijos narių, kurie galimai turi interesų konfliktų. Kai kurie jų yra paskirti eiti tam tikras pareigas tik dėl politinės priklausomybės. Partiniais susitarimais, o ne kompetencija paremti sprendimai gali mesti šešėlį visai Komisijai ir ją susilpninti ateityje. Tuo tarpu šiandien Europai reikia veiksmingos ir stiprios Europos Komisijos, kuri būtų pasirodusi jau šiandien reaguoti į kasdieninius iššūkius ir priimti būtinus sprendimus.

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. — Avec 423 voix pour, 209 contre et 67 abstentions, le Parlement européen a approuvé la nouvelle Commission européenne de Jean-Claude Juncker qui prendra ses fonctions le 1^{er} novembre.

J'ai soutenu la future Commission européenne et ses orientations politiques pour les cinq prochaines années.

Le programme de Jean-Claude Juncker est ambitieux et coïncide avec la situation politique, économique et financière actuelle de l'Union européenne. La mise en place rapide d'un plan d'investissements de 300 milliards d'euros permettra à l'Union de relancer la croissance et l'emploi. Concernant le commerce international, Jean-Claude Juncker a précisé que les futurs accords de libre-échange ne seraient pas conclus à n'importe quel prix et il a affirmé son objectif d'obtenir un accord juste et équilibré concernant les négociations commerciales actuelles entre l'Union européenne et les États-Unis.

Ce vote symbolise une étape importante dans la construction d'une Union européenne toujours plus démocratique. Les citoyens européens, lors des élections européennes le 25 mai dernier, ont pu se prononcer sur l'élection du futur Président de la Commission européenne et sur l'orientation politique de l'UE. Il s'agit d'une étape supplémentaire vers davantage de transparence et de démocratie en Europe.

Massimiliano Salini (PPE), *per iscritto*. - Ho votato a favore della nuova Commissione guidata da Jean-Claude Juncker, che ha presentato i commissari e il loro programma, evidenziando di aver recepito le richieste delle commissioni parlamentari a seguito delle audizioni con i commissari designati. L'elezione della Commissione è stato un passo importante verso una maggiore trasparenza e democrazia in Europa. Per il gruppo PPE la priorità della Commissione dovrà essere quella di trovare soluzioni concrete alle domande dei cittadini europei, in particolare sui temi della stabilità, della crescita e del lavoro, ma anche della sicurezza, dell'immigrazione, della politica estera.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. - He votado en contra de la nueva Comisión, voto en contra del fondo y de las formas; voto en contra del modo de funcionamiento de esta institución europea, de los arreglos y las componendas de la gran coalición y el Consejo, del seguidismo irresponsable con las directrices de la Troika, del marco político e ideológico que sigue imponiendo el austericidio, generando cantidades insoportables de sufrimiento social en los países del sur, y minando las bases mismas del proyecto europeo.

Según datos de Eurostat, la tasa de pobreza en nuestro país ha aumentado del 24,5% en 2008 al 28,2% en 2012, y el número de trabajadores pobres ha pasado del 10,1% en 2006 al 12,3% en 2012. La nueva Comisión representa la continuidad de unas políticas económicas que han llevado a nuestro país a una situación de emergencia social como no habíamos conocido en décadas. He votado en contra de esta nueva Comisión y refrendo mi compromiso de combatir la peligrosa deriva ideológica y política de una Unión que debería dedicarse a defender y garantizar los derechos de sus ciudadanos, y no a cercenarlos para servir a los intereses de unos pocos que nadie ha elegido y que nos conducen a paso firme hacia el desastre.

Jordi Sebastià (Verts/ALE), *por escrito*. - Mi voto es contrario a la elección de esta Comisión donde la paridad queda muy lejos y donde figuran comisarios como Cañete o Hill que mantuvieron hasta hace poco intereses con grupos privados que para mí son moralmente incompatibles con la defensa de los intereses públicos de la ciudadanía europea. Ni la lucha contra el austericidio, ni la necesidad acuciante de devolver a los europeos y a las europeas la justicia social perdida ni la apuesta decidida por un cambio de modelo energético y productivo hacia la sostenibilidad figuran entre las prioridades de esta Comisión, y, por tanto, no compartimos su proyecto y no podemos votarla.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. - He votado en contra del colegio de comisarios del Sr. Juncker porque, a juzgar por los perfiles de las personas y por las audiciones, supondrá continuidad y endurecimiento de las políticas neoliberales que violan derechos humanos, que han generado el mayor nivel de desempleo, pobreza y exclusión social en la UE. Seguirán las reformas estructurales para rebajar las condiciones de vida y de trabajo. Seguirá con políticas agrarias y alimentarias nefastas para el campesinado, que proporcionarán comida insegura, y fomentan modos de producción agresivos para el medioambiente. Continuará favoreciendo a los grandes grupos económicos, a costa del des-

Środa, 22 października 2014 r.

mantelamiento y privatización del sector público. Seguirá mirando para otro lado con la represión al movimiento sindical y a los movimientos sociales que luchan por mantener los derechos y las conquistas sociales. Tampoco va a promover las directivas necesarias para avanzar en la igualdad de derechos de las mujeres y en la lucha contra la violencia machista. Una Comisión que tampoco da muestras de respeto por el derecho a decidir de los pueblos que conforman la realidad plurinacional de algunos Estados. El presidente Juncker no ha hecho ningún pronunciamiento sobre la decisión del gobierno español de impedir que Cataluña convoque un referéndum.

Pedro Silva Pereira (S&D), *por escrito*. - Enquanto deputado socialista português, em conformidade com a orientação de voto do grupo dos Socialistas e Democratas, decidi votar favoravelmente a investidura da Comissão Juncker, dando-lhe o benefício da dúvida em face dos compromissos políticos de mudança assumidos perante o Parlamento Europeu. Este voto, apesar das reservas manifestadas, tem em conta os graves inconvenientes que resultariam de um impasse político na União Europeia e articula-se com uma atitude de exigência perante a nova Comissão, que se prolongará na sua fiscalização política. Ao longo deste processo, em que o funcionamento democrático da União Europeia saiu reforçado, a atitude exigente dos socialistas permitiu obter melhorias na Comissão proposta, como a atribuição a comissários socialistas das pastas da coordenação do Desenvolvimento Sustentável e da Energia, para além de novos compromissos na agenda económica. As nomeações de comissários com o perfil de Navracsics e de Katainen justificam reservas. E a indefinição nas competências, na flexibilidade orçamental e no plano de investimento exigem uma atitude de vigilância. Os socialistas portugueses continuarão a exigir da nova Comissão o total cumprimento do programa de mudança anunciado por Juncker, com destaque para o plano de investimento de 300 mil milhões de euros prometido para o início de 2015.

Branislav Škripek (ECR), *písomne*. - Chcem pogratulovať p. Šefčovičovi k získanie významného postu podpredsedu EK. No Zloženie EK je viac výsledkom politiky a dítovania s jednotlivými portfóliami, než výsledkom hľadania vhodnej odbornosti. Kandidáti nemajú priamy mandát od občanov navyše ich výber sa čoraz viac vzďaľuje demokratickým praktikám. Preto sa zdržím.

Davor Škrlec (Verts/ALE), *napisan*. - S obzirom da sam jedini hrvatski zastupnik u Europskom parlamentu koji je glasao protiv novog sastava Europske komisije, odlučio sam obrazložiti moje mišljenje.

Usprkos upozorenjima iz više političkih grupacija, predloženi povjerenici dokazano su bili ili jesu u sukobu interesa, javno su iskazivali rođnu netrpeljivost te podupirali kršenje građanskih prava i demokratskih vrijednosti što je nedopustivo za buduće nositelje javnih dužnosti.

Jedan od glavnih razloga mojeg neslaganja je i jasno izrečen stav budućeg predsjednika o zaustavljanju politike proširenja. Stoga, podržavanje Junckerove Komisije znači okretanje leđa državama kandidatkinjama i potencijalnim državama kandidatkinjama te nije politički mudro ni dugoročno korisno za stabilnost europskog susjedstva pa tako ni Hrvatske.

Također, spajanjem općih uprava za klimatske promjene i energiju te za okoliš i ribarstvo, Komisija će znatno oslabiti sektorske politike klimatskih promjena i zaštite okoliša. Nisko postavljene ciljevi u dostizanju većeg udjela obnovljivih izvora i energetske učinkovitosti temeljeni samo deklarativnim isticanjem održivog razvoja učinit će gospodarstvo Unije globalno nekonkurentnim. Zamisljene energetske politike nove Komisije svojom rizičnošću ne privlače privatni kapital te izlažu Europu energetskej nesigurnosti.

Moj glas i glas kolega iz Kluba Zelenih/ESS ne znači da smo protiv svih predloženih povjerenika i povjerenica, ali neke od važnijih smjernica prema prosperitetu i povjerenju pogrešno su postavljene.

Monika Smolková (S&D), *písomne* - Podporila som Komisiu, pretože som presvedčená o tom, že zloženie Komisie dáva záruky na riešenie problémov, ktoré v EÚ máme. Počas hringov jednotliví komisári presvedčili, že aj keď ich nominácie sú politické, aj napriek tomu vedia garantovať odborné fungovanie svojich Komisií, a že vedia, aké výzvy sú pred nami, aby sme znížili nezamestnanosť a mieru chudoby, naštartovali rast ekonomiky, zabezpečili energetickú bezpečnosť a sebestačnosť, chránili jedinečnosť prírodných zdrojov, fauny a flóry Európy, ale tiež aj eliminovali vojnové konflikty v Európe a vo svete. Za veľmi pozitívne považujem aj rozdelenia právomocí jednotlivých podpredsedov, pretože budú musieť viac koordinovať činnosti jednotlivých komisií a medzi komisármi bude väčšia spolupráca, ako to bolo doposiaľ, čo sa určite pozitívne odrazí na predkladaných nariadeniach do EP. Za pozitívne tiež považujem aj prísľub predsedu Komisie aj jednotlivých komisárov, že v budúcnosti chcú častejšie chodiť medzi poslancov na výbory, ale aj na neformálne stretnutia a diskutovať s nimi o riešení problémov, ktoré trápia obyvateľov celej EÚ. Komisiu som podporila aj preto, lebo mám záruku, že podpredseda Komisie za Slovensko p. Maroš Šefčovič svojimi vedomosťami, skúsenosťami, odbornosťou a diplomaciou prispeje k dobrým rozhodnutiam Komisie.

Środa, 22 października 2014 r.

Catherine Stihler (S&D), *in writing*. – I backed the election of the Commission due to commitments including a EUR 300 billion investment plan by February 2015, a relaunch for European industry, a strengthened European Youth Guarantee, a Europe-wide minimum wage, a continued focus on public services, a more democratic structure to replace the Troika, the fight against tax evasion and the introduction of a financial transaction tax – all of which are important to our citizens.

Richard Sulík (ECR), *pisomne*. – Treba uznať, že Jean-Claude Juncker svojimi návrhmi komisárov prekvapil. Na jeho návrhoch komisárov je vidieť, že Európsku komisiu zostavoval sám a nenadiktovali mu ju šéfovia vlád silných štátov. Skutočne nepríjemná správa je Pierre Moscovici, francúzsky socialista, ktorý sa má stať komisárom pre hospodárstvo, menu a financie. Tento francúzsky minister financií nedokázal znížiť deficit Francúzska, vo svojej funkcii sa snažil zaviesť 70 %-nú daň z príjmu a flagrantne porušoval rozpočtové pravidlá EÚ. Tomu sa hovorí spraviť z capa záhradníka. Táto nominácia je o to nebezpečnejšia, že šéfom ECB je Talian Mario Draghi a šéfom Euroskupiny má byť Španiel. Všetky tieto krajiny tlačia na uvoľnenie rozpočtových pravidiel EÚ, čo je cesta do pekla. To posledné, čo dnes EÚ potrebuje, je viac socializmu a rozpočtovej nezodpovednosti. Bez Moscovicioho by som možno hlasoval za, takto som sa zdržal.

Pavel Svoboda (PPE), *pisemně*. – Evropskou komisi Jeana-Clauda Junckera jsem při dnešním hlasování podpořil, jelikož se domnívám, že současná situace v Evropské unii i ve světě vyžaduje Komisi s pevným mandátem a Komisi, která bude týmově pracovat na komplexním řešení všech problémů ve prospěch občanů Evropské unie. Vítám to, že Komise získala podporu již na říjnovém plénu Evropského parlamentu. Samozřejmě, jako mnoho dalších poslanců jsem měl výhrady k některým kandidátům na komisaře. Nakonec ale tyto výhrady nepřevážily nad potřebou včasného nastartování tohoto institucionálního motoru evropské integrace, jak se Komisi přezdívá. Včasné schválení umožní Komisi ujmout se svých úkolů již od 1. listopadu. Situace v Evropě je vážná a každý den zpoždění při nasazení nových komisařů by byl velkou ztrátou pro všechny.

Eleftherios Synadinos (NI), *γραπτώς*. – Καταψηφίζω τη σύνθεση της Επιτροπής, διότι απαρτίζεται από Πρόεδρο και μέλη που δεν έχουν τη θέληση και τις δυνατότητες να οδηγήσουν την Ευρωπαϊκή Ένωση σε ένα δρόμο που θα είναι υπέρ των πολιτών της, των Εθνών της, της ασφάλειας και της σταθερότητας. Η συγκεκριμένη Επιτροπή δεν ανταποκρίνεται στις προσδοκίες της Ευρώπης του μέλλοντος.

Tibor Szanyi (S&D), *írásban*. – Szavazatommal támogattam az Európai Bizottság megválasztását, hiszen a Juncker vezette Bizottság demokratikus legitimációja minden korábbinál erősebb, köszönhetően a Lisszaboni Szerződésnek, amely biztosította a politikai folyamatok jobb átláthatóságát, ezen belül az Európai Parlament szerepét és az európai állampolgárok fokozott részvételét. E demokratikus folyamat keretében közvetlenül, széles körű európai kampány nyomán került megválasztásra a Bizottság elnöke, tagjait pedig alapos és kritikus meghallgatások alapján fogadták – vagy éppen utasították – el az EP szakbizottságai. Az új Bizottság a hatékony, növekedés-párti európai válságkezelésre, a munkahelyteremtést előtérbe helyező szerkezetváltásra, az európai szolidaritás és az alapvető jogok és értékek fokozott érvényesítésére összpontosító programmal és erős politikai mandátummal indulhat útjára. A baloldali értékek érvényesítésének zálogaként a Juncker vezette Bizottság új, célirányosabb szerkezetén belül a jövő szempontjából talán a legfontosabb területeket (külkapcsolatok, fenntartható fejlődés, energia, alapjogok) a baloldalhoz sorolt alelnökök felügyelik.

Sajnálatos, hogy a magyar kormány negatív Európa-politikája és szerencsétlen fellépése miatt Magyarország nem kapcsolódott be a Juncker vezette Bizottság megalakulását eredményező demokratikus folyamatba, ehelyett tovább marginalizálódott, és politikai terheket vett magára. A mai döntés nyomán az új Európai Bizottság (bár szerény poszton) Navracsics Tiborral áll fel, akinek pozícióját súlyosan megterheli, hogy politikai múltja miatt az illetékes EP szakbizottság nem tartotta alkalmasnak posztjára.

Ivan Štefanec (PPE), *pisomne*. – Oceňujem doterajšie úsilie pána Junckera pri konštituovaní novej Európskej komisie a taktiež jeho snahy čo najefektívnejšie prerozdeliť portfóliá jednotlivým komisárom. Pevne verím, že aj vďaka hearingom uskutočneným na pôde Európskeho parlamentu boli kompetencie kandidátov dôkladne preverené a odobrenie celého kolégia v pléne EP je dôkazom ich kvalít a začiatkom novej úspešnej etapy spolupráce medzi EK a EP.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. — Après avoir mené ces dernières heures d'ultimes négociations sur plusieurs fronts, nous avons obtenu du président Juncker plusieurs engagements qui nous semblaient indispensables dans le cadre de la défense des intérêts du citoyen. Le casting des Commissaires n'est certes pas entièrement celui que nous aurions voulu, et le programme n'est pour l'instant qu'un ensemble de promesses qu'il faudra concrétiser, mais nous avons décidé de donner une chance à cette Commission de la dernière chance.

Środa, 22 października 2014 r.

Les 300 milliards: nous avons obtenu l'assurance qu'il ne s'agirait pas de fonds recyclés. Nous veillerons à ce que la Commission serve à financer des investissements publics indispensables à la relance et utiles aux citoyens.

La clause d'arbitrage (ISDS) dans les TTIP-CETA: nous n'accepterons jamais qu'une entreprise dicte les lois pour ses ambitions commerciales ou ses profits escomptés, aux dépens du citoyen.

Les médicaments: nous avons obtenu que les médicaments ne soient pas une marchandise, ni les patients des clients, une victoire importante à nos yeux et qui concerne la santé de tous les citoyens.

Dumping social: réviser la directive détachement des travailleurs, actuellement trop utilisée abusivement pour organiser le dumping social au détriment des petites entreprises et des travailleurs, est indispensable.

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), in writing. - Today I abstained in the vote on this new Commission and Mr Juncker for the following reasons: 1. I was not convinced by some Commissioner candidates in the hearings; in particular I was not convinced by the Commissioner candidates of Spain, France and the UK; 2. This European Commission seems to be the same as the previous one of Mr Barroso, and it will submit to the Council and its Member States; 3. This European Commission seems to be the secretary of the Council. This is not what we need. We need a real European and federalist government of Europe, clearly committed to democratic principles and to respecting the will of the people.

Ángela Vallina (GUE/NGL), por escrito. - He votado rotundamente en contra de este nuevo colegio de comisarios del Sr. Juncker puesto que no es más que un cambio de caras para el continuismo de la misma política de la Comisión Barroso. Políticas neoliberales que violan los derechos humanos más fundamentales, que nos han llevado a niveles de desempleo nunca conocidos en la historia de la UE, a niveles intolerables de pobreza y exclusión social. Esta Comisión garantiza que se seguirá la senda de las reformas estructurales que pretenden nivelar a la baja las condiciones de vida y de trabajo en la UE. Reformas que continuarán favoreciendo a los grandes grupos económicos, a costa del desmantelamiento y privatización del poco sector público que aún queda en los países de la UE. Por todos esos motivos he votado en contra de esta Comisión Juncker.

Geoffrey Van Orden (ECR), in writing. - The European Commission is the engine of European integration. Its new President, Mr Juncker, is an unreformed Euro-federalist. He restated today his commitment to the 'Community method' rather than an inter-governmental approach. There is no commitment to fundamental reform, to change, in the way that I and our citizens clearly demand. I cannot therefore support this Commission or what it stands for. However, I am optimistic that Lord Hill, the nominee of the United Kingdom, will prove his worth. On this basis, and in keeping with my Group whip, I abstained.

Derek Vaughan (S&D), in writing. - Today I voted in favour of the new Commission led by Jean-Claude Juncker. The Commission received backing from a very large majority of the Parliament, and Mr Juncker's own nomination is the direct result of the outcome of the European Parliament elections.

Never before has a Commission had more democratic legitimacy and been more accountable. The Commission has promised to lead a coordinated policy approach leading to stability, growth and unity for its citizens and Member States and we have insisted it cooperates closely with this Parliament.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), par écrit. — Avec mes collègues de la GUE/NGL et 200 autres parlementaires européens, j'ai voté sans états d'âme contre la Commission proposée par Jean-Claude Juncker.

La majorité du Parlement européen l'a approuvée par 423 voix pour, 209 contre et 67 abstentions, bien moins que la Commission présidée par Manuel Barroso en 2004 et en 2009.

Il ne s'agit pourtant que de la prolongation des mêmes dogmatismes, éloignés du message des citoyens lors des élections européennes.

Cette nouvelle Commission n'est donc pas à la hauteur des défis notamment démocratiques et sociaux actuels.

Środa, 22 października 2014 r.

Son architecture met du marché dans presque chaque portefeuille de commissaire; les rares demandes émises lors des caricatures d'auditions des candidats commissaires devant le Parlement européen n'ont pas été prises en compte.

Alors que l'évaluation réelle des candidatures devant les commissions parlementaires a très vite cédé le pas à un chantage entre les principaux groupes politiques, PPE, S&D et ALDE, la majorité du Parlement européen a donc achevé de se ridiculiser et portera une lourde responsabilité dans la situation à venir.

Le maintien de MM. Navracsics et Canete sont deux tristes caricatures de ce qu'il n'aurait pas fallu faire.

Que ceux qui l'ont soutenue ne viennent pas nous donner des leçons.

Miguel Viegas (GUE/NGL), por escrito. - Para lá das fingidas preocupações sociais com os mais desfavorecidos, com o emprego e com o crescimento económico, o que fica desta Comissão é a certeza da continuidade da orientação neoliberal das políticas que arrastaram a UE para a atual recessão. Para lá da tentativa de apresentar uma Comissão Europeia renovada, coesa, ancorada em dez projetos prioritários, numa gestão partilhada e solidária, o que sobra é uma completa incerteza à volta de um novo organigrama confuso, com inúmeras áreas de sobreposição, à qual se junta uma hierarquia verticalizada que não augura nada de bom, com Comissários de primeira, de segunda e até de terceira.

Sobressai das audições não só o vínculo profundo de cada um dos Comissários às agendas neoliberais da Comissão Europeia, mas também as ligações diretas ao grande capital europeu.

Harald Vilimsky (NI), schriftlich. - Mit der neuen Kommission unter Juncker geht die EU erneut einen weiteren großen Schritt in Richtung Zentralismus, Intransparenz und Lobbying. Da aus meiner Sicht keiner der neuen Kommissare ausreichend demokratisch legitimiert ist und ich für eine Halbierung der Kommission plädiere, habe ich bei dieser Wahl dagegen gestimmt.

Beatrix von Storch (ECR), schriftlich. - Ich habe der Ernennung des Präsidenten, der EU-Außenministerin und der anderen Mitglieder der Kommission als Kollegium für die Amtszeit bis 31. Oktober 2019 meine Zustimmung verweigert. Die EU-Kommission ist als Regierung der EU (Exekutive) gleichzeitig Initiatorin der EU-Gesetzgebung (Legislative). Das ist ein grundsätzlicher Verstoß gegen das einem Rechtsstaat eigene Prinzip der Gewaltenteilung. Ich stehe für ein Weniger an Kompetenzen der EU und ein Mehr an souveränen Rechten der Mitgliedstaaten. Jean-Claude Juncker und mit ihm seine Kommission steht für das Gegenteil. Allein die Ernennung des gescheiterten französischen Finanzministers zum Kommissar für Wirtschaft macht schon für sich die gesamte Kommission unwählbar.

Julie Ward (S&D), in writing. - I have been very concerned about the nomination of several Commissioners-designate whose hearings did not convince me or who did not fully meet the criteria of independence, absence of conflicts of interest and commitment to EU values.

In particular, as a member of the Committee on Culture and Education (CULT), I was very unsatisfied that the Committee's vote rejecting the portfolio for culture, education, youth and citizenship to Mr Navracsics was insufficiently taken into account by Mr Juncker. I have also been concerned by the lack of effort to reach gender equality in the new Commission.

Nevertheless, I believe that having a functioning Commission in place as soon as possible for the EU to work in the best interests of the citizens is crucial. In addition, Member States are responsible for nominating their candidates for Commissioners and the composition of the new Commission reflects the political reality across the EU.

My political group has had a strong input into this new Commission and we will continue to insist on the close cooperation with Parliament that Mr Juncker has committed himself to. For all these reasons, I voted in favour of the approbation of the new European Commission proposed by Mr Juncker.

Hermann Winkler (PPE), schriftlich. - Ich konnte der Berufung der neuen EU-Kommission unter Führung von Jean-Claude Juncker nicht zustimmen.

Środa, 22 października 2014 r.

Ich fordere von EU-Institutionen, dass sie sich an ihre eigenen Gesetze halten. Laut Lissabon-Vertrag soll die Größe der EU-Kommission ab diesem Jahr nur noch zwei Dritteln der Zahl der Mitgliedstaaten entsprechen, also lediglich 19 Kommissare umfassen. Da es nun doch wieder 28 Köpfe geworden sind, die von den Mitgliedstaaten benannt wurden, halten sich alle EU-Institutionen nicht an ihre eigenen Regeln und lassen auch mutwillig die Chance zur Verschlankung und Prioritätensetzung verstreichen. Der neuen Kommission fehlt der Wille zur dringend überfälligen Veränderung und Erneuerung der Europäischen Union.

Zudem betrachte ich auch einzelne Personalentscheidungen Junckers kritisch. Wer mit Pierre Moscovici einen der Hauptverantwortlichen für die desolante Finanzsituation Frankreichs zum obersten Währungshüter der EU macht, der macht den Bock zum Gärtner.

Lassen Sie mich betonen, dass mein Stimmverhalten nicht auf Günther Oettinger oder viele andere fähige Kollegen gerichtet ist. Da das Verfahren Einzelabstimmungen aber nicht zulässt, was sich zukünftig unbedingt ändern muss, sah ich mich gezwungen, gegen die neue EU-Kommission zu stimmen.

Iuliu Winkler (PPE), *în scris*. - Am votat cu multă speranță pentru Comisia prezentată azi, în plen, de Jean-Claude Juncker. E un vot firesc care vine în continuarea votului dat în Congresul PPE de la Dublin pentru candidatura lui Jean-Claude Juncker la șefia CE, a celui dat în plenul PE de desemnare a sa ca Președinte al Comisiei, dar și al votului din 25 mai, de la alegerile europene, în cadrul cărora UDMR a susținut această candidatură.

Sper că noua Comisie va ști să evite pericolele la care este expusă din chiar primele zile după ce va intra în funcțiune. Sunt de acord cu principiul flexibilității și al stimulării lucrului în echipă pe care Jean-Claude Juncker a construit noua CE. Va trebui însă să vedem acest principiu pus în practică, va trebui să vedem noul rol al CE în relația sa cu statele membre, acela de îndrumare, sprijin și generare de sinergii, nu doar acela de control și constrângere. Modul în care noua Comisie își va începe activitatea și realizarea echilibrului dintre vicepreședinți și echipele de comisari pe care le coordonează vor fi esențiale. Noua CE trebuie să devină partenerul adevărat al statelor membre! Doresc auspicii favorabile și mult succes noii Comisii!

Marco Zanni (EFDD), *per iscritto*. - Credo che col voto di oggi ci siamo garantiti altri cinque lunghi anni di austerità, rigore e recessione economica. La mia è purtroppo una triste constatazione, poiché la «nuova» Commissione Juncker non è altro che una chiara prosecuzione, forse con aspetti addirittura peggiori, dei dieci anni di Barroso. Del resto era difficile attendersi qualcosa di diverso da un accordo partorito dalle tradizionali famiglie politiche europee di popolari, socialisti e liberali, che sono tra i maggiori responsabili della drammatica situazione attuale. I miei colleghi italiani del Partito Democratico e di Forza Italia oggi hanno sostenuto convintamente tutto questo, alla faccia del cambiamento radicale che chiedevano ogni giorno durante la campagna elettorale. Del resto è abbastanza semplice capire che colui che ha governato l'Eurogruppo fino a pochi tempo fa e che è stato ai vertici del suo paese per quasi vent'anni, difficilmente potrà rappresentare il cambiamento. E la squadra che lo affiancherà è per certi versi ancora peggiore, con un petroliere che si occuperà di clima, un lobbista finanziario di regolamentare le banche e un ministro che ha portato il suo paese al dissesto finanziario ci guiderà in economia: sicuramente una bella rappresentazione di quanto stia diventando questa Unione europea.

Carlos Zorrinho (S&D), *por escrito*. - Enquanto deputado socialista português, em conformidade com a orientação de voto do grupo dos Socialistas e Democratas, decidi votar favoravelmente a investidura da Comissão Juncker, dando-lhe o benefício da dúvida em face dos compromissos políticos de mudança assumidos perante o Parlamento Europeu. Este voto, apesar das reservas manifestadas, tem em conta os graves inconvenientes que resultariam de um impasse político na União Europeia e articula-se com uma atitude de exigência perante a nova Comissão, que se prolongará na sua fiscalização política. Ao longo deste processo, em que o funcionamento democrático da União Europeia saiu reforçado, a atitude exigente dos socialistas permitiu obter melhorias na Comissão proposta, como a atribuição a Comissários socialistas das pastas da coordenação do Desenvolvimento Sustentável e da Energia, para além de novos compromissos na agenda económica. As nomeações de Comissários com o perfil de Navracsics e de Katainen justificam reservas. E a indefinição nas competências, na flexibilidade orçamental e no plano de investimento exigem uma atitude de vigilância. Os socialistas portugueses continuarão a exigir da nova Comissão o total cumprimento do programa de mudança anunciado por Juncker, com destaque para o plano de investimento de 300 mil milhões de euros prometido para o início de 2015.

Środa, 22 października 2014 r.

5.2. Projekt budżetu korygującego nr 2/2014 — Nadwyżka wynikająca z wykonania budżetu na rok 2013 (A8-0018/2014 - Gérard Deprez)

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

Peter Jahr (PPE). - Herr Präsident! Wir haben ja seit heute de facto eine europäische Regierung, und ich möchte hoffen, dass sich der neue Schwung auch bis zur Haushaltsplanung ausbreitet. Haushaltswahrheit und Haushaltsklarheit sollten Einzug halten. Haushalt ist ja die in Zahlen gegossene Politik. Nach wie vor haben wir das Phänomen, dass wir, je nachdem, wie man rechnet, zwischen 25 und 33 Milliarden offene Rechnungen haben, die nicht bezahlt werden können. Die können deshalb nicht bezahlt werden, weil die Mitgliedstaaten ihre Mitgliedsbeiträge nicht zurücküberweisen wollen. Ich denke, das wäre die erste wichtigste Aufgabe der Kommission gemeinsam mit dem Parlament für den Haushalt, die Haushaltswahrheit und Haushaltsklarheit wiederherzustellen. Deshalb konnte ich heute auch für die Kommission stimmen, weil ich die Hoffnung habe, dass die Kommission hier einen entscheidenden Schritt nach vorne tun kann.

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. - This Draft Amending Budget will save substantial money, but this money is not going back to taxpayers. Instead it is being spent to part-finance DAB3 and DAB4. So whilst I support the principle of cuts, these are not true cuts to the EU budget. For that reason I have abstained on this motion.

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. — Au vu des difficultés rencontrées en moyens de paiement, il est proposé d'affecter les crédits excédentaires du budget 2013 aux crédits de paiement dans l'exercice 2014. Cette perspective doit être soutenue au vu d'une part de l'importance de l'encours des paiements et, d'autre part, des secteurs principalement concernés par cet encours (secteur humanitaire, jeunesse, fonds structurels,...).

Dominique Bilde (NI), *par écrit*. – Ce projet de budget rectificatif 2014 sur l'excédent résultant de l'exécution de l'exercice 2013 vise à inscrire plus d'un milliard d'euros en excédent de l'exercice 2013. 771 millions d'euros provenant de recettes positives (dont des amendes et intérêts de retard) et 276 millions d'euros d'une sous-exécution des dépenses.

Je tiens à rappeler que le cadre pluriannuel 2014-2020 ne prend pas en compte les impayés, qui, fin 2013, s'élevaient à 23,4 milliards d'euros. Il y a donc, du fait du décalage croissant entre les engagements et les paiements, l'apparition d'une dette européenne alors même que Bruxelles adresse aux Etats membres des lettres sur leurs budgets.

Il est aussi intéressant de noter que la politique européenne en matière de concurrence n'est pas si parfaite, en témoigne le niveau important des amendes et intérêts (1,331 milliard supplémentaires pour 2013 mais sûrement plus de 3 milliards en 2014...).

Enfin, ce projet de budget rectificatif ne changeant en rien les orientations budgétaires et politiques décidées, je me suis prononcée contre.

Mara Bizzotto (NI), *per iscritto*. - Ho votato a favore di questo provvedimento tecnico che sposta eccedenze di bilancio dal 2013 al 2014 per un ammontare complessivo di € 1.005 mln.

Gianluca Buonanno (NI), *per iscritto*. - Ho espresso voto positivo. L'eccedenza compenserà in parte il contributo degli Stati membri al finanziamento del bilancio rettificativo 3/2014.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. - Considerando le forti pressioni per quanto riguarda i pagamenti per il 2014 e i rafforzamenti richiesti dalla Commissione nel progetto di bilancio rettificativo (PBR) n. 3/2014, è stato proposto che l'importo dell'eccedenza per l'esercizio 2013 venga utilizzato per finanziare la linea di bilancio di nuova creazione «Riserva per esigenze di pagamento supplementari» sul lato delle spese del bilancio.

Tenendo conto che i fondi richiesti dalla Commissione sotto forma di progetti correttivi del bilancio saranno utilizzati per poter effettuare i pagamenti alle autorità locali, alle piccole imprese ed ad altri beneficiari nel 2014, ritengo che sia essenziale raggiungere un accordo sui progetti di bilanci correttivi prima che si avviino i negoziati con il Consiglio. È per questo motivo che oggi ho votato a favore della risoluzione in questione.

Środa, 22 października 2014 r.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. - I Regolamenti finanziari stabiliscono che la Commissione è obbligata a presentare ogni anno un progetto di bilancio rettificativo che contabilizza il risultato dell'esercizio precedente.

In questo caso l'attuale rendicontazione vale per l'anno 2013. Se si è registrato un surplus di circa 1.005 milioni di Euro, risulterebbe che 30 miliardi di euro di fatture rimangono ancora non pagate, perciò gli stanziamenti di pagamento non sono sufficienti a coprire tutto ciò che è già stato speso. Il Consiglio ha richiesto agli Stati membri di pagare le fatture entro trenta giorni, perciò se si continua con questo tipo di pratiche, significherà ad esempio, che gli studenti Erasmus non potranno percepire gli emolumenti per le loro borse di studio, una parte dei beneficiari dei fondi strutturali non saranno pagati e si potrebbero fare molteplici esempi di disservizi ai cittadini.

Il budget 2015 è già in discussione ma vogliamo delle garanzie per chiudere il budget 2014.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. - Con il bilancio rettificativo numero due per il 2014, la Commissione ha contabilizzato l'eccedenza del bilancio 2013, i cui saldi sono in linea con gli anni passati.

Tali somme in eccedenza vengono restituite agli Stati membri tramite una compensazione dei contributi che gli Stati versano mensilmente all'Unione europea. Per il nostro Paese questa somma sarà pari a circa 110 milioni di euro. Ho votato a favore del Progetto di bilancio rettificativo in questione, in quanto il provvedimento comporta essenzialmente una restituzione di fondi dalla tesoreria UE in favore dei Paesi membri.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. - Votei a favor do segundo orçamento retificativo relativo ao exercício de 2014.

Partilho, porém, as críticas feitas pelo Deputado José Manuel Fernandes. O Conselho está sistematicamente a violar o Tratado da União Europeia que prevê de forma clara que não pode haver déficit no exercício orçamental da União.

Se os compromissos assumidos com autorização da autoridade orçamental (logo, também do Conselho) se deparam com falta de verbas para o seu pagamento, isso só prova que o Parlamento tinha razão quando reclamou da diferença entre as dotações para compromisso e as dotações para pagamento. E provam também que o Conselho mentiu quando prometeu providenciar as verbas em falta se elas viessem a revelar-se necessárias.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. - Ho votato favorevolmente questo bilancio puramente tecnico che si inserisce nel quadro di una procedura puntuale codificata nel Regolamento finanziario, il quale una volta stabilito il risultato dell'esercizio finanziario dell'anno precedente, impone di adottare le variazioni di bilancio rilevate e inserirle sull'esercizio in corso. La situazione attuale, del tutto positiva, prevedere la contabilizzazione nel 2014 di un surplus di 1 005 milioni di euro derivante dall'esecuzione dell'esercizio 2013, questo vuol dire che l'UE avrà a disposizione una somma aggiuntiva di risorse proprie tali da ridurre la necessità di richiedere eventuali contributi supplementari da parte degli Stati membri.

Anna Maria Corazza Bildt (PPE), *skriflig*. - Moderaterna i Europaparlamentet röstade i dag om EU:s budget för 2015. Då budgeten höjdes jämfört med förra året, var vi mycket skeptiska till att Europaparlamentet ville höja budgeten ytterligare, speciellt med tanke på att många EU-länder lider av underskott och höga statsskulder. Därför är det viktigt att EU:s budget används på rätt sätt, och att politikerna tar sitt ansvar för både Sveriges och EU:s ekonomi. Av denna anledning valde vi att stödja Europaparlamentets krav på högre anslag till forskning, innovation och för att slutföra den inre marknaden eftersom det är detta som ger mervärde både för Sverige och EU. Dessutom var det viktigt för oss att stötta EU:s asyl- och migrationsprogram för att skapa säkra och lagliga vägar in i EU, bla genom att förstärka Frontex. Däremot kan vi inte acceptera att mer av skattebetalarnas pengar läggs på jordbrukssubventioner och enorma bidragssystem för att stötta ålderdomliga och klimatskadliga industrier.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. - Voto favorevolmente su questo provvedimento che rappresenta un bilancio rettificativo e si riferisce ad un surplus per il bilancio UE 2013 di circa 1 miliardo di euro, frutto in gran parte di maggiori entrate per ammende e interessi di mora. Di norma questa cifra dovrebbe essere restituita agli Stati membri, ma in considerazione di diverse problematiche e di una continua carenza di fondi soprattutto per i pagamenti, la commissione per i bilanci del Parlamento europeo ha proposto di legare l'adozione di questo bilancio rettificativo numero 2 ai successivi 3 e 4, in maniera tale da compensare entrate e uscite impreviste ed avere quindi un impatto neutro. Questo, insieme ad ulteriori bilanci rettificativi dovrebbe addirittura portare ad un surplus finale per le casse dell'UE. È per questo fondamentale considerare questo bilancio rettificativo legato ai successivi, e prioritario rispetto alle discussioni e

Środa, 22 października 2014 r.

all'adozione del bilancio per il prossimo anno 2015. Tutto questo poiché si ritiene assolutamente necessario regolare quanto prima le situazioni pregresse, prima di affrontare tutto il resto.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. - El proyecto de presupuesto rectificativo 2/2014 tiene la intención de inscribir en el presupuesto 2014 un excedente del presupuesto 2013, con valor de 1005 millones de euros de diferencias positivas resultantes de la ejecución del mismo: 276 millones derivados de la subejecución y 42 millones de variaciones cambiantes negativas. Como estoy de acuerdo con el principio de transferencia de los excedentes de un ejercicio al siguiente, he votado a favor.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. - This report intended to introduce the surplus to the budget, resulting from the implementation of the budget year 2013. Due to the payment crisis, a historically low surplus of EUR 1 005 million is to be entered in the 2014 EU budget. Normally the surplus reduces the contribution of the Members States to the EU budget by the same amount. I consider that this budget amendment is positive as it is taken in the best interest of the programmes in question that could have been negatively affected due to the lack of funds. That is why I supported this report.

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. — Je salue les efforts de bonne gestion budgétaire qui ont permis de dégager au titre de l'exécution du budget 2013 un excédent d'environ 1 milliard d'euros. Étant donné la pression très importante pesant sur le budget de l'Union européenne, cet excédent sera inscrit en recettes dans le budget 2014. Dans un contexte marqué par les difficultés budgétaires, il est essentiel de s'assurer de la bonne affectation des excédents.

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – Le règlement financier de l'UE prévoit que la Commission présente chaque année un projet de budget rectificatif qui vise à budgétiser l'excédent résultant de l'exercice budgétaire de l'année antérieure, en l'occurrence celle de 2013. D'année en année, la situation des paiements devient critique. Ainsi, il y avait fin 2013 plus de 23 milliards d'impayés et ils approcheraient aujourd'hui d'un montant de 30 milliards.

C'est naturellement un sujet d'inquiétude car le budget européen est financé à 75% par les contributions nationales. Même si le Traité procure le même pouvoir au Conseil et au Parlement sur les dépenses, dans les faits les États ont in fine le dernier mot sur les paiements. Un accord sur le budget rectificatif 2014 est donc à la fois une nécessité urgente et un préalable à l'adoption définitive du budget 2015. Nous exercerons toute notre vigilance, l'Europe ayant besoin d'un budget consolidé pour investir au service de la croissance. Plus profondément, les crises à répétition rappellent la nécessité urgente d'avoir un débat de fond sur les ressources de l'UE afin qu'elle gagne en autonomie budgétaire.

Pablo Echenique (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado a favor de la enmienda al apartado 46 Resolución del Parlamento Europeo, de 22 de octubre de 2014, sobre la Posición del Consejo sobre el proyecto de presupuesto rectificativo nº 2/2014 de la Unión Europea para el ejercicio 2014, sección III, pues consideramos que no deberían utilizarse créditos de la PAC ni cualesquiera otros créditos del presupuesto para financiar actividades taurinas que impliquen la muerte del toro. Una financiación de este tipo, además, constituye una violación del Convenio Europeo de protección de los animales en explotaciones ganaderas (Directiva 98/58/CE del Consejo).

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. - É urgente, e de importância extrema para a credibilidade da União Europeia, assegurar a correção de desequilíbrios orçamentais, por insuficiência de dotação para concretizar pagamentos de compromissos assumidos. São desequilíbrios provocados pela reiterada postura do Conselho em aumentar os cortes nos orçamentos, sobretudo ao nível das dotações para pagamentos. A posição do Conselho, neste e nos outros orçamentos rectificativos, servirá para demonstrar se está ou não de boa-fé neste processo, se é fiável e assume a sua lealdade institucional. Estes orçamentos rectificativos destinam-se a pagar investimentos, programas, projetos já realizados e devidamente autorizados, muitas vezes pelo próprio Conselho, a favor das PME, dos jovens, dos cientistas, das autoridades locais, das ONG. É inaceitável que se recuse – e nomeadamente o Conselho – a pagar o que solicitou e autorizou. Sublinhe-se ainda que o Conselho tem assinado, anualmente, no âmbito da conciliação com o Parlamento, declarações onde assume que aprova orçamentos rectificativos necessários para os pagamentos que se vierem a confirmar. Os compromissos são para cumprir e eu tenho a esperança que os compromissos entre as instituições e com os cidadãos serão respeitados.

Środa, 22 października 2014 r.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. - O projeto de orçamento rectificativo n.º 2/2014 visa inscrever no orçamento de 2014 um excedente do exercício de 2013, no valor de 1005 milhões de euros, que resulta fundamentalmente de um excedente constituído por 771 milhões de euros de diferenças positivas resultantes da execução da receita, 276 milhões de euros de subexecução da despesa e 42 milhões de euros de variações cambiais negativas.

Concordamos com o princípio da transferência dos excedentes de um dado exercício para o orçamento do ano seguinte, desde que isso corresponda a receitas adicionais!

Lamentamos que este excedente orçamental sirva para reduzir a proporção da contribuição baseada no RNB dos Estados-Membros para o orçamento da UE, em vez de constituir uma receita extraordinária que tanta falta faz, para colmatar a exiguidade de um orçamento determinado por um Quadro Financeiro Plurianual de indigência. Ainda para mais no atual quadro, marcado pelo acumular de dívidas resultante de despesa autorizada pela UE e da falta de pagamentos por parte de alguns dos Estados-Membros que mais contribuem (e mais ainda deviam contribuir, tendo em conta a necessidade de efetivação da função redistributiva do orçamento...) para o orçamento da UE. Daí a nossa abstenção.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne* - Návrh ako taký som podporila, pretože bez neho by sa veľmi ťažko riešili oblasti, ktoré zahŕňa. Je mi ale ľúto, že neprešli pozmeňujúce návrhy, ktoré som podporila a ktorých hlavným cieľom bolo zníženie výdavkov pre poslancov, či už sa to týka ich platov, cestovných náhrad alebo vzdialenostných príplatkov. V ťažkej ekonomicko-sociálnej situácii, v ktorej sa EÚ nachádza v súčasnosti, by to bol dobrý signál pre občanov, že sme pripravení robiť úspory sami na sebe.

Lorenzo Fontana (NI), *per iscritto*. - Esprimo il mio voto favorevole al progetto di bilancio rettificativo. Questa eccedenza compenserà in parte il contributo degli Stati membri al finanziamento del bilancio rettificativo 3/2014.

Lampros Fountoulis (NI), *γραπτώς*. - Ψηφίζω κατά του σχεδίου διορθωτικού προϋπολογισμού αριθ. 2/2014, διότι τα χρήματα που αφορούν το πλεόνασμα, δεν διατίθενται ως πρέπει κατά το επόμενο έτος, αλλά χάνονται σε διάφορους προϋπολογισμούς για ίδιο όφελος.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado a favor de la enmienda al apartado 46 Resolución del Parlamento Europeo, de 22 de octubre de 2014, sobre la Posición del Consejo sobre el proyecto de presupuesto rectificativo n.º 2/2014 de la Unión Europea para el ejercicio 2014, sección III, pues consideramos que no deberían utilizarse créditos de la PAC ni cualesquiera otros créditos del presupuesto para financiar actividades taurinas que impliquen la muerte del toro. Una financiación de este tipo, además, constituye una violación del Convenio Europeo de protección de los animales en explotaciones ganaderas (Directiva 98/58/CE del Consejo).

Pablo Iglesias (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado a favor de la enmienda al apartado 46 Resolución del Parlamento Europeo, de 22 de octubre de 2014, sobre la Posición del Consejo sobre el proyecto de presupuesto rectificativo n.º 2/2014 de la Unión Europea para el ejercicio 2014, sección III, pues consideramos que no deberían utilizarse créditos de la PAC ni cualesquiera otros créditos del presupuesto para financiar actividades taurinas que impliquen la muerte del toro. Una financiación de este tipo, además, constituye una violación del Convenio Europeo de protección de los animales en explotaciones ganaderas (Directiva 98/58/CE del Consejo).

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. - Glasao sam za ovaj prijedlog rezolucije jer bi se usvajanjem izmjene proračuna br. 2 za financijsku godinu 2014. smanjio doprinos bruto nacionalnih dohodaka država članica proračunu EU-a, na način da se višak iz 2013. godine u iznosu od 1,005 milijuna unese u proračun za 2014. Uzimajući u obzir razmjer financijske krize koja je pogodila europske zemlje, ali i strukturu Europske unije, navedene izmjene predstavljaju koherentan i uravnotežen pristup EU financijskom okviru.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. — Le projet de budget rectificatif ne vise qu'à budgétiser l'excédent de l'exercice 2013. Cependant cette année encore nous observons un déficit des crédits de paiement.

Nous devons trouver une solution durable au problème récurrent des impayés, et enrayer cet effet boule de neige au risque de rester paralysé dans une crise budgétaire. Il en va de la crédibilité de l'Union européenne.

Środa, 22 października 2014 r.

Afzal Khan (S&D), *in writing*. - I supported the decision, as it only introduces the surplus to the budget resulting from the implementation of the budget year 2013.

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. - Voto positivamente la relazione dell'on. Gérard Deprez in quanto gli stanziamenti ivi previsti verranno utilizzati per coprire il fabbisogno di stanziamenti di pagamento supplementari individuato dalla Commissione nel progetto di bilancio rettificativo n. 3. Purtroppo l'esecuzione dei bilanci annuali ed il gap tra stanziamenti di impegno e pagamenti dimostrano chiaramente che l'attuale politica di bilancio non può restare immutata. E' necessario muoversi con forza verso una riforma del sistema delle risorse proprie, al fine di svincolare il bilancio dell'UE dalle necessità dei singoli Stati membri.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), *por escrito*. - El proyecto de presupuesto rectificativo 2/2014 tiene la intención de inscribir en el presupuesto 2014 un excedente del presupuesto 2013, con valor de 1005 millones de euros de diferencias positivas resultantes de la ejecución del mismo: 276 millones derivados de la subejecución y 42 millones de variaciones cambiantes negativas. Como estoy de acuerdo con el principio de transferencia de los excedentes de un ejercicio al siguiente, he votado a favor.

Ivana Maletić (PPE), *napisan*. - Europska komisija je u svom nacrtu izmjene proračuna broj 2 za 2014. godinu uključila proračunski suficit u iznosu od milijardu eura koji je nastao temeljem povećanja prihoda (+771 milijuna eura), manjih rashoda od planiranih (+276 milijuna eura) te negativnih tečajnih razlika (-42 milijuna eura). Navedeno bi značilo smanjenje doprinosa država članica u europski proračun za milijardu eura.

Kako je nacrt izmjene proračuna broj 2 donesen paralelno s nacrtom izmjene proračuna broj 3 (mobilizacija dodatnih sredstava za plaćanje) i 4 (revizija u prognozi tradicionalnih vlastitih sredstava) potrebne su dodatne uplate od 106 milijuna eura u proračun (uplate država članica u proračun na temelju BND) čime bi se osigurala sredstva za dodatna plaćanja.

Podržala sam ovo Izvješće jer je važno za ispunjavanje postojećih proračunskih obveza.

David Martin (S&D), *in writing*. - I supported this proposal for Draft amending budget No 2/2014, which aims to enter in the 2014 budget the surplus from the 2013 financial year, amounting to EUR 1 005 million.

Fulvio Martusciello (PPE), *per iscritto*. - Ho votato a favore della relazione dell'On. Deprez concernente il provvedimento tecnico che sposta le eccedenze di bilancio dal 2013 al 2014 per un ammortare pari a circa complessivi 1 miliardo di Euro, affinché siano compensate le entrate ed uscite impreviste, ed avere un surplus finale per le casse dell'UE

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. - Ce rapport entérine le 2ème budget rectificatif de l'Union pour 2014. Il vise à inscrire au budget 2014 «l'excédent» de l'exercice 2013, d'un montant de 1 005 000 000 EUR. Signe de la gestion chaotique de l'UE: le budget fait apparaître un excédent alors que dans le même temps tous les indicateurs existants font apparaître une pénurie de crédits de paiement, tant dans le budget 2012 que dans le budget 2013. Le rapport propose d'affecter cet «excédent» au financement d'une nouvelle ligne budgétaire, numérotée 40 04 01, intitulée «Réserve pour besoins supplémentaires de paiements». Une chatte n'y retrouverai pas ses petits ! Un excédent pour payer un non paiement du même budget. Je m'abstiens sur ce texte.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. - Votei favoravelmente este orçamento retificativo, de forma a acomodar os excedentes resultantes da execução do exercício de 2013.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. - I have voted in favour of this report as it proposes effective ways to allocate the surplus amount for the year 2013. This report also changes the breakdown of contributions between Member States on the basis of the latest updated macroeconomic data.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. - Il est heureux de constater que le projet de budget rectificatif n° 2/2014, qui permet de reporter à 2014 les crédits non utilisés en 2013, a été adopté.

Je salue particulièrement la décision du rapporteur Gérard Deprez de mener parallèlement à ceci, les négociations relatives aux budgets rectificatifs n° 3 et n° 4, afin de donner à l'Union les moyens nécessaires à son action. Le budget rectificatif n° 3 porte notamment sur la nécessité d'octroyer des crédits de paiement supplémentaires. Si les trois projets sont adoptés, l'incidence budgétaire nette pour les États Membres se chiffrera à 105 700 000 EUR. Cela reste peu en comparaison de ce que ceux-ci pourraient réellement donner s'ils en avaient la volonté politique.

Środa, 22 października 2014 r.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. - I support the Draft Amending Budget (DAB) No 2/2014, which is intended to introduce the surplus to the budget resulting from the implementation of the budget year 2013. In order to align the procedural calendar, the BUDG Committee decided to keep the DABs of 2014 as a package. By keeping the three DABs as a package there are no additional costs for Member States.

Giulia Moi (EFDD), *per iscritto*. - Ho votato favorevolmente al progetto di bilancio rettificativo n. 2/2014 poiché esso mira unicamente a iscrivere in bilancio l'eccedenza derivante dall'esecuzione dell'esercizio precedente.

A chiusura dell'esercizio 2013, infatti, si è registrato un surplus di circa 1.005 milioni di Euro.

Tale somma, in base al Regolamento finanziario, determina una restituzione agli Stati membri effettuata, di norma, tramite compensazione dei contributi versati mensilmente da questi ultimi alla UE. Per l'Italia, l'ammontare della restituzione si aggira intorno a un importo di circa 110 milioni di euro.

Il surplus andrà quindi a compensare, in parte, il contributo degli Stati Membri al finanziamento del bilancio rettificativo n. 3.

Sophie Montel (NI), *par écrit*. - Ce projet de budget rectificatif n° 2/2014 ne résout en rien le grave problème de fond des impayés. Au 31/12/2013, ces derniers s'élevaient à plus de 23 millions d'euros et compte tenu de l'effet boule de neige attendu, les factures impayées dépasseront à la fin de 2014 les 27 millions d'euros. Pire, l'UE a sur les bras 220 milliards de RAL (autorisations d'engagement qui ne sont pas couvertes par des crédits de paiement). A l'évidence, l'UE a pris des engagements qu'elle ne peut honorer et se montre donc incapable de s'appliquer à elle-même la rigueur budgétaire qu'elle exige des Etats membres. Aujourd'hui, elle se retrouve concrètement au bord de la cessation de paiement. Enfin, dans un tel contexte quelle crédibilité peut-on accorder à M.Juncker qui annonce un grand programme pluriannuel d'investissements supplémentaires de 300 milliards d'euros. Qui paiera ? Les Etats membres ? Ou faut-il s'attendre à la création d'un impôt direct européen qui grèvera encore un peu plus le pouvoir d'achat des peuples européens, déjà écrasés par les mesures d'austérité imposées par Bruxelles... Ce projet de budget rectificatif n'est donc qu'un petit sparadrap appliqué pour contenir une hémorragie. Pour toutes ces raisons, j'ai voté contre.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce projet de budget qui vise à mettre en réserve l'excédent budgétaire de 2013. En effet, dans le cadre de sa politique de concurrence, la Commission européenne a récolté plus d'un milliard d'euros à travers différentes amendes. Les paiements viennent directement alimenter le budget général de l'Union européenne en déduction des contributions nationales. Cependant, nous savons déjà que le budget 2014 sera en déséquilibre, suite à un manque de volonté du Conseil de payer la clôture des différents programmes. J'ai donc soutenu l'idée de mettre en réserve l'excédent 2013 en attendant de trouver une solution pour équilibrer le budget 2014.

Andrej Plenković (PPE), *napisan*. - Podržao sam izmjenu proračuna br. 2/2014 Europske unije za financijsku godinu 2014., Dio III. – Komisija, čija je svrha unos iznosa od 1 005 milijuna EUR kao viška iz financijske godine 2013. u proračun za 2014. godinu. Jasno je da se ovakvim izmjenama ne riješava pravi problem neplaćenih računa koji su dosegli razinu od 25 milijardi eura, pa smatram da je važno istaknuti činjenicu da se ponovno dovodi u pitanje vjerodostojnost EU-a. Odgoditi donošenje što više odluka, kako predlaže Vijeće, također nije rješenje. Moramo ispunjavati obveze koje smo preuzeli u proteklom godinama i prvenstveno tijekom procesa pregovaranja novog Višegodišnjeg financijskog okvira. U protivnom, jasno je kako neće biti moguće ispravno provesti dogovoreni Višegodišnji financijski okvir ako već u prvoj godini njegove provedbe ne poštujemo dogovoreno.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. - Con il progetto di bilancio rettificativo n.2/2014 la Commissione europea ha contabilizzato il risultato dell'esercizio precedente, cioè l'eccedenza del bilancio 2013. Nel 2013 si è registrato alla chiusura dell'esercizio un surplus di circa 1005 milioni di euro. Il regolamento finanziario prevede una restituzione delle somme agli Stati membri fatta con una compensazione dei contributi versati mensilmente dagli stessi all'UE. Con questo progetto di Bilancio rettificativo ci sarà una restituzione delle somme i cui importi variano da Stato membro a Stato membro.

Środa, 22 października 2014 r.

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur du rapport Deprez amendant le budget rectificatif pour l'exercice 2014, car il traite en urgence la question des 23 milliards d'euros de déficit budgétaire. Le traitement en bloc de tous les projets de budget rectificatifs introduits pour 2014 me paraît être une bonne stratégie. Celle-ci devrait permettre d'éviter tout refus de crédits supplémentaires de la part du Conseil dans le cadre du comblement de ce déséquilibre. Les bénéficiaires des programmes européens tout comme l'Europe elle-même méritent que les engagements soient honorés. Je suis également d'accord sur le principe de ne pas entamer de négociations sur le budget 2015 tant que le budget rectificatif 2014 n'est pas modifié.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D), *por escrito*. - He votado a favor de este informe para exigir al Consejo que solucione urgentemente la alarmante crisis de pagos que asciende ya a más de 26 000 millones de euros en facturas impagadas. La UE debe ser buen pagador y cumplir con sus compromisos. De ello dependen instituciones públicas, instituciones privadas, ONG, pymes, estudiantes, investigadores, universidades, que han participado en programas europeos y que siguen esperando la financiación comprometida por la UE.

La UE debe pagar lo que debe. No se puede seguir retrasando la situación de los impagos.

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. — J'ai soutenu cette résolution du Parlement européen relative au budget rectificatif pour l'année 2014. En effet, afin d'honorer les paiements des autorités locales, petites entreprises et autres bénéficiaires de fonds européens en 2014, la Commission européenne a dû demander des fonds additionnels.

L'obtention d'un accord entre les groupes politiques sur le budget rectificatif 2014 était fondamental afin de pouvoir débiter les négociations sur le budget 2015 avec le Conseil.

Massimiliano Salini (PPE), *per iscritto*. - Ho votato a favore del progetto di bilancio rettificativo n. 2/2014, relativo all'eccedenza derivante dall'esecuzione dell'esercizio 2013, che prevede un surplus, da iscrivere nel bilancio dell'Unione per l'esercizio 2014, pari a 1.005 milioni di EUR, riducendo in tal modo dello stesso importo i contributi degli Stati membri. Le componenti principali di tale eccedenza sono un risultato positivo sul lato delle entrate pari a 771 milioni di EUR, una sottoesecuzione delle spese pari a 276 milioni di EUR e una differenza di cambio negativa pari a 42 milioni di EUR.

Attualmente vi sono tre progetti di bilancio rettificativo proposti dalla Commissione per il bilancio 2014. Considerando complessivamente i 3 progetti di bilancio rettificativo, l'impatto netto al bilancio sarebbe solamente di 106 milioni di EUR.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado a favor de la enmienda al apartado 46 Resolución del Parlamento Europeo, de 22 de octubre de 2014, sobre la Posición del Consejo sobre el proyecto de presupuesto rectificativo nº 2/2014 de la Unión Europea para el ejercicio 2014, sección III, pues consideramos que no deberían utilizarse créditos de la PAC ni cualesquiera otros créditos del presupuesto para financiar actividades taurinas que impliquen la muerte del toro. Una financiación de este tipo, además, constituye una violación del Convenio Europeo de protección de los animales en explotaciones ganaderas (Directiva 98/58/CE del Consejo).

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. - El proyecto de presupuesto rectificativo 2/2014 tiene la intención de inscribir en el presupuesto 2014 un excedente del presupuesto 2013, con valor de 1005 millones de euros de diferencias positivas resultantes de la ejecución del mismo: 276 millones derivados de la subejecución y 42 millones de variaciones cambiantes negativas. Como estoy de acuerdo con el principio de transferencia de los excedentes de un ejercicio al siguiente, he votado a favor.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. - I welcome today's vote in favour of the Draft Amending Budget No 2/2014 on the surplus of the implementation of budget year 2013. A surplus of EUR 1 005 million will be entered in the EU budget for 2014, thus reducing by the same amount the contributions of the Member States. The surplus comes mostly from fines and interest on late payments.

Branislav Škripek (ECR), *pisomne*. - Ide o úpravu rozpočtu z predošlého obdobia. Rozpočet sa vyvíja pozitívnejšie ako sa pôvodne predpokladalo. Ide o níženie požiadaviek na vlastné zdroje EÚ o 9,5 mld Eur. To je dobrá správa aj pre Slovensko a pre ostatné členské štáty EÚ, ktoré by mali do rozpočtu EÚ zaplatiť menej (za Slovensko o 53 mil Eur). Hlasujem ZA.

Środa, 22 października 2014 r.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan.* - Nacrt izmjene proračuna br. 2/2014 posvećen je isključivo unosu viška u iznosu od 1,005 milijuna EUR iz 2013. godine u proračun. Donošenjem ove izmjene proračuna br. 2 smanjio bi se udio doprinosa BND-a država članica proračunu EU-a za 1,005 milijuna EUR i time djelomično nadomjestio njihov doprinos izmjeni proračuna br. 3 (3 170 milijuna EUR potrebnih dodatnih vlastitih sredstava).

Stoga ističem potrebu provedbe postupka usvajanja nacrt izmjene proračuna br. 2 usporedno s pregovorima o nacrtu izmjene proračuna br. 3 koji se odnosi na mobilizaciju dodatnih odobrenih sredstava za plaćanje, te nacrtu izmjene proračuna br. 4 koji se odnosi na preispitivanje procjena tradicionalnih vlastitih sredstava, druge prihode i konačno utvrđivanje nekih kazni omogućujući tako dodatnih 2 059 milijuna EUR vlastitih sredstava koja bi mogla dodatno smanjiti potrebe za dodatnim odobrenim sredstvima iz nacrt izmjene proračuna br. 3. Držim važnim održati političku i postupovnu vezu između nacrt izmjene proračuna br. 2, 3 i 4, i temeljem toga podržavam ovo izvješće.

Catherine Stihler (S&D), *in writing.* - I supported this as there are no additional costs for Member States.

Dubravka Šuica (PPE), *napisan.* - Podržavam izmjenu proračuna br. 2/2014 Europske unije za financijsku godinu 2014., Dio III. – Komisija (12300/2014 — C8 - 0160/2014 – 2014/2035(BUD)). Smatram kako su izmjene napravljene u nacrtu proračuna br. 2/2014 kvalitetne, te kako će unos iznosa od 1,005 milijuna eura kao viška iz financijske godine 2013. u proračun za 2014. godinu pomoći u pojedinim financijskim sektorima unutar Europske unije.

Na prihodovnoj strani povećanje uglavnom proizlazi iz kazni te zatezних kamata, što znači ukoliko to pridodamo budžetu za 2014., smanjit će se doprinos koji moraju plaćati same države članice Europske unije. Olakšanjem plaćanja doprinosa, države članice će moći ta sredstva iskoristiti kako bi poboljšale tržišne i gospodarske uvjete u svojim zemljama. A samim time, Europska unija će također napredovati u pozitivnome smjeru. Unaprijeđenje kvalitete života svakog građanina unutar zemalja Europske unije jest ono čemu treba težiti, a izmjena ovog proračuna je još jedan korak u tome smjeru.

Eleftherios Synadinos (NI), *γραπτός.* - Καταψηφίζω το συγκεκριμένο σχέδιο διότι η μεταφορά του πλεονάσματος του έτους 2013 στον προϋπολογισμό του 2014, δεν πραγματοποιείται σε στοχευμένους τομείς όπου υπάρχουν πραγματικές ανάγκες και θα βοηθήσουν τα Κράτη-Μέλη της Ευρωπαϊκής Ένωσης, αλλά ως αποθεματικό για ανάγκες πρόσθετων πληρωμών το οποίο σημαίνει ότι τα εν λόγω χρήματα θα τα διαχειριστούν επ' ωφελεία τους οι έχοντες την εξουσία.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit.* — Étant donné la pression très importante sur les paiements 2014 et la consolidation demandée par la Commission dans le PBR n° 3/2014, il est proposé d'affecter l'excédent de l'année 2013 au financement d'une nouvelle ligne budgétaire, numérotée 40 04 01, intitulée «Réserve pour besoins supplémentaires de paiements» et figurant dans le volet dépenses du budget, plutôt que de réduire les ressources propres fondées sur le RNB. Si le PBR n° 3/2014 est adopté par le Conseil sans modification, cet amendement sera retiré.

Isabelle Thomas (S&D), *par écrit.* – Je veux dénoncer l'insincérité des États européens qui, en novembre dernier, acceptent, dans le dialogue avec le Parlement, la création d'une réserve pour imprévu dans le cadre financier 2014-2020. Et, aujourd'hui le Conseil refuse de l'appliquer. Il nous propose plutôt de faire de la cavalerie budgétaire et nous demande de laisser les porteurs de projets et les collectivités locales assumer le poids de leur incurie. Sans ces éléments de flexibilité, le Conseil n'aurait pas eu d'accord. Et aujourd'hui le Conseil le piétine, en même temps que notre assemblée. Chacun sait que l'Union a besoin d'une relance pour la croissance et l'emploi. Chacun sait qu'elle ne se fera pas sans argent frais. Alors que le Conseil sort de sa schizophrénie. Qu'il respectent les citoyens européens. Qu'il commence par payer ses dettes et tenir ses engagements.

Środa, 22 października 2014 r.

Ruža Tomašić (ECR), *napisan.* - Glasovala sam protiv prijedloga rezolucije Europskoga parlamenta o stajalištu Vijeća o nacrtu izmjene proračuna br. 2/2014 Europske unije za financijsku godinu 2014., dio III. – Komisija, jer izvjestitelj umjesto smanjenja doprinosa BDP-a država članica predlaže da se ostvarenim viškom od 1,005 milijuna EUR nadomjesti doprinos država članica izmjeni proračuna br. 3., te zbog toga predlaže da se postupak usvajanja nacrta izmjene proračuna br. 2 provede usporedno s pregovorima o nacrtu izmjene proračuna br. 3, koji se odnosi na mobilizaciju dodatnih odobrenih sredstava za plaćanje te nacrtu izmjene proračuna br. 4 koji se odnosi na preispitivanje procjena tradicionalnih vlastitih sredstava, druge prihode i konačno utvrđivanje nekih kazni.

Smatram da je ovakva preporuka neprihvatljiva jer predstavlja kršenje Financijske uredbe i njezina članka 18. stavka 1. prema kojemu se „saldo svake proračunske godine upiše u proračun sljedeće proračunske godine kao prihod u slučaju viška ili kao sredstva za plaćanje u slučaju gubitka.”

Ángela Vallina (GUE/NGL), *por escrito.* - El proyecto de presupuesto rectificativo 2/2014 tiene la intención de inscribir en el presupuesto 2014 un excedente del presupuesto 2013, con valor de 1005 millones de euros de diferencias positivas resultantes de la ejecución del mismo: 276 millones derivados de la subejecución y 42 millones de variaciones cambiantes negativas. Como estoy de acuerdo con el principio de transferencia de los excedentes de un ejercicio al siguiente, he votado a favor.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito.* - O projeto de orçamento retificativo n.º 2/2014 visa inscrever no orçamento de 2014 um excedente do exercício de 2013, no valor de 1005 milhões de euros, que resulta fundamentalmente de um excedente constituído por 771 milhões de euros de diferenças positivas resultantes da execução da receita, 276 milhões de euros de subexecução da despesa e 42 milhões de euros de variações cambiais negativas.

Lamentamos que este excedente orçamental sirva para reduzir a proporção da contribuição baseada no RNB dos Estados-Membros para o orçamento da UE, em vez de constituir uma receita extraordinária que tanta falta faz num momento em que se acumulam dívidas resultantes de despesa autorizada pela UE.

Beatrix von Storch (ECR), *schriftlich.* - Der Entwurf des Berichtigungshaushaltsplans ist buchhaltungstechnischer Hokusfokus und mit Artikel 18 Absatz 1 der EU-Haushaltsordnung, die dieses Parlament selbst verabschiedet hat, nicht vereinbar. Die EU-Haushaltsordnung sieht vor, dass Überschüsse auf der Habenseite im folgenden Haushaltsjahr verbucht werden müssen. Entsprechend sollten die Zahlungen der Mitgliedstaaten an die EU sinken. Das ist nun jedoch nicht möglich. Denn anstatt die Haushaltsordnung einzuhalten, schafft das EP regelwidrig eine neue Reserve-Haushaltsslinie für einen Mehrbedarf an Mitteln für Zahlungen – eine Kriegskasse für schlechte Zeiten – anstatt die BNE-Eigenmittel zu senken. Nach Artikel 18 Absatz 1 der Haushaltsordnung ist der Saldo eines jeden Haushaltsjahrs – je nachdem, ob es sich um einen Überschuss oder einen Fehlbetrag handelt – im Wege eines Berichtigungshaushaltsplans als Einnahme oder als Ausgabe in den Haushaltsplan des folgenden Haushaltsjahres einzustellen. Diese Regelung wird hier offensichtlich umgangen, und deswegen stimme ich gegen den Berichtigungshaushaltsplan.

5.3. Projekt budżetu ogólnego Unii Europejskiej na rok budżetowy 2015

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

Martina Anderson (GUE/NGL). - Mr President, whilst the budget is not ideal, I voted in favour of amendment 906 supporting the peace process and financial assistance for Palestine and for UNRWA. As the people of Gaza are emerging from the most recent onslaught, their needs are greater than ever and UNRWA needs financial support to carry out its work.

Środa, 22 października 2014 r.

UNRWA is dealing with thousands of families who are homeless and without livelihood. Even those with homes find themselves in neighbourhoods where water, sewage and electricity systems are demolished. The future of Gaza must not be defined by the instability and poverty imposed by the blockade. The international community will need to move forward and do more, to make sure that it is doing more than just humanitarian action and to address the underlying causes of the crisis, hence ending Israel's occupation in Palestine. As we wait for that to happen, UNRWA is playing a leading role in addressing the devastation caused by the recent conflict and the pervasive effect of the Israeli-imposed blockade. UNRWA is seeking USD 1.6 billion for emergency relief, early recovery and reconstruction priorities in the Gaza Strip, and hence the EU must increase UNRWA's budget.

Anne Sander (PPE). - Monsieur le Président, chers collègues, j'ai voté en faveur de cette résolution sur le budget 2015 car l'Europe doit avoir les moyens de son action en faveur de la croissance et de l'emploi. Cependant, je m'oppose fermement au paragraphe qui concerne une soi-disant feuille de route pour un siège unique du Parlement. Derrière cette formulation se cache une attaque ciblée contre Strasbourg. Or, une telle attaque est juridiquement fautive et politiquement inacceptable.

Dois-je, une fois encore, rappeler qu'il existe déjà un seul et unique siège? C'est Strasbourg!

Alors, oui, Monsieur le Président, je suis pour un siège unique mais pour le siège unique de Strasbourg!

Peter Jahr (PPE). - Herr Präsident! Ich möchte das Hohe Haus im Rahmen der Haushaltsberatungen auf ein technisches Problem im Bereich Landwirtschaft bzw. Agrarpolitik aufmerksam machen. Wir haben ja zurzeit in der Landwirtschaft durch die Reaktion auf die europäische Embargopolitik seitens Russlands eine Absatzkrise zu verzeichnen. Wir haben einen Preisverfall bei Obst und Gemüse, mittlerweile bei Milchprodukten, und im Schweinebereich deutet sich Ähnliches an.

Ich möchte darauf aufmerksam machen, dass wir natürlich die Krise bewältigen wollen. Wir werden die Landwirte unterstützen. Wir haben da auch einen Krisenfonds, das ist auch richtig, aber wir werden dafür auch einen Teil der sogenannten Geldrückflussmittel einsetzen müssen. Das ist noch nicht gegeben. Da gibt es noch heftige Diskussionen. Wir werden aber gemeinsam, so hoffe ich zumindest, mit dem Ausschuss für Landwirtschaft und dem Haushaltsausschuss und der Kommission für dieses Problem auch eine Lösung finden.

Daniel Hannan (ECR). - Mr President, here is a really extraordinary statistic. Over the past four years the United Kingdom has created more jobs than the other 27 members of the European Union combined. There are various ingredients that went into that formula.

There were changes to the welfare system, there was the removal of a number of low-paid workers from income tax altogether, but one of the things that did not go into it was trying to create jobs by spending money, as this budget proposes. Even if you or I were directly to say 'I am going to create a job by employing someone in my office', I think we both understand that this would be taking more money out of the private sector than goes into the job. There is always a net loss, which is why the European Union is falling behind, why we are on the only continent on the planet that is not growing.

One specific point in my remaining time on this budget: it is impossible on the amendment to do with subsidising fighting bulls to distinguish between the ones that might be raised for the plaza and the ones which are not, because almost all of the *camada brava* end up in the food chain anyway. This was therefore a declamatory, rather than practical, amendment. It would have had absolutely no impact, and if you are against subsidising fighting bulls the only solution is to withdraw from the common agricultural policy.

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

Jonathan Arnott (EFDD), in writing. - Many amendments to the budget were proposed, both by the EFDD Group and some of the other political groups, which would have saved substantial amounts of money for taxpayers.

Środa, 22 października 2014 r.

These amendments were voted down time and time again, and even the request to stop EU subsidies for bullfighting did not achieve a qualified majority. The European Union has failed once again to put its own house in order, failed to take a lead with cuts, and failed to show that it understands that taxpayers' cash belongs to them not to the European Union.

Dominique Bilde (NI), *par écrit*. – Ce projet de budget général pour 2015 révèle toute l'hypocrisie de l'Union européenne. D'un côté, elle demande à des Etats comme la France de revoir son budget pour cause de déficit excessif; de l'autre, elle est confrontée à des retards de paiements récurrents qui atteignent des niveaux impressionnants: près de 30 milliards d'euros de factures impayées fin 2014!

Face à cette situation et à l'impossibilité de réclamer toujours plus de crédits des Etats membres déjà fortement endettés et touchés par la crise économique, l'Union européenne n'aura bientôt plus d'autres choix que de ressortir des tiroirs son idée d'un impôt européen. Qu'il s'agisse de Juncker ou de Barroso, du PPE ou du PSE, les mêmes politiques ultralibérales et technocratiques seront appliquées.

Je me suis donc prononcée contre ce budget général qui s'inscrit dans de trop nombreuses années de confiscation de la souveraineté des Etats-nations.

Mara Bizzotto (NI), *per iscritto*. - Dopo aver addossato la colpa della crisi agli Stati Membri, dopo aver imposto misure di austerità costate lacrime e sangue ai propri cittadini, l'Europa presenta oggi i suoi conti. Davanti a 25 milioni di europei disoccupati e a 3 milioni di italiani che pur avendo un lavoro vivono di stenti, senza potersi permettere un pasto decente o un tetto sulla testa, l'Europa chiede più soldi. In un momento in cui i cittadini hanno bisogno di sostegno e servizi e le imprese cercano nuovi fondi per promuovere la loro competitività, l'UE dovrebbe essere la prima a dare il buon esempio. La totale mancanza di volontà di operare tagli per l'efficientamento della spesa mi ha quindi convinto a votare contro il testo.

Malin Björk (GUE/NGL), *skriftlig*. - Jag har röstat nej till budgeten.

Budgeten är alltför stor och omfattande. Det borde ske omfattande nedskärningar.

Jordbrukspolitiken är bara ett exempel. Den resulterar i överproduktion och negativa effekter för miljön, klimatet och djurhållningen. Ett annat exempel är de oöverskådliga regional- och strukturfonderna där det pågår omfattande bedrägerier, vilket kommissionen själv bekräftar.

Jag motsätter mig satsningarna på Frontex, som innebär fortsatt byggande av Fästning Europa, vilket tvingar människor på flykt från krig och förtryck att riskera sina liv för att ta sig till en fristad. Detta och initiativ för ökad militarisering av EU är helt fel väg för en union som hävdar att den försvarar mänskliga rättigheter och är ett fredsprojekt.

Principiellt anser jag det också fel att EU-parlamentet har makt över budgeten. Medlemsländerna som betalar EU:s budget borde ha full beslutanderätt över unionens utgifter. Det är mer demokratiskt att medlemsländernas regeringar, och de nationella parlamenten, beslutar över långtidsbudgeten. Det är skattebetalarna i medlemsländerna som betalar och därför är det deras direkt folkvalda i respektive land som ska ha makten.

Detta är några av de skäl som gör att jag väljer att rösta nej till budgeten.

Steve Briois (NI), *par écrit*. — J'ai voté pour l'amendement 232 présenté par Monsieur le député Bas Eickhout, qui demande la suppression des aides directes de la PAC à destination des élevages de taureaux destinés à la corrida. En effet, alors que des milliers de petits éleveurs ne sont pas suffisamment soutenus par les fonds de la PAC, ceux-ci ne doivent pas être attribués à des élevages destinés à la tauromachie.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. - Nel progetto di bilancio per l'esercizio 2015 si mantiene una tendenza ad aumentare le spese e gli impegni di pagamento.

Środa, 22 października 2014 r.

Il contributo degli Stati al funzionamento delle istituzioni è un flusso di denaro che si dovrebbe utilizzare secondo criteri rigorosi di necessità, soprattutto in tempi di grave crisi strutturale in tutto il continente. Tuttavia possiamo constatare come non solo le spese amministrative sono in crescita, ma sono in aumento anche i contributi alle fondazioni politiche e ai partiti europei, mentre i contribuenti delle nazioni che hanno dato vita alle istituzioni stesse sono privati di una sicurezza economica che dovrebbe discendere proprio da una azione capillare di queste ultime.

Caterina Chinnici (S&D), *per iscritto*. - (Emendamenti 553-554-555-556-557)

Il tema dei costi della politica – che si ricollega a quello, più ampio, dei costi della democrazia – è un tema delicato e complesso, in riferimento al quale, soprattutto in tempi di crisi economica, non mancano polemiche e, qualche volta, strumentalizzazioni.

Ciò premesso, credo che, essendo ufficialmente chiamati a prendere posizione, come parlamentari, su aspetti relativi al nostro trattamento economico, sia opportuno – proprio perché la decisione tocca direttamente «le nostre tasche» (e, indirettamente, quelle di tutti i cittadini) – accantonare non solo i propri interessi privati, ma anche ogni possibile riserva di principio sui «dettagli» e sulle eventuali finalità contingenti delle singole iniziative, e mantenere invece una posizione netta e trasparente.

Non per assecondare spinte populistiche, «antipolitiche» o antieuropee, ma semplicemente perché – di fronte alla possibilità di scegliere tra il mantenere il trattamento attuale e lo sfruttare invece un certo margine di riduzione che esso consente (senza intaccare la funzionalità, il decoro e la dignità della nostra Istituzione) per liberare risorse destinabili ad altre più pressanti esigenze, in primis la lotta alla disoccupazione e alla criminalità – coscienza e ragione inducono, a mio avviso, a preferire la seconda opzione. Per ragioni squisitamente «oggettive», prima che simboliche.

Perciò ho votato a favore.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. - Ho votato a favore del progetto di bilancio generale dell'Unione Europea per il 2015, ma sono piuttosto critico su due voci: i fondi per le calamità naturali e la riserva per le crisi in agricoltura. Io mi auguro che i fondi per le zone colpite da alluvioni nelle ultime settimane siano chiesti per tempo e stanziati al più presto, ma trovo che al di là delle competenze si debba anche instaurare un meccanismo di solidarietà che porti ad incrementare le dotazioni. Per quanto riguarda la riserva per le crisi agricole, vorrei che le nostre aziende che ci rimettono a causa dell'embargo russo siano risarcite con dei fondi messi a disposizione da quelle stesse autorità che hanno scatenato l'embargo come reazione. La mia attenzione su questi temi resta alta.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. - Votei a favor do projeto de orçamento geral da União Europeia para o exercício de 2015, embora critique a exiguidade dos meios financeiros colocados ao serviço da União Europeia.

Num momento em que reclamamos mais investimento, relançamento da economia e criação de emprego, precisamos de mais Europa e não de menos Europa.

Um orçamento que não chega a 1 % do RNB é um orçamento insuficiente. Sobretudo se tivermos em conta que 94 % do orçamento da União (retiradas as despesas administrativas) são verbas que regressam aos Estados-Membros para ajudar ao investimento público e privado.

A contabilidade básica e interesseira dos chamados contribuintes líquidos convoca-nos a repensar com urgência o sistema de recursos próprios da UE que não esteja na sua grande maioria dependente de pagamentos dos Estados-Membros.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. – I voted in favour of the resolution as a whole. In so doing, however, I voted in favour of an amendment that prohibits the use of EU funds to finance lethal bullfighting; and I abstained on an amendment that proposes a roadmap towards the EP having one seat, since I believe that before we conclude whether there is to be one seat or not other measures could be considered to establish that political, historical and economic balance that the seat in Strasbourg seeks to provide.

Środa, 22 października 2014 r.

Javier Couso Permy (GUE/NGL), *por escrito*. - He votado en contra del presupuesto de la UE para el año 2015 porque una vez más es el presupuesto del austericidio y la pobreza. Son unos presupuestos hechos de espaldas a la realidad de emergencia social que están viviendo las clases populares en todos los países de la UE. Este presupuesto sigue en la lógica neoliberal de los memorándums, de los recortes, de las privatizaciones de lo público y siguen sin ser unos presupuestos para la creación de empleo y de condiciones dignas de vida para los ciudadanos y las ciudadanas de la UE.

Andrea Cozzolino (S&D), *per iscritto*. - Siamo, ancora una volta, di fronte a scelte del Consiglio che, in barba a tutte le considerazioni di natura economica e sociale, e in omaggio a mere valutazioni contabili, attua indiscriminati tagli alla proposta della Commissione che, di per se, rappresentava il minimo indispensabile per consentire di conseguire, per quanto parzialmente, gli obiettivi dell'Unione. È nostro dovere di parlamentari, rappresentanti eletti direttamente dai cittadini europei, rimarcare con forza che senza quegli obiettivi l'Unione stessa non può esistere, trasformandosi in una compagine monetaria - più o meno a due velocità - priva di anima e di valore aggiunto, che allontana i cittadini e che li spinge sempre più verso forme di eurosceicismo che degenerano in «eurorigetto». Oltre al rischio di vedere crescere ancora il livello dell'impagato, considerato lo scarto tra impegni e pagamenti; preoccupa molto che per la rubrica 1b il Consiglio non abbia adeguatamente tenuto conto che essendo alla fine della programmazione 2007-2013, nel 2015 si avrà una impennata delle richieste di pagamenti. La carenza di stanziamenti mette a rischio la sopravvivenza di centinaia di aziende Europee, e con essa quelle di migliaia di lavoratori. Come S&D è questa l'austerità che non vogliamo e contro cui continueremo a combattere.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. - In this complex vote I supported the move to restore the Commission's draft budget (thus rejecting the linear cuts to the administrative expenditure for the institutions made by the Council), with some adjustments to take into account specific needs of the institutions.

Viorica Dăncilă (S&D), *în scris*. - Regret faptul că reducerile propuse de Consiliu în legătură cu anumite linii destinate cheltuielilor administrative și de sprijin prin care se acordă finanțare punerii în aplicare a unor programe esențiale ale Uniunii ar putea fi în detrimentul lansării cu succes a noilor programe și care prezintă un risc major de a împiedica punerea în aplicare a politicilor Uniunii.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. — Bien conscient des défis auxquels le secteur du sucre doit faire face, j'ai fortement défendu ce dernier, en particulier lors des négociations sur l'organisation commune des marchés dont j'étais rapporteur dans le cadre de la réforme de la PAC, où j'ai pu obtenir un report de la date de fin des quotas. Cependant, dans le contexte budgétaire que nous connaissons, en particulier au vu des besoins urgents de financement des aides en lien avec l'embargo russe, il me paraît important d'avoir une discussion plus poussée en commission Agriculture afin de travailler aux meilleurs moyens d'accompagner le secteur du sucre dans le contexte de la fin des quotas.

Angélique Delahaye (PPE), *par écrit*. — Bien qu'ayant voté pour la résolution sur le budget 2015 dans son ensemble afin de soutenir la croissance et l'emploi en Europe, je me suis opposée au paragraphe proposant un siège unique. En effet, il est stipulé dans les textes européens que le Parlement européen a un et un seul siège Strasbourg, ce paragraphe est donc juridiquement faux et n'a pour vocation que d'attaquer Strasbourg. Si certains souhaitent remettre en cause les sièges des institutions, alors nous devons tout mettre sur la table: l'ensemble des institutions et agences à travers l'Union européenne.

Mark Demesmaeker (ECR), *schriftelijk*. - De budgettaire uitdagingen zijn immens. De N-VA pleit voor een gezond budgettair kader dat geen schulden doorschuift en in de eerste plaats inzet op concurrentievermogen, groei en banen.

Daartoe wordt van iedereen een inspanning gevraagd. Niet alleen de lidstaten maar ook de EU zelf moet de tering naar de nering zetten. In die zin steunt de N-VA het standpunt van de Raad over de begroting voor 2015.

Ook de EU-instellingen kunnen concrete maatregelen nemen. Zo ondersteunt de N-VA het verzoek om één zetel voor het Europees Parlement en het versterken van transparantie, controle en verantwoordingsplicht bij de administratieve onkostenvergoeding voor leden van het Europees Parlement.

Środa, 22 października 2014 r.

Ook de heroriëntering van initiatieven die hun doel niet bereiken (zoals EuroparlTV) of die strikt genomen niet tot het takenpakket van het Parlement behoren (risico op duplicatie, Huis van de Europese geschiedenis), moet bespreekbaar zijn.

Een meerderheid in het Europees Parlement pleit er echter voor om vast te houden aan de voorstellen van de Europese Commissie en soms nog verder te gaan. Hoewel wij begrip hebben voor aangegeven verbintenissen, houden wij vast aan een strikte Europese begroting die binnen de afgesproken marges blijft. Al deze overwegingen hebben geleid tot onze keuze voor een onthouding.

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. - A União Europeia tem obrigatoriamente de dispor de um orçamento credível, solidário e que contribua para o crescimento e o emprego. Os Tratados, os regulamentos financeiros, a estratégia da União Europeia 2020 e o quadro financeiro plurianual 2014-2020 têm de ser respeitados. É um compromisso entre as instituições, mas é também um compromisso com os cidadãos. A estratégia Europa 2020, que guia o quadro financeiro plurianual, deve ver os seus objetivos atingidos mas, para isso, impõe-se que asseguremos os meios necessários para que esses mesmos objetivos sejam atingidos. Os meios têm de estar à altura da ambição.

Por isso, para o orçamento da EU para 2015, os cortes propostos pelo Conselho em mais de 500 milhões nas autorizações e 2 100 milhões nos pagamentos são inaceitáveis. Defendo o reforço dos programas a favor das PME, da juventude, da investigação e inovação, assim como do programa de apoio aos mais desfavorecidos. A solidariedade externa é outra preocupação, que sustenta os aumentos que o Parlamento propõe para a ajuda humanitária, no apoio aos refugiados e na política de vizinhança.

Exige-se que o quadro financeiro plurianual, os seus programas, fundos e prioridades entrem rapidamente em execução.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. - Apresentámos mais de meia centena de alterações ao projeto de orçamento da UE para 2015, num trabalho que se iniciou em meados de Abril, com a elaboração de projetos-piloto. Em reação à proposta inicial da Comissão Europeia, propusemos um conjunto considerável de alterações a serem incluídas nos pareceres das comissões parlamentares.

Destacamos a aprovação de três projetos-piloto sobre: 1. medidas de apoio ao comércio tradicional, 2. apoio à pesca de pequena escala e 3. apoio ao estudo das consequências da redução das prestações sociais no aumento da pobreza e nas desigualdades entre homens e mulheres.

Além destes, o conjunto de propostas que avançámos cobre diversas áreas, com especial incidência nas sociais e económicas (em defesa da produção nacional) e ambientais. Entre muitas outras: defesa dos serviços públicos; reforço de montantes para a Iniciativa para o Emprego dos Jovens; apoio às micro, pequenas e médias empresas; promoção da igualdade entre homens e mulheres; reforço de verbas para a prevenção de catástrofes naturais; aumento das dotações para o Programa LIFE e a Rede Natura 2000; aumento das dotações para a I&D; defesa do ensino público; reforço dos regimes de distribuição de frutas e leite nas escolas; aumento de verbas para a Cultura; defesa do princípio do multilinguismo nas instituições europeias.

Lampros Fountoulis (NI), *γραφιώς*. - Καταψηφίζω το σχέδιο γενικού προϋπολογισμού της Ευρωπαϊκής Ένωσης, οικονομικό έτος 2015, διότι μετατοπίζει το κέντρο βάρους της περισσότερο προς τους αριθμούς και την εξουσία παρά προς τους ίδιους τους πολίτες.

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), *in writing*. - I supported this report because I believe that all cuts introduced by the Council should be restored and it proposes using all the flexibility instruments of the Multiannual Financial Framework in the 2015 budget, leading to an additional amount of more than EUR 4 billion in payments in order to effectively address the situation. We need to promote growth and jobs with a credible and solidary budget that strengthens scientific research, Erasmus+, the CEF and SMEs. It therefore does not accept the Council's position, presenting cuts and deepening the payments problem.

Środa, 22 października 2014 r.

Julie Girling (ECR), in writing. - I do not believe that EU funds should be used to subsidise the farming of bulls used in bullfights. Taxpayers' money should not be used to fund any practice which causes animals unnecessary pain, suffering or distress. Given the UK Conservative delegation's opposition to coupled payments under the CAP, it is imperative that these animals are identifiable in order to stop any payments of this kind. For this reason I supported Amendment 12 of the vote on the resolution and Amendment 232 of the vote on the budget lines. Animals used for lethal bullfighting activities should not be eligible to receive any direct CAP appropriations nor any other appropriations from the budget.

Tania González Peñas (GUE/NGL), por escrito. - La delegación de PODEMOS en el Parlamento Europeo se ha abstenido puesto que señalamos nuestra plena disconformidad con el presupuesto definido desde su origen por parte de la Comisión Europea en su borrador. Más aún con los recortes adicionales propuestos por el Consejo y la falta de consideración de acuerdos básicos en la elaboración presupuestaria y multianual, insistiendo en su obsesión por una austeridad que pone en riesgo el funcionamiento elemental de programas importantes y que sigue apostando por abandonar la iniciativa pública para rescatar a la sociedad europea. La posición del Parlamento Europeo tan solo restaura el nivel de gasto, observamos que no procura ir más allá de aceptar su congelación y pérdida de peso en la economía europea, que su principal preocupación son los retrasos y dificultades de pago de facturas vencidas, y que no ha tenido la audacia de plantear un presupuesto más ambicioso.

Pablo Iglesias (GUE/NGL), por escrito. - La delegación de PODEMOS en el Parlamento Europeo se ha abstenido puesto que señalamos nuestra plena disconformidad con el presupuesto definido desde su origen por parte de la Comisión Europea en su borrador. Más aún con los recortes adicionales propuestos por el Consejo y la falta de consideración de acuerdos básicos en la elaboración presupuestaria y multianual, insistiendo en su obsesión por una austeridad que pone en riesgo el funcionamiento elemental de programas importantes y que sigue apostando por abandonar la iniciativa pública para rescatar a la sociedad europea. La posición del Parlamento Europeo tan solo restaura el nivel de gasto, observamos que no procura ir más allá de aceptar su congelación y pérdida de peso en la economía europea, que su principal preocupación son los retrasos y dificultades de pago de facturas vencidas, y que no ha tenido la audacia de plantear un presupuesto más ambicioso.

Ivan Jakovčić (ALDE), napisan. - Glasao sam za nacrt amandmana nacrtu općeg proračuna za 2015., jer isti predstavljaju uravnotežen i usklađen pristup dijelovima proračuna, o kojima je riječ, za 2015. godinu. Amandmani su usmjereni ka dodatnom osnaživanju i definiranju prihoda i rashoda Europske unije, a potrebno je uzeti u obzir učinke svjetske ekonomske krize koja je snažno utjecala na rast i ulaganja EU-a te tako doprinijela i definiranju proračuna za narednu godinu.

Marc Joulaud (PPE), par écrit. — Nous nous sommes employés à rétablir un budget raisonnable et mesuré afin de participer à l'innovation, la croissance et la justice sociale. En particulier nous nous sommes engagés pour que soient préservés des crédits conséquents et appropriés pour la création d'emplois des PME, les bourses d'études Erasmus, la recherche scientifique et l'aide alimentaire aux plus démunis.

Philippe Juvin (PPE), par écrit. — Afin que l'UE puisse honorer ses engagements et d'éviter une cessation de paiement pour plusieurs programmes européens, le Parlement demandé à renoncer à des coupes de 2 milliards dans le projet de budget 2015. Je me félicite qu'à l'occasion de ce vote, le PPE ait fait majorer les crédits en faveur de la création d'emplois des PME (+ 26,5 millions d'euros), des bourses d'études Erasmus (+ 24 millions d'euros), de la recherche scientifique (+ 90 millions d'euros) et de l'aide alimentaire aux plus démunis (+ 16,7 millions d'euros).

Afzal Khan (S&D), in writing. - I voted against a number of measures which would have seen the overall EU budget increase and against proposed rises in agricultural subsidies, including bullfighting subsidies, and administration. I voted instead to focus the EU budget more heavily upon investment for growth and jobs, and voted for regional funding that goes directly to communities that are best able to determine how to deliver for people locally. I want to see a real budget reform in the EU, with areas that do not bring any real benefits to our constituents cut.

Patrick Le Hyaric (GUE/NGL), par écrit. — Le budget européen 2015 intériorise les coupes progressives du cadre pluriannuel du budget européen qui doit réduire les fonds européens de 10%. C'est pourtant un budget européen en expansion qui devrait être adopté en ces temps de crise pour assurer la solidarité européenne avec les pays et territoires en difficultés, ainsi que pour relancer l'activité économique par un investissement ambitieux dans les infrastructures et le capital humain de l'Union européenne. J'ajoute qu'en contrepartie de l'acceptation de ce cadre pluriannuel d'austérité, il avait été promis au Parlement d'avancer la réflexion sur les ressources propres, or celle-ci n'a toujours pas été entamée.

Środa, 22 października 2014 r.

Toutefois les modifications faites par le Parlement à la proposition du Conseil apportent quelques améliorations. À commencer par la tentative pour résorber l'accumulation des factures impayées: il est impensable qu'un budget européen en contraction ait en plus à couvrir les impayés du précédent cadre budgétaire.

C'est pourquoi j'ai soutenu les modifications faites à la proposition de budget 2015 par le Parlement.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), por escrito. - He votado en contra del presupuesto de la UE para el año 2015 porque una vez más es el presupuesto del austericidio y la pobreza. Son unos presupuestos hechos de espaldas a la realidad de emergencia social que están viviendo las clases populares en todos los países de la UE. Este presupuesto sigue en la lógica neoliberal de los memorándums, de los recortes, de las privatizaciones de lo público y siguen sin ser unos presupuestos para la creación de empleo y de condiciones dignas de vida para los y las ciudadanos y ciudadanas de la UE.

Andrejs Mamikins (S&D), rakstiski. - Es atbalstīju šo lēmumu nobalsojot "par", jo EP vairākumam izdevās atbrīvoties no EFDD politiskās grupas populisma un viņu piedāvājumiem nogriezt vairākus punktus, tādējādi itkā taupot ES līdzekļus. Nekāda reāla piedāvājuma aiz tā nebija. Budžets kopumā ir sabalansēts un labs.

David Martin (S&D), in writing. - I could not support the draft budget for 2015 because it proposes an increase in the budget beyond inflation.

Nuno Melo (PPE), por escrito. - Concordo com o documento aqui aprovado, hoje, em que o parlamento reitera a sua posição sobre o orçamento da UE para o próximo ano. Temos que ser firmes na rejeição dos cortes feitos pelo Conselho ao projeto de orçamento.

Temos que encontrar soluções para aumentar as dotações em áreas tão importantes como o crescimento, o emprego, a investigação, a educação e a ajuda humanitária. Concordo também que se adicionem quatro mil milhões de euros para evitar falhas graves nos pagamentos a autoridades locais, PME e outros beneficiários dos fundos europeus. Este novo orçamento tem que servir para ajudar a UE a reencontrar o caminho do crescimento e do desenvolvimento.

Alterei a minha intenção de voto à alteração 12, do eurodeputado Bas Eickhout, votando contra, por considerar que se deve respeitar a nossa herança cultural e pela importância da manutenção de raças bovinas únicas, entre as quais os toiros bravos.

Esta alteração traduz aquilo que considero ser o estrito cumprimento da lei.

Roberta Metsola (PPE), in writing. - I have voted in favour of this report because it focuses on reinforcing those programmes that are at the heart of the Europe 2020 strategy that aim to foster growth, employment and competitiveness (namely Horizon 2020, COSME, Erasmus+, the Digital Agenda, Progress and the Social Agenda, including EURES and the Microfinance Facility). This will enable the EU to further contribute to a more innovative and prosperous economy throughout the Union.

Marlene Mizzi (S&D), in writing. - I fully support the budget of the European Union for 2015, as we successfully managed to negotiate a package deal agreeing on targeted increases above Commission's 2015 Draft Budget, especially for initiatives that will boost competitiveness, growth and jobs and will support initiatives in favour of reinforcements for asylum, migration and security. I also voted in favour of any amendments forbidding the use of any funds for breeders of bulls reared for bullfighting. The EU funds should not be used to finance the exploitation of animals and their agony.

Bernard Monot (NI), par écrit. — Le vote du budget de 2015 a permis de constater à nouveau le montant exorbitant des engagements non financés, qui constituent une forme de dette pour l'Union.

Cumulés, ils représenteraient près de 30 milliards d'euros de factures impayées fin 2014 et environ 220 milliards d'euros d'autorisations d'engagement non couvertes par des crédits de paiement.

Dès lors, quelle est la légitimité de la Commission, qui engage ce mois-ci des procédures de sanction pour déficits excessifs contre la France et l'Italie, alors qu'elle accumule elle-même ces dettes?

Środa, 22 października 2014 r.

Quelle est la crédibilité de M. Juncker, qui annonce un programme pluriannuel d'investissements supplémentaires de 300 milliards d'euros, sans préciser comment il sera financé?

À terme, ce sont encore les États membres qui seront mis à contribution, à moins qu'un impôt européen, dont rêvent les dirigeants européens, ne trouve là sa justification.

Les élus du Front national ont voté contre le budget 2015, à l'exception de certains crédits comme ceux de la PAC, qu'ils ont approuvés, et des budgets affectés à la croissance et à l'innovation, pour lesquels ils se sont abstenus.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce projet de budget. Le projet, présenté par le Parlement européen reprend pour l'essentiel la proposition de la Commission européenne. Le conseil a, quant à lui, souhaité diminuer le budget européen pour l'année 2015. Alors que nous sommes au début d'une nouvelle programmation financière (2014-2020), nous devons disposer des fonds nécessaires pour honorer nos créances de la programmation précédente (2007-2013). Avec le budget voulu aujourd'hui par les États membres, nous allons mettre l'Union européenne dans une situation de dette alors même que les traités nous l'interdisent. Je suis pour le respect des traités et des engagements des États.

Cette diminution réclamée par les États membres n'est de plus pas justifiée puisqu'elle concerne l'ensemble des secteurs qui sont des leviers de croissance et d'emplois comme la recherche, la réindustrialisation et l'innovation. Je demande donc que le budget européen soit rétabli. En effet 95% du budget est un budget d'investissement et donc revient indirectement aux États et aux citoyens. Sur les 5% des frais de fonctionnement, toutes les institutions européennes ont pris des mesures d'économies afin de participer à l'effort européen. Par exemple, les institutions se sont engagées à diminuer la masse salariale d'ici à 2017.

Alessandra Moretti (S&D), *per iscritto*. - Voglio esprimere grande soddisfazione per il voto di oggi sul bilancio dell'Unione europea per il 2015 avente ad oggetto la posizione negoziale del Parlamento europeo in vista della conciliazione.

La relatrice socialista Eider Gardiazabal ha svolto un ottimo lavoro riuscendo a raggiungere un accordo con Popolari, ALDE e Verdi per ristabilire la proposta originaria della Commissione opponendosi ai tagli voluti dal Consiglio.

Guardiamo con particolare soddisfazione al fatto che l'accordo include il rafforzamento di alcune priorità politiche, centrali per il nostro gruppo, a sostegno di crescita, competitività, occupazione, il rafforzamento programma cultura, media, dell'agenzia Frontex e l'adozione di aumenti per ridurre l'impatto delle sanzioni russe sull'importazione di alcuni prodotti agricoli e dell'industria peschiera.

Dobbiamo renderci conto che oggi sono a rischio tutta una serie di programmi e iniziative regionali, il lavoro di molte ONG e programmi universitari quali l'Erasmus; è nostro dovere farci carico di questi problemi facendo tutto ciò che è in nostro potere perché questi continuino a essere finanziati.

Elisabeth Morin-Chartier (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de la résolution sur le budget 2015 car l'Union européenne doit avoir les moyens de mettre en œuvre toutes les politiques nécessaires pour favoriser la croissance et créer les emplois qui manquent terriblement à nos sociétés, notamment chez les jeunes et les femmes.

Cependant, je me suis fermement opposée au paragraphe qui concerne la feuille de route sur un soi-disant siège unique du Parlement européen, car se cache derrière cette formulation une attaque contre Strasbourg. D'autant plus que celle-ci est politiquement dangereuse et juridiquement fautive car les Traités le confirment, le Parlement européen n'a qu'un seul et unique siège: Strasbourg.

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. - Die Abstimmung betraf den Gesamthaushaltsplan der Europäischen Union für das Haushaltsjahr 2015. Der Haushalt ist dabei im Vergleich zum Vorjahr erneut angewachsen. Die zusätzlich benötigten Mittel werden mit einem weiter gestiegenen Aufwand begründet. Diese Begründung erscheint mir nicht ausreichend, da konkrete Zahlen größtenteils nicht vorgelegt werden. Da aufgrund des Subsidiaritätsgrundsatzes die österreichische Souveränität die Grundregel und eine europäische Regelung eine Ausnahme sein sollte, konnte ich außerdem einer Mittelauflage für die dezentralen Agenturen (Erwägung 6) nicht zustimmen. Diesbezüglich möchte ich vor allem auch auf die enormen Verwaltungskosten dieser Agenturen (bis zu 71 % des Gesamtbudgets) hinweisen.

Środa, 22 października 2014 r.

Daher habe ich dem Antrag nicht zugestimmt.

Aldo Patriciello (PPE), *per iscritto*. - Per la votazione del bilancio comunitario per il 2015, ho ritenuto opportuno attenermi alle posizioni del mio gruppo.

Marit Paulsen (ALDE), *skriflig*. - EU behöver en modern budget som svarar mot dagens verkliga behov och morgondagens stora utmaningar, såsom ungdomsarbetslöshet, flyktingströmmar och klimatförändring. Vi kan därför inte acceptera rådets generella hållning, vilken innebär nedskärningar i sådant som syftar att skapa jobb och tillväxt - såsom forskning och småföretagande - och i viktiga områden såsom humanitärt bistånd, katastrofhjälp samt stöd till länder i vårt östra partnerskap som Ukraina. Dessutom innebär rådets hållning, återigen, att man sviker sina egna åtaganden, något som är oetiskt och orättvist mot enskilda stödmottagare och projektägare över hela Europa. Givetvis finns det pengar att spara inom EU:s budget idag, men det bör ske mer strategiskt och målinriktat. Vi har därför röstat för de förslag som kräver ett stopp för stödet till t ex tobaksodling, tjuvfäktning och exportbidrag för levande djur. Även på andra områden finns det utrymme för nedskärningar. Som ett "förhandlingsbud" i den fortsatta processen valde vi dock - av ovan angivna skäl - att ställa oss bakom budgetutskottets förslag (vilket även t ex innefattar ett stöd till den romska minoriteten), även om omröstningsproceduren med s k "block" inte tillät oss att i detalj rösta emot allt som vi helst skulle ha velat.

Marit Paulsen, Cecilia Wikström och Fredrick Federley (ALDE)

Andrej Plenković (PPE), *napisan*. - Europa mora imati sredstva koja djeluju u korist rasta i zapošljavanja. Ovogodišnji proračun je usmjeren na jačanje onih programa koji su u središtu strategije Europa 2020., te čiji je cilj poticanje rasta, zapošljavanja i konkurentnosti - kao što su Obzor 2020., COSME, Erasmus +, Digitalni program, Progress i Socijalna agenda (uključujući EURES i Instrument za mikrofinanciranje). Ovi programi primjer su doprinosa Unije inovativnom i uspješnom gospodarstvu diljem Europe. Stoga sam podržao nacrt općeg proračuna Europske unije - financijska godina 2015.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. - Ho dato il mio voto favorevole sul progetto di Bilancio generale per l'esercizio 2015 che il Consiglio aveva approvato lo scorso mese perché, grazie all'intervento del Parlamento, si è riusciti ad aumentare gli stanziamenti di impegno a 146,3809 miliardi di euro e si è ottenuto un aumento degli stanziamenti di pagamento a 146,4165 miliardi di euro. Fra le richieste fatte dal Parlamento, mi sembra importante sottolineare la domanda di ulteriori stanziamenti per stimolare la crescita e l'occupazione, la possibilità di istituire più fondi per le piccole e medie imprese che vivono, a causa della crisi, gravi difficoltà, maggiori finanziamenti alla ricerca ed ai programmi di sviluppo nonché l'aumento di finanziamenti per rispettare gli obblighi internazionali. Per quanto riguarda la rubrica 3 del progetto di budget, mi felicito che il Parlamento abbia richiesto alla Commissione e al Consiglio di intensificare gli sforzi sia politici sia finanziari nei prossimi anni. Fanno parte di questa rubrica politiche essenziali dell'Unione europea, come le politiche di asilo ed immigrazione e della sicurezza interna.

Spero fermamente che verrà raggiunto un accordo con il Consiglio in tempi brevi, di modo che il bilancio possa essere approvato durante la prossima sessione plenaria di novembre.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. — Je suis heureux que l'amendement budgétaire appelant à supprimer les aides pour les élevages de taureaux de combat sur n'ait pas été retenu par mes collègues. Je suis fier de m'être très tôt mobilisé auprès des clubs taurins. Les Verts européens ont fait de la lutte contre la tauromachie une lubie. Mais je l'affirme: cet amendement ne respecte en aucune manière le principe de subsidiarité. Car oui, nos traditions régionales ne sont pas du ressort de l'Europe. Et je compte bien continuer mon combat pour que cela perdure.

Christine Revault D'Allonnes Bonnefoy (S&D), *par écrit*. — Le Parlement européen s'est exprimé sur le budget général 2015, envoyant ainsi un message aux autres institutions pour définir quelles doivent être les priorités politiques de l'Union européenne.

S'il est essentiel de faire preuve de sérieux budgétaire et de ne pas dilapider les ressources publiques, il n'est pas non plus envisageable de sacrifier les investissements nécessaires à la croissance et à l'emploi en Europe, et les députés européens restent vigilants pour maintenir un niveau de financements suffisants pour être efficaces.

Środa, 22 października 2014 r.

C'est la raison pour laquelle j'ai voté en faveur de l'amendement 472, qui porterait les fonds consacrés aux transports à 465 millions d'euros au lieu de 402, soit une hausse de 15%, ces fonds seraient spécifiquement destinés à supprimer les goulets d'étranglement, faciliter l'interopérabilité ferroviaire, achever les liaisons manquantes et améliorer le franchissement des frontières. En bref, cet argent permettrait de grandement améliorer la mobilité européenne, ce qui n'est pas un luxe pour un espace qui cherche à sortir durablement de la crise et à retrouver le chemin de l'emploi et de la prospérité!

La balle est maintenant dans le camp du Conseil, qui devra montrer s'il est prêt à s'orienter lui aussi vers un budget ambitieux.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D), *por escrito*. - He votado a favor de este proyecto de presupuesto para restablecer el proyecto de presupuesto de la Comisión en la mayoría de las áreas recortadas por el Consejo, rechazando la propuesta de este de recortar 522 millones de euros en compromisos y 2 100 en pagos.

Las políticas de austeridad han sido un fracaso, no han aportado más que sufrimiento y no solo no nos han sacado de la crisis, sino que nos están llevando al borde de una tercera recesión. La situación actual exige un cambio de rumbo de la política económica y el presupuesto europeo debe servir para activar las inversiones públicas complementando los presupuestos nacionales e impulsando el crecimiento y el empleo.

El proyecto de presupuesto del Consejo no refleja las necesidades y prioridades de la Unión. Por ello, he apoyado esta Resolución que exige incrementos para líneas presupuestarias clave para el crecimiento, la competitividad y el empleo como Horizonte 2020, Erasmus + o COSME, y apuesta por un presupuesto que luche contra las desigualdades y atienda a nuestros ciudadanos que más sufren, incrementando el Fondo de Ayuda Europea para los Más Necesitados, y por un presupuesto que no recorte en política de vecindad, cooperación al desarrollo y ayuda humanitaria.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. - He votado en contra del presupuesto de la UE para el año 2015 porque una vez más es el presupuesto del austericidio y la pobreza. Son unos presupuestos hechos de espaldas a la realidad de emergencia social que están viviendo las clases populares en todos los países de la UE. Este presupuesto sigue en la lógica neoliberal de los memorándums, de los recortes, de las privatizaciones de lo público y siguen sin ser unos presupuestos para la creación de empleo y de condiciones dignas de vida para los y las ciudadanos y ciudadanas de la UE.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. - I and my fellow UK Labour MEPs voted against a number of measures which would have seen the overall EU budget increase.

Labour MEPs voted to focus the EU budget more heavily upon investment for growth and jobs and against proposed rises for agricultural subsidies and administration.

Branislav Škripek (ECR), *písomne*. - Návrh rozpočtu Európskej únie z dielne Európskej komisie nemôžem podporiť. Mám na to 2 pádne argumenty. Podľa môjho názoru je nešetrný voči daňovým poplatníkom, nepodporuje konsolidáciu verejných financií členských štátov Európskej únie. A v kapitole „Európsky nástroj pre Demokraciu a Ľudské práva“ explicitne podporuje organizácie propagujúce LGBTI. No rok 2015 majú v rozpočtovej kapitole European Instrument for Democracy and Human Rights (EIDHR) k dispozícii viac ako 255 miliónov Eur. Takto pripravený rozpočet

nemôžem podporiť.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan*. - Proračun Unije nikako se ne smije doživljavati i ocjenjivati tek kao financijska stavka kojom se opterećuju nacionalni proračuni nego ga, naprotiv, valja smatrati prilikom za poticanje inicijativa i ulaganja koji su od važnosti i dodane vrijednosti za Uniju kao cjelinu. Slažem se s napomenom Parlamenta da je proračun EU-a potrebno kreirati tako da odražava trenutnu tešku ekonomsku situaciju s kojom se svakodnevno suočavaju građani diljem EU-a.

Također, zbog teške ekonomske situacije, mnoge države članice još se uvijek bore s posljedicama recesije i globalne krize, zbog čega je potrebno nastaviti s dogovorenim reformama, bez ugrožavanja zakonodavne izvrsnosti ili narušavanja odnosa nacionalnog parlamenta s Europskim parlamentom, kako bi došlo do željenog gospodarskog oporavka na razini cijele EU.

Środa, 22 października 2014 r.

Stoga podrażavam odluku Europskog parlamenta da bi proračun predviđen za 2015. godinu morao biti postavljen na realnim temeljima te u suglasnosti s financijskim menadžmentom, te da je proračunom potrebno obuhvatiti planirane zakonske obveze i izdatke za 2015. godinu.

Eleftherios Synadinos (NI), γραπτώς. - Καταψηφίζω το συγκεκριμένο σχέδιο, διότι μετατοπίζει το κέντρο βάρους της Ευρωπαϊκής Ένωσης περισσότερο προς τους αριθμούς και την οικονομική εξουσία παρά προς τους ίδιους τους πολίτες της και τις ανάγκες τους.

Dario Tamburrano (EFDD), per iscritto. - Ho votato a favore dell'emendamento 232 perché credo fermamente nella necessità di eliminare finanziamenti pubblici di qualsiasi genere, diretti e indiretti, verso pratiche crudeli nei confronti di qualsiasi genere di animale. La convenzione europea per la protezione degli animali negli allevamenti parla chiaro: gli animali non devono provare dolore, paura, angoscia o essere feriti. Nella fattispecie, non è accettabile che la PAC finanzi la possibilità che si tengano spettacoli che impiegano tori per puro divertimento popolare. Continuerò a sostenere battaglie, come questa, rivolte alla protezione degli animali.

Claudia Tapardel (S&D), in writing. - The resolution we voted on today represents a financial package of EUR 142.1 billion in payments appropriations and EUR 145.6 billion in commitments appropriations.

Although a modest budget, the Council took the approach of making further cuts in payments, representing a reduction of -0.18% in comparison to 2014.

These cuts were reversed by the EP, which also called on the use of the flexibility mechanism to generate an additional EUR 4 billion for the 2015 budget. These funds are essential for investment in programmes such as Horizon 2020, Erasmus and COSME, which help to promote job creation and growth.

But a discussion on the 2015 budget cannot take place without addressing the shortage in payments for 2014. Even if the draft amending budgets for 2014 are successfully adopted, we are still facing a roll-over of bills from 2014 into 2015 of EUR 18 billion EUR.

This situation is unacceptable.

This resolution, which I voted in favour of, reminds the Council that the EU budget is an investment, not a burden. The longer the Council takes to address the shortage in payments, the longer it continues to make further cuts to what is already perceived as a limited-size budget, the longer it delays Europe's economic recovery and growth.

Marc Tarabella (S&D), par écrit. — Nous avons voté en faveur du projet de budget général de l'Union, ainsi que du budget général 2015 de manière générale.

Il est toutefois important de souligner que nous avons rejeté les amendements:

- 1/ sur la subvention de l'Union en faveur des corridas;
- 2/ sur les subventions en faveur du tabac;
- 3/ sur le musée d'histoire.

En revanche, nous sommes en faveur d'une feuille de route pour un siège unique.

Ángela Vallina (GUE/NGL), por escrito. - He votado en contra del presupuesto de la UE para el año 2015 porque una vez más es el presupuesto del austericidio y la pobreza. Son unos presupuestos hechos de espaldas a la realidad de emergencia social que están viviendo las clases populares en todos los países de la UE. Este presupuesto sigue en la lógica neoliberal de los memorándums, de los recortes, de las privatizaciones de lo público y siguen sin ser unos presupuestos para la creación de empleo y de condiciones dignas de vida para los y las ciudadanos y ciudadanas de la UE.

Miguel Viegas (GUE/NGL), por escrito. - A nossa posição face ao orçamento e face a esta proposta reflete o nosso posicionamento relativamente a esta UE, com a sua matriz neoliberal, federalista e militarista.

Środa, 22 października 2014 r.

O orçamento da UE é a expressão concreta de uma linha política orientada para a promoção do desmantelamento dos serviços públicos, a perda de direitos sociais e laborais e as parcerias público-privadas.

Este é o orçamento que dá suporte à austeridade, ao Semestre Europeu e a todas as agências que fiscalizam e condicionam as políticas dos Estados-Membros e castigam os maus alunos. É o orçamento que dá suporte às ingerências cada vez mais agressivas em diversos pontos do globo. Que constrói uma Europa Fortaleza cada vez menos solidária com os seus vizinhos.

Esta farsa ou esta pseudodisputa entre a Comissão e o Conselho não nos pode desviar do essencial, que é a condenação das políticas neoliberais desta UE suportadas por este orçamento.

Harald Vilimsky (NI), *schriftlich*. - Der Gesamthaushaltsplan der EU für das Haushaltsjahr 2015 sieht sich nicht nur mit Kürzungen konfrontiert, sondern ist erneut ein Beispiel krasser Fehlinvestitionen. Zum einen werden Programme und Projekte aufgestockt, die in Zeiten der Wirtschaftskrise eingespart gehören, wie verschiedenste Agenturen oder Förderung von Zivilgesellschaften. Auf der anderen Seite werden wichtige Komponenten für das wirtschaftliche Wachstum, besonders die der KMU, vernachlässigt. Des Weiteren scheint keine ernstzunehmende Debatte über einen *Single Seat* des Europäischen Parlaments in Straßburg auf. Aus diesen und auch weiteren Gründen habe ich gegen diesen Bericht gestimmt.

Beatrix von Storch (ECR), *schriftlich*. - In der Entschließung zum Gesamthaushaltsplan stehen einige Ungereimtheiten. Allen vom Rat vorgelegten Sparvorschlägen widerspricht das EP. Der Text betont die Notwendigkeit dezentraler Agenturen, obwohl immer betont wurde, dass die „Agenturitis“ bekämpft werden solle. Manche Agenturen könnten gar ganz aufgelöst werden, zum Beispiel das Europäische Gender Institut oder die Grundrechteagentur. Die Organe des Europäischen Finanzaufsichtssystems sollen ebenfalls 6,1 Mio. EUR mehr erhalten, obwohl immer vom Sparen geredet wird. Ich habe den Eindruck, dass dieser Jahreshaushalt nicht kohärent ist. Das Sparpotenzial wird nicht intelligent genutzt. Mein Vorschlag ist, die Ausgabenpolitik zu überdenken und nur noch die Programme zu bezahlen, wo die EU wirklich einen Mehrwert bietet, ohne nationale Aufgaben wahrzunehmen. Als erste konkrete Maßnahme zur Haushaltskonsolidierung sollten der Kommission Buchhalter-Tricks verboten werden, die darin bestehen, unbezahlte Rechnungen einfach ins nächste Haushaltsjahr zu übertragen, um eingegangene Zahlungsverpflichtungen zu bedienen. Dadurch hat sich über die Jahre hinweg ein Schuldenberg bzw. Defizit von 23 Mrd. EUR angehäuft. Die EU erfüllt den Grundsatz des „ehrbaren Kaufmanns“ nicht.

Marco Zanni (EFDD), *per iscritto*. - Il voto di oggi sul bilancio è una chiara dimostrazione che anche i politici europei sono capaci di chiedere sacrifici solo agli altri. Avevamo infatti presentato una serie di emendamenti per ridurre alcune spese amministrative, liberando così fondi per linee prioritarie di intervento: gran parte dell'Aula, ovvero il blocco popolare-socialista-liberale, ha rifiutato tutto questo.

Volevamo che venissero ridotti in primo luogo gli stipendi di noi parlamentari, le nostre indennità e anche alcuni privilegi tanto cari ai burocrati di Bruxelles. Meno di duecento deputati, su oltre settecento, hanno voluto avallare la nostra proposta: tutto questo è scandaloso, e dimostra ancora una volta l'ipocrisia della politica tradizionale.

Sono rimasti ovviamente ben presenti, anzi, addirittura aumentati, anche i contributi pubblici a partiti e fondazioni politiche europee: è questa una priorità europea, qualcosa su cui investire parecchi milioni di euro? Io non credo proprio, ma la maggioranza vuole garantirsi sussidi pubblici per i loro apparati e portare così avanti le loro disastrose politiche che ci hanno ridotto nella situazione drammatica in cui ci troviamo oggi.

Se vogliamo essere credibili, soprattutto verso i nostri cittadini, dobbiamo essere noi per primi a dare l'esempio, e oggi sicuramente non lo abbiamo fatto.

Σωτήριος Ζαριανόπουλος (NI), *γραφτώς*. - Ο προϋπολογισμός για το 2015 είναι το ίδιο αντιλαϊκός, όπως οι προηγούμενοι, αλλά και οι επόμενοι που θα καταρτιστούν στα πλαίσια του Πολυετούς Δημοσιονομικού Πλαισίου 2014-2020. Είτε μειωμένα είναι τα κονδύλια, όπως προτείνει το Συμβούλιο, είτε αυξημένα, σύμφωνα με την πρόταση του Ευρωκοινοβουλίου, προορίζονται να χρηματοδοτούν προγράμματα, έργα, δράσεις και επενδύσεις αποκλειστικά για την ενίσχυση της κερδοφορίας των μονοπωλιακών ομίλων, σε βάρος των λαϊκών αναγκών. Η αύξηση του προϋπολογισμού που προτείνει το Ευρωκοινοβούλιο αφορά τη χρηματοδότηση ερευνητικών προγραμμάτων στην υπηρεσία του κεφαλαίου, επιδοτήσεις μονοπωλίων για επενδύσεις σε νέους κερδοφόρους κλάδους, όπως ενέργεια και ψηφιακή αγορά. Την ενίσχυση των κατασταλτικών μηχανισμών της ΕΕ και της αντιμεταναστευτικής πολιτικής της. Την αύξηση των κονδυλίων για τα πολυποίκιλα πολιτικοστρατιωτικά μέσα για τις ιμπεριαλιστικές επεμβάσεις της ΕΕ σε ολόκληρο τον κόσμο.

Środa, 22 października 2014 r.

Γι αυτό η ευρωκοινοβουλευτική ομάδα του ΚΚΕ καταψήφισε το σχέδιο προϋπολογισμού και τις τροπολογίες που προτάθηκαν από το πολιτικό προσωπικό των μονοπωλίων και τις δυνάμεις της αστικής διαχείρισης που κινούνται στην ίδια στρατηγική κατεύθυνση προώθησης της καπιταλιστικής ανάπτυξης με ενίσχυση των επιχειρηματικών ομίλων. Τάχθηκε υπέρ της δραστηκής μείωσης των προνομίων και των κάθε είδους υψηλών χρηματικών απολαβών των ευρωβουλευτών, που αποτελούν πρόκληση για τους εργαζόμενους που υποφέρουν από την αντιλαϊκή πολιτική, στην οποία πρωταγωνιστεί το Ευρωκοινοβούλιο.

Janusz Władysław Zemke (S&D), na piśmie. - Zgłaszam zasadnicze wątpliwości do planowanego budżetu UE na rok 2015. W skali całej Unii Europejskiej planuje się wydatki na poziomie 145 miliardów euro. Trzeba wyraźnie stwierdzić, że będą to wydatki o 2 miliardy euro niższe od budżetu wykonanego w 2014 roku, a dodatkowo budżet na rok 2015 zostanie obciążony rachunkami niezapłaconymi przez UE w roku bieżącym, w kwocie co najmniej 24 miliardów euro. Ta niepokojąca sytuacja w praktyce będzie oznaczała niedostatek środków na realizację strategii inwestycji infrastrukturalnych, na wspieranie nowoczesnych technologii i tworzenie nowych miejsc pracy. Wyraźnie widać, że w budżecie UE konieczne będą kolejne oszczędności. Moim zdaniem jako posła nie mogą być one równomierne. Potrzebna jest koncentracja środków na rozwiązanie społecznego problemu numer jeden w Europie, jakim jest plaga bezrobocia. Proponuję zatem, by pod tym kątem przejrzyć planowane wydatki w 2015 roku, by mocniej wesprzeć wszystkie te obszary, inwestycje i badania, które tworzą nowe miejsca pracy.

5.4. Budżet ogólny Unii Europejskiej na rok budżetowy 2015 — wszystkie sekcje (- A8-0014/2014 - Eider Gardiazabal Rubial, Monika Hohlmeier)

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

Clare Moody (S&D). - Mr President, today my Labour colleagues and I have voted for the EU to do more of what it is good at: working collectively to deliver real benefits – developments in technology like the Composites Centre in Bristol, where cutting-edge research is delivering for industry. Projects like this keep the UK and Europe as world leaders in science and technology. We voted for investment for growth: projects like the Hub in Lockleaze, where businesses have benefited from funding that would not have happened without the EU, and voted for regional funding that goes directly to communities – communities like Cornwall, communities that are best able to determine how to deliver for people locally.

We also voted for the EU to fulfil the global demands that national governments have put on it, whether in Ukraine, in Gaza or on Ebola. These are areas where we are more than the sum of our parts, where the EU makes a real difference. I am proud that Labour MEPs have stood up for constituents in these areas.

Michela Giuffrida (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, io volevo rappresentare tutta la mia soddisfazione per l'ok che è stato dato all'emendamento 12, che ha avuto una vasta condivisione all'interno di questo Parlamento. Questo significa che l'argomento è stato condiviso da moltissime persone, che ha creato un vero e proprio movimento di pensiero. Io sono fermamente convinta che non debbano essere assolutamente utilizzati dei finanziamenti pro corridoie letali, anche perché questo rappresenta una vera e propria violazione della Convenzione europea sulla protezione degli animali e sappiamo quanta attenzione ci sia sempre più e per fortuna nei confronti dei temi animalisti.

Sono soddisfatta peraltro per il consenso avuto verso la *Road map* che porterebbe verso una sede unica per il Parlamento europeo. Anche questo è un tema fortemente sentito dai cittadini d'Europa.

Purtroppo non è stato approvato l'emendamento che riguarda le imprese che producono zucchero e questo provocherà moltissimi contraccolpi negativi sul fronte economico.

Matt Carthy (GUE/NGL). - A Uachtaráin, chaith mé vóta i gcoinne an bhuiséid seo. Dúirt an Chomhairle go raibh siad chun infheistíocht a dhéanamh i ndaoine ach is léir nach bhfuil siad sásta sin a dhéanamh agus táim an-bhuartha faoi sin.

Tá a fhios ag gach duine go bhfuil gnáthdhaoine faoi bhrú mar gheall ar na polasaithe déine atá ag teacht ón Aontas Eorpach. Caithfear bogadh ó na beartais déine agus bogadh i dtreo infheistíocht agus fás atá inbhuanaithe. Caithfear poist a chruthú agus sos a thabhairt dóibh siúd atá ag streachailt. Tá dualgas agus freagracht ar an gComisiúin a ngealltanais a choimeád.

Środa, 22 października 2014 r.

Jens Geier (S&D). - Herr Präsident, meine Damen und Herren! Die Grünen, vor allem in Deutschland, haben in den letzten Tagen eine beeindruckende, vor allen Dingen internetbasierte Kampagne gegen die Unterstützung von Stierkampf durch EU-Gelder gestartet. Die deutschen Sozialdemokratinnen und Sozialdemokraten unterstützen das. Bei allem Respekt vor dem kulturellen Leben in Spanien, die Bürgerinnen und Bürger wollen nicht, dass ihre Steuergelder dazu herangezogen werden. Die Grünen haben aber dabei den Eindruck erzeugt, als würde heute darüber letztlich entschieden, und das ist falsch. Die Grünen schlagen vor, im Kommentar zur Haushaltszeile über die einheitlichen Betriebsprämien einen einschränkenden Satz hinzuzufügen, Zitat: „Das kann nicht die EU-Subventionen für Stierkämpfe stoppen, wie es die Grünen im Internet fordern. Denn keine Verwaltung der Welt kann heute kontrollieren, ob ein Stier, der heute irgendwo in der EU auf einer Wiese steht, morgen in eine Stierkampfarena geführt wird.“ Dieser Antrag der Grünen ist also entweder naiv oder verfolgt ein anderes Ziel. Auch das steht auf der Internetseite. Denn mit der namentlichen Abstimmung verfolgen die Grünen das Ziel, Zitat: „dass wir genau wissen werden, wer uns unterstützt und wer nicht“.

Wir deutschen Sozialdemokratinnen und Sozialdemokraten werden uns nicht verleumden lassen. Wir sind gegen öffentliche Gelder für Stierkämpfe, aber wir wissen, dass sich die Regeln der Agrarförderung der EU nicht über Haushaltszahlen ändern lassen. Schade nur, dass die Grünen dafür Zehntausende engagierte Tierschützer politisch in die Irre führen.

Piernicola Pedicini (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, il programma ITER è destinato alla costruzione del più grande reattore termonucleare al mondo. Questo progetto consiste di un costo totale di 15 miliardi di euro. La Commissione ITRE, con l'emendamento 59 al bilancio, intende incrementare nuovamente il finanziamento del progetto. Noi abbiamo comprendiamo le ragioni e le speranze di molti ricercatori che operano in questo settore della ricerca di base, specialmente se ci si riferisce all'obiettivo di abbattere la produzione di scorie nucleari come il progetto ITER promette di fare.

Tuttavia, personalmente ho votato negativamente all'emendamento 59 perché in un momento di crisi economica così acuta, tali risorse aggiuntive si sarebbero dovute destinare a questioni sociali più impellenti.

Io credo che il progetto ITER non sia da abbandonare, tuttavia ad oggi è quantomeno necessario concentrarsi esclusivamente sull'obiettivo primario di 500 MW di potenza a partire da 50 MW di partenza in ingresso previsto per il 2028.

Bisogna quindi salvaguardare solo le priorità scientifiche fondamentali che sono state già individuate nella revisione del progetto senza ulteriori ritardi inaccettabili per il futuro.

Michaela Šojdřová (PPE). - Pane předsedající, my jsme dnes hlasovali o rozpočtu EU na rok 2015 a já bych se chtěla vyjádřit k pozměňovacím návrhům, které znamenají rozumné investice. Pro tyto návrhy jsem hlasovala, protože je potřeba zaměřit rozpočet EU na investice do budoucnosti a mezi ně právě patří návrhy, které se týkají programu Erasmus+, což je hlavní nástroj na podporu kvality vzdělávání, a nám se podařilo navýšit tento program na úroveň, která bude schopna plnit cíle Evropské komise ale i cíle Agendy 2020.

Chtěla bych jen krátce ještě zmínit i to, že jsem podpořila usnesení o jediném sídle Evropského parlamentu. Štrasburk je sice krásné město, ale Evropský parlament by měl být také příkladem efektivity, jestliže hovoříme o úsporách a efektivitě, pak také Evropský parlament by měl jít příkladem občanům i členským státům ve své činnosti.

Środa, 22 października 2014 r.

Peter Jahr (PPE). - Herr Präsident! Ich werde Ihre Geduld nicht überbeanspruchen. Natürlich ist es wichtig, dass wir mehr tun müssen für Forschung und Beschäftigung. Natürlich müssen wir mehr investieren, *better spending more money*, wie man so schön sagt. Aber auch das steht wieder nicht in dem Abstimmungstext, darum möchte ich noch einmal mein Abstimmungsverhalten erklären. Wir sollten uns noch einmal die Programme ansehen, ob sie denn wirklich wirken, denn das beste Programm nützt uns nichts, wenn es nicht anwendungssicher ist, wenn es nicht wirkt, man könnte auch sagen, wenn es nicht fälschungssicher ist. Wir haben natürlich gerade im Agrarbereich im ländlichen Raum Beispiele: Wenn da bei manchen Programmen in manchen Mitgliedstaaten Fehlerquoten von bis zu 25 % auftauchen, hat es wenig Zweck, noch mehr Geld über diese Programme zur Verfügung zu stellen. Dort gehört dazu, dass man eine ordentliche Bestandsaufnahme macht, eine ordentliche Bewertung durchführt und die Programme – ich gehe immer vom Guten aus – anwenderfreundlich macht, damit solche Dinge nicht mehr vorkommen.

Janusz Korwin-Mikke (NI). - Mr President, we voted against the budget. Robbing the people and giving great amounts of money to some abstract projects is a criminal act. Throwing billions away to fight global warming is a criminal act. Moreover, I think the European Union should be destroyed.

Gerard Batten (EFDD). - Mr President, hundreds of my constituents have written to me asking me to vote against EU subsidies for bullfighting and I was more than happy to oblige. Most British taxpayers would be appalled to know that their money is being used for this purpose.

However, they also need to know that while the vote on the budget itself achieved a majority, it was not allowed because it did not achieve a qualified majority. The subsequent vote on the report also had a majority but the report was purely a commentary on the budget and it also has no effect. British taxpayers' money will continue to be spent and used to subsidise the breeding of bulls for ritual slaughter. If the British people do not like it, then the only thing that they can do is vote for the UK Independence Party and bring forward the day when Britain leaves the European Union.

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

Lars Adaktusson (PPE), schriftlig. - Idag röstade jag om EU:s budget för 2015. Det är viktigt att EU:s budget används på rätt sätt, och att politikerna tar sitt ansvar för EU:s och medlemsstaternas ekonomi. I en tid av stora underskott och skyhöga statsskulder i många medlemsländer röstade en majoritet av parlamentets ledamöter för höjda anslag till EU. Man ville att mer av skattebetalarnas pengar läggs på jordbrukssubventioner, regionstöd och enorma bidragssystem för att stötta ålderdomliga industrier. Detta kunde jag inte ställa mig bakom. Dock ställde jag mig bakom Europaparlamentets krav på högre anslag till forskning, satsningar på transporter, innovation och slutförande av den inre marknaden eftersom det är detta som ger mervärde både för Sverige och EU.

Pascal Arimont (PPE), schriftlich. – „Von Europa erwarten wir uns [...] keine Belehrungen, sondern die 300 Milliarden an Investitionen“.

„Wohlstand kann nur erhalten werden, wenn wir bereit sind, in Neues zu investieren“.

„Au Conseil européen, je réaffirmerai que la priorité c'est la croissance, c'est l'emploi, c'est l'investissement“.

Diese Forderungen und Aussagen stammen nicht von mir. Es sind Aussagen von Matteo Renzi, Angela Merkel und François Hollande.

Alle drei Regierungschefs sind im Rat vertreten und hätten dafür sorgen können, dass der EU-Budgetentwurf nicht gekürzt wird.

Was lernen wir daraus?

Wenn es konkret wird, kriegen die Regierungschefs kalte Füße. Die Schuld wird nachher einfach bequem auf Europa abgeschoben.

Besonders frappierend ist das Beispiel der im Haushalt für Forschung und Entwicklung vorgesehenen Mittel.

Środa, 22 października 2014 r.

Die Kürzung der tatsächlichen Ausgaben für Horizont 2020 um knapp eine Milliarde Euro ist absolut nicht nachvollziehbar.

Wenn wir unsere Wirtschaft für die Zukunft wappnen wollen und Arbeitsplätze sichern wollen, dann müssen wir in Innovation investieren. In anderen Teilen der Welt hat man das längst verstanden.

Deshalb brauchen wir gerade jetzt mehr als nur Lippenbekenntnisse, verehrte Regierungschefs! Der Haushalt muss entsprechend nachverhandelt werden.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. The European Parliament is taking completely the wrong position on this matter. It should be safeguarding public money, and trying to provide value for money for citizens.

Instead, it is empire-building. It is trying to carve out as much money as possible for the EU to spend, usually on projects which fail to respect the subsidiarity principle. It is supporting the Gentleman's Agreement between Council, Commission and Parliament which keeps costs high and transparency low.

For these reasons I could not vote in favour of such a report.

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. — Le budget 2015 doit s'écarter des politiques d'austérité et l'Union doit absolument favoriser la relance, la croissance économique et la création d'emplois pour aider les citoyens les plus fragiles. Cela passe notamment par le soutien à la recherche, à la création d'activités favorisant l'emploi des jeunes et aux politiques de cohésion régionale. Il convient aussi, en crédits de paiement, de tenir nos engagements vis-à-vis notamment du secteur de l'aide humanitaire, des fonds structurels et des programmes consacrés à la jeunesse.

Dominique Bilde (NI), *par écrit*. — Ce projet de budget général, qui nous est présenté ici comme une possibilité de préparer «les initiatives et les investissements qui présentent un intérêt et apportent une valeur ajoutée à l'Union», s'inscrit parfaitement dans la droite ligne des budgets précédents qui n'ont valu aux Européens qu'austérité et précarisation croissante.

Selon le rapport, nous ne devrions pas voir ce budget comme «une charge supplémentaire aux budgets nationaux». Or, force est de constater que tel est le cas. Permettez-moi de rappeler, à titre d'exemple, que la France contribue en effet à hauteur de plus de 21 milliards d'EUR par an au budget de l'Union alors que nous ne recevons qu'à peine 13 milliards en retour.

Qui plus est, où est la logique quand on nous demande de voter des crédits supplémentaires alors que, depuis 2010, l'Union connaît des problèmes de paiement récurrents et que pour la seule politique de cohésion, les arriérés ont atteint le niveau record de 23 milliards d'EUR à la fin de l'année 2013.

Pour ces raisons, je me suis prononcée contre ce projet de budget pour 2015.

Mara Bizzotto (NI), *per iscritto*. - Dopo aver addossato la colpa della crisi agli Stati Membri, dopo aver imposto misure di austerità costate lacrime e sangue ai propri cittadini, l'Europa presenta oggi i suoi conti. Davanti a 25 milioni di disoccupati, soprattutto giovani, 3 milioni di italiani che pur avendo un lavoro vivono di stenti, senza potersi permettere un pasto decente o un tetto sulla testa l'Europa, chiede più soldi. In un momento in cui i cittadini hanno bisogno di sostegno e servizi e le imprese cercano nuovi fondi per promuovere la loro competitività, l'UE dovrebbe essere la prima a dare il buon esempio. La totale mancanza di volontà di operare tagli per l'efficiamento della spesa mi ha convinto a votare contro il testo.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. - El presupuesto general de la UE aprobado por el Parlamento corrige los recortes impuestos por el Consejo al proyecto de la Comisión, único camino para hacer frente a las necesidades reales de pago previstas y que va en la buena dirección.

La crisis de pagos de la UE alcanza tintes alarmantes en múltiples ámbitos, que amenazan con impedir el correcto desarrollo de programas financiados con fondos europeos, desde el Erasmus a los Fondos de Cohesión, con facturas impagadas que en 2014 ascienden a 26 000 millones de euros, lo que añade dificultades e incertidumbres al combate contra la crisis.

Środa, 22 października 2014 r.

En materia pesquera, merece consideración la enmienda aprobada por la que incrementamos el presupuesto de la Agencia Europea de Control de Pesca, si bien lamentamos que la política de pesca no se haya librado del recorte general.

Europa necesita un giro en su política económica que ponga freno a las medidas de austeridad que están abocando a la UE a su tercera recesión. El aumento de fondos para crecimiento y empleo no debe tener marcha atrás, debiendo complementarse con el plan de inversiones anunciado por el nuevo Presidente de la Comisión, Jean Claude Juncker. El Consejo no debe frustrar la salida de la crisis.

Simona Bonafè (S&D), *per iscritto*. - I tagli previsti dal Consiglio alla proposta della Commissione sul livello dei pagamenti per il 2015 non sono sostenibili nel periodo di crisi che attraversiamo: competitività, crescita e lavoro vanno finanziati adeguatamente ed il taglio di 2.1 miliardi di euro rappresenterebbe un segnale negativo.

Per questo motivo ho votato a favore degli emendamenti della commissione BUDG per il ripristino delle proposte della Commissione, che prevedeva di fare pieno uso delle risorse disponibili.

Nell'ottica dell'impegno finanziario per lo sviluppo economico e sociale, è anche opportuno intervenire in favore di un uso più mirato e responsabile delle risorse dell'UE. Particolarmente gravoso è ad esempio il costo aggiuntivo della doppia sede del Parlamento - quantificato tra i 156 e i 204 milioni di euro all'anno. Per questo ho votato a favore dell'emendamento n. 86, che ribadisce la posizione dell'Assemblea per la definizione di un'unica sede.

Marie-Christine Boutonnet (NI), *par écrit*. - Relancer le débat de la situation du siège du Parlement européen à Strasbourg revient à ouvrir la boîte de Pandore. En effet, la localisation des institutions est le résultat de subtils et parfois difficiles compromis.

Exiger un siège unique pour le Parlement européen à Bruxelles est contraire à la lettre et à l'esprit des traités. Les arguments économiques, et mêmes écologiques, apparaissent largement exagérés.

J'ai donc voté contre l'amendement 563 au paragraphe 86 en faveur d'une feuille de route pour un siège unique du Parlement européen.

Les fonds structurels européens doivent permettre aux Etats membres de l'Union européenne de rester compétitifs dans l'économie mondiale.

Il est regrettable que ces fonds structurels soient parfois détournés afin de permettre des délocalisations en fait motivées par des intérêts économiques patriotes.

Je considère que les fonds structurels, deuxième poste du budget communautaire, ne doivent pas être détournés de leur objet par le soutien direct ou indirect aux délocalisations.

Je ne peux que soutenir l'amendement 43 bis déposé par Rina Ronja Kari qui «rappelle que les fonds structurels ne sauraient être utilisés d'une manière qui soutienne directement ou indirectement la délocalisation de services ou d'une production vers d'autres États membres».

Lynn Boylan (GUE/NGL), *in writing*. - I abstained on this resolution as, although it contains some good elements, and we have reversed some of the damaging decreases in some budget lines, there are still many problems with the EU Budget and its application.

Damaging delays and misplaced focus mean that once again we have a budget that mostly benefits the elite.

There are some important increases which, although I welcome their presence, do not go far enough. Also, I am disappointed that money continues to be committed to areas which are simply not valuable to Europe's citizens. The role of the VPRH is just one of these areas where the EU is simply out of touch with what citizens want.

On the other hand I am pleased to see that Parliament has decided to increase the funding to UNRWA, this is clearly an example of the citizens' concerns coming to the fore. However on the whole, many items in the budget are simply not what the people need and therefore I abstained.

Środa, 22 października 2014 r.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. - Bugetul Uniunii pe anul 2015 are rolul de a răspunde provocărilor viitoare, de a promova inițiativele privind creșterea economică, locurile de muncă, investițiile de interes general, dar nu în ultimul rând, de a consolida domenii deficitare sau cele de interes prioritar.

Din păcate, propunerea de reducere a creditelor de angajament a fondurilor operaționale pentru organizațiile de producători contribuie la mărirea decalajelor de dezvoltare. Reamintesc că în unele state membre nivelul de organizare a grupurilor de producători se află la un nivel foarte scăzut.

De asemenea, atrag atenția asupra faptului că aplicarea mecanismului de „disciplină financiară” poate crea dificultăți agricultorilor în ceea ce privește plățile directe cu un cuantum ce depășește 2000 euro.

Eliminarea cotelor la lapte în aprilie 2015 și la zahăr în 2017 vor crea dezechilibre majore la nivelul pieței interne. De aceea, se impune cu prioritate crearea unui fond destinat identificării de noi piețe de desfacere în țările terțe.

Comisia a alocat recent 30 milioane euro pentru prospectarea noilor piețe, în cadrul ajutorului temporar în regim de urgență, odată cu aplicarea embargoului impus de Rusia. Avem nevoie în continuare planuri de acțiune concrete susținute de un buget robust pentru reducerea excedentului de produse lactate și zahăr.

Gianluca Buonanno (NI), *per iscritto*. - Ho espresso voto contrario. A fronte di tagli molto forti che Stati membri ed Enti locali stanno compiendo, quasi sempre a danno dei cittadini, non si scorge in questo bilancio la consapevolezza di fare altrettanto a livello delle Istituzioni UE.

Soledad Cabezón Ruiz (S&D), *por escrito*. - La UE no destina ninguna ayuda específica a las corridas de toros, sino que apoya la «actividad agraria». Es decir, el cultivo de productos agrícolas y la cría y mantenimiento de animales de raza lechera o cárnica, así como el mantenimiento de las tierras en buenas condiciones agrícolas y medioambientales.

La enmienda 232 se refiere a la Línea Presupuestaria 05 03 0101, que cubre los pagos directos de la PAC. Por las razones ya expuestas, consideramos que dicha enmienda carece de soporte técnico, ni su aprobación podría tener consecuencia directa alguna sobre la abolición de la tauromaquia.

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de la résolution sur le projet de budget du Parlement européen pour l'année 2015. L'Union européenne a adopté l'année dernière son Cadre financier pluriannuel pour les six années à venir. Nous devons à présent répondre de nos engagements afin que les investissements financés par le budget européen puissent être réalisés. Cependant, je ne suis pas d'accord avec le paragraphe 86 de cette résolution. Ce dernier mentionne l'établissement d'une feuille de route pour un siège unique du Parlement européen. Les traités sont clairs: le Parlement n'a qu'un seul siège officiel, à Strasbourg. Nous devons respecter les traités.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. - Oggi ho votato a favore della risoluzione sul bilancio dell'Unione Europea, il documento politico più importante, che però continua ad essere percepito dai paesi membri come un fardello, come un onere supplementare per i bilanci nazionali e non come effettivamente dovrebbe essere, ovvero come un'opportunità per potenziare iniziative ed investimenti che presentano un valore aggiunto per l'Unione.

Sarebbe stato auspicabile che, in un momento di crisi importante come quello che viviamo, avessimo discusso di un progetto di bilancio un po' più ambizioso per l'Europa che avesse previsto, per esempio, il potenziamento dei programmi che sono al centro della strategia Europa 2020, mirati a promuovere la crescita, la competitività e l'occupazione.

Ritengo inoltre che le spese superflue e gli sprechi vadano assolutamente ridotti. Ho quindi supportato gli emendamenti che proponevano la riduzione del 10% del salario dei deputati, la diminuzione del 15% delle spese d'indennità di viaggio, la diminuzione del 15% delle spese d'indennità generale, la riduzione del 50% delle indennità transitorie e la diminuzione del 15% della pensione dei deputati. Inoltre, ho votato a favore dell'emendamento per arrivare a una sede unica del Parlamento europeo (Bruxelles) che mi auguro porti all'eliminazione della sede di Strasburgo.

Środa, 22 października 2014 r.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. - Dinnanzi ad una situazione di crisi che dura da ormai 7 anni, la risposta del Parlamento consiste nell'aumentare gli impegni di spesa, producendo così problemi circa i pagamenti arretrati. Nel corso degli anni le spese amministrative sono aumentate, ma quello che appare più grave è l'aumento dei contributi a partiti e fondazioni politiche europee. Ricordiamo come la distinzione tra questi due soggetti è uno dei tanti trucchi per avere più fondi pubblici e confondere chi non è addetto ai lavori facendogli credere della necessità di contribuzioni così sostanziose. Quando le popolazioni sono costrette a confrontarsi con una realtà economica che peggiora di giorno in giorno, è più che doveroso spendere le contribuzioni pubbliche in modo da aiutare chi ha bisogno, invece di riservare quei fondi a politici e burocrati di alto livello.

Ole Christensen (S&D), *skriftlig*. - Vi er kategorisk imod, at EU-midler bruges til udflytning af arbejdspladser, imod støtte til tobaksproduktion og imod, at der på nogen måde ydes støtte til lange transporter af levende dyr, som medfører lidelser for dyrene. Vi er for øget gennemskuethed ift. Unionens udgifter og Europa-Parlamentets brug af penge samt for et øget investeringsniveau i Europa til gavn for vækst og arbejdspladser i samtlige medlemslande. Derfor kæmper vi aktivt for disse sager i vores respektive udvalg og for at få dette inkluderet i relevante lovgivningstekster. Til gengæld er vi klart imod tom snak, øget bureaukrati og reelt virkningsløse tiltag, som forslagene fra parlamentets to ydergrupperinger desværre er udtryk for. Mange af forslagene herfra hører ikke hjemme i en afstemning om budgettet og vil ingen virkning have uden for dette parlaments mure. Derfor har vi stemt imod disse ændringsforslag fra ende til anden. Endelig anerkender vi, at der i Europa-Parlamentets forslag ligger gode og progressive tanker om at støtte vækst- og jobskabende initiativer samt nødvendig forskning og udvikling. Samlet er det dog vores holdning, at EU må vise økonomisk ansvarlighed i denne tid og så vidt muligt prioritere disse indsatser indenfor eksisterende rammer. Vi undlader derfor at stemme for budgettet.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. - Ho votato a favore della relazione sul Progetto di Bilancio dell'Unione Europea per il 2015 in quanto condivido la linea adottata a riguardo dal Parlamento, soprattutto per quanto concerne l'incremento degli investimenti strategici negli interventi con un valore aggiunto europeo tesi a contribuire al rilancio dell'economia europea e a favorire la competitività, la crescita sostenibile e l'occupazione, specialmente giovanile.

Gli stanziamenti di pagamento destinati alla competitività per la crescita e l'occupazione sono infatti fondamentali per superare la crisi e per rilanciare la crescita economica.

Condivido pertanto il fatto che il Parlamento voglia concentrare l'aumento degli stanziamenti sui programmi al centro della strategia Europa 2020, fra i quali Orizzonte 2020 per favorire la ricerca e l'innovazione, COSME per aiutare le imprese e le PMI, Erasmus+, a supporto della formazione, dell'istruzione, della gioventù e dello sport, e così via.

È ora essenziale che si trovi un accordo equilibrato con il Consiglio e che il progetto comune che ne risulterà sia a favore dei cittadini europei e volto al superamento della crisi.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. - Votei a favor do relatório Hohlmeier, embora critique a exiguidade dos meios financeiros colocados ao serviço da União Europeia.

Num momento em que reclamamos mais investimento, relançamento da economia e criação de emprego precisamos de mais Europa e não de menos Europa.

Um orçamento que não chega a 1 % do RNB é um orçamento insuficiente. Sobretudo se tivermos em conta que 94 % do orçamento da União (retiradas as despesas administrativas) são verbas que regressam aos Estados-Membros para contribuir para o investimento público e privado.

A contabilidade básica e interesseira dos chamados contribuintes líquidos convoca-nos a repensar com urgência o sistema de recursos próprios da UE que não esteja na sua grande maioria dependente de pagamentos dos Estados-Membros.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. - È ovvio che non si può stimolare la crescita economica e l'occupazione senza gli stanziamenti necessari. Tuttavia, occorre trovare il giusto equilibrio tra rigore e sviluppo e tra stanziamenti di impegno e di pagamento. La credibilità dell'Unione europea non deve essere indebolita da un continuo ritardo nei pagamenti, a discapito di PMI e dei giovani, e dallo spreco inutile di risorse economiche. Pertanto ho votato favorevolmente perché è nostra responsabilità l'attuazione dei nuovi programmi pluriennali e onorare gli impegni presi, garantendo più fondi alle PMI, ai giovani attraverso il Programma Erasmus, sostenere la ricerca e l'innovazione con Horizon 2020 nonché la Politica agricola e altresì quanto previsto nella Rubrica 3, vale a dire rafforzare la risposta europea alla crisi umanitaria e sociale relativamente alla gestione dei flussi migratori.

Środa, 22 października 2014 r.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. - Oggi non ho potuto che votare contro il bilancio generale dell'UE per l'anno 2015. Il bilancio proposto dalla Commissione a giugno prevedeva un totale di 145,599 miliardi di euro in impegni e 142,137 miliardi in pagamenti. Il Consiglio ha presentato a luglio la sua proposta, che prevede circa 500 milioni di euro in meno come impegni e oltre 2 miliardi di riduzioni in pagamenti rispetto alle cifre presentate dalla Commissione. Questa riduzione era frutto di tagli lineari generalizzati, senza tenere in conto delle priorità più volte espresse dalle diverse istituzioni europee. Il Parlamento europeo ha quindi reagito a questi tagli, proponendo una strategia di base che mirava a ripristinare le cifre originariamente proposte dalla Commissione europea, e andando anche oltre per diverse linee di bilancio. Il risultato dopo le modifiche del Parlamento è quindi 146,348 miliardi in impegni e 146,416 miliardi in pagamenti. L'approccio tenuto dal M5S in commissione è stato quello di presentare oltre 100 emendamenti, che sottolineassero alcune priorità dove ritenevamo necessario aumentare gli stanziamenti, come per problematiche immigrazione, crisi agricole, sostegno PMI e impiego giovani, aiuti umanitari, e d'altro canto indicare alcune linee che si potevano ridurre, come lo strumento di preadesione e spese di comunicazione.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. - He votado en contra del presupuesto de la UE para el año 2015 porque una vez más es el presupuesto del austericidio y la pobreza. Son unos presupuestos hechos de espaldas a la realidad de emergencia social que están viviendo las clases populares en todos los países de la UE. Este presupuesto sigue en la lógica neoliberal de los memorándums, de los recortes, de las privatizaciones de lo público y siguen sin ser unos presupuestos para la creación de empleo y de condiciones dignas de vida para los y las ciudadanos y ciudadanas de la UE.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. - In this complex vote I supported to restore the Commission's draft budget (thus rejecting the linear cuts to the administrative expenditure for the institutions made by the Council), with some adjustments to take into account specific needs of the institutions.

Viorica Dăncilă (S&D), *în scris*. - Consider că este nevoie de sprijin suplimentar pentru a atenua impactul interdicției impuse de Rusia asupra importului anumitor produse agricole și pescărești din Uniune și cu măsurile de sprijin de urgență luate de Comisia Europeană ca prim răspuns la această criză.

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. — Par ce vote, le Parlement européen a démontré sa volonté de négocier un budget cohérent pour l'année 2015 qui reflète nos priorités politiques. Nous avons tenu à souligner nos préoccupations suite aux importantes coupes budgétaires proposées par le Conseil, notamment dans la rubrique pour la compétitivité, la croissance et l'emploi. Il est crucial, en particulier, de garantir un soutien financier fort aux PME en Europe. C'est pourquoi nous souhaitons augmenter les crédits d'engagement en faveur des PME et de la création d'entreprises de 26,5 millions d'euros par rapport au projet de budget. En outre, je salue l'initiative de vouloir augmenter l'enveloppe du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD). La solidarité est un engagement européen. Je me suis battue, comme beaucoup de mes collègues, au cours de la dernière mandature pour la pérennisation de ce fonds.

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. - L'Union européenne doit préparer l'avenir et sauvegarder les programmes en faveur de l'éducation, comme Erasmus et Erasmus Mundus, les programmes de recherche, de développement. Elle doit aussi soutenir le développement économique avec des programmes d'aide aux entreprises. C'est le sens du projet de budget que nous avons adopté.

Parlement européen et Conseil ont désormais trois semaines dites de «conciliation» avant la signature du budget définitif pour l'année 2015, fin novembre. Notre vigilance ne devra pas faiblir car nous avons besoin d'un budget consolidé qui permette d'apporter des réponses aux préoccupations des citoyens européens.

Angélique Delahaye (PPE), *par écrit*. — Bien qu'ayant voté pour la résolution sur le budget 2015 dans son ensemble, afin de soutenir la croissance et l'emploi en Europe, je me suis opposée au paragraphe proposant un siège unique. En effet, il est stipulé dans les textes européens que le Parlement européen à un et un seul siège Strasbourg, ce paragraphe est donc juridiquement faux et n'a pour vocation que d'attaquer Strasbourg. Si certains souhaitent remettre en cause les sièges des institutions, alors nous devons tout mettre sur la table: l'ensemble des institutions et agences à travers l'Union européenne.

Środa, 22 października 2014 r.

Pablo Echenique (GUE/NGL), *por escrito*. - La delegación de PODEMOS en el Parlamento Europeo se ha abstenido puesto que señalamos nuestra plena disconformidad con el presupuesto definido desde su origen por parte de la Comisión Europea en su borrador. Más aún con los recortes adicionales propuestos por el Consejo y la falta de consideración a acuerdos básicos en la elaboración presupuestaria y multianual, insistiendo en su obsesión por una austeridad que pone en riesgo el funcionamiento elemental de programas importantes y que sigue apostando por abandonar la iniciativa pública para rescatar a la sociedad europea. No obstante la posición del Parlamento Europeo tan solo restaura el nivel de gasto, observamos que no procuran ir más allá de aceptar su congelación y pérdida de peso en la economía europea, que su principal preocupación son los retrasos y dificultades de pago de facturas vencidas, y que no ha tenido la audacia de plantear un presupuesto más ambicioso.

Rosa D'Amato (EFDD), *per iscritto*. - Voglio esprimere le mie ragioni per il voto favorevole agli emendamenti che prevedono di aumentare in maniera significativa il sostegno della UE all'UNRWA, l'Agenzia delle Nazioni Unite che concede assistenza a 5 milioni di rifugiati palestinesi, per coprire le necessità immediate della popolazione colpita anche quest'anno da un conflitto tanto più esecrabile quanto più colpisce popolazioni civili e bambini innocenti da entrambi i lati degli schieramenti.

Il voto favorevole però non va disgiunto dalle seguenti considerazioni: tutti i soggetti interessati nella regione devono assicurare che gli aiuti umanitari raggiungano effettivamente senza sprechi e senza destare sospetti di distrazione di fondi né direttamente né indirettamente, a favore di attività anche solo lontanamente accostabili alla propaganda pro-terroristica, né a foraggiare meccanismi clientelari burocratici finalizzati a premiare chi volesse sfruttare le sofferenze di una regione in crisi.

Noi vigileremo affinché ciò non accada e chiederemo conto di come verrà speso ogni singolo euro donato dai cittadini europei.

Norbert Erdős (PPE), *írásban*. - Az uniós költségvetés tárgyalásánál a válságból való kilábalás és a munkahelyteremtés céljait kell elsősorban figyelembe venni. Ezért a fejlesztés és a munkahelyteremtés motorját jelentő kohéziós és mezőgazdasági támogatásokat kell elsősorban növelni. Aki ezeket a forrásokat csökkenteni akarja, az Európai Unió fő – az új Bizottság által is zászlóra tűzött – célkitűzéseit: a gazdasági növekedést és a munkahelyteremtést veszi semmibe. Szomorú, hogy a jövő évi költségvetést illetően a Tanács végül olyan álláspontot fogadott el, amely nyíltan szembemegy a kitűzött céljainkkal. Ezért szavazatommal támogattam a Költségvetési Bizottság által javasolt – a Mezőgazdasági és Vidékfejlesztési Bizottság álláspontját teljes mértékben figyelembe vevő – jelentést. Nem engedjük, hogy a jövő évi vidékfejlesztési források, a termelői szervezeteknek járó előzetes elismerési és működési támogatások, valamint a méhészeti és borászati támogatások akár egy fillérrel is csökkenjenek.

Továbbá óriási siker, hogy Deutsch Tamás képviselőtársammal közösen benyújtott módosításaink bekerültek a Parlament javaslatába. Így 7 millió euróval többet nyújtanánk az iskolagyümölcs-, míg 4 millió euróval többet az iskolatejprogramokra. Ez a lépés a tej- és a zöldség-gyümölcs ágazataink segítségén túl gyermekeink egészségét és jólétét szolgálja, melynek elérése minden jóérzésű európai ember érdeke.

Jill Evans (Verts/ALE), *in writing*. - I voted in favour of this amendment on the Budget 2015, which was tabled to stop Common Agricultural Policy (CAP) payments being made to farmers who are breeding bulls for bullfighting. CAP funding, which is so important for Welsh agriculture, should not be used to support bullfighting. Despite most MEPs voting in favour of this amendment, a qualified majority was not reached, and so it did not pass. As a Member of the European Parliament, I have given animal welfare a high priority and will continue to do so. I recently presented a petition to the new European Commission President, Jean-Claude Juncker, calling for a commissioner with clear responsibility for animal welfare, but it was unfortunately unsuccessful. However, I remain very positive that in the vote on next year's Budget, we will finally put a stop to European taxpayers' money being used to support the bullfighting industry.

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. - A União Europeia tem obrigatoriamente de dispor de um orçamento credível, solidário e que contribua para o crescimento e o emprego. Os Tratados, os regulamentos financeiros, a estratégia da União Europeia 2020 e o quadro financeiro plurianual 2014-2020 têm de ser respeitados. É um compromisso entre as instituições, mas é também um compromisso com os cidadãos. A estratégia Europa 2020, que guia o quadro financeiro plurianual, deve ver os seus objetivos atingidos mas, para isso, impõe-se que asseguremos os meios necessários para que esses mesmos objetivos sejam atingidos. Os meios têm de estar à altura da ambição. Por isso, para o Orçamento da EU para 2015, os cortes propostos pelo Conselho em mais de 500 milhões nas autorizações e 2 100 milhões nos pagamentos são inaceitáveis. Defendo o reforço dos programas a favor das PME, da juventude, da inves-

Środa, 22 października 2014 r.

tigação e inovação, assim como do programa de apoio aos mais desfavorecidos. A solidariedade externa é outra preocupação, que sustenta os aumentos que o Parlamento propõe para a ajuda humanitária no apoio aos refugiados e na Política de Vizinhança. Exige-se que o quadro financeiro plurianual, os seus programas, fundos e prioridades entrem rapidamente em execução.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. - Este relatório analisa a proposta de orçamento da União Europeia feita pelo Conselho, a partir da proposta inicial da Comissão.

Este é mais um ano em que se verifica a habitual dança entre a Comissão (o polícia bom), o Conselho (o polícia mau) e o Parlamento. Mediante os cortes propostos pelo Conselho, o Parlamento propõe a reposição dos montantes cortados, indo mesmo, nalguns casos, além dessa restituição. Mas nunca chega, em sede de tríplice, a negociar um orçamento reforçado.

Em Junho, o projeto de orçamento geral da UE para 2015 proposto pela Comissão Europeia vinha já à nascença condenado a ser exíguo face ao que a própria União Europeia havia decidido no Quadro Financeiro Plurianual 2014-2020 (QFP). Feitas as contas, a proposta avançada pela Comissão retira 480 milhões de euros em autorizações e 3360 milhões de euros em pagamentos – cerca de 3 % menos relativamente ao que seria previsto no QFP. Além disso toma como prioridades os objetivos para a estratégia UE 2020, entre outras políticas utilizadas para atacar os direitos laborais, continuando a estar canalizado para objetivos militaristas e neoliberais, aos quais nos opomos.

O relatório tem aspetos positivos, de crítica da posição do Conselho. Mas não põe em causa questões fundamentais, como os objetivos políticos servidos por este orçamento. Votámos contra.

Christofer Fjellner (PPE), *skriftlig*. - Vi har i dag röstat emot förslagen om att ytterligare höja budgeten för EU. Det är av största vikt att inte bara medlemsstaterna utan även Europeiska unionen agerar med stramhet vad gäller all budget-behandling. Vi vänder oss mot att parlamentets majoritet kräver en avsevärd höjning av budgeten inom i stort sett alla områden samtidigt som det kvarstår underskott sedan tidigare år.

Vi har däremot valt att rösta för en budgetinriktning som innebär högre anslag till forskning, innovation och för att slutföra den inre marknaden eftersom detta är avgörande för tillväxt och nya jobb.

Dessutom var det viktigt för oss att stötta EU:s asyl- och migrationsprogram för att skapa säkra vägar in i EU. Däremot kan vi inte acceptera att mer av skattebetalarnas pengar läggs på jordbrukssubventioner och enorma bidragssystem för att stötta ålderdomliga och klimatskadliga industrier.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *pisomne* - Rozpočet na iné sekcie sa vzťahuje na administratívne rozpočty európskych inštitúcií vrátane Európskeho parlamentu, avšak s výnimkou Európskej komisie. Rozpočet Európskeho parlamentu na rok 2015 bol stanovený na 1 794 929 112 EUR, čo predstavuje zvýšenie o 2, 24 % oproti rozpočtu na rok 2014. Mal by sa zvýšiť aj rozpočet Súdneho dvora Európskej únie vzhľadom na výrazný nárast počtu prípadov a vytvorenie ďalších 12 pracovných miest, ktoré majú zabezpečiť dodanie rozsudkov včas a bez zbytočných prieťahov. Vykonávanie dohody o spolupráci medzi Európskym parlamentom a Výborom regiónov a Európskeho hospodárskeho a sociálneho výboru, kde príde k postupnému prevodu 80 pracovníkov z poradných výborov do Európskeho parlamentu. Bude potrebné navýšiť aj rozpočet Európskej služby pre vonkajšiu činnosť, ktorý bude súvisieť s otvorením nového zastúpenia v Perzskom zálive, v ktorom je Európska únia nedostatočne zastúpená.

Lorenzo Fontana (NI), *per iscritto*. - Esprimo il mio voto negativo criticando aspramente l'UE per il suo bilancio. A fronte di tagli e sacrifici molto forti che Stati Membri ed enti locali stanno compiendo, quasi sempre a danno dei cittadini, non si scorge in questo bilancio la consapevolezza di fare altrettanto a livello europeo.

Lampros Fountoulis (NI), *γραπτώς*. - Καταψηφίζω το σχέδιο γενικού προϋπολογισμού της Ευρωπαϊκής Ένωσης για το οικονομικό έτος 2015, όλα τα τμήματα, διότι μετατοπίζει το κέντρο βάρους της περισσότερο προς τους αριθμούς και την οικονομική εξουσία παρά προς τους ίδιους τους πολίτες.

Ashley Fox (ECR), *in writing*. - I voted against the General Budget of the EU for the financial year 2015 because it restores the draft budget proposed by the Commission and even increases certain lines above the Commission proposal. I am not prepared to give the EU any more taxpayers' money. The budget also leaves no margin under the ceiling, which means the Commission will be unable to deal with any unforeseen pressures that will inevitably arise.

Środa, 22 października 2014 r.

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D), *na piśmie*. - Jako autorka opinii komisji JURI dotyczącej budżetu na rok 2015 z zadowoleniem przyjmuję dzisiejszy wynik głosowania. PE przywrócił wielkość wydatków i zobowiązań (142,1 mld euro i 145,6 mld euro) zaproponowanych w czerwcu przez Komisję Europejską, odrzucając tym samym propozycję Rady, która żądała obniżenia poziomu proponowanych płatności o ponad 2 mld EUR, co oznaczałoby spadek o -0,18% w stosunku do budżetu na rok 2014.

Cieszy mnie fakt, że udało się nam osiągnąć porozumienie w kwestii skorzystania z mechanizmów elastyczności określonej w rozporządzeniu w sprawie WRF 2014–2020, w tym odwołania się do marginesu na nieprzewidziane wydatki. To podwyżka pułapu płatności na 2015 rok o kwotę około 4 mld euro. Te fundusze należy przeznaczyć na wzrost gospodarczy i politykę zatrudnienia, na edukację oraz wsparcie ludności w regionach ogarniętych konfliktami. Potrzebne są również dodatkowe środki na wsparcie rolników, którzy ponieśli straty wskutek rosyjskiego embarga na żywność z UE.

Niepokojące jest stanowisko Rady, ponieważ może doprowadzić do wzrostu deficytów przeniesionych z jednego roku budżetowego na kolejny, który będzie skutkował utratą wiarygodności wobec krajów partnerskich oraz zablokowaniem kluczowych projektów w ramach programów Horyzont 2020, ERASMUS + czy polityka sąsiedztwa. Już pod koniec 2013 roku zaległości skumulowane od 2010 roku wynosiły około 23 mld euro.

Neena Gill (S&D), *in writing*. - I voted against the resolution on the General Budget of the European Union for the financial year 2015 because I believe the fact that we have not reformed the EU budget significantly to address the pressing needs of our citizens is a missed opportunity. I find it appalling that we are going to increase by 2.24 % over the 2014 budget, which will benefit the agricultural sector disproportionately. It is hard to justify in the current economic context how we can subsidise bullfighting and the tobacco industry.

Julie Girling (ECR), *in writing*. - I do not believe that EU funds should be used to subsidise the farming of bulls used in bullfights. Taxpayers' money should not be used to fund any practice which causes animals unnecessary pain, suffering or distress. Given the UK Conservative delegation's opposition to coupled payments under the CAP, it is imperative that these animals are identifiable in order to stop any payments of this kind. For this reason I supported Amendment 12 of the vote on the resolution and Amendment 232 of the vote on the budget lines. Animals used for lethal bullfighting activities should not be eligible to receive any direct CAP appropriations nor any other appropriations from the budget.

Nathalie Griesbeck (ALDE), *par écrit*. – J'ai voté pour ce rapport par lequel le Parlement européen a adopté sa position sur le budget de l'Union européenne pour l'année 2015.

Face aux réductions drastiques proposées par le Conseil, notre Parlement a voulu restaurer les montants proposés initialement par la Commission européenne, afin que l'Union européenne puisse mener une politique ambitieuse, en termes de compétitivité et de croissance, pour créer des emplois, lutter contre le chômage, soutenir la recherche et l'innovation, aider aux PME: telles sont les priorités du Parlement.

Enfin et plus particulièrement, j'ai soutenu une nouvelle fois le siège de Strasbourg qui, n'en déplaise à certains, est le siège officiel du Parlement européen. Je me réjouis également du vote d'un amendement concernant les ressources financières et humaines du Centre de Traduction des institutions de l'UE. Nous devons respecter le principe fondamental du multilinguisme.

Sylvie Guillaume (S&D), *par écrit*. — Les Européens attendent des actions fortes de l'Union européenne pour répondre aux défis de la croissance et de l'emploi. J'ai ainsi approuvé ce rapport sur le budget 2015 qui vient rappeler les Etats membres à leurs engagements sur le budget européen. Par ce vote, le Parlement européen exprime très clairement sa détermination pour un budget européen ambitieux et respectueux de la décision prise fin 2013 sur le budget pluriannuel.

Środa, 22 października 2014 r.

J'ai soutenu ce rapport car il rappelle au Conseil que l'Union européenne s'est doté d'un budget sur sept ans avec des engagements budgétaires précis. Le Parlement européen refuse les coupes budgétaires proposées par le Conseil alors même qu'il y a un consensus en Europe sur la nécessité de relancer la croissance et l'emploi. Par ailleurs, je me félicite du large consensus au Parlement européen pour résoudre la crise des paiements qui ternit la crédibilité de l'Union européenne. Avec six milliards d'euros de plus que la proposition du Conseil sur les paiements, le Parlement européen donne à l'Union les moyens de payer ses dettes aux associations, aux entreprises, aux collectivités qui ont sollicité les fonds structurels européens.

Anja Hazekamp (GUE/NGL), schriftelijk. - Ik heb tegen de EU-begroting voor 2015 gestemd, omdat deze niet toekomstbestendig is. Er wordt niet geïnvesteerd in dieren, natuur en milieu. De EU heeft maar één doel: Groei! Economische groei!

Bijna de helft van de begroting is bestemd voor landbouwsubsidies, ongeacht de gevolgen voor dieren, mensen, natuur of milieu. Er wordt nauwelijks geïnvesteerd in biodiversiteit. In plaats van investering in duurzame landbouw waarin de productie van plantaardige voeding centraal staat, subsidieert de EU intensieve veehouderij en houdt het ellenlange transporten van levende dieren in stand. Het Europees Parlement keurt dit klakkeloos goed; verkiezingsbeloften lijken vergeten en burgers worden genegeerd. Neem bijvoorbeeld stierengevechten. Een overgrote meerderheid van de Europeanen wil niet dat stierengevechten worden gesponsord met hun belastinggeld. Toch was er geen gekwalificeerde meerderheid in het Parlement die daadwerkelijk subsidies voor stierengevechten wilde afschaffen, terwijl de politieke wil er even later wél bleek te zijn (amendement 12, verslag over het standpunt van de Raad over het ontwerp van algemene begroting van de Europese Unie voor het begrotingsjaar 2015). Deze verschillen zijn niet uit te leggen en wakkeren het wantrouwen van burgers tegen de Europese Unie verder aan.

Eduard-Raul Hellvig (PPE), în scris. - Poziția Consiliului privind bugetul pe 2015 contravine rezoluției Parlamentului European din 13 martie 2014 și concluziilor din iunie și august 2014 ale Consiliului European. Este îngrijorătoare, în special, reducerea creditelor de plată din cadrul fondurilor pentru competitivitate și creștere economică, fapt ce încalcă angajamentele Consiliului de a acționa pentru depășirea crizei și a efectelor sale.

În locul unui program de investiții strategice pentru sporirea competitivității și a locurilor de muncă sustenabile în domenii-cheie precum infrastructura de transport, telecomunicații și energie, Consiliul a prezentat o propunere care ignoră rolul UE de a coordona inițiativele de creștere economică și de a le susține prin instrumentele proprii de finanțare.

Mă refer mai ales la programele cuprinse în Strategia Europa 2020, cum este EURES, menit să promoveze mobilitatea transfrontalieră a forței de muncă. În acest sens, consider oportună lansarea proiectului-pilot vizând introducerea cardului electronic al lucrătorului european, care să includă datele profesionale și de securitate socială ale lucrătorilor – card distinct de cadrul european de asigurări de sănătate.

Suștin, totodată, cererea de majorare a subvențiilor pentru IMM-uri și cooperative, în vederea sprijinirii lor în fața costurilor de producție tot mai mari, a progresului tehnologic continuu și a pozițiilor dominante de piață ale marilor companii.

Środa, 22 października 2014 r.

Hans-Olaf Henkel (ECR), *schriftlich*. - Unabhängig von der Tatsache, dass ich dem Gesamthaushaltsplan nicht zustimmen kann, weil er durch das Verschieben bereits eingegangener Zahlungsverpflichtungen einen milliardenschweren Schuldenberg vor sich herschiebt, möchte ich herausstellen, dass auch innerhalb des Plans große Widersprüche zu den Erklärungen der Kommission sichtbar werden. Da wird regelmäßig von der Bedeutung von Forschung und Entwicklung für die zukünftige Wettbewerbsfähigkeit Europas gesprochen, und dann wird ausgerechnet in diesem Bereich gekürzt. Nebenbei möchte ich auch anmerken, dass die überproportionale Beschneidung der Forschungsmittel für Bildungsforschung diametral im Gegensatz zu den Bekundungen europäischer Politiker über die Bedeutung der Bildung steht. Nein, die EU hat zu Recht keine Kompetenz für Bildung, das können die einzelnen Länder viel besser. In meinem Land ist das sogar die Kompetenz der einzelnen Bundesländer, aber wenn es im Bildungsbereich auf europäischer Basis etwas gemeinsam zu tun gäbe, dann doch wohl in der Bildungsforschung. Jetzt werden sich viele fragen: Woher denn das Geld nehmen? Ich gebe Ihnen ein Beispiel: Anstatt sich die Beseitigung der Jugendarbeitslosigkeit mit Milliarden erkaufen zu wollen, was sowieso nicht geht, hätte man mit einer anderen Europapolitik dafür sorgen können, dass der Süden Europas einschließlich Frankreichs nicht sein Wachstum, seine Industrie und seine Arbeitsplätze auch wegen eines zu hohen Eurowechselkurses verliert.

Brice Hortefeux (PPE), *par écrit*. — Concernant le budget 2015 de l'UE, je conçois la volonté du Conseil de vouloir le réduire et suis certain que certaines dépenses peuvent être diminuées.

Compte tenu de la situation budgétaire des États membres, je suis persuadé que nous pouvons «faire plus avec moins» pour une durée limitée.

Cependant, je ne crois pas que la solution du Conseil soit la bonne. En proposant une coupe brutale de deux milliards d'euros dans le budget 2015, les États ne font en réalité que dénoncer leurs obligations contractuelles et pénaliser les citoyens pourtant premiers bénéficiaires des programmes populaires comme l'aide alimentaire aux plus démunis, le programme Erasmus et la politique de cohésion.

Si je me réjouis que le Parlement européen ait plaidé pour le rétablissement des aides les plus nécessaires, je soutiens que des coupes doivent absolument être opérées afin d'éviter l'asphyxie des États et donc des contribuables qui restent les premiers contributeurs au budget de l'UE.

C'est là un exercice difficile que de réduire le budget tout en garantissant le paiement des engagements pris auprès des citoyens au travers de la PAC, de la politique régionale et de toutes les dépenses censées soutenir la croissance.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. - Glasao sam za, jer podržavam povećanje sredstava za programe koji predstavljaju prioritete strategije Europa 2020, odnosno program rasta, zapošljavanja i konkurentnosti, informacijskih i komunikacijskih tehnologija, energetske sigurnosti te okoliša i klimatskog djelovanja. Tome se pridodaju programi vanjske politike, kao što su europska susjedska politika i potpora zemljama u jugoistočnom susjedstvu Unije koje se nalaze u fazi demokratskog rasta i ujedinjenja.

Podržavam također dodatnu potporu za ublažavanje posljedica ruske zabrane na uvoz europskih poljoprivrednih i ribarskih proizvoda. Valja također napomenuti da nacrt proračuna za 2015. godinu predstavlja rast od 1,4% u odnosu na proračun 2014., što se tiče dogovorenih odobrenih sredstava za plaćanje, ali i 2 milijarde eura manjka, u pogledu izvršenja, u odnosu na 2013. godinu.

Petr Ježek (ALDE), *in writing*. - I voted in favour of the European Parliament's position on the EU budget for 2015. It is very important that the EU has the means available to fulfil all the contracts it has entered into. It would be unacceptable to have a lack of funds available to pay Member States for work done under cohesion policy and structural funds. Therefore, I support Parliament's increase of the payments level in its reading of the budget.

There is one particular point I am keen to emphasise: Parliament has voted for an increase of the funds available for humanitarian aid and disaster prevention. We are facing some deeply troubling situations. I am primarily concerned by the malnourishment crisis in South Sudan, which could cause the deaths of more than 50 000 children in the next year. It is estimated that over 1 million children under the age of 5 in the country will require treatment for malnutrition in 2014. It is important in this context that European Union humanitarian aid programmes have money available to them to make a real difference.

Środa, 22 października 2014 r.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. — Nous nous sommes employés à rétablir un budget raisonnable et mesuré afin de participer à l'innovation, la croissance et la justice sociale. En particulier nous nous sommes engagés pour que soient préservés des crédits conséquents et appropriés pour la création d'emplois des PME, les bourses d'études Erasmus, la recherche scientifique et l'aide alimentaire aux plus démunis.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. — J'ai soutenu la position du Parlement européen portant sur le projet de budget 2015 de l'Union européenne qui appelle les États membres à respecter leurs engagements budgétaires et à augmenter les crédits en faveur de la croissance, de l'emploi, de la recherche scientifique et de l'aide humanitaire. Toutefois, je me suis opposé à une proposition de ce projet visant à établir une feuille de route pour un siège unique du Parlement européen. En effet, il est inscrit dans les Traités que le siège des institutions de l'Union ne peut être modifié que par une décision à l'unanimité des Chefs d'État et de gouvernement. Par ailleurs, remettre en cause le siège strasbourgeois serait porter atteinte à un symbole fort de la réconciliation entre la France et l'Allemagne, et ainsi, au projet européen lui-même. Cette proposition ayant été soutenue par une majorité de députés, j'ai donc choisi de m'abstenir sur le vote final.

Eva Kaili (S&D), *γραπτώς*. - Μετά από μεγάλες και εν πολλοίς αδικαιολόγητες καθυστερήσεις ο προϋπολογισμός της ΕΕ κινείται, αν και με πολλές ενστάσεις, προς μία κατεύθυνση αναπτυξιακής πολιτικής. Ωστόσο, στη πράξη αυτό θα μπορούσε να είναι περισσότερο ουσιαστικό ως προς την επάρκεια των διαθέσιμων πόρων για την κάλυψη προτεραιοτήτων κοινωνικού προσημου. Επιπρόσθετα ο προϋπολογισμός του 2015 είναι αρκετά περιορισμένος όσον αφορά στην επάρκεια των πόρων για τη χρηματοδότηση τομέων της οικονομίας όπως η επιχειρηματικότητα, η στήριξη των μικρομεσαίων επιχειρήσεων, η καινοτομία, και κυρίως πόρους επαρκείς για την στήριξη προγραμμάτων για την απασχόληση των νέων.

Επιπλέον, για χώρες με έντονη δραστηριότητα στο χώρο της Ενέργειας θα ήταν σκόπιμο να δινόταν περισσότερη έμφαση στη δεύτερη κατηγορία δαπανών (Φυσικοί Πόροι). Η έμφαση που δίνεται για την ώρα δεν είναι σημαντική και αυτό κρατάει πίσω προγράμματα και ενέργειες που θα βοηθούσαν τη χώρα να κάνει σημαντικά βήματα σε υποδομές. Τέλος, θα ήταν δυνητικά χρήσιμο να είχαν υπάρξει σε αυτή τη φάση μεταφορές πόρων από την τέταρτη και την πέμπτη κατηγορία δαπανών (Ευρώπη ως παγκόσμιος εταίρος και διοικητικές δαπάνες), προκειμένου να ενισχυθούν περαιτέρω η πρώτη, η δεύτερη και η τρίτη κατηγορία δαπανών.

Afzal Khan (S&D), *in writing*. - Labour argued against the proposed increase in EU spending in 2012, and voted for a real-terms cut in the EU budget then. We have argued for reform of the EU budget, including a greater focus on generating growth and jobs, and for the EU to undertake a zero-based review of all spending by EU agencies.

Jeppe Kofod (S&D), *skriftlig*. - Vi er kategorisk imod, at EU-midler bruges til udflytning af arbejdspladser, imod støtte til tobaksproduktion og imod, at der på nogen måde ydes støtte til lange transporter af levende dyr, som medfører lidelser for dyrene. Vi er for øget gennemskuellighed ift. Unionens udgifter og Europa-Parlamentets brug af penge samt for et øget investeringsniveau i Europa til gavn for vækst og arbejdspladser i samtlige medlemslande. Derfor kæmper vi aktivt for disse sager i vores respektive udvalg og for at få dette inkluderet i relevante lovgivningstekster. Til gengæld er vi klart imod tom snak, øget bureaukrati og reelt virkningsløse tiltag, som forslagene fra parlamentets to ydergrupperinger desværre er udtryk for. Mange af forslagene herfra hører ikke hjemme i en afstemning om budgettet og vil ingen virkning have uden for dette parlaments mure. Derfor har vi stemt imod disse ændringsforslag fra ende til anden. Endelig anerkender vi, at der i Europa-Parlamentets forslag ligger gode og progressive tanker om at støtte vækst- og jobskabende initiativer samt nødvendig forskning og udvikling. Samlet er det dog vores holdning, at EU må vise økonomisk ansvarlighed i denne tid og så vidt muligt prioritere disse indsatser indenfor eksisterende rammer. Vi undlader derfor at stemme for budgettet.

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. - Innanzitutto vorrei ringraziare le colleghe Gardiazabal e Hohlmeier per il lavoro svolto fino ad oggi nella procedura di bilancio 2015. Negli ultimi anni ci siamo battuti fortemente, come Parlamento, per garantire che il bilancio europeo godesse dei fondi necessari per consentire una corretta implementazione di tutte le politiche europee, e lo abbiamo fatto in modo responsabile. Lo abbiamo fatto anche oggi, concentrando le nostre priorità sul sostegno all'occupazione, alle imprese, all'istruzione e alla ricerca. Le difficoltà del prossimo negoziato purtroppo continuano ad essere evidenti, soprattutto sul fronte dei pagamenti, ma confidiamo che il Consiglio possa venire incontro alle esigenze dei cittadini garantendo gli investimenti necessari per lo sviluppo dell'UE.

Środa, 22 października 2014 r.

Gabrielius Landsbergis (PPE), *raštu*. – Pritariau šiam dokumentui, kuriuo iš Europos Parlamento pusės nutariame labiausiai padidinti sumas, skiriamas svarbiausioms strategijos „Europa 2020“ programoms, investicijoms į inovacijas ir mokslinius tyrimus, siekį skatinti ekonomikos augimą, konkurencingumą ir užimtumą, programoms „Horizontas 2020“, „Erasmus+“ ir kitoms. ES prisideda prie novatoriškos ir klestinčios ekonomikos kūrimo visame žemyne, toliau didina paramą programoms, pavyzdžiui, kaimynystės politikos, vystymosi ir humanitarinės pagalbos programoms, kuriomis užtikrinamas Sąjungos išorės politikos darbotvarkės įgyvendinimas.

Visiškai pritariu, kad būtina užtikrinti nuolatinę paramą Rytų kaimynystės valstybėms, patiriančioms nedemokratiškos jėgų spaudimą ir siekiančioms stabilaus demokratinio valdymo. Todėl pritariu, kad Taryba privalo atkurti sumažintas paramos eilučių sumas paliekant biudžeto projekte numatytas sumas, nes saugi, stabili, demokratinė ES kaimynystė, ypačiai Rytų kaimynystė, – mums svarbi strategiškai.

Bogusław Liberadzki (S&D), *na piśmie*. – Głosowałem za budżetem. Stanowisko Parlamentu Europejskiego jest uzasadnione i umiarkowane. Potrzebna jest wyższa kwota. W 2015 roku będziemy mieli zwiększone płatności za okres od 2007–2013 zgodnie z zasadą n+2. Rozpoczyna się nowa perspektywa finansowa. Nie możemy rezygnować z celu, jakim jest ożywienie gospodarki. Potrzebujemy zwiększenia płatności, a nie zobowiązań.

Oczekuję, że Rada zmieni swoje stanowisko.

Javi López (S&D), *por escrito*. – El Parlamento Europeo ha votado hoy un presupuesto para la UE que ha venido muy marcado por la estrategia de los Gobiernos de los Estados miembros basada en políticas de consolidación fiscal muy agresivas que han aportado más sufrimiento a las familias y que amenazan con llevar a la UE a una tercera recesión económica en cinco años.

Desde la Eurocámara hemos intentado adaptar el presupuesto comunitario a la necesidad de aplicar políticas de crecimiento y empleo, activando la demanda a través del sector público con el objetivo de volver a ser un referente en la sociedad del bienestar. Queremos cambiar la tendencia de las políticas que se quieren aplicar desde el Consejo para poder dar respuesta de la manera más eficiente a las necesidades urgentes que hoy día tiene la ciudadanía del continente.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra del presupuesto de la UE para el año 2015 porque una vez más es el presupuesto del austericidio y la pobreza. Son unos presupuestos hechos de espaldas a la realidad de emergencia social que están viviendo las clases populares en todos los países de la UE. Este presupuesto sigue en la lógica neoliberal de los memorándums, de los recortes, de las privatizaciones de lo público y siguen sin ser unos presupuestos para la creación de empleo y de condiciones dignas de vida para los y las ciudadanos y ciudadanas de la UE.

Krystyna Łybacka (S&D), *na piśmie*. – Odnośnie do budżetu Unii na 2015 rok zwracam uwagę na alarmującą sytuację dotyczącą płatności, z którą Unia musi się pilnie zmierzyć. Brak środków na płatności zagraża m.in. ciągłości funkcjonowania kluczowych unijnych programów, w tym programu Erasmus+, na który już brakuje 100 mln euro na płatności w budżecie na 2014 rok.

Szczególnie alarmująca sytuacja występuje także w obszarze badań i rozwoju, gdzie rozpiętość pomiędzy deklaracjami politycznymi, a faktycznymi działaniami jest największa. Horyzont 2020, największy unijny program na rzecz badań i rozwoju, ma stanowić bodziec dla gospodarki unijnej, zapewnić bazę naukowo-techniczną dla przemysłu oraz podnieść jakość życia Europejczyków, tymczasem program ten jest strukturalnie niedofinansowany.

Rok 2015 to pierwszy rok nowej perspektywy finansowej, dlatego nowe programy, których rozpoczęcie zabiera trochę czasu, nie odczują braku środków. Jednakże w kolejnych latach, jeśli nie rozwiążemy problemu zarządzania płatnościami i zmniejszenia deficytu strukturalnego budżetu, to brak środków na płatności będzie się coraz bardziej powiększał. Kluczowe jest więc szczegółowe monitorowanie płatności uruchamianych przez Komisję. Niezbędny będzie również przegląd wieloletnich ram finansowych w 2016 roku w aspekcie zwiększenia środków na płatności oraz rzeczywistego zaplanowania zobowiązań na podniesienie innowacyjności i konkurencyjności Unii.

Środa, 22 października 2014 r.

Ivana Maletić (PPE), *napisan.* - Iako su kašnjenja isplata iz europskog proračuna državama članicama postala veliki problem, Vijeće je predlagalo malo povećanje proračuna za 2015. za plaćanja. Ukupan predloženi iznos za plaćanja u 2015. bio je 140 milijardi eura, što je svega 3,3 % više od limita za plaćanja u 2014.

S obzirom na značajne prenesene, a dospjele i neplaćene obveze, Parlament je povećao predviđeni iznos plaćanja na 146,4 milijarde eura što je povećanje od 8,1 % u usporedbi s 2014. Vezano uz dopušteno stvaranje obveza, Vijeće je predložilo razinu od 145 milijardi eura, a Parlament je s ciljem pojačanog ulaganja u razvojne projekte u znanosti, istraživanju i razvoju te otvaranje radnih mjesta i rješavanje problema visoke nezaposlenosti, osobito mladih, predložio povećanje na 146,4 milijarde eura.

Proračunska smanjenja u odobrenim sredstvima za plaćanje dovode do poremećaja u isplatama. Na primjer, u programu Horizon 2020 čiji je cilj poticati inovacije i konkurentnost, krajnji korisnici nisu dobili sredstva za već realizirane projekte. Ovakvim stavom prema proračunu kreira se nelikvidnost u državama članicama i gubi povjerenje građana u europski proračun, a time i u institucije EU-a.

Podržala sam ovo izvješće o nacrtu općeg proračuna Europske unije za 2015. godinu, jer su postignuta povećanja neophodna za izvršavanje proračunskih obveza.

David Martin (S&D), *in writing.* – I welcome the paragraph in the report calling on the EU to end all subsidies for bullfighting.

Fulvio Martusciello (PPE), *per iscritto.* - Con il mio voto ho sostenuto con convinzione la posizione del Parlamento Europeo sul bilancio generale dell' Unione Europea per l'esercizio 2015, in quanto ritengo che sia giusto concentrare l'aumento degli stanziamenti su programmi al centro della strategia Europa 2020, come Cosme, Orizzonte 2020, Progress ed Erasmus +. Credo infatti che solo concentrando gli sforzi degli Stati Membri sulla strategia Europa 2020 si potranno raggiungere gli obiettivi prefissati nel Quadro Finanziario Pluriennale - quali crescita, occupazione e competitività - di cui ha bisogno l'Europa per uscire dalla crisi.

Georg Mayer (NI), *schriftlich.* - Ich habe die EntschlieÙung abgelehnt, da das Europäische Parlament entgegen dem Standpunkt des Rates eine Kürzung der Haushaltsmittel ablehnt. Die zusätzlich benötigten Mittel werden mit einem stetig steigenden Aufwand begründet. Diese Begründung ist mir nicht ausreichend, da konkrete Zahlen größtenteils nicht vorgelegt werden. Da aufgrund des Subsidiaritätsgrundsatzes die österreichische Souveränität die Grundregel und eine europäische Regelung eine Ausnahme sein sollte, konnte ich außerdem einer Mittelaufstockung für die dezentralen Agenturen (Erwägung 6) nicht zustimmen. Diesbezüglich möchte ich auf die enormen Verwaltungskosten dieser Agenturen (bis zu 71 % des Gesamtbudgets) hinweisen.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit.* – Ce rapport rejette la position du Conseil sur le budget européen 2015. Après une forte baisse du budget en 2014, la situation financière de l'UE est critique: elle n'est ni en mesure de solder les 26 milliards d'impayés accumulés à fin 2013, ni de financer la moindre priorité nouvelle. La proposition de la Commission pour 2015 était déjà indigente. Elle est rendue désastreuse par les restrictions supplémentaires réclamées par le Conseil. Des coupes inimaginables sont prévues dans les crédits pour la croissance et l'emploi pourtant affichées comme ses priorités absolues par le même Conseil. Des coupes tout aussi intolérables sont amplifiées dans la recherche, les PME, les infrastructures. Ce rapport qualifie donc à juste titre la proposition du Conseil «d'arbitraire, incohérente et catastrophique» dans ses conséquences. Le budget proposé par ce rapport reste cependant très insuffisant, avec à peine 2 milliards de plus que le budget 2013. Cela ne permettrait même pas de résorber les impayés, sans même parler de financer des priorités nouvelles.

Je m'abstiens car je partage la vive condamnation des délires austéritaires du Conseil mais je ne peux cautionner une contre-proposition aussi insuffisante que velléitaire.

Nuno Melo (PPE), *por escrito.* - Concordo com o documento aqui aprovado, hoje, em que o Parlamento reitera a sua posição sobre o orçamento da UE para o próximo ano. Temos que ser firmes na rejeição dos cortes feitos pelo Conselho ao projeto de orçamento.

Środa, 22 października 2014 r.

Temos que encontrar soluções para aumentar as dotações em áreas tão importantes como o crescimento, o emprego, a investigação, a educação e a ajuda humanitária. Concordo também que se adicionem quatro mil milhões de euros para evitar falhas graves nos pagamentos a autoridades locais, PME e outros beneficiários dos fundos europeus. Este novo orçamento tem que servir para ajudar a UE a reencontrar o caminho do crescimento e do desenvolvimento.

Alterei a minha intenção de voto à alteração 12, do eurodeputado Bas Eickhout, votando contra, por considerar que se deve respeitar a nossa herança cultural e pela importância da manutenção de raças bovinas únicas, entre as quais os toiros bravos.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. - I have voted in favour of this report because it focuses on reinforcing those programmes that are at the heart of the Europe 2020 strategy that aim to foster growth, employment and competitiveness (namely Horizon 2020, COSME, Erasmus+, the Digital Agenda, Progress and the Social Agenda, including EURES and the Microfinance Facility). This will lead the EU to further contribute to a more innovative and prosperous economy all throughout the Union.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. - I fully support the budget of the European Union for 2015, as we successfully managed to negotiate a package deal agreeing on targeted increases above the Commission's 2015 Draft Budget, especially for initiatives that will boost competitiveness, growth and jobs and will support initiatives in favour of reinforcements for asylum, migration and security. I also voted in favour of any amendments forbidding the use of any funds for breeders of bulls reared for bullfighting. The E.U funds should not be used to finance the exploitation of animals and their agony.

Giulia Moi (EFDD), *per iscritto*. - Il mio voto finale sul bilancio dell'Unione Europea per l'anno 2015 è stato negativo.

Tuttavia, ci tengo a precisare che ho votato a favore di alcuni importanti emendamenti, i quali richiedevano:

- di far diventare la disoccupazione e la lotta alla povertà le priorità dell'UE;
- delle misure di trasparenza per le indennità parlamentari;
- una «Single Seat» per una sede unica del Parlamento europeo.

Ho anche votato a favore dell'emendamento che chiedeva di non utilizzare gli stanziamenti a titolo della PAC per finanziare corride letali, ascoltando la voce di migliaia di cittadini che, come me, ritengono questa pratica inaccettabile, oltre che una palese violazione della convenzione europea sulla protezione degli animali negli allevamenti (Direttiva 98/58/CE del Consiglio);

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce texte qui complète le vote sur le projet de budget général 2015. Il reprend sous forme littéraire toutes les inquiétudes exprimées dans le vote précédent. Cependant, je dénonce la tentative inadmissible qui consiste à détourner le pouvoir budgétaire du Parlement européen pour en faire une arme anti-Strasbourg. En effet un amendement, contre lequel j'ai voté, a été déposé pour demander la mise en place d'un siège unique du Parlement européen. L'histoire de la construction européenne et de la ville de Strasbourg sont étroitement liées. La France, pays fondateur de l'Union, se doit de conserver le siège du Parlement à Strasbourg conformément au traité.

Renaud Muselier (PPE), *par écrit*. — J'ai voté pour ce budget sur lequel le PPE a permis l'obtention des crédits suivants: une enveloppe majorée de 26,5 millions d'euros pour la création d'emplois des PME, plus de 24 millions de crédits supplémentaires pour Erasmus +, 90 millions d'euros en plus sur la recherche scientifique par rapport à la proposition de la Commission. En ces temps de crise, le PPE a aussi milité avec succès pour une augmentation de 16,7 millions d'euros supplémentaires pour l'aide alimentaire aux plus démunis. Je m'inquiète néanmoins de la dette en constante augmentation qui résulte d'engagements non tenus par les Etats. Certes la conjoncture économique n'est pas propice mais ce sont les Etats qui se sont fixé leurs contributions pour ensuite les dénoncer.

Środa, 22 października 2014 r.

Victor Negrescu (S&D), *în scris*. - Am votat pentru proiectul de buget general al Uniunii Europene întrucât, prin efortul Comisiei pentru bugete din Parlamentul European, din care fac parte, am reușit să realizăm o arhitectură bugetară care se axează pe nevoile tinerilor, pe inovare, IMM-uri și politici sociale. Proiectul de buget prevede de altfel și proiectul pilot pe care l-am inițiat privind creșterea accesului la servicii medicale în mediu rural.

Dan Nica (S&D), *în scris*. - Am votat pentru proiectul de buget general al Uniunii Europene pentru exercițiul financiar 2015.

Bugetul Uniunii are un rol important în realizarea unor obiective politice precum: investiții în domeniul transporturilor, al energiei și al infrastructurii de telecomunicații la scara Uniunii (inclusiv finalizarea pieței unice digitale până în 2015), eficiența energetică, inovare și cercetare.

Șomajul reprezintă cea mai stringentă preocupare pentru UE, iar pentru relansarea economiilor statelor membre și crearea de noi locuri de muncă este necesar să se revină asupra politicilor de austeritate ale UE, permițând statelor membre să aplice cele mai potrivite opțiuni de politică pentru situațiile lor specifice. Prin urmare, bugetul UE ar trebui să se axeze în special pe crearea de locuri de muncă decente și pe o creștere economică durabilă.

De asemenea, instrumente precum FSE, Fondul European de Dezvoltare Regională, Fondul de coeziune sau Inițiativa privind ocuparea forței de muncă în rândul tinerilor sunt deosebit de importante pe timp de criză.

Având în vedere că 2015 va fi al doilea an de implementare a noului ciclu al fondurilor structurale și de investiții europene, subliniem necesitatea alocării unor credite de angajament și de plată suficiente pentru a garanta că programele ating numărul dorit de beneficiari și, astfel, produc impactul scontat.

Luděk Niedermayer (PPE), *písemně*. - Nepodpořil jsem další z kroků EP směřující k řešení stěhování mezi Bruslem a Štrasburkem. Mám k tomu dva důvody. První je, že sídlo EP určují Smlouvy, a není v moci EP je změnit. Navíc stále platí, že některé země tuto změnu nepodpoří. Proto nejde o reálnou snahu stav změnit. Přejde-li z Rady pozitivní signál na změnu tohoto stavu, budu o tom vážně uvažovat, neboť úsporné a efektivní vynakládání zdrojů je pro mne velmi důležité.

Druhým důvodem je fakt, že Evropská unie stejně jako podobné projekty či státy stojí na řadě symbolů. Není jich málo: třeba komisaři za každou zemi, rotace předsednictví a podobně. A Štrasburk je jedním z velmi důležitých symbolů – historicky, geograficky i kulturně. Neříkám, že „staré symboly“ se nesmí měnit, ale vždy je třeba vážit, co změna přinese a co odnese. Mimochodem, kdyby někdo v mé zemi navrhl, že zbouráme Pražský hrad, odvěký symbol naší státnosti a historie, jistě by neuspěl a možná skončil v péči zdravotnického zařízení. A přitom by ekonomicky mohlo být výhodné místo něj postavit betonové mrakodrapy.

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. - Der Gesamthaushaltsplan der EU für das Haushaltsjahr 2015 sieht sich weniger mit Kürzungen denn mit krassen Fehlinvestitionen konfrontiert. Zum einen werden Programme und Projekte aufgestockt, deren Sinn dem Bürger in Zeiten einer noch immer nicht ausgestandenen Finanzkrise nur schwer zu vermitteln ist, wie verschiedene Agenturen oder die Förderung bestimmter Zivilgesellschaften. Auf der anderen Seite werden wichtige Komponenten für das wirtschaftliche Wachstum, besonders die der kleinen und mittleren Unternehmen, vernachlässigt. Des Weiteren scheint keine ernstzunehmende Debatte über einen *Single Seat* des Europäischen Parlaments in Straßburg auf. Aus diesen Gründen habe ich gegen diesen Bericht gestimmt.

Aldo Patriciello (PPE), *per iscritto*. - Dopo aver esaminato scrupolosamente il documento in questione, ho espresso il mio voto favorevole.

Morten Helveg Petersen (ALDE), *skriftlig*. - Jeg stemte for, at vi opfordrer Rådet til at stoppe med at have flere hovedsæder for parlamentet. I dag bruger EU €114 millioner (ca. 850 mio. kr.) på at flytte medlemmer af Europa Parlamentet til Strassbourg. Derudover betyder rejsecirkusset en ekstra CO₂ udledning på 20.000 tons! Det er simpelthen ikke i orden at spille skatteydernes penge og skade miljøet på den måde. Det skal stoppes og jeg vil gøre alt, jeg kan for at stoppe rejsecirkusset. Det kræver dog at medlemslandene bliver enige og især Frankrig og Luxembourg står stejlt på at beholde Strassbourg. Meget ærgerligt.

Środa, 22 października 2014 r.

Andrej Plenković (PPE), *napisan.* - Ovogodišnji nacrt općeg proračuna EU-a je napravljen kako bi se uravnotežila raspodjela novca na obveze i plaćanja na koje se EU obavezala svojim programima. Podržavam povećanje sredstava koje je usmjereno prema programima koji su u središtu strategije Europa 2020., kao što su Obzor 2020., COSME, Erasmus+, kao i dodatno pojačavanje programa koji su ključni za izvršenje vanjskopolitičkih programa Unije – europska politika susjedstva te razvojna i humanitarna pomoć.

Budući da mala i srednja poduzeća predstavljaju glavni pokretač gospodarskog rasta u EU-u, ključno je i njima povećati financijsku potporu, čime će se uvelike doprinijeti borbi protiv nezaposlenosti. Podržavam i odobrenu dodatnu potporu za ublažavanje učinaka ruske zabrane na uvoz određenih poljoprivrednih i ribarskih proizvoda Unije. Istovremeno, drago mi je da je EU prepoznala značaj energetske neovisnosti i sinergije svih članica, te važnost promicanja obnovljivih izvora energije i energetske učinkovitosti radi postizanja energetske sigurnosti, posebno u državama članicama koje najviše ovise o ruskom plinu.

Kriza u Ukrajini je nametnula potrebu za snažnijom suradnjom glede svih energenata, a ne samo plina. Slijedom navedenog, uvjerenja sam kako je ovaj prijedlog nacrta proračuna pravi put napretka EU-a, stoga sam ga i podržao.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto.* - Ho dato il mio assenso al Bilancio generale dell'Unione europea perché in un momento difficile come quello che stiamo vivendo, di crisi economica e di bassa crescita, è necessario trovare il giusto equilibrio tra rigore e sviluppo, identificando con chiarezza e trasparenza le priorità politiche e gli obiettivi da raggiungere più importanti, attraverso un utilizzo ed un'allocazione efficace delle risorse disponibili.

Mi felicito che la Plenaria abbia dato l'accordo all'emendamento 86, sulla road map per portare ad una sede unica del Parlamento europeo. Credo che possa determinare importanti economie nel budget dell'UE, soprattutto in un momento come questo di risorse scarse, e soddisfa anche le istanze dei cittadini europei.

Mi rammarico invece che l'emendamento 34, sulla necessità di creare un Fondo di ristrutturazione per il settore dello zucchero, sia stato bocciato; le imprese europee di questo settore, che soffrono particolarmente di una grave crisi strutturale, avrebbero avuto bisogno di un aiuto mirato per far fronte alle necessarie ristrutturazioni che rilancino la loro competitività.

Jiří Pospíšil (PPE), *písemně.* - Podpořil jsem zprávu týkající se přijímání rozpočtu Evropské unie na rok 2015. Moje podpora byla postavena mimo jiné na faktu, že mezi priority rozpočtu patří podpora programu Erasmus+. Kandidoval jsem do Evropského parlamentu s programem dalšího rozvoje studentských výměn a pobytů, a proto vítám navýšení rozpočtu pro kapitolu týkající se programu Erasmus+.

Sofia Ribeiro (PPE), *por escrito.* - Votei favoravelmente o presente relatório, que atribui um orçamento equilibrado e que tem em consideração a situação europeia atual. No que concerne à proposta de alteração apresentada relacionada com a não atribuição de fundos da PAC às touradas de morte, esta é caracterizada por uma elevada falta de qualidade técnica. Não tem em conta os mecanismos de atribuição de apoios da PAC, e desconhece igualmente que não há apoios diretos à criação de touros de morte. Os seus autores tinham por obrigação apresentar uma proposta cujo sentido de voto pudesse resultar numa alteração efetiva. Não o tendo feito, considero que o voto favorável poderia iludir os eleitores, uma vez que na prática nada se alteraria. Assim sendo e como esta é uma não alteração, cujo conteúdo é absolutamente vazio, abstive-me.

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit.* — J'ai approuvé la résolution du Parlement européen sur la position du Conseil concernant le projet général de l'Union européenne pour l'exercice 2015. Je suis en faveur du rétablissement des montants ayant fait l'objet des coupes du Conseil car il est primordial que les lignes au cœur de la stratégie Europe 2020 soient renforcées en faveur de la croissance, de la compétitivité, de l'emploi et de la création. Par ailleurs, stabiliser notre dette est une priorité, et j'ai donc voté pour l'ajout de 4 milliards d'euros afin de régler les programmes en fin de parcours et éviter tout défaut de paiement grave, que l'Europe ne peut assurément pas se permettre.

Środa, 22 października 2014 r.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D), *por escrito*. - He votado a favor de este proyecto de presupuesto para restablecer el proyecto de presupuesto de la Comisión en la mayoría de las áreas recortadas por el Consejo, rechazando la propuesta de este de recortar 522 millones de euros en compromisos y 2 100 en pagos.

Las políticas de austeridad han sido un fracaso, no han aportado más que sufrimiento y no solo no nos han sacado de la crisis, sino que nos están llevando al borde de una tercera recesión. La situación actual exige un cambio de rumbo de la política económica y el presupuesto europeo debe servir para activar las inversiones públicas complementando los presupuestos nacionales e impulsando el crecimiento y el empleo.

El proyecto de presupuesto del Consejo no refleja las necesidades y prioridades de la Unión. Por ello, he apoyado esta Resolución que exige incrementos para líneas presupuestarias clave para el crecimiento, la competitividad y el empleo como Horizonte 2020, Erasmus + o COSME, y apuesta por un presupuesto que luche contra las desigualdades y atienda a nuestros ciudadanos que más sufren, incrementando el Fondo de Ayuda Europea para los Más Necesitados, y por un presupuesto que no recorte en política de vecindad, cooperación al desarrollo y ayuda humanitaria.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. - O PPE defende um orçamento credível, solidário e que contribua para o crescimento e o emprego, promovendo o investimento em investigação científica, no programa Erasmus+, PME e MIE. Por outro lado, a União Europeia possuía no final de 2013 cerca de 23,4 mil milhões em compromissos não pagos.

Foram estas as duas razões principais pelas quais votei o relatório hoje aprovado, que demonstrou o desagrado do PE face à posição do Conselho em efetuar cortes de mais de 500 milhões nas autorizações e 2 100 milhões nos pagamentos para 2015.

No caso dos atrasos nos pagamentos, parece-me evidente que mais cortes no orçamento significaria prolongar por mais tempo estes *não pagamentos* por parte da União, o que além de colocar em causa a sua credibilidade, fragiliza a saúde financeira das entidades que deles dependem.

Uma pequena palavra sobre a alteração n.º 12 em cujo voto me absteve, como forma de propiciar um debate mais alargado e mais consequente sobre esta matéria, no âmbito do Quadro Financeiro Plurianual e da própria PAC.

Iniciam-se agora os procedimentos de conciliação com o Conselho, que espero possam ir ao encontro das posições por nós defendidas no relatório hoje aprovado.

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. — J'ai soutenu le projet de budget pour l'année 2015 qui relève les crédits d'engagements à 146 380,9 millions d'euros et les crédits de paiements à 146 416,5 millions d'euros.

Le Parlement a annulé l'ensemble des coupes prévues par les États membres dans la proposition initiale de la Commission et a demandé des financements supplémentaires pour stimuler la croissance et l'emploi au sein de l'Union européenne.

Les PME et les programmes de recherche et d'éducation, dont fait notamment partie «Erasmus +», devraient recevoir 190 millions d'euros supplémentaires. Concernant les responsabilités internationales de l'UE, le Parlement a soutenu l'attribution de 400 millions d'euros supplémentaires.

Massimiliano Salini (PPE), *per iscritto*. - Ho votato a favore del progetto di bilancio (PB) per il 2015 proposto dalla Commissione, che ammonta a 145.599,3 milioni di EUR in stanziamenti d'impegno e a 142.137,3 milioni di EUR in stanziamenti di pagamento. Il volume complessivo degli stanziamenti di pagamento nel PB rappresenta un aumento moderato dell'1,4% rispetto al bilancio ed è tuttora inferiore di 2 miliardi di EUR rispetto all'esecuzione del bilancio 2013.

Środa, 22 października 2014 r.

La commissione BUDG ha votato un totale di 1.500 emendamenti e il risultato del voto soddisfa pienamente il Gruppo PPE. Tutti i tagli adottati dal Consiglio sono stati reintrodotti al livello del progetto di bilancio. Il gruppo PPE intende promuovere la crescita e il lavoro attraverso un bilancio che rafforzi la ricerca scientifica, il programma Erasmus+, il CEF e le PMI. Non accetta i tagli proposti dal Consiglio, che accentuano il problema dei pagamenti. Il Gruppo PPE ha ritenuto che tutti i tagli apportati dal Consiglio dovessero essere rivisti e ha proposto di utilizzare tutti gli strumenti di flessibilità a disposizione per affrontare efficacemente la situazione.

Matteo Salvini (NI), *per iscritto*. - Il mio voto finale sul bilancio dell'Unione Europea è negativo in quanto a fronte di tagli molto forti che Stati Membri ed Enti Locali stanno compiendo, quasi sempre a danno dei cittadini, non si scorge in questo bilancio la consapevolezza di fare altrettanto a livello delle Istituzioni Europee.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. - La delegación de PODEMOS en el Parlamento Europeo se ha abstenido puesto que señalamos nuestra plena disconformidad con el presupuesto definido desde su origen por parte de la Comisión Europea en su borrador. Más aún con los recortes adicionales propuestos por el Consejo y la falta de consideración a acuerdos básicos en la elaboración presupuestaria y multianual, insistiendo en su obsesión por una austeridad que pone en riesgo el funcionamiento elemental de programas importantes y que sigue apostando por abandonar la iniciativa pública para rescatar a la sociedad europea. No obstante la posición del Parlamento Europeo tan solo restaura el nivel de gasto, observamos que no procuran ir más allá de aceptar su congelación y pérdida de peso en la economía europea, que su principal preocupación son los retrasos y dificultades de pago de facturas vencidas, y que no ha tenido la audacia de plantear un presupuesto más ambicioso.

Alfred Sant (S&D), *bil-miktub*. - Nixtieq nirreġistra li l-vot tiegħi favur il-mozzjoni qed isir b'riżervi kbar. Fit-thaddim tal-fondi ssettjati taht il-baġit annwali, bil-maqlub ta' dak li jinghad, l-Unjoni qieghda timplimenta proċeduri ta' one size fits all – l-istess kejl qed jiġi applikat għal kulhadd.

Insemmi żewġ eżempji mill-esperjenza ta' Malta, l-ickien membru tal-Unjoni, kollu kemm hu gżira.

Wara Malta, dahlu pajjiżi oħra bhala membri. Dan kellu l-effett statistiku li baxxa l-medja fl-Unjoni tal-prodott gross domestiku ras imb'ras. B'hekk Malta tilfet l-aċċess għal ċerti fondi strutturali. Minflok, il-gvern innegozja u kiseb finanzi addizzjonali taht il-perspettiva baġitarja attwali. Madankollu l-istennija hi li azjendi privati ta' daqs zghir u medju mhux se jibbenefikaw minn dawn il-fondi minhabba r-regoli tal-Unjoni dwar għajnuniet tal-istat.

Is-sens komun jgħidlek li l-istess regoli m'għandhomx jiġu applikati għal dawn il-fondi.

It-tieni, għandna l-każ ta' Ghawdex, gżira iċken minn Malta bl-identità u l-karatteristiċi speċjali tagħha. Waqgħet lura minhabba insularità doppja. Tehtieg tmexxija reġjonali biex tiżviluppa.

F'paragun assurdu, il-Kummissjoni Ewropea ddecidiet kontra li Ghawdex jitqies b'dan il-mod billi qabblitha ma' gzejjer Skandinavi.

Fit-twertiq tal-baġit Ewropew u fl-użu tal-fondi qed jintesa principju essenzjali ta' x'jagħmel l-Ewropa dak li hi – jiġifieri, Ewropa tan-nazzjonijiet. Għalhekk il-vot tiegħi hu kondizzjonat bl-akbar riżervi.

Jean-Luc Schaffhauser (NI), *par écrit*. – Le paragraphe 86 du projet de résolution de Mmes Gardiazabal Rubial (S&D-ES) et Hohlmeier (PPE-DE) appelle le Parlement et le Conseil à définir une feuille de route pour un siège unique du Parlement européen.

J'ai voté contre cet amendement ainsi que l'ont fait les députés européens FN.

Je tiens à rappeler que les traités indiquent précisément que «le siège des institutions de l'Union est fixé du commun accord des gouvernements des États membres» et que «le Parlement européen a son siège à Strasbourg». Il n'y a donc qu'un siège du Parlement Européen et c'est le siège de Strasbourg.

Remettre en cause le siège strasbourgeois de l'institution parlementaire reviendrait à remettre en cause l'ensemble de l'équilibre de la géographie des institutions.

Środa, 22 października 2014 r.

Je défendrai cette position claire de manière constante.

Je vous remercie.

Christel Schaldemose (S&D), *skriflig*. - Jeg er kategorisk imod at EU-midler bruges til udflytning af arbejdspladser, imod støtte til tobaksproduktion og imod at der på nogen måde ydes støtte til lange transporter af levende dyr, som medfører lidelser for dyrene. Jeg er for øget gennemsækelighed ift. Unionens udgifter og Europa-Parlamentets brug af penge, og for et øget investeringsniveau i Europa til gavn for vækst og arbejdspladser i samtlige medlemslande. Derfor kæmper jeg aktivt for disse sager i mine udvalg og for at få dette inkluderet i relevante lovgivende tekster.

Jeg er også imod øget bureaukrati og reelt virkningsløse tiltag. En del af de forslag, som er stillet, skaber bureaukrati eller er virkningsløse. Mange af forslagene hører ikke hjemme i en afstemning om budgettet og vil ingen virkning have udenfor murene af dette parlament. Derfor har jeg på visse områder stemt imod forslag, der på overfladen kan lyde gode. Endelig anerkender jeg at der i Europa-Parlamentets forslag ligger gode og progressive tanker om at støtte vækst- og jobskabende initiativer samt nødvendig forskning og udvikling. Samlet er det dog min holdning, at EU må vise økonomisk ansvarlighed i denne tid og så vidt muligt prioritere disse indsatser indenfor eksisterende rammer. Jeg undlader derfor at stemme for budgettet.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. - He votado en contra del presupuesto de la UE para el año 2015 porque una vez más es el presupuesto del austericidio y la pobreza. Son unos presupuestos hechos de espaldas a la realidad de emergencia social que están viviendo las clases populares en todos los países de la UE. Este presupuesto sigue en la lógica neoliberal de los memorándums, de los recortes, de las privatizaciones de lo público y siguen sin ser unos presupuestos para la creación de empleo y de condiciones dignas de vida para los y las ciudadanos y ciudadanas de la UE.

Estos presupuestos siguen siendo el instrumento para seguir deteriorando los servicios públicos, en tanto que son el soporte para aplicar leyes que consagran el traspaso de dinero público, que debería emplearse en lo público, a empresas privadas a las que se entregará la gestión de lo público.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. - Labour MEPs voted today for the EU to do more of what it is good at, working collectively to deliver real benefits and developments in technology, such as funding for the Low Carbon Vehicle Technology Project at the University of Warwick and European Bioenergy Research Institute at Aston University – delivering cutting edge research to local industry. Labour MEPs voted for investment for growth and voted for regional funding that goes directly to communities in the West Midlands and the rest of the UK, as it is local communities that are best able to determine how to deliver for people locally. These are areas where we are more than the sum of our parts, where the EU makes a real difference, and I am proud that Labour MEPs have stood up for the constituents of the West Midlands and the UK in these areas today.

Branislav Škripek (ECR), *písomne*. - Podľa môjho úsudku sa rozpočet EÚ na rok 2015 zaobíde bez dodatočných 4 mld, o ktoré ho chce výbor pre rozpočet navýšiť. Je čas efektívne nakladať každým eurom. Ak chcú štáty dosahovať vyrovnané hospodárenie, musíme ich podporovať. Podporujem stanovisko ER, aby bol rozpočet šetrnejší voči daňových poplatníkov. Hlasujem PROTI.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan*. - Držim da je važno uskladiti proračun Unije s državnim proračunima zemalja članica s ciljem naglašavanja njegove uloge u promicanju rasta i zapošljavanja. Ali, zbog trenutne ekonomske situacije u kojoj treba reagirati odgovarajućim mjerama i programima, podržavam odluku da se u proračunu EU-a za 2015. povećaju sredstva za programe kojima se promiče rast, konkurentnost i zapošljavanje, kao što su Erasmus +, Socijalna agenda ili Obzor 2020.

U cilju borbe protiv nejednakosti potrebno je povećati financiranje programa i inicijativa poput Europe za građane, Fonda europske pomoći za najpotrebnije i njima sličnih programa. Podupirem i poziv za odobrenje 203,3 milijuna eura Europskom instrumentu za susjedstvo, kako bi EU bila u mogućnosti ispuniti svoje obveze koje ima prema svojem istočnom i južnom susjedstvu koje je suočeno s izazovima u pogledu gospodarskog i društvenog razvoja, imigracije i stabilnosti.

Środa, 22 października 2014 r.

Kako bi se smanjila ovisnost o ruskom plinu, važno je ulagati u obnovljive izvore energije radi postizanja energetske sigurnosti, te uskladiti ciljeve potrošnje sredstava namijenjenih energiji u okviru Obzora 2020. Podržavam odluku za povećanje financijskih sredstava namijenjenih malim i srednjim poduzećima, jer upravo njihova inovativnost može doprinijeti željenom gospodarskom oporavku EU-a u vidu smanjenja broja nezaposlenih i poticanja gospodarskog rasta.

Catherine Stihler (S&D), in writing. – Overall I could not support this resolution as it is not the time for a rise in the EU budget. Many areas need reform and the EU should do more of what it is good at, investing in research, in SMEs and creating real jobs and real growth.

What my Labour colleagues and I voted for is to work collectively to deliver real benefits, such as developments in technology. We voted for investment and for growth and voted for regional funding that goes directly to communities that are best able to determine how to deliver for people locally.

We also voted for the EU to fulfil the global demands that national governments have put on it – whether in Ukraine, Gaza or on Ebola.

These are areas where we are more than the sum of our parts, where the EU makes a real difference, and I am proud that Labour MEPs have stood up for our constituents in these areas.

I also voted against amendments to subsidise bullfighting and to subsidise the tobacco industry, which I do not feel are an appropriate use of EU funds (Amendments 232 and 231).

Pavel Svoboda (PPE), písemně. – Ačkoli podporuji návrh na ustavení pouze jednoho sídla Evropského parlamentu, při dnešním hlasování o navrženém bodu 86 (v přijatém textu jde o bod 87), jehož obsahem je výzva k vytvoření časového plánu k založení jediného sídla Evropského parlamentu, jsem se zdržel hlasování, jelikož se domnívám, že tato záležitost musí být řešena formou samostatného usnesení Evropského parlamentu, které potvrdí stanovisko Evropského parlamentu v této konkrétní věci, nikoli formou přílepku k materiálu, který se týká rozpočtu Evropské unie.

Eleftherios Synadinos (NI), γραπτώς. - Καταψηφίζω τη συγκεκριμένη έκθεση διότι μετατοπίζει το κέντρο βάρους της Ευρωπαϊκής Ένωσης περισσότερο προς τους αριθμούς και την οικονομική εξουσία, παρά προς τους ίδιους τους πολίτες της και τις ανάγκες τους.

Dubravka Šuica (PPE), napisan. - Nacrt proračuna koji je predložila Komisija veći je za 2,24 % od proračuna iz 2014. To stajalište je u skladu s činjenicom da je potrebno pronaći rješenje za periodični nedostatak plaćanja koji pogađa EU proračun. Prema odluci Odbora BUDG, plaćanja bi se trebala povećati za 4 milijarde EUR u odnosu na gornju granicu za 2015., a obveze bi također trebale biti povećane, pogotovo za programe kao što su COSME, Horzion 2020, Erasmus +.

Smatram da proračun EU-a dopunjava nacionalne proračune te daje dobar poticaj za stvaranje rasta i novih radnih mjesta. Upravo iz tog razloga, ne bi ga trebalo proizvoljno smanjivati nego bi pojedina područja trebalo čak i pojačati. Pogrešno je promatrati proračun samo kao financijsku stavku koja se dodaje kao teret nacionalnom proračunu, već kao priliku da se pospješe inicijative i ulaganja koja stvaraju dodanu vrijednost u EU-u kao cjelini. Zbog svega navedenog podržavam prijedlog Odbora i glasovala sam za proračun za 2015. godinu.

Richard Sulík (ECR), písomne - Návrh rozpočtu Európskej únie som nepodporil, pretože je predovšetkým o prerazdeľovaní peňazí, ktoré berie od tých, ktorí tvoria hodnoty. Veľkú časť rozpočtu zhltnie spoločná poľnohospodárska politika, ktorá už dávno nemala existovať. Podobne veľká časť ide na eurofondy, ktoré sa rozkrádajú a deformujú podnikateľské prostredie. Európska únia potrebuje zásadnú zmenu rozpočtu: viac šetriť na svojej administratíve, znížiť množstvo regulácií, zrušiť poľnohospodárske dotácie a pod.

Marc Tarabella (S&D), par écrit. — Nous avons voté en faveur du projet de budget général de l'Union, ainsi que du budget général 2015 de manière générale.

Il est toutefois important de souligner que nous avons rejeté les amendements:

1/ sur la subvention de l'Union en faveur des corridas;

2/ sur les subventions en faveur du tabac;

Środa, 22 października 2014 r.

3/ sur le musée d'histoire.

En revanche, nous sommes en faveur d'une feuille de route pour un siège unique.

Pavel Telička (ALDE), in writing. - With this vote on the budget of the European Union (EU), the Parliament adopted a strong position and expressed support to growth and jobs in the EU. Among other reasons, I voted in favour of this proposal to support our SMEs, but also research, innovation and education. EU needs ambition. I nevertheless disagree with some of the measures proposed. I voted for example against funding for breeding of bulls for bull-fighting. I also voted to put an end to export funds. I believe this is a distortion of the market and that these funds prevent some countries to develop their own production.

Ruža Tomašić (ECR), napisan. - Glasala sam protiv prijedloga rezolucije Europskog parlamenta o stajalištu Vijeća o nacrtu općeg proračuna Europske unije za financijsku godinu 2015. zbog dvije točke koje me posebno zabrinjavaju. Naime, protivim se preporuci izraženoj u poglavlju „Rješavanje opetovanih kriza u plaćanjima”, u kojoj izvjestitelj podupire prijedlog Komisije da se u potpunosti iskoriste raspoloživa sredstva u okviru gornje granice za plaćanje za 2015., čime se ne ostavlja razlika do gornje granice za plaćanja za 2015. godinu.

Na taj se način proračun za 2015. neće moći prilagoditi nepredviđenim pritiscima koji će se neizbježno pojaviti, te se zbog toga čvrsto protivim takvoj preporuci izvjestitelja i prijedlogu Europske komisije. S druge strane, zabrinjava me što bi svi nacrti izmjene proračuna trebali biti doneseni prije nego što se postigne sporazum o nacrtu proračuna za 2015., te sam zbog toga odlučila glasati protiv ovoga prijedloga.

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), in writing. - I voted in favour of this Budget but I want to stress that the budget has to be spent in order to provide answers to the priorities agreed: to fully support the EU's recovery, to strengthen the single market and to follow the EU guidelines to achieve the 2020 Strategy. In my view, giving public subsidies to raise bulls to be sent to bullfights is not a priority that the EU should support or promote, as it goes against my principal values of respecting the well-being of animals.

I also voted in favour of the amendment to paragraph 86 which 'Stresses that the Parliament and the Council, in order to create long term savings in the Union budget, must address the need for a roadmap to a single seat, as stated by the Parliament in several previous resolutions;'

I strongly support a single seat for this House in order to save waste and money, and also in order to be more environmentally-friendly in our work.

Ernest Urtasun (Verts/ALE), por escrito. - He votado favorablemente a la propuesta del Parlamento por su demanda de aumento significativo de diversas partidas esenciales que el Consejo quiere recortar.

Marco Valli (EFDD), per iscritto. - Ho votato contro la proposta di bilancio per l'esercizio 2015 perché sono presenti considerevoli risorse in voci che andrebbero ridotte e riallocate in settori chiave che rispondano concretamente alle reali esigenze degli Stati membri più in difficoltà.

Il M5S ha proposto in commissione Bilancio numerosi tagli nell'ambito di tutti quegli sprechi amministrativi presenti nelle diverse Istituzioni europee e ha allo stesso tempo cercato di riallocare parte di questi tagli in voci a supporto delle effettive necessità dei cittadini, quali stanziamenti a favore dell'occupazione, della lotta alla frode e alla corruzione, delle PMI, delle politiche di gestione e controllo dei flussi migratori e di strumenti per l'agevolazione di accesso al credito.

E' necessario valutare le performance di ogni programma europeo al fine di capire se gli stanziamenti previsti siano in grado realmente di contribuire al benessere dei cittadini. I fondi europei, infatti, devono essere prima di tutto efficienti e in grado di creare un valore aggiunto per i contribuenti.

Ho votato pertanto contro la proposta presentata in quanto, per l'ennesima volta, l'UE avrebbe visto spendere i propri soldi in voci superflue, quali finanziamenti alle fondazioni politiche, alla comunicazione e ai processi di preadesione, senza focalizzare invece la spesa su priorità chiave in un momento di così difficile crisi economica.

Środa, 22 października 2014 r.

Ángela Vallina (GUE/NGL), *por escrito*. - He votado en contra del presupuesto de la UE para el año 2015 porque una vez más es el presupuesto del austericidio y la pobreza. Son unos presupuestos hechos de espaldas a la realidad de emergencia social que están viviendo las clases populares en todos los países de la UE. Este presupuesto sigue en la lógica neoliberal de los memorandos, de los recortes, de las privatizaciones de lo público y siguen sin ser unos presupuestos para la creación de empleo y de condiciones dignas de vida para los y las ciudadanos y ciudadanas de la UE.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. - A nossa posição face ao orçamento e face a esta proposta reflete o nosso posicionamento relativamente a esta UE, com a sua matriz neoliberal, federalista e militarista.

O orçamento da UE é a expressão concreta de uma linha política orientada para a promoção do desmantelamento dos serviços públicos, a perda de direitos sociais e laborais e as parcerias público-privadas.

Este é o orçamento que dá suporte à austeridade, ao Semestre Europeu e a todas as agências que fiscalizam e condicionam as políticas dos Estados-Membros e castigam os maus alunos. É o orçamento que dá suporte às ingerências cada vez mais agressivas em diversos pontos do globo. Que constrói uma Europa Fortaleza cada vez menos solidária com os seus vizinhos.

Esta farsa ou esta pseudodisputa entre a Comissão e o Conselho não nos pode desviar do essencial, que é a condenação das políticas neoliberais desta UE suportadas por este orçamento.

Henna Virkkunen (PPE), *kirjallinen*. - Euroopan parlamentti allokoii budjetistaan noin 40 prosenttia maatalouden kehittämiseen ja yhteiseen maatalouspolitiikkaan. Kuluvan vuoden maatalousmäärärahat olivat noin 58 miljardia euroa. Ei ole yhdentekevää, mihin EU:n budjetista käytettävät määrärahat ohjataan. Maataloustukien on noudatettava kestäviä periaatteita - tarkoituksena on taata toimivat maataloustuotteiden sisämarkkinat, vähentää haitallista ja markkinoita vääristävää tukea ja taata tuottajille riittävä toimeentulo ja kuluttajille puhdasta ruokaa. Tukipolitiikan on oltava myös eettisesti kestävä. En hyväksy yhteisen maatalousbudjetin käyttöä tupakkatuotteiden kasvatukseen. Täysin perusteeton on myös härkätaisteluihin kasvattavien tuottajien saama emolehmäkorvaus. Kyse on myös yhteisen budjetin legitimitetistä jäsenmaiden kansalaisten keskuudessa. Esimerkiksi tupakkatuotteiden tai härkätaistelujen tukemiseen yhteisiä rahoja ei pidä käyttää.

Jadwiga Wiśniewska (ECR), *na piśmie*. - W poprawce 232 do projektu budżetu ogólnego UE jest mowa o tym, że finansowe wsparcie hodowli byków wykorzystywanych do walk nie powinno być pokrywane z budżetu Unii Europejskiej. Corrida, w trakcie której wykorzystywane są te byki, jest tradycją hiszpańską, dlatego UE nie powinna w to ingerować, a tym bardziej finansować, wątpliwych z humanitarnego punktu widzenia przedsięwzięć. Zgodnie z Europejską Konwencją o Ochronie Zwierząt Hodowlanych zwierzęta nie powinny cierpieć i być narażone na zranienia i strach. Podczas głosowania opowiedziałam się za przyjęciem poprawki, czyli przeciwko wspieraniu przez Unię Europejską hodowli byków wykorzystywanych do walk.

Anna Záborská (PPE), *písomne*. - Na prvý pohľad je logické, že členské štáty v snahe o šetrenie rozpočtov a znižovanie deficitov prichádzajú s návrhmi na výrazné škrtý v návrhu rozpočtu na rok 2015. Pri bližšom pohľade však vidíme, že mnohé tieto návrhy sa týkajú najmä kľúčových oblastí, ako sú inovácie, výskum, infraštruktúra, podpora malého a stredného podnikania a energetika. Pritom najmä energetická bezpečnosť nie je dosiahnuteľná bez zvýšenia investícií do energetickej infraštruktúry, energetickej účinnosti, prepojení a výroby energie z obnoviteľných zdrojov. Už teraz chýbajú v rozpočte na rok 2015 prostriedky, ktoré boli schválené Radou pri prerokovávaní viacročného finančného rámca na roky 2014-2020. Preto podporujem pozíciu Parlamentu, ktorá požaduje návrat k návrhu Komisie, aby sa predišlo oneskoreniu platieb pre výskum, univerzity a rozvoj podnikateľského sektora.

Zároveň považujem za populizmus, ak hlavy štátov a vlád na každom samite hovoria o dôležitosti rastu a vytvárania pracovných miest, pričom zároveň tí istí politici navrhujú škrtý v rozpočte EÚ práve v týchto oblastiach.

Marco Zullo (EFDD), *per iscritto*. - Ho votato contro la proposta di bilancio per il 2015 perché ritengo che non ci si sia sufficientemente impegnati a tagliare le spese inutili e inopportune e supportare invece le iniziative virtuose.

Środa, 22 października 2014 r.

In particolare, mi rammarico per il mancato raggiungimento del quorum per l'emendamento che intendeva escludere gli allevamenti di tori da combattimento dai finanziamenti erogati all'interno della PAC. E' vergognoso che tali pratiche brutali che prevedono l'uccisione di animali per intrattenimento siano sostenute attraverso soldi pubblici, che potrebbero essere invece utilizzati per scopi più nobili.

La società civile si è mobilitata in tal senso, raccogliendo 10.000 firme solo in Italia a sostegno di questo emendamento: una importante testimonianza di quanto sia diffusa la consapevolezza della necessità di tutelare gli animali come esseri senzienti. Noi parlamentari abbiamo il dovere di rappresentare queste istanze e di farci portavoce di questa sensibilità.

Io, come molti altri miei colleghi, ho avvertito questa sensibilità, prima firmando questo emendamento e poi votando a favore. Il nostro impegno questa volta non è bastato, ma auspico in futuro che sempre più deputati possano unirsi a questa battaglia di civiltà.

5.5. Protokół do umowy o wolnym handlu UE z Koreą Południową w celu uwzględnienia przystąpienia Republiki Chorwacji do Unii Europejskiej (A8-0012/2014 - Jan Zahradil)

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

Pascal Arimont (PPE), *schriftlich*. - Anlässlich des Beitritts der Republik Kroatien als 28. Mitgliedstaat zur EU ist es notwendig, dass auch das Zusatzprotokoll zum Freihandelsabkommen zwischen der Europäischen Union und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Republik Korea andererseits ratifiziert wird, um zu gewährleisten, dass die Republik Kroatien sich weiterhin in vollem Umfang an dem nach wie vor geltenden Freihandelsabkommen zwischen der EU und Korea beteiligt.

Zwar wird dieses Zusatzabkommen bereits seit dem 1. Juli 2013 angewendet, die Zustimmung des EU-Parlaments ist allerdings eine verbindliche Komponente beim Abschluss des Prozesses zur Ratifizierung dieses Zusatzprotokolls. Dieser Pflicht ist das EU-Parlament mit dem vorliegenden Bericht nachgekommen.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. - I have abstained on this motion, because although I disagree with the principle of the EU rather than nation states conducting free trade agreements, this is merely a technical change to an existing agreement.

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. — L'accord de libre-échange UE-Corée du Sud adopté en 2011 vise à intégrer les économies européenne et coréenne, et à supprimer les barrières commerciales entre les deux partenaires.

Les exportations de l'UE vers la Corée représentent 37,8 milliards d'euros en 2012 et les exportations de la Corée vers l'UE s'élève à 37,9 milliards d'euros en 2012. Les exportations de l'UE qui ont progressé le plus grâce à l'ALE sont le pétrole de la mer du Nord, les machines, les véhicules à moteur et les pièces détachées.

Je pense qu'il était donc important que la Croatie puisse faire également partie de cet accord.

Dominique Bilde (NI), *par écrit*. – Le 1^{er} juillet 2013, la Croatie est devenue le 28^{ème} Etat membre de l'Union Européenne et un protocole d'accord additionnel à l'accord de libre-échange UE-Corée de 2009 fut signé.

Cette décision, que l'on nous demande d'approuver, doit garantir que la Croatie continue de participer pleinement à cet accord de libre-échange. L'approbation du parlement pour ce type de décision est obligatoire.

Je me suis prononcée contre ce protocole parce que je considère que l'Union européenne doit arrêter cette libéralisation progressive des échanges et l'élimination totale des droits de douane et des barrières existantes, et même s'il s'agit ici d'une modification technique, je ne souhaite pas cautionner l'accord de libre-échange passé.

Środa, 22 października 2014 r.

Mara Bizzotto (NI), *per iscritto*. - Non ho sostenuto col mio voto la relazione Zahradil sul protocollo aggiuntivo di scambio fra UE e repubblica di Corea. Il provvedimento è poco equilibrato e non tiene conto delle disparità tra queste realtà economiche. Mentre le aziende del paese asiatico si muovono in un mercato estremamente dinamico e competitivo, quelle europee stanno ancora attraversando una fase di crisi fortissima e ritengo che questo accordo rischierebbe di danneggiarle ulteriormente.

Malin Björk (GUE/NGL), *skriftlig*. - Jag har lagt ned rösten.

Vänsterpartiet och GUE/NGL motsatte sig det ursprungliga avtalet mellan EU och Republiken Korea, bl.a. utifrån miljö- och konsumentintressen.

Det principiella motståndet kvarstår. Men då denna omröstning handlar om en konsekvensändring, med Kroatien som nytt medlemsland i EU, så väljer jag att lägga ned rösten.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. - He votado a favor de esta Recomendación para que la República de Croacia pueda participar plenamente como miembro de la Unión Europea en el Acuerdo de Libre Comercio UE-Corea, firmado en 2009.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. - Balsavau dėl šio pranešimo, nes juo Parlamentas pritarė laisvosios prekybos sutarties tarp ES ir Korėjos pakeitimams, reikalingiems atsižvelgti į Kroatijos įstojimą į Europos Sąjungą. Konkrečiai ši susitarimo dalis, kuriai šiandien pritarė ir Europos Parlamentas, yra susijusi su prekių kilmės ženklinimu. Susitarimo nuostatos bus taikomos iš Korėjos į Kroatiją arba iš Kroatijos į Korėją eksportuojamoms prekėms, kurios atitinka Susitarimo kilmės taisyklių protokolo nuostatas ir kurios 2013 m. liepos 1 d. buvo pakeliui arba buvo laikinai saugomos Korėjos arba Kroatijos muitinės sandėlyje arba laisvojoje zonoje.

Gianluca Buonanno (NI), *per iscritto*. - Ho espresso voto contrario. Il provvedimento è dannoso, la Corea del Sud è paese con industrie molto più dinamiche in un settore industriale molto competitivo. Dovremmo tutelarci con dazi *ad hoc* anziché aprire loro il mercato UE.

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. — L'Union européenne et la Corée du Sud sont deux partenaires commerciaux très importants. Cela fait déjà trois ans que l'UE et la République de Corée ont mis en place un accord de libre-échange. Cet accord fonctionne très bien et les deux parties en bénéficient. Avec l'adhésion de la Croatie à l'Union en 2013, tous les accords internationaux, commerciaux ou autres, doivent être élargis à ce nouvel État membre. J'ai voté en faveur de ce rapport qui insiste sur l'importance d'adapter le cadre législatif européen aux changements structurels opérés au sein de l'Union.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. - Il 6 marzo 2014 il Consiglio dell'UE ha concluso, a nome dell'Unione europea (UE) e dei suoi Stati membri, il protocollo aggiuntivo dell'accordo di libero scambio firmato il 15 ottobre 2009 con la Repubblica di Corea. Il 17 febbraio 2011 il Parlamento europeo ha adottato una risoluzione legislativa approvando tale accordo con 465 voti favorevoli, 128 contrari e 19 astensioni.

Il 1° luglio 2013 la Repubblica di Croazia ha aderito all'UE diventando il 28° Stato membro. Il protocollo aggiuntivo all'accordo di libero scambio UE-Corea che tiene conto dell'adesione della Croazia è stato firmato ed è altresì entrato in vigore dal 1° luglio 2013. L'attuale decisione del Consiglio mira dunque a garantire che la Croazia continui a partecipare pienamente all'accordo di libero scambio UE-Corea che rimane in vigore.

Ho votato a favore del protocollo tenendo conto che l'approvazione del Parlamento europeo a tale decisione del Consiglio è un elemento obbligatorio ai fini del completamento del processo di ratifica e contribuisce a tutelare l'integrità del mercato interno dell'Unione.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. - Il protocollo aggiuntivo all'accordo di libero scambio tra l'UE e la Corea mira a prendere in considerazione l'ingresso della Repubblica di Croazia il 1° luglio 2013 all'Unione europea. Di conseguenza, la raccomandazione dell'on. Jan Zahradil inquadra soltanto giuridicamente questa situazione.

L'approvazione del Parlamento europeo a tale decisione del Consiglio è un elemento obbligatorio ai fini del completamento del processo di ratifica.

Środa, 22 października 2014 r.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. - Ho votato a favore del Protocollo all'accordo di libero scambio tra l'Unione europea e i suoi Stati membri, da una parte, e la Repubblica di Corea, dall'altra, il cui scopo è quello di tenere conto dell'adesione della Croazia all'Unione europea. Infatti, in seguito all'ingresso di quest'ultima nell'Unione europea, si è resa obbligatoria una revisione di tutti gli accordi commerciali in forza, affinché vengano estesi, con i relativi benefici e obblighi, alla Croazia. Questo avviene di solito attraverso un protocollo di adesione, come appunto in questo caso specifico con la Corea del Sud.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. - Ho deciso di votare favorevolmente al progetto di decisione del Consiglio, relativo alla conclusione a nome dell'Unione europea di un protocollo aggiuntivo all'accordo di libero scambio tra l'Unione europea e i suoi Stati membri, da una parte, e la Repubblica di Corea, dall'altra, iniziato in data 15 ottobre 2009, per tener conto dell'adesione della Croazia all'UE. Ritengo necessario che alla Croazia venga garantita la possibilità di partecipare all'accordo di libero scambio UE-Corea attualmente in vigore. Sostengo, inoltre, che sia necessario votare favorevolmente al fine di tutelare l'integrità del mercato interno dell'Unione Europea, oltre che per giungere al completamento del processo di ratifica dell'accordo stesso con lo Stato Sud Coreano.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. - This vote reflects the accession of Croatia to the EU, which as a Member State is to enjoy participation in the Free Trade Agreement already in force between the EU and its Member States of the one part and the Republic of Korea of the other. For this reason I voted in favour.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. - Voto a favore della conclusione di un protocollo aggiuntivo all'accordo di libero scambio tra l'UE e la Corea. Presto il mio supporto al completamento del processo di ratifica e contribuire in questo modo a tutelare l'integrità del mercato interno dell'Unione considerato anche il fatto che il 1° luglio 2013 la Repubblica di Croazia abbia aderito all'UE diventando il 28° Stato membro. Con il mio voto favorevole intendo far sì che tale Stato membro continui a partecipare pienamente all'accordo di libero scambio UE-Corea.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. - No es la primera vez que me posiciono en contra de los acuerdos de libre comercio ya que la desregulación comercial es una forma más que tienen las economías fuertes de introducirse en nuevos mercados a costa del desmantelamiento progresivo de los sistemas productivos más débiles, haciendo crecer así las desigualdades y las asimetrías entre países y poniendo en competición a los trabajadores de las diferentes zonas geográficas.

A pesar de que este informe es puramente técnico, al ser un componente del proceso de ratificación del protocolo adicional de adhesión de Croacia a la UE, no he votado a favor del mismo por lo anteriormente expuesto.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. - The European Union and the Republic of Korea adopted a mutual understanding on Trade, known as the EU-Korea FTA, in 2011, with a majority of elected representatives from Member States voting in favour of the agreement. Trade agreements such as the EU-Korea FTA ensure guarantees and safeguards so that both parties reap the benefits. In order to safeguard trade agreements like these, the EU must ensure that new Member States who join the EU fully participate in these forms of agreements. For this reason, I voted in favour of the reinstatement of this agreement taking into consideration Croatia's accession to the EU last year.

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. - Par le vote de ce texte, l'Union européenne souhaite faire pleinement bénéficier la Croatie, dernier État l'ayant rejoint, des avantages qu'elle est en mesure de procurer notamment de sa puissance commerciale. À cet égard, je suis favorable à ce texte qui permettra non seulement de sécuriser juridiquement l'extension de l'accord de libre-échange UE-République de Corée à la Croatie, mais aussi de préserver l'intégrité du marché intérieur de l'Union.

Isabella De Monte (S&D), *per iscritto*. - Il 1° luglio 2013 la Repubblica di Croazia ha aderito all'UE diventandone il 28° Stato membro. A decorrere dallo stesso giorno è entrato in vigore, a titolo provvisorio, un protocollo aggiuntivo all'accordo di libero scambio UE-Corea che tenesse conto dell'adesione della Croazia.

Środa, 22 października 2014 r.

Il 6 marzo 2014 il Consiglio dell'Unione europea ha deciso di concludere, a nome dell'Unione europea e dei suoi Stati membri, il protocollo aggiuntivo all'accordo di libero scambio precedentemente firmato il 15 ottobre 2009 tra l'UE e i suoi Stati membri, da una parte, e la Repubblica di Corea, dall'altra.

Ho ritenuto di votare a favore di questa disposizione perché, con tale decisione, si mira a garantire conformemente all'atto di adesione della Croazia all'UE, che tale stato membro continui a partecipare pienamente all'accordo di libero scambio UE-Corea.

Pablo Echenique (GUE/NGL), por escrito. - Hemos votado abstención pues, pese a estar en contra del TLC, consideramos que es coherente que Croacia como Estado miembro de la UE se armonice con el resto de Estados de la UE.

No apoyamos el acuerdo de libre comercio UE - Corea aprobado en julio de 2011. El acuerdo acarrea importantes consecuencias negativas para la economía europea y el empleo, sobre todo en lo relativo a la industria del automóvil y en las potencialidades de industrialización de Europa. Además, el tratado no considera el impacto ambiental que tendría el intercambio de bienes procedentes del otro lado del planeta. Las organizaciones campesinas y sindicales coreanas también manifestaron un fuerte rechazo al tratado. Sin embargo, la Resolución legislativa del Parlamento Europeo, de 22 de octubre de 2014, sobre el proyecto de Decisión del Consejo relativa a la celebración, en nombre de la Unión Europea y de sus Estados miembros, del Protocolo Adicional del Acuerdo de Libre Comercio entre la Unión Europea y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Corea, por otra, para tener en cuenta la adhesión de Croacia a la Unión Europea, aborda simplemente la incorporación de Croacia, como nuevo Estado miembro de la Unión, a dicho acuerdo.

José Manuel Fernandes (PPE), por escrito. - A assinatura do Protocolo Adicional do Acordo de Comércio Livre assinado por todos os Estados-Membros e pela República da Coreia estabeleceu um conjunto de princípios importantes para o desenvolvimento económico sustentado da União Europeia, abrindo ainda mais um canal para a distribuição dos seus produtos. Sendo a República da Croácia um Estado-Membro de pleno direito desde julho de 2013 e estando já abrangida, ainda que a título provisório, por este protocolo, faz sentido que continue a participar plenamente neste Acordo de Comércio Livre, que continua ainda em vigor.

João Ferreira (GUE/NGL), por escrito. - É conhecida a nossa posição sobre o livre comércio. Recordando Lacordaire: *Entre o rico e o pobre, entre o forte e o fraco, é a lei que liberta e a liberdade que oprime.* A desregulação do comércio é uma forma de as economias mais fortes abocanharem novos mercados à custa do desmantelamento progressivo dos sistemas produtivos mais débeis. Crescem as assimetrias entre países. E em todos eles se força uma corrida ao fundo no plano dos direitos e dos salários dos trabalhadores. Pondo a força de trabalho de origens geográficas diferentes em competição, força-se a sua desvalorização geral.

Sendo a aprovação pelo Parlamento Europeu uma componente obrigatória da conclusão do processo de ratificação do Protocolo Adicional de adesão da Croácia à UE, este relatório assume um carácter essencialmente técnico, já que não estamos a decidir nem a criação de uma zona de livre comércio, nem a adesão da Croácia, mas sim a adaptar a legislação existente tendo em conta as consequências dessa adesão.

Quanto à adesão, é conhecida a nossa posição: não ignorando o sentido profundo do alargamento num processo de integração capitalista, como o é a União Europeia, entendemos que a decisão de adesão ou não deve ser tomada respeitando a vontade soberana de cada povo. Daí a nossa abstenção.

Monika Flašíková Beňová (S&D), písomne - Európska únia a jej členské štáty uzavrela dňa 6. marca 2014 Dodatkový protokol k Dohode o voľnom obchode medzi Európskou úniou na jednej strane a Kórejskou republikou na druhej strane. Chorvátska republika pristúpila k Európskej únii 1. júla 2013 a stala sa jej 28. členským štátom. V dôsledku pristúpenia Chorvátska k Európskej únii bolo potrebné zohľadniť toto pristúpenie v už existujúcej dohode. Cieľom rozhodnutia Rady je preto zabezpečiť v súlade s aktom o pristúpení Chorvátska k Európskej únii, aby sa Chorvátsko plne zúčastňovalo na predmetnej dohode.

Środa, 22 października 2014 r.

Lorenzo Fontana (NI), *per iscritto*. - Esprimo voto contrario all'accordo di libero scambio UE-Corea del Sud. Il testo non convince per vari aspetti, non da ultimo il fatto che le aziende del Paese Asiatico sono molto più dinamiche e si sviluppano in un contesto molto più competitivo del nostro.

Lampros Fountoulis (NI), *γραπτώς*. - Η πλήρης ένταξη της Κροατίας σε αυτή την συμφωνία θα σημαίνει και την προβληματική διάθεση των προϊόντων της στην ΕΕ, με αποτέλεσμα την οικονομική της εξάρτηση και την οικονομική της καταστροφή. Για τον παραπάνω λόγο ψηφίζω αρνητικά στο Πρωτόκολλο της Συμφωνίας Ελεύθερων Συναλλαγών μεταξύ της Ευρωπαϊκής Ένωσης και των κρατών μελών της, αφενός, και της Δημοκρατίας της Κορέας, αφετέρου, προκειμένου να ληφθεί υπόψη η προσχώρηση της Κροατίας στην Ευρωπαϊκή Ένωση.

Neena Gill (S&D), *in writing*. - I voted for the additional Protocol to the EU-Republic of Korea Free Trade Agreement, as it clearly concerns a technicality necessary to take Croatia's accession to the EU into account.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado abstención pues, pese a estar en contra del TLC, consideramos que es coherente que Croacia como Estado miembro de la UE se armonice con el resto de Estados de la UE. No apoyamos el acuerdo de libre comercio UE - Corea aprobado en Julio de 2011. El acuerdo acarrea importantes consecuencias negativas para la economía europea y el empleo, sobre todo en lo relativo a la industria del automóvil y en las potencialidades de industrialización de Europa. Además, el tratado no considera el impacto ambiental que tendría el intercambio de bienes procedentes del otro lado del planeta. Las organizaciones campesinas y sindicales coreanas también manifestaron un fuerte rechazo al tratado. Sin embargo, la Resolución legislativa del Parlamento Europeo, de 22 de octubre de 2014, sobre el proyecto de Decisión del Consejo relativa a la celebración, en nombre de la Unión Europea y de sus Estados miembros, del Protocolo Adicional del Acuerdo de Libre Comercio entre la Unión Europea y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Corea, por otra, para tener en cuenta la adhesión de Croacia a la Unión Europea, aborda simplemente la incorporación de Croacia, como nuevo Estado miembro de la Unión, a dicho acuerdo.

Pablo Iglesias (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado abstención pues, pese a estar en contra del TLC, consideramos que es coherente que Croacia como Estado miembro de la UE se armonice con el resto de Estados de la UE. No apoyamos el acuerdo de libre comercio UE - Corea aprobado en Julio de 2011. El acuerdo acarrea importantes consecuencias negativas para la economía europea y el empleo, sobre todo en lo relativo a la industria del automóvil y en las potencialidades de industrialización de Europa. Además, el tratado no considera el impacto ambiental que tendría el intercambio de bienes procedentes del otro lado del planeta. Las organizaciones campesinas y sindicales coreanas también manifestaron un fuerte rechazo al tratado. Sin embargo, la Resolución legislativa del Parlamento Europeo, de 22 de octubre de 2014, sobre el proyecto de Decisión del Consejo relativa a la celebración, en nombre de la Unión Europea y de sus Estados miembros, del Protocolo Adicional del Acuerdo de Libre Comercio entre la Unión Europea y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Corea, por otra, para tener en cuenta la adhesión de Croacia a la Unión Europea, aborda simplemente la incorporación de Croacia, como nuevo Estado miembro de la Unión, a dicho acuerdo.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. - Glasao sam za, jer se ovim nacrtom Dodatnog protokola uz Sporazum o slobodnoj trgovini između Europske unije (i njezinih članica) i Republike Koreje uzima u obzir pristupanje Hrvatske Europskoj uniji, te se istoj omogućuje da u potpunosti sudjeluje u implementaciji spomenutog Sporazuma. U vrijeme ekonomske globalizacije i otvaranja svjetskih tržišta, iznimno je važno osigurati održivost i konkurentnost gospodarstva i trgovanja manjih država EU-a poput Hrvatske.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. - J'ai voté en faveur du rapport de mon collègue Jan Zahradil concernant le Protocole à l'accord de libre-échange UE-République de Corée. Ce texte a pour objectif de tenir compte de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne dans cet accord avec la Corée. Le rapport a été adopté à une majorité de 524 voix pour, 53 voix contre et 106 abstentions, ce dont je me félicite.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de cette résolution relative au protocole à l'accord de libre-échange UE-République de Corée pour tenir compte de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne. Rappelons que depuis 2010, l'UE et la Corée du Sud ont resserré leurs liens en concluant un partenariat stratégique qui garantit un niveau élevé d'engagement mutuel. Ces relations reposent principalement sur deux grands accords: l'accord-cadre UE-Corée du Sud adopté en 2010 et justement l'accord de libre-échange UE-Corée du Sud adopté en 2011. Cet accord est l'accord commercial le plus ambitieux jamais négocié par l'Union européenne et le premier signé avec un pays asiatique. Il prévoit la suppression de droits de douane pour près de 99 % des produits échangés dans un délai de cinq ans, ainsi

Środa, 22 października 2014 r.

que la disparition de nombreuses barrières non tarifaires. Il permettra de stimuler le commerce bilatéral, avec comme base fondamentale, le principe de la réciprocité. Il améliorera également la pénétration des entreprises européennes sur le marché coréen et, plus largement, dans toute l'Asie.

Afzal Khan (S&D), *in writing*. - I supported the report. The technical amendment will allow Croatia to fully participate and benefit from the Free Trade Agreement between the EU and the Republic of Korea.

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. - Voto positivamente la raccomandazione dell'on. Jan Zahradil, che ha consentito alla Croazia, divenuta il 1° luglio 2013 il 28esimo Stato membro dell'UE, di godere degli effetti dell'accordo di libero scambio firmato il 15 ottobre 2009 tra l'UE e i suoi Stati membri, da una parte, e la Repubblica di Corea dall'altra. Il protocollo aggiuntivo rappresenta un elemento obbligatorio ai fini del completamento del processo di ratifica e contribuisce inoltre a tutelare l'integrità del mercato interno dell'Unione europea.

Javi López (S&D), *por escrito*. - Desde la adhesión de Croacia a la UE en julio de 2013, el Acuerdo de Libre Comercio UE-Corea (que data de 2009) se ha venido aplicando de forma provisional. En marzo de 2014, la UE concluyó la firma del Protocolo Adicional del Acuerdo de Libre Comercio UE-Corea para tener en cuenta la adhesión de Croacia y que Croacia continúe participando plenamente en el Acuerdo UE-Corea. La aprobación por el Parlamento de esta decisión del Consejo constituye un trámite obligatorio para finalizar el proceso de ratificación del Protocolo Adicional. Por ello, he votado favorablemente esta recomendación.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), *por escrito*. - No es la primera vez que me posiciono en contra de los acuerdos de libre comercio ya que la desregulación comercial es una forma más que tienen las economías fuertes de introducirse en nuevos mercados a costa del desmantelamiento progresivo de los sistemas productivos más débiles, haciendo crecer así las desigualdades y las asimetrías entre países y poniendo en competición a los trabajadores de las diferentes zonas geográficas.

A pesar de que este informe es puramente técnico, al ser un componente del proceso de ratificación del protocolo adicional de adhesión de Croacia a la UE, no he votado a favor del mismo por lo anteriormente expuesto.

Ivana Maletić (PPE), *napisan*. - Dana 6. ožujka 2014., Vijeće Europske unije odlučilo je u ime Europske unije i njezinih država članica zaključiti dodatni protokol uz Sporazum o slobodnoj trgovini koji je potpisan 15. listopada 2009. između država članica, s jedne strane, i Republike Koreje, s druge strane. Europski parlament dao je svoj pristanak za sklapanje ovog Ugovora.

Dana 1. srpnja 2013. Republika Hrvatska pristupila je Uniji i postala je njezina 28. članica. Potpisan je Dodatni protokol između EU-a i Republike Koreje uzimajući u obzir ulazak Hrvatske u EU, te se počeo privremeno primjenjivati od 1. srpnja 2013.

Podržala sam ovo Izvješće jer sadašnja Odluka Vijeća nastoji osigurati, u skladu sa Zakonom o pristupanju Hrvatske u EU, da će Hrvatska kao članica i dalje u potpunosti sudjelovati u slobodnoj trgovini između EU-a i Republike Koreje te potpisivanjem Sporazuma doprinijeti očuvanju integriteta unutarnjeg tržišta Unije.

Pristanak Europskog parlamenta obavezna je komponenta u završetku procesa ratifikacije Dodatnog protokola.

Andrejs Mamikins (S&D), *rakstiski*. - ES obligāti jāattīsta attiecības ar Āziju. Jautājums ar Dienvidkoreju sen jau ir atrisināts, šī bija zināmā mērā tehniskā balsošana, jo Horvatija tagad ir pilntiesīga ES dalībvalsts. Nobalsoju "par".

David Martin (S&D), *in writing*. - The free trade agreement with the Republic of Korea has produced a substantial increase in trade between South Korea and the EU. I welcome its extension to include Croatia.

Fulvio Martusciello (PPE), *per iscritto*. - Ho votato a favore della risoluzione riguardante i dazi doganali sui beni provenienti dalla Ucraina perché ritengo che tale proposta sia determinante per il processo di pace in Ucraina. Ritengo inoltre fondamentale per l'UE ampliare gli accordi di partnership in campo commerciale perché fortemente necessari a rafforzare la sicurezza finanziaria economica e sociale dell'UE, contribuendo positivamente allo sviluppo di una Europa inclusiva giusta e forte

Środa, 22 października 2014 r.

Barbara Matera (PPE), *per iscritto*. - E' un dovere di questo Parlamento agire affinché, ad ognuno dei membri dell'Unione europea, vengano garantiti gli strumenti necessari alla realizzazione delle proprie aspettative sociali ed economiche, sulla base di un pieno rispetto del principio di equità.

E' dunque essenziale che, ognuno di essi, goda delle stesse prerogative di accesso ad un mercato di ispirazione globale, il cui corretto funzionamento dipende dal grado di efficienza degli accordi tra le parti.

In un tale contesto, la conclusione di un protocollo aggiuntivo all'accordo di libero scambio tra gli Stati membri dell'UE, da una parte, e la Repubblica di Corea, dall'altra, che tenga in considerazione l'adesione della Croazia alla compagine comunitaria, rappresenta un atto di assoluta responsabilità, la garanzia che, all'ultimo dei paesi entrati a far parte della nostra famiglia europea, continui ad essere assicurata una piena partecipazione all'accordo economico tra l'Unione ed il paese asiatico.

La mia decisione di votare a favore della relazione del collega Zahradil deriva, oltre che dalle precedenti considerazioni, anche da una consapevolezza precisa: la riduzione delle barriere commerciali, così come la creazione di un ambiente più stabile e trasparente per il commercio e gli investimenti, rappresentano due presupposti essenziali per il raggiungimento della prosperità e della crescita all'interno dei nostri paesi.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. - Un accord de libre-échange a été signé le 15 octobre 2009 entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la république de Corée, d'autre part. Le 17 février 2011, le Parlement européen a adopté une résolution législative par laquelle il a donné son approbation à la conclusion d'un protocole additionnel à accord. Le 1^{er} juillet 2013, la République de Croatie a adhéré à l'Union européenne et en est devenue le 28^e État membre. Le Parlement doit à présent approuver la participation de la Croatie à l'accord de libre échange UE-Corée pour en achever le processus de ratification. Etant opposé aux traités de libre-échange comme à l'adhésion de la Croatie, je vote contre ce texte.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. - A adesão da Croácia como membro da UE, que ocorreu em 1 de julho de 2013, tem como consequência a necessidade de se aprovar uma retificação ao Protocolo do Acordo de Comércio Livre entre a União Europeia e a República da Coreia. Trata-se de um pró-forma para preservar a integridade do mercado interno da União Europeia.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. - I have voted in favour of this recommendation, as this Additional Protocol to the EU-Republic of Korea Free Trade Agreement will safeguard the integrity of the Union's internal market. Moreover, this recommendation will also make sure that Croatia continues to fully participate in the EU-Republic of Korea Free Trade Agreement.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. - Je salue la ratification par le Parlement européen de la décision du Conseil ajoutant un protocole additionnel visant à inclure la Croatie dans l'accord de libre-échange signé le 15 octobre 2009 entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part.

Cet accord de libre-échange vise à la libéralisation progressive du commerce de marchandises et de services et à l'élimination des droits de douane et autres barrières existant entre ces deux zones économiques. Il est vital pour la démocratie européenne que le Parlement ratifie ce type d'accord qui touche à la nature originelle même de l'Union européenne, qui est de commercer avec le monde extérieur.

Giulia Moi (EFDD), *per iscritto*. - Il protocollo aggiuntivo all'accordo di libero scambio UE-Corea, che tiene conto dell'adesione della Croazia, è entrato in vigore a titolo provvisorio a decorrere dal 1° luglio 2013. Di conseguenza, l'attuale decisione del Consiglio mira a garantire, conformemente all'atto di adesione della Croazia all'UE, che tale Stato membro continui a partecipare pienamente all'accordo di libero scambio UE-Corea.

L'approvazione del Parlamento europeo a tale decisione del Consiglio è un elemento obbligatorio ai fini del completamento del processo di ratifica e contribuisce, inoltre, a tutelare l'integrità del mercato interno dell'Unione.

Środa, 22 października 2014 r.

Il mio voto è stato, pertanto, favorevole.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce texte. L'Union européenne entretient des relations commerciales avec la Corée du sud dans le cadre d'un accord de libre-échange. Le texte voté aujourd'hui vise à inclure la Croatie définitivement dans cet accord. La Croatie était incluse dans un protocole additionnel puisque les négociations de l'accord avaient débuté avant l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne.

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. - Eine ständig wachsende Zahl an Freihandelsabkommen dient in erster Linie dem Wohl bestimmter multinationaler Großkonzerne. Wie das derzeit hart umstrittene Beispiel TTIP zeigt, wirkt sich dies zunehmend negativ auf das Empfinden der Bürger aus, dass dem Verbraucherschutz und nachhaltiger ökonomischer Entwicklung ausreichend Rechnung getragen wird. Dies gilt nicht in erster Linie für die Problematik der Eingliederung Kroatiens in den europäischen Binnenmarkt und die Adaption entsprechender Rahmenverträge, sondern spiegelt meine grundsätzliche Skepsis wider, zum gegenwärtigen Zeitpunkt den Teilnehmerkreis der bestehenden Freihandelsverträge auszuweiten.

Aus diesem Grund habe ich gegen den Antrag gestimmt.

Tonino Picula (S&D), *napisan*. - Pozdravljam prilagodbu Protokola uz Sporazum o slobodnoj trgovini između EU-a i Republike Koreje hrvatskom pristupanju Uniji. Iako Koreja ne spada među najveće trgovinske partnere Republike Hrvatske, trgovinska razmjena ovih dviju zemalja ima značajan potencijal za rast putem ulaganja u luke i infrastrukturu, izvoz hrvatskih proizvoda i kroz povećanje broja turista kojih je čak 58% više lani posjetilo Hrvatsku.

Ovom prilikom želim podsjetiti da je ovaj Sporazum prilagođen čak 15 mjeseci nakon pristupanja Hrvatske i ukazati kako su još brojni trgovinski sporazumi koje je EU sklopila s trećim zemljama ostali neprilagođeni, među kojima su i sporazumi s nekim od najznačajnijih trgovinskih partnera Hrvatske poput BiH. Pristupanjem Europskoj uniji Hrvatska je preuzela ugovorne i trgovinske odnose koje Europska unija ima s trećim zemljama i automatski napustila dotadašnje trgovinske sporazume sa trećim zemljama.

No, treće zemlje nisu automatski prilagodile svoje sporazume pristupanju Hrvatske EU-u, zbog čega hrvatsko gospodarstvo trpi značajne štete. Nadam se kako ćemo što prije glasovati o prilagodbi preostalih trgovinskih sporazuma EU-a i trećih zemalja, kako bi hrvatski gospodarstvenici mogli ravnopravno sudjelovati na svjetskom tržištu.

Andrej Plenković (PPE), *napisan*. - Želio bih zahvaliti Europskoj komisiji, Vijeću i Europskom parlamentu na svim uložnim naporima kako bi Protokol uz Sporazum o slobodnoj trgovini između Europske unije i Republike Koreje uzimajući u obzir pristupanje Hrvatske Europskoj uniji što prije stupio na snagu. Privremena primjena Protokola omogućila je hrvatskim gospodarstvenicima da budu konkurentniji na tržištu Republike Koreje te koriste preferencijalne carinske stope.

Kao recentan primjer i potvrdu dobre suradnje mogu navesti Ugovor o prodaji i distribuciji hrvatskog piva na korejsko tržište kojeg je jedna hrvatska pivovara sklopila 10. listopada ove godine.

Uvjeren sam kako je to samo jedan od koraka koji će pomoći Hrvatskoj da ojača svoje gospodarstvo te postane priznata i na tržištima van Europe. Podržavam odluku Europskog parlamenta kojom je primjena postala trajna.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. - La votazione sul progetto di decisione del Consiglio relativo alla conclusione a nome dell'Unione europea e dei suoi Stati membri di un protocollo aggiuntivo all'accordo di libero scambio tra l'Unione europea e i suoi Stati membri, da una parte, e la Repubblica di Corea, dall'altra, viene fatta per tener conto dell'adesione della Croazia all'Unione europea avvenuta successivamente alla data dell'accordo. L'accordo di libero scambio UE-Corea dove rientra anche la Croazia è stato firmato ed entrato in vigore a titolo provvisorio già il 1 luglio 2013. Dare l'approvazione finale alla decisione del Consiglio è un atto necessario per far sì che si completasse il processo di ratifica e che il mercato interno dell'Unione europea agisca nella sua piena integrità.

Środa, 22 października 2014 r.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. — Je vote en faveur de ce protocole additionnel permettant de prendre en compte l'adhésion de la Croatie au sein de l'accord de libre-échange entre l'Union et la République de Corée parce que l'approbation du Parlement européen est la condition sine qua non à la conclusion d'un tel protocole.

L'accord de libre-échange avec la Corée s'est révélé profitable de manière générale. Il ne saurait donc préexister une entrave si flagrante à cet accord.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D), *por escrito*. - He votado a favor de esta recomendación para que la República de Croacia pueda participar plenamente como miembro de la Unión Europea en el Acuerdo de Libre Comercio entre la UE y Corea, firmado en 2009.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. - O Conselho da União Europeia celebrou, em 6 de março de 2014, o Protocolo Adicional do Acordo de Comércio Livre (ACL) assinado em 15 de outubro de 2009 entre a UE e os seus Estados-Membros, por um lado, e a República da Coreia, por outro, o qual já contemplava a adesão da Croácia à União Europeia, que veio a ocorrer em 1 de julho de 2013.

Desde essa data que o Protocolo Adicional do ACL UE-Coreia do Sul tem sido aplicado a título provisório. A decisão do Conselho vem assim garantir que a Croácia, na sequência da adesão à UE, possa continuar a participar, de pleno direito, no ACL UE-Coreia, que se mantém em vigor.

Nessa medida, e porque se trata de uma componente obrigatória da conclusão do processo de ratificação do Protocolo Adicional, votei a favor da presente recomendação, a qual contribui para a manutenção e preservação da integridade do mercado interno europeu.

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. — Lors de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne (1^{er} juillet 2013), le protocole additionnel de l'accord de libre-échange UE-Corée a été signé le même jour pour tenir compte de cette adhésion et il est appliqué à titre provisoire depuis cette date.

La décision actuelle du Conseil vise à garantir à la Croatie qu'elle puisse continuer à participer pleinement à l'accord UE-Corée.

J'ai donc soutenu ce rapport qui permet d'achever le processus de ratification du protocole additionnel.

Massimiliano Salini (PPE), *per iscritto*. - L'ingresso della Croazia nell'Unione europea obbliga a una revisione di tutti gli accordi commerciali in forza per permettere la loro estensione, con benefici e obblighi, alla Croazia. Questo viene generalmente fatto con un protocollo di adesione, come in questo specifico caso della Corea del Sud. Ho votato a favore per sostenere il processo di adesione della Repubblica di Croazia all'UE e favorire l'interscambio commerciale con la Repubblica di Corea.

Matteo Salvini (NI), *per iscritto*. - Questo provvedimento è dovuto al fatto che la Croazia non era ancora parte dell'UE quando venne approvato l'accordo di libero scambio UE-Corea del Sud. Coerentemente con il mio voto contrario dato all'intero testo durante la scorsa legislatura, anche per quanto riguarda questo protocollo confermo la mia contrarietà. L'accordo di libero scambio UE-Corea del Sud, infatti, non convince per vari aspetti, non da ultimo il fatto che le aziende del Paese Asiatico sono molto più dinamiche e si sviluppano in un contesto molto più competitivo del nostro.

Środa, 22 października 2014 r.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. - He votado abstención pues, pese a estar en contra del TLC, considero que es coherente que Croacia como Estado miembro de la UE se armonice con el resto de Estados de la UE. No apoyamos el acuerdo de libre comercio UE - Corea aprobado en Julio de 2011. El acuerdo acarrea importantes consecuencias negativas para la economía europea y el empleo, sobre todo en lo relativo a la industria del automóvil y en las potencialidades de industrialización de Europa. Además, el tratado no considera el impacto ambiental que tendría el intercambio de bienes procedentes del otro lado del planeta. Las organizaciones campesinas y sindicales coreanas también manifestaron un fuerte rechazo al tratado. Sin embargo, la Resolución legislativa del Parlamento Europeo, de 22 de octubre de 2014, sobre el proyecto de Decisión del Consejo relativa a la celebración, en nombre de la Unión Europea y de sus Estados miembros, del Protocolo Adicional del Acuerdo de Libre Comercio entre la Unión Europea y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Corea, por otra, para tener en cuenta la adhesión de Croacia a la Unión Europea, aborda simplemente la incorporación de Croacia, como nuevo Estado miembro de la Unión, a dicho acuerdo.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. - No es la primera vez que me posiciono en contra de los acuerdos de libre comercio ya que la desregulación comercial es una forma más que tienen las economías fuertes de introducirse en nuevos mercados a costa del desmantelamiento progresivo de los sistemas productivos más débiles, haciendo crecer así las desigualdades y las asimetrías entre países y poniendo en competición a los trabajadores y a las trabajadoras de las diferentes zonas geográficas y, sometiendo al campesinado de ambos lados a la competencia desleal de la agricultura industrial y de los negocios de la agroexportación.

El hecho de hacer circular una cantidad enorme de mercancías, entre ellas alimentos que comemos cada día y que podríamos encontrar en proximidad, suponen un aumento muy fuerte de la emisión de gases de efecto invernadero, con lo cual se agrava todavía más la crisis climática.

A pesar de que este informe es puramente técnico, al ser un componente del proceso de ratificación del protocolo adicional de adhesión de Croacia a la UE, no he votado a favor del mismo por lo anteriormente expuesto.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. - I welcome today's vote on the ratification of the Additional Protocol to the EU-Korea FTA taking account of Croatia's accession to the EU.

This vote is a mandatory component in the completion of the ratification process of the Additional Protocol and contributes to safeguarding the integrity of the Union's internal market.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan*. - Kao hrvatski zastupnik u Europskom parlamentu, podržavam sklapanje Dodatnog protokola uz postojeći Sporazum o slobodnoj trgovini. Sklapanjem Protokola Hrvatska postaje korisnica povlastica bilateralnog trgovinskog ugovora koji postoji između Južne Koreje i EU-a, a njegova provedba bi trebala pogodovati razvoju tržišta i gospodarskom rastu u objema zemljama.

Sporazumom se članice EU-a i Republika Koreja obvezuju eliminirati 98,7 % carinskih obveza na vrijednost trgovine za industrijske i poljoprivredne proizvode u sljedećih 5 godina. Hrvatska je tijekom 2012., najviše izvozom odašiljača radiotelefonije, turbomlaznih motora i ostataka od proizvodnje škroba u Koreju, ostvarila dobit od oko 8 milijuna dolara, dok je u 2013. izvozom pretežno istih proizvoda ostvarila dobit od 12 milijuna dolara, što pokazuje povećanje izvoza od 50 %.

S druge strane, iz Koreje je najviše uvezeno osobnih automobila i motornih vozila te električnih uređaja. Smatram da ovaj Protokol otvara mnoge mogućnosti za Hrvatsku s obzirom na veličinu tamošnjeg tržišta. Pozdravljam ovu odluku, jer Ugovor o slobodnoj trgovini povećava promete trgovinskih bilanca između zemalja korisnica te time potiče razvoj obaju gospodarstava. Ovim putem iskoristio bih priliku da pozovem zemlje koje imaju potpisan sporazum o slobodnoj trgovini s EU-om, a nisu ga uskladile ulaskom Hrvatske u EU-u, da to učine.

Dubravka Šuica (PPE), *napisan*. - Nakon što je 24. rujna 2012. Vijeće odobrilo Komisiji otvaranje pregovora s Republikom Korejom kako bi se zaključio Dodatni protokol uz Sporazum o slobodnoj trgovini (Free Trade Agreement) između Europske unije i njenih država članica te Republike Koreje, potrebno je uzeti u obzir pristupanje Hrvatske Europskoj uniji („Protokol“).

Środa, 22 października 2014 r.

Potreban je pristanak Parlamenta kako bi se zaključio Protokol od strane Europske unije. Hrvatska je kao nova članica Unije obvezna provoditi i poštivati sve zakone i ugovore koje članstvo u EU-u nalaže, te će se rado priključiti Sporazumu o slobodnoj trgovini između država članica EU-a i Republike Koreje.

Slobodna trgovina omogućuje veći protok različitih dobara te razvija tržište i otvara nove poslovne prilike. Podržavam ovaj Protokol jer će provedba navedenog ugovora zasigurno koristiti Hrvatskoj, kao i Europskoj uniji. Sve države unutar EU-a imaju jednak status, pa samim time izglasavanje ovog Protokola ima više formalnu prirodu te je ujedno simboličan čin koji pokazuje ravnopravnost svih država članica.

Eleftherios Synadinos (NI), γραπτώς. - Καταπιφίζω το συγκεκριμένο σχέδιο διότι στην περίπτωση που η Κροατία ενταχθεί πλήρως στην εν λόγω συμφωνία με την Κορέα, η διάθεση των προϊόντων της - σε σχέση με τα αντίστοιχα προϊόντα που παράγονται στην Κορέα - θα είναι προβληματική και θα οδηγηθεί σε οικονομική δυσχέρεια.

Marc Tarabella (S&D), par écrit. — Le 1^{er} juillet 2013, la République de Croatie a adhéré à l'Union européenne et en est devenue le 28^e État membre. Le même jour, le protocole additionnel à l'ALE UE-Corée a été signé pour tenir compte de cette adhésion et est appliqué à titre provisoire depuis cette date.

La décision actuelle du Conseil vise par conséquent à garantir, conformément à l'acte d'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, que cet État membre continuera à participer pleinement à l'ALE UE-Corée, qui demeure en vigueur.

L'approbation par le Parlement européen de cette décision du Conseil est obligatoire pour achever le processus de ratification du protocole additionnel et contribue à préserver l'intégrité du marché intérieur de l'Union.

Ruža Tomašić (ECR), napisan. - Glasovala sam za Protokol uz Sporazum o slobodnoj trgovini između Europske unije i Republike Koreje kako bi se uzelo u obzir pristupanje Republike Hrvatske Europskoj uniji. Naime, usvajanje protokola nužno je kako bi se navedeni Sporazum o slobodnoj trgovini mogao trajno primijeniti na zajedničko tržište.

S druge strane, kao zastupnica iz Republike Hrvatske, posebno podržavam ovaj Protokol jer njegovom ratifikacijom trajno otvaramo još jedno tržište hrvatskim poduzetnicima i ulagačima. Inicijative su već pokrenute u tom smjeru, kao na primjer skorašnje otvaranje privremenog diplomatskoga ureda u Južnoj Koreji, okrenutog između ostalog gospodarskoj diplomaciji, te zbog toga potpuno podržavam taj novi korak naprijed u jačanju gospodarskih odnosa između Južne Koreje i moje domovine.

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), in writing. - Any agreement to facilitate business exchange is positive for European companies, and in a context of economic crisis still more, since exports are very important to maintain the growth of the European economy. Moreover, the internal market is one of the best treasures of the European Union. It has brought economic growth, prosperity and better life quality to the countries that are in it, so it is a great pleasure to welcome Croatia in it. That is why I have supported this protocol, because it contributes to safeguarding the integrity of the Union's internal market and facilitates exports in Asia.

Ángela Vallina (GUE/NGL), por escrito. - No es la primera vez que me posiciono en contra de los acuerdos de libre comercio ya que la desregulación comercial es una forma más que tienen las economías fuertes de introducirse en nuevos mercados a costa del desmantelamiento progresivo de los sistemas productivos más débiles, haciendo crecer así las desigualdades y las asimetrías entre países y poniendo en competición a los trabajadores de las diferentes zonas geográficas.

A pesar de que este informe es puramente técnico, al ser un componente del proceso de ratificación del protocolo adicional de adhesión de Croacia a la UE, no he votado a favor del mismo por lo anteriormente expuesto.

Miguel Viegas (GUE/NGL), por escrito. - Sendo a aprovação pelo Parlamento Europeu uma componente obrigatória da conclusão do processo de ratificação do Protocolo Adicional de adesão da Croácia à União Europeia, não é menos verdade que este momento deve servir para uma reflexão profunda sobre o que tem sido o alargamento da UE ao longo das últimas décadas.

Środa, 22 października 2014 r.

Com efeito, este alargamento não tem contribuído para o desenvolvimento destes países. Com efeito, e apesar das ajudas iniciais, não escondem a debilitação dos aparelhos produtivos, com consequência sociais gravíssimas. Mesmo as infraestruturas subsidiadas com fundos europeus, estão hoje ao serviço da grande indústria do centro da Europa, provando assim que o alargamento é feito sobretudo em função de uma estratégia de alargamento de mercados do e de captação de mão-de-obra barata.

5.6. Europejski semestr na rzecz koordynacji polityki gospodarczej: realizacja priorytetów na rok 2014 (A8-0019/2014 - Philippe De Backer)

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

Jana Žitňanská (ECR) - Podľa mňa úlohou uznesení Európskeho parlamentu je upozorňovať na porušenia záväzkov, snažiť sa o korekcie nežiaduceho stavu, oceniť, povzbudiť v úspešnom plnení cieľov a záväzkov. Inštitúcie Európskej únie majú jasne určené právomoci a nástroje k napĺňaniu cieľov. Je preto nadbytočné uchýľovať sa k expresívnemu, no v realite málo platnému jazyku. Deje sa to práve v schválenom uznesení k európskemu semestru. Ako inštitúcia tu vyjadrujeme poľutovanie nad tým, že Európe hrozí zaostávanie. My môžeme vyjadriť ľútosť nad tým, keď niekto zomrie, keď sa udeje nejaká prírodná katastrofa, keď sa udejú veci, ktoré nevieme ovplyvniť, ale nie tam, kde sa očakávajú od nás návrhy a konkrétne riešenia. Touto cestou preto vyzývam Parlament, a teda aj vás všetkých kolegovia, aby sme sa do budúcnosti takémuto jazyku vyhli a sústredili našu pozornosť na návrh reálnych riešení, ktoré posunú Európu dopredu.

Csaba Sógor (PPE). - Mr President, I was glad to see that my amendment expressly pointing to the issue of Roma poverty, social marginalisation and discrimination in Europe, was accepted in the final report on the European Semester. This is proof of the fact that here in the European Parliament we are aware of and agree on the need to implement long-term targeted and integrated measures aimed at reducing the social and economic marginalisation of Roma communities.

I believe that these measures should also be included and followed through in the European Semester recommendations for all countries facing challenges in this field. Drawing the Roma into the regular labour market would provide them with social benefits. On the one hand it would alleviate the burden of social welfare systems and on the other hand would lead to increases in tax revenues. In the long term, however, I found that it is imperative that we increase school attendance by Roma children and that we take more targeted measures against early school leaving.

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

Martina Anderson (GUE/NGL), *in writing*. - I voted against the De Backer report on the European Semester for Economic Policy Coordination. Countries like Ireland which require progressive economic policy have instead been tied to an awful austerity agenda which has resulted in deprivation, poverty, unemployment. Entire rural communities have been left desolate, with no employment opportunities for the young, resulting in mass emigration. The only way to get the economies back up and running is to combine public investment with protection of wages of low and middle income earners. The austerity agenda is having an impact in the North, with proposed welfare cuts on top of the billions that have been deducted from the Block Grant. Families, the working poor, single parents and the disabled that actually suffered most throughout the recession are being subjected to further cuts to their benefits. Tories in London, Dublin and Brussels are all cheerleaders of this approach. The failure of austerity policies and cuts, North and South, are impacting on our most vulnerable in society, and those with the levers of power are ignoring the fact that what is needed is real investment that will reinvigate our economies in Ireland and across Europe.

Pascal Arimont (PPE), *schriftlich*. - Ich begrüße diesen Initiativbericht des EU-Parlaments zum Europäischen Semester, da er nicht nur die wichtigsten Bereiche verdeutlicht, die es am dringendsten zu reformieren gilt, sondern auch die Defizite aufzeigt, die bei dessen Umsetzung auftreten.

Środa, 22 października 2014 r.

Beim Europäischen Semester handelt es sich um einen Zyklus, in dessen Verlauf die EU-Mitgliedstaaten ihre Wirtschafts- und Fiskalpolitik aufeinander abstimmen. Zentral sind dabei die länderspezifischen Empfehlungen, die konkrete und auf jeden einzelnen Mitgliedstaat zugeschnittene Orientierungsmaßstäbe für dessen Finanz-, Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik geben. Das Semester soll dazu dienen, solide öffentliche Finanzen zu gewährleisten, Wirtschaftswachstum zu fördern und übermäßige makroökonomische Ungleichgewichte zu verhindern.

Es ist bisher nicht nur eine fehlende Übereinstimmung zwischen dem europäischen Engagement und der Umsetzung der Empfehlungen durch die Mitgliedstaaten festzustellen, auch die Einbindung der nationalen und regionalen Parlamente sowie des Europäischen Parlaments ist gering. Zwar sollten die Empfehlungen der EU-Kommission den Mitgliedstaaten politischen Raum für die Gestaltung der Maßnahmen und spezifischen Reformen lassen, diese sollten andererseits aber auch Reformen vorschlagen, die glaubwürdig sind.

Das gemeinsame Vorgehen im Rahmen des Semesters ist als Partnerschaft zu verstehen mit einer klaren Aufteilung der Kompetenzen zwischen der EU und den Mitgliedstaaten. Ebenso muss die frühzeitige und weitest mögliche Einbindung der Parlamente gewährleistet werden.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. - As a UKIP MEP, this resolution goes against the fundamental principles of what I believe about economic policy, which could and should be the preserve of the Member States.

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. — Certains aspects de la proposition soulignent prioritairement le besoin d'une initiative ambitieuse basée sur un plan d'investissement pour relancer et soutenir la croissance économique et avant toute chose la création d'emplois et je ne peux que m'en réjouir.

Cependant, il reste dans ce rapport des points inacceptables. Tout d'abord, le mystère reste entier quant à la provenance des 300 milliards d'euros promis pour l'investissement. En effet, nous ne savons toujours pas si cet argent proviendra du résultat d'économies faites sur d'autres politiques ou s'il s'agit de ce qu'on appelle du «fresh money».

Ce texte aurait dû insister davantage sur l'importance cruciale de l'investissement public. Surtout lorsque l'on constate la friosité de l'investissement privé. Car cet investissement public peut permettre, par exemple, la création de zoning industriel, d'autoroutes mais aussi la mise en œuvre d'un plan de développement énergétique dont nous manquons tant. En d'autres termes, c'est lui qui est une des clés principales de la relance économique et du pari en l'avenir.

La protection sociale et la santé des travailleurs restent également un des points délicats de ce rapport. Le droit des travailleurs n'est que très peu abordé, notamment lorsqu'on dit vouloir supprimer les red tapes via REFIT.

Dominique Bilde (NI), *par écrit*. – Ce rapport portant sur le semestre européen pour la coordination des politiques économiques et les priorités pour 2014 retranscrit parfaitement toute la pensée «européiste» qui domine actuellement l'Union européenne.

Alors même que les peuples subissent une crise économique qui n'en finit plus, ce rapport nous propose rien de moins que de poursuivre la politique d'austérité dont on ne peut que constater les méfaits. Il insiste sur la nécessité des Etats membres de respecter les exigences budgétaires de Bruxelles sous peine de procédures judiciaires et porte l'euro, monnaie unique, sur l'autel de la prospérité (alors même que la zone euro est plus mal en point que l'Union européenne elle-même!).

Le rapport reconnaît une augmentation de 10 millions de personnes vivant dans la pauvreté entre 2010 et 2012 mais il nous livre «ses» solutions pour relancer la croissance: réforme structurelles dont les systèmes de santé et le recul de l'âge à la retraite, une «politique de l'immigration commune, moderne et inclusive», stimulation de la mobilité des travailleurs et libre-circulation, rétablissement d'un «environnement favorable» pour les entreprises... En somme, une descente aux enfers avec toujours plus de fédéralisme et d'ultralibéralisme, c'est pourquoi j'ai voté contre.

Mara Bizzotto (NI), *per iscritto*. - Considerando che quello del semestre europeo è uno degli strumenti attraverso i quali la Commissione ha imposto il commissariamento dell'UE sui bilanci e sulle economie degli Stati membri impedendo la ripresa delle nostre economie, non ho appoggiato la relazione De Backer che tratta delle attuazioni delle priorità di questo strumento per il 2014.

Środa, 22 października 2014 r.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. - Europa no puede seguir por el camino de la austeridad. Las políticas de austeridad y devaluación interna no han causado más que un aumento del desempleo, especialmente juvenil, hasta tasas inasumibles, pobreza laboral, precariedad y aumento de la desigualdad.

Europa necesita reactivar un ciclo inversor que incentive la creación de empleo y recupere la demanda interna para evitar caer en una tercera recesión. Es urgente implementar el plan de inversiones anunciado por el presidente de la Comisión con fondos adicionales e instar a los países con margen de maniobra para que pongan en marcha políticas expansivas que tiren del conjunto de la Unión. Y deben superarse los objetivos de control del déficit al mantenimiento e incentivación de la cohesión social, sacrificada a lo largo de estos años de austeridad.

Asimismo, debemos ayudar a los Estados miembros a llevar a cabo un mejor aprovechamiento de los fondos europeos, evitando que la vinculación entre estos y los principios de buena gobernanza pueda desencadenar perjuicios para los ciudadanos de los países en dificultades. Junto a la Unión Económica y Monetaria, debemos erigir un pilar social que blinde el modelo social europeo.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Europos Sąjungoje nedarbas vis dar išlieka didelis, ypač jaunimo tarpe. Todėl norėčiau paraginti valstybes nares kuo skubiau įgyvendinti Jaunimo užimtumo iniciatyvą, kuri dabar turėtų būti vienas iš svarbiausių prioritetų visose šalyse, siekiant padėti jauniems žmonėms gauti darbą, ypač pirmąjį savo darbą. Be to, Jaunimo užimtumo iniciatyva turėtų būti laikoma paskata visoms valstybėms narėms naudoti Europos socialinio fondo (ESF) lėšas platesniems projektams, susijusiems su jaunimu, o ypač su skurdu ir socialine įtrauktimi, finansuoti.

Dėl ekonominės ir finansinės krizės, dėl valstybėse narėse taikomų taupymo priemonių, Europoje labai padidėjo ir toliau auga skurdas, ypač vaikų skurdas. Taip pat turime kuo didesnę dėmesį skirti ir moterų skurdui, nes šiuo metu didžiausią mažiausias pajamas gaunančių asmenų dalį sudaro moterys. Taigi, Komisija ir valstybės narės, atsižvelgdamos į pateiktas EP rekomendacijas, savo politinėse programose turėtų užtikrinti, kad visiems žmonėms būtų suteikta reikalinga ir atitinkama socialinė apsauga, prieinamumas prie sveikatos ir socialinių paslaugų, reikėtų didesnio pažeidžiamų grupių įtraukimo į darbo rinką, skurdo darbe mažinimo, lyčių lygybės skatinimo. Be to, būtina skatinti sveikatą ir saugą darbe, stiprinti darbuotojų, dirbančių pagal netipines darbo sutartis, teises ir užtikrinti didesnę savarankiškai dirbančiųjų socialinę apsaugą.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. - Nivelul crescut al datoriilor, rata ridicată a șomajului, în special în rândul tinerilor, precum și o creștere economică în zona euro aproape inexistentă, sunt câteva dintre provocările actuale și totodată prioritățile semestrului european.

Redresarea în domeniul forței de muncă se lovește de obstacole datorită lipsei de competitivitate a unor sectoare, ceea ce contribuie la fragmentarea pieței muncii la nivel comunitar.

Creșterea economică este strâns legată de existența unei piețe a muncii funcționale, bazată pe valorificarea competențelor profesionale, favorabilă incluziunii, care să încurajeze mobilitatea și să garanteze un tratament egal tuturor lucrătorilor.

Criza economică a lovit din plin sectorul IMM-urilor, prin îngreunarea accesului la finanțare. Se impun programe coerente în vederea creșterii competitivității, pentru crearea de noi locuri de muncă, iar în acest sens, semestrul european poate contribui efectiv prin coordonarea politicilor bugetare.

Nivelul deosebit de redus în ce privește punerea în aplicare a recomandărilor specifice fiecărei țări denotă lipsa de încredere în aceste recomandări și confirmă lipsa de coerență între angajamentul comunitar și implementarea propriuzisă a politicilor la nivelul statelor membre.

Am votat în favoarea acestui raport deoarece consider că asumarea de către guvernele statelor membre a angajamentelor comunitare reprezintă o condiție esențială pentru creștere economică, stabilitate financiară și ocupare.

Gianluca Buonanno (NI), *per iscritto*. - Ho espresso voto contrario. Il semestre europeo è un capestro attraverso cui viene di fatto esercitato il commissariamento della UE sui bilanci e le economie degli Stati membri.

Środa, 22 października 2014 r.

Cristian-Silviu Bușoi (PPE), *în scris*. - Fragmentarea pieței muncii reprezintă în prezent una dintre cauzele accesului inegal la locuri de muncă, salarizare diferențiată sau condiții de lucru nefavorabile în UE. Toate acestea se traduc într-o rată mare a șomajului în rândul tinerilor, standarde insuficiente pentru o viață decentă, și polarizarea din ce în ce mai pronunțată dintre munca slab calificată și cea înalt calificată.

Pentru a pune capăt acestei fragmentări este nevoie de reforme structurale care să se concentreze pe politici sustenabile favorabile creșterii și, în final, de a crea locuri de muncă și de a combate sărăcia. Consider că aceste reforme ar trebui să vizeze în special creșterea capacității piețelor muncii de a integra tinerii în forța de muncă, sau care să fie în măsură să ofere oportunități grupurilor vulnerabile de populație. Un alt obiectiv al reformelor structurale ar trebui să fie sustenabilitatea și echitatea pe termen mediu și lung a sistemelor de asigurări sociale, de servicii medicale și de pensii.

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. — Le semestre européen est le mécanisme européen de gouvernance économique. Il permet de dresser l'état des lieux des politiques économiques et financière de l'Union européenne et d'établir une feuille de route déterminant les points faibles sur lesquels chaque pays doit progresser. Suite aux conséquences graves engendrées par la crise, il était important d'élaborer un mécanisme d'harmonisation des politiques économiques des États membres afin de ne plus se retrouver dans une situation comme celle que nous avons connue en 2008. J'ai voté en faveur de ce texte qui met en perspective les progrès que chaque État membre doit accomplir afin de sortir définitivement de cette récession économique. Chaque État doit être conscient de son influence économique sur le reste de l'Europe. Nous avons choisi d'intégrer nos marchés pour former le marché unique européen. Si un État faillit, les autres en subiront également les conséquences. Il est donc primordial de coordonner les politiques budgétaires nationales et de mettre en place les réformes structurelles nécessaires au redressement de l'économie européenne.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. - Oggi ho votato a favore di questa relazione perché ritengo fondamentale un maggiore coordinamento delle politiche economiche tra tutti i Paesi membri.

Gli Stati membri devono mantenere gli impegni sulle riforme economiche. Nel 2013 solo il 10% delle raccomandazioni per paese è stato attuato integralmente, mentre per il 45% di tali raccomandazioni sono stati registrati progressi scarsi o nulli.

La Commissione dovrebbe, a mio avviso, presentare relazioni trimestrali al Parlamento sui progressi compiuti nell'attuazione delle raccomandazioni specifiche per paese. Ma anche gli Stati membri devono fare la loro parte ed in particolare quelli che non hanno rispettato tali raccomandazioni dovrebbero illustrare le ragioni del mancato rispetto delle stesse.

Per quanto riguarda il contenuto delle raccomandazioni, è indispensabile che venga creato un mercato del lavoro comune dell'UE e una politica comune dell'immigrazione. La semplificazione dei sistemi fiscali e l'adozione di misure urgenti per combattere la frode e l'evasione fiscale rappresentano altri importanti obiettivi comuni. Esorto infine gli Stati membri a investire in ricerca e innovazione, come concordato nella strategia «Europa 2020».

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. - La coordinazione delle politiche economiche non deve essere unicamente volta a far quadrare numeri su di un bilancio statale. Quei numeri rappresentano persone, imprese e realtà sociali che vengono gravemente intaccate da una politica suicida per la quale contano solo le apparenze statistiche e il rispetto di norme troppo rigorose e non corrispondenti ai veri bisogni della popolazione europea. Gli investimenti vanno fatti nell'economia reale, le logiche speculative che dominano l'economia puramente finanziaria basano il proprio profitto su algoritmi, mentre dovrebbero essere basate sull'ampliamento dei posti di lavoro, sulla crescita di imprese che costituiscono il tessuto sociale. Questa molteplicità di soggetti dovrebbe prosperare con gli aiuti economici dell'Unione, purtroppo non è così e la crisi dura già da troppo tempo, se si continua sulla strada del rigore resteranno solo macerie in Europa.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. - Ho votato a favore della Proposta di Risoluzione sul semestre europeo per il coordinamento delle politiche economiche in merito all'attuazione delle priorità per il 2014.

Środa, 22 października 2014 r.

In particolare, condivido il focus posto sulla centralità degli investimenti per creare posti di lavoro, generare reddito per le famiglie e stimolare la crescita, sostenendo in tal modo la ripresa economica. L'invito per la nuova Commissione europea è quello di accrescere gli investimenti europei di 300 miliardi di euro, com'è stato tra l'altro annunciato da Jean-Claude Juncker nei suoi orientamenti politici.

Un altro focus importante è quello posto sulla lotta alla disoccupazione giovanile, anche attraverso lo scambio di informazioni utili fra gli Stati membri.

Infine, condivido le preoccupazioni espresse per i rischi per la crescita e la sostenibilità delle PMI e le richieste avanzate affinché venga ripristinata la capacità del sistema economico di concedere prestiti e venga facilitato l'accesso a programmi come COSME e Orizzonte 2020 da parte delle PMI.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. - O Semestre Europeu é hoje uma ferramenta essencial na coordenação das políticas económicas e orçamentais dos Estados-Membros. Não obstante os sinais animadores dos últimos dois anos, num contexto de desemprego global, em especial o desemprego jovem, persistentes níveis elevados de dívida pública, baixo crescimento nominal do PIB, crise bancária e fragmentação do mercado de trabalho, esta coordenação torna-se vital para apoiar a recuperação económica da UE, de modo a proporcionar mais crescimento e emprego.

Considero importante e necessário adotar una iniziativa ambiciosa para estimular o investimento em toda a UE e relançar a economia, reforçando o investimento europeu em 300 mil milhões de euros como proposto pelo Presidente Juncker. Considero que é de igual modo prioritário centrar os esforços no reforço da competitividade, no apoio à criação de emprego, na luta contra o desemprego e num acompanhamento das reformas de melhoria do financiamento da economia e dos mercados de trabalho, metas que o Conselho Europeu já tinha traçado em março.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. - Ho votato favorevolmente alla risoluzione del collega De Backer perché il semestre europeo svolge un ruolo essenziale nel coordinamento delle politiche europee, quindi tra politiche macroeconomiche e di bilancio degli Stati membri, necessarie per realizzare una corretta ed efficiente Unione economica e monetaria (UEM). Nel dibattere sulle priorità, dobbiamo tener presente quello che è necessario per migliorare la vita di tutti i giorni di tutti i cittadini europei. Le sfide che ci attendono sono tante ma dobbiamo individuare degli obiettivi ben precisi: prima di tutto risolvere il problema della disoccupazione, soprattutto giovanile che ha raggiunto un tasso estremamente allarmante; promuovere la competitività e la crescita aumentando gli investimenti avviando quanto prima il piano da 300 miliardi di euro annunciato da Juncker; valorizzare al massimo le potenzialità contenute nella Strategia 2020 e migliorare un coordinamento fiscale migliore e più forte per garantire condizioni di parità ed evitare la concorrenza sleale e distorsioni nocive all'interno del mercato unico.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. - I voted in favour of this report as it highlights the priorities where actions are needed and ties these priorities for action by the Council and Commission to the European Semester.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. - Voto contro la relazione sul semestre europeo per il coordinamento delle politiche economiche. Il semestre europeo rappresenta un ciclo di coordinamento delle politiche economiche e fiscali dell'UE. L'obiettivo di questo coordinamento sarebbe quello di garantire finanze pubbliche sane, promuovere la crescita economica e prevenire gli squilibri macroeconomici eccessivi. Il M5S ha cercato di inserire le proprie priorità attraverso una serie di emendamenti, che sono stati respinti. Il testo uscito dalla commissione ECON non è stato per noi sostenibile, soprattutto per quanto riguarda la parte strettamente economica. Noi siamo contrari alle politiche economiche e fiscali fino ad ora attuate, e questo testo non ne prende affatto le distanze.

Środa, 22 października 2014 r.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. - En este informe se analiza la implementación del Semestre Europeo en el último semestre y se hacen recomendaciones para el próximo, que se iniciará una vez la Comisión Europea publique en noviembre el Análisis Anual de Crecimiento. El informe está plagado de retórica de crecimiento socialmente equilibrado y sostenible, de llamadas a la creación de empleo y a la lucha contra el desempleo juvenil para hacer creer que estamos en la senda del nuevo ciclo. Pero la realidad es que el Semestre Europeo confirma las políticas austericidas que han destrozado millones de puesto de trabajo y da carta blanca para continuar por el mismo camino. Por ello, obviamente, he votado en contra.

Andrea Cozzolino (S&D), *per iscritto*. - Sul voto favorevole ha inciso la cancellazione della seconda parte del paragrafo 23, che ribadiva esplicitamente il collegamento delle risorse derivanti dai fondi strutturali, al rispetto delle regole della governance economica. L'equilibrio politico uscito dalle elezioni di maggio può essere l'inizio di una svolta, dando voce più autorevole a quanti continuano a chiedere una nuova politica di investimenti e una maggiore flessibilità nel Patto di stabilità, per consentire una maggiore crescita finalizzata alla creazione di occupazione di qualità. Tuttavia, è bene ribadirlo, la battaglia contro uno strumento penalizzante come la condizionalità macroeconomica, non deve perdere di vigore. Si tratta di un meccanismo iniquo, sia perché penalizza i cittadini - beneficiari finali delle politiche di coesione - sia perché crea uno squilibrio tra le regioni depresse dei paesi dell'area Euro (come il mezzogiorno d'Italia) e quelle dei paesi non-Euro. Uno squilibrio che, negli ultimi anni, ha indotto un preoccupante rallentamento nei valori macroeconomici delle prime. L'Europa che vogliamo è quella che contribuisce a chiudere la forbice degli squilibri e contribuisce a una coesione che spinga verso l'alto i valori macroeconomici di tutte le sue regioni. Per questo abbiamo ribadito la nostra opposizione a un vincolo che, invece, spinge nel senso opposto.

Pál Csáky (PPE), *írásban*. - A gazdasági és pénzügyi válság egyértelművé tette számunkra, hogy sérülékenyek vagyunk. A gazdasági egyenlőtlenség mértéke az államok között növekszik. Ezért is kell sürgetni egy olyan integrált gazdaságpolitika kialakítását, amely az Európai Unió tagországainak gazdaságát fellendíti. Egyik ilyen eszköz a kiterjedt és integrált piac, melynek kulcsfontosságú ágazatai a pénzügyi szolgáltatások, a közlekedés, az energia és a digitális piac. Az európai szemeszter alapvető szerepet játszik a tagállamok gazdasági és költségvetési politikáinak koordinálásában.

A növekedéshez elengedhetetlen a munkahelyek megtartása és újak kialakítása. Bár a munkanélküliségi ráta csökkentek, a foglalkoztatás javul Európában, még mindig kritikusan magas a munkanélküliség a fiatalok körében. A fiatal munkavállalókat sújtó megkülönböztetések felszámolása érdekében további lépések szükségesek. Továbbá, az Európai Uniónak biztosítania kell állampolgárait, hogy fontos számára az egyenlő bánásmód minden területen. Azért is támogattam az előterjesztést, mert felhívja az Európai Unió Alapjogi Ügynökségének figyelmét, hogy értékelje az intézkedések alapvető jogokra kifejtett hatását.

Olyan átfogó, harmonikus fejlődést kell elősegítenünk, amely a gazdasági, társadalmi és területi kohézió erősítését eredményezi. Ezért kiemelt figyelmet kell szentelni a vidéki térségeknek, az ipari átalakulás által érintett térségeknek és a természeti vagy demográfiai hátrányban lévő régióknak. Számos határon átnyúló régió is további fejlesztésre vár az uniós szintű felemelkedés érdekében.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. - With my plenary vote I supported the outcome of the ECON Committee. This report requires a new investment policy, together with more flexibility in the Stability and Growth Pact in order to allow greater focus on growth and quality employment creation in Europe.

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. — Le rapport sur le semestre européen, cycle de coordination des politiques économiques et budgétaires au sein de l'Union européenne, soulève de nombreuses questions très intéressantes dans un esprit constructif. Il regrette notamment le manque d'efforts de certains pays de la zone euro pour se réformer. Si la France n'est pas nommée, nous savons pourtant qu'elle est visée. Je déplore qu'en raison de l'incapacité du gouvernement actuel à mener des réformes ambitieuses, notre pays soit, une nouvelle fois, à la traîne. Néanmoins, le rapport propose des solutions équilibrées: poursuivre les réformes structurelles tout en investissant dans la recherche et le développement pour des produits de meilleures qualités. Il s'y trouve des propositions allant dans le bon sens, d'où ma position favorable à l'égard de ce rapport.

Środa, 22 października 2014 r.

Rosa Estaràs Ferragut (PPE), *por escrito*. - El actual contexto económico europeo necesita de una mayor coordinación en políticas macroeconómicas y presupuestarias. Es necesario impulsar medidas para conseguir una auténtica unión económica y monetaria, y luchar contra el desempleo, especialmente el juvenil y de larga duración. Se ha de reforzar también el mercado interior, en concreto, la libre circulación de servicios; conseguir que esta sea real y plenamente operativa supondría un estímulo para la economía. Si bien se han mostrado signos de recuperación, se necesitan más estímulos para conseguir una estabilización a medio plazo. En este sentido, se ha de subrayar el importante papel que desempeña el presupuesto de la UE en relación con el estímulo de un crecimiento sostenible, el impulso de la creación de puestos de trabajo y la reducción de los desequilibrios macroeconómicos en la UE. Se han de impulsar la Garantía Juvenil y la Iniciativa sobre Empleo Juvenil de la UE como medios útiles para combatir la elevada tasa de desempleo juvenil. Una política presupuestaria sólida, una libre circulación de servicios real que proteja al consumidor y beneficie a las pymes, y la implementación de programas de lucha contra el desempleo son estímulos clave para avanzar hacia una política económica y monetaria más fuerte.

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. - Neste mundo global, a UE tem de ser competitiva, defender os seus valores e o estado social, assegurando as condições necessárias para que todos os recursos sejam capazes de promover um crescimento sustentável, a criação de emprego e a coesão territorial. O ambiente económico na Europa caracteriza-se ainda por um PIB inerte (aumentou 0,2 % na UE28 no segundo trimestre de 2014), inflação notoriamente baixa (redução de 0,3 % em agosto de 2014) e taxa de desemprego ainda excessivamente elevada (11,5 % na zona do euro e 10,2 % na UE28 em julho de 2014). A recuperação económica na UE mostrou sinais animadores nos dois últimos anos, mas ainda a um nível frágil e desigual, pelo que se impõe, urgentemente, uma iniciativa ambiciosa para estimular o investimento em toda a UE, a fim de relançar e de apoiar a dinamização económica. São os casos da esperada conclusão da União Bancária e reformas urgentes para todos os Estados-Membros, onde as dificuldades para a criação de empresas constituem um entrave, assim como avançar com um programa de investimento europeu num montante de 300 mil milhões de euros, tal como proposto por Jean-Claude Juncker, a fim de contribuir para a recuperação a curto prazo do crescimento europeu.

Jonás Fernández (S&D), *por escrito*. - No es tiempo de lamentar el tiempo perdido bajo el paradigma ideológico de la austeridad a ultranza, pero sí de afrontar el futuro de otra manera. Las enmiendas de nuestro Grupo a este informe permiten avanzar en otro discurso para Europa.

La nueva Comisión Europea debe implicarse en la europeización de la política económica en la zona del euro, y para que Europa tenga mayor capacidad para implementar las recomendaciones específicas por países y encauce las tensiones entre Francia, Italia y Alemania. Tan preocupante es que un país no cumpla las reglas que nos hemos dado como que tenga un superávit por cuenta corriente superior al 7 % o al 8 % del PIB y la Comisión Europea no haga nada. Necesitamos que los países con margen de maniobra hagan políticas expansivas.

Nos felicitamos también por la eliminación del requisito de la macrocondicionalidad para los Fondos Estructurales y de Cohesión que penalizaba doblemente a muchas regiones en Europa.

Este Semestre Europeo debe ser el paso de la visión del «patrón euro» que hemos sufrido en los últimos años a una auténtica Unión económica y creemos que la nueva Comisión tiene que liderarlo con un compromiso nítido.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. - Este relatório comenta a implementação do Semestre Europeu no último semestre e faz recomendações para o próximo, que terá início com a publicação da Análise Anual do Crescimento pela Comissão, no final de novembro.

Perpassa pelo relatório a estafada retórica do crescimento socialmente equilibrado e sustentável, o apelo à criação de emprego e ao combate ao desemprego jovem, enfim, tudo aquilo com que se pretende fazer crer que estamos a iniciar um *novo ciclo*.

Assinale-se o entusiasmo com a promessa de aumentar o investimento em 300 mil milhões de euros – a solução para todos os males!

A verdade é que o Semestre Europeu se confirma como um atentado aos interesses e aspirações dos trabalhadores e dos povos, um processo antidemocrático, atentatório dos direitos de soberania.

Środa, 22 października 2014 r.

Mais políticas recessivas que destroem todos os dias milhares de postos de trabalho é o significado deste processo. No papel ficam os votos pios: desenvolvimento das PME, com o objetivo de promover um crescimento económico sustentável, inteligente e inclusivo e o emprego de qualidade; combate ao desemprego jovem; e por aí adiante..

Este relatório defende não apenas a manutenção deste inaceitável processo, mas o aprofundamento das suas características fundamentais. Obviamente votámos contra.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne* - Táto správa predstavuje vstup do druhej fázy plnenia a realizácie priorít pre európsky semester pre koordináciu hospodárskych politík v roku 2014. Pôvodná správa bola absolútne neprijateľná. Napriek tomu, že sa podarilo uskutočniť a zahrnúť mnoho pozitívnych zmien, správa aj naďalej odkazuje na makroekonomickú podmienenosť zavedenú v rámci európskych štrukturálnych fondov. Medzi významné úspechy patrí výzva na rýchle zavedenie nového investičného plánu vo výške 300 miliárd, umožnenie určitej miery flexibility členským štátom, pokiaľ ide o pravidlá Paktu stability a rastu, a potreba navýšenia verejných investícií.

Lorenzo Fontana (NI), *per iscritto*. - Esprimo la mia più convinta contrarietà al testo. Il commissariamento dell'UE sui bilanci e le economie degli Stati membri passa anche da questo tipo di politiche.

Lampros Fountoulis (NI), *γραπτώς*. - Καταψηφίζω το ευρωπαϊκό εξάμηνο για τον συντονισμό των οικονομικών πολιτικών: υλοποίηση των προτεραιοτήτων για το 2014, διότι απαιτεί την συμμόρφωση των κρατών-μελών σε ακόμα περισσότερα μέτρα, απαιτεί κεντρική ισχυροποιημένη διακυβέρνηση για τα οικονομικά και άρα αποδυνάμωση των εθνικών κυβερνήσεων και της Εθνικής ανεξαρτησίας, απαιτεί την πλήρη ενοποίηση της ευρωπαϊκής αγοράς εργασίας - πράγμα που θα είναι καταστροφικό για χώρες όπως η Ελλάδα - προβλέπει δυσανάλογα πολλά προνόμια για την κοινότητα των Ρομά σε σχέση με τους υπολοίπους και, συνολικά, είναι αντίθετο με τα συμφέροντα της χώρας μου και του Λαού της.

Doru-Claudian Frunzuliță (S&D), *in writing*. - I believe that, after years spent following a model of austerity that has proven unsuccessful, leaving us in an unacceptable economic and social situation (higher percentage of unemployment, extremely low inflation rate) we have successfully pushed for the change that Europe is waiting for.

Parliament's report calls for a strong social pillar to be the priority of the European Semester. Parliament calls for more investment in research and development and recalls that investments should come mainly from the public sector. It highlights the importance of socially sustainable structural reforms, enhances the fight against social exclusion, against gender inequality in the labour market and the difficulties SMEs experience in accessing finance. Moreover, it enacts the use of automatic stabilisers as a way of fighting against macroeconomic unbalances and removes the concept of macroeconomic conditionality, a rule that would punish underdeveloped regions which, on the contrary, need more support from the EU financing system.

It is in my hope that with the support of Mr Junker's EUR 300 billion investment plan, we can finally recover from this crisis and put an end to social suffering that threatens the cooperation and solidarity of the European Union.

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), *in writing*. - In my view, a way to improve the efficiency of the European Semester is to make sure that reasons and causes for unsatisfactory implementation of CSRs are properly analysed and eliminated. Another is to radically strengthen national ownership of the CSRs in individual Member States to mobilise sufficient political support in favour of reforms. I also believe that more involvement by national parliaments could help. I support this INI report because I share the Rapporteur's position that the EP should support the European Commission in its efforts to fully use the framework of the European Semester to improve economic governance in Europe

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. - He votado a favor de este informe por representar un paso importante ante las muestras de ralentización de las economías de la UE, que de persistir pueden llevarnos a una nueva recesión. Debemos profundizar en el proceso de integración europeo y apoyar políticas para la mejora de la competitividad y la creación de puestos de trabajo, haciendo hincapié en los más jóvenes.

Środa, 22 października 2014 r.

La UE debe invertir en I+D+i, en infraestructuras modernas, energías sostenibles, en educación e inclusión social y facilitar el acceso de las pymes a la financiación. Por lo tanto, la inversión comprometida por el Presidente electo de la Comisión de 300 000 millones de euros es una medida apropiada y encaminada al crecimiento de la economía europea.

Los Estados deben proseguir con las reformas estructurales con el objetivo de la mejora del empleo y del crecimiento económico. Es necesario continuar con una estrategia equilibrada a largo plazo para un saneamiento presupuestario favorable al crecimiento y la inversión, buscando siempre la sostenibilidad y la equidad de los sistemas de seguridad social. La preocupación por las obligaciones en materia social, la lucha contra el incremento de la pobreza y la exclusión social deben ser los ejes de la política económica de la UE.

Neena Gill (S&D), *in writing*. - Despite my earlier misgivings, I did give my support to the De Backer report on the implementation of 2014 priorities for the European Semester. I am pleased that the rapporteur included a number of crucial elements that are important to my Group: urging the rapid implementation of Mr Juncker's EUR 300 billion investment plan, underscoring that it is imperative to raise public investment, and highlighting the importance of rooting out poverty, precarious employment and youth unemployment. Moreover, being convinced that it is in no way helpful for Member States that are suffering because of certain budgetary rules to lose structural support, a crucial element in winning my support for the report was the scrapping of an unnecessary reference to the macroeconomic conditionality introduced in the EU Structural Funds. I staunchly believe that Member States should be allowed a certain degree of flexibility in dealing with the rules of the Stability and Growth Pact. We will not come out of the crisis, create growth and create jobs for millions of unemployed young people by implementing a pure austerity agenda.

Françoise Grossetête (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de cette résolution.

Ce texte rappelle aux États membres qu'il faut mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires: elles demandent du courage mais elles sont indispensables!

J'estime en effet que la stimulation de la croissance passe par la modernisation, d'une part, de nos systèmes de sécurité sociale et de nos soins de santé sans entraver l'accès des patients à l'innovation médicale et, d'autre part, de nos systèmes de retraite en prenant en compte le vieillissement de la population. Il faut éviter d'imposer un fardeau trop lourd aux générations futures. Il y a urgence!

La Commission européenne devra présenter des rapports trimestriels au Parlement sur les progrès dans le suivi des recommandations par pays; et le Président de l'Eurogroupe devra inclure un rapport de suivi dans son évaluation des plans de budgets nationaux pour 2015. Il est temps que certains États membres se mettent enfin au travail!

Sylvie Guillaume (S&D), *par écrit*. — La réorientation des politiques européennes en matière économique et budgétaire devait se traduire dans les recommandations faites dans le cadre du semestre européen. Le texte final de ce rapport que je soutiens intègre des propositions importantes des socialistes et démocrates pour réorienter les politiques économiques et budgétaires de l'Union. Le projet de sanctions automatiques est finalement exclu et les flexibilités du pacte de croissance et de stabilité sont mises en avant. Par ailleurs, nous avons obtenu que le rapport insiste sur le plan d'investissement de 300 milliards d'euros nécessaire à la relance de l'investissement public et privé en Europe, la lutte contre le chômage et en particulier le chômage des jeunes et enfin la nécessité de créer un régime commun d'assurance chômage au niveau de la zone euro.

Si je regrette la non-intégration des questions de transition énergétique pourtant importante pour renouer avec une croissance durable, ce texte représente une base sur laquelle le Parlement européen pourra s'appuyer pour soutenir la réorientation des politiques économiques et budgétaires.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. - I voted in favour of implementation of the 2014 priorities of the European Semester because this is a helpful tool for the EU to provide input into national economic decision-making. I especially see as a good sign the reduction of the tax wedge on labour and improving business and innovation environment. As many of these recommendations are never implemented by Member States, I strongly support the explanation of reasons for non-compliance. Finally, we have to be clear that injection of EU funding will not help Member States to exit the crisis – recovery can only be reached if we move towards future-orientated policies.

Środa, 22 października 2014 r.

Eduard-Raul Hellvig (PPE), *în scris*. - Susțin proiectul de rezoluție care cere noii Comisii Europene să lanseze, în regim de urgență, un program european de investiții pentru redresarea creșterii economice în UE pe termen scurt. Este un suport esențial al Parlamentului pentru propunerea președintelui Juncker de alocare a 300 de miliarde de euro în vederea stimulării redresării economice, încă fragile în multe din statele membre. Comisia Europeană trebuie să acorde prioritate investițiilor publice în infrastructură, cercetare-inovare și capitalul uman, așa cum s-a angajat în cursul procedurii de audiere în forul european.

Doresc să atrag atenția, în acest sens, asupra necesității unor măsuri menite să faciliteze accesul la finanțare al întreprinderilor mici și mijlocii, ca element fundamental al economiei europene. Implementarea deplină a Programului pentru competitivitatea întreprinderilor și a întreprinderilor mici și mijlocii (COSME 2014-2020) trebuie însoțită de măsuri pentru diminuarea costurilor și simplificarea procedurilor ce afectează capacitatea IMM-urilor de a accesa fonduri.

De asemenea, se impune depășirea actualei fragmentări a reglementărilor naționale privind serviciile digitale, astfel încât piața digitală unică să devină un factor semnificativ de creștere economică. În acest sens, pledez pentru mai bună coordonare împotriva eludării sarcinilor fiscale, în special din partea societăților multinaționale, pentru a consolida condițiile unei concurențe echitabile.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. - Glasovao sam za ovaj prijedlog rezolucije zato što sam na taj način doprinio pozivu Europskoj komisiji da što prije započne s europskim programom ulaganja od 300 milijardi eura, jer je oporavak od financijske krize još uvijek labilan i neujednačen. Upravo zato, važno je inzistirati na održivom i pametnom funkcioniranju ekonomske i monetarne unije, te ojačati koordinaciju makroekonomskih i proračunskih politika, uz politiku za euro područje, koju vodi Europska komisija. Ovim sam putem također podržao smanjenje nezaposlenosti i osnaživanje konkurentnosti država članica koje se suočavaju s nelagodnom situacijom europskih BDP-a. Vrijedi također naglasiti potrebu da preporuke Europskog semestra postanu u većoj mjeri obvezujuće, te usklađene sa smjernicama zadane od strane strategije Europa 2020.

Danuta Jazłowiecka (PPE), *na piśmie*. - Szanowni Państwo! Głosowałam za sprawozdaniem na temat europejskiego semestru na rzecz koordynacji polityki gospodarczej: realizacja priorytetów na rok 2014, ponieważ uważam, że Parlament powinien ze swojej strony wezwać państwa członkowskie do bardziej sumiennego wdrażania europejskich zaleceń. Jedynie 10-15% zaleceń unijnych dotyczących narodowych polityk gospodarczych i budżetowych w ramach tzw. semestru europejskiego zostało wdrożonych w całości w 2013 r. Wierzę, że koordynacja gospodarczych polityk narodowych pobudza wzrost gospodarczy i zapewnia stabilność finansów publicznych. Parlament w swoim sprawozdaniu poddał krytyce skuteczność wdrażania zaleceń w ramach semestru europejskiego i zaproponował własne rozwiązania. W sprawozdaniu wzywamy m.in. do tego, aby państwa członkowskie wyjaśniały przyczyny niedopełnienia zobowiązań. Naruszenia unijnych zasad fiskalnych przez niektóre państwa członkowskie podważają wiarygodność unii gospodarczej i walutowej i stanowią zagrożenie dla unii walutowej.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. — Il est important que les recommandations de politique économique et budgétaire soient mieux mises en œuvre. Nous devons rester vigilant au vue de la récente crise du marché et ne pas hésiter à mener les réformes nécessaires.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. — Je me félicite de l'adoption de ce rapport sur le semestre européen pour la coordination des politiques économiques en 2014. Il est important que la Commission saisisse l'occasion offerte par l'examen à mi-parcours de la stratégie Europe 2020 et la révision des lignes directrices intégrées pour renforcer le rôle du marché unique pour la croissance, l'innovation et l'emploi. La compétitivité de l'Union doit être consolidée dans des domaines essentiels comme le secteur des services, le secteur de l'énergie, le secteur des transports et le marché unique numérique. Des efforts plus déterminés sont nécessaires en vue de guider et de coordonner les politiques nationales et à l'échelon de l'Union, de façon à achever le marché unique et en récolter les bénéfices, tout en continuant sur la voie des réformes structurelles ambitieuses dans les États membres. Le financement de l'économie réelle, et en particulier des PME, doit être une priorité et des investissements, ciblés et stratégiques, s'avèrent essentiels à ce titre, qu'ils soient publics ou privés. Je me félicite, par conséquent, du programme d'investissement de 300 milliards d'euros proposé par le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et qui devrait être présenté d'ici la fin de l'année 2014.

Środa, 22 października 2014 r.

Eva Kaili (S&D), γραπτώς. - Είναι σημαντικό ότι η Ένωση συνειδητοποίησε πως πρέπει να υπάρξει εναρμόνιση των δημοσιονομικών πολιτικών των κρατών μελών, αν και καθυστερημένα, καθώς η κρίση βρήκε την Ευρώπη να στερείται σημαντικών εργαλείων διαχείρισης οικονομικών κινδύνων και οικονομικού συντονισμού. Χαιρετίζουμε, ασφαλώς, την όποια προσπάθεια γίνεται.

Ωστόσο, τα αποτελέσματα της εφαρμογής του Ευρωπαϊκού Εξαμήνου είναι, μέχρι στιγμής, απογοητευτικά. Αυτό το βλέπουμε στη πράξη, καθώς σε χώρες που υποχρεούνται να κάνουν προσαρμογές η ανεργία αυξάνεται, αυτή των νέων αυξάνεται ακόμη πιο γρήγορα, οι κοινωνικές ανισότητες διευρύνονται, και η φτώχεια επιδεινώνεται. Μένουμε στις δηλώσεις του επιτρόπου Μοσκοβισί και φιλοδοξούμε ότι από την επόμενη κιόλας χρονιά το κείμενο του Ευρωπαϊκού εξαμήνου θα βελτιωθεί και ως περιεχόμενο και ως προς την εφαρμογή.

Επιπλέον, πρέπει να επισημάσουμε ότι αυτός ο «αέρας της αλλαγής» προς μια πιο ορθολογική οικονομική διακυβέρνηση εξαιρεί την Ελλάδα και τη Κύπρο που είναι ακόμη δέσμιες στο αναχρονιστικό μείγμα πολιτικής του Μνημονίου, του οποίου οι συνέπειες στον κοινωνικό τομέα είναι ακόμα χειρότερες από τις συνέπειες της κακής εφαρμογής του Ευρωπαϊκού Εξαμήνου, όπου αυτό εφαρμόζεται. Η Ένωση πρέπει να λάβει σημαντικές και γενναίες αποφάσεις γιατί αν ο ευρωπαϊκός βορράς μπορεί να αντέξει τον αργό οικονομικό θάνατο, ο ευρωπαϊκός νότος δεν μπορεί να αντέξει άλλο την «επιβεβλημένη» γρήγορη και οδυνηρή οικονομική εξόντωση.

Afzal Khan (S&D), *in writing*. - Following the European elections in May of this year, the political balance has changed in the EU. This will also change the nature of the economic and social debate. As this report shows, our Group will require a new investment policy together with more flexibility, including in the Stability and Growth Pact, in order to allow greater focus on the creation of growth and quality employment in Europe.

Kateřina Konečná (GUE/NGL), *písemně*. - Legislativní dokument zkráceně nazývaný evropský semestr se objevil v rámci výboru ENVI poprvé. Jako stínová zpravodajka jsem měla zásadní výhrady jak vůči této iniciativě Komise jako takové, tak vůči stanovisku v ENVI. Vzhledem k tomu, že jsem hluboce nesouhlasila se směrem, kterým se tento dokument ubírá, mnou předložené pozměňovací návrhy se soustředily na jeho obrácení. A to zejména na posílení zajištění rovného přístupu občanů EU ke zdravotní péči v období celoevropských rozpočtových škrťů, k posílení sociální soudržnosti, sociální spravedlnosti, řešení sociálního vyloučení a mezigenerační solidaritě, protože se jedná o oblasti, které navrhovaná legislativa žalostně postrádá. Dále jsem v rámci své pozice zdůrazňovala nutnost využití plného potenciálu tzv. zelené ekonomiky a potřebu vytvoření zelených pracovních míst a to vzhledem k tomu, že se domnívám, že EU mrlhá nabízeným potenciálem, jenž důraz na zelenou ekonomiku přináší. Některé mé pozměňovací návrhy byly součástí kompromisů zpravodaje ENVI, avšak jejich podstata byla dle mého názoru absolutně vykradena a předložený text již postrádal ducha původní myšlenky. Z toho důvodu jsem se tohoto kompromisu nemohla účastnit. Finální podoba evropského semestru a zprávy o něm byla z hlediska mého pohledu na věc ještě horší, proto jsem se rozhodla, že tento dokument nepodpořím a budu hlasovat proti.

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. - Voto positivamente la risoluzione dell'on. Philippe De Backer sul semestre europeo per il coordinamento delle politiche economiche poiché credo che i Paesi dell'UE debbano impegnarsi maggiormente al fine di rilanciare l'economia europea. In un momento di crisi, come quello attuale, la parola chiave non può essere la sola austerità. Il rispetto delle regole deve certamente essere garantito, ma ritengo necessario un certo grado di flessibilità nell'attuazione delle raccomandazioni specifiche di riforma per quegli Stati che vogliono investire e rilanciare la propria economia, a condizione che siano state avviate riforme strutturali credibili.

Gabrielius Landsbergis (PPE), *raštu*. - Šiandien balsavome ne tik dėl Europos ekonominės politikos koordinavimo semestro, bet ir pritarėme Jeano-Claude'o Junckerio vadovaujamam Europos Komisijos sudėčiai bei politinei programai. Vienas iš aspektų – išsipareigojimas padidinti ES investicijas 300 mlrd. eurų, taip

Środa, 22 października 2014 r.

prisedant prie greitesnio Europos ekonomikos atsigavimo – itin gera žinia iš naujosios Komisijos. Kita vertus, valstybių narių ekonomikos auga itin neproporcingai, išlieka didelis nedarbas, ypač jaunimo. Europos semestras reiškia valstybių narių ekonominio solidarumo įsipareigojimus, tad visoms narėms tenka atsakomybė, proporcinga valstybių narių atitinkamiems indėliams į bendrus ES ekonominius rezultatus. Manau, kad siekiant ekonominės politikos didesnio koordinavimo, reikia sudaryti palankias sąlygas ekonomikai augti valstybėse narėse, keistis gerąja praktika jaunimo nedarbo mažinimo srityje, nes vienoms valstybėms narėms tai pavyko geriau nei kitoms, didinti investicijas į inovacijas ir mokslinius tyrimus, ypač ilgalaikes.

Bogusław Liberadzki (S&D), *na piśmie*. - Równowaga polityczna w Unii Europejskiej zmieniła się po majowych wyborach do Parlamentu Europejskiego. Ta nowa równowaga musi spowodować zmianę w charakterze debaty gospodarczej i społecznej. Jak pokazuje to sprawozdanie, Grupa Postępowego Sojuszu Socjalistów i Demokratów w Parlamencie Europejskim będzie promować nową politykę inwestycyjną wraz z większą elastycznością w Pakcie Stabilności i Wzrostu, aby zwiększyć nacisk na tworzenie wysokiej jakości miejsc pracy w Europie.

Javi López (S&D), *por escrito*. - En líneas generales, la propuesta de resolución del ponente De Backer está excesivamente centrada en la necesidad de mantener las políticas económicas de los últimos años que nos han llevado a una situación sin precedentes en Europa en términos de desigualdad, pobreza, exclusión, desempleo -especialmente entre los jóvenes-, y que llevan camino de dejarnos al borde de una tercera recesión consecutiva. No obstante, las aportaciones socialistas han permitido destacar aspectos importantes de nuestro diagnóstico en relación al Semestre Europeo, especialmente sobre el imprescindible cambio de rumbo que las autoridades comunitarias deben realizar para impulsar definitivamente el crecimiento económico y la creación de empleo y recuperar urgentemente el bienestar de los europeos: Estimular la demanda y la inversión en los países con capacidad como condición previa para continuar con la austeridad; usar la flexibilidad en los procesos de consolidación fiscal; impulsar los estabilizadores automáticos; garantizar la integración de los indicadores y objetivos sociales en las Recomendaciones del Semestre Europeo. Finalmente, a pesar de nuestro voto en contra sobre la redacción que destacaba la condicionalidad macroeconómica para el acceso a los fondos estructurales y de cohesión, ponderando los aspectos positivos, hemos decidido votar a favor del conjunto de la misma.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), *por escrito*. - En este informe se analiza la implementación del Semestre Europeo en el último semestre y se hacen recomendaciones para el próximo, que se iniciará una vez la Comisión Europea publique en noviembre el Análisis Anual de Crecimiento.

El informe está plagado de retórica de crecimiento socialmente equilibrado y sostenible, de llamadas a la creación de empleo y a la lucha del desempleo juvenil para hacer creer que estamos en la senda del nuevo ciclo. Pero la realidad es que el Semestre Europeo confirma las políticas austericidas que han destrozado millones de puesto de trabajo y da carta blanca para continuar por el mismo camino. Por ello, obviamente, he votado en contra.

Krystyna Łybacka (S&D), *na piśmie*. - W kontekście głosowania nad sprawozdaniem w sprawie europejskiego semestru na rzecz koordynacji polityki gospodarczej – realizacja priorytetów na rok 2014 zwracam uwagę na dwie kwestie.

Po pierwsze, na rolę innowacji, badań i edukacji. Szczególnie istotne są zalecenia dla państw członkowskich dotyczące zwiększenia inwestycji na badania, rozwój, innowacje i edukację, które są niezbędne dla podniesienia konkurencyjności gospodarek państw członkowskich i całej Unii. W tym kontekście bardzo popieram plan inwestycyjny przewodniczącego Junckera, który ma wesprzeć ożywienie unijnego wzrostu gospodarczego. Liczę na jego szybkie uruchomienie przez Komisję oraz skierowanie jego działań w szczególności na takie obszary jak infrastruktura, badania i rozwój, innowacje i kapitał ludzki. Mam nadzieję, że Komisja zadba również o odpowiedni monitoring i koordynację realizacji zaleceń dotyczących polityki gospodarczej dla poszczególnych państw członkowskich oraz ich lepsze powiązanie z celami strategii Europa 2020, w tym m.in. z ograniczaniem ubóstwa w Unii.

Środa, 22 października 2014 r.

Po drugie, wspieram ideę europejskich ram prawnych wprowadzających minimalne normy stosowania gwarancji dla młodzieży. Gwarancje dla młodzieży to kluczowy europejski projekt mający stawić czoła bezrobociu ludzi młodych. Monitorowanie jakości jego realizacji jest niezbędne dla powodzenia tej inicjatywy. Młodzi ludzie nie tylko muszą mieć zapewnione miejsca pracy, ale te miejsca pracy powinny być odpowiednio wynagradzane oraz powinny pozwolić młodym pracownikom na zdobycie doświadczenia zawodowego.

Thomas Mann (PPE), *schriftlich*. — Die Krise hat gezeigt, dass das Vertrauen der Wirtschaftsakteure von herausragender Bedeutung für die Stabilität ist. Deshalb muss der eingeschlagene Konsolidierungs- und Reformkurs ebenso eingehalten werden wie die von den Mitgliedstaaten fest vereinbarten EU-Haushaltsregeln. Die gebetsmühlenhaft geforderten massiven Mehrausgaben in wirtschaftlich gesunden Staaten zugunsten anderer Länder, die meist nur ein Strohfeuer sind, lösen finanzielle Probleme dauerhaft nicht.

Das empfohlene Set an wirtschaftlichen Indikatoren für makroökonomische Bewertungen ist ein sinnvolles Instrument, um ein exaktes Bild der Lage in den EU-Mitgliedstaaten zu erhalten. Das gilt auch für Beschäftigungs- und Sozialindikatoren. Hier dürfen jedoch keinesfalls Automatismen geschaffen werden, die von Konsolidierungs-Anstrengungen befreien.

Automatische Stabilisatoren, wie beispielsweise eine EU-Arbeitslosenversicherung, lehne ich strikt ab, im Einklang mit der Position der CDU/CSU-Europaabgeordneten. Die EU darf keine Transferunion werden! Es gibt weder einen europäischen Arbeitsmarkt noch eine EU-Arbeitsagentur. Die Gewerkschaften verhandeln Löhne mit Arbeitgebern auf nationaler, nicht europäischer Ebene.

Der Initiativbericht zeigt entscheidende Stellschrauben für den ambitionierten 300-Milliarden-Euro-Investitionsplan des Kommissionspräsidenten Jean-Claude Juncker auf. Vorrangig muss die Kraft der KMU entfesselt, der Zugang zu Finanzmitteln verbessert und Bürokratie gravierend abgebaut werden. Insgesamt müssen die Rahmenbedingungen angepasst werden, damit die EU zu einem echten Mittelstands-, Wissens- und Industriestandort wird.

Ernest Maragall (Verts/ALE), *por escrito*. - Con unos niveles de pobreza de post guerra, sobre todo en la periferia europea; unos niveles de paro como nunca antes, sobre todo entre los jóvenes; unas desigualdades sociales que superan las de la «belle époque»; una colosal falta de demanda interna compensada con unas exportaciones que hacen a Europa dependiente de lo que ocurre en el mundo; una creciente divergencia económica y social entre los países miembros; un abandono progresivo de la lucha contra el cambio climático; una deuda pública que se ha disparado en los países sometidos a una austeridad suicida; una evasión fiscal sin par y un verdadero dumping fiscal entre países para atraer capital; un menguante comercio y crédito intraeuropeo y un alto riesgo de deflación; con todos esos datos a la vista, la Europa real dista mucho de estar reflejada en el informe De Baker y, por tanto, sus propuestas, incluso las relativamente críticas, no son sino paños calientes para una sintomatología que exige un tratamiento fuerte e inmediato, que exige resolver las causas de la crisis, y no solo sus consecuencias, y que sobre todo exige resolver su errónea gestión.

David Martin (S&D), *in writing*. - I welcome this Report which underlines the fact that investment is important, as it works on the supply and demand side of the economy creating jobs, generating incomes for households, increasing tax revenue, helping governments consolidate and boosting growth; reiterates the need to adopt investor-friendly policies, cut red-tape and reduce administrative burdens; calls on the next European Commission to enhance European investment by € 300 billion as announced in the political guidelines by Jean-Claude Juncker.

Barbara Matera (PPE), *per iscritto*. - Priorità assoluta della Commissione europea e degli Stati membri è quella di sostenere lo sviluppo e la crescita delle PMI, le quali, a causa della crisi, devono far fronte a costi estremamente elevati e a notevoli difficoltà per l'accesso ai finanziamenti. È responsabilità della Commissione promuovere la ricerca di fonti alternative di finanziamento, in particolare attraverso i fondi strutturali, la Banca europea per gli investimenti, il Fondo europeo per gli investimenti e le banche pubbliche per lo sviluppo di nuovi posti di lavoro.

Bisogna eliminare oneri amministrativi e formalità burocratiche superflue a carico di lavoratori autonomi, microimprese e PMI e favorire, in questo modo, l'avvio di nuove imprese.

Środa, 22 października 2014 r.

La mia approvazione per la relazione del collega De Backer deriva dalla consapevolezza che al fine di promuovere una crescita economica intelligente e sostenibile e una piena occupazione dell'Unione conformemente agli obiettivi della strategia Europa 2020, le piccole PMI, in quanto motore della nostra società, hanno bisogno del nostro massimo sostegno.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Ce texte opère un juste constat sur la situation économique catastrophique: même l'Allemagne s'achemine vers la récession. Mais il n'est pas dit que c'est la conséquence directe des politiques d'austérité qui ont brisé l'appareil productif et la consommation populaire, au nom du remboursement des dettes et de la lutte contre l'inflation. Il propose en conséquence de renforcer les sanctions du semestre européen. On peine à croire qu'une telle proposition soit faite. Cela est inacceptable! Parce que cela implique le dessaisissement des parlements nationaux. Et aussi parce que ce semestre se fonde lui-même sur des politiques libérales récessives: liquidation de la sécurité sociale, de la retraite par répartition, des services publics, attaques contre «la charge fiscale pesant sur le travail», dérégulation du marché du travail, condamnation du protectionnisme. Je vote contre ce texte inique, symptôme affligeant de l'aveuglement dogmatique de la technocratie de l'Union européenne.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Após seis anos de crise económica e de taxas de crescimento negativas, a retoma económica está lentamente a ganhar terreno e deverá propagar-se a todos os Estados-Membros até 2015. As previsões da Comissão para a retoma económica são ainda frágeis e as reformas têm de prosseguir, a fim de dar resposta às necessidades dos cidadãos em matéria de emprego e em termos sociais, bem como para restabelecer a produtividade e a competitividade. Em muitas zonas da UE, as condições sociais são fracas e o desemprego atingiu valores sem precedentes, pelo que são necessárias medidas para resolver esta situação social e de desemprego, que melhorariam as perspetivas em termos de competitividade e de crescimento. Daí o meu voto favorável.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – This report supports the objective of focusing on policies that enhance competitiveness, support investment and job creation, fight unemployment and improve the functioning of the labour market, in particular in those sectors where there is a high growth potential. This report also calls on the Commission to put in place a comprehensive mechanism that promotes an effective exchange of best practices between all national actors responsible in the field of youth unemployment. I have therefore voted in favour of this report.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Si nous voulons réaliser les objectifs de la Commission et sortir de la crise, il faut prendre des actions qui conduiront à une intégration approfondie des politiques économiques et budgétaires.

La crise a démontré à l'Europe qu'elle ne pouvait pas continuer à mener une politique économique faite de trajectoires individuelles. Dans le nouveau contexte d'après-crise dans lequel l'Europe se trouve, nous devons relancer la croissance, via la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 en matière d'emploi, de R&D, d'énergie durable, d'éducation et de lutte contre la pauvreté. Il s'agit de stabiliser le monde économique, comme l'a dit Jean-Claude Juncker.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the report on the European Semester for economic policy coordination: implementation of 2014 priorities, which calls for the rapid implementation of a new investment plan of 300 billion promised by Mr Juncker and focuses on policy priorities in fighting poverty, precarious employment and youth unemployment.

Giulia Moi (EFDD), *per iscritto*. – Il Semestre europeo gioca un ruolo fondamentale nel coordinamento delle politiche economiche e finanziarie negli Stati Membri.

Il M5S ha cercato di inserire le proprie priorità attraverso degli emendamenti in Commissione ECON, alcuni dei quali chiedevano di considerare misure a favore della crescita. Ma essi sono stati, purtroppo, respinti.

Poiché sono contraria alle politiche economiche e fiscali portate avanti da questa Europa, ho votato in senso contrario.

Sophie Montel (NI), *par écrit*. – Cette résolution portant sur le semestre européen pour la coordination des politiques économiques est l'occasion pour les eurodéputés de nous exposer les lieux communs habituels: la monnaie unique sauverait les économies nationales, les réformes structurelles pourraient permettre de relancer la croissance... Or, depuis 2011, le semestre européen est censé harmoniser les politiques économiques des Etats membres, et le moins que l'on puisse dire c'est que les résultats ne sont vraiment pas au rendez-vous: une croissance quasi nulle dans la zone euro avant sans doute l'entrée en récession, une explosion du chômage, notamment en France, Berlin qui continue d'imposer ses règles au sein de l'UE, 11 pays sur 28 en procédure de déficit excessif, sans oublier un budget de l'UE qui frôle la cessation de paiement... Que nous proposent alors le PPE et le S&D ? Encore plus d'Europe évidemment. Leur raison-

Środa, 22 października 2014 r.

nement est le suivant: si rien ne va c'est justement parce qu'il n'y a pas assez d'eurofédéralisme. Au menu, les Etats membres devront donc ingurgiter encore plus d'ultralibéralisme et les peuples seront nourris aux cures d'austérité! Un avenir cauchemardesque pour les nations et les peuples européens... Pour toutes ces raisons, j'ai voté contre cette résolution.

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. - Con l'approvazione di questa relazione, intendiamo sottolineare il ruolo cruciale del bilancio comunitario nello stimolare la crescita sostenibile, promuovere la creazione di posti di lavoro e ridurre gli squilibri macroeconomici nell'Unione europea. Riteniamo assolutamente necessaria un'iniziativa ambiziosa per stimolare gli investimenti in tutta l'UE al fine di rilanciare e sostenere la ripresa economica; invitiamo pertanto la Commissione ad avviare urgentemente un programma europeo di investimenti di 300 miliardi di EUR, come proposto da Jean-Claude Juncker, allo scopo di contribuire a recuperare a breve termine la crescita europea. Auspichiamo pertanto la rapida adozione di strumenti finanziari innovativi, potenzialmente in grado di svolgere un ruolo chiave nel sostenere gli investimenti sia pubblici sia privati negli Stati membri. Chiediamo che a questa nuova politica di investimenti venga associata una nuova flessibilità del patto di stabilità in modo da consentire una maggiore crescita, il ripristino della competitività degli Stati membri e una diminuzione degli altissimi livelli di disoccupazione in Europa. Ribadiamo, infine, l'importanza di coinvolgere il Parlamento europeo fin dalle prime fasi e il più possibile, allo scopo di evitare – dati la sua crescente importanza e il suo ruolo vincolante – che si crei una lacuna di legittimità nel processo di formazione dell'opinione politica.

Dan Nica (S&D), *în scris*. - Am votat pentru propunerea de rezoluție a Parlamentului European referitoare la Semestrul european pentru coordonarea politicilor economice: punerea în aplicare a priorităților pentru 2014.

Redresarea în urma crizei financiare, a datoriiilor suverane și a competitivității nu poate avea loc numai printr-o politică monetară relaxată. Subliniem importanța continuării procesului de reforme structurale aprofundate, echilibrate și sustenabile din punct de vedere social, cu scopul de a obține creștere, de a crea locuri de muncă și de a combate sărăcia.

UE nu poate să crească din nou competitivitatea numai prin reducerea cheltuielilor, ci trebuie să crească investițiile în cercetare și dezvoltare, în dezvoltarea industrială, educație și competențe, precum și în utilizarea eficientă a resurselor atât la nivel național, cât și la nivel european.

Invităm Comisia și statele membre să consolideze industria UE prin aplicarea unei politici mai flexibile în domeniul concurenței, prin care să se favorizeze competitivitatea și ocuparea forței de muncă, și printr-un plan de tranziție la nivel ecologic și digital.

Reiterăm solicitarea adresată Comisiei de a elabora, după consultarea partenerilor sociali, o propunere legislativă privind informarea și consultarea lucrătorilor în materie de planificare și gestionare a restructurărilor, pentru a se garanta astfel o adaptare responsabilă din punct de vedere economic și social la schimbările din industria UE.

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. - Durch das sogenannte Europäische Semester sollte in erster Linie die zukünftige wirtschaftliche Entwicklung der Europäischen Union harmonisiert werden. Für mich ist diese Harmonisierung ein weiterer Schritt hin zur Erschaffung eines Bürokratiemonsters, das zunehmend auch Züge sozialistischer Planwirtschaft trägt. Die Europäische Union sollte sich auf ihre Kernaufgaben, nämlich die Schaffung eines optimal funktionierenden Binnenmarktes, beschränken, statt den Mitgliedsländern ökonomische Kompetenzen abzusprechen.

Aus diesen Gründen habe ich gegen den Antrag gestimmt.

Pier Antonio Panzeri (S&D), *per iscritto*. - Esprimo voto favorevole riguardo la proposta di risoluzione del Parlamento Europeo sul semestre europeo per il coordinamento delle politiche economiche, circa l'attuazione delle priorità per il 2014. Dopo sei anni di crisi economica e tassi di crescita negativi, la ripresa economica appare ancora troppo fragile. L'aumento generalizzato della disoccupazione, di quella giovanile in particolare, continua a rappresentare una grave minaccia per la stabilità e la convergenza economica e sociale nell'Unione. Per far fronte alla crisi, alcuni Stati Membri hanno adottato politiche di austerità che hanno inciso negativamente sulla crescita economica e sugli aspetti sociali, aumentando le diseguglianze. Le piccole/medie imprese e le microimprese si trovano a dover far fronte a costi elevati e a difficoltà nell'accesso ai finanziamenti, il che ostacola la loro capacità di crescere e creare occupazione. Sono necessarie riforme strutturali profonde, equilibrate e socialmente sostenibili per generare crescita e occupazione, nonché politiche che promuovano la competitività e sostengano gli investimenti migliorando il funzionamento del mercato del lavoro. Consapevole del ruolo cruciale del bilancio dell'UE nello stimolare la crescita sostenibile, ritengo che l'Unione

Środa, 22 października 2014 r.

debba investire molto di più in ricerca e sviluppo, nell'istruzione e nell'efficienza delle risorse.

Aldo Patriciello (PPE), *per iscritto*. - Considerando l'importanza svolta dal semestre europeo nel coordinamento delle politiche economiche e di bilancio degli Stati membri e a seguito di un'accurata analisi del testo presentato, ho espresso il mio voto favorevole.

Pina Picierno (S&D), *per iscritto*. - Avendo contribuito alla stesura del parere della commissione bilancio su questa relazione sulle priorità del semestre europeo 2014, vorrei particolarmente sottolineare l'importanza che può avere il nostro bilancio nelle politiche economiche nazionali. Ritengo importante, infatti, che la Commissione europea tenga conto in futuro dell'impatto che hanno i finanziamenti europei nelle dinamiche macroeconomiche di ogni paese membro, considerando che oggi questi finanziamenti costituiscono quasi gli unici investimenti pubblici dedicati allo sviluppo e all'occupazione. Come ribadito più volte in quest'aula, non possiamo continuare a richiedere austerità, se al tempo stesso non investiamo per la creazione di nuovi posti di lavoro, di nuove opportunità, in particolare per i giovani. Spero quindi vivamente che, ad esempio, il piano di 300 miliardi del futuro presidente Juncker, non sia solo uno specchietto per allodole, ma al contrario, che rappresenti nuove e fresche risorse per creare lavoro e una crescita sostenibile. E al contempo spero che si continui a sostenere il bilancio dell'UE, soprattutto in seno al Consiglio, come un investimento per il futuro delle nostre imprese, dei nostri studenti, dei nostri ricercatori. Perché l'Europa torni ad essere anche sinonimo di opportunità e speranza e non solo di rigore e sanzioni.

Andrej Plenković (PPE), *napisan*. - Europski semestar igra ključnu ulogu u koordiniranju gospodarskih i proračunskih politika u državama članicama. Ovogodišnje Izvješće o Europskom semestru za usklađivanje ekonomske politike najviše potiče kreiranje radnih mjesta za populaciju mlađu od 24 godine. Ono podržava i Jamstvo EU-a za mlade i predloženu Inicijativu za zapošljavanje mladih koji su ujedno ključna sredstva u borbi protiv smanjenja stope nezaposelnosti mladih koja je i dalje na zabrinjavajućoj razini. Također podržava naglašavanje politika kojima se potiče konkurentnost, podržavaju ulaganja i otvaranje radnih mjesta, borbu protiv nezaposelnosti i poboljšava funkcioniranje tržišta rada, osobito u sektorima s velikim potencijalom za rast.

Preporuke koje su dane za svaku pojedinu državu članicu ne smiju se protumačiti kao kritika na račun rada vlade već nastojanje za poboljšanja gospodarske politike na korist nadolazećim generacijama. Poražavajuća je činjenica, prema podacima Komisije, kako je samo 10 % preporuka za pojedine zemlje za 2013. u potpunosti provedeno. Stoga je važno potaknuti Komisiju da osigura konkretne preporuke državama članicama i EU-u u cjelini, uključujući i one u programima gospodarske prilagodbe pritom ciljajući i na strukturne reforme koje će rezultirati stvarnim, održivim i socijalno uravnoteženim rastom, zapošljavanjem te većom konkurentnosti. Stoga podržavam kvalitetno Izvješće kolege Philippea De Backera.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. - La mia approvazione alla relazione sul Semestre europeo per il coordinamento delle politiche economiche è dovuta al fatto che la relazione del collega De Backer ha particolarmente evidenziato alcuni punti fondamentali come l'aiuto che deve essere dato alla crescita ed all'occupazione, in un momento di stagnazione e di un tasso di disoccupazione che ha raggiunto l'11.5% nella zona euro e di 10.2% nell'intera Unione europea.

E' importante anche, com'è evidenziato nella relazione, l'attenzione che viene data alla politica di coesione, la quale rappresenta una parte importante degli investimenti per aiutare la crescita (in alcuni settori importanti come l'innovazione, la ricerca, la formazione), aiutare le PMI all'accesso ai finanziamenti (il difficile accesso ai finanziamenti delle PMI è un ostacolo notevole alla crescita dell'UE), realizzare i collegamenti prioritari della rete TEN-T. Infine, per avere una politica efficace per il rilancio dell'economia dell'UE, si chiede alla Commissione di avviare immediatamente un programma europeo di investimenti di 300 miliardi di euro, così come proposto dal Presidente della Commissione Jean-Claude Juncker.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. — La cohérence des politiques de l'Union européenne doit plus que jamais trouver une ligne commune à l'heure où Jean-Claude Juncker, futur président de la Commission européenne, promet un plan d'investissement de 300 milliards d'euros. Ce rapport établissant les priorités du semestre européen tente ainsi de mettre en exergue une telle cohérence. Je suis en ce sens reconnaissant de certains fils conducteurs promus par le Parlement européen, tels que la cohérence des investissements de l'Union européenne pour l'innovation, pour l'accès au financement des petites et moyennes entreprises. Au regard de l'actualité internationale, il est d'autant plus urgent d'établir une solide politique énergétique commune ainsi qu'une plus grande coordination de l'Union économique et monétaire.

Środa, 22 października 2014 r.

Il s'agira donc d'être vigilant envers les développements des successives politiques communes de l'Union et de garantir la plus grande participation du Parlement européen dans leurs élaborations.

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. — Le semestre européen est le cycle de gouvernance économique de l'Union européenne qui permet aux États membres de coordonner leurs politiques économiques pour stimuler la croissance et l'emploi ainsi qu'équilibrer leurs budgets.

Cependant, seuls 10% des recommandations de réformes par pays émises par la Commission pour 2013 ont été entièrement mises en œuvre, et peu de progrès ont été réalisés pour 45% d'entre elles.

Il est indispensable que les recommandations par pays soient mises en œuvre pour assurer la coordination économique au sein de l'Union économique et monétaire et c'est pourquoi j'ai voté en faveur de ce rapport.

Une véritable responsabilité démocratique pourrait également être mise en place avec la présentation de rapports trimestriels au Parlement par la Commission sur les progrès concernant la mise en œuvre des recommandations par pays; de plus, les États membres qui prennent du retard dans l'application des recommandations pourraient venir expliquer leur situation devant le Parlement européen.

Matteo Salvini (NI), *per iscritto*. - Ho deciso di votare in maniera contraria in quanto il Semestre europeo è uno degli strumenti attraverso cui viene esercitato il commissariamento dell'UE sui bilanci e le economie degli Stati membri

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. - En este informe se analiza la implementación del Semestre Europeo en el último semestre y se hacen recomendaciones para el próximo, que se iniciará una vez la Comisión Europea publique en noviembre el Análisis Anual de Crecimiento. El informe está plagado de retórica de crecimiento socialmente equilibrado y sostenible, de llamadas a la creación de empleo y a la lucha del desempleo juvenil para hacer creer que estamos en la senda del nuevo ciclo. Pero la realidad es que el Semestre Europeo confirma las políticas austericidas que han destrozado millones de puesto de trabajo y da carta blanca para continuar por el mismo camino. Por ello, obviamente, he votado en contra.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. - Looking forward to the next European Semester round, I think that the policy of growth-friendly fiscal consolidation should continue, but with more emphasis on growth-enhancing reforms, 'especially by those Member States that have fiscal space to invest'. With today's vote, the European Parliament calls on the Commission to set in motion, as a matter of urgency, the EUR 300 billion European investment programme proposed by Jean-Claude Juncker.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan*. - Nalazimo se u situaciji u kojoj članice primjenjuju samo 10-15 % preporuka Europskog semestra. To je u svakom slučaju premalo s obzirom da Europski semestar igra ključnu ulogu u koordiniranju gospodarskih i proračunskih politika u državama članicama, ali i s obzirom da su pojačana koordinacija makroekonomskih i proračunskih politika država članica i sveobuhvatna politika za europodručje potrebne kako bi se ostvarila stabilna ekonomska i monetarna unija. Zbog gospodarske i financijske krize doslo je do izražene krhkosti javnih financija u nekim državama članicama. Također ako neke od članica ne primjenjuju odredbe semestra, teret se prelijeva na druge države članice što nije korektno, ali i dolazimo u situaciju bez jasnih smjernica i reda. Stoga podržavam implementaciju prioriteta za 2014. jer je naglasak na politikama koje povećavaju konkurentnost, podržavaju otvaranje novih radnih mjesta i borbu protiv nezaposlenosti što je ključno za postizanje gospodarskog napretka i funkcioniranja tržišta rada u EU-u. Također podržavam poziv upućen državama članicama da osiguraju dovoljne razine ulaganja u određenim sektorima te počnu nuditi stručna osposobljavanja čime bi se razvila produktivna radna snaga.

Catherine Stihler (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the De Backer report and want us to get the balance right during the process to ensure social and environmental indicators are realised.

Dubravka Šuica (PPE), *napisan*. - S obzirom na to da gospodarski oporavak u EU-u prvi put u dvije godine pokazuje znakove usporavanja, veoma je slab i nejednak te se mora održavati kako bi doveo do dugoročnog rasta i otvaranja novih radnih mjesta, potrebna je ambiciozna inicijativa za pokretanje investicija diljem EU-a u vidu Europskog investicijskog programa u vrijednosti od 300 milijardi eura koji je predložio Jean-Claude Juncker. Smatram da su najvažniji ciljevi gospodarske politike smanjenje nezaposlenosti i ponovna uspostava konkurentnosti država članica, koje su i same poduzele strukturne reforme u okviru makroekonomskih programa prilagodbe. Također, potrebno je istaknuti da je sve to potrebno kako EU ne bi još više zaostala za drugim regijama kada je riječ o gospodarskim i investicijskim mogućnostima. Zbog svega navedenog podržavam izvješće o Europskom semestru za usklađivanje ekonomske politike: provedba prioriteta za 2014.

Środa, 22 października 2014 r.

Eleftherios Synadinos (NI), γραπτώς. - Καταψηφίζω την συγκεκριμένη έκθεση διότι προάγει την κεντρικά ελεγχόμενη οικονομική αλλά και κοινωνική διακυβέρνηση των κρατών-μελών αποδυναμώνοντας τις αντίστοιχες Εθνικές Κυβερνήσεις. Επίσης, προωθεί δυσανάλογα πολλά προνόμια στους Ρομά από ότι στους υπόλοιπους πολίτες.

Tibor Szanyi (S&D), *írásban*. – A hosszú és nehéz viták révén kialakult jelentést szavazatommal is támogattam, mert az számos olyan ajánlást fogalmaz meg, melyet akár az éves növekedési jelentésben vagy például különböző versenyjogi dokumentumokban is szükséges lenne megfogadni. Ez elsősorban a Bizottság feladata lesz, akinek igen fontos jelzéseket küldtünk. Támogató szavazatom azzal együtt adtam a jelentéshez, hogy világosan rögzítettük, bár a helyenként tapasztalható gazdasági fellendülés örömteli, de nem jelenti azt, hogy a gazdasági válságból való kilábalás az elhibázott módon végrehajtott strukturális reformoknak köszönhetően európai szinten is megindult volna. Hiszem, hogy a szociális szempontok totális figyelmen kívül hagyása mellett helyes és hatékony strukturális reform nem hajtható végre.

Támogató szavazatom feltétele volt az is, hogy a jelentés határozottan állást foglaljon amellet is, hogy a köz- és magánberuházások egyaránt fontos és szükséges elemek, ha Európa motorját újra akarjuk indítani. Alá kell húznom továbbá, hogy a jelentés további előrehaladást követel az adóelkerülés, valamint az adócsalás megakadályozása, és a férfiak és nők közötti esélyegyenlőség kapcsán is. Mi több, az Európai Parlament e jelentésben nem a fogyasztási adó növelését, hanem egy sokkal kiegyensúlyozottabb adórendszer kialakítását szorgalmazza és egyértelműen kiemelésre került a munkavállalók szabad mozgásának joga is, mely továbbra is az Európai Unió egy senki által nem sérthető alapelve kell, hogy maradjon.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. — Les socialistes belges ont voté contre le semestre européen.

D'une part, les facettes de la simplification administrative telles qu'évoquées dans le rapport pourraient affaiblir les droits des travailleurs et la santé des citoyens. Soyons clairs: simplification administrative, oui, mais pas n'importe comment et sûrement pas au détriment du citoyen!

D'autre part, nous ne pouvons pas non plus apporter notre soutien à un rapport qui fait aussi peu de cas du droit des travailleurs.

Enfin, le texte ne pose pas assez de garanties quant à l'importance majeure des investissements publics dans le processus de relance économique européen.

Isabelle Thomas (S&D), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport de M. De Backer sur les recommandations de politique économique et budgétaire formulées dans le cadre du semestre européen. Le retrait dans le rapport du chantage fait aux états de conditionner l'attribution des fonds structurels au respect de la règle des 3% a été déterminant dans mon vote. Comme l'a été le retrait des sanctions économiques automatiques de l'UE aux États membres ne respectant pas cette règle. Aussi, nous avons obtenu que certaines de nos priorités comme l'augmentation de l'investissement public et l'utilisation des flexibilités du pacte de stabilité et de croissance soient adoptées. Je regrette cependant que ce rapport n'ait pas été assez loin. Il n'y figure ni le retrait du montant de la contribution des états membres au budget de l'Union, alors que ce budget est constitué pour l'essentiel de dépenses d'investissements, ni la remise en question de la politique d'austérité malgré son échec flagrant. Enfin, je dénonce les positions politiques d'une droite qui n'a toujours pas pris conscience de l'importance de la transition énergétique et du potentiel de croissance et de création d'emploi qu'elle représenterait dans ce contexte de crise et de chômage de masse.

Ruža Tomašić (ECR), *napisan*. - Glasovala sam protiv rezolucije o Europskom semestru za usklađivanje ekonomske politike, jer smatram da ona među ostalim sadržava preporuke koje su protiv nacionalnih interesa moje države. Naime, od početka svog djelovanja u Europskom parlamentu trudila sam se skrenuti pažnju svojih kolega zastupnika na katastrofalne posljedice politike EU-a na području zapošljavanja, politike koja se zalaže za veću mobilnost radnika radi rješavanja problema nezaposlenosti na zajedničkom tržištu.

Środa, 22 października 2014 r.

Na žalost, i ovaj put rezolucija o Europskom semestru ističe da sve veći broj radnika, posebice mladih, napušta svoju zemlju podrijetla i odlazi u druge države članice u potrazi za zaposlenjem te poziva Komisiju, kao i države članice, da potiču mobilnost radne snage unutar EU-a. Žalim što dio mojih kolega zastupnika ne vidi ništa alarmantno u takvom odljevu mozgova, no on za moju zemlju ima vrlo loše demografske posljedice, te zbog toga ne samo da ne mogu podržati tu rezoluciju nego bih željela izraziti svoje duboko razočaranje i svoju zabrinutost zbog takve politike.

Ovdje moram napomenuti da podržavam pojedine preporuke rezolucije, osobito one koje se zalažu za jačanje vještina mladih na području poduzetništva, za uklanjanje birokratskih barijera i propisa koji ne pogoduju ulaganju te za porezno rasterećenje rada, no zbog već spomenutih razloga ne mogu podržati ovu rezoluciju.

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), *in writing*. - I have voted in favour of the European Semester report, as it is a new step forward towards efficiently coordinating the economic policies of the euro zone Member States.

The origins of our current crisis are partly to be found in the great economic divergence of the first decade of the 21st century. The European Commission has the duty to continue pushing for structural reforms that will enhance growth in the medium term.

Marco Valli (EFDD), *per iscritto*. - Ho votato contro la relazione in quanto credo fortemente che il semestre europeo non debba essere un ciclo di coordinamento puramente politico, ma una serie di proposte ben definite, quali misure a favore della crescita, del lavoro e dell'economia reale. È essenziale infatti perseguire politiche attive per l'occupazione, che contribuiscano a diminuire la sperequazione sociale esacerbata dalla crisi economica. Il M5S ha visto respingere in commissione ECON i propri emendamenti che proponevano priorità e misure concrete. Pertanto il testo che è stato votato oggi non rispecchia la nostra posizione, che ci vede contrari alle politiche economiche e fiscali fino ad ora perseguite: una politica basata sul rigore e l'austerità infatti non potrà mai permettere l'implementazione di misure a favore dell'economia reale e della crescita.

Per i motivi elencati, non ho quindi dato il mio sostegno alla relazione.

Ángela Vallina (GUE/NGL), *por escrito*. - En este informe se analiza la implementación del Semestre Europeo en el último semestre y se hacen recomendaciones para el próximo, que se iniciará una vez la Comisión Europea publique en noviembre el Análisis Anual de Crecimiento. El informe está plagado de retórica de crecimiento socialmente equilibrado y sostenible, de llamadas a la creación de empleo y a la lucha contra el desempleo juvenil para hacer creer que estamos en la senda del nuevo ciclo. Pero la realidad es que el Semestre Europeo confirma las políticas austericidas que han destrozado millones de puestos de trabajo y da carta blanca para continuar por el mismo camino. Por ello, obviamente, he votado en contra.

Peter van Dalen (ECR), *schriftelijk*. - Frankrijk en Italië moeten afspraken eurozone nakomen!

De Europese Unie heeft afspraken gemaakt om de structuur en het functioneren van de eurozone te verbeteren. Op woensdag 22 oktober bespreken we één van die afspraken: het Europees Semester voor het afstemmen van het economisch beleid. Tegelijk zien we dat sommige landen de afgesproken regels aan hun laars willen lappen. Uit de nieuwe begrotingen van Frankrijk en Italië blijkt dat deze landen weigeren te voldoen aan de afspraken van het Stabiliteits- en Groeipact.

Als Frankrijk en Italië het Stabiliteits- en Groeipact niet nakomen zijn we terug bij de situatie van 2003. Toen negeerden Duitsland en Frankrijk de regels van het SGP en zij legden daarmee de basis voor de huidige eurocrisis. Het is dus van groot belang dat de regels van het SGP gehandhaafd worden. Frankrijk en Italië moeten voldoen aan de regels waarmee ze enkele jaren geleden zelf hebben ingestemd.

Środa, 22 października 2014 r.

Derek Vaughan (S&D), *in writing*. - Each year, the Commission provides each Member State with neutral advice regarding how to improve the state of their economies. This advice is often ignored. I supported today's report because it encourages both investment from the Member States and the implementation of President Juncker's promised EUR 300 billion investment programme. I and fellow Labour MEPs agreed to the report after it was agreed that this important funding would be given with no strings attached. The report gets jobs-based growth back on the agenda and will allow the reform that we need in order for Europeans to see real economic recovery in their everyday lives.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. — Le semestre européen est la mise en oeuvre des mesures austéritaires de l'UE adoptées après la crise financière de 2008 (6 packs, 2 packs).

Sous couvert de coordination européenne des politiques économiques et budgétaires, il a pour but de surveiller notamment la mise en oeuvre des réformes dites structurelles, qui doivent réduire les déficits budgétaires. On sait ce que cela veut dire. Cela passe par la «modernisation» des services publics notamment de protection sociale et de santé, la flexibilisation du travail... Ces réformes sont censées relancer la croissance et l'emploi..

La Commission n'a pas attendu que le budget de la France pour 2015 soit débattu au Parlement français pour juger insuffisant le plan d'austérité de 21 milliards et demander au gouvernement français davantage d'«économies» budgétaires pour être en phase avec «l'effort structurel» nécessaire.

Peu importe les conséquences sociales dramatiques de ces politiques. Ils continuent!

Avec la GUE/NGL nous continuerons de refuser ces politiques austéritaires et à dire qu'il existe des politiques alternatives. Le semestre européen est la mise sous tutelle des budgets nationaux avec pour seul objectif, la convergence économique aboutissant à un nivellement social toujours plus bas, l'explosion de la précarité, de la pauvreté et des inégalités!

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. - Nós somos igualmente solidários com o povo ucraniano. É por isso que condenámos o golpe de Estado ilegal apoiado pela UE e pelos EUA.

Esta ajuda que a UE pretende dar ao povo da Ucrânia também a conhecemos em Portugal. A troco de ajuda financeira, a UE irá impor a liberalização da economia. Irá dismantelar o aparelho produtivo daquele país, que não tem condições para competir com as grandes companhias europeias.

O que a UE pretende não é ajudar. Quer apenas alargar o seu mercado a novos consumidores e ter acesso às matérias-primas da Ucrânia.

Se a UE quer ajudar, que exija do atual governo golpista da Ucrânia o respeito pelos direitos humanos. Que cesse de apoiar as milícias fascistas que perseguem sindicalistas e outras ativistas sociais. Que condene a tentativa de ilegalização do partido comunista da Ucrânia e que investigue todos os crimes cometidos, com especial destaque para o crime de Odessa.

É esta a ajuda que a UE deveria dar.

Beatrix von Storch (ECR), *schriftlich*. - Ich habe gegen diese EntschlieÙung gestimmt. Einziger Vorteil dieses Textes: Das EP gibt offen zu, dass das „Europäische Semester“ der haushaltspolitischen und makroökonomischen Überwachung der Mitgliedstaaten dient. Durch die Einbindung einer Haftungsgemeinschaft sollen die im Europäischen Semester vorgesehenen Maßnahmen verpflichtend gemacht werden.

Środa, 22 października 2014 r.

Das EP fordert die Abschaffung des freien Wettbewerbs: Die Kommission soll die makroökonomischen Ungleichgewichte zwischen Mitgliedstaaten steuern und die wirtschaftliche und haushaltspolitische Überwachung fördern. Mit der Umsetzung des Fahrplans „Auf dem Weg zu einer echten Wirtschafts- und Währungsunion“ (5. Dezember 2012) schafft die EU de facto die Haushaltshoheit der Mitgliedstaaten ab. Zudem soll eine einheitliche Außenvertretung des Euro-Währungsgebiets eingerichtet werden. Das führt zu tiefgreifender Zentralisierung der Wirtschaftspolitik. Nachträglich sollen Finanzhilfen und das Ad-hoc-System der Troika in eine verbesserte Rechtsstruktur integriert werden, die erst dann mit dem EU-Rahmen für wirtschaftspolitische Steuerung und dem Gemeinschaftsrecht im Einklang stünde. Das EP spricht sich auch für die rasche Vollendung der Bankenunion, Versicherungsunion und Union der Märkte aus – mehr Kompetenzverlagerung nach Brüssel ist kaum vorstellbar. Auch die Arbeitsmarktpolitik und die Arbeitslosenunterstützung sollen vergemeinschaftet werden. Das lehne ich ab.

Glenis Willmott (S&D), in writing. -

The European Semester is the first phase of the EU's annual cycle of economic policy guidance, and this report concerns the Parliament's priorities for economic policy coordination between Member States in 2014. Labour MEPs voted for this report after our key amendments were accepted, which included more of a focus on delivering jobs and growth, and a recognition of the social impacts of austerity. I was pleased that an amendment I tabled, recognising that EU legislation on working conditions and discrimination is not red tape, but vital to protect workers and to enable disadvantaged groups into the Labour market, was accepted. My colleague Anneliese Dodds was also successful in removing references to private investment being more effective for growth than public investment.

Anna Záborská (PPE), písomne. - Vidíme, ako sa väčšine členským štátom EÚ nedarí riešiť finančnú krízu, krízu štátneho dlhu ani krízu konkurencieschopnosti. Preto je potrebné pokračovať v dôkladných, vyvážených a sociálne udržateľných štrukturálnych reformách. Bez nich nie je možné naštartovať hospodársky rast, od ktorého závisí zamestnanosť. Kľúčové z tohto pohľadu sú najmä investície do výskumu a vývoja, rozvoja priemyslu, vzdelávania a zručností a efektívneho využívania zdrojov na vnútroštátnej aj európskej úrovni. Ja sama mám však stále pochybnosti, či a do akej miery môžu byť efektívne investície, o ktorých nerozhodujú súkromní investori motivovaní snahou dosiahnuť zisk, ale úradníci a politici. Preto som rada, že Parlament v tomto uznesení zopakoval svoju podporu štrukturálnym reformám a opäť zdôraznil dôležitosť znižovania úrovne verejného dlhu. Len tak je možné vytvoriť podmienky pre ekonomický rast, od ktorého v prvom rade závisia pracovné miesta. Tie sú totiž hlavným predpokladom úspechu v boji proti chudobe a sociálnemu vylúčeniu.

Der Präsident. - Damit sind die Erklärungen zur Abstimmung geschlossen.

(Die Sitzung wird um 14.25 Uhr unterbrochen und um 15.00 Uhr wieder aufgenommen.)

VORSITZ: RAINER WIELAND

Vizepräsident

6. Korekty do głosowania i zamiar głosowania: patrz protokół

7. Zatwierdzenie protokołu z poprzedniego posiedzenia: patrz protokół

8. Składanie dokumentów: patrz protokół

Środa, 22 października 2014 r.

9. Akty delegowane (art.105 ust. 6 Regulaminu): Patrz protokół

10. Środki wykonawcze (art. 106 Regulaminu): Patrz protokół

11. Przesunięcie środków: patrz protokół

12. Sytuacja w Kobane i zagrożenia ze strony Państwa (debata)

Der Präsident. - Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über die Erklärung der Vizepräsidentin der Kommission / Hohen Vertreterin der Union für Außen- und Sicherheitspolitik zur Lage in Kobane und zur Bedrohung durch den IS (2014/2899(RSP)).

Benedetto Della Vedova, Presidente in carica del Consiglio. - Signor Presidente, onorevoli deputati, è un onore per me intervenire oggi a nome dell'Alto rappresentante vicepresidente Catherine Ashton per affrontare una questione che desta grande preoccupazione, la situazione in cui versa la città sotto assedio Ain al-Arab Kobane.

Nel corso del dibattito in plenaria, nel mese scorso sulla situazione in Iraq e in Siria, abbiamo tutti riconosciuto la complessa minaccia terroristica che l'Isis rappresenta non solo per l'Iraq e la Siria, ma anche per tutta la regione e per l'Europa. Le intenzioni dei terroristi sono chiare, il loro obiettivo è di occupare un territorio quanto più vasto possibile, conseguire l'autonomia finanziaria e diffondere la loro legge basata sulla forza.

Le azioni deprecabili di cui si rendono colpevoli passano dall'omicidio efferato di ostaggi e prigionieri ad abusi contro bambini e donne, alle persecuzioni di esponenti di minoranze religiose ed etniche e al vilipendio di siti sacri e culturali.

Signor Presidente, onorevoli deputati, siamo qui oggi per discutere della situazione a Kobane, stretta in assedio dai terroristi da oltre un mese. La lotta è feroce e impari, i terroristi sono riusciti a trasferire a Kobane forze ingenti e una grande quantità di attrezzature pesanti e sofisticate di cui si sono impossessati dopo la caduta di Mosul.

La velocità di questo trasferimento dimostra le competenze logistiche dell'ISIS e l'importanza strategica che Kobane riveste per il gruppo terroristico. Dall'altro lato della barricata ci sono poche centinaia di combattenti locali e volontari, che possono contare solo su armi modeste e con grande coraggio continuano a difendere la loro città, strada per strada e casa per casa.

Kobane è già diventata un simbolo della resistenza al regime del terrore e dell'oppressione imposta dall'ISIS. La caduta di Kobane trasmetterebbe il messaggio che l'ISIS può sconfiggere questa resistenza e potrebbe aumentare l'attrattiva che l'ISIS stesso esercita in Siria e altrove, oltre a incoraggiare i terroristi a proseguire la loro azione offensiva nei confronti di altri obiettivi.

Tutto ciò è inaccettabile per l'Unione europea e i suoi partner. È giunto il momento di mostrare con i fatti quanto siamo determinati a contenere e sconfiggere l'ISIS. Kobane è un esempio ulteriore di come sia necessario per la coalizione agire sul piano militare per contenere l'ISIS, ma mentre questo impegno militare è tuttora in corso, bisogna riconoscere che il dispiegamento di forze armate da solo non basta. Saranno necessari un impegno costante e azioni globali e coordinate per contrastare la minaccia regionale rappresentata dal terrorismo e dall'estremismo violento nonché per affrontare l'instabilità e la violenza di fondo che hanno permesso all'ISIS e ad altri gruppi terroristici di prendere piede.

Questo è ciò di cui l'Unione europea nel suo complesso ha bisogno e che è impegnata a realizzare. L'ISIS ha potuto proliferare grazie a politiche non inclusive in Iraq e all'instabilità in Siria, frutto della guerra brutale condotta dal regime di Assad contro il proprio popolo, delle massicce violazioni dei diritti umani e degli ostacoli posti sistematicamente alle riforme democratiche.

Środa, 22 października 2014 r.

Il nostro impegno in campo politico deve andare di pari passo con il nostro impegno diplomatico, la nostra cooperazione in materia di sicurezza e lotta al terrorismo e le nostre politiche volte a promuovere lo sviluppo socioeconomico della regione.

Dal punto di vista militare è fondamentale che la decisione annunciata lunedì dalle autorità turche di autorizzare il passaggio dei peshmerga iracheni diretti a Kobane si traduca in azioni concrete prima che sia troppo tardi.

L'UE ha invitato pubblicamente la Turchia ad aprire le sue frontiere per garantire che gli approvvigionamenti raggiungano le popolazioni di Kobane. Ci auguriamo che questo appello non resti inascoltato.

Più in generale, consideriamo che la lotta contro l'ISIS sia un elemento chiave della nostra politica estera verso la Turchia. È fondamentale che tutti i partner regionali attuino le pertinenti risoluzioni del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite, comprese la 2170 e la 2178, e intensifichino gli sforzi a livello nazionale per arginare il flusso di combattenti stranieri e impedire all'ISIS di beneficiare dei profitti derivanti dalle vendite illegali di petrolio e di altri beni.

La Turchia ha dato prova di grande generosità accogliendo oltre 170 000 rifugiati provenienti da Kobane. La Commissione europea ha presentato un pacchetto di aiuti umanitari di emergenza pari a 3,9 milioni di euro per sostenere la fornitura di prodotti non alimentari e assistenza sanitaria, nonché gli aiuti alimentari ai rifugiati che non alloggiano nei campi profughi.

Come sapete l'Unione europea continua a guidare la risposta internazionale alla crisi umanitaria in Siria con la mobilitazione di quasi 3 miliardi di euro dal 2011.

La Commissione si impegna in un dialogo serrato con le autorità turche su come migliorare il sostegno continuo ai rifugiati di Kobane in Turchia. Secondo quanto riferito tuttavia da 7 000 a 10 000 civili sono ancora intrappolati nella città e hanno bisogno di assistenza e si teme che l'ISIS abbia già commesso abusi su vasta scala nelle aree intorno a Kobane che si trovano sotto il suo controllo. La situazione drammatica di Kobane non deve indurre la comunità internazionale a dimenticare la situazione catastrofica di altre città e aree siriane e irachene lacerate dalla guerra civile.

Gli sforzi internazionali per una transizione guidata dalla Siria al suo interno restano per l'UE una priorità, al fine di mantenere l'unità, la sovranità e l'integrità territoriale del paese salvaguardandone al tempo stesso il carattere multietnico e multireligioso. Non è possibile una pace duratura in Siria se non si tengono in considerazione le legittime rivendicazioni di tutti i comuni cittadini siriani, compresi quelli che appartengono a gruppi etnici e religiosi inclusi i curdi siriani.

L'UE è determinata a sostenere tutti gli sforzi per una situazione politica, raggiunta di comune accordo sulla base del comunicato di Ginevra del 30 giugno 2012 e in linea con le pertinenti risoluzioni del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite. A tal fine, continueremo a dare pieno sostegno alla missione dell'inviato speciale dell'ONU de Mistura.

Signor Presidente, onorevoli deputati, attendo con interesse di discutere con voi questo tema e vi ringrazio per l'attenzione.

Arnaud Danjean, *au nom du groupe PPE*. – Monsieur le Président, permettez-moi d'abord, j'imagine au nom d'un certain nombre de collègues, de regretter que la haute représentante, M^{me} Ashton, n'ait pas daigné venir participer à cette dernière session et au moins nous saluer. Cela illustre tragiquement le manque de dialogue que nous avons eu pendant ces cinq années.

Sur Kobané et le groupe «État islamique», beaucoup de choses ont déjà été dites, et nous assistons quasiment en direct, malheureusement, à l'agonie de cette ville kurde. Je voudrais focaliser mon intervention sur trois points, qui sont plus directement liés à ce que peuvent ou pourraient faire les pays de l'Union européenne.

Premièrement, huit États membres interviennent aujourd'hui militairement dans ce conflit, soit par des frappes aériennes, soit par la formation des combattants kurdes et iraqiens, soit par des livraisons d'équipements, soit par ces trois actions à la fois. Ne pourrait-on pas envisager – l'a-t-elle été au niveau européen? – une action un peu plus coordonnée, notamment sur le plan de la formation? En effet, l'Union européenne sait monter des opérations de formation militaire puisqu'elle le fait dans d'autres régions du monde. Ne pourrions-nous pas utiliser nos instruments de la politique de sécurité et de défense commune plutôt que de nous en remettre, une nouvelle fois, à une coalition ad hoc sous coordination exclusivement américaine?

Środa, 22 października 2014 r.

Deuxième point – vous y avez fait allusion: l'attitude de la Turquie. Je ne me suis jamais fait d'illusions sur l'hypothèse de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne mais il se trouve que, juridiquement et politiquement, la Turquie est un pays candidat et qu'au titre de ce statut, elle est tenue à des obligations de convergence de sa politique étrangère à l'égard des positions de la politique étrangère et de défense commune de l'Union européenne. Ce n'est absolument pas le cas aujourd'hui et je trouve cela totalement inadmissible. Permettez-moi de dire qu'au-delà de l'Union européenne, la Turquie est membre de l'OTAN et qu'une alliance comme celle de l'OTAN se fonde tout d'abord sur la perception de menaces communes. Quand nous voyons l'attitude actuelle de la Turquie vis-à-vis de Kobané, et plus largement vis-à-vis de l'organisation «État islamique en Iraq et au Levant», on peut se poser beaucoup de questions.

Troisième point – et je terminerai là-dessus, Monsieur le Président: notre attitude vis-à-vis de la Syrie. Je comprends bien la difficulté qu'il y a aujourd'hui à considérer que, dans une certaine mesure, nous aurions des intérêts communs avec le régime syrien mais je ne crois pas que faire du zèle moral à renvoyer dos à dos, en permanence, régime syrien et organisations terroristes soit une solution. Je crains que cela nous condamne à une impuissance durable dans la région.

Victor Boștinaru, *on behalf of the S&D Group*. – Mr President, the Kurdish fighters of the Syrian Democratic Union Party have heroically defended their town, Kobane. In this respect, the S&D and I deplore Turkey's inaction in the face of this jihadist assault and its refusal to join in practice the anti-Islamic State coalition. As a future candidate for membership of the European Union and as a member of NATO, it is important for Turkey to show readiness to cooperate and coordinate with the EU and NATO. This is not the case right now.

Let me say respectfully to Turkey that we do understand its legitimate right to fight terrorists – any terrorism – but, at the same time, it is morally very difficult to accept that failing to support Kobane Kurdish fighters at a critical time could be explained by Turkey. Kobane's fight is highly symbolic, not because they are fighting for their town, but because it concerns a wide confrontation between all those fighting Islamic State and al-Qaeda's global jihadist forces everywhere.

In recent days, Turkey has finally taken steps forward and this should also be noted by Parliament. Yes, Turkey allowed Kurdish forces to cross its border with Syria to help fight against Islamic State but as Mr Della Vedova mentioned, this should be put into practice and not be just declared. We should also not forget the extensive number of Kurdish refugees in Turkey, which stands today at very high numbers and those humanitarian actions and important contributions from the European side which are also very much needed.

I have to emphasise that for us the military operation should have an exclusive aim – the destruction of ISIS and all groups linked to al-Qaeda, and should include all relevant regional players. The coalition should better define the goals of the operation and should also design a strategy to stabilise the region after the war phase.

Finally, do not forget Iraq and Lebanon..

(The President cut off the speaker.)

Charles Tannock, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, it appears that ISIS's retreat from Kobane last week may have been a tactical regrouping after reports of a renewed offensive on all fronts against the Syrian besieged border town. With estimates of up to 1 000 civilians, many of whom are elderly and vulnerable, remaining still in Kobane, its defence from ISIS is vital to prevent a potential massacre. So I take this opportunity to salute the brave efforts of the Kurdish YPG forces on the ground, and I also welcome Turkey's belated decision to allow Peshmerga troops to cross the border – though of course it is a little too late for what we would normally expect from a NATO ally. Furthermore, there are still reports that Turkey is failing to effectively prevent jihadi movements from Turkey to Syria, and in addition, the Turkish Government continues to refuse to outline the details of the secret deal regarding the release of its 49 hostages held by ISIS.

Sadly, the threat of ISIS continues to grow as they consolidate their powers, and it is clear that we in Europe must do all that we can to support the military efforts of the United States. So I am particularly pleased that my country, the UK, has announced yesterday that it will be deploying intelligence and armed drones across parts of Syria, marking a welcome shift away from the policy of engaging only in Iraq. Credible reports that ISIS fighters have captured chemical weapons in the form of mustard gas from Syria is but one example of the dire consequences of the danger posed by the evil threat of ISIS or ISIL or the so-called Islamic State – call it what you like, but ultimately it must be totally defeated.

Środa, 22 października 2014 r.

(The speaker agreed to take two blue-card questions under Rule 162(8))

Bill Etheridge (EFDD), *blue-card question*. – No intention of scoring points; a simple question. With the sorry history of the Middle East and the interventions of the West, do you not agree with me that it would be very well beholden on our leaders, yes, to do the right thing and, yes, to support good against evil and these barbaric people, but would it not be right for them to take a more cautious and careful approach and think very carefully before going forward in any kind of gung-ho manner. Time to think, reflect, but then, yes, do the right thing. Do you agree?

Charles Tannock (ECR), *blue-card answer*. – Well, rather unusually, yes, I would agree, Mr Etheridge, that we have to be cautious. Nobody is talking about boots on the ground, or British troops or any other kind of – American or European – troops that I know of. That may become necessary. There has been a lot of time to think about this. Many thousands of innocent civilians – Christians, Yazidis, Turkmen and Shia Arabs – have been slaughtered by ISIS, and we must now intervene to prevent another massacre occurring in Kobane. My case rests.

James Carver (EFDD), *blue-card question*. – Thank you colleague, Charles Tannock. Having listened to what you said, do you personally support Turkish membership of the European Union, bearing in mind your comments?

Charles Tannock (ECR), *blue-card answer*. – The Conservative Party supports Turkish candidature and eventual membership of the European Union.

Fernando Maura Barandiarán, *en nombre del Grupo ALDE*. – Señor Presidente, Señorías, empezaré por señalar mi malestar ante la decisión de esta Cámara al impedir una resolución sobre un asunto tan sensible. Es una irresponsabilidad no prestar la merecida atención a lo que sucede en Kobane.

Desde el pasado 21 de septiembre, Kobane resiste un terrible asedio de las fuerzas del Estado Islámico. Una lucha a vida o muerte contra la barbarie, que es lo mismo que decir contra la intolerancia, contra todos y cada uno de los derechos humanos. Durante treinta días de terror, las Unidades de Protección Popular kurdas han defendido Kobane. Han luchado con valentía, sin contar con ninguna ayuda exterior, sin apoyo de Turquía, salvo algún bombardeo esporádico realizado por la coalición.

Es cierto que, desde el pasado lunes, Turquía ha realizado un cambio de política, un cambio que podría llegar a ser definitivo en la solución del asedio sobre Kobane, un cambio que consiste en dar vía libre a las fuerzas de seguridad del Kurdistán iraquí y en permitir a los aviones de la coalición despegar desde sus bases.

Sin embargo, no podemos olvidar que la política de Turquía durante estas cuatro semanas ha tenido un altísimo coste en vidas humanas y que la definitiva solución positiva del acoso sobre la ciudad está aún lejos de producirse.

Pero no sería justo si solamente criticara a Turquía. Estamos, además, aquí, en el Parlamento Europeo, y es preciso reconocer que, una vez más, no hemos estado a la altura de lo que nos exige la situación.

Por lo tanto, debemos reaccionar y tomar medidas urgentes: primero, la Unión Europea debe ejercer mayor presión diplomática para que Ankara vuelva a considerar sus políticas en relación con el norte de Siria; segundo, Turquía ha de dificultar la red ilegal de comercio de hidrocarburos del Estado Islámico a través de su frontera; tercero, Turquía debe volver también a las conversaciones de paz con el pueblo kurdo; y cuarto, la Unión Europea debe impulsar una respuesta más fuerte y unificada a la amenaza del Estado Islámico, y apoyar de manera más contundente a la coalición.

No me cansaré de exigir una verdadera política exterior y de seguridad común que nos permita anticiparnos y estar preparados. No podemos abonarnos al «como siempre, llegamos tarde». Y está también el objetivo de aliviar la situación humanitaria.

Środa, 22 października 2014 r.

Marie-Christine Vergiat, *au nom du groupe GUE/NGL*. – Monsieur le Président, Kobané devient chaque jour un peu plus un symbole, un symbole de la résistance face à Daïch, un symbole de la résistance kurde. Pourquoi alors la communauté internationale, et surtout la coalition du même nom, ne traite-t-elle pas de la même façon la lutte contre Daïch en Iraq et en Syrie? Dans les deux cas, les Kurdes sont en première ligne. Certes, le gouvernement iraquien a demandé cette intervention mais pas la Syrie. Nous savons tous pourquoi.

La lutte contre Daïch doit être cohérente. Ce monstre n'a pas surgi de nulle part. Il résulte effectivement de la détérioration de la situation en Syrie, de la façon dont la communauté internationale a, sans réagir, laissé le peuple syrien se faire massacrer par son dictateur. Ce monstre, Daïch, a longtemps été aidé et l'est sans doute encore, directement ou indirectement, notamment par les puissances du Golfe. Daïch est une organisation barbare, terroriste, qui échappe aujourd'hui à tout contrôle.

Il y a urgence à réagir et il faut dire haut et fort, notamment à la Turquie, que ses atermoiements ne sont pas de mise et qu'elle ne peut prétendre entamer un processus de paix avec le PKK et refuser toute aide à leurs amis syriens. Il faut que les armes, comme tous les combattants et les combattantes kurdes, et pas seulement les pechmegas iraqiens, puissent passer la frontière réellement, au seul endroit où c'est possible, c'est-à-dire la Turquie. Pour le moment, ce ne sont largement que des mots. Nous ne pouvons pas, tantôt saluer le courage des Kurdes, tantôt les traiter de terroristes en fonction des intérêts internes en Turquie. Il est temps de demander la sortie du PKK des organisations terroristes de l'Union, y compris pour aider au processus de paix en Turquie. Il est temps d'aider les Kurdes sans atermoiements dans leur combat contre Daïch au bénéfice de toutes les minorités et de tous les démocrates en Syrie comme ailleurs. Il faut réagir vite pour éviter un second Mossoul. À Kobané, il y a plus de 10 000 personnes qui attendent et qui risquent de se faire massacrer à tout moment.

Barbara Lochbihler, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Herr Präsident! Wenn wir die Situation in Kobane diskutieren, muss sich unser Fokus auf die Sicherheit und das Leben der Zivilisten in und um Kobane richten. An die türkische Regierung gerichtet heißt das: Alle Menschen, die aus der umkämpften Region Kobane fliehen, müssen aufgenommen werden. Die Türkei hat in sehr großzügiger Weise Flüchtlinge aus Syrien aufgenommen und muss hierin auch von uns unterstützt werden. Es ist ebenso zu begrüßen, dass die Türkei endlich die Grenze geöffnet hat, um Peshmerga-Kämpfer nach Kobane zu lassen, denn es geht darum, das Vorrücken von klar identifizierbaren ISIL-Kampfverbänden auf Siedlungsgebiete zu verhindern.

Der Rat der Außenminister hat die Öffnung der Grenze gefordert, er hat aber nicht explizit die Situation der Kurden angesprochen. Wenn wir aber nach einer tragfähigen Lösung suchen, darf die Frage nach der grenzüberschreitenden Unterstützung der Kurden oder der Identität der Kurden in der Region nicht ausgeklammert werden. Die EU sollte sich ebenso für die erneute Aufnahme des Friedensprozesses zwischen der türkischen Regierung und der PKK einsetzen. Die EU sollte zudem der türkischen Regierung deutlich machen, dass die Tolerierung des florierenden Handels der ISIL mit archäologischen Schätzen oder anderen Gütern über die Schattenwirtschaft der Türkei dringend unterbunden werden muss.

Wir hören von Fort- und Rückschritten im Zurückdrängen der ISIS in Kobane. Es gibt aber auch andere, sehr negative Nachrichten wie zum Beispiel die Einnahme der kleinen kurdischen Stadt Karatapa durch die ISIS am Montag oder die aktuelle Belagerung der Jesiden.

Wir müssen uns auf einen mehrjährigen Kampf gegen die ISIS einstellen, und wie der Rat der Außenminister richtig festgestellt hat: Wir brauchen eine nachhaltige Lösung, und die kann nur eine politische Lösung sein. Die EU braucht eine umfassende regionale Strategie für Syrien und den Irak. Und diese muss Elemente enthalten wie zum Beispiel die Stärkung der Zentralregierung im Irak und die Fortführung der Genfer Konferenz in Syrien unter der Leitung der UN und unter Einbindung der Nachbarn in der Region. Dazu gehört auch der Iran.

Fabio Massimo Castaldo, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, Kobane fino a qualche mese fa, questo nome era solo un puntino su una carta geografica della Siria, sconosciuto ai più. Avamposto sperduto di una nazione senza Stato, di una terra per sua sfortuna intrisa di petrolio, su cui molti da tempo hanno messo i propri occhi.

Środa, 22 października 2014 r.

Per ironia della storia, il nome arabo della città è Ain al-Arab, l'occhio degli arabi. L'occhio interessato di coloro che in Qatar e in vari Stati del Golfo persico hanno permesso a sedicenti istituti di carità e benefattori di rimpinguare allegramente le tasche dell'ISIS. Forse perché l'esempio di autogestione democratica e di rafforzamento dei diritti della donna attuati dal Kurdistan siriano, dove molte sono addirittura soldati è un paragone scomodo.

Quindi conviene che venga eliminato al più presto, forse per qualcuno voltare lo sguardo mentre bambini di 12 anni girano con kalashnikov e bombe a mano, mentre donne terrorizzate vengono vendute nelle gabbie al mercato, è tutto sommato il male minore.

L'occhio duro e indifferente della Turchia, paese candidato a far parte dell'Unione, che per fin troppo tempo è rimasta a guardare un film dell'orrore. Solo ora ha infine accettato di far transitare i peshmerga curdi dell'Iraq verso Kobane per permettere loro di difendere i fratelli siriani estenuati dall'assedio. Ma quante vite si sarebbero potute salvare se l'avesse fatto prima? Quante? Se non avesse schierato carri armati, infami campi minati al confine, per impedire ai curdi turchi di andare a combattere contro un nemico che disconosce ogni forma di umanità. Quante? Se non avesse represso nel sangue, più di 30 morti, le manifestazioni di protesta contro queste atrocità.

L'occhio distratto e superficiale dell'Occidente ancora che dovrebbe provare vergogna per aver dimenticato troppo a lungo un dramma di una regione che in curdo significa proprio Occidente, Rojawa.

Quegli uomini, donne e bambini torturati, violentati e sgozzati dall'ISIS in queste settimane erano davvero un prezzo accettabile per non avere il coraggio di sbattere i pugni sul tavolo di un membro importante della NATO? Non meritavano neanche una risoluzione in questo Parlamento? L'occhio ipocrita dell'intera comunità internazionale ..

Der Präsident. - Herr Kollege Castaldo! Sie haben die Redezeit nicht überschritten. Ich habe Sie jetzt dreimal ermahnt. Wir haben hier vorne eine Lampe – damit das auch die neuen Kollegen mal wissen. Hören Sie mir doch bitte zu! Wir haben hier vorne eine Lampe, die aufleuchtet, wenn die Dolmetscher nicht mehr mitkommen. Und wenn Sie möchten, dass nicht nur Ihre italienischen Landsleute verstehen, was Sie hier zu sagen haben, dann müssen Sie langsam sprechen, jedenfalls nicht so schnell, dass man es nicht mehr übersetzen kann. Sie haben jetzt noch 30 Sekunden.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). - L'occhio ipocrita dell'intera comunità internazionale, infine, un occhio sempre più immobile e impassibile su una delle tante catastrofi umanitarie annunciate. Ipocrisia, negarla sarebbe ipocrita!

(L'oratore accetta di rispondere a una domanda «cartellino blu» (articolo 162, paragrafo 8, del regolamento)).

Jean-Luc Schaffhauser (NI), question «carton bleu». – Monsieur le Président, je suis évidemment d'accord avec mon collègue Castaldo. Ma question est la suivante: ne devrait-on pas prendre des mesures contre la Turquie et arrêter toutes les négociations d'adhésion avec ce pays?

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), réponse «carton bleu». – Monsieur le Président, à mon avis, la politique étrangère de tout pays candidat doit absolument être cohérente avec la politique étrangère de l'Union européenne. Si un pays, actuellement, ne souhaite pas intervenir et ne tient pas à éviter un tel drame humanitaire, nous devrions être ouverts à toute mesure susceptible de l'empêcher d'avoir ce type de comportement, qui n'est pas du tout cohérent avec une candidature à l'entrée dans l'Union européenne.

Κωνσταντίνος Παπαδάκης (NI). - Κύριε Πρόεδρε, έχει αποδειχτεί ότι οι λεγόμενοι 'τζιχαντιστές' είναι δημιουργία των Ηνωμένων Πολιτειών και των συμμάχων τους, που τους εκπαιδύσαν, τους εξόπλισαν και τους χρηματοδότησαν. Σήμερα το ΝΑΤΟ, η Ευρωπαϊκή Ένωση, οι Ηνωμένες Πολιτείες και οι σύμμαχοί τους αξιοποιούν το ISIS ως πρόσχημα συνεχίζοντας τις επεμβάσεις, τόσο στο Ιράκ όσο και στη Συρία, για να ελέγξουν τις πλουτοπαραγωγικές πηγές της ευρύτερης περιοχής. Ανάμεσα στους συμμάχους τους είναι και η Τουρκία.

Środa, 22 października 2014 r.

Ιδιαίτερα για την Τουρκία θέλουμε να καταγγείλουμε ότι από τις 20 του Οκτώβρη το τουρκικό σειсмоγραφικό σκάφος 'Μπαρμπαρός' εισήλθε στην κυπριακή Αποκλειστική Οικονομική Ζώνη, συνοδεία δύο πολεμικών πλοίων. Η πρόκληση αυτή συνιστά επικίνδυνη εξέλιξη. Η Τουρκία παραβιάζει κυριαρχικά δικαιώματα της Κύπρου και διαιωνίζει το καθεστώς κατοχής μεγάλου τμήματος του νησιού. Οι λαοί πρέπει να καταδικάσουν τη στάση της Ευρωπαϊκής Ένωσης που καλύπτει την τουρκική επιθετικότητα στην Κύπρο, η οποία κάθε άλλο παρά μειώθηκε από την ένταξη της Κύπρου στην Ευρωπαϊκή Ένωση.

Davor Ivo Stier (PPE). - Gospodine predsjedniče, Kobane je postao simbol, simbol otpora u borbi protiv tzv. Islamske države, a takvi simboli otpora daju posebnu snagu onima koji se bore protiv moćnijeg agresora. Mi koji se još sjećamo rata u našem kutu Europe, sjećamo se i junačkog otpora, npr. Vukovara protiv moćnijeg agresora i zato znamo koliko je važno da međunarodna zajednica iskaže solidarnost prema žrtvama, u ovome slučaju, stanovnicima Kobanea, koji su žrtve nasilja i novog oblika ekstremizma.

Naravno, ISIS je globalna sigurnosna prijetnja i želi se širiti ne samo u Siriji i Iraku, već ideja kalifata ide čak i do juga Europe - to je suluda ideja. Međutim, i samo regrutiranje boraca na europskom kontinentu već je destabilizirajući faktor. Naravno, da znamo da ISIS kontrolira ne samo teritorij nego i resurse pa se i na taj način može financirati, a borba protiv Islamske države pokazala je da ima granice i u našim odnosima s regionalnim partnerima i slažem se da moramo revidirati odnose s Turskom, Erdoganovom Turskom i politikom koju vodi od Balkana do Bliskog istoka.

No, ono što ovdje želim naglasiti, je da također moramo gledati humanitarnu dimenziju, a ovdje Europska unija ima vodeću ulogu - 3 milijarde eura je paket pomoći - od Komisije, država članica. Europa osigurava izbjeglicama iz Kobanea i okolnih gradova vodu, hranu i lijekove. Dakle, time se stanovnicima želi poslati jasna poruka: niste sami, Europa je s vama. Mislim da moramo učiniti naš dio, kroz proračun izglasati financijsku pomoć za stanovnike Kobanea, te kasnije za razvoj.

Ivan Jakovčić (ALDE), pitanje koje je podizanjem plave kartice postavio. – Gospodine predsjedniče, poštovanje gospodine Stier, želim Vas upitati čini li vam se kao i meni da međunarodna zajednica koja je zakazala u slučaju Vukovara, znamo koliko je zakazala u slučaju Srebrenice, kada su deseci tisuća ljudi nastradali u ratovima na Balkanu, da li vam se čini da se ovaj scenario sada ponavlja van granica Europe, a međunarodna zajednica evo raspravlja, ali pitanje je koliko djeluje?

Davor Ivo Stier (PPE), odgovor na pitanje postavljeno podizanjem plave kartice. – Gospodine Jakovčiću, mislim da je međunarodna zajednica sasvim sigurna mogla učiniti puno više, odnosno da se opasnost Islamske države potcijenila. Isto tako smatram da u međunarodnoj zajednici moramo govoriti jednim glasom i zato kada imamo situacije kao što je politika koju je Erdoganova Turska dosad vodila, to postavlja vrlo opasan prededan.

Dakle, na tome moramo raditi, a Europa također mora jednoglasno odgovoriti ako želimo biti učinkoviti.

(A felszólaló hozzájárul egy, az eljárási szabályzat 162. cikkének (8) bekezdése értelmében feltett kék kártyás kérdés megválaszolásához).

Elena Valenciano Martínez-Orozco (S&D). - Señor Presidente, estaba pensando ahora que, para nosotros, Kobane ha sido calificado aquí como un símbolo, el símbolo de toda una resistencia, como la última línea que nos separa del terror del Estado Islámico, una franja de terreno que es a la vez una frontera para nosotros y, sin embargo, seguramente, para la población de Kobane esta resistencia no ha sido más que la defensa de sus vidas, de sus familias, simplemente la resistencia para poder sobrevivir.

Y en este debate hemos hablado de Turquía, también de los Estados Unidos; con Turquía, por cierto, creo que tenemos que ser conscientes de que necesitamos una exigencia inteligente, porque a Turquía la necesitamos.

Środa, 22 października 2014 r.

Pero me interesa mucho más que hablemos de nosotros, de la Unión Europea, como ha hecho el ministro Della Vedova. Es indudable que hemos actuado tarde y con tibieza, es indudable que todavía hay muchísimos Estados miembros que se están resistiendo a entrar en esta tarea y que los necesitamos. Que necesitamos contundencia y necesitamos acción, y necesitamos ayuda humanitaria. En este momento eso es imprescindible y urgente, no solo para la gente que está sufriendo, también para los países limítrofes que están haciendo un esfuerzo enorme en la atención de los refugiados, que se cuentan por números impresionantes. Nosotros mismos no seríamos capaces de atender a ese número de refugiados.

Así que Kobane es un símbolo, pero desgraciadamente la complejidad del problema que enfrentamos en esa región es mucho mayor. El Estado Islámico controla amplias zonas, en este momento, de Siria y del norte de Irak, y su amenaza es creciente y muy violenta. El terror se extiende, y la muerte de inocentes, también. Las violaciones de derechos humanos son masivas, en Siria, en Irak, a manos prácticamente de todos los contendientes. Es muy complejo. Por eso, la complejidad requiere de nuestra acción, de la defensa del futuro, que es lo que nos estamos jugando, y para eso necesitamos nuestra diplomacia, nuestra política, nuestros recursos y nuestra inteligencia.

Anna Elżbieta Fotyga (ECR). - Panie Przewodniczący! Ofiara katastrofy smoleńskiej, polski prezydent Lech Kaczyński mówił, że racje we współczesnym świecie nie są rozłożone równo. Rację mają ci, którzy walczą o wolność i bronią wolności. Dlatego syryjskie miasto Kobane położone tak blisko granicy tureckiej porusza naszą wyobraźnię i mobilizuje nas do działania. Cieszę się, że ostatnie dosłownie godziny spowodowały, że do gry wszedł aktor, który był niezbędny do tego, żeby ulżyć sytuacji miasta i potwornej tragedii humanitarnej ludności, przeważnie kurdyjskiej. Cieszę się, że bojownikom peszmerga udostępniono możliwość przemieszczenia się w granicach terytorium Turcji.

To wszystko jest jeszcze za mało. Potrzebna jest nasza mobilizacja, ponieważ ISIS musi zostać zdecydowanie pokonany na tych terenach i na terenie Iraku, w innych miejscach, gdzie próbuje zdobywać grunt. Potrzebne są też niezbędnie ograniczenia możliwości finansowych działania tej organizacji terrorystycznej.

Pavel Telička (ALDE). - Mr President, I will not repeat the rather precise description of the situation made by many of you. I will also not repeat the objectives that were set out by many of you and which to a large extent – not always, but to a large extent – I share. I need to point out though, that we are facing the trauma of the inhabitants of Kobane, the trauma of the defenders of Kobane. We are also facing the trauma of the families of people who were executed in a barbaric way, but we are also facing one more trauma. We are facing a trauma of a lack of a comprehensive EU strategy on Syria, on Iraq and, of course, a strategy that would also deal with the grave situation in Kobane.

I thought, Mr President, that I would not even ask for speaking time, because I expected to forward a number of questions to the High Representative. I find it a disgrace that we have not seen her so far in this new European Parliament; I find it disrespectful to us and also to the families and defenders of Kobane. I therefore wish to ask the Italian President when it is we will see a proposal for a real, comprehensive strategy that shows that the European Union has an active common foreign and security policy. This is something that I am missing. We have seen bits and pieces, but nothing comprehensive; nothing that would show activity and the ability to avoid a trauma similar to Srebrenica.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

James Carver (EFDD), blue-card question. – You spoke of a need for an EU strategy in dealing with the Middle East and the various problems arising. Does that include an EU military strategy?

Pavel Telička (ALDE), blue-card answer. – First of all, I am not proposing a strategy, but maybe we will not see the High Representative for some time and I might sit down and draft something. But to answer your question, this is an issue which has to be assessed and evaluated with all the risks – advantages, positives and negatives – and this is something that should be debated. I might have a personal view on that.

I think that we have reached a certain point where basically we cannot just pretend that nothing is happening on the borders of the European Union. But this has to be done in a complex and cautious way – the way that has certainly been described. I am sorry, but this is not a question that can be answered in half a minute.

Środa, 22 października 2014 r.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL). - Señor Presidente, este Parlamento es muy dado a indignarse o a escandalizarse, pero cuando hay que buscar las causas, miramos siempre para otro lado.

La situación en Kobane es desesperada: centenares de muertos y más de 250 000 refugiados. Pero no es una catástrofe, no es un accidente. Y me duele señalar que Turquía tiene mucha parte de culpa en el origen y en el surgimiento del problema terrorista-integrista, por su detestable papel de «matón» regional por medio de la injerencia y la desestabilización de Siria, entrenando y armando a los supuestos rebeldes y bloqueando toda iniciativa de paz.

Ahora celebramos que permite la entrada a los guerrilleros kurdos. Yo no puedo celebrar que un asesino deje de asesinar solo cuando lo decide él mismo. Turquía ha estado viendo con una pasividad criminal cómo hacían el trabajo sucio contra sus enemigos los criminales del EI. Turquía es un país de la OTAN y su política exterior, que raya a veces en la criminalidad internacional, tiene graves implicaciones para todos y todas los que estamos aquí y para los países de la zona. A esto se suma la estrategia occidental desastrosa: décadas de políticas basadas en la destrucción de las identidades nacionales seculares, sobre todo en Irak y Siria.

Es hora de dejar de alimentar el fuego con fuego. La Unión Europea debe presionar a Turquía y a los países del Golfo para que dejen de financiar a los grupos terroristas y desestabilizar la zona, ayudar a recomponer la unidad política de Irak, dar una solución a Siria en el marco del Derecho internacional y de las Naciones Unidas... es decir, hacer algo serio y con futuro, más que mirar cómo los bravos guerrilleros y las bravas guerrilleras kurdas convierten a Kobane en el Stalingrado del Estado Islámico.

(El orador acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento))

Amjad Bashir (EFDD), blue-card question. – My colleague, would you agree with me that Syria is ruined? Hundreds of thousands have died; millions have been made refugees; Iraq is divided along ethnic and religious lines. Why do you ask for Turkey to join in this battle? Do you want..

(The President cut off the speaker)

Alyn Smith (Verts/ALE). - Mr President, we Scotsmen are noted for our brevity. Minister, it is difficult to know where to start in such heartbreak in the Kobane situation and the fight against ISIS generally, but I will focus in the time available on conflict oil. because I think this is an area where the EU as a whole can make a real difference in the fight against ISIS. As you said yourself, ISIS derives some revenue from the sale of conflict oil but actually, more importantly, uses oil refineries in its territory itself. That gives it a degree of operational independence, an energy independence which needs to be curtailed. ISIS controls three main refineries, two at Syria's Deir al-Zor and one near Mosul. They have been degraded by air strikes but the issue is the importation into ISIS territory of mobile oil refineries. This is not complex technology. It takes barely 10 days to put a mobile refinery together and on to a lorry, and that is giving ISIS real operational independence, so a very concrete question for you: will the EU step up cooperation, particularly with Turkey, Jordan and the KRG to stop the importation of this technology to ISIS-controlled areas, because if we can choke that off we start choking ISIS itself.

James Carver (EFDD). - Mr President, my thoughts and prayers go out to the brave and innocent people of Kobane, who continue to suffer at the hands of Islamic State. They have now been under siege for over a month, and the situation continues to look desperate.

There was some calm over the past few days as brave Kurdish forces appeared to be successfully pushing these murderous barbarians back, but – as we speak – IS have renewed their assault. Turkey, an official EU candidate country, stood shamefully by and callously watched the horror in Kobane for too long, even though it could have intervened. David Cameron's Conservative Party is politically allied to the governing Turkish AKP, whose officials have previously found a voice to claim that women should not laugh in public. And as the world has now seen, they have remained deathly silent for too long, watching Kurds fight not just for their lives but also for the very existence of their culture. This refusal to act swiftly raises serious questions over their status as potential EU members and, indeed, over British support for Turkish membership. How can the Conservative Party seriously support people who act in such a manner?

Środa, 22 października 2014 r.

IS may be fighting for Kobane now, but we know that they will not stop there. They will continue to slaughter innocent people who do not accept their twisted interpretation of Islam until they are stopped. I fear that it is only a matter of time before some of the EU citizens who have been perverted by this warped mindset return to commit atrocities on our streets. I can think of no better reason to stop the free movement of people across the EU than the wish to ensure that citizens from all 28 Member States are protected from these poor examples of so-called humanity.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Alyn Smith (Verts/ALE), *blue-card question*. – I think there are some points in what was said to which to take considerable exception. I am staggered to hear a UKIP Member suggest that the EU should dictate to Turkey what its foreign policy and its engagement in a conflict on its borders should be. Would the speaker not accept that the only influence we possibly have over Turkey is that of EU membership status?

(The President cut off the speaker)

President. - Mr Smith, I can only allow questions and that was not a question.

Georg Mayer (NI). - Herr Präsident, jetzt haben Sie ein wenig Verwirrung gestiftet. Nun, entschlossen sein gegen den IS und gegen den IS vorgehen, sagte Della Vedova vom Rat heute hier bei uns im Parlament. Nur, Herr Kollege, ich kann diese Entschlossenheit beim besten Willen nicht feststellen, wenn es um die Europäische Union geht. Kobane ist nur eines der Probleme, das uns ISIS verursacht, denn ISIS hat heute zum Beispiel eine amerikanische Waffenlieferung abgefangen, und es gibt auch schon Berichte, dass ISIS Giftgas verwendet. Die gibt es nicht nur aus Kobane.

Die Rolle der Türkei – das kann ich hier auch festhalten, und einige Kollegen haben es getan – sollten wir als einen eigenen Tagesordnungspunkt einmal besprechen. Ich rege das an, wie auch Fraktionen – ECR oder EFDD: Besprechen wir das einmal in einem eigenen Tagesordnungspunkt. Jedenfalls sollten die Zahlungen der Europäischen Union einmal ausgesetzt werden. Das wäre eine Handlung.

Aber es werden auch Jesiden verfolgt, 7 000 an der Zahl werden etwa im Sindschar-Gebirge bekämpft. Es gibt schon offizielle UN-Vertreter, die von Völkermord sprechen, die von Versklavungen, Vergewaltigungen von Frauen sprechen, und das gleiche Bild gibt es fast überall. Damit müssen wir uns beschäftigen und vor allem mit der Türkei.

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Tomáš Zdechovský (PPE), *otázka položená zvednutím modré karty*. – Pane kolego Mayere, já mám na Vás otázku. Vy jste tady tvrdil, že existují prokazatelné důkazy o tom, že IS používá jedovatý plyn. Můžete mi některý z těch důkazů ukázat nebo mi dát odkaz, kde ty důkazy najdu?

Georg Mayer (NI), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Danke für die Frage, Herr Kollege! Es gibt heute Medienberichte dazu. Beweise gibt es noch keine, weil das erst gestern, nämlich am Dienstag, festgestellt wurde. Das habe ich aber auch gesagt. Ich habe gesagt: „Es gibt Berichte darüber.“

Michèle Alliot-Marie (PPE). - Monsieur le Président, Kobané est une ville martyre, elle est aussi le symbole de notre impuissance. Il faut bien le reconnaître, notre passivité, en tant qu'Union européenne, souligne notre absence de vision stratégique sur les risques réels du monde à venir. Elle souligne aussi notre méconnaissance des véritables finalités d'un certain nombre de groupes intégristes et terroristes, ceux de Daïch mais plus largement ceux d'Al-Qaïda, d'Aqmi, de la Jamaa al-islamiya, etc. Elle souligne aussi notre irresponsabilité à l'égard de nos concitoyens et de nos enfants.

Il est évident que les visées de Daïch vont bien au-delà de la prise de la ville de Kobané ou du massacre même de ses habitants. La chute de cette ville constituerait une victoire psychologique pour Daïch ainsi que pour tous les mouvements que j'ai cités et qui lui font allégeance. Ce serait également un puissant encouragement ou une cause puissante de recrutement pour le djihad d'une façon générale, là-bas mais aussi ici.

Środa, 22 października 2014 r.

Alors, aujourd'hui, je fais une constatation: les Américains interviennent, et assez massivement, certains pays de la péninsule Arabique interviennent également. Même la Turquie semble aujourd'hui faire un geste, et nous? Que faisons-nous en dehors des discours et d'un certain nombre d'actions humanitaires? Que faisons-nous en tant que tels? Il y a effectivement des pays qui interviennent mais souvent sans coordination et sans qu'on ait une vraie vision de l'Union européenne. Cette absence souligne la carence de notre politique internationale et de défense.

Monsieur le représentant de la haute représentante – puisqu'elle n'est pas là –, je voudrais vous demander si, dans les quelques semaines qui lui restent, la haute représentante a l'intention de jouer enfin son rôle dans la recherche d'une réelle coordination des actions engagées par des États membres, dans les pressions contre la Turquie, dans la conviction..

(Le Président retire la parole à l'oratrice)

Richard Howitt (S&D). - Mr President, the siege of Kobane is being played out dramatically on our television screens as we all watch the black flag of ISIS from the hillsides across the border in Turkey. In this debate, I join calls for Turkey itself to play a full part in the international coalition. But those who simply want to use this issue to bash Turkey must equally acknowledge that the country is receiving more than 500 refugees a day from Kobane, according to UNHCR, and has given support already to 1.2 million refugees who have fled there from Syria during the past three years.

We should welcome the announcement that the Turkish border is open to Peshmerga forces, but remember that there are large numbers of diverse people fighting under the name Peshmerga, which simply means fighter in Kurdish. We have to acknowledge that this is not a conflict between armies, and there is proper concern about the rules of conflict being ignored. However, to call the Kurdish fighters terrorists – suggesting this is a fight between one set of terrorists and another, as Ankara has done – risks undermining opposition to IS and risks the progress of the Kurdish peace talks in Turkey too. These risks must be avoided.

As the new High Commissioner for Human Rights has said, IS is indeed the antithesis of human rights and 'a diabolical, potentially genocidal movement'. Europe should support his call for Iraq to join the International Criminal Court to strengthen the legal, as well as the military, fight against them, and as we meet today the US State Department still says there is 'a possibility that Kobane will fall to ISIL'.

But while the battle for Kobane is the focus of our debate today, the violence we want to see ended is that which continues across Iraq and Syria, with battles raging in the east of Syria and in the suburbs of Damascus adding to more than 200 000 deaths since the conflict began. What about the siege by Syrian forces of more than 300 000 people around Aleppo, who are literally being starved to death, and the 200 air strikes they mounted against their own people yesterday alone? So the questions we must raise should also still be about resolving the conflict in Syria, building legitimate opposition, bringing legal accountability for all responsible for the crimes of war and

(the President cut off the speaker)

Mark Demesmaeker (ECR). - Collega's, Kobani is langzaamaan een symbool geworden. De stad en bij uitbreiding heel Koerdistan is vrijwel de laatste vrijhaven in de hele regio tegen het IS-kwaad.

De internationale gemeenschap, collega's, draagt de verantwoordelijkheid om mensen te beschermen als hun eigen overheid in gebreke blijft. De EU steunt het internationale beginsel van *responsibility to protect*. Daar zijn wij rijkelijk laat mee. Om het monster te kunnen verslaan, hebben we echter niet alleen militaire kracht nodig, maar moeten we de wereld er ook van overtuigen dat ons model, waarin bescherming van het leven, respect en verdraagzaamheid fundamenteel zijn, goed is.

Als coördinator van de Commissie mensenrechten voor mijn fractie sta ik er dan ook op dat de Europese Unie aantoon dat universele mensenrechten sterker zijn dan IS-barbarij. Dat zij op een gecoördineerde manier aantoon in staat te zijn deze bedreiging het hoofd te bieden, dat zij partners als Turkije ervan overtuigt om klare wijn te schenken en een einde te maken aan hun dubbelzinnige houding.

Środa, 22 października 2014 r.

Marielle de Sarnez (ALDE). - Monsieur le Président, ce qui se passe à Kobané se passe presque aux frontières de l'Europe, dans notre proximité immédiate, à quelques heures d'avion d'ici, et cela doit constituer pour l'Europe une obligation à agir dans au moins trois directions.

La première de ces directions, c'est bien évidemment notre organisation en matière de défense et de sécurité commune. Nous ne pourrons pas continuer, dans les temps qui viennent, à ne pas nous doter d'une défense européenne commune. Il s'agit d'une urgence à moyen et à long termes. À court terme, nous devons apporter un soutien à tous ceux qui résistent héroïquement dans cette ville de Kobané.

Deuxième direction: nous devons évidemment agir sur le plan humanitaire, en application du principe onusien de la responsabilité de protéger – vous venez d'en parler. Il y a des milliers de réfugiés le long de la frontière. La Turquie doit les accueillir et l'Europe doit assumer ses responsabilités humanitaires.

Enfin, troisième direction: il faut agir sur le plan diplomatique. La Turquie a mené un double jeu qui n'est pas acceptable et que nous ne devons donc pas accepter. Nous devons exercer une pression diplomatique plus forte. Je considère que dans la lutte contre le terrorisme, il ne peut pas y avoir d'ambiguïté.

Par ailleurs, nous devons travailler inlassablement à rétablir une stabilité politique en Iraq. Pour la Syrie, nous devons, semble-t-il, cerner l'ordre chronologique des priorités et être, rappelons-le, aux côtés du Liban qui subit, lui aussi, les assauts du groupe «État islamique».

Enfin, chez nous, dans l'Union européenne, nous devons mieux agir pour lutter contre le terrorisme et, par exemple, mettre enfin en place un système PNR européen qui permettra l'utilisation des données des passagers pour prévenir le terrorisme.

Sabine Lösing (GUE/NGL). - Herr Präsident! Die Menschen in Rodschawa haben viele Feinde, nicht nur den schrecklichsten, den IS. Es geht in diesem Kampf nicht nur um das nackte Überleben, sondern um ein wunderbares politisches Projekt, um das Experiment einer freien Gesellschaft, der beteiligungsorientierten, diskriminierungsfreien, gerechten Demokratie. Dafür kämpfen die Menschen, und dafür schulden wir ihnen echte Solidarität.

Die Türkei und Syrien sind Gegner dieses Projektes, weil deren Nationalismus und deren autoritäre Regime in Frage gestellt werden. Den USA geht es darum, Einfluss über ein Gebiet von großer wirtschaftlicher und strategischer Bedeutung zurückzugewinnen. Nato-Luftschläge gegen den IS und gleichzeitig Angriffe des Nato-Partners Türkei auf Stellungen der PKK; angebliche Unterstützung der Kurden und gleichzeitig Waffenlieferungen an Saudi Arabien und Katar; Videos des IS mit deutschen Handgranaten.

Wann endlich werden diese Waffenlieferungen gestoppt? Wann endlich wird wirksamer Druck auf die Türkei ausgeübt, jede Unterstützung des IS sofort zu stoppen und die Grenzen zu öffnen für kurdische Kämpfer, nicht nur der Peschmerga? Sofortiger Schritt muss es sein, die Patriots abzuziehen und das PKK-Verbot aufzuheben.

(Die Rednerin ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

PRESIDE: RAMÓN LUIS VALCÁRCEL

Vicepresidente

Środa, 22 października 2014 r.

Alexander Graf Lambsdorff (ALDE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Liebe Frau Kollegin Lösing! Mir fehlen die Worte angesichts dessen, was Sie hier gerade erzählen. Glauben Sie wirklich, es sind die Maßnahmen des Westens, mit denen versucht wird, den Menschen in Kobane zu helfen, die das Problem sind in dieser Situation? Glauben Sie wirklich, dass die amerikanischen und europäischen Anstrengungen das Problem sind? Glauben Sie nicht, dass es ein menschenverachtender Terrorismus ist, den wir da sehen, der das Problem ist und gegen den man vorgehen muss? Ich bin wirklich entgeistert über das, was Sie hier gerade gesagt haben! Meine Herren!

Sabine Lösing (GUE/NGL), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Ich habe die Antwort auf diese Frage schon gegeben. Ich frage mich wirklich, warum hier heuchlerisch gefordert wird, die Menschen gegen den IS zu unterstützen, und gleichzeitig, wie im letzten AFET zum Beispiel, der EU-Beauftragte der Türkei in keinster Weise eine Bereitschaft erklärt hat, seine Politik zu verändern. Darum geht es doch. Es geht doch jetzt darum, dass Druck auf die Türkei ausgeübt wird. Warum ist das denn nicht passiert? Ich kann nur sagen: Warum willigt denn die deutsche Bundesregierung nicht ein, die Patriots abzuziehen? Das wäre ein wirklicher Druck auf die Türkei. Es gibt doch genügend Kämpfer, die Kobane verteidigen. Warum dürfen diese Kämpfer nicht durch die Grenzen? Warum hat die Türkei weiterhin die Möglichkeit, ISIS zu unterstützen? Das sind Fragen, die ich stelle. Es entsetzt mich wirklich, dass diese Fragen auf wenig Verständnis stoßen.

Bodil Ceballos (Verts/ALE). - Herr talman! Det är väldigt mycket som har sagts och mycket som jag kan stå bakom. Jag vill därför ta upp någonting som ingen tidigare har pratat om, och det är att vi inte bara ska prata om kurderna, utan vi måste faktiskt prata med kurderna också.

Vi ska inte heller göra skillnad mellan de kurder som är goda kurder, så att säga, och som då finns i Irak, och de som är dåliga kurder i Syrien, därför att Turkiet inte har den här beröringsskräcken med allt som har med PKK och PUD att göra. Vi ska inte göra den skillnaden, utan vi måste behandla alla lika.

Idag är det den akuta hjälpen till Kobane som har högsta prioritet. Det är både den humanitära hjälpen, men också stöd för att kurderna ska kunna klara av att stå emot i Kobane. Men på sikt måste vi också se till vad som händer därefter. Vi måste också vara ett stöd i det demokratibygge, den sekulära, mångkulturella, demokratiska och autonoma region som man försöker bygga i Rojava, alltså västra Kurdistan – den kurdiska delen av Syrien.

Aymeric Chauprade (NI). - Monsieur le Président, chers collègues, depuis plusieurs semaines, les médias et les gouvernements occidentaux se focalisent sur la ville kurde de Kobané, dans le nord de la Syrie, assiégée par le groupe «État islamique».

Si Kobané est bien un drame humanitaire puisque 300 000 réfugiés kurdes ont passé la frontière turque pour fuir les massacres de l'EI, on peut s'interroger tout de même sur l'effet de loupe sur Kobané.

Pour les Kurdes de Syrie, d'abord, Kobané ne représente démographiquement qu'une proportion modeste de la population kurde du nord de la Syrie, les villes d'Afrine, d'Alep, d'Al-Hassaka sont très peuplées également par les Kurdes. Quant à la bataille de Kobané elle-même, elle n'est qu'une des multiples batailles qui se jouent en Syrie en ce moment. L'on peut même affirmer qu'elle n'est pas la plus essentielle pour l'avenir politique de la Syrie. Sur un plan stratégique, l'issue des combats qui font rage entre les loyalistes et les rebelles pour le contrôle de la colline de Handarat surplombant Alep est, par exemple, une question beaucoup plus importante que la lutte pour Kobané. D'autres batailles entre loyalistes et rebelles, entre rebelles et l'EI, entre l'EI et loyalistes, entre le Front Al-Nosra et le Hezbollah se déroulent un peu partout.

Cet effet de loupe sur Kobané est renforcé par le fait qu'il est facile de tourner des images depuis les collines turques alors que les journalistes ne vont plus ailleurs à l'intérieur de la Syrie. Un reflux du groupe «État islamique» de Kobané est bien sûr souhaitable et le Front national soutient les frappes françaises contre l'EI mais la réalité est plus complexe, une réalité que les gouvernements américains et européens se refusent à énoncer.

La victoire contre le groupe «État islamique» ne se fera pas sans une coopération étroite avec le gouvernement syrien. Il faut donc revenir au réalisme et coopérer avec la Syrie pour vaincre l'EI.

Środa, 22 października 2014 r.

Francisco José Millán Mon (PPE). - Señor Presidente, de nuevo tenemos que hablar en este hemicycle del EI, que constituye una grave amenaza. Afortunadamente, en Kobane sus fuerzas ya no se están imponiendo, gracias en particular a la campaña de bombardeos de la coalición internacional y a la lucha de los kurdos.

Lo que sucede en Kobane es importante, pero no debemos olvidar otras áreas de conflicto: la región iraquí, por ejemplo la de Ambar, donde el EI desgraciadamente sigue muy activo y se acerca cada vez más a Bagdad. Sin perjuicio de la actuación militar en Irak, aspecto en el que la reconstrucción del ejército iraquí me parece crucial, necesitamos también soluciones políticas. El EI está estrechamente ligado —se recordó antes aquí, creo que por la Presidencia italiana— con el descontento suní en Irak. Por ello, necesitamos que el nuevo Gobierno lleve a cabo una política inclusiva y recupere la confianza suní y también la kurda.

La situación en Siria es muy compleja, también se ha dicho aquí. Además de la necesidad de contrarrestar al EI, debemos seguir buscando una transición política. Se ha de ayudar a las fuerzas moderadas que, lamentablemente, en los últimos tiempos prácticamente han perdido todo protagonismo. Y tenemos que seguir apoyando los esfuerzos del enviado especial de las Naciones Unidas en pro de esa transición política.

Los actores en Siria no deben ser exclusivamente Asad y el EI. Para derrotar al EI y salvaguardar la integridad territorial de Siria e Irak, necesitamos la colaboración de todos los Estados de la región y, desde luego, de Turquía e Irán. A ningún Estado de la región debe beneficiar que el EI pueda prevalecer y fundar un nuevo Afganistán sobre antiguos territorios iraquíes o sirios, o mezclados de ambos países.

Nosotros, la Unión Europea y los Estados miembros, tenemos que seguir procurando ayudar a buscar soluciones para la región, también en estrecha coordinación con los Estados Unidos. El EI, además de sus defectos desestabilizadores en toda la zona, también puede ser una amenaza global en la que, para más inri, están presentes combatientes europeos.

Se acerca el invierno, la crisis humanitaria se agrava, y por eso también tenemos que poner especial énfasis en ello y ayudar a unas poblaciones que nos necesitan.

Kati Piri (S&D). - Mr President, in the last weeks we have witnessed a humanitarian crisis unfolding in Kobane. Around 200 000 people have escaped the terror of Islamic State, seeking refuge in Turkey. As has been said already by many previous speakers, Kobane has become the symbol of the fight against this terrorist organisation, which poses a threat not only to the security of Syrians, Iraqis and countries in the region, but a threat to all of us. That is also the reason why we have to be united in our fight against IS. The situation in Kobane has already deeply affected the internal situation in Turkey. We witness different groups within Turkish society attacking each other and putting extra pressure on the settlement process. It is of crucial importance that the peace process remain on the table and that all sides continue with the road map that is to be set up.

It is our moral obligation to support the Kurds fighting off IS and defending their city in Kobane. What Turkey has done in terms of taking up a huge number of refugees from Syria is to be commended, and I also welcome the latest statements that not only humanitarian aid can pass through the border from Turkey to Syria but also the Kurds from Iraq will be allowed to reinforce the Kurds in Kobane. We have to jointly ensure that we will not allow Islamic State this important symbolic victory, as it would also certainly set back the morale of the Iraqi Kurds.

Not neglecting the situation in Kobane, we must also take into account the overall situation. The threat of Islamic State has certainly not diminished, also in Iraq, where it has even become bigger in some parts of the country. Last but not least, let us not forget that a large part of the funding of this terrorist organisation comes from the illicit sale of oil and goods. We have to ascertain that EU Member States are in no case involved in the illicit trade and all channels used by IS to sell this oil need to be closed off.

Bas Belder (ECR). - Voorzitter, ik wil de Raad een heldere en simpele vraag stellen. Die vraag luidt: bestrijdt kandidaat-lidstaat Turkije samen met de Europese Unie voluit ISIS of niet? Ik stel die vraag, meneer de vertegenwoordiger van de Raad, omdat waarnemers in de regio waarmee ik in nauw contact sta mij al jaren geleden vertelden, en dit tot op de dag van vandaag doen, dat Turkije voluit medeverantwoordelijk is voor de huidige personele en logistieke sterkte van de Islamitische Staat van ISIS. Tegen deze achtergrond stel ik dus de vraag: bestrijdt Turkije daadwerkelijk samen met ons ISIS of niet? Ik stel die vraag ook nog eens met extra urgentie omdat mijn waarnemers gisteren nog vertelden dat in Turkije ook een aanzienlijke sympathie bestaat voor ISIS. Hoe zit dat precies? Een heel dubieus geval.

Środa, 22 października 2014 r.

Ten slotte, de dreiging van ISIS raakt de gehele regio. Dat weet de Raad ook. Hoe groot schat de Raad het gevaar in van de aanwezigheid van ISIS en haar bondgenoten in Gaza en de Sinai? En welke strategie stelt de EU tegenover deze verdere destabilisering van de regio? Want dat is evengoed het geval.

[De spreker stemt ermee in een "blauwe kaart"-vraag te beantwoorden (artikel 162, lid 8, van het Reglement).]

Amjad Bashir (EFDD), *blue-card question*. – Whilst everybody is very quick to blame Turkey for not taking part in military action, the question I pose to the House is: those of you that were here previously, what did you do to stabilise Iraq? The destabilisation of Iraq has created this situation in Iraq. What did you do to try and stabilise Iraq?

Bas Belder (ECR), *"blauwe kaart"-antwoord*. – Met alle respect collega, ik begrijp uw vraag helemaal niet. Ik loop hier al wat jaren mee in dit Parlement, langer dan u in elk geval, en ik heb altijd al gewezen op de dubieuze rol van Turkije als kandidaat-lidstaat wat betreft het gezamenlijke Europese veiligheids- en buitenlands beleid. En dat stond vaak op gespannen voet. Ik heb de Raad daar altijd op geattendeerd, maar die was er héél stil over. Ook mevrouw Ashton, de grote afwezige, was heel stil. Het is een buitengewone constante die ik hoor. Niets.

Javier Nart (ALDE). - Señor Presidente, la señora Ashton es un ectoplasma, así que es difícil hablar de ella. Ni está, ni se la espera. Sigamos adelante.

Es sorprendente que nuestro Servicio Europeo de Acción Exterior se sorprenda, primero, respecto a la existencia del ejército del DAESH. ¡Es imposible improvisar un ejército! Hasta el sargento más romo del ejército menos competente del mundo dirá que gestionar 4 000-5 000 combatientes durante 1 000 kilómetros requiere una logística descomunal.

¿Dónde estaba nuestra política exterior, nuestros servicios de política exterior, que no se enteraron? ¿Dónde estaba nuestro Servicio Europeo de Acción Exterior que no sabía lo que significa el régimen sectario de Maliki? ¿Dónde estaba este servicio, que no sabía lo que ocurría en la provincia de Al-Anbar, donde se produjo el avance del EIIL? ¿Dónde estaba el Servicio Europeo de Acción Exterior cuando se produjo en enero el ataque sobre Faluya, la insurrección de Faluya, que fue el primer aviso del EIIL?

Segunda cuestión: Kobane. Me escandaliza el escándalo, por cuanto es únicamente conocido porque lo tenemos delante de nuestros ojos en televisión. Pero Kobane —o Ain al-Arab, como dicen los árabes— es la consecuencia de todo el conflicto existente en el arco que va desde Aleppo, pasando por Deir ez-Zor, hasta Bagdad, hasta las cercanías de Bagdad. Por lo tanto, dejémonos de pensar que con Kobane estamos haciendo un símbolo, porque yo quiero hablar de la categoría, y a la categoría me quiero referir.

Este Parlamento, el 18 de septiembre de este año, emitió una Resolución que exigía que se produjera un paro en la ayuda logística al DAESH. Me quedo atónito cuando el Consejo de Europa, el 20 de octubre, dice que van a comenzar una acción inmediata. ¿Pero de qué estamos hablando? Mientras nosotros hablamos, el DAESH hace; y yo no quiero ni más condenas, ni aprobaciones, ni solidaridades, ni música: al DAESH se le enfrenta con hechos y no con palabras.

Y, desde luego, mi más absoluta reprobación al ente ectoplasmático que es la señora Ashton, que ni está ni se la ha esperado nunca.

Iosu Juaristi Abaunz (GUE/NGL). - Señor Presidente, mientras hablamos aquí, Kobane resiste con los escasos medios de que dispone. Solo la respuesta unitaria de las fuerzas kurdas ha evitado hasta ahora otra masacre como la registrada este pasado verano. Y es el pueblo kurdo quien debe poder contar con los medios necesarios para resistir y vencer, tanto ante la amenaza del Estado Islámico como frente a la actitud de los Estados que ocupan su territorio.

La responsabilidad de la comunidad internacional es evidente, incluida la de la Unión Europea. Pero las potencias, la OTAN, no actúan para proteger al pueblo kurdo sino para responder a una situación sin control, otra más, provocada por sus políticas en Oriente Medio y proteger así sus propios intereses económicos y geoestratégicos.

Środa, 22 października 2014 r.

Señorías, están en juego los derechos y el futuro del pueblo kurdo, derechos que están siendo pisoteados desde hace décadas ante la pasividad o complicidad internacional y europea. Y de esos derechos se trata aquí, a fin de cuentas.

Michel Reimon (Verts/ALE). - Herr Präsident! Wir sind uns darin einig, dass wir die Mörder und Massenmörder von ISIS alle verurteilen wollen. Aber das ist relativ leicht, und sie werden nicht auf uns hören. Ich habe auch sehr viel Kritik an der Türkei gehört, das ist auch relativ leicht zu machen, auch wenn ich Vieles dieser Kritik teile. Ich finde, wir sollten mutiger über unsere eigene Rolle dabei reden. Wie glaubwürdig kann unsere Kritik sein, wenn wir den Grenzschutz im Mittelmeer ausbauen, immer weiter verstärken, wenn wir Frauen und Kinder, die es aus Kobane herauschaffen, die es in Sicherheit schaffen, dann im Mittelmeer ertrinken lassen und nicht retten. Die Europäische Union sollte ein Vorbild sein für den Umgang mit Flüchtlingen aus dieser Krisenregion. Wir sollten schon jetzt über Kobane hinaus denken – die Katastrophe wird auch vorbeigehen. Wir sollten zwei Dinge jetzt schon langfristig angehen:

Erstens: die Finanzierung von ISIS stoppen. Da geht es um Ölschmuggel, der höchstwahrscheinlich auch nach Europa kommt.

Zweitens: Wir brauchen einen langfristigen Aufbauplan für diese Region. Da müssen Millionen aus Europa in den Aufbau der Region gehen und nicht in Kriegsschiffe, um Flüchtlinge abzuwehren.

Ελευθέριος Συναδινός (NI). - Κύριε Πρόεδρε, όποιος πιστεύει ότι το Κομπάνι κείται μακριά από τον γεωγραφικό χώρο της Ευρώπης οφείλει να αναθεωρήσει άμεσα και τάχιστα. Ο αριθμός των ευρωπαίων τζιχαντιστών, σύμφωνα με το αμερικανικό κέντρο αντιτρομοκρατίας, είναι σημαντικά υψηλός. Επιβεβαιώνεται το γεγονός πως οι κάτοχοι ευρωπαϊκών διαβατηρίων που μάχονται ως τζιχαντιστές στις τάξεις του ακραίου ισλαμικού κράτους είναι μια άμεση απειλή για τη χώρα καταγωγής τους και όχι μόνο.

Η πολύπαθη Μέση Ανατολή έχει ξεπεράσει τον μύθο της Λερναίας Ύδρας. Ο δυτικός κόσμος, χρησιμοποιώντας ως πρόσχημα την ασφάλεια, τη δημοκρατία και τα ανθρώπινα δικαιώματα, επί χρόνια ανακαλύπτει απειλές, όπως τον Σαντάμ, τον Άσαντ, το Ιράκ, το Ιράν, τη Συρία, την Παλαιστίνη, την Ιορδανία, και επεμβαίνει. Κάθε τέτοια επέμβαση όμως, δημιουργεί νέους εχθρούς με μεγαλύτερο μίσος, εξτρεμισμό καθώς και κίνητρο εκδίκησης στη θέση των παλιών. Το ισλαμικό κράτος - αν και είναι σφάλμα να αποκαλούμε μια εξτρεμιστική τρομοκρατική οργάνωση 'κράτος' - αποτελεί μια ασύμμετρη απειλή για την Ευρώπη και ολόκληρο τον κόσμο.

Το δεκαπενταμελές Συμβούλιο Ασφαλείας δήλωσε ότι το ισλαμικό κράτος πρέπει να ηττηθεί και η μισαλλοδοξία, η βία και το μίσος που ενστερνίζεται να παταχθούν. Εσκεμμένα, όμως, δεν βλέπει τη μελλοντική μετατόπιση του κινδύνου μέσα από τη μετακίνηση των πληθυσμών και τη δραστηριοποίησή τους αρχικά στην Ευρώπη και μετά σε ολόκληρο τον κόσμο.

Емил Радев (PPE). - Когато терористичната организация Ислямска държава в Ирак и Сирия се преименува единствено на Ислямска държава, никой от нас не можеше да предположи геополитическия ѝ ефект върху ситуацията в Близкия изток, войната в Сирия или крехката стабилност в Ирак. Изведнъж терористичната организация от една идея се превърна в брутална реалност и важен участник не само в гореизброените региони, но и с влияние върху международните партньорски отношения. В този ред на мисли, Кобане е символ на унищожението и погубените човешки съдби, но и на силата на духа на един народ. Изходът от битката за града неминуемо ще има стратегическо важно значение за борбата срещу Ислямска държава. Ако Кобане падне, шансовете да паднат Сирия и Ирак под контрола на терористите се увеличават. Ако Кобане бъде спасен, ще бъде падена надежда на хиляди мирни граждани, независимо от етнически и религиозен произход, че Ислямска държава може да бъде победена с обединени сили.

Затова националните стратегически интереси трябва да бъдат загърбени в името на общата цел – победата над Ислямска държава и спасяването на още хиляди човешки животи. Важно е всички заедно – САЩ, европейските държави, Турция и другите коалиционни партньори, да окажем нужната подкрепа за кюрдското население, което води борбата на фронтоната линия. Приветствам индивидуалните действия на отделни държави, но и настоявам за ясна стратегия на международната общност за борба срещу Ислямска държава. Тази битка не е само на хората от Кобане, тя е битка на всички нас и ние имаме моралното задължение да я спечелим с обединени сили.

Pier Antonio Panzeri (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, dopo aver non fatto in realtà un approfondimento capace di comprendere le tante differenze insite nei cambiamenti che hanno coinvolto i paesi arabi, oggi siamo costretti a scoprire che il radicalismo estremista ha sequestrato l'Islam ed è divenuto ormai il primo nemico innanzitutto dei musulmani. L'azione dell'ISIS accresce la confusione nell'area e destabilizza in modo più profondo di quanto non colpisca militarmente. Per questa ragione è un pericolo serio, ma non dobbiamo considerarlo uno scontro di civiltà, bensì un progetto politico che va assolutamente sconfitto e bisogna agire su più piani.

Środa, 22 października 2014 r.

Non c'è solo l'opzione militare, sarà possibile vincere questa battaglia solo se i paesi della regione saranno protagonisti principali a partire dalla Turchia e dobbiamo essere consapevoli che non sarà possibile raggiungere risultati se l'indispensabile aspetto militare non sarà accompagnato da un adeguato processo politico che aiuti la destabilizzazione dell'area cercando di superare positivamente l'articolata mappa di timori e interessi interni alla coalizione internazionale.

Ангел Джамбазки (ECR). - В момента в сирийския град Кобане се извършва геноцид. Главорезите от Ислямска държава вече месеци наред обезглавяват, разстрелват, разпъват на кръст стотици мъже, отвличат хиляди жени, момичета и деца. Кюрди и язиди, християни, жертви на този геноцид, живеят мирно по тези земи от хилядолетия. Това е тежко престъпление срещу човечеството съгласно Конвенцията за преследване и наказване на престъплението геноцид на ООН, приета през 1948 г. Този геноцид срещу християните, кюрдите и язидите в Кобани, в Сирия и в Ирак се извършва от престъпната организация Ислямска държава със съучастие, съдействието, военната и логистична помощ на водената от президента Реджеп Таип Ердоган Република Турция.

Кобани е пример за кюрдско самоуправление и това е причината Ердоган да бездейства и да наблюдава безучастно клането, което извършват подкрепяните от него ислямисти над мирното население. Това е част от неговата неислямистка политика. Политиката на Турция в региона е насочена срещу интересите и сигурността на Европейския съюз, в частност срещу интересите и сигурността на България и Балканите.

Настоявам тази зала остро да осъди геноцида, извършван от Ислямска държава, и гласно да осъди и порицае съучастие на Република Турция и президента Ердоган в това военно престъпление срещу човечеството.

Marietje Schaake (ALDE). - Mr President, today we were listening to the plans of Commission President Juncker, and you would not have known that the world was on fire from hearing that. There was hardly a word on the urgent need for us to have an effective and common foreign and security policy.

Now we are literally watching yet another disaster unfolding in Kobane, and we should be urged to be more than bystanders. The time it takes before decisive action is taken to protect the people in Kobane resembles the world's paralysation in the face of the war in Syria. Remember the arguments used not to take effective action: if we removed Assad, then the Jihadists would take over? Today we still have both, along with 200 000 dead, millions on the run, and girls and women – particularly vulnerable – in an unacceptable manner being enslaved, raped and married off.

The EU must work with Turkey and avoid strengthening jihadists, who are also funded by actors in the Persian Gulf that we still consider allies. We must end this crisis, which is caused by misguided jihadists also from within the EU.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL). - Expressamos a nossa veemente solidariedade com a população de Kobani, vítima de grupos armados terroristas desumanos e violentos. É importante condenar todas as formas de terrorismo, incluindo o terrorismo de Estado. A população de Kobani é vítima de grupos armados jihadistas com armas sofisticadas e com uma ideologia totalitária, que têm sido, desde há três anos, armados e financiados pelos aliados dos Estados Unidos da América, onde, de facto, sim, a Turquia teve também um papel importante, com o apoio dos Governos dos Estados Unidos da América e da União Europeia. Foi, aliás, esta a confissão feita este mês pelo próprio Vice-Presidente dos Estados Unidos, Joe Biden.

Como é evidente, não será mais ingerência, mais guerra, mais armamento e mais divisão e desestabilização do Médio Oriente que resolverá o problema. São exatamente as causas da proliferação do terrorismo que devem ser combatidas. Para que não se repitam os mesmos processos históricos, para que aprendamos com eles e para que não se branqueiem as responsabilidades políticas que estão à vista de todos.

Środa, 22 października 2014 r.

Mario Borghesio (NI). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, se a poca distanza del confine dell'Europa si svolge a Kobane un genocidio, l'assenza surreale qui nell'Aula dell'Alto rappresentante ripropone la domanda: dov'è, se c'è, la politica estera dell'Europa? La Turchia ha già condizionato la sua eventuale partecipazione diretta alle operazioni della coalizione e alla creazione di un'area cuscinetto al confine con la Siria e di una *no-fly zone* che la Siria ha sempre visto come minaccia alla sua sovranità. Per altro verso i sunniti temono le milizie sciite filoiraniane almeno quanto i guerrieri del Califfato e in questa situazione non sarà certo agevole contrastare lo Stato islamico.

La vicenda di Kobane rivela il vero ruolo della Turchia, che ha perfino scavato un vallo alla frontiera per impedire il passaggio delle auto dei profughi da Kobane. Si è rifiutata di aprire un corridoio umanitario e si è comportata con ambiguità sul passaggio dei jihadisti che Erdogan ha definito turisti, addirittura incoraggiati a varcare il confine per abbattere il regime di Assad.

Siamo sicuri che il vero obiettivo confine di questo conflitto sia la sconfitta del Califfato o non invece la creazione di una nuova entità statale sunnita fra Siria e Iraq? Siamo sicuri che si possa realmente sconfiggere l'ISIS senza un coinvolgimento della Siria?

Deirdre Clune (PPE). - Mr President, Syria has become a major humanitarian challenge facing the world today. The war there has killed hundreds and thousands; it has displaced more than 6.5 million people inside the country and it has forced more than three million to flee for their lives beyond the borders. The flagrant violation of international law by all sides in the Syrian conflict must be confronted and referred to the International Criminal Court.

The rise of ISIS, the continued activities of al-Qaeda, and the growing strength of Boko Haram make it clear that there is no room for complacency among the international community when it comes to the growth of extremism. We must unite, we must mobilise to confront this threat and we must do so with a real sense of urgency. Everywhere we look at this time we see a world beset by warfare and terror on many fronts, heart-rending reports of escalating casualties and refugee numbers, the slaughter of innocents and the suffering of children and vulnerable adults in northern Iraq and Syria.

The town of Kobane has become a crucial symbolic battleground in the war against ISIS. Having been under siege for a month now, it is heart-breaking to see mothers, young children and vulnerable adults involved in defending the city, which has come under sustained attack from ISIS fighters. Over 180 000 Syrians have been displaced to Turkey by the fierce fighting in Kobane alone and yes, the Commission has increased its humanitarian budget for the Syrian crisis in 2014, but we must question whether we are doing enough to stop the ISIS advance. We must question whether we are doing enough to help the three million refugees, many of them children, who are now spread across Jordan, Turkey, Lebanon, Iraq, Egypt and parts of North Africa.

More pertinent is what awaits the people who remain in Kobane, a besieged people short of fuel, food, weaponry and without adequate international support. We must not just question, we must act. We have a duty to act, and this Union has a moral obligation to help civilians in Kobane to do everything in its power, from both a humanitarian and political perspective, to stop the advance of ISIS and deal with the refugee crisis that is threatening to tear that region apart.

Neena Gill (S&D). - Mr President, we have a desperate situation in Kobane, therefore it is crucial that we bolster groups in Iraq and Syria who are fighting IS. We also need to make sure that we have sufficient safeguards in place through a coordinated approach, not just to avoid arms falling into the hands of IS, as has happened to a batch of US weapons dropped in Kobane on Monday according to reports that I have seen. When we talk about the threat posed by IS it is crucial that we do not forget that the Assad regime is partly responsible for their success. It has been fostering the development of IS over the past years, as part of its strategy to create an illusion that on the one hand opposition groups who are fighting for democracy and, on the other hand, terrorists, are one and the same.

Therefore, I welcome Monday's decision to further strengthen sanctions on the Syrian regime. It is clear that to me we need to offer full support to the moderate Syrian opposition in its goal to ensure inclusive and democratic political transition, and we need to urge the Iraqi leadership to make sure that all groups in society have substantive participation in government. A unified response to ISIS will only be possible if these conditions are met.

Środa, 22 października 2014 r.

David Campbell Bannerman (ECR). - Mr President, I had the privilege to be elected as the new President of the EU-Iraq delegation last week. I made it very clear that our priority must be to destroy ISIL in Iraq and Syria and wherever ISIL resides, including on our own streets in Europe. Mosul has just held the last Christian mass after 1 600 years. Even babies are being beheaded and 1.8 million people are internally displaced in Iraq. I strongly support US, British, NATO and Arab nations' air strikes against ISIL, but we are facing the equivalent of a core of 30 000 ISIL troops. It cannot be done overnight.

I had the opportunity to meet the Prime Minister and Foreign Minister of Turkey two weeks ago, with whom I directly raised concerns about Kobane. Turkey's very positive announcement to allow Iraqi Kurdish fighters across its border into Kobane, particularly with their sensitivities about the PKK, is most welcome.

We should support the Kurdistan Regional Government but not get too close to the Iranian regime. In this regard we should say that the enemy of your enemy is not necessarily your friend. I intend to play a constructive role to ensure that all tools – military, political, economic and humanitarian – are used to destroy ISIL and to protect minorities from these purveyors of evil.

Alexander Graf Lambsdorff (ALDE). - Herr Präsident! Die Abwesenheit der Hohen Vertreterin heute ist wirklich unerklärlich. Es ist ihre letzte Chance gewesen, in diesem Plenum zu erscheinen. Das ist wirklich nicht nachvollziehbar. Und genauso hat die Abwesenheit außenpolitischer Bemerkungen im Programm Jean-Claude Junckers heute Morgen gezeigt, dass dieses Parlament eigentlich der falsche Ort für eine Debatte ist. Es gibt keinen gemeinsamen europäischen Ansatz. Der Rat tut nichts, auch wenn zwischen den Außenministerien sicher zahllose EU-KOR hin und hergehen und man das Gefühl hat, man täte etwas. Es passiert nichts.

Was notwendig ist, ist stattdessen ein Nato-Sondergipfel. Nur in der Nato ist die Türkei wirklich beim Portepée zu packen, dort kann sie sich nicht entziehen, dort kann sie aufgefordert werden, gegen ISIS eine klare Position zu beziehen. Das ist die einzige Chance, wie wir es schaffen können.

Die Europäische Union – und ich bedauere das als Mitglied des Auswärtigen Ausschusses dieses Hauses außerordentlich – ist der falsche Ort für die Debatte. Diese Debatte gehört in die Nato, weil die Nato die einzige Organisation ist, die das Ganze regeln kann. Der Rat tut nichts. Die Hohe Vertreterin ist abwesend. Ich glaube, das sagt alles.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL). - Κύριε Πρόεδρε, η επίθεση του ισλαμικού κράτους στο Κομπάνι αποτελεί σταδιακή μετεξέλιξη της επέμβασης των Ηνωμένων Πολιτειών στο Ιράκ. Αποτελεί επίσης σταδιακή εξέλιξη της προσπάθειας των Ηνωμένων Πολιτειών και της Τουρκίας να επιβάλουν τη δική τους άποψη στο θέμα 'Συρία'. Σήμερα, όλοι αυτοί καλούνται να αντιμετωπίσουν αυτό που δημιούργησαν. Είναι γι' αυτό το λόγο που οι Κούρδοι έχουν καταστεί το σύμβολο της αντίστασης.

Μέσα σ' αυτό το πλαίσιο, η Τουρκία, φοβούμενη ένα μεγαλύτερο Κουρδιστάν, καμώνεται πως δεν καταλαβαίνει τι πρέπει να κάνει, ενώ την ίδια ώρα αντί να μηδενίζει, όπως διακηρύσσει, τα προβλήματα της με τους γείτονες, τα πολλαπλασιάζει. Αντί να επιχειρήσει αυτό που διακηρύσσει, ανοίγει νέες περιπέτειες στέλνοντας τα πλοία της για έρευνες στην Αποκλειστική Οικονομική Ζώνη της Κύπρου, παραβιάζοντας κάθε αρχή του διεθνούς δικαίου.

Εμείς είμαστε στο πλευρό των Κούρδων και καλούμε την Ευρωπαϊκή Ένωση να συμβάλει στην ενσάρκωση αυτού του δικαιώματος με σεβασμό στα ανθρώπινα δικαιώματα και τις αποφάσεις των Ηνωμένων Εθνών.

Agustín Díaz de Mera García Consuegra (PPE). - Señor Presidente, la lucha por el control de Kobane por parte del DAESH tiene una doble importancia: estratégica, por el control de las rutas de suministros clandestinos ilegales, y política, por la provocación también para Turquía en territorio sirio. La sombra del PKK impide —eso dicen los analistas turcos— la respuesta necesaria de un país que tiene uno de los ejércitos más poderosos de la tierra.

Autorizar el paso de los peshmergas, a mi juicio, es insuficiente. Mientras tanto, Abdulá Ocalan, el líder del PKK, continúa en prisión permanente, en cadena perpetua, en la isla de Imrali, en el mar de Mármara. Con eso lo digo todo.

Środa, 22 października 2014 r.

Mientras tanto, el DAESH ha matado ya a setecientas personas y ha producido un desplazamiento masivo de población kurda mayoritaria en Ain al-Arab.

A mi juicio, los peshmergas que combaten y los que están por llegar necesitan ayuda militar rápida y efectiva. Por aire, los ataques de la coalición son insuficientes y el DAESH continúa sus ataques indiscriminados a la población civil.

¿Qué pasa en Irak y en Siria? Decapitaciones, esclavitud sexual, reclutamiento de niños, secuestros, masacres a minorías religiosas —más de doscientos mil muertos según Naciones Unidas—; 6,4 millones de desplazados internos en Siria, 5,2 millones de personas en Irak y 11 millones de sirios necesitan ayuda humanitaria inmediata por la llegada del invierno.

La Unión Europea ha aportado, señor Presidente, 3 000 millones de euros en ayuda para Siria e Irak, pero la situación sigue, no se contiene. Se necesitan más donantes y más determinación militar por parte de la coalición.

El virus integrista del pretendido califato se extiende y hay que neutralizarlo, hay que pararlo antes de que invada con el terror países de allí y de aquí. Allí exterminan, pero aquí acabarán haciendo efectiva lo que ya no es una amenaza, sino un hecho real: los servicios de inteligencia de la Unión Europea ya no dudan de que atacarán aquí. Lo único que queda por saber es cuándo y cómo, qué día y qué país.

Tenemos necesariamente que reaccionar, señor Presidente.

Eugen Freund (S&D). - Mr President, one of the real tragedies of Kobane is that it has also served as an enormous distraction. The international media has a front row seat on the hills in Turkey and beam with their tele-lenses and dishes the daily destruction into our living rooms. But we are witnessing a microcosmos of the war and thereby forgetting the bigger picture. This war in Syria has been raging on for more than three years, with over 200 000 dead and millions displaced. Yes, ISIS is a big threat to the stability of the region – but what stability, I may ask? ISIS has also contributed to the diplomatic resurgence of President al-Assad. We must not forget that he started the war against his own people, and now he is coming very close to being courted again. That must not happen, dear colleagues. I sincerely hope that Federica Mogherini, the new Foreign Affairs Commissioner, will bring a decisive European voice to the table – a voice that has been absent for too long.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Bronis Ropė (Verts/ALE), pakėlus mėlynąją kortelę pateiktas klausimas. – Iš tikrųjų šalia Europos šiandien yra pakankamai nemažai židinių, kurie mums neduoda ramybės, bet kol kas, ačiū Dievui, Europos viduje neturime didesnių problemų. Šiandien Europa savo saugumą užtikrina bendradarbiaudama su NATO sistema.

Kaip jūs manote, ar mes ateityje turime tobulinti bendradarbiavimą su NATO, ar Europa turėtų kurti savo saugumo sistemą ir, sakykime, užtikrinti saugumą Europos viduje ir kartu padėti užtikrinti saugumą pasaulyje?

Eugen Freund (S&D), blue-card answer. – I see clearly that you are trying to put me on the spot, but in any case I think that there needs to be close cooperation with NATO in all respects. Mr Lambsdorff has pointed out – rightly so – that NATO has to play an important role in this affair, particularly as far as Turkey is concerned. But I still think that the Europeans have to get their act together and have to see what they can contribute in order to solve problems like the ones that are immediately in front of their doorsteps.

Branislav Škripek (ECR) - V posledných týždňoch som videl šokujúce videá, fotografie o otrasnom správaní rebelov islamského štátu, stínanie hláv, mučenie, beštiálne prejavy. Musíme sa naozaj pokúsiť to zastaviť. Vyjadrujem hlboké pohnutie nad touto situáciou a modlietam sa v týchto dňoch za božie posilnenie tých ľudí v utrpení a neľudskosti. Kobane leží v regióne, kde je zmiešaná populácia Kurdov, umiernených moslimov a Syriakov, ako sa nazývajú kresťania v tomto priestore Blízkeho východu, kde ich je jeden milión. Doteraz tam žili v pokoji a mali rovnaké práva. Ako Európska únia by sme mali, po prvé, odhaliť verejnosti preukázať totožnosť predstaviteľov tzv. islamského štátu a označiť ich za zločincov. Ich činy vyhlásiť za zločiny proti ľudskosti a v budúcnosti ich pohnať pred medzinárodný súd. Po druhé, pomôcť finančne aj materiálne aktivistom demokratických iniciatív v regióne Kobane. Po tretie, pomôcť oficiálnym predstaviteľom syriackych kresťanov, ktorí pôsobia v exile aj v Bruseli ako občianske združenia, finančne aj materiálnoú pomocou, a po štvrté, vyzvať Turecko, aby žiadnym spôsobom nepodporovali islamský štát.

Środa, 22 października 2014 r.

Ελένη Θεοχάρους (PPE). - Κύριε Πρόεδρε, το ισλαμικό κράτος αποτελεί θανάσιμη απειλή για τον δημοκρατικό κόσμο στο σύνολό του και στο Κομπάνι δίνεται αυτή τη στιγμή η μάχη της πολιτισμένης ανθρωπότητας. Τα ιδανικά του ελεύθερου κόσμου τα υπερασπίζονται οι Κούρδοι μαχητές, στον συνεχή απελευθερωτικό αγώνα των οποίων είχα την τιμή να λάβω μέρος και να τους στηρίξω ενεργά ως γιατροί. Οι κούρδοι μάχονται το ισλαμικό κράτος και μένουμε άναυδοι αναλογιζόμενοι την αγριότητα των ισλαμιστών, τη γενναιότητα των υπερασπιστών του Κομπάνι και τη δικιά μας απάθεια.

Ο κύριος Πιτέλα μας είπε σήμερα πως η έλλειψη θάρρους των ηγετών μας είναι ο μεγαλύτερος εχθρός της Ευρώπης. Συμφωνώ απόλυτα. Είναι ακριβώς αυτή η έλλειψη θάρρους που επέτρεψε την εκκρόσηψη δικτατοριών και του φανατικού θρησκευτικού μένους, την εγκατάλειψη ανυπεράσπιστων πληθυσμών, την εγκατάλειψη του Κομπάνι. Είναι σειρά λαθμενών επιλογών που οδήγησε στα σημερινά αδιέξοδα. Θεωρώ εκπληκτική, ωστόσο, την στάση πολλών παραγόντων που αναμένουν ότι η Τουρκία που καταδυναστεύει τους κύπριους και τους κούρδους για χρόνια, κατέχει την μισή Κύπρο και έχει σβήσει έξι χιλιάδες κουρδικά χωριά από τον χάρτη, θα πολεμήσει αυτούς που πολεμούν τους χειρότερους εχθρούς της, τους κούρδους και το καθεστώς του Άσαντ.

Τιμώ το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο που συζητά το ζήτημα του Κομπάνι. Και μίλησα πολλές φορές για τους ισλαμικούς κινδύνους που βρίσκονται ήδη μέσα στην Ευρωπαϊκή Ένωση και βεβαίως η Κύπρος βρίσκεται στο επίκεντρο της κρίσης και από το έδαφός της τα συμμαχικά αεροσκάφη χτυπούν τους φανατικούς ισλαμιστές. Αλλά, δυστυχώς, η Διάσκεψη των Προέδρων δεν συγκάτενευσε να συζητήσει και την πολεμική επιχείρηση κατάληψης των θαλασσών της Κύπρου από το τουρκικό ναυτικό. Η Κύπρος, κράτος μέλος από το 2004, που μπήκε στην Ευρωπαϊκή Ένωση με στόχο την απαλλαγή της κατοχής των εδαφών της και τη λύση του προβλήματος στη βάση των αρχών και αξιών μας, παρακολουθεί το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο να αδιαφορεί και να ανέχεται τον βιασμό του διεθνούς νόμου. Παρόμοια λάθη έγιναν και σε άλλες περιπτώσεις.

Πρέπει να στηρίξουμε τους πρόσφυγες της Συρίας και τους υπερασπιστές του Κομπάνι. Αλλά, πρέπει να στηρίξουμε και την Κύπρο που δεν δέχεται μόνο βερμπαλιστική επίθεση και φραστικές απειλές, αλλά πλήρους κλίμακας επίθεση από τον στόλο της Τουρκίας, η οποία καταπατά βάναυσα το ευρωπαϊκό κεκτημένο και τον διεθνή νόμο. Η υποκρισία και η δειλία των ηγετών μας πρέπει να σταματήσει. Ο κυπριακός λαός αισθάνεται βαθύτατα απογοητευμένος και είναι υποχρεωμένος να στρέψει το βλέμμα σε άλλες κατευθύνσεις αναζητώντας αξιόπιστη συμπεριφορά.

Δημήτρης Παπαδάκης (S&D). - Κύριε Πρόεδρε, Η κατάσταση στο Κομπάνι συνεχίζει να είναι άκρως επικίνδυνη. Οι Κούρδοι συνεχίζουν να μάχονται με όλα τα διαθέσιμα μέσα, απέναντι στους τζιχαντιστές αποτελώντας παγκόσμιο παράδειγμα αντίστασης και αγωνιστικότητας.

Οφείλουμε να τους βοηθήσουμε έμπρακτα και όχι μόνο με διακηρύξεις.

Το Ισλαμικό κράτος, από την άλλη, συνεχίζει την φρικαλέα δράση του. Πρέπει να εντοπιστούν οι μηχανισμοί ελέγχου της ανατροφοδότησης και της ενίσχυσης των τζιχαντιστών. Το δίκτυο και αυτοί που το στηρίζουν πρέπει να απομονωθούν από τη διεθνή κοινότητα.

Αλήθεια, ποιοί τους εξοπλίζουν; Ποιοί τους ενισχύουν οικονομικά για να μπορούν να συντηρήσουν το δίκτυο τους;

Δεν είναι μόνο η Τουρκία η οποία τηρεί αυτή την απαράδεκτη και υποκριτική στάση και επιπρόσθετα δημιουργεί κι άλλα προβλήματα στα ευρωπαϊκά σύνορα εντός της κυπριακής Αποκλειστικής Οικονομικής Ζώνης, αλλά υπάρχουν και άλλες δυνάμεις οι οποίες αρνούνται να αναλάβουν έμπρακτα τις δικές τους ευθύνες.

Η μάχη του Κουρδικού λαού, είναι μάχη της παγκόσμιας νομιμότητας και της Διεθνούς Κοινότητας. Το λιγότερο που οφείλουμε να κάνουμε είναι να σταθούμε δίπλα τους.

El Presidente. - Les pediría a los oradores —así me lo trasladan los intérpretes— que, por favor, hablen más pausadamente porque a veces es muy difícil poderles seguir.

Richard Sulík (ECR) - Keď sa bavíme o Kobani, mali by sme aj otvorene pomenovať, ako došlo k tak masívnej destabilizácii celého regiónu, a takej masívnej, že mohol vzniknúť islamský štát. Tu, bohužiaľ, musím vysloviť masívnu kritiku na veľkého spojenca Európy, na adresu Spojených štátov amerických. Kam USA chceli doniesť demokraciu, tam doniesli chaos. Egypt, Líbya, Afganistan, Irak, Sýria, všade namiesto demokracie doniesli jeden obrovský chaos. Najmä Irak v roku 2003 je veľkým hriechom Spojených štátov amerických, neskôr nasledovala Sýria, dnes práve na území Iraku a Sýrie vznikol islamský štát. Kobani je v prvom rade „dezaster“ americkej zahraničnej politiky. Európarlament s nejakou deklaráciou alebo takouto diskusiou nevyrieši vôbec nič a aj pani barónka Ashton to dáva jasne najavo, čo si myslí o váhe Európskeho parlamentu tým, že tu nikdy nie je, ale myslím si, že by sme mali veci aspoň jasne pomenovať, teda príčiny.

Środa, 22 października 2014 r.

Jeroen Lenaers (PPE). - Voorzitter, ik sluit me graag aan bij iedereen die zijn afschuw over de ontwikkelingen en gebeurtenissen in Kobani heeft uitgesproken. De beelden die ons vanuit Kobani hebben bereikt hebben op ons allemaal een diepe indruk gemaakt.

Het belang van dit debat is dan ook voor iedereen duidelijk, behalve schijnbaar voor de Europese Commissie. Ik sluit me graag ook aan bij de mensen die iets gezegd hebben over de schandalige wijze waarop de Commissie hier vandaag afwezig is. Want de urgentie van dit debat zou toch ook voor de Europese Commissie duidelijk moeten zijn.

Twee weken geleden hadden wij Koerdische demonstranten in het Europees Parlement, Koerdische demonstranten die bang en boos waren vanwege het uitblijven van een Europees en internationaal antwoord op de gevaren in Kobani. Deze demonstranten kwamen niet naar het Parlement om te horen over onze mooie woorden, onze mooie resoluties die we ter ondersteuning hebben aangenomen. Ze wilden actie om de veiligheid van hun families, hun vrienden in Kobani te garanderen.

Die Europese antwoorden, die internationale antwoorden blijven voorlopig uit. President Juncker zei vanochtend: "IS is de vijand van onze Europese waarden, IS is de vijand van alles waarop Europa gebouwd is". En toch blijft een Europees antwoord voorlopig uit. We laten in Syrië, zoals gebruikelijk, de Verenigde Staten de hete kastanjes uit het vuur halen. IS is een bedreiging voor de toekomst van het continent, een bedreiging voor de internationale veiligheid en een bedreiging voor onze Europese waarden. Het wordt hoog tijd dat er een einde komt aan de oorverdovende stilte vanuit Europa.

Νίκος Ανδρουλάκης (S&D). - Κύριε Πρόεδρε, οι αγριότητες του Ισλαμικού κράτους ξεπερνούν την πιο νοσηρή φαντασία. Η αντιμετώπισή τους είναι επιτακτική ανάγκη. Σε αυτό το πλαίσιο, το μαρτυρικό Κομπάνι και η άρση της πολιορκίας του έχει ισχυρό ουσιαστικό και συμβολικό χαρακτήρα. Πέρα λοιπόν από τη συνέχιση της ανθρωπιστικής και υλικότεχνικής βοήθειας σε όσους αντιστέκονται απέναντι στο Ισλαμικό κράτος, θεωρώ ότι η Ευρωπαϊκή Ένωση οφείλει να αναλάβει την πρωτοβουλία για να πραγματοποιηθεί διάσκεψη όλων των εμπλεκόμενων κρατών, ώστε να διασφαλίζεται σαφές σχέδιο κοινής δράσης απέναντι στους τρομοκράτες, με στόχο βεβαίως την ειρήνη και την ευημερία της ευρύτερης περιοχής.

Η αντιμετώπιση του Ισλαμικού κράτους θα είναι καταστροφικό να γίνει μνημείο τακτικισμών προς όφελος εθνικών και περιφερειακών συμφερόντων. Δεν μπορούμε να αποδεχθούμε, σε καμία των περιπτώσεων, ασκήσεις ισορροπίας σε ένα τόσο σοβαρό ζήτημα και ιδιαίτερα από χώρες που είναι προς ένταξη, όπως είναι βεβαίως η Τουρκία.

Francisco Assis (S&D). - Kobani é uma pequena cidade, concreta e real, onde neste momento alguns, poucos, milhares de curdos resistem heroicamente ao assédio do Estado Islâmico e, por isso mesmo, se tornou um símbolo perante toda a comunidade internacional e, como tal, interpela-nos particularmente.

É verdade que o que está a acontecer naquela região resulta de profundas mudanças geopolíticas verificadas nos últimos anos: algumas resultaram de movimentações internas, outras foram um produto de algumas interferências externas.

Mas este não é um momento apenas de reflexão ou de análise, este para a União Europeia tem que ser um momento de ação, de ação em vários sentidos. Desde logo, de ação humanitária perante os curdos, perante estes seres humanos em concreto que estão a sofrer à vista de todo o mundo. Em segundo lugar, de uma forte ação diplomática, tendo em vista criar as condições de resolução estrutural do conflito. E em terceiro lugar, a União Europeia também não pode deixar de apostar em apoiar claramente, sob todas as formas, aqueles que neste momento contribuem, neste momento estão no terreno a combater o Estado Islâmico.

O Estado Islâmico é, desde logo e sobretudo, uma ameaça para toda aquela região, mas é também uma ameaça muito profunda para a Europa.

Intervenciones con arreglo al procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra («catch the eye»)

David McAllister (PPE). - Herr Präsident, meine sehr geehrten Damen und Herren! Die unvorstellbaren Gräueltaten, Morde und Menschenrechtsverletzungen durch den ISIS und andere Terrorgruppen sind auf das Schärfste zu verurteilen. Wir müssen den ISIS mit allen uns zur Verfügung stehenden Mitteln stoppen, und zwar umgehend und entschlossen. Eines sollte jedoch in der Tat nicht vergessen werden: Die Stärke von ISIS in Syrien ist durch den brutalen Krieg von Präsident Assad gegen sein eigenes Volk möglich geworden. Ich möchte daher darauf hinweisen, dass der Rat für Auswärtige Angelegenheiten diesen Montag beschlossen hat, dass das Assad-Regime weiterhin kein Partner im Kampf gegen den ISIS sein kann. Es sind bekanntermaßen auch zusätzliche Sanktionen gegen Syrien beschlossen worden.

Środa, 22 października 2014 r.

ISIS ist der Feind unserer europäischen Werte. Das hat heute Vormittag Jean-Claude Juncker im Plenum ausdrücklich hervorgehoben. Und im Kampf gegen ISIS wie im Kampf gegen andere Terrorgruppen ist der Einsatz von militärischen Mitteln genauso wichtig und dringend notwendig wie die humanitäre Hilfe. Beide Komponenten müssen jetzt unter Federführung der neuen Hohen Beauftragten Mogherini in eine längerfristige politische Strategie gegen den Terror im Irak und in Syrien eingebunden werden. Das ist jetzt unsere dringende Aufgabe.

Monika Flašíková Beňová (S&D) - Pred 17 rokmi napísal pán profesor Huntington vo svojej knihe Stret civilizácií o tom, že 21. storočie sa stane dejiskom stretu civilizácií a že najväčším konfliktom bude práve konflikt našej západnej civilizácie s čínsko-islamskou. Po skončení studenej vojny žila naša západná civilizácia v ilúzii, že naše hodnoty ovplyvňujú život celej planéty a snažili sme sa tieto naše hodnoty implantovať do celkom iných kultúr. Dnes preto stojíme pred tvrdou realitou, ktorá je výrazne odlišná od toho, čo sme v tom čase očakávali. Kultúrne a náboženské konflikty medzi jednotlivými časťami sveta, ktoré nahradili konflikty ideologické, k tomuto stretu civilizácií veľmi jednoznačne vedú. Musíme si preto uvedomiť, že budúcnosť tzv. západnej civilizácie bude zaistená len vtedy, ak budeme jednotní. Globálna politika je dnes už multipolárna a multicivilizačná a v tomto kontexte sa aj otvára otázka, do akej miery v budúcnosti chce Európska únia pracovať na svojej vlastnej vojenskej sile alebo do akej miery budeme iniciátormi lepšej spolupráce v rámci Severoatlantickej aliancie.

Nότης Μαρτιάς (ECR). - Κύριε Πρόεδρε, η κατάσταση στο πολιορκημένο Κομπάνι είναι ιδιαίτερα κρίσιμη. Οι κίνδυνοι για την περιοχή εκ μέρους του Ισλαμικού Χαλιφάτου έχουν αυξηθεί το τελευταίο διάστημα. Αλλά οι τζιχαντιστές έχουν αποδρασυνθεί λόγω της στάσης της Τουρκίας, η οποία καλύπτει και ενθαρρύνει τη δράση τους. Και σαν να μην έφτανε αυτό, η Τουρκία ρίχνει λάδι στη φωτιά δυναμιτίζοντας την κατάσταση στην περιοχή της ανατολικής Μεσογείου καθώς το τουρκικό σειсмоγραφικό σκάφος 'Μπαρμπάρος', συνοδευόμενο από δύο τουρκικά πολεμικά σκάφη, πραγματοποιεί παράνομες έρευνες στην υφαλοκρηπίδα και στην Οικονομική Αποκλειστική Ζώνη της Κύπρου, δημιουργώντας κινδύνους για την ειρήνη.

Gια αυτό το λόγο, κύριε Πρόεδρε, τη Δευτέρα είχα ζητήσει να συζητήσουμε την παράνομη και προκλητική στάση της Τουρκίας κατά της Κύπρου στη σύνοδό μας αυτή. Δυστυχώς, η πρότασή μου αυτή απορρίφθηκε από το Προεδρείο χωρίς να έχω μάλιστα τη στήριξη από κανέναν βουλευτή του Σώματος. Όταν τελικά το ζήτημα συζητηθεί στη σύνοδο του Νοεμβρίου, κύριε Πρόεδρε, στις Βρυξέλλες, εύχομαι να μην είναι αργά.

Ivan Jakovčić (ALDE). - Gospodine predsjedniče, ne mogu se oteti dojmu da još jednom znamo što nećemo, znamo što hoćemo, ali nažalost ne znamo kako. Kao da se ponavljaju neke situacije kojima smo bili svjedoci zadnjih mjeseci i zadnjih godina u raznim dijelovima svijeta.

Prije sam spomenuo, kada sam postavio pitanje g. Stieru, podsjeća li ga ova situacija na ono što je bilo u Vukovaru za kojega možda nitko nije ni čuo do sukoba na području Balkana, je li netko od vas čuo za Srebrenicu prije nego što se dogodilo ubojstvo tisuća i tisuća ljudi? Ja za Kobane nisam čuo do nedavno.

Želim ovdje pozvati sve da učinimo sve da nevinu ljude, tisuće, desetke tisuća, stotine tisuća ne nastrada, jer će to biti njihova sudbina ako se mi ne pomaknemo.

Janusz Korwin-Mikke (NI). - Mr President, I would like to remark that the Charter of the North Atlantic Treaty Organisation (NATO) clearly states that NATO can act when a member of the pact is attacked. Neither Syria nor Iraq is a member of NATO, so NATO cannot do anything.

(Fin de las intervenciones con arreglo al procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra («catch the eye»))

Benedetto Della Vedova, Presidente in carica del Consiglio. - Signor Presidente, onorevoli deputati, ho seguito con grande interesse il dibattito, che giunge in un momento politicamente opportuno e drammatico per molti aspetti e vi ringrazio delle considerazioni.

Sono sicuro che la nuova Alto rappresentante e Vicepresidente Federica Mogherini, a cui auguro buon lavoro, vi terrà aggiornati sugli sviluppi in termini politici e di sicurezza e sulle risposte dell'Unione europea alla crisi a Kobane e più in generale in Siria e in Iraq.

Środa, 22 października 2014 r.

La priorità immediata è sostenere gli sforzi regionali e internazionali per arginare e sconfiggere l'ISIS, a Kobane e nel resto della regione. Oggi Kobane è il simbolo della resistenza contro l'ISIS, è necessario che diventi per tutti i siriani e gli iracheni il simbolo della possibilità di sconfiggere l'ISIS e di mettere fine al suo regime terroristico. Prendiamo nota della decisione del governo turco di facilitare il passaggio dei curdi iracheni peshmerga per venire in aiuto dei curdi siriani che difendono Kobane. L'ho detto in apertura, lo ribadisco in queste conclusioni, è fondamentale che tale decisione si traduca in atti concreti il più presto possibile. Per quanto riguarda l'aiuto umanitario un ulteriore importante pacchetto di aiuti è allo studio della Commissione.

L'Unione europea continuerà a sostenere la sovranità e l'integrità territoriale dell'Iraq e della Siria, ad adoperarsi per alleviare le sofferenze di tutte le persone coinvolte loro malgrado negli scontri in questi due paesi e ad assistere i paesi limitrofi, specialmente il Libano e la Giordania, che si trovano ad affrontare sfide enormi sul piano sociale e della sicurezza. Sul tema del traffico illecito di petrolio che è stato richiamato più volte, l'ISIS è già designato dalle sanzioni delle Nazioni Unite, l'effettiva e concreta attuazione delle risoluzioni del Consiglio di sicurezza è essenziale per questo e l'Unione europea interviene attivamente presso tutti gli attori regionali affinché assicurino il rispetto di tali obblighi.

Sarà necessario un impegno costante da parte nostra e della comunità internazionale. Lunedì il Consiglio Affari esteri ha chiesto all'Alta rappresentante e Vicepresidente di elaborare una strategia complessiva per la Siria e l'Iraq, e contro la minaccia dell'ISIS, che tenga conto della dimensione diplomatica e di quella politica, dei problemi relativi alla sicurezza, degli aspetti umanitari e dello sviluppo socioeconomico. La strategia complessiva sarà elaborata entro la fine dell'anno.

Il Parlamento europeo ha un ruolo importante nel sostenere questo sforzo. Il vostro impegno personale a difesa dei diritti e dei valori umani universali è indispensabile.

Onorevoli deputati, desidero ringraziarvi e dirvi che confidiamo sul vostro appoggio, oggi e nei prossimi mesi. Grazie per l'attenzione.

VORSITZ: ALEXANDER GRAF LAMBSDORFF

Vizepräsident

Der Präsident. - Die Aussprache ist geschlossen.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 162)

Andi Cristea (S&D), *în scris*. – Comunitatea internațională trebuie să continue eforturile de susținere a apărării orașului Kobanê. Pentru noi orașul Kobanê a devenit un simbol al luptei împotriva fenomenului ISIL. Salut curajul forțelor kurde în această confruntare sângeroasă pentru apărarea orașului lor natal. Consider că este de o importanță deosebită creșterea angajamentului Uniunii Europene la efortul coaliției internaționale de anihilare a ISIL - flagel care amenință securitatea și stabilitatea în Orientul Mijlociu și spațiul euro-atlantic. Salut rolul important regional al Turciei și exprim speranța că autoritățile de la Ankara vor continua să acorde sprijin umanitar tuturor refugiaților, indiferent de etnie sau confesiune. Guvernul turc a alocat în total aproape patru miliarde de dolari pentru primirea de refugiați sirieni, acordându-le o asistență foarte importantă. Amenajarea a peste 20 de tabere de refugiați în zece provincii din Turcia a constituit o măsură esențială pentru ameliorarea catastrofei umanitare a persoanelor afectate de consecințele conflictului din Siria și a avansului militar a ISIL. Rolul Turciei în regiune este vital pentru securitatea spațiului european. Din această perspectivă, considerăm că Uniunea Europeană trebuie să continue și să aprofundeze consultările politice și cooperarea pe linie antiteroristă cu autoritățile de la Ankara, având ca obiectiv imediat eradicarea amenințării constituite de gruparea ISIL.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – Le martyre de la ville kurde de Kobanê est le triste révélateur de l'impuissance de l'Union européenne face à la barbarie de l'État islamique. Si Kobanê tombe, ce sera une nouvelle défaite des puissances occidentales face au terrorisme islamiste. On ne peut que déplorer le partage inégal du fardeau de la défense entre l'Europe et les États-Unis, et au sein même de l'Europe. Les quelques frappes aériennes européennes en Syrie et en Irak ne sont pas à la hauteur du danger. Si elle veut être au rendez-vous de l'histoire, l'Europe doit cesser l'esquive stratégique qui la conduit à se comporter comme un consommateur de sécurité de la politique de défense américaine et devenir un producteur autonome de sa sécurité. Les Européens sont-ils capables de définir une vision commune du rôle de l'intervention militaire et sont-ils prêts à investir de façon substantielle dans l'Europe de la défense? Sont-ils déterminés

Środa, 22 października 2014 r.

à développer une coopération stratégique avec la Turquie face à la contagion djihadiste? Anéantir l'État islamique doit être notre priorité. Mais l'Europe ne pourra pas faire l'économie d'une réflexion à plus long terme sur la nouvelle question d'Orient et sur la nécessité de garantir une solution politique durable au Moyen-Orient.

Tunne Kelam (PPE), in writing. – The world has turned a blind eye to violence against minority religious groups in the Middle East for too long. The region has been systematically cleansed of its original inhabitants for decades. The difference with today lies merely in the scale – IS is a threat to almost everyone, whereas earlier violence was better targeted and thus did not provoke such an outcry. Joint actions by global players need to intensify to prevent IS from gaining more ground. It is regrettable that in the Kobane region Turkey is playing more of an obstructive role than helping to stop the IS militants. Our commitment should be to help hundreds of thousands of refugees to safely return to their homes. Creating a safe haven for them will be a precondition for starting a positive reverse process. Returning home is the most human drive and it must be made possible. Since Mosul was taken in June, over 600 000 Assyrians have fled, part being forced into exile. If we do not create conditions for their safety and stable future, we might witness the extinction of this 7000-year-old culture and its people. I regret that during last plenary the EP resolution on Iraq, Syria and IS did not include a paragraph on safe havens as proposed by the EPP.

13. Sytuacja w Hongkongu (debata)

Der Präsident. - Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über die Erklärung der Vizepräsidentin der Kommission / Hohen Vertreterin der Union für Außen- und Sicherheitspolitik zur Lage in Hong Kong (2014/2900(RSP)).

Benedetto Della Vedova, Presidente in carica del Consiglio. - Signor Presidente, onorevoli Parlamentari, Hong Kong è un partner importante per l'Unione europea: condividiamo valori come la libertà di espressione e lo Stato di diritto e abbiamo relazioni commerciali ed economiche fiorenti. Fra l'altro, Hong Kong è un canale indispensabile per gli scambi e gli investimenti tra l'Unione europea e la Cina.

Per soddisfare l'impegno assunto nel 1997 nei confronti del Parlamento europeo, la Commissione e il SEAE pubblicano relazioni annuali sugli sviluppi della situazione politica ed economica in Hong Kong, fin dal momento del passaggio della sovranità alla Cina. Pur aderendo alla politica di «una sola Cina», l'Unione europea tiene molto a garantire che il principio «un paese, due sistemi» sia pienamente rispettato e applicato.

L'Unione europea attribuisce grande importanza alla stabilità, alla prosperità economica e allo sviluppo democratico di Hong Kong, che dipendono a loro volta dal rispetto dei diritti e delle libertà fondamentali sanciti dalla legge, compresi il diritto di riunirsi pacificamente, la libertà di espressione e l'indipendenza del sistema giudiziario.

Hong Kong si trova in una fase cruciale del suo sviluppo democratico. Abbiamo manifestato a più riprese il nostro sostegno all'introduzione del suffragio universale per l'elezione del capo dell'esecutivo nel 2017 e del Consiglio legislativo nel 2020. Siamo convinti che un governo responsabile contribuisca alla stabilità e alla prosperità, aiuti a mantenere la credibilità di Hong Kong e la sua posizione di centro imprenditoriale fondamentale a livello internazionale.

L'UE accoglie con favore il fatto che si sia svolta una consultazione pubblica e che la popolazione di Hong Kong abbia potuto esprimere la sua opinione sulle riforme elettorali. Il governo ha ricevuto più di 130.000 proposte, il che dimostra che Hong Kong ha una società civile estremamente attiva e dei cittadini che aspirano a un livello elevato di partecipazione politica.

Il dibattito ha tuttavia messo in luce una polarizzazione politica all'interno della società di Hong Kong e la difficoltà di trovare un compromesso, soprattutto sulla procedura di nomina dei candidati per il ruolo di capo dell'esecutivo.

Środa, 22 października 2014 r.

Alla fine di agosto, il Comitato permanente dell'Assemblea nazionale del popolo cinese ha adottato una decisione di riforma elettorale che in molti, a Hong Kong, hanno giudicato troppo restrittiva e conservatrice: tale decisione potrebbe impedire di fatto la partecipazione di candidati pandemocratici, in quanto prevede che i candidati siano approvati da almeno 600 dei 1.200 membri del comitato di nomina.

Pur essendo giuridicamente conforme alla legge fondamentale, politicamente questa decisione è stata difficile da accettare per molti cittadini di Hong Kong e ha sollevato proteste, che proseguono ormai da più di tre settimane.

Le proteste sono state in gran parte pacifiche, grazie alla notevole moderazione di cui hanno dato prova sia i manifestanti che le forze di polizia, anche se purtroppo si sono verificati alcuni incidenti. Il governo di Hong Kong, pur appoggiando la decisione presa da Pechino, ritiene che esista il margine di flessibilità necessario per trovare una soluzione di compromesso.

Accogliamo con favore i colloqui svoltisi ieri tra il governo e i rappresentanti degli studenti. Sono il primo passo per un dialogo che potrebbe condurre a una soluzione accettabile per tutte le parti.

In molte occasioni abbiamo manifestato ai nostri interlocutori di Hong Kong il sostegno dell'Unione europea all'introduzione del suffragio universale. Abbiamo espresso le nostre preoccupazioni per la situazione anche ai rappresentanti del ministero degli Affari esteri cinese a Hong Kong.

In occasione dei loro incontri con il capo dell'esecutivo Leung, tenutisi in maggio a Bruxelles, i presidenti Van Rompuy e Barroso hanno sottolineato l'importanza che rivestono per noi lo Stato di diritto, le libertà e i diritti fondamentali e l'introduzione del suffragio universale.

Sia a Hong Kong che a Bruxelles, proseguono le nostre consultazioni in stretto coordinamento con gli Stati membri, che seguono col massimo interesse l'evolversi della situazione.

Speriamo vivamente che le parti proseguano il dialogo e raggiungano un consenso su un equo sistema elettorale.

Cristian Dan Preda, în numele grupului PPE. – Am urmărit, cred, cu toții, cu mare atenție, ceea ce se întâmplă în ultimele două luni la Hong Kong, un partener important al nostru, și comercial, și politic și așa dori, în primul rând, să-mi exprim regretul că Uniunea a fost tăcută sau atât de tăcută în privința situației din Hong Kong. Cred că nu trebuie să ne sfiim să apărăm democrația în toate părțile globului, să spunem cât de importante sunt în orice moment libertatea de expresie, libertatea politică, între altele, aceea de a participa la alegeri și de a vota. Votul universal nu are nicio valoare dacă procesul de validare a candidaturilor este îngrădit înainte de vot. Am mai amintit, atunci când vedeam ce se întâmplă în Hong Kong, de o veche observație pe care o făcea cu mai bine de jumătate de secol, cu referire la regimurile totalitare Raymond Aron, care spunea că în aceste regimuri nu alegătorii decid cine conduce, ci conducătorii decid cine votează. La Hong Kong este o mică nuanță care a fost introdusă, pentru că avem impresia că nu alegătorii stabilesc cine guvernează, ci guvernarea selectează candidaturile. E inacceptabil acest lucru și, din punctul de vedere al Uniunii, așa cum înțelegem noi democrația și așa spune și din punctul de vedere al promisiunilor făcute de Beijing în urmă cu mai mulți ani. Sigur că am fost plăcut surprins de natura preponderent pașnică a demonstrațiilor și sper ca în continuare ambele părți să demonstreze reținere și să evite utilizarea forței, pentru că, dacă s-ar complica situația din punctul de vedere al violenței, sigur că lucrurile ar căpăta o dimensiune foarte gravă. Dialogul de ieri poate reprezenta, cred, un pas spre găsirea unei soluții acceptabile pentru ambele părți, pentru asta, însă, cred că autoritățile de la Beijing trebuie să dea dovadă de o atitudine deschisă și să accepte cererile pentru mai multă reprezentativitate în procesul de stabilire a candidaturilor.

Środa, 22 października 2014 r.

Jo Leinen, *im Namen der S&D-Fraktion*. – Herr Präsident, Herr Ratspräsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Die S&D-Fraktion in diesem Haus will definitiv dazu beitragen, eine friedliche Lösung der Konflikte in Hongkong zu erreichen. Für eine friedliche Lösung brauchen wir den Dialog der Exekutive von Hongkong mit den Vertretern der Zivilgesellschaft, die auf die Straße gegangen sind. Dieser Austausch der Meinungen gestern war ein guter Beginn. Wir brauchen eine ganze Serie solcher Dialoge, um eine für alle zufriedenstellende Lösung zu finden. Wir warnen auch davor, diesen Konflikt zu eskalieren. Das nützt niemandem. Es ist Zurückhaltung geboten, sowohl bei den Sicherheitsorganen als natürlich auch bei den Protestierenden. Immerhin muss man auch sagen, dass die öffentliche Ordnung in der Stadt Hongkong aufrechterhalten werden muss. Gewaltsam lässt sich dieser Konflikt einfach nicht lösen.

Was ist der Konflikt? Wir wissen, dass der *Basic Act*, die Verfassung von Hongkong, als letzte Stufe allgemeine Wahlen für den Stadtchef vorgesehen hat. Das soll jetzt 2017 durchgeführt werden. Die Methode, wie das geschehen soll, ist im Annex zu dem *Basic Act* niedergeschrieben. Es gibt eine große repräsentative Versammlung mit Vertretern der Wirtschaft, der Politik, der Zivilgesellschaft und auch der Religionsgemeinschaften. Jetzt entzündet sich der Konflikt daran, wie diese große Versammlung zusammengesetzt ist. Wie ist das Wahlverfahren in der großen Versammlung für die Kandidaten, die dann für die Bevölkerung zur Wahl stehen?

Ich denke, dass Hong Kong in den vergangenen Jahrzehnten viele Schritte gemacht hat, hin, zu einer offenen Gesellschaft. Wir haben dort ein höheres Maß an freier Meinungsäußerung, an Medienfreiheit, an Versammlungsfreiheit. Und dieser Prozess sollte jetzt nicht gestoppt werden. Der muss fortgeführt werden. Es gibt eigentlich einige Hoffnung, dass die nächsten Schritte hin auf 2017 auch noch möglich sind.

Wir meinen, dass hier auch eine Öffnung passieren soll innerhalb der Gesetze, die es Hong Kong gibt, innerhalb auch der Regeln, die es in China gibt als Teil des Gesamtstaates. China ist unser strategischer Partner. Wir haben ein Interesse an Stabilität und nicht an Chaos.

Charles Tannock, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, when the UK handed over control of Hong Kong to the People's Republic of China in 1997, it left behind a legacy of free markets, democracy and the rule of law. It was felt that these principles could challenge the Communist one-party state of China, so the 'one country, two systems' mantra was established. This settlement allowed for Hong Kong to have a large degree of autonomy for 50 years as provided for by the Sino-British Joint Declaration of 1984 and the so-called Basic Law. While these negotiations did not initially secure the right of universal suffrage, there is a reference to an ultimate aim of universal suffrage within the Basic Law. Over the past two decades, we have seen a growing desire in Hong Kong to achieve that creditable aim, and we are now seeing a demand, in particular, for 2017 to be the year when that change finally comes about.

I strongly believe that the European Union should now be standing firm in support of Hong Kong on this issue, provided the protests are being held in a peaceful manner and within the law. China has opened up to the world, become – to its credit – more integrated into international bodies and institutions and embraced many elements of free market capitalism since 1997. We in Europe must encourage authoritarian China to understand that allowing Hong Kong to flourish democratically, as it wishes, is an opportunity for the PRC to express itself in confidence, and not a chance to repress by parading its insecurities, as sadly we saw a couple of decades ago in Tiananmen Square.

Javier Nart, *en nombre del Grupo ALDE*. – Señor Presidente, otra vez volvemos a hablar de lo pequeño en lugar de hablar de lo grande. Aquí no estamos hablando de Hong Kong; estamos hablando del proceso democrático en China. Hong Kong son 7,1 millones de personas y China son 1 500 millones, en un sistema esquizofrénico donde una oligarquía supuestamente comunista pero verdaderamente capitalista del siglo XIX —que hubiera sido condenada por Carlos Marx— está manteniendo un Gobierno que está produciendo simultáneamente la contradicción de una clase media que será el sustrato de la democracia.

Y a esa clase media le estamos mandando un mensaje absolutamente impresentable, como es impresentable lo que está pasando aquí, y vamos a decirlo claramente. Estamos hablando de la mayor nación del mundo y somos treinta y cinco diputados —con ustedes treinta y nueve—, respecto a setecientos cincuenta o setecientos no sé cuántos que formamos el Parlamento Europeo. ¿¡Qué broma es esta!?! ¿¡Qué mensaje estamos mandando!?! ¿¡Que no nos importa!

Środa, 22 października 2014 r.

Acabo de escuchar por parte del responsable del Servicio Europeo de Acción Exterior algo que me recuerda a una canción, que no sé si era de Rita Pavone o alguien italiano: «*parole, parole, parole*». Hablamos del sufragio universal: en Irán tienen el sufragio universal y tienen también una Cámara, que es la que se encarga de buscar a los candidatos.

Pero, ¿de qué estamos hablando!? ¿Vamos a cerrar los ojos porque significa un enorme negocio para nosotros la situación en China? Y ante eso: palabras, palabras, palabras y deseos de que las partes se entiendan. ¿Pero qué partes existen!? Un Gobierno monolítico que quiere mantener el poder, una sociedad emergente en la democracia y nosotros haciendo palabras, palabras, palabras, ¡treinta y cinco!

Teresa Rodríguez-Rubio, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señor Presidente, un fantasma recorre el mundo: las revoluciones democráticas contra la oligarquía financiera que nos saquea y empobrece.

No hay sitio seguro donde puedan esconderse los ladrones. Los movimientos populares están en todas partes —en Túnez, en Egipto, en las plazas en España durante el movimiento de los indignados y también en Asia—. Siempre estaremos al lado de los que luchan contra la corrupción y el autoritarismo, sean de donde sean.

Los nuestros están en las calles contra los suyos, porque cuando ustedes apoyan hipócritamente las protestas en Hong Kong lo hacen por razones geopolíticas, no por razones éticas; porque siguen comerciando y negociando un tratado de protección de inversiones con China y con otros países que violan los derechos humanos sistemáticamente.

Hong Kong es uno de los principales centros financieros a nivel mundial, y las leyes antidemocráticas, que limitan la participación y el derecho a la autoorganización, defienden a las mismas élites que aquí en Europa expolían a nuestros pueblos.

Nosotros les decimos a los estudiantes y a los trabajadores de Hong Kong que no confíen en la burocracia del partido pseudocomunista chino ni en una Unión Europea antidemocrática y neoliberal.

No están solos; mostraremos nuestra solidaridad con todos aquellos que sufren la represión por pedir libertad, democracia e igualdad social.

Reinhard Bütikofer, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Herr Präsident! Wir Grünen betrachten die aktuelle Demokratiebewegung in Hongkong mit Sympathie und Solidarität, auch wenn wir bei dieser innerchinesischen Angelegenheit Außenseiter sind. Herrn Tannock und einige andere möchte ich aber daran erinnern, dass Demokratie in Hongkong nicht immer erste Priorität war, als es noch britische Kolonie war. Heute ist Hongkong Teil Chinas, und die dortige Demokratiebewegung ist offensichtlich überhaupt nicht daran interessiert, das zu ändern. Gegenteilige chinesische Propaganda schafft unnötige Spannungen. Jüngste überaus scharfe chinesische Stimmen machen mir Sorgen. Die Demokratiebewegung pocht auf die Einhaltung früherer politischer Versprechen zur Wahl der Hongkonger Verwaltungsspitze. Die KP Chinas sollte auf diese Stimmen gut hören.

In Hongkong ist eine Führung nicht zukunftsfähig, die nur auf einem sozioökonomischen Bündnis der KP Chinas mit den Reichsten der Stadt beruht. Mit gutem Willen könnte die Führung in Peking auf die Hongkonger Demokraten zugehen. Ich hoffe, sie tut es, ich hoffe, der Dialog wird fortgesetzt und nicht abgebrochen, und ich hoffe auf einen beiderseitig friedlichen Ausgang der derzeitigen Situation.

Bill Etheridge, *on behalf of the EFDD Group*. – Mr President, pro-democracy protesters in Hong Kong are opposing state-imposed candidates for elections. The Chinese-backed governor fears that full democracy will lead to the poor dominating politics. Well we can only hope, can we not? Would that not be a fantastic system? Let us hope that that could happen all around the world. It would be a better place. I hope and pray that it is true.

A great hero of mine, President Reagan, famously said: 'Freedom is never more than one generation away from extinction. We didn't pass it to our children in the bloodstream. We must be thoughtful, protect it, and hand it on to them to do the same.'

Środa, 22 października 2014 r.

Many of us thought that President Reagan and Margaret Thatcher and their allies had defeated the tyranny of Communism in the last century. Sadly, in China, its vestiges live on, and there are many new anti-democratic tyrannies around the world, not all of which show their true faces, but are a force for evil all the same.

Protesters are carrying umbrellas in Hong Kong to protect themselves from teargas. We must hope and pray that these good people will stand firm in Hong Kong; in many places around the world we need people to stand firm in their battle for democracy. We hope and pray that good will prevail over evil and right will defeat wrong, and that the umbrella can become a symbol of democracy, protecting individuals against tyranny.

This is a classic case of individuals standing against an overbearing, over-powerful state. As such we wish them well and hope their example will inspire the people of China itself to cry out the demand for democracy so loud that even the ghosts of Tiananmen Square will hear it and join in.

The idea of freedom cannot be killed. It lives in all of our hearts. To the people of Hong Kong: we wish you well.

Jean-Luc Schaffhauser (NI). - Monsieur le Président, je pense que nous sommes tous d'accord pour la liberté et la démocratie. Il faudrait néanmoins qu'avant d'aller chez les autres, on se préoccupe aussi de la liberté et de la démocratie chez nous.

Je pense plus particulièrement au traité constitutionnel, en 2005, rejeté par le peuple français; je pense également au vote irlandais, lorsqu'on a fait voter l'Irlande jusqu'à ce qu'elle vote bien; je pense au vote des Pays-Bas. Préoccupons-nous de la démocratie et de la liberté partout, y compris chez nous.

Par ailleurs, en ce qui concerne la Chine, je tiens à souligner que c'est un pays vaste, qui compte 1,3 milliard d'habitants et dispose d'équilibres internes. Il ne s'agit pas de déséquilibrer ce pays comme nous avons essayé de le faire au nom de la démocratie et des droits de l'homme – avec le succès que nous connaissons – en Iraq, en Libye, en Syrie et même contre le groupe «État islamique», vu le peu de succès de nos actions pour le futur.

Der Präsident. - Herr Kollege! Ich muss Sie schon darauf hinweisen, dass wir hier einen Tagesordnungspunkt haben, zu dem zu reden ist. Ich wäre dankbar, wenn die Kollegen das in ihren weiteren Wortbeiträgen auch beachten würden.

Richard Howitt (S&D). - Mr President, this morning I spoke to Christine Chan from the Umbrella Movement in Hong Kong. She told me that the government there is trying to isolate them from the international media but that they want their voice to be heard all around the world.

So let me use my parliamentary speech to tell this House what she told me. Christine told me that the police are beating the protestors. One of her friends was taken to what she called a 'dark corner' and was beaten by no fewer than seven policemen. She said their heads are bleeding. The umbrella is not just a symbol of the protest. She told me that it is the only defence they have against the widespread use of pepper spray and tear gas. She believes that has been exported to Hong Kong from my own country, the United Kingdom.

Christine said the protestors had been cleared, not just by police, but by what she called the mob – violent people she and her friends believe have been mobilised and paid for by the government, using tactics she says have been learned from Vladimir Putin. These are the very same individuals who have raised a petition against the protestors which the government itself appears to have exposed its own complicity in by this week publicly endorsing the petition.

Środa, 22 października 2014 r.

Christine says the protestors have been provoked by the statement of the Hong Kong Chief Executive to the international media, but not the local media, that people earning less than USD 1 800 per month – the poorest half of the population – will be disenfranchised. She said that a privileged group is taking control of the election. They want civil nominations with everyone having the right to vote. She says the protestors have been disappointed by the talks yesterday and today, and that what they have been offered is not even close to what they want. Christine said the portrayal from Beijing of their protest as a so-called revolution inspired by the West is a total myth. She asked me to make clear that the West is not trying to overthrow the government but to say on her – and their – behalf that democracy must be universal.

Today I endorse those messages. Everyone will form their own conclusions after listening to these and other testimonies. For my part, I make three. I express my own disappointment that the dialogue appears to be producing little outcome. I am concerned that my own country, which is party to the 1984 Sino-British Joint Declaration, has chosen to grant seven export licences to export GBP 180 000 of tear and CS gas to Hong Kong up to as late as March this year, which is surely being used against the protestors. While I respect 'One Country, Two Systems', I find it shocking that a country run by a Communist party appears to be advocating a system which gives representation only to those with wealth and privilege.

Jana Žitňanská (ECR) - S obdivom sledujem nasadenie študentov v uliciach Hong Kongu, ktorým chcem aspoň takto na diaľku vyjadriť podporu. O to viac, že Slovensko ako súčasť Československa bolo dlhé roky krajinou, kde neboli dodržiavané politické práva a kde úzka skupina politikov v zásade rozhodovala ako a najmä koho máme voliť. Volby by nemali byť čistou formalitou. Slobodné a férové voľby predstavujú jeden zo základných znakov demokratickej spoločnosti. Pevne verím, že rokovania, ktoré sa včera začali, prinesú konkrétne výsledky a situácia sa upokojí.

Fredrick Federley (ALDE). - Mr President, there are many reports from various sources on the current situation in Hong Kong, but it is clear that the authorities are trying to manipulate and limit, in some cases even violently, the democratic process. This is unacceptable.

By imposing a screening mechanism, the Chinese Government will disqualify candidates for the 2017 Chief Executive election who do not meet the government's approval. This is some form of governance, but it is not democracy. The People's Republic of China is a global power with its all the means of a centralised powerful state. When students peacefully protest for democratic – and indeed human – rights anywhere in the world, they deserve to be backed up by us in the European Union as a global power of democracy.

If we do not speak up when fundamental democratic principles are manipulated, then we also send another type of message: we tell those students that democracy is important for us, and we are lucky that we can benefit from it inside the European Union, but we do not really care if other people live in a democratic society or not. That is not the signal we want to send, and therefore we should call on the Presidents of the Council and Commission, and the High Representative, to raise these issues at the highest level with President Xi Jinping and also Chief Executive Leung Chun-ying.

I am one of those who engaged in politics at a really young age, at 16 years old. I saw it as a democratic mission to actually be involved and engage other young people in the democratic process. What I see today when I look at Hong Kong is a big powerful regime trying to silence those who actually have the same dream as I had once when I started in politics 20 years ago. If we in this House are silent, we approve of the message from the Chinese Government, and that is why we have to protest and make sure that the demonstrators are actually seen and that we do not forget their deeds.

Helga Trüpel (Verts/ALE). - Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich bewundere die Studenten und Demonstranten in Hongkong für ihren Mut, ihre Entschlossenheit und ihre Kraft. Sie fordern freie Wahlen für 2017, und sie wollen keine Vorauswahl der Kandidaten durch die KP Chinas, und das ist richtig so. Jetzt nach über drei Wochen der Proteste haben Gespräche begonnen. Ich fordere, dass wirklich ernsthaft und offen verhandelt wird zwischen der Regierung in Hongkong und den Demonstranten. Ich fordere vor allem, dass es keine Gewalt gibt. Es darf auf keinen Fall ein zweites Massaker wie in auf den Tian'anmen geben, und ich will auch keine alltägliche Gewalt von Seiten der Polizei.

Środa, 22 października 2014 r.

Ich bin davon überzeugt, dass nur eine wirklich demokratische Entwicklung in Hongkong die Stadt wirklich stabiler machen wird. Deswegen muss jetzt so ernsthaft verhandelt werden. Ich fordere, dass 2017 Kandidaten zugelassen werden, die nicht von der KP vorselektiert werden. Das wäre eine wirkliche Öffnung, eine wirkliche Veränderung. Dafür muss sich die KP Chinas bewegen. Ich erwarte auch, dass die China-Delegation unseres Hauses hier eng mit den demokratischen Kräften in Hongkong kooperiert.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, oggi vi riporto parole giovani e sagge. Sono le parole di Joshua Wong, 17 anni, fondatore di uno dei movimenti che nel centro di Hong Kong sta sconfiggendo la repressione con un sorriso. Cito: «Dobbiamo tornare alle origini della democrazia, dell'agorà. Della piazza come luogo di discussione, d'incontro, non di scontro, e questo possiamo ottenerlo solo dandoci un codice di comportamento rigoroso e condiviso. La violenza, anche solo verbale, chiama altra violenza. Educazione e correttezza suscitano invece rispetto e solidarietà. Per questo non insultiamo i poliziotti ogni volta che arrivano gruppi di provocatori, anzi cantiamo a squarciagola *Happy Birthday*. Per questo siamo riusciti a creare quest'atmosfera surreale, depenalizzando sul campo un'iniziativa obbiettivamente illegale e trasformandola in un'efficace azione politica».

Le parole di Joshua mi hanno commosso, perché sono le stesse che noi attivisti del Movimento 5 Stelle portiamo in tutte le piazze d'Italia, ogni giorno. La vostra e la nostra rivoluzione pacifica per una democrazia trasparente, Joshua, è il segno di un mondo che cambia, in Cina come in Italia. In Asia come in Europa. Insieme lotteremo pacificamente per l'unica globalizzazione giusta: quella del diritto di avere diritti. Non mollate ragazzi!

Der Präsident. - Vielen Dank. Bitte halten Sie die Redezeit ein. Wir sind schon weit über die Zeit hinaus.

Janusz Korwin-Mikke (NI). - 50 years ago, 40 years ago, Hong Kong was flourishing, because it was a British colony. There was no democracy. All the Member States of the European Union are democracies, and we are all in moral and economic ruin. Therefore, I consider that the European Union must be destroyed.

Der Präsident. - Vielen Dank, dass Sie sich an die Redezeit gehalten haben.

(Heiterkeit)

Josef Weidenholzer (S&D). - Herr Präsident! Die Ereignisse in Hongkong sind von grundsätzlicher Bedeutung. Deshalb beobachten Millionen Menschen auf der ganzen Welt, vor allem in China, wie sich die Dinge entwickeln. Bei den meisten überwiegt die Hoffnung, dass diese Ereignisse den Beginn einer positiven Entwicklung einleiten können, in Hongkong und darüber hinaus. Es ist daher begrüßenswert, dass die Hohe Vertreterin in dieser Situation eine Erklärung zu Hongkong abgibt.

Die Ereignisse in Hongkong haben also nicht nur lokale Bedeutung, sie ermöglichen uns zu beurteilen, wie sehr China zu einmal eingegangenen Verpflichtungen steht. Die Formel „Ein Land – zwei Systeme“ aus der Zeit des Übergangs Hongkongs ermöglichte die weitere Fortführung demokratischer Verhältnisse in der Stadt. Gegenüber den Verhältnissen in den angrenzenden Gebieten Chinas stellte dies einen großen Fortschritt dar. Von der lokalen Bevölkerung von Studenten, Intellektuellen oder Gewerkschaftern wurde es als mangelhaft empfunden.

Hongkong ist eine der reichsten Regionen der Welt mit einem hohen Ausmaß an Ungleichheit. Viele Menschen haben daher ein großes Interesse an Veränderung und Mitsprache. Der Ursprung der Proteste hatte auch hier seinen Hintergrund. Es ist daher unterstützenswert, wenn sich die Bürgerinnen und Bürger dafür einsetzen, die Demokratie weiterzuentwickeln, und darum kämpfen, dass aus einer mangelhaften, einer *flawed democracy* eine wirkliche Demokratie wird. Auch wenn nicht alles in den 80-er Jahren so verhandelt wurde, wie das heute zur Diskussion steht: Das Prinzip der Demokratie besteht ja gerade darin, dass sie weiter entwickelbar ist. Die Bereitschaft, so etwas zu akzeptieren, würde China gut anstehen.

Leider verweigert sich Peking einem konstruktiven Dialog mit den Protestierenden, und leider greift Peking auch zu repressiven Maßnahmen gegenüber allen, die sich in China mit Hongkongs Demokratie solidarisch zeigen. Diese Politik widerspricht nicht nur den Grundsätzen der Menschenrechte, sie ist auch kurzfristig. Auf Dauer kann keine auf marktwirtschaftlichen Prinzipien beruhende Gesellschaft ohne demokratische Strukturen auskommen. Das Prinzip „Ein Land – zwei Systeme“ würde es China auch erlauben, die notwendigen Erfahrungen für diesen nicht aufhaltbaren Prozess zu machen. Die Menschen in Hongkong kämpfen daher für die Freiheit in Hongkong. Sie kämpfen aber auch für die Demokratie in China.

Środa, 22 października 2014 r.

Marietje Schaake (ALDE). - Mr President, the people in Hong Kong have had every reason to demand a more democratic system for decades, after living in an unfree society for far too long. Wealth is not everything and not everyone is benefiting from economic growth. After China's promise for more democracy and electoral reforms was broken, a mass of people formed, one by one, bottom-up, peacefully reminding the government and the world of their rights. Although we are far away, we should embrace those individuals who demand universal rights and freedoms. Trade relations, however important, should not be an excuse for us to be silent. Globally, people brave enough to challenge repression should be able to count on us in Europe in open societies.

From Ashton's side it has been too quiet. From the Council's side it has been too quiet. From Juncker, who seems to have forgotten the rest of the world exists at all, going by his talk this morning, we expect more and we will look with great ambition to High Representative Mogherini to deliver on those promises and ambitions. It is clear that this House is now the one that will have to push for external action based on values, otherwise the EU will be irrelevant and the people in Hong Kong will find no one by their side.

Boris Zala (S&D) - Hong Kong je nepochybne predzvesťou rozsiahlych demokratických procesov v celej Číne. Iste, komunistická strana ich môže zastaviť, ale ukazuje sa, že by to mohla urobiť len za cenu veľkých obetí, čo by v priamom svetle ukázalo brutálnu tvár čínskeho režimu. Je to veľká výzva pre Európsku úniu. Napriek úsiliu o dobré vzťahy s Čínou v prípade brutálneho potlačenia demonštrácií nemôže Európska únia mlčať, ale to prirodzene vyvoláva konflikt s Čínou. Je na to Európska únia pripravená? Je tu konflikt s Ruskom, s islamským extrémizmom, ak sa pridá konflikt s Čínou, Európska únia musí byť pripravená na dlhodobý zápas. Tento stav si vyžiada zmenu aj celej zahraničnej a bezpečnostnej politiky Európskej únie. I v tomto kontexte je načase nanovo premyslieť politiku strategických partnerstiev, o ktorých hovoríme vo veľmi voľnej podobe, a je skutočne potrebné to postaviť do jasne definovanej podoby, ktoré krajiny sú našim strategickým partnerom. To nemôžu byť iba krajiny podľa veľkosti, ale aj podľa hodnôt. No a samozrejme musíme bez predsudkov nanovo premyslieť aj obranno-vojenskú koncepciu Európskej únie.

Arne Lietz (S&D). - Herr Präsident! Gestern Abend haben zum ersten Mal Gespräche zwischen der Regierung von Hongkong und Vertretern der Studentenbewegung stattgefunden. Auch wenn aus diesen Gesprächen bisher keine konkreten Ergebnisse hervorgegangen sind, sind sie ein positives Zeichen. Nur durch einen kontinuierlichen Dialog kann eine friedliche Lösung gefunden werden.

Als Schüler habe ich 1989 die friedliche Revolution in Ostdeutschland miterlebt und zusammen mit meiner Familie an den Protesten teilgenommen. Ein Ergebnis davon ist, dass ich heute hier im Europäischen Parlament meine erste Wortmeldung geben kann.

Die Forderung der Studenten von Hongkong nach mehr demokratischer Mitgestaltung, die in der Grundakte von 1997 zugesichert wurde, verdient unsere Unterstützung. Wir Sozialdemokraten werden den Kontakt zu den Studentenvertretern weiter aufrechterhalten.

Ein positives Beispiel für nachhaltigen Dialog sind die Beziehungen zwischen China und Taiwan. Die Tauwetterlage in der Taiwan-Straße zeigt, dass eine Annäherung durch ein Aufeinanderzugehen möglich ist. In Hongkong muss der Dialog fortgeführt und es müssen tragende Kompromisse ausgehandelt werden. Nur so kann eine gemeinsame Lösung gefunden werden, die für alle Seiten akzeptabel ist und auch langfristig den politischen und sozialen Frieden sichert.

Neena Gill (S&D). - Mr President, it is with disappointment that we learnt that there was no major breakthrough in talks between student leaders and senior officials yesterday in Hong Kong. I do, however, welcome the shift in approach of the Hong Kong leadership, which has now at least started to engage with the protesters. I do believe also that it is in the interests of the Government of China and Hong Kong to embark on a transition to universal suffrage which allows the citizens of Hong Kong a genuine choice in who will govern them in 2017. We should make it clear that Beijing's renegeing on Hong Kong's autonomy will only aggravate the lack of trust felt by China's neighbours and risk to stoke further tensions in a fragile region that is plagued by territorial disputes. As a partner, the EU now needs to encourage Beijing to continue down the road to dialogue and adopt a clear, realistic timetable for democratic reforms. We should also firmly condemn remarks by Hong Kong leader Leung, who said on Monday that fully democratic elections would lead to populist policies, as poorer residents would have a dominant voice in politics. We need to urge him to address the staggering inequality that plagues Hong Kong society, because it is simply impossible for genuine democracy to take root where you have 1.3 million of Hong Kong residents living under the poverty line and they are left to grapple with the exorbitant house prices while 80 % of the GDP comes from the top 1% of the population.

Środa, 22 października 2014 r.

Nicola Caputo (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi i leader del movimento studentesco e le autorità di Hong Kong devono tornare al tavolo delle trattative e sforzarsi di trovare una soluzione che metta fine alle proteste tuttora in atto.

Pochi giorni fa il governatore di Hong Kong ha dato un primo segnale di apertura, dichiarando che c'è spazio per rendere il comitato di nomina dei candidati più democratico. Le autorità di Hong Kong hanno anche proposto una commissione per discutere sugli sviluppi istituzionali e sulla possibile stesura di un nuovo rapporto sullo stato dell'opinione pubblica. Si tratta di primi passi, passi positivi ma purtroppo ancora insufficienti.

È necessario che le autorità di Hong Kong presentino ai giovani studenti un'offerta significativa, che possa giustificare la fine delle proteste. L'Unione europea deve sostenere con forza il movimento per la democrazia, un mondo nuovo, permeato da democrazia, partecipazione e riconoscimento dei diritti fondamentali, comincia proprio dall'ascolto degli studenti, asiatici o europei che siano, e sarebbe ora che l'Europa inizi ad interpretare il ruolo di attore principale nello scenario politico internazionale.

Francisco Assis (S&D). - Quero começar por manifestar a minha mais profunda admiração para com os jovens estudantes de Hong Kong, que estão neste momento a lutar pela democracia com uma extraordinária coragem. E têm, aparentemente, quase tudo contra eles: uma grande potência, a China, e o cinismo de uma parte significativa da comunidade internacional, cinismo muitas vezes por razões económicas e comerciais mas também cinismo por razões de paixão ideológica. É, aliás, curioso verificar como muitos que aqui na Europa estão sempre prontos, por tudo e por nada, a atacar a União Europeia e os Estados Unidos da América, estão agora, tão subitamente, tão silenciosos perante o que se está a passar em Hong Kong. Por isso, é esta a minha manifestação de solidariedade e de admiração para com os jovens de Hong Kong, mas ao mesmo tempo, naturalmente, também manifestar confiança de que seja possível desenvolver com sucesso um processo negocial que está em curso e que, a ser coroado de êxito, contribuirá em muito para a evolução da própria China num futuro que todos desejamos seja o mais rápido possível.

Catch-the-eye-Verfahren

Ignazio Corrao (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, i ragazzi di Hong Kong seppur giovanissimi sono molto più saggi, organizzati e determinati di quanto possa sembrare e si sono accaparrati le simpatie di chiunque. Il tentativo di reprimere la rivolta con la forza, con i manganelli e i lacrimogeni, ha provocato l'effetto contrario, l'effetto boomerang: ne ha aumentato il sostegno popolare e anziché impaurire i ragazzi li ha rinvigoriti. Questi ragazzi che lottano possono solo vincere, anche se perdono. Stanno portando avanti una rivoluzione non violenta, gandhiana, basata su temi sociali di redistribuzione tra classi.

Un terzo della popolazione di Hong Kong vive in povertà. I salari non crescono da anni, le grandi firme stanno distruggendo le PMI. Un modello bastardo e spietato che piace tanto all'Europa. Diritti umani e crescita economica non possono camminare separatamente. Devono trovare un punto di incontro, se no si scoppia! Questi ragazzi chiedono di poter partecipare, impegnarsi e poter costruire il loro futuro. Prendiamo esempio da loro e sosteniamo chi lotta per l'eguaglianza e un futuro sostenibile, contro il mostro sociale creato dalla globalizzazione, dal consumismo e dal capitalismo selvaggio.

(Ende des Catch-the-eye-Verfahrens)

Benedetto Della Vedova, Presidente in carica del Consiglio (a nome del vicepresidente della Commissione / alto rappresentante dell'Unione europea per gli affari esteri e la politica di sicurezza). - Signor Presidente, onorevoli deputati, l'Unione europea sostiene con decisione l'introduzione del suffragio universale a Hong Kong, in linea con la legge fondamentale e con il principio «un paese, due sistemi», e secondo la volontà della popolazione di Hong Kong.

Siamo consapevoli che si tratta di un processo complicato e delicato. Speriamo che si possa raggiungere una soluzione equilibrata e conforme ai principi democratici. L'Unione europea, nel pieno rispetto del principio di sovranità, è disposta a offrire ogni tipo di sostegno, anche fornendo consulenze tecniche e condividendo la nostra esperienza di sviluppo democratico.

Środa, 22 października 2014 r.

Incoraggio il Parlamento europeo a continuare a sostenere una più profonda democratizzazione di Hong Kong. I membri di questo nuovo Parlamento avranno senza dubbio opportunità di visitare Hong Kong e di ricevere a loro volta visite dei membri del Consiglio legislativo di Hong Kong. Gli scambi sulle prassi democratiche e l'approfondimento delle relazioni con il Consiglio legislativo potrebbero svolgere un ruolo molto positivo.

Esprimiamo la nostra preoccupazione per l'ondata di arresti avvenuti nella Cina continentale in relazione alla divulgazione di informazioni o espressioni di solidarietà con il movimento filodemocratico di Hong Kong.

L'Unione europea invita la Cina a rispettare le libertà di opinione, d'informazione e di riunione pacifica, conformemente alla Costituzione cinese e agli impegni internazionali del paese. La promozione e la tutela dei diritti umani sono essenziali per lo sviluppo stabile della Cina, per l'approfondimento delle sue relazioni con l'Unione europea e per il suo ruolo di attore responsabile sulla scena internazionale.

Continueremo a sorvegliare attentamente gli sviluppi della situazione e ad esprimere chiaramente la nostra opinione se necessario. Continueremo a impegnarci al massimo per promuovere il rispetto dei diritti e delle libertà fondamentali e dei principi democratici a Hong Kong, così come nel resto del mondo.

Der Präsident. - Die Aussprache ist geschlossen.

Gianluca Buonanno (NI). - Signor Presidente, la ringrazio e chiedo scusa. Mozione d'ordine per una cosa che mi è capitata pochi minuti qua fuori. Io sono uscito e ho visto già da stamattina un quadro che a mio giudizio è blasfemo dove c'è il Cristo piegato obliquo con una donna nuda affianco. Ho chiesto che questo quadro venisse tolto e non ricevendo risposta ho tirato via il quadro per portarlo alla persona incaricata. Poi sono andato in un altro posto e mi ha fermato un signore della sicurezza e mi ha trattato come un delinquente.

Ma in questa Europa, mi scusi, tra un mese arriva il Santo Padre qua, ma è possibile mettere in mostra un quadro blasfemo di questo tipo? È una vergogna! Ma chi è cattolico come me, si deve ogni volta sentire insultato vedendo determinate cose? E se io uscirò da qua e rivedrò ancora una volta quel quadro, mi verrà ancora la voglia di toglierlo un'altra volta, perché la mia religione mi impone, mi fa vedere una cosa che non accetto.

Allora come bisogna rispettare tutte le altre religioni, io mi chiedo: ma se ci fosse stato per ipotesi Maometto con vicino una donna nuda, non avrebbero detto qualcosa? La religione cristiana, i cattolici non possono continuamente vedere delle cose del genere. E volevo solo dire questo perché mi hanno trattato come un criminale. E io le chiedo scusa, signor Presidente, volevo solo intervenire per dire questa cosa perché mi aspettano fuori quelli della sicurezza.

Der Präsident. - Herr Buonanno, Sie haben für eine Meldung zur Geschäftsordnung eine Minute Zeit. Ich glaube, es war bereits nach kurzer Zeit klar, worum es Ihnen geht. Ich würde Ihnen Folgendes vorschlagen: Wenn Sie sich dadurch beleidigt fühlen, wenden Sie sich an den für Kunstwerke in den Gebäuden zuständigen Quästor, um das überprüfen zu lassen. Hierfür haben wir Verfahren. Wenn das ein Problem ist, dann können Sie das mit dem besprechen. Dann wird entsprechend entschieden.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 162)

Gáll-Pelcz, Ildikó (PPE) *in writing.* – First of all, I would like to express my regret that the European Union has been so silent on the situation in Hong Kong. In my view we should not be shy about defending democracy in all parts of the globe. Universal suffrage has no value if the validation of candidates is extremely restricted.

Personally, I hope that both sides show restraint and avoid the use of force, which would only complicate dialogue. As a Vice-President of Parliament and a member of the Delegation for Relations with the Countries of Southeast Asia and the Association of Southeast Asian Nations, I will be determined not only to strengthen and enhance our relations but also to further develop our partnership in the best interests of both sides and of the international community.

Środa, 22 października 2014 r.

14. Wyrok śmierci orzeczony w sprawie Asii Bibi

Der Präsident. - Als nächster Punkt folgt die Erklärung der Vizepräsidentin der Kommission / Hohen Vertreterin der Union für Außen- und Sicherheitspolitik zu dem Todesurteil gegen Asia Bibi (2014/2911(RSP)).

Benedetto Della Vedova *Presidente in carica del Consiglio (a nome del vicepresidente della Commissione / alto rappresentante dell'Unione europea per gli affari esteri e la politica di sicurezza).* - Signor Presidente, onorevoli parlamentari, da quando il Pakistan ha avviato la transizione verso la democrazia nel 2008, l'Unione europea ha rafforzato le sue relazioni con il Pakistan. L'adozione nel 2012 di un piano per 5 anni, ha ampliato e approfondito il nostro dialogo politico.

In tale contesto, stiamo discutendo numerosi temi, inclusi la *governance* e i diritti umani. La concessione del sistema generale di preferenze (GSP+) al Pakistan a partire dal 1° gennaio di quest'anno, offre un'ulteriore opportunità per l'approfondimento del dialogo e la valutazione dei progressi in materia di diritti umani.

Dal 2008, il Pakistan mantiene una moratoria sulla pena di morte. L'Unione europea ribadisce regolarmente al Pakistan la sua ferma posizione contro la pena di morte, punizione crudele e inumana. La delegazione dell'Unione europea vigila costantemente sulla situazione e invita il Pakistan a mantenere la moratoria. Nel corso del dialogo strategico del 2014, il Pakistan ha confermato la propria intenzione di mantenere la moratoria.

Le leggi sulla blasfemia sono il più importante strumento di oppressione delle minoranze religiose e stabiliscono che un insulto al Corano sia punibile con l'ergastolo e che l'uso di termini denigratori contro il profeta sia punibile con la pena di morte.

Una serie di sentenze di condanna a morte per blasfemia sono state emesse da numerosi tribunali, ma finora nessuna è stata eseguita. Solitamente gli imputati sono assolti o messi in libertà provvisoria su cauzione dalle corti d'appello. Questo comporta che possano trascorrere vari anni in carcere in attesa di giudizio.

La principale critica mossa nei confronti delle leggi è che la sanzione – pena di morte – è sproporzionata rispetto alla natura del reato. Tuttavia, un'altra grave preoccupazione riguarda il fatto che un numero considerevole di casi di blasfemia si basi su false dichiarazioni. Si sporge denuncia, nella maggior parte dei casi contro i musulmani, ma anche contro i non musulmani, per risolvere diatribe personali o per alimentare le tensioni settarie e interconfessionali. Tale abuso sembra in drastico aumento negli ultimi decenni. Il Pakistan ha riconosciuto gli abusi e si è impegnato ad adoperarsi per prevenirli.

Come indicato negli orientamenti dell'Unione europea sulla promozione e la tutela della libertà di religione e di credo, adottati dal Consiglio Affari esteri il 23 giugno 2013, «le leggi che criminalizzano la blasfemia e limitano la libertà religiosa e di credo [...] possono avere un grave effetto inibitorio sulla libertà di espressione e sulla libertà di religione o credo; l'Unione europea raccomanda la depenalizzazione di tali reati». Inoltre, l'UE si opporrà con fermezza al ricorso alla pena di morte, a punizioni fisiche o alla privazione di libertà come sanzioni per la blasfemia.

Nel caso di Asia Bibi, l'Unione europea sta seguendo con molta attenzione l'evolversi della situazione. Giovedì scorso la Corte suprema di Lahore ha confermato la sentenza emessa dal tribunale di primo grado, che l'ha condannata a morte per il reato di blasfemia nel 2010. Asia Bibi dispone ora di 30 giorni per presentare ricorso in appello alla Corte suprema del Pakistan.

L'Alto Rappresentante/Vice-Presidente ha espresso a più riprese il suo rammarico e la profonda preoccupazione per la decisione della Corte di Lahore di confermare la condanna a morte di Asia Bibi. Cathy Ashton si è augurata che il verdetto venga annullato rapidamente dalla Corte suprema.

L'Unione europea invita il Pakistan a garantire a tutti i cittadini il pieno rispetto dei diritti umani sanciti dalle convenzioni internazionali di cui è parte.

Asia Bibi è la prima donna ad essere condannata a morte per il reato di blasfemia e il suo caso ha sollevato molto clamore in Europa. Nonostante ciò, il suo caso non è l'unico.

Środa, 22 października 2014 r.

Permettetemi di congratularmi con il Parlamento europeo per il forte impegno a favore dei diritti umani in Pakistan, espresso attraverso numerose risoluzioni e mobilitazione politica.

L'Unione europea, attraverso la sua delegazione a Islamabad, continuerà a seguire da vicino il caso di Asia Bibi e a chiedere il suo rilascio. Sebbene l'Unione europea non ritenga di intervenire in un procedimento giudiziario in corso, prenderà in considerazione la possibilità di sollevare questo caso e la questione più ampia della pena di morte e della legge contro la blasfemia, con la controparte pakistana.

Continueremo a sollecitare il governo di Islamabad affinché prenda in considerazione la riduzione del numero di crimini puniti con la pena di morte e rispetti i suoi obblighi nei confronti della libertà di espressione e della libertà di religione e di credo.

Tali questioni sono state affrontate in giugno nel dialogo sui diritti umani che si è tenuto a Islamabad. La prossima occasione sarà già la settimana prossima, quando il Rappresentante speciale Stavros Lambrinidis effettuerà una visita in Pakistan.

Infine, come ho già menzionato, il regime GSP+ offre un quadro molto utile per valutare e promuovere i progressi in materia di diritti umani in Pakistan.

Grazie signor Presidente, grazie a voi per l'attenzione.

Cristian Dan Preda, în numele grupului PPE. – În mandatul trecut am abordat situația Asiei Bibi și chestiunea legilor din Pakistan privind blasfemia în patru rezoluții. În ciuda acestor presiuni, apelul Asiei Bibi împotriva condamnării sale la moarte a fost respins zilele trecute de un tribunal. Condamnarea este pur și simplu absurdă și aș dori să reamintesc împrejurările care au dat naștere acestei importante dezbateri în societatea pakistaneză și care au dus la nefericita condamnare. Astfel, în 2009, Asia Bibi a luat apă dintr-o fântână și a oferit-o unei alte femei, musulmane, care a refuzat-o sub pretextul că Asia este creștină și că apa este, deci, impură. A avut loc o altercație și Asia Bibi se află astăzi acuzată de blasfemie și, mai mult decât atât, este pe culoarul morții așteptându-și execuția prin spânzurare. Reamintesc că, deși prevăd pedeapsa cu moartea, legile blasfemiei în Pakistan nu conțin standarde privind dovezile, nici cerința de a dovedi o intenție specifică, nici o pedeapsă pentru false alegații și, mai grav decât toate acestea, ele nu conțin nici indicații clare asupra a ceea ce constituie blasfemia. Legile sunt utilizate adeseori pentru vendete personale și pentru a persecuta minoritățile religioase și, în special, creștinii. Cazul Asiei Bibi este emblematic în acest sens. Sper că recursul introdus la Curtea Supremă a Pakistanului va remedia această nedreptate și că domnia legii va fi, astfel, restabilită. Pe de altă parte, posibilitatea grațierii Asiei Bibi prevăzută în Constituție trebuie și ea luată în considerare pentru a pune capăt calvarului acestei femei. Sper totodată și că securitatea Asiei Bibi și a familiei sale va fi asigurată de autoritățile pakistaneze. Într-adevăr, nu trebuie să uităm că, odată ce o persoană este acuzată de blasfemie, securitatea sa și a familiei sale este în pericol. Vasta majoritate a persoanelor acuzate de blasfemie în Pakistan nu ajung, de altfel, până la execuție, ci sunt fie linșate, fie ucise în timp ce se află în custodie. Familia Asiei Bibi a fost, de altfel, forțată să se ascundă din pricina amenințărilor cu moartea și se teme, potrivit declarațiilor apărute în presă, că aceasta va fi ucisă odată ce ar fi eliberată. Dincolo de asta, cred că autoritățile pakistaneze trebuie să revoce de urgență legile blasfemiei, pentru că astfel de procese abuzive, care n-au nimic de-a face cu ideea de justiție și de toleranță, să nu se mai repede.

Afzal Khan, on behalf of the S&D Group. – Mr President, can I first of all correct what the President's office has just said. The judgment last week was not in the Supreme Court, in fact the judgment was in the High Court of Lahore and the defendant in this case still has the right to go through four different appeals until the final decision is reached.

We are all deeply concerned about Asia Bibi's situation. It is now four years since she was charged and the judicial process is still ongoing. Her health has greatly worsened during the years she has spent in almost total isolation. It is worth remembering that the death penalty for blasphemy has, however, never been carried out in Pakistan. We know that an overwhelming number of cases registered were against Muslims, with only 4% against other minorities. All individuals facing charges, their families and those who speak out against the law face terrible reprisals or lose their lives. Blasphemy laws are common across the world, but must be used to promote religious harmony and not in persecution of others. The abuse of these laws encourages extremists to enforce their notion of truth on others, thereby increasing religious intolerance, discrimination and violence. This is unacceptable. Laws are there to safeguard and protect individuals in society as a whole. It is very sad that today many millions of people across the globe are still discriminated against, persecuted and even killed for their faith. We cannot allow that and must be vocal against it.

Środa, 22 października 2014 r.

Peter van Dalen, *namens de ECR-Fractie*. – Voorzitter, afgelopen maandag nam dit Parlement een historisch besluit. Vrijwel unaniem is besloten om vandaag dit debat te houden over Asia Bibi. Ons voorstel is breed gesteund. We spreken over Asia Bibi. We spreken over die blasfemiewetgeving. We spreken over de doodstraf die kan worden opgelegd bij vermeende belediging van de profeet Mohammed.

Afgelopen maandag zei het Parlement eigenlijk al vrijwel unaniem: stop nu dat doodvonnis tegen Asia Bibi, stop met die blasfemiewetgeving, maak een einde aan de duizenden situaties die vergelijkbaar zijn met die van Asia Bibi. Dit Parlement is glashelder geweest afgelopen maandag. En de Hoge vertegenwoordiger moet nu snel alles uit de kast halen om de uitvoering van dat doodvonnis tegen te houden. Daarbij denk ik ook aan handelssancties op grond van de overeenkomsten die we met Pakistan hebben. Het is nu tijd om actie te ondernemen, en niet alleen voor haar. We weten dat er duizenden andere “Asia Bibi’s” zijn in dezelfde omstandigheden.

De tijd van praten met Pakistan is voorbij. Het is nu tijd voor actie, voor maatregelen. Geen woorden, maar daden. Stop de blasfemiewetgeving! *Free Asia Bibi now!* Onze gebeden zijn met haar.

Javier Nart, *en nombre del Grupo ALDE*. – Señor Presidente, mire, yo tengo aquí dos textos y vamos a lo concreto: el capítulo 15 del Código Penal pakistaní, en cuyo artículo 295, letra c), se determina como crimen castigable con la pena de muerte el que directa o indirectamente desacralice o blasfeme contra el santo profeta Mahoma. Y tengo aquí otro texto, también interesante, que es un texto de 24 de noviembre de 2001, el Acuerdo de Cooperación de la Unión Europea con Pakistán, que dice que el respeto por los derechos humanos y los principios democráticos, según la Declaración Universal de Derechos del Hombre, constituye un esencial —esencial, esencial— elemento de este Acuerdo. Si la señora Ashton —¡cuya vida Dios guarde muchos años!— tiene la capacidad de colocar juntos estos dos textos y convertirlos en coordinación, pues es un milagro.

Lo que hay que hacer es ver cuál de estos dos textos prevalece, dejar de tener retórica y si realmente tenemos el principio de aplicación del criterio de principio democrático como exigencia en nuestros acuerdos, implementémoslo de acuerdo con el artículo 19. Y si no, seamos honrados y quitémoslo. Lo que es insoportable es la hipocresía. Por lo tanto, yo estoy hablando de Asia Bibi diciendo: ¿la señora Ashton va a presentar al Gobierno pakistaní la exigencia del artículo 1 con el artículo 19, o seguiremos tocando bella música mientras las palabras las ponen otros?

Dennis de Jong, *namens de GUE/NGL-Fractie*. – Voorzitter, al een paar jaar zit ik samen met Peter van Dalen de werkgroep van het Europees Parlement voor die zich richt op de bescherming van vrijheid van godsdienst en levensbeschouwing. Binnenkort weten we of deze werkgroep de status van intergroep krijgt, maar sowieso zetten we onze werkzaamheden met volle kracht door.

De veroordeling van Asia Bibi toont aan hoe noodzakelijk het is om in het kader van het mensenrechtenbeleid speciale aandacht te geven aan godsdienstvrijheid. Hoe kan het toch zijn dat er mensen en instellingen, ja zelfs rechters zijn die aan iemand aan Asia geen ruimte willen geven om haar geloof te belijden? Want laten we er geen doekjes om winden. De Pakistaanse blasfemiewetten maken het gevaarlijk, zo niet onmogelijk voor religieuze minderheden in Pakistan om uiting te geven aan hun geloof, en dat terwijl geloof voor hen die het aanhangen, het meest fundamentele in hun leven is.

Niet alleen in Pakistan, maar in steeds meer landen in de wereld neemt de tolerantie af. Ik blijf vertrouwen in initiatieven voor interreligieuze dialoog. Maar als je ziet wat er in Pakistan gebeurt en hoe de Pakistaanse regering stelselmatig weigert om religieuze minderheden te beschermen, dan kunnen we niet alleen op dit soort initiatieven bouwen. Dan zijn sancties van de Europese Unie nodig. Ook mijn persoonlijk gebed gaat naar Asia en naar al die anderen die bedreigd worden vanwege hun geloof.

Środa, 22 października 2014 r.

Jean Lambert, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – I am speaking primarily in my role as Chair of the Delegation for countries of South Asia which actually includes Pakistan, and I want to make it clear to the House that these issues have been raised on our visits there. They have been raised with the authorities in terms of the death penalty in general and in terms of the case of Asia Bibi, in the case of Muhammad Asghar, and others. So those cases are raised. People should also be aware that there have been changes in Pakistan in recent years as regards accession to international human rights instruments, and that the European Union is working towards improvement there. However, as Members have said, the blasphemy laws are something to which we return to time after time, and obviously they are of major concern to us.

They are often used, as people have said, to settle scores and that certainly seems to have been the case here. While allegations of blasphemy are raised against minorities, I would echo the words of my colleague here that it is also important to see that the majority of people accused under these laws are Muslim. I think that if we do not acknowledge that we make it much more difficult for those arguing for change in Pakistan because they are often accused of promoting a pro-Western, pro-Christian agenda rather than promoting human rights in general and we know, people have said, that it can be dangerous to speak in favour of reforming the laws, just as it is dangerous to be accused of breaking them.

We have seen over 50 people murdered by mob violence when they have been accused of blasphemy and their cases have never made it to court. This has a real chill effect on politicians and I think, as politicians, we can understand that, so we need to support those in Pakistan who do wish to speak out for change, who wish to speak against the death penalty, who wish to speak for reform of these laws for every citizen in Pakistan, whatever their faith.

Marcel de Graaff (NI). - Voorzitter, deze week werd door een Pakistaans hof de doodstraf bekrachtigd van Asia Bibi, een echtgenote en moeder van vijf kinderen. Een afschuwelijke situatie.

Dat is sharia. Dat is islam. Moord en geweld, vervolging en onderdrukking van andersdenkenden, uit naam van een gewelddadige ideologie die mensenoffers eist. Er zijn miljarden ontwikkelingshulp naar dit barbaarse land gegaan. Het heeft niets opgeleverd en het zal niets opleveren.

Dit Parlement en de Commissie hebben sinds jaar en dag de mond vol van mensenrechten, maar wanneer het op islam aankomt, heerst er opeens een grafstille. Gaat de Commissie zich eindelijk krachtig uitspreken tegen de beestachtige straffen en wetten die gebaseerd zijn op de sharia? Gaat de Commissie eindelijk islamitische landen die minderheden vervolgen, beroven en vermoorden, uitsluiten van hulp en ondersteuning? Gaat deze Commissie haar onvoorwaardelijke steun uitspreken voor Asia Bibi en voor al die andere christenen, joden, hindoe's, boeddhisten en atheïsten die in islamitische landen worden vernederd, vervolgd en afgeslacht? Ik roep deze Commissie op elke steun aan dit barbaars land te stoppen en van de Pakistaanse regering te eisen dat dit vonnis ogenblikkelijk wordt vernietigd.

Jeroen Lenaers (PPE). - Voorzitter, ik sluit mij helemaal aan bij een aantal van de vorige sprekers die hebben gesproken over de schrijnende zaak van Asia Bibi. Het stoort me wederom dat, net als bij het vorige debat over Kobani, de Europese Commissie, in de hoedanigheid van mevrouw Ashton, afwezig is, ondanks het feit dat we het hier over wezenlijke en belangrijke zaken hebben.

Wat kunnen we als Europa doen? Kunnen wij toestaan dat dit soort praktijken gebeuren in een land waarmee wij een partnerschapsovereenkomst hebben, waarvan artikel 1 zegt dat deze gebaseerd is op gedeelde waarden, op gedeelde waarden van fundamentele vrijheden, democratie en rechtsstaat, terwijl we met onze eigen ogen kunnen waarnemen dat die democratie en rechtsstaat daar niet bestaan op dit moment? Kunnen wij toestaan dat dit gebeurt in een land dat volop profiteert van het algemeen stelsel van tariefpreferenties dat wij als Europa aanbieden vanwege de voortgang die er wordt geboekt? Zijn de Europese Commissie en de Europese Raad bereid om dat samenwerkingsverdrag en dat stelsel van preferentiële voorwaarden te gebruiken als pressiemiddel, om druk te zetten op de Pakistaanse regering opdat deze zich inzet voor Asia Bibi, en ook in algemene zin veel meer werk maakt van de aanpassing van de blasfemiewetgeving?

Ana Gomes (S&D). - A condenação à morte de Asia Bibi é um trágico desenvolvimento que pode comprometer o relacionamento entre o Paquistão e a União Europeia, designadamente pondo em causa o Acordo de Parceria e a aplicação do sistema GPS Plus.

Środa, 22 października 2014 r.

Lamentamos a decisão do Governo paquistanês de levantar, em julho de 2014, no contexto de uma draconiana lei supostamente contra o terrorismo, a moratória não oficial sobre o uso da pena de morte que este Parlamento, tal como a Assembleia Geral das Nações Unidas, tem reiteradamente pedido ao Paquistão e a todos os países.

A extensão dessa moratória foi garantida pelo Governo do Primeiro-Ministro Nawaz Sharif a uma delegação da subcomissão dos Direitos Humanos do Parlamento Europeu, que eu chefeei em agosto de 2013, exatamente no contexto das condições de respeito pelos direitos humanos que o Parlamento Europeu exigia para dar o seu consentimento ao benefício do GPS Plus por parte do Paquistão.

O alegado crime de Asia Bibi, cristã e mãe de cinco filhos, é o espelho de um sistema arcaico, patriarcal e da sociedade de castas que ainda vigora no Paquistão, mas onde há também uma sociedade civil vibrante com quem nós contactámos e que quer transformar o Paquistão, quer ver reformas, quer uma sociedade democrática e mais livre e segura.

Precisamente por isso, nós temos que nos empenhar mais no relacionamento com o Paquistão, temos que apoiar a sociedade civil, temos que perceber que é com essas reformas que, de facto, o Paquistão pode garantir os direitos das minorias e, em particular, das minorias cristãs que vivem abjetamente no Paquistão.

O caso de Asia Bibi é determinante e essa mensagem tem de ser claramente dada pelo Conselho, pela Comissão e por este Parlamento às autoridades do Paquistão. Não é para nos furtarmos ao diálogo e à interação; pelo contrário, é para investir mais nesse diálogo e interação porque o Paquistão tem, de facto, uma posição-chave na região para a estabilidade e a segurança na região.

Bas Belder (ECR). - Voorzitter, begin dit jaar vertelde een Pakistaanse christen dat veel moslims in zijn land christenen 'onrein' vinden en dat zij daarom niet met hen in een dorp of wijk willen samenwonen. Dat raakt ons diep, zei hij. Ik citeer hem: "Ze verwonden ons mentaal."

Voorzitter, exact deze maatschappelijke uitsluiting, op religieuze gronden, 'christelijke onreinheid', leidde in 2009 tot een woordenwisseling tussen de Pakistaanse christin Asia Bibi en enige dorpsgenoten. Wat volgde was een pure rechtsverkrachting onder inroeping van een giftige blasfemiewet, en het doodvonnis was getekend tegen Asia Bibi. Tot op de dag van vandaag!

Wat verwacht Asia Bibi van westerse christenen? Ik citeer haar letterlijk: "Gebed en een oproep aan hun regeringen om vervolgte Pakistaanse christenen te beschermen." Daarom richt ik mij dan ook vandaag tot de 28 lidstaten van de Europese Unie met het klemmende verzoek: eis van de Pakistaanse justitie een zuivere rechtsgang tegen Asia Bibi en eis van de Pakistaanse autoriteiten een behandeling van Pakistaanse christenen als volwaardige staatsburgers. Met deze Pakistaanse zelfreiniging zal Asia Bibi zeker vrijkomen en zullen Pakistaanse christenen zeker vrije burgers worden!

Catch-the-eye-Verfahren

Marijana Petir (PPE). - Gospodine predsjedniče, potpisala sam peticiju zajedno sa 150 000 drugih kršćana koji traže milost za Asiju Bibi, katolkinju i majku petero djece, koja je uhićena u lipnju 2009. godine, a potom osuđena na smrtnu kaznu pod lažnom optužbom za bogohuljenje protiv proroka Muhameda.

Bez obzira što nema jasnih dokaza, ona je već pet godina u zatvoru, a optužile su je lažno njene susjede koje su je vrijeđale, zato što je kršćanka. Asiji Bibi je nudeno da bude oslobođena ako prijeđe na islam, što je ona odbila i javno je ispovjerala svoju vjeru u Isusa Krista.

O nepoštivanju prava vjerskih manjina na tom području govori i činjenica da su smaknuta dvojica političara koja su joj izrazila podršku. To iziskuje konkretne poteze Ujedinjenih naroda i Europske unije. Tražim da se progonu kršćana stane na kraj i da se Asia Bibi oslobodi, jer 5 godina nedužna boravi u zatvoru i ne smije biti kažnjena, pogotovo ne smrtnom kaznom zato što javno ispovijeda svoju vjeru u Isusa Krista.

Jussi Halla-aho (ECR). - Mr President, we may condemn capital punishment as such, yet there is a world of difference between executing a person for murder after due process and killing a person for criticising an ideology or a religion. Therefore, we should not discuss the death penalty as a whole. We must rather ask whether it is acceptable to sentence people to any kind of punishment for blasphemy. It is wrong from the point of view of freedom of speech, but also because many barbarian practices such as child marriage are deeply rooted in religion. It is in practice impossible to criticise these practices without criticising their religious foundations. Many European countries have their own blasphemy laws. They should be repealed and we should set an example to the rest of the world.

Środa, 22 października 2014 r.

Anna Záborská (PPE). - V prvom rade ďakujem kolegovi Van Dalenovi za iniciatívu zaradiť do programu tento bod. Z vážnych dôvodov som sa nemohla zúčastniť v pondelok rokovania, ale poslala som list predsedovi Parlamentu, aby na začiatku schôdze odsúdil trest smrti pre Asiu Bibi a zároveň som v liste podporila zaradenie tohto bodu programu. Za posledné roky sme boli svedkami viacerých vrážd a trestov smrti na základe údajnej blasfémie. To, že žiaden trest smrti nebol zatiaľ vykonaný, nie je ospravedlnením. Pýtam sa, koľkým ľuďom sme mohli zachrániť život, ak by Európske inštitúcie zaujali včasné a principiálne stanovisko. Žiadam vedenie Parlamentu, Rady i Komisie reagujte, nepremárnime ďalšiu príležitosť. Pán predseda Rady vo svojom prejave povedal, že barónka Ashton sa vyjadrila k tomuto prípadu. Moja otázka je, prečo jej stanovisko nebolo široko publikované.

Nicola Caputo (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, credere, praticare e diffondere la propria fede è un diritto fondamentale dell'uomo e non può essere soggetto a nessun tipo di limite e controllo. Non accade così purtroppo in quel Pakistan he condanna a morte una donna, madre di famiglia per aver parlato della sua religione, il cattolicesimo, a delle colleghe di lavoro musulmane e che di fronte alla proposta di convertirsi all'Islam in cambio della libertà e della vita ha coraggiosamente rifiutato.

Sulla scelta della Corte suprema si gioca la credibilità internazionale del sistema giudiziario pakistano, nell'applicazione della legge antiblasfema. Nei confronti delle minoranze certo, ma nei confronti dei cittadini tutti. Asia Bibi è vittima di una legge ingiusta, di un processo iniquo e non possiamo lasciare trionfare il fondamentalismo. L'Europa deve fare la sua parte.

Ignazio Corrao (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, la pena di morte è uno strumento medievale, disumano, illogico. È assurdo trovarci ancora a discuterne nel 2014, quando 140 paesi nel mondo l'hanno abolita *de facto* e *de jure*. Asia Bibi, se non interveniamo subito, sarà brutalmente ammazzata dallo Stato pakistano per avere offeso il profeta islamico Maometto, condannata a morte nel 2014 per blasfemia. Davvero si fa difficoltà a crederci. La storia di Asia Bibi è emblematica della follia collettiva che serpeggia subdola per il nostro pianeta. Una donna, una madre di 5 figli, picchiata, rinchiusa, stuprata e arrestata e poi condannata a morte senza uno straccio di prova, solo perché cattolica. Una vergogna!

Non dovremmo mai e poi mai negoziare alcun accordo economico con chi utilizza ancora la pena di morte, mezzo barbaro e disumano ancora in uso purtroppo in una sessantina di Stati tra cui il Pakistan. Il diritto alla vita non si tocca!

(Ende des Catch-the-eye-Verfahrens)

Benedetto Della Vedova, Presidente in carica del Consiglio (a nome del vicepresidente della Commissione / alto rappresentante dell'Unione europea per gli affari esteri e la politica di sicurezza). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, apprezzo il forte impegno riguardo il caso di Asia Bibi e sono certo che anche il dialogo fra il Parlamento europeo e i parlamentari in Pakistan possa aiutare a favorire il cambiamento.

Ribadisco che l'Unione europea si impegna costantemente a promuovere i diritti umani in Pakistan e a difenderli in ogni occasione: con il governo, con i difensori dei diritti umani e con le altre parti in causa. A tal fine utilizzeremo appieno tutti gli strumenti a nostra disposizione: *démarches*, dichiarazioni, dialogo.

La prossima visita del presidente del Senato del Pakistan in Europa alla fine di novembre, oltre alla visita in Pakistan la prossima settimana dello EUSR Stavros Lambrinidis, saranno un'utile occasione per discutere di questi temi.

I combattenti stranieri che si recano in Siria e in Iraq rappresentano una grave minaccia per la sicurezza dell'Unione europea e dei suoi Stati membri, come pure per la regione del Medio Oriente e dell'Africa settentrionale.

Molti di voi hanno espresso, da ultimo il 17 settembre scorso, preoccupazione in merito al fatto che migliaia di combattenti stranieri, tra cui cittadini degli Stati membri, hanno preso parte ai combattimenti a fianco dello Stato islamico. Avete chiesto che fossero intensificati la cooperazione e lo scambio di informazioni e avete ricordato l'importanza della prevenzione, del perseguimento dei reati, della sensibilizzazione, della riabilitazione e della reintegrazione.

Środa, 22 października 2014 r.

Come sapete, questa preoccupazione è condivisa dal Consiglio europeo, dal Consiglio e dai suoi Stati membri. Da oltre un anno il Consiglio si occupa di questa minaccia senza precedenti. Nel maggio 2013 è stato concordato un pacchetto di 22 misure. Nell'agosto del 2014 il Consiglio europeo ha chiesto di accelerare e approfondire le misure per contrastare il fenomeno.

Nel dare seguito a tale richiesta il Consiglio GAI ha tenuto un altro dibattito approfondito solo due settimane fa e gli interventi dei ministri hanno rivelato che la questione costituisce una priorità politica assoluta. La gravità della situazione è stata ribadita anche nella riunione del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite che ha adottato una risoluzione vincolante sui combattenti stranieri (UNSCR 2178(2014), capitolo VII). Dando seguito a tale risoluzione il Consiglio ha approvato, due giorni fa, la strategia dell'Unione europea in materia di antiterrorismo e combattenti stranieri, che costituisce parte integrante della risposta alle conclusioni del Consiglio europeo e alle risoluzioni del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite.

Dobbiamo pertanto reagire, senza indugio e con costante impegno, su vari fronti, nell'arco di diversi anni e a tutti i livelli, perché se dovesse succedere qualcosa i nostri cittadini ci chiederebbero: com'è successo? Cosa avete fatto per evitare che accadesse?

Gli Stati membri hanno la responsabilità principale di provvedere alla sicurezza nazionale e alla protezione dei loro cittadini. L'Unione europea svolge tuttavia un ruolo essenziale nel sostenerli, specialmente nel medio e lungo periodo, e nel consentire che sia fornita una risposta articolata.

Molto è stato realizzato o è stato già intrapreso. Ci avvaliamo delle proposte del coordinatore antiterrorismo dell'Unione europea, della Commissione e del SEAE e di un gruppo di Stati membri che sono maggiormente interessati dal fenomeno. Su tale base, l'Unione europea sta portando avanti i lavori in quattro ambiti prioritari:

- prevenire la radicalizzazione e dissuadere le persone dal recarsi in Siria e Iraq;
- individuare gli spostamenti sospetti;
- elaborare una risposta efficace sul piano della giustizia penale;
- accelerare la cooperazione con i paesi terzi.

In tutti e quattro gli ambiti si sono compiuti progressi, ma è necessario fare ancora di più.

Fra tutte le azioni intraprese ve n'è una sulla quale desidero in modo particolare richiamare la vostra attenzione, dal momento che voi rappresentate un partner essenziale nella prosecuzione dei lavori: la proposta sui dati di identificazione delle pratiche (PNR) dell'Unione europea. Siamo convinti che sia un elemento fondamentale per rilevare spostamenti sospetti, individuare combattenti stranieri che si recano e ritornano dalla Siria e dall'Iraq e prevenire così attacchi nelle nostre società. Vi rivolgo pertanto un pressante appello affinché ci consentiate di negoziare il testo del progetto di direttiva PNR con il relatore del Parlamento europeo. Sempre nell'intento di individuare meglio i combattenti stranieri sul nostro suolo, gli Stati membri hanno convenuto sulla necessità di armonizzare il nostro approccio in materia di verifica non sistematica alle frontiere esterne e di sviluppare indicatori comuni di rischio. Credo che la Commissione stia già prospettando le prime iniziative.

Un altro importante ma complesso filone di attività riguarda l'uso di Internet a fini terroristici. Come sapete, i *social media* sono diventati uno degli strumenti più efficaci di propaganda e di reclutamento per i combattenti stranieri. Non possiamo lasciarli agire indisturbati. Sulla questione sono in corso discussioni con gli operatori di Internet e dei *social media*, e vorrei ringraziare la Commissione per il ruolo di primo piano che svolge al riguardo. Mi aspetto che presentino su questo tema specifico una serie di raccomandazioni sul futuro dialogo dell'Unione europea con l'industria.

Środa, 22 października 2014 r.

Per quanto riguarda il perseguimento dei reati, il Consiglio sta esaminando l'efficacia della decisione quadro sulla lotta al terrorismo. La Commissione ha presentato di recente, sia a voi che al Consiglio, una relazione sull'attuazione della decisione quadro, per cui mi aspetto che esaminiate la questione con altrettanta cura. Al riguardo presteremo particolare attenzione alla risoluzione 2178 del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite e alle modifiche delle normative nazionali degli Stati membri. È importante assicurare che anche a livello dell'Unione europea la risposta giudiziaria al fenomeno dei combattenti stranieri sia efficace e articolata.

Ultimo ambito, ma non meno importante, sul quale ci focalizziamo è la cooperazione con i paesi terzi. L'impegno politico è essenziale ma non sufficiente; dobbiamo contribuire a sviluppare la capacità. Il Consiglio ha insistito pertanto sull'importanza di disporre entro dicembre di un pacchetto di progetti tesi alla creazione di capacità antiterroristiche nella regione del Medio Oriente e dell'Africa settentrionale. Si affronterebbe così, in particolare, il problema dei combattenti stranieri e si eviterebbe un effetto di ricaduta della crisi in Iraq e Siria.

Grazie per l'attenzione.

Der Präsident. - Die Aussprache ist geschlossen.

15. Europejscy bojownicy Państwa Islamskiego (debata)

Der Präsident. - Als nächster Punkt folgt die Aussprache über die Erklärungen des Rates und der Kommission zum Thema Europäische IS-Kämpfer (2014/2901(RSP)).

Cecilia Malmström, Member of the Commission. - This is indeed a very serious phenomenon that we are debating here today. It is a serious threat to the European Union, and we saw what happened in Brussels only half a year ago when a returning foreign fighter opened fire in the Jewish Museum in Brussels and killed four people.

We need to step up our efforts to stem the flow of foreign fighters and we need to work together in the European Union.

First of all, we need to ensure better information exchanges between the Member States, notably by establishing appropriate mechanisms. One such mechanism is the passenger name record data that the Council mentioned. PNR data could be an essential tool to carry out trend pattern analyses, identifying potentially high-risk travellers. This enables the authorities to better detect those foreign fighters travelling to and from the EU by air that were previously unknown to law enforcement agencies. PNR is also a very important tool to detect traffickers and drug smugglers.

Of course, an EU PNR needs a clear legal framework and coherent data protection safeguards across the EU in line with Article 8 of the Charter, as interpreted by the European Court of Justice. EU legislation must lay down clear and precise rules governing the scope and the application of the measures, and imposing appropriate safeguards so that the persons whose PNR data has been retained have sufficient guarantees to protect their personal data against the risk of abuse and any unlawful access or use of that data. I really hope that the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs can look at this again. As you know, Member State after Member State is developing its own PNR system, and it would be much better to have a joint system with common rules, not least when it comes to data protection.

Another strand of action is the detection of returnees from conflict zones to Europe, and therefore issues of border security and border management play a role here. The Schengen Information System (SIS) is an effective tool for the detection and disruption of suspicious travel by sharing information about foreign fighters. It allows today for specific action to be taken on the basis of alerts. The Commission is making efforts to accelerate and improve the information exchange on SIS alerts among Member States, and it is crucial that Member States use all the possibilities offered by the system today. It is also important that Member States carry out minimum checks on persons as required by the Schengen border code and systematically check the travel documents of all persons at external borders against the relevant databases.

Środa, 22 października 2014 r.

There are voices calling for a revision of the existing framework on this, but it is important to first look at how we can use in an optimal way the existing tools and measures and make the best of them. The situation is urgent and the Commission is, of course, looking at technical discussions, but for the moment we do not plan any initiatives in this area. You must also understand that the Commission reserves its position until the next Commission is in place.

Looking forward, aviation security capacity-building in third countries is a priority. The Commission stands ready to support work in this field highlighted by the European Council in August. We will continue our work on detection technologies to make sure that our own aviation security is as strong as it has to be.

A very important strand here not to be forgotten, because it is key, is preventive work. We need to address, as the Council mentioned, terrorists' use of the internet. We know that many of these organisations recruit via the internet. That is why we have started a dialogue with internet providers to see if we can cooperate in developing counter-narratives online and in cooperation, for instance, with returned people who can tell their stories.

As you know, we also created three years ago the radicalisation awareness network. It plays a very important role in helping local actors and Member States to improve the tools and understand the root causes of radicalisation. We have networks working in all Member States with families and victims to draft counter-narratives, to pool the research, and we are working on exit strategies and will very soon be setting up a sort of centre of excellence that will be at the disposal of Member States for all this.

At this point I would like to reiterate that security and fundamental rights are intrinsically related here. Combatting racist and xenophobic crime, intolerance, discrimination, including promoting integration and social cohesion, is a key element of EU policies. It is very important not to stigmatise any group here. We will also do everything to give priority to the enforcement of the Framework Decision on combatting racism and xenophobia by means of criminal laws.

Honourable Members, Member States are meeting a lot to discuss these issues. The Commission is trying to be helpful, creating forums for the exchange of information. We need to step up our action here to combat this dangerous phenomenon of foreign fighters. We should use the existing tools at our disposal to the maximum extent made possible by border measures and national databases. We must also facilitate and promote European action, for instance a European PNR would be important here. We need to reinforce and spread the very important preventive work that has already been going on for a couple of years. This is the only way that we can jointly address this threat.

Agustín Díaz de Mera García Consuegra, *en nombre del Grupo PPE*. – Señor Presidente, en realidad en nombre del Grupo PPE hablará Monika Hohlmeier.

Saludo al Presidente en ejercicio del Consejo y a la Comisaria Cecilia Malmström, agradeciéndole el trabajo que ha hecho hasta ahora, en estos años, y deseándole muchos éxitos en el futuro.

Las violaciones graves y constantes de los derechos humanos en Irak y en Siria bajo el control del DAESH se han convertido en una clara amenaza para la seguridad internacional. Nos encontramos ante actos de extrema crueldad: mutilaciones y decapitaciones de civiles y soldados; esclavitud sexual de mujeres; reclutamiento de niños y secuestros. En suma, se dedican a generar el terror con asesinatos selectivos o masivos de civiles, ocasionando, además, desplazamientos también masivos de población: miles, millones de desplazados y de refugiados.

El reclutamiento de combatientes por parte del llamado Estado Islámico no es un hecho aislado a lo largo de la historia: los grandes conflictos internacionales con ciertos países islámicos de por medio suelen convertirse en una buena oportunidad para el reclutamiento de yihadistas. Ya ocurrió en los años ochenta con Afganistán, en los noventa con Chechenia y volvió a pasar en la década de 2000 con la guerra de Irak. Pero la gran diferencia con todos esos conflictos es que el terror generado por el DAESH va camino de superar a todos los vividos en las décadas precedentes.

Este grupo terrorista recluta a sus miembros mediante un estudiado y prolongado trabajo de captación a través de las redes sociales, que comenzó incluso antes del estallido del conflicto sirio. Nos encontramos ante una grave amenaza que aumenta día a día. El número de combatientes europeos se estima en 3 000, entre los cuales hay 300 belgas, 700 franceses, 500 del Reino Unido, 51 de España.

Środa, 22 października 2014 r.

Es preciso reconocer, Señorías, que el regreso de estos combatientes a Europa tras haber participado en conflictos armados y haber recibido entrenamiento militar supone una gravísima amenaza para nuestra seguridad. Por ello, la Unión debe hacer frente y debe plantar cara, sin ambages, a este gran reto. Y como ya he dicho en multitud de ocasiones ante esta Cámara, la mejor herramienta para combatirlos es la prevención y la acción de los servicios de inteligencia. Sí, decididamente vamos a apoyar el PNR europeo.

Presidente en ejercicio del Consejo y Comisaria Malmström, es anacrónico y es inútil que haya trece PNR financiados por la Comisión o que países como Francia o como el Reino Unido tengan su PNR. Yo voy a apoyar la iniciativa de Timothy Kirkhope y voy a hacer todo lo que pueda por desbloquear algo que permanece muerto, tristemente muerto, desde el mes de abril del año 2013.

De modo que sí al PNR europeo; sí no solamente a detectar a los que regresan, sino también a detectar a los que salen o pretenden salir. Sí a las alertas del SID y sí también a incentivar y a propiciar mayor seguridad aérea.

Birgit Sippel, *im Namen der S&D-Fraktion*. – Herr Präsident! Ich will gleich eine Bemerkung voranstellen. Das, was Rat und Kommission hier vorgestellt haben, wird nicht dazu beitragen, das Morden in Syrien zu beenden. Mein Vorredner hat es gesagt: Es geht um eine mögliche erhöhte Sicherheit in Europa, um nicht mehr und nicht weniger. Gleichwohl natürlich dürfen wir die Gefahr, die von gewaltbereiten Personen und ihren Unterstützern und ihren Unterstützerinnen ausgeht, nicht unterschätzen. Doch die Menschen müssen darauf vertrauen können, dass alle Maßnahmen, die wir ergreifen, auf Achtung europäischer Grundrechte beruhen.

Extremismus ist nicht christlich, jüdisch oder muslimisch. Es geht um Macht, es geht um die Absage an unsere gemeinsamen europäischen Werte, an unsere demokratischen Systeme. Diese müssen wir verteidigen und schützen. Die Überwachung verdächtiger Personen ist legitim, aber Menschen dürfen nicht zu Verdächtigen werden, nur weil sie einer bestimmten Religion oder ethnischen Gruppe angehören. Das verschleiert den Blick auf andere Möglichkeiten. Ich denke etwa an den nationalsozialistischen Untergrund in Deutschland, dessen Mitglieder jahrelang ungestört morden konnten, weil man bestimmte Kriterien außen vor gelassen hat, obwohl es Hinweise gab.

Die derzeit diskutierte Idee des Entzugs von Reisedokumenten ist nicht nur wegen der Freizügigkeit kritisch. Noch schlimmer ist die Ausstellung eines Ersatzpersonalalausweises. Damit werden Menschen stigmatisiert, ohne einer Straftat beschuldigt oder vor Gericht gestellt zu werden.

Und schließlich, was stimmt eigentlich nicht in unseren Gesellschaften, wenn junge Menschen, wenn unsere Bürger sich scheinbar zunehmend radikalieren und von unseren demokratischen Systemen abwenden, obwohl viele eine gute Zukunftsperspektive haben? Wenn wir auf diese Frage keine Antworten finden, werden wir den Kampf gegen Radikalisierungen in Europa verlieren.

Timothy Kirkhope, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, European citizens are being radicalised. They are travelling to Syria and then they are being trained, with possible motives of one day returning to our cities and streets to harm and kill us. They want to replace a Europe of freedom and peace with fear and destruction. They call themselves the Islamic State but they do not represent the Muslim faith. They are criminals and terrorists and I believe that we should refer to them as such. There is no place for this in Europe. We have dealt with such behaviour before and we will do it again by working with our communities and our young people and addressing the problems at their source. The words condemnation and education are not enough.

Leaders of the European Council, the UN Security Council and the airlines all want an EU passenger name records agreement in order for law enforcement authorities to capture EU foreign fighters and address the chaotic information exchange system that they currently face. A patchwork of 14 different PNR systems not only leaves gaps in security for terrorists to exploit, but it leaves gaps in our data protection for travellers. The issue of PNR is often presented in a polarised way, but I believe you can protect the civil liberties of the individual while protecting the safety of us all.

I urge Members to look at this agreement again. As rapporteur I would like to assure you that I will make sure we hold ourselves to the highest possible standards and put in place the toughest data protection rules we can. We must never compromise Europe's hard fought-for civil liberties. It is also our primary duty as politicians to protect those who have elected us and to deal with and bring to justice those who seek to do us harm.

Środa, 22 października 2014 r.

Jozo Radoš, u ime kluba ALDE. – Gospodine predsjedniče, ocjena stručnjaka i nadležnih institucija je da opasnost koja Europskoj uniji prijete je velika, a jednako tako sposobnosti obrane od te opasnosti su vrlo male i prema tim ocjenama jedan od razloga je nedovoljna suradnja država i institucija u borbi protiv ovoga fenomena i nije se trebao dogoditi ovaj fenomen da bi se suradnja država i institucija na sigurnosnom području razvijala.

Bilo je ovdje govora o tome da je potrebno preventivno djelovanje u strategiji borbe protiv radikalizma Europskog vijeća spominje se potreba edukacije obrazovnih institucija, socijalnih i zdravstvenih službi, vjerskih zajednica da bi se borile protiv ovoga problema. Naravno, lako je to reći, taj je posao vrlo kompliciran, sama edukacija dugo traje i provedba onoga što je naučeno i vještine koje su naučene još duže.

Ali još je važnije od toga stvaranje uvjeta u kojima se radikalizam neće događati. Radikalizam svake vrste se događa u uvjetima socijalne isključenosti i pogotovo siromaštva u ovim zadnjim godinama gospodarske krize. I zato je ključno pitanje kako iskorijeniti uvjete u kojima se razvija i ova vrsta radikalizma, ali i svaki drugi radikalizam te stoga podsjećam da su prije desetak godina europski lideri rekli da nisu uspjeli integrirati imigrante u svoje države, čak ni one koji godinama odnosno više generacija žive u tim državama, a mislim da današnja situacija nije ništa bolja u odnosu na tih zadnjih deset godina i stoga pozivam Vijeće, Komisiju i Parlament da porade na tome da se u Europi stvore uvjeti socijalne uključenosti te iskorijeni siromaštvo koje je jedno od uvjeta i plodnoga tla za rast radikalizma.

Σοφία Σακοράφα, εξ ονόματος της ομάδας GUE/NGL. – Κύριε Πρόεδρε, σήμερα βλέπουμε τον πατέρα του Φρανκενστάιν να αναρωτιέται γιατί αυτό που έφτιαξε είναι ένα τέρας. Αλήθεια, πόσο πιο χυδαία πρέπει να γίνει η πολιτική που ακολουθείτε για να αναγκαστείτε να τη συνδέσετε ευθέως με τα αποτελέσματά της; Είκοσι χρόνια τώρα, με διάφορες ευφάνταστες αιτιάσεις, εσείς και οι σύμμαχοι σας βομβαρδίζετε όλο τον πλανήτη με πυρηνικά και χημικά, σκοτώνοντας χιλιάδες αμάχους που προσβλητικά ονομάζετε παράπλευρες απώλειες.

Πετάτε στα σκουπίδια δημοκρατικούς δεσμούς, καθαιρείτε εκλεγμένες κυβερνήσεις, απειλείτε λαούς και φτωχοποιείτε έθνη.

Και όλα αυτά για να γιγαντώνουν τα κέρδη τους οι 7 ή οι 17 αδερφές.

Και απορείτε γιατί γεννήθηκαν οι Ταλιμπάν, η Αλ Κάιντα, και σήμερα το Ισλαμικό Κράτος. Απορείτε γιατί δίπλα σας κάθονται ακροδεξιοί και αντιευρωπαϊστές. Απορείτε γιατί Ευρωπαίοι πολίτες πάνε με τους βαρβάρους απαρνούμενοι αυτό τον όγκο πολιτισμού που παράγετε. Μην απορείτε. Οι πολιτικές σας είναι ο κύριος γεννήτορας όλων αυτών των τεράτων. Η μόνη ελπίδα είναι οι αγώνες των λαών και η μόνη λύση είναι η ανατροπή σας.

Alyn Smith, on behalf of the Verts/ALE Group. – Mr President, I very much endorse the comments of Ms Sippel and I would add that winning safety at home will be impossible unless we win the argument abroad. In our dealings with ISIS, above all else we must win the moral argument and understand that ISIS, so recently formed as an entity – such as it is – is not a thing in itself: it is a symptom of a wider problem partly brought about by our actions in the Middle East.

The roots to this go deep. Having grown up in the region myself, I am slightly familiar with it. The very existence of many of the states we are dealing with goes back to the historic actions of a number of our Member States, not least my own. Even in today's *New York Times* a foreign fighter is quoted as saying 'ISIS is the divine vehicle that will dismantle the European borders drawn by Britain and France at the end of World War I'. This goes back a very long way, and unless we comprehend the causes, and also much else – and I disagree that a massive security infrastructure at home is the solution when the causes are deeply rooted elsewhere – that disjoint in our values, because we are not seen as being impartial, is exploited by recruiters in highlighting our selective and partial application of our own much-vaunted values in our dealings with the region.

Even now we see that, while some rightly condemn the barbarism of ISIS, we are rather quieter in condemning similar actions by a number of our allies. Even today in Syria we are seeing air strikes rightly targeting ISIS, but leaving Syrian forces free to attack the civilian population. We might win a battle but we are not winning hearts and minds, and until we do so we are not actually going to tackle the real problem.

Środa, 22 października 2014 r.

Amjad Bashir, *on behalf of the EFDD Group*. – It is a sad fact that hundreds of men and women have been radicalised enough to leave the UK and fight for ISIS. Many a family has been left heartbroken and devastated in my country and in Europe. Our interfering has destabilised the whole region and dramatically changed lives. Since the Iraq war our reputation lies in tatters. Previous to the invasion, Iraq did not have al-Qaeda or ISIS. Libya lies completely broken. There are already enough combatants and our involvement will encourage further radicalisation and fundamentalism, not least because air strikes will lead to innocent civilian deaths.

We must not be seen as those leading a new crusade in Muslim lands. To prevent this from happening I am holding a conference in London on 5 December on the radicalisation of the youth. The chief guest will be the Grand Mufti of Egypt, Shawki Ibrahim Allam, and the Archbishop of Canterbury, Justin Welby. We must find a solution and we must act now.

Bruno Gollnisch (NI). - Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs de la majorité, ces combattants islamistes sont vos créatures. Ils sont les résultats de votre complaisance, de vos carences et de vos incohérences.

Ils sont d'abord le résultat de votre complaisance face à la politique d'immigration massive, qui a fait venir et naturaliser en Europe des millions de déracinés. Beaucoup sont d'origine musulmane et, pour certains, l'extrémisme religieux est aujourd'hui un facteur de cohésion, d'affirmation et de revanche.

Ils sont aussi le résultat de votre carence terrifiante sur le plan spirituel en dépit de la présence d'un immense groupe soi-disant démocrate-chrétien, carence dont un exemple nous est donné encore ici avec l'exposition d'un tableau hideux et offensant pour le Christ souffrant et sa mère. Comment pouvons-nous reprocher à ces déracinés de trouver leur idéal religieux dans le sacrifice qui leur est proposé plutôt que dans nos valeurs et dans nos traditions, que vous détruisez méthodiquement?

Enfin, ils sont le résultat de votre incohérence politique et stratégique. Plusieurs États européens, dont le mien, ont provoqué, comme en Libye ou en Iraq, encouragé, comme en Syrie, la lutte contre des régimes légaux, certes autoritaires mais tolérants sur le plan religieux. Comment pouvons-nous, par exemple, aujourd'hui, traiter ces jeunes gens de terroristes parce qu'ils sont venus se battre contre un régime que nous étions en Syrie, nous-mêmes, sur le point de frapper?

Les choses étant ce qu'elles sont, ce n'est pas tant à les empêcher de partir qu'il faut consacrer vos efforts, c'est à les empêcher de revenir. Les étrangers partis au Proche-Orient pour se mettre au service de cette barbarie ne doivent pas être admis à revenir. Les binationaux doivent être déchus de leur nationalité européenne et se voir aussi refuser la réadmission dans nos États. Ce sera beaucoup plus efficace que les mesures cosmétiques que vous vous apprêtez peut-être à prendre.

Monika Hohlmeier (PPE). - Herr Präsident, liebe Frau Kommissarin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Zum Teil bin ich ein wenig entsetzt darüber, wie hier unter uns Kollegen über den Kampf gegen IS-Kämpfer gesprochen wird. Ich stelle mir manchmal die Frage: Muss erst einmal etwas in Europa passieren, bevor wir reagieren? Oder ist es vielleicht klug, sich auf einen vernünftigen, maßvollen Katalog zu verständigen, der nicht automatisiert davon ausgeht, dass man unverdächtigen Personen den Reisepass abnimmt?

Wenn ein Reisepass oder ein Reisedokument abgenommen wird, dann müssen dahinter sehr klare Kriterien stehen, dass jemand entsprechend nach Syrien ausreisen möchte aus entsprechenden sehr verdächtigen Kreisen stammt und entsprechend potenziell auch schon aufgetreten ist als Salafist oder als jemand, der sich als sehr gewaltbereit gezeigt hat.

Ich möchte nicht, dass wir uns im Nachhinein die Frage stellen, was wir hätten tun können, sondern die Aufgabe, die wir haben, ist, Verbrechen abzuwehren und entsprechend auch dafür Sorge zu tragen, Schwerverbrecher, wenn sie in die Europäische Union zurückkommen, dingfest zu machen, ihnen das Handwerk zu legen und ihnen keinerlei Möglichkeiten zu geben, sich in der Europäischen Union auszubreiten.

Środa, 22 października 2014 r.

Dass ich darin übereinstimme, dass wir potenziell auch darüber nachdenken müssen – nicht nur potenziell –, wie es entstehen kann, dass eine kleine, radikale Menschengruppe sich auf den Weg macht, das ist richtig. Aber zu sagen, dass die Jugendlichen Europas sich auf den Weg machen, ist sicherlich falsch. Sondern es ist Gott sei Dank eine sehr kleine, aber eine äußerst brutale, eine entsetzliche, eine folternde, mordende und vergewaltigende Truppe.

Diese zu verharmlosen beziehungsweise Maßnahmen deshalb nicht ins Kalkül zu ziehen, halte ich für falsch. Ein bisschen Übersicht müssen wir bewahren, das ist notwendig. Deswegen ist auch verstärkte Vorsicht an den Grenzen notwendig sowie auch ein Katalog von Maßnahmen zu ergreifen, bei dem wir die Chance haben, Verbrechen an der eigenen Bevölkerung zu verhindern.

Josef Weidenholzer (S&D). - Herr Präsident, Frau Kommissarin! Ich glaube, wir sind uns einig, dass wir alles tun müssen, um dieses Monster mit allen uns zur Verfügung stehenden Mitteln zu bekämpfen. Dabei dürfen wir aber nicht der Illusion verfallen, man könne mit ein paar gezielten Luftoperationen dieser Kräfte Herr werden. Auch die immer wieder als Allheilmittel gepriesene Verschärfung von Grenzkontrollen wird das Problem nur teilweise lösen, weil es sich bei IS eben nicht um wildgewordene Individuen handelt, sondern um eine verbrecherische, ideologisch verblendende Organisation, über die wir viel zu wenig wissen – über die Motive, die Verflechtungen und ihre Verankerung in bestimmten Milieus.

Um einen so bedrohlichen Feind zu besiegen, brauchen wir detaillierte Kenntnisse. Den Nachrichtendiensten, die oft über eine Überfülle an Informationen über einfache Bürgerinnen und Bürger verfügen blieb der bedrohliche Charakter von IS bis vor kurzem weitgehend verborgen. Wir müssen auch mit Bedauern zur Kenntnis nehmen, dass sich unsere Verbündeten in der Region oft nicht eindeutig und nicht deutlich genug von diesen erklärten Feinden der Demokratie abgrenzen. Dies ist mit aller Deutlichkeit einzufordern, und es darf, aus welchen Gründen auch immer, kein taktisches Spiel mit IS geben.

Vor allem aber geht es darum, nachhaltig zu verhindern, dass IS einen beträchtlichen Teil seiner kriminellen Aktivisten im Westen rekrutiert. Wir dürfen nicht zulassen, dass junge Männer und Frauen aus unseren Städten mit primitiver Propaganda angeworben werden. Wir müssen zusammen mit den Verantwortlichen der muslimischen Gemeinden in unseren Mitgliedstaaten dafür kämpfen, dass diese Milieus ausgetrocknet werden – mit Leidenschaft und mit Empathie, und nicht dadurch, dass wir diese Menschen ausgrenzen. Es gibt bereits eine Reihe von Mitgliedstaaten, wo solche Präventionsarbeit Erfolge zeigt. Der Kampf gegen IS ist ein umfassender, und er benötigt das gesamte Arsenal unserer Aufmerksamkeit.

Jussi Halla-aho (ECR). - Mr President, people who join ISIS, or blow up buses and trains in Europe for that matter, are not generally uneducated, unemployed victims of discrimination. They are people driven by ideology and faith. We must pay attention to what contributes to the radicalisation of second-generation Muslim immigrants in Europe.

It has been revealed in recent years in several European countries that Muslim fundamentalists have infiltrated or taken over public schools, mosques and immigrant organisations and used them for preaching jihad, hatred and violence. Muslim clerics who are banned even in Islamic countries are free to operate and preach in Europe.

This low-intensity jihadism is one contributing factor in radicalisation, and it seems clear that our tolerance and cultural relativism are being abused in a very cynical manner.

Ignazio Corrao (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, dall'ultimo rapporto di *Amnesty International* emergono ulteriori contorni inquietanti dell'aberrante attività terroristica portata avanti dallo Stato islamico, il movimento jihadista che purtroppo al momento sembra anche attirare troppi volontari stranieri.

Środa, 22 października 2014 r.

Sconvolgente ad esempio il dato per circa 3 000 combattenti arruolati tra le file dell'ISIS sono europei. Ciò è forse dovuto dal fatto che l'ISIS si considera uno Stato e non un movimento. Una manipolata e corrotta idea di Stato che vuole distruggere gli Stati che in realtà esistono. Va chiarito infatti che l'ISIS non è uno Stato, non c'è l'elemento personale, quello spaziale e neanche quello organizzativo. L'ISIS non ha popolo, non ha territorio e non ha sovranità. L'ISIS è solo una macchina di morte, di terrore ma anche di propaganda. Pubblica video su Internet in stile hollywoodiano e attrae giovani europei fin troppo facilmente influenzabili. Va stigmatizzato e fermato anche questo.

L'Europa deve impegnarsi perché quando gli obiettivi locali saranno raggiunti, i terroristi sposteranno l'azione qui da noi. Gli jihadisti hanno tutto il tempo che vogliono, in quanto ragionano in termini di generazioni.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). - Κύριε Πρόεδρε, παρακολουθούμε όλοι με φρίκη και αγανάκτηση, καταδικάζουμε και καλά κάνουμε, το πρωτοφανές φαινόμενο να μάχονται στο πλευρό των τζιχαντιστών νέοι από ευρωπαϊκές χώρες και να διαπράττουν μάλιστα εγκλήματα τα οποία δεν έχουν σχέση ούτε με τον πολιτισμό ούτε με τα ήθη και τα έθιμα της Ευρώπης. Πόσοι όμως από εμάς έχουμε αναρωτηθεί γιατί παρουσιάζεται αυτή η συμπεριφορά. Είναι γεγονός ότι οι νέοι της Ευρώπης δεν μεγαλώνουν πλέον με τις αρχές και τις αξίες εκείνες που δημιούργησαν τον Ευρωπαϊκό πολιτισμό.

Το να αγαπάς την πατρίδα σου θεωρείται εθνικισμός και φασισμός. Το να αρνείσαι την εισβολή στην χώρα σου, και στην Ευρώπη, εκατοντάδων χιλιάδων λαθρομεταναστών με διαφορετικές πολιτισμικές καταβολές από τρίτες χώρες, θεωρείται ρατσισμός. Και όμως η πλειοψηφία των νέων ευρωπαίων που μάχονται στο πλευρό των τζιχαντιστών είναι μουσουλμάνοι μετανάστες δεύτερης και τρίτης γενιάς, οι οποίοι έχουν επηρεαστεί απ' την ισλαμιστική προπαγάνδα. Εάν λοιπόν δεν απαλλαγούμε αμέσως από όλες αυτές τις ανόητες δεσμεύσεις, τους δισταγμούς και τα συμπλέγματα, τότε δεν πρόκειται να λύσουμε το πρόβλημα, όσα κατασταλτικά μέτρα κι να λάβουμε.

Frank Engel (PPE). - Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que le phénomène que nous appelons l'«État islamique» est un phénomène qui va simplement à l'encontre de toutes nos convictions. C'est un phénomène meurtrier, qui ne respecte rien sauf son idéologie bornée et perverse et qui s'oppose au modèle de civilisation qui est le nôtre.

Dès lors, pour combattre ceux qui partent soutenir l'EI- et pour combattre ce phénomène -, je ne crois pas que nous devions commencer une nouvelle fois par nous excuser des lacunes de nos sociétés, d'une tolérance et d'une compréhension insuffisantes et de jeunes désœuvrés qui auraient besoin d'autres modèles, valeurs et orientations.

Je crois qu'il faut regarder la vérité en face, à savoir que beaucoup de pays, soi-disant alliés de l'Union européenne, ont soutenu, autour de nous et depuis des décennies, et qui ne cessent de soutenir tous ceux qui détruisent et tous ceux également qui projettent de nous détruire de l'intérieur.

Je ne suis pas d'accord avec le collègue Gollnisch et d'autres, qui veulent se focaliser sur le non-retour. Personnellement, je voudrais mettre l'accent sur le non-départ, sur les raisons des départs et sur leur organisation, parce que ce ne sont pas des jeunes qui partent d'Europe avec des voyagistes qui leur vendent des vacances à forfait en Syrie. Ces voyages sont organisés par des alliés de l'Europe, comme le Qatar, et d'autres pays qui ne cessent de nier leur implication dans la logique destructrice qui commence à nous entourer et qui, en fin du compte, pourrait très bien avoir raison de nous. Il faut regarder les véritables adversaires en face.

Ana Gomes (S&D). - O recrutamento de jihadistas europeus a combaterem em nome do chamado Estado Islâmico, que não é Estado, nem é Islâmico, ou de outras organizações terroristas, mostra que os desafios à nossa segurança e à segurança global dependem da resolução de conflitos na vizinhança, em particular no Médio Oriente, e mostra como precisamos de uma política de segurança e de defesa inteligente e estratégica que integre as dimensões externa e interna.

Os jihadistas que regressam à Europa ou os que possam ainda ser interceptados por cá só podem ter tratamento no respeito pelos princípios dos estados de direito, que somos, e especificamente no quadro do Direito Penal, sendo levados à justiça, punidos e depois, se for caso disso, ajudados a reintegrar-se socialmente.

Środa, 22 października 2014 r.

Retirar-lhes passaportes ou a nacionalidade, como alguns erradamente advogam, não só não resolverá o problema como o poderá agravar e exportar para a vizinhança. É preciso aprendermos com os erros do passado na luta antiterrorista. Ela não será eficaz e não nos distinguirá dos terroristas se não for levada a cabo no estrito respeito pelos direitos humanos fundamentais.

Os ditos *foreign fighters* não são estrangeiros, são de facto europeus. É preciso compreendermos e combatermos os contextos de discriminação social, desemprego, intolerância religiosa e outras formas de alienação que os predisõem a ser recrutados.

Face à ameaça real que representam para europeus e para outros povos, é necessário que a União Europeia concerte uma estratégia que implique meios substantivos para coordenar os contributos dos serviços de inteligência mas também das autoridades policiais, judiciais, serviços sociais, agentes educativos, comunitários, para programas de prevenção da radicalização e de desradicalização.

O facto de estarmos confrontados com jihadistas europeus também reforça a nossa responsabilidade de pôr em prática uma política externa comum eficaz, que efetivamente resolva ou ajude a resolver conflitos, refletindo a abordagem holística de que tanto falamos mas pouco passamos à prática, do Iraque à Síria, passando pela Palestina, a Líbia, olhando para o resto de África, norte de África e além dela, e sem esquecer países ditos nossos aliados, como a Arábia Saudita e o Qatar, que vêm financiando e fornecendo os meios para o recrutamento de jovens pelo mundo inteiro para redes terroristas.

PRESIDENZA DELL'ON. DAVID-MARIA SASSOLI

Vicepresidente

Anders Primdahl Vistisen (ECR). - Hr. formand! De fundamentalistiske islamister i Islamisk Stat udgør en kæmpe trussel! Ikke kun for de mennesker, der er så uheldige at være fanget i den frygtelige situation, der er i Irak og Syrien, men også i Europa. Alene fra Danmark alene estimerer man, at over 100 islamister er taget til Syrien for at kæmpe for denne terrororganisation, der står bag frygtelige forbrydelser. Hvad kan vi forvente os, når disse mennesker på den ene eller den anden måde ønsker at returnere til Europa? Det, jeg frygter, vi kan forvente, er en stor terrortrussel, som kan ramme os alle. Hvornår ved vi ikke, men potentialet er der. Derfor er det super vigtigt, at vi har kontrol med hvem, der kommer ind i vores lande. Desværre er den eksterne grænsekontrol, der skulle sikre Schengen, brudt sammen. Vi ser Italien, der for en stor dels vedkommende ikke engang registrerer de illegale indvandrere, der kommer ind i landet. Og derfor må vi nu, indtil truslen fra IS er bekæmpet, kræve, at de nationale stater for lov til at gennemføre grænsekontrol, så vi har et effektivt våben mod terrorisme.

Udo Voigt (NI). - Herr Präsident! 12 000 Kämpfer aus 74 Staaten kämpfen und töten in Syrien und im Irak. Wie viele davon tatsächlich aus Europa kommen, wissen wir nicht. Wie viele davon die doppelte Staatsbürgerschaft haben, wissen wir nicht. Sie sind brutal, morden und vergewaltigen, und nach neuesten Pressemeldungen sogar als verkleidete Kurden. Sie stellen eine nachhaltige Bedrohung dar, eine Bedrohung mit europäischen Pässen. Da hilft auch nicht – Frau Sippel –, danach zu fragen: „Wie konnte es geschehen?“

Es sind die missratenen Produkte einer multikulturellen Gesellschaft, die wir, die für die Identität der Völker stehen, so nicht wollten. Wie lange noch sollen sie die doppelte Staatsbürgerschaft behalten? Wie lange noch sollen sie Rechte daraus ableiten können? Und letztlich noch die Frage: Welche Maßnahmen, welchen Schutz ergreifen wir, um zu verhindern, dass diese Ausgereisten dann Tag für Tag als Flüchtlinge, als Asylsuchende nach Europa zurückkommen, um uns hier zu bedrohen?

Środa, 22 października 2014 r.

Heinz K. Becker (PPE). - Herr Präsident, Frau Kommissarin, Vertreter des Rates! Unser Wahlspruch der Union „In Vielfalt geeint“ betrifft und beinhaltet ein Credo für nationale, ethnische und religiöse Toleranz und Vielfalt in Europa. Das ist auch ein Kampfauftrag für uns in Europa, ein Kampfauftrag gegen den Fundamentalismus und speziell den islamistischen Fundamentalismus. Denn hier liegen ja die Ursachen dafür, dass wir heute begründet davon ausgehen können, dass rund 3 000 Personen mit europäischen Pässen im Irak und in Syrien brutal und hasserfüllt gegen Freiheit, Toleranz und Vielfalt kämpfen. Ganz konkret ist das sicherheitspolitisch eine enorme Herausforderung, und zwar heute, jetzt, nicht erst morgen, zum Schutz unserer Bürger, unserer Familien in Europa!

Wenn nur 10 % dieser 3 000 Europäer zurückkehren, dann haben wir Hunderte als tickende Zeitbomben hier unter uns. Die IS wirbt bereits sogar damit, dass Terrorakte dieser Kämpfer bei ihnen islamischen Ruhm und Ehre bringen. Hier bei uns!

Ich begrüße ausdrücklich den Beschluss der EU-Innenminister, mit verstärkten Sicherheitsscreenings unsere Außengrenzen effektiv zu schützen. Das Grundrecht, Sicherheit bestmöglich zu erhalten, fordert ein Vorantreiben von EU-Sicherheitsinitiativen wie der gezielten Auswertung von Fluggastdaten. Der Terrorist, der den Anschlag im Jüdischen Museum in Brüssel begangen hat, ist aus Frankreich über die Türkei ins IS-Gebiet gereist und über die Türkei und Frankfurt nach Europa.

Hier muss auch unser Koalitionspartner Bewegung zeigen, unser Koalitionspartner in der neuen Kommission. Denn entschlossenes und konkretes Handeln ist unsere Verantwortung. Verhindern wir die Rekrutierung von Europäern hier bei uns! Ja, aber vernachlässigen wir keinesfalls den Außenschutz der Grenzen Europas, denn das ist Wahlhilfe für die Populisten, die dann bei Wahlen viele Stimmen gewinnen.

Afzal Khan (S&D). - Mr President, we have witnessed a surge of young people travelling to join ISIS, many of whom are born and raised in European countries. We must ask why these young people are joining ISIS's ranks. Some feel targeted and isolated, do not feel understood or valued either by their own communities or by mainstream society. Groups like ISIS can still fill this void by spreading their false narrative using social media tools that young people communicate through, creating a false impression that they are joining a fight for a good cause against oppressive regimes. The current approach of asking families to turn in their own children has failed. Families are lost; we need to help them re-connect with their children through better communication. ISIS is only Islamic in name and not in its actions. We all have our role to play in exposing their false message. The mosques must play their part in achieving this by standing up against ISIS and reaching out more to engage young people. Media must stop its biased coverage, which further devises extreme reactions, and replace it with an alternative, fair account of what the Islamic faith really is. Accounts of Europeans who have faced ISIS atrocities could help build their alternative narrative. It is important that the Middle East countries have joined the coalition in fighting against ISIS. We also need to increase security measures to prevent Europeans travelling to join ISIS. The EU must coordinate achieving these goals and share best practices. It is not enough to merely legislate against these youths, we must win the war too. The war is not led by the West against Muslims, it is the whole world against ISIS.

Louis Aliot (NI). - Monsieur le Président, nous sommes des États européens de culture gréco-latine et de religion judéo-chrétienne. Nous sommes aussi un continent qui a accueilli une immigration qui s'est peu ou prou assimilée au départ et qui, aujourd'hui, est en pleine voie d'assimilation négative, avec pour conséquences ce que nous vivons aujourd'hui.

Pourtant, même la Cour européenne des droits de l'homme l'avait relevé, les références explicites à l'instauration de la charia sont incompatibles avec nos valeurs. Or, dans nos quartiers, dans nos campagnes, aujourd'hui, beaucoup de prédicateurs prônent justement cette loi islamique radicale sans que nos responsables politiques aient pris la mesure de ce danger. C'est pour cette raison, d'ailleurs, qu'on nous a qualifiés, nous, Front national, en France, de parti islamophobe, alors que nous étions simplement un parti de vigilance démocratique islamo-critique, de même que nous pouvons, je pense, critiquer toutes les religions.

Si nous ne mettons pas fin à la double nationalité, si nous ne supprimons pas les accords de Schengen, si nous ne mettons pas sous vigilance sévère des États comme le Qatar et l'Arabie saoudite, et si nous ne suivons pas ou plus les États-Unis en toutes circonstances dans les conflits extérieurs, je pense que nous aurons un avenir sombre pour nos États et notre continent.

Środa, 22 października 2014 r.

Davor Ivo Stier (PPE). - Gospodine predsjedniče, s jedne strane tisuće i tisuće ljudi žele useliti u Europsku uniju i ovdje ostvariti snove slobode i materijalnog prosperiteta. S druge strane mladi ljudi koji su rođeni u Europi regrutiraju se kao borci za terorističku organizaciju koja se bori protiv samih europskih vrijednosti.

To na prvi pogled izgleda kao paradoksalna situacija. Mislim da su jedni i drugi zapravo gladni - jedni su gladni slobode i materijalnog prosperiteta, a ovi drugi su gladni ideala. Znam neki će reći da su europski borci Islamske države žrtve možda diskriminacije, neimaštine - to sasvim sigurno pomaže u njihovom regrutiranju. Međutim, oni ne idu u Islamsku državu da bi riješili svoje materijalne probleme, nego, evo vidite, što je Bilal Bosnić vođa vehabijiskog pokreta u Bosni i Hercegovini koji je regrutirao preko 100 boraca, rekao: „Vjerujemo da će jednoga dana cijeli svijet biti Islamska država.” Dakle, ti iskrvljeni ideali, taj fanatizam je ono što je njega vodilo u ovu bitku. Tko je njemu i ostalima to usadio?

Mislim da osim ovih pitanja poslova obavještajne zajednice, sigurnosne mjere, koje su naravno potrebne, moramo isto tako odgovoriti na određena vanjskopolitička pitanja. Dakle, moramo si postaviti pitanje znamo li što je sve Saudijska Arabija financirala u Bosni i Hercegovini, na samoj granici s Europskom unijom. Mislim da je to legitimno i važno pitanje. Naravno moramo jačati i naše politike integracije, ali tu vjerski identiteti nisu problemi - u Hrvatskoj, kršćanskoj ili većinski kršćanskoj zemlji, islamska je zajednica dobro integrirana. Nekada je veći problem postmoderna bahatost koja svako javno iskazivanje vjere smatra retrogradnim. Ali ono što je najbitnije: moramo jačati privrženost našim europskim vrijednostima tolerancije, vrijednostima za koje se moramo zalagati ukoliko ne želimo da mladi odu u svaki ekstremizam od populizma do, nažalost, ovog puta koji vodi prema Islamskoj državi.

Tomáš Zdechovský (PPE). - Pane předsedající, paní komisařko, zaznělo tady hodně věcí, ale možná bych rád upřesnil jednu informaci, kterou mám ze včerejšího dne od lidí pracujících v oblasti bezpečnosti. Za IS už nebojuje pouze tři tisíce lidí, ale tři a půl tisíce. To jsou všechno občané EU a já se ptám: Nezanedbali jsme prevenci?

Možná, že vyhrájeme válku v Iráku nebo v Sýrii. Možná, že porazíme IS, ale ten problém tady byl a nezmění se. My se musíme zaměřit na prevenci, musíme opravdu vtáhnout současný islám do diskuse a musíme se bavit, co a jak dál.

Válečné zločiny, dámy a pánové, to nejsou válečné zločiny, které známe z druhé nebo z první světové války. To jsou obrázky současnosti, kde jsou lidi popravováni pouze za podezření, že spolupracují s tou či onou stranou. Podřezávání hlav, masové střelení, střelení křesťanů. I dnes tito lidé mají na rukou více než pět tisíc obětí. A to u řady obětí dnes ani nemůžeme dokázat, co se s těmito lidmi stalo. Jsou to zločiny, které opravdu jsou velmi kruté. A já chci zakončit tuto řeč jedním slovem, dámy a pánové, není to jenom o tvrdém postihu, je to o prevenci. Prevence a diskuse s lidmi, kteří chtějí žít v Evropě a chtějí nám pomoci budovat silnou a prosperující Evropu. To musí být náš úkol.

Jeroen Lenaers (PPE). - Dank u, Voorzitter. Dank ook aan mevrouw Malmström voor haar aanwezigheid hier. We hebben in de vorige drie debatten haar collega Ashton node gemist. Ik dank u zeer voor het respect dat u wél aan het Parlement toont door hier aanwezig te zijn en deze belangrijke zaken met ons te bespreken.

We hebben vlak vóór het zomerreces een resolutie aangenomen die de urgentie aangaf waarmee de strijd tegen IS in Irak en Syrië moet worden aangegaan. Sinds we die resolutie aangenomen hebben, zijn er meer dan duizend jihadstrijders vanuit Europa vertrokken naar Syrië en Irak. We moeten een gecoördineerde Europese aanpak hebben om dit probleem aan te pakken. Zoals Jean-Claude Juncker vanochtend terecht zei in zijn speech: IS is een vijand van de waarden van Europa en IS is een vijand van alles waar Europa voor staat.

In de Raad van 2013 werden vier prioriteiten aangenomen voor zo'n gecoördineerde aanpak: preventie, informatie-uitwisseling, strafrecht en samenwerking met derde landen. Ik vraag me nu af: hoe ver staat het met die aanpak en zijn er al concrete resultaten bereikt?

Środa, 22 października 2014 r.

Een specifieke vraag die ik wil stellen gaat over het *focal point for travellers* van Europol. Het doel hiervan is de uitwisseling en analyse van informatie over verdachte personen die wellicht willen uitreizen. Zijn alle landen inmiddels actief in dit netwerk? Zo niet, bent u van mening dat deelname hieraan verplicht zou moeten worden om te zorgen voor een zo efficiënt mogelijke aanpak? Punt twee: geldt dit systeem ook voor terugkerende jihadstrijders? Kunnen we ook mensen die terugkeren vanuit Syrië en Irak in de gaten houden via een Europees register waaraan alle landen deelnemen?

Ten slotte wil ik graag mijn collega Frank Engel bijvallen: we moeten ISIS bestrijden in Syrië en Irak, maar we moeten ook goed letten op de gronden waarop jongeren radicaliseren in onze eigen lidstaten en de manieren waarop organisaties de ruimte krijgen om reizen naar Syrië en Irak te faciliteren en te organiseren vanuit onze eigen Europese landen. Op deze punten moeten de lidstaten ook hun verantwoordelijkheid nemen en belangrijke stappen zetten.

Deirdre Clune (PPE). - Mr President, the compilation of accurate statistics in relation to the numbers of actual foreign fighters is problematic, due to the secretive nature of those travelling and many of the circuitous routes such individuals take in reaching their destinations; but it is happening and there is no doubt about it. We hear various reports of figures, in their thousands or hundreds, I do not know, but certainly it is happening. The phenomenon of individuals travelling from all over Europe to the fighting has affected the majority of European states and it is one to which Ireland, my own country, gave priority during their recent Presidency of the Union in 2013. In that context, Ireland was successful in gaining the agreement of Member States to carry out a review of the strategy for counteracting radicalisation and recruitment to terrorism.

A primary point of focus in this review was the foreign fighter issue, and a number of initiatives have been developed to combat this phenomenon, including: community relations, which I believe are very important; media campaigns; enhanced tracking of movements; engagement with third countries, notably Turkey; and engagement with internet service providers to curb radical on-line content.

It is widely accepted that this problem cannot be resolved by security-related measures alone and that a key issue in addressing it is a programme of proactive engagement with the communities affected. Meaningful engagement with these communities is an essential part of the process, in order to avoid any sense of profiling or stigmatisation of sectors of the population. The protection of fundamental rights and recognition from the outset that the majority of people wish to go about their daily lives in peace and to play a productive part in society is enshrined within this engagement.

The growth of extremism which we are now witnessing across the region is a cause of considerable concern, which I know is shared by all of us in this room. The blood lust and inhumanity which ISIS is displaying in Syria and Iraq has shocked and appalled all civilised people. The destruction and displacement of the ancient Christian communities of northern Iraq has been harrowing to witness. All of this taken together harks back to a mentality and a culture which we thought had long been consigned to history. It is a frightening new reality for the world and one which we must address head on.

Емил Радев (PPE). - За съжаление в редиците на Ислямска държава има стотици европейци, които отхвърлят европейските ценности и припознават други, екстремистки ценности и норми. За мен това е доказателство, че терористичната организация се е превърнала в идея, едва ли не в мираж. Въпросът е как да развенчаем този мираж. Единият начин е чрез принудителни мерки, за които се говори напоследък, като например ограничаване правото на пътуване на хора, заподозрени в тероризъм. Или чрез ускореното приемане на Директивата за данни на пътници, както призова Съветът. Тези мерки обаче трябва да са съобразени с основните човешки права и защита на личните данни и трябва да има достатъчно гаранции, че няма да бъдат неправомерно използвани.

Гореописаните предложения, обаче, са краткосрочни решения на един много по-дълбок проблем – редица европейци се чувстват изключени от европейското общество и търсят друга възможност за личностна реализация, било то и чрез тероризъм. Искрено вярвам, че в едно толерантно и приобщаващо общество броят на хората, които искат да се присъединят към терористични организации, е значително по-малък. Вярвам също, че насилието може да бъде предотвратено с повече уважение към различните култури.

Środa, 22 października 2014 r.

Броят европейци в редиците на Ислямска държава за мен е доказателство, че за съжаление Европа има да извърви още път преди европейските ценности, заложили в основните договори, да бъдат изцяло приети. Дотогава обаче принудителните мерки могат да се окажат единственият начин за гарантиране европейската сигурност.

Arnaud Danjean (PPE). - Monsieur le Président, en matière d'antiterrorisme, il y a trois écueils de base à éviter. Le premier est l'ignorance – et j'ai entendu beaucoup d'approximations ce soir dans ce débat –, le deuxième est la naïveté – j'ai également entendu beaucoup de propos très naïfs –, et le troisième est la stigmatisation généralisée – dont j'ai entendu aussi certains exemples.

Le phénomène des combattants européens dans les mouvements djihadistes a toujours existé. Il n'est pas nouveau en soi mais il est nouveau de par son ampleur et les moyens qu'il utilise, c'est-à-dire les technologies de communication de masse qui servent à convertir et à radicaliser des éléments fragiles de notre société.

Face à cette menace extrême, terroriste par nature, qui joue sur l'émotivité et le spectaculaire, chaque échelon institutionnel doit prendre ses responsabilités.

Ce n'est pas forcément au niveau collectif de l'Union européenne que se situent les meilleures solutions, il faut bien en être conscient. Les conclusions de juin 2013 sont de bonnes conclusions qui, je crois, contiennent un diagnostic assez juste des mesures qui peuvent et doivent être prises. Toutefois, la mise en œuvre principale de ces mesures incombe aux États membres parce que les piliers en matière de sécurité intérieure – c'est-à-dire le renseignement, la police et la justice –, ce sont les États membres.

Je ne crois pas du tout à l'efficacité d'une mutualisation européenne bureaucratique, hâtive et mal adaptée. L'efficacité passe par une meilleure coopération des justices, des services de renseignement, des polices et non par la mise en place d'une nouvelle superstructure européenne bureaucratique.

À cet égard, je m'interroge, comme de nombreux spécialistes, sur l'utilité de conférer à Europol un rôle pilote dans cette coordination. Je ne crois pas que ce soit la vocation d'Europol et je crois que les services de renseignement nationaux sont bien mieux équipés pour cela.

Un dernier mot sur la responsabilité du Parlement européen. Le Parlement doit être plus actif et plus expert sur ces questions et ne pas se perdre dans des débats théologiques complètement vagues, fumeux et naïfs. Je crois que nous devrions prendre nos responsabilités en adoptant rapidement le PNR parce que c'est un des outils dont nous disposons pour renforcer efficacement la lutte antiterroriste.

(L'orateur accepte de répondre à une question «carton bleu» (article 162, paragraphe 8, du règlement))

Edouard Ferrand (NI), question «carton bleu». – Monsieur Danjean, nous nous connaissons un petit peu. Vous parlez de naïveté, parce que vous voyez plutôt les conséquences, tandis que moi, je vois les causes. Les causes se trouvent dans une vraie naïveté de l'Union européenne et aussi, malheureusement, du gouvernement que vous avez soutenu en France.

Ma question est très simple. Croyez-vous qu'il était intelligent, utile et audacieux de s'en prendre à tous ces pays du Maghreb: la Tunisie, la Libye, l'Égypte et, au Proche-Orient, l'Iraq et la Syrie? En déstabilisant ces gouvernements, vous avez créé les causes de votre problème actuel. Malheureusement, je crois qu'il est trop tard et que vous auriez dû réfléchir avant. Alors, allez-vous continuer à soutenir cette politique américaine qui consiste aujourd'hui à éradiquer justement tous ces États qui maintenaient la stabilité au Proche-Orient?

Arnaud Danjean (PPE), réponse «carton bleu». – Monsieur Ferrand, votre question est hors sujet parce que le débat sur le conflit en Syrie, sur les conflits armés en Iraq, en Syrie et ailleurs, a eu lieu tout à l'heure, mais vous n'étiez pas présent.

En ce moment, nous parlons justement des aspects qu'il faut traiter et des mesures qu'il convient de prendre aujourd'hui. J'ai été très concret dans mon intervention. Or, vous nous faites des dégagements fumeux sur la politique américaine. Ce n'est pas le problème.

Środa, 22 października 2014 r.

Comme je l'ai rappelé dans mon intervention, Monsieur Ferrand, si vous aviez bien écouté, le problème des djihadistes européens existait bien avant la Libye, bien avant la Syrie et bien avant l'Iraq. Cela n'est pas la cause fondamentale de tous les problèmes.

Si vous souhaitez connaître mon avis sur la Libye et sur la déstabilisation des régimes arabes, sachez que je ne souscris pas à toutes les actions qui ont été menées. Je ne souscris pas à tout cela. Je pense qu'un certain nombre de régimes ont été déstabilisés alors qu'ils n'auraient pas dû l'être. Pour autant, faire de ces phénomènes l'unique cause..

(Le Président retire la parole à l'orateur)

Procedura catch-the-eye

Tonino Picula (S&D). - Gospodine predsjedniče, statistike ukazuju doista na alarmantni rast broja boraca porijeklom iz Europske unije koji se bore na bojištima Bliskog istoka. Govorimo o tisućama državljana Europske unije, navodno čak desetini snaga Islamske države. Većina europskih boraca su pripadnici prve ili druge generacije imigranata iz Afrike ili Azije. To obnavlja dileme o uspješnosti politike integracije, ali njihov neuspjeh nikako nije opravdanje za počinjene zločine.

Problem predstavlja odlazak, ali i naravno jednaku opasnost otvara i njihov povratak s bojišta. Želim spomenuti i europske borce koji su često izostavljeni iz statistika. Riječ je o građanima zemalja aspirantica na članstvo u Europskoj uniji i koje graniče s Europskom unijom. To svakako predstavlja prijetnju sigurnosti tih zemalja ili cijele Unije.

Kratkoročno, Unija svakako treba koordinirati nacionalne odgovore na ove sigurnosne prijetnje. Dugoročno, potrebna je razvojna strategija za Bliski istok i sjevernu Afriku. Sama vojna pobjeda nad diktatorima i teroristima nikada nije dovoljna, jer je lakše ukloniti vrh režima ili terorističke organizacije, nego političke, ekonomske i socijalne okolnosti u kojima su se održavali.

Marijana Petir (PPE). - Gospodine predsjedniče, prema navodima jedne studije londonskog sveučilišta, trenutačno je oko 3 000 stranaca iz zapadnih država aktivno u skupini ISIS. Vojno značenje boraca sa zapada u Siriji i Iraku nije toliko presudno, jer ISIS ukupno raspolaže sa više od 10 000 boraca. No, njihov odlazak nas treba brinuti, kao i njihov povratak na europsko tlo i potencijalne terorističke aktivnosti koje su oni u stanju provesti.

Ovdje su spomenute mnogobrojne mjere koje bi trebali poduzeti, ali ih do danas nažalost nismo poduzeli. Prvenstveno ono što je nužno učiniti po mom mišljenju jest prestati trgovati sa šaicima koji financiraju ISIS i tako im omogućuju dotok novca za sve njihove aktivnosti. No, ja bih željela upozoriti da se 10 godina događaju zločini nad kršćanima u Iraku i Siriji, a Ujedinjeni narodi i Europska unija to samo konstatiraju i ne čine ništa.

Dok mi raspravljamo ovdje, kršćanska djeca u Iraku i Siriji plaču i traže pravo na djetinjstvo. Dok mi raspravljamo ovdje, kršćanskim se majkama djeca otimaju iz naručja. Dok mi raspravljamo ovdje pravimo se kao da se ne radi o stvarnim ljudima, kao da se radi o nekom drugom, a ustvari dok smo raspravljali dogodilo se nama i smatram da je vrijeme da s riječi pređemo na djela.

Michela Giuffrida (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'offensiva di ISIS è la più terribile sfida all'Occidente, ai suoi principi, ai suoi valori, a tutto ciò che di positivo ha contribuito a realizzare l'Unione europea. Poco è stato fatto comunque finora in termini concreti, se non agire sul fronte dell'emergenza e sull'onda emotiva ed emozionale rappresentata dalle orribili sentenze di morte eseguite platealmente, usando i mezzi di comunicazione.

Guardiamo alla realtà con un'analisi lucida, si faccia fronte comune, convinto e compatto, per raccogliere la sfida alla nostra sicurezza. Si metta a punto soprattutto una strategia europea che stronchi il fenomeno del crescente arruolamento degli jihadisti europei preoccupante proprio perché sono tra noi e sono pronti a combatterci dal nostro interno, ma soprattutto smettiamo, smettiamo di sovrapporre questa problematica a quella dolorosissima dell'immigrazione, strumentalizzando e colpevolmente generalizzando una tragedia e decine di migliaia di morti, che così noi uccidiamo due volte.

Doru-Claudian Frunzuliță (S&D). - Mr President, we can all see what is going on in northern Syria, especially in the town of Kobane, in eastern Syria, as well as in the north-west of Iraq, where the largest Iraqi governorate, al-Anbar, is under the total control of ISIS. How does ISIS make advances despite the air strikes? We see that, each and every day, European Union countries are counting their European citizens leaving Europe to join ISIS. A terrorist organisation that should not have to be named a state; a terrorist organisation which poses a huge threat to the Middle East's security and stability, to Syria, Iraq and now Lebanon's territorial integrity and, last but not least, to the security of the whole of the European Union.

Środa, 22 października 2014 r.

European countries should take immediate new tough measures to check and control the threatening situation created by European citizens travelling to the areas of conflict in the Middle East to join ISIS and then coming back to Europe with military training, well-trained in terrorist tactics and actions. Cooperation with Turkey has to be increased as well, in order to strengthen its control of the borders with Iraq and Syria, to prevent and stop potential ISIS fighters joining the areas of conflict and to identify European ISIS fighters trying to return to Europe.

We need to see increased cooperation between the Schengen states and Romania and Bulgaria, candidate countries to the Schengen Agreement, in order to take immediate, specific measures to more closely identify and monitor people travelling to Turkey through south-eastern European countries and, of course, suspect people coming back to the European area.

Eduard Kukan (PPE). - Mr President, on the issue of ISIS foreign fighters, I would like to point to the situation in our close neighbourhood, the Western Balkans. Between 200 and 600 fighters from Bosnia, Serbia and Kosovo have travelled to Syria since 2012. It is important to say that the home nations of these fighters are taking this issue seriously. Bosnia has passed a law that throws convicted Islamist recruiters into prison for up to ten years. Kosovo has arrested 55 Islamists and Serbia has charged five jihadists. All these countries are considering strengthening their entire terrorism law. We Member States should speak with one voice on this issue and also closely cooperate with our neighbours. We could work more effectively and get better results.

Ангел Джамбазки (ECR). - Безспорно наличието на хиляди бойци с европейски паспорти в Сирия днес е огромен проблем. Той е проблем преди всичко на западните общества. В основата на този проблем е прекалено дългото търпение, прекалената търпимост, която през годините допускаше хора с радикални възгледи безпрепятствено да извършват проповеди в самото сърце на Европа; която допускаше хора, които не споделят нашите ценности, да ни налагат своите ценности. Време е и е редно като европейски общества, като национални правителства, като Европарламент и като Комисия, да преосмислим тази своя позиция, да изберем дали ще пазим своите граници и своите граждани или ще оставим тези хора да правят с държавите ни каквото си искат. Това, което трябва да се знае, е, че тези хора не се организират сами. Това, което трябва да се знае, е, че Република Турция организира нелегалните бойци в посока към Сирия и обратно – в посока към Европа. Това поведение на Република Турция е изключително вредно и опасно на първо място за България, оттам и за целия Европейски съюз и ние трябва да помислим дали тази държава заслужава да бъде кандидат-член и член на Европейския съюз.

(Fine della procedura catch-the-eye)

Cecilia Malmström, Member of the Commission. - Mr President, we should all admit that we are facing a very complex problem and that there are no easy answers or solutions here. It is also, as has been said, not a new phenomenon.

We have all seen the horrors that are committed in Syria and Iraq by ISIS and other groups. Decapitation, rape and murder of innocent civilians: children, women, men, journalists, health workers. This is terrorism and barbarism. It is clear that it has nothing to do with Islam, and a huge majority of Muslims all over the world are condemning it.

But we do have Europeans travelling to fight with these groups and this is a problem. They commit terrible acts there and they can do us a lot of harm when and if they come home – and by the way there are no indications whatsoever that they come to Europe as asylum seekers. This is false.

We need to create police cooperation, intelligence sharing and in fact we are setting up different platforms where they can share information. From what I hear this is going well, especially amongst the most concerned eight or nine states, but more and more countries in the European Union are concerned about this right now.

It would be helpful to have a PNR and I think a system could be set up that is robust when it comes to data protection but still serves its purpose. We can use SIS and border control measures much more efficiently. They allow for a lot of things to be done today, and Member States should make full use of them.

We also need to cooperate more on the preventive side. Local communities, religious leaders, teachers, civil society can play a very important role at local level to identify young people, young men – and women: increasingly there are also young girls travelling to fight – to identify them and prevent them from going when it is possible. We have more than 1 000 experts from all over Europe connected to the RAN network, the Radicalisation Awareness Network, and they can help Member States with advice, setting up local action plans, setting up exit programmes, and advising on how to put up centres where worried families can call: Where do I call if I am worried that my son or my brother is planning to go away? There have to be structures from this and we can share a lot of information and good practices here.

Środa, 22 października 2014 r.

Of course, integration and social exclusion need to be given further attention here so we can combat exclusion and ensure that European citizens do not feel the need to leave. We also need, of course, to respect human rights and avoid stigmatisation of certain groups.

So we need to act on several fronts, but it would be a severe mistake not to admit that this is a very serious phenomenon.

Benedetto Della Vedova, *Presidente in carica del Consiglio*. - Signor Presidente, onorevoli deputati, pochissime considerazioni conclusive. Innanzitutto per dire al Parlamento che il Consiglio conta sul sostegno del Parlamento nel lavoro volto a evitare che giovani in partenza dall'Europa si uniscano ai gruppi terroristici in Siria e in Iraq, per rassicurarci di poter identificare i combattenti stranieri che intendono attaccare le nostre società e per consegnare alla giustizia chi ha infranto le nostre leggi. Agiamo in tal senso ma allo stesso tempo garantiamo e difendiamo i nostri valori comuni e i diritti fondamentali, la libertà di circolazione e la libertà di espressione che ci sono cari. Stiamo compiendo progressi in diversi settori e speriamo di poter dire presto altrettanto – torno su un punto che avevo sollevato nell'intervento introduttivo – di poter dire altrettanto a proposito dei progressi del fascicolo PNR dell'Unione europea con il sostegno del Parlamento.

Presidente. - La discussione è chiusa.

16. Wspólna operacja policyjna „Mos Maiorum” (debata)

Presidente. - L'ordine del giorno reca la discussione sulla dichiarazione del Consiglio, operazione congiunta di polizia «Mos Maiorum».

Benedetto Della Vedova, *Presidente in carica del Consiglio*. - Signor presidente, onorevoli deputati, ringrazio per l'opportunità che mi si offre di presentare l'iniziativa lanciata dalla Presidenza italiana intesa ad ostacolare i flussi di immigrazione clandestina, uno degli elementi.

Tale operazione congiunta di polizia, nota con il nome di «Mos Maiorum», è in corso dal 13 al 26 ottobre 2014. È l'ultima di una lunga serie di iniziative simili, si tratta in effetti della sesta operazione di questo genere, organizzata da Presidenze successive, a partire dallo svolgimento dell'operazione Hermes, sotto la presidenza belga, nell'ottobre 2010.

Mos Maiorum è stata preparata sulla base degli orientamenti contenuti nella guida delle operazioni congiunte di polizia del 2010. Scopo della guida era attuare il programma di Stoccolma che, come noto, era in parte inteso a migliorare la sicurezza all'interno dell'Unione europea e a combattere il crimine organizzato.

Il principale obiettivo di «Mos Maiorum» è di raccogliere informazioni dagli Stati membri partecipanti e dai paesi associati Schengen al fine di indebolire la capacità della criminalità organizzata di agevolare l'immigrazione clandestina verso l'Unione europea.

«Mos Maiorum» intende individuare il modus operandi utilizzato dalle reti criminali per far entrare illegalmente le loro vittime nel territorio dell'Unione europea nonché identificare il legame tra l'attraversamento illegale delle frontiere esterne dell'Unione europea e la migrazione clandestina all'interno dello spazio Schengen.

Tali obiettivi possono essere meglio conseguiti per mezzo di uno scambio di dati pertinenti a livello di UE e l'introduzione di un modello di condivisione delle informazioni più efficiente e completo.

L'attuazione di questa operazione congiunta non implica, per gli Stati partecipanti, alcun discostamento da un qualsiasi aspetto dell'acquis dell'UE relativamente ai flussi migratori e alle garanzie che esso fornisce alle persone interessate. Allo stesso modo, l'operazione non ha alcun effetto negativo sulla capacità d'accoglienza dell'Italia o di qualsiasi altro Stato partecipante.

Środa, 22 października 2014 r.

Inoltre, le regole di condotta dell'operazione prevedono chiaramente che tutte le attività pertinenti siano svolte nel pieno rispetto della dignità umana e dei diritti umani, con la dovuta attenzione particolare ai gruppi vulnerabili.

Signor presidente, onorevoli deputati, mi auguro che questa breve presentazione abbia contribuito a chiarire il contesto dell'operazione, intesa a smantellare le reti criminali illegali che cercano profitto economico mettendo a rischio le vite di persone innocenti.

Grazie per l'attenzione.

Agustín Díaz de Mera García Consuegra, *en nombre del Grupo PPE*. – Señor Presidente, tal como y recogía el Derecho romano, el «*mos maiorum*» es la costumbre de los ancestros, un símbolo de integridad moral y un conjunto de reglas y preceptos que el ciudadano romano debía respetar.

Europa es, desde sus orígenes, una defensa del Estado de Derecho y así debe seguir siendo. La inmigración debe ser una cuestión de Estado con independencia de ideologías o de gobiernos. La operación «*Mos Maiorum*», coordinada por el Ministerio del Interior italiano y en la que voluntariamente pueden participar todos los Estados miembros y los socios Schengen, debe perseguir unos cuantos objetivos a los cuales ya se ha referido la Presidencia del Consejo, pero fundamentalmente identificar, perseguir y desarticular grupos de crimen organizado; detectar a los inmigrantes irregulares y reunir información relevante para fines de investigación y de inteligencia; dar una imagen clara y actualizada de la situación en relación con las operaciones de tráfico de seres humanos, su *modus operandi*, las principales tendencias y los posibles cambios que puedan sufrir, además de desarrollar medidas conjuntas para lograr un impacto en la inmigración irregular, especialmente en su vertiente de los controles fronterizos y las actividades de vigilancia de fronteras.

A mi juicio, «*Mos Maiorum*» no debe ser entendida ni como una persecución ni como una redada masiva de inmigrantes en situación irregular, sino como una verdadera persecución contra las mafias que trafican con seres humanos.

Hay que producir protocolos y actuaciones aplicables con independencia del momento político y con una continuidad que garantice su éxito. Esta continuidad en la política de control de fronteras podemos verla reflejada en el hecho de que la plantilla que van a utilizar los italianos para informar sobre los resultados operacionales alcanzados es similar, por no decir igual, a la que ya fue utilizada en las operaciones anteriores: la belga, en octubre de 2010; la húngara «*Mitras*», en abril de 2011; la «*Balder*» de Dinamarca, en abril de 2012; «*Aphrodite*» y «*Perkunas*», de Chipre, en octubre de 2013. Todas esas operaciones han estado envueltas, naturalmente, en el respeto a los derechos humanos.

Europa es un territorio en el que debe regir el Estado de Derecho. Debemos preocuparnos por evitar muertes y abusos en nuestras fronteras y, a su vez, facilitar la entrada y la defensa legal de aquellos que necesitan nuestra protección. De ahí la importancia de desarrollar actuaciones conjuntas y transversales a escala europea y de los Estados miembros, así como con países de origen y tránsito. Debemos desarrollar las ambiciosas propuestas contenidas en el paquete de fronteras inteligentes e incluso plantearnos, señor Presidente, definitivamente, la reforma y el refuerzo de las capacidades de Frontex.

Birgit Sippel, *im Namen der S&D-Fraktion*. – Herr Präsident! Schon vor zwei Wochen wurde eine Beschreibung des Polizeieinsatzes „Mos Maiorum“ veröffentlicht. Die Debatte darüber verlief seither sehr kontrovers. Natürlich brauchen wir auf europäischer Ebene polizeiliche Zusammenarbeit, und wir müssen auch Schlepperbanden bekämpfen. Ähnliche Aktionen wie „Mos Maiorum“ gibt es ja, wir haben das gehört, regelmäßig unter den verschiedenen Ratspräsidentschaften, wenn auch unter jeweils anderen Bezeichnungen. Gleichwohl kann es nicht sein, dass polizeiliche Zusammenarbeit unsere einzige Antwort auf die aktuellen Flüchtlingsdramen bleibt – der Eindruck entsteht allerdings wieder einmal. Ich würde mir mehr politischen Ehrgeiz der Mitgliedstaaten wünschen und vor allem ein klares Bekenntnis zu Menschenrechten, zum Asylrecht, anstatt immer einseitig auf Probleme zu verweisen.

Wir müssen beobachten, wie „Mos Maiorum“ in den einzelnen Mitgliedstaaten umgesetzt wird. Denn es darf nicht sein, dass Migranten durch Polizeieinsätze stigmatisiert, kriminalisiert oder gar zusätzlich traumatisiert werden. Erst letzte Woche mussten wir erleben, wie an der spanischen Grenze zu Melilla Polizeikräfte einen Zuwanderer brutal zusammengeschlagen haben. Ob er verstorben ist, konnten wir nicht sicher klären.

Środa, 22 października 2014 r.

Angesichts der aktuellen Herausforderungen müssen wir uns auch erneut der Frage der Verteilung von Asylbewerbern in der EU stellen. Es geht ja bei „Mos Maiorum“ nicht nur um die Bekämpfung von organisierter Kriminalität, es geht auch darum, sogenannte sekundäre Migrationsbewegungen zu erfassen – also konkret um Asylbewerber, die ihren Antrag nicht im Ankunftsstaat stellen, so wie Dublin das eigentlich vorsieht. Gerade mein Heimatland, Deutschland, hat sich ja in letzter Zeit regelmäßig beschwert, andere Mitgliedstaaten nähmen ihre Aufgabe nicht ernst und würden Flüchtlinge mal so eben nach Norden weiterleiten. Wenn wir aber nun im Ergebnis feststellen, dass Dublin III die Staaten an den Außengrenzen überfordert, dann müssen wir auch zu der Erkenntnis kommen, dass Dublin keine angemessene Antwort auf die Herausforderungen ist.

Wir müssen schutzbedürftige Personen gerecht in Europa verteilen. Dafür brauchen wir einen Verteilungsschlüssel, etwa auf Grundlage von Größe und Wirtschaftskraft eines Mitgliedstaates, um dann zu klären, wie viele Asylbewerber jeder Staat aufnimmt. Doch mittel- und langfristig müssen wir auch andere Antworten finden. Wir brauchen sichere Wege nach Europa, denn die, die angeblich illegal sind, sind ja nur illegal, weil es für Flüchtlinge kaum legale Möglichkeiten gibt, um überhaupt europäische Grenzen, europäische Staaten zu erreichen. Wir brauchen sicher auch andere legale Zuwanderungsmöglichkeiten für die, die nicht verfolgt sind, aber bei uns arbeiten möchten.

Wir müssen schlussendlich endlich auch ernsthaft überprüfen, welchen Einfluss etwa Handels-, Energie- und Entwicklungspolitik von EU und Mitgliedstaaten auf Drittstaaten haben und inwieweit wir selbst damit auch mit verantwortlich sind für die Ursachen von Migration.

Timothy Kirkhope, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, safe and secure borders are essential for Europe, but undocumented migrants are subject to exploitation, particularly those that are vulnerable and those that are children. Irregular migration fuels human trafficking, modern slavery and child exploitation. This is certainly not the first operation of its kind, but I must highlight that it is almost impossible to have a coherent European approach to immigration – or at the very least good cooperation between our institutions – without communicating with us and without having the respect to at least inform us what is happening. I have read justifications for the secrecy surrounding this operation; many of them sound logical enough, but we are in an elected assembly with co-decision powers and a role in the appointment of the directors and allocation of the budgets of European agencies. When operations are undertaken in a way which is secret from this Parliament, then the obvious conclusion is that something is wrong. The most essential element of any immigration policy is trust by the people of Europe.

I believe in a fair but firm immigration system, but I also believe in one which follows the rules, where correct rights are applied and procedures are followed.

I would therefore like to ask the Commission and the Council if this is the case in this matter. Such operations should not be interpreted as intimidating to those who genuinely seek asylum and, most of all, the safety and welfare of any child must be at the forefront of our minds in such operations.

VORSITZ: ULRIKE LUNACEK

Vizepräsidentin

(Die Aussprache wird unterbrochen.) Schriftliche Erklärungen (Artikel 162 GO)

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – A caça ao imigrante efetuada pela Operação *Mos Maiorum*, entre os dias 13 e 26 de Outubro, envolvendo cerca de 20 000 polícias é a clara resposta de perseguição, violação de direitos e de discriminação a que a União Europeia nos tem habituado, quando se trata de imigrantes *não-desejados*. Insiste-se no escandaloso reforço da política securitária e criminalizadora da *imigração ilegal* da UE, a qual trata estas pessoas de forma totalmente desumanizada, quando o que seria necessário era o desenvolvimento de políticas sociais e justas de acolhimento e integração social, bem como o fim da ingerência e do acicatar de conflitos, dos quais a UE é responsável, em muitos dos países de origem destes imigrantes. Irónico é que tenho sido esta a instituição que ganhou o Prémio Nobel da Paz.

Środa, 22 października 2014 r.

17. Skład komisji i delegacji: Patrz protokół

18. Wspólna operacja policyjna „Mos Maiorum” (ciąg dalszy debat)

Die Präsidentin. - Wir setzen nun unsere Aussprache über die Erklärung des Rates zum Thema Gemeinsamer Polizeieinsatz „Mos Maiorum“ (2014/2902(RSP)) fort.

Cecilia Wikström, för ALDE-gruppen. – Fru talman! Ministerrådet har nu låtit meddela att syftet med Mos Maiorum är att kartlägga irreguljära migranter, alltså papperslösa personer som befinner sig i EU, och man säger sig på detta vis vilja komma åt de kriminella nätverk som ägnar sig åt människosmuggling och tar hutlösa summor för en plats i en fullpackad, sjöoduglig båt som far över Medelhavet från Nordafrika till Europa.

Det här låter ju väldigt vällovt, och självklart ska de här kriminella nätverken stoppas! Men att jaga papperslösa människor är att angripa problemet i helt fel ände. Resultatet blir att det är den papperslösa flyktingen, eller migranten som söker jobb, snarare än de kriminella nätverken som råkar illa ut. Helt enkelt därför att de kriminella nätverken och människosmugglarna finns och verkar i Mellanöstern och Nordafrika, och därmed är de utanför operationsfältet och räckvidden för Mos Maiorum.

För många människor så är det, precis som kollegan Sippel har sagt, att människosmugglarna är den enda desperata möjligheten för människor att komma till Europa, därför att det inte finns några lagliga sätt. I stället för att satsa på massiva utvisningar av papperslösa måste vi nu göra mer för att förstärka de lagliga sätten att komma till EU, som arbetskraftsinvandrare, student, forskare, eller arbetare. Vi måste också ta vårt asylansvar på allvar.

Om man eliminerar människosmugglarnas affärsidé och istället skapar lagliga och säkra vägar, då kommer vi att lyckas. Men då behöver vi harmonisera regler och förenkla reglerna så att vi kan välkomna utomeuropeiska arbetare på ett värdigt sätt. När det gäller Mos Maiorum kräver jag demokratisk insyn, och kräver att vi kan kontrollera att grundläggande rättigheter blir respekterade. Det finns mycket att säga, men den här operationen bör avslutas.

Malin Björk, för GUE/NGL-gruppen. – Fru talman! Mos Maiorum är en skamfläck! Att lägga resurserna på att jaga papperslösa när vi står inför en flyktingkatastrof och 3 000 människor har omkommit på Medelhavet – en av de farligaste flyktvägarna på väg till Europa.

Smugglingsnätverk och organiserad brottslighet kartläggs mycket effektivare på andra sätt. Det finns redan ett utvecklat samarbete för detta. Mos Maiorum är en felaktig prioritering, och det visar att vi har ett grundläggande problem. Problemet är rasism, främlingsfientlighet och nationalism. Vi vet alla som sitter här att jakten på papperslösa sker på grundval av utseende och hudfärg i vår kollektivtrafik, på tåg, tunnelbanor och spårvagnar. Genom att göra på detta vis förstärker vi ytterligare rasism och intolerans. Vi skapar ett vi och dom. Det är inte acceptabelt.

Våra väljare vill leva i ett Europa som står upp för mänskliga rättigheter, och erbjuder skydd åt människor som söker det. Våra väljare ser med beundran på Italiens Mare Nostrum, den stora insats som Italien alldeles självt tagit initiativ till för att rädda liv i Medelhavet. Vi ser också med skam på att inga andra medlemsstater bidrar så som de borde göra.

Jag tror att befolkningen i Europa inte vill ha en jakt på papperslösa. Befolkningen i Europa vill ha ett Mare Nostrum plus, och nu räcker inte ord längre. Vi måste gå från ord till handling. Vi ska ha lagliga vägar att ta sig in till Europa. Vi ska stötta Italiens livräddningsinsats Mare Nostrum så att den inte läggs ned i vinter, och vi ska avskaffa Dublinförordningen.

Ska Keller, im Namen der Verts/ALE-Fraktion. – Frau Präsidentin! Überall werden gerade in Europa Menschen, die irgendwie anders aussehen, kontrolliert und diskriminiert. Sie werden kontrolliert, weil die Mitgliedstaaten irreguläre Menschen und Kriminelle fangen wollen. Aber die Leute, die sie dann tatsächlich festhalten, das sind ganz oft Menschen, die auf internationalen Schutz angewiesen sind. Wirklich gefährliche Leute, Kriminelle, organisierte Kriminelle finden sie so sicherlich nicht. Wenn sie wirklich etwas machen wollen gegen organisierte Kriminalität, dann sollten sie vielleicht ihre beschränkten Ressourcen effizienter einsetzen und nicht in einer solchen Massenaktion, die dazu noch nur sehr schwer mit dem Schengen-Kodex vereinbar ist.

Środa, 22 października 2014 r.

Die Menschen werden durch „Mos Maiorum“ diskriminiert, denn die Polizei greift sich Leute heraus, die nach irgendeiner Definition anders aussehen. Dieses ethnische *Profiling* wurde bereits durch verschiedene Gerichtsurteile massiv in Frage gestellt. Jetzt hat auch der UNHCR noch einmal dem ethnischen *Profiling* die rote Karte gezeigt.

Wie wollen Sie als Präsidentschaft, als Mitgliedstaaten, denn sicherstellen, dass das Prinzip der Nichtdiskriminierung auch hier eingehalten wird? Wie wollen Sie die Einhaltung der Menschenrechte sicherstellen? Und wie wollen Sie – das wurde auch schon angesprochen – sicherstellen, dass das Parlament auch in Zukunft einmal informiert wird? Dass wir nicht auf *leaks* angewiesen sind, sondern dass Sie von sich aus herkommen, ohne dass wir Sie bitten müssen, und sagen: Da haben wir etwas vor, was sagen Sie dazu? Das würde ich mir erhoffen von einer Ratspräsidentschaft.

„Mos Maiorum“ hat nicht nur einen Namen aus längst vergangenen Tagen, einen Namen, der überhaupt nicht auf solche Aktionen passt, der überhaupt nicht in die gegenwärtige Situation und Zeit passt, sondern „Mos Maiorum“ hängt auch einer völlig veralteten Ideologie an. Darauf kann Europa sehr gut verzichten!

Laura Ferrara, a nome del gruppo EFDD. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'approccio poliziesco dell'operazione «Mos Maiorum» ai problemi dell'immigrazione, basato solo sull'aspetto della lotta alla criminalità che sfrutta il traffico di essere umani, svincolato da interventi concreti nei paesi di origine e di transito, non arresterà la fuga, anche a costo della vita, da conflitti, persecuzioni e miseria dei paesi a ridosso dell'Unione europea.

Il fenomeno migratorio irregolare verso l'Europa viene alimentato anche dall'assenza di canali d'ingresso legali e dal regolamento di Dublino, che impone oneri troppo pesanti nei confronti dei paesi che più di altri sono soggetti all'emergenza migrazione. Il sistema di Dublino induce i richiedenti asilo ad affidarsi a reti illegali per raggiungere le mete europee desiderate, anche quando avrebbero i requisiti per ottenere protezione internazionale in un qualsiasi Stato membro, dal momento che non possono scegliere lo Stato dove presentare domanda di protezione internazionale. Sfruttamento quasi semicoloniale e industrie di guerra che contribuiscono direttamente o indirettamente a conflitti e miserie, fanno il resto.

Gli Stati di confine e di ingresso in Europa, come l'Italia o la Grecia, si ritrovano a fronteggiare un'emergenza strutturale che richiede un enorme dispendio di risorse e che, ribadiamo, non può essere arginata con un'eccezionale operazione di polizia come «Mos Maiorum».

Si tratta di un'operazione, peraltro, che rischia di alimentare involontariamente il *business* dei centri di accoglienza e detenzione di immigrati, sempre più al centro di interessi della criminalità organizzata e di affaristi senza scrupoli. Si tratta, voglio sottolinearlo, di un *business* su cui occorre tenere alta l'attenzione, anche perché si alimenta sulla pelle di esseri umani, i migranti, che spesso rischiano di rimanere vittime di violazioni dei loro diritti fondamentali.

In definitiva «Mos Maiorum», a nostro avviso, rischia di essere una mera operazione mediatica, fatta di numeri e statistiche da dare in pasto all'opinione pubblica, che non aiuterà a risolvere i problemi dell'immigrazione irregolare e i cui costi graveranno, ancora una volta, sui contribuenti degli Stati membri.

Chiedo, dunque, se davvero il Consiglio crede che con un'operazione di identificazione e di schedatura si possa contribuire alla lotta del traffico degli esseri umani? E se, con onestà intellettuale, non sarebbe più conveniente prevedere soluzioni ex ante, rivisitando il regolamento di Dublino, colmando il vulnus normativo e prevedendo canali legali di accesso all'Unione europea?

Mario Borghesio (NI). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, perché la Presidenza italiana propone questo programma? È molto semplice, perché gli altri paesi si sono allarmati. Perché la conseguenza di Mare Nostrum, che ha aperto le porte a 140.000 persone, di cui almeno la metà non sono state tracciate, ha riempito l'Europa di nuovi clandestini. L'Europa è preoccupata.

Giusto identificare chi è entrato illegalmente in Europa, ma qui non vengono indicati nel programma di «Mos Maiorum» specificatamente né i modi né i mezzi, e quindi come avverrà questa azione? Molto difficile, molto problematica. Direi che è pura propaganda. È grottesco che l'Unione europea dopo aver aperto le porte a chiunque, all'immigrazione di massa, ora ci presenti un programma di controllo di polizia quando i clandestini sono entrati a centinaia di migliaia. Perché questo non lo andiamo a dire ai cittadini: che attraverso Mare Nostrum almeno 70.000 dei 140.000 entrati nell'ultimo anno non sono stati tracciati. Non sappiamo chi sono, da dove arrivano, quali sono i loro precedenti penali e anche le condizioni igieniche e sanitarie, in piena tragedia di Ebola, che dovrebbe preoccuparci anche per le condizioni di coloro che sono entrati, anche degli stessi clandestini.

Środa, 22 października 2014 r.

L'Italia quindi propone un programma di 10 giorni quando tutti i giorni entrano ed escono e non sappiamo chi siano. L'Italia accoglie migliaia di clandestini tutti i giorni, ma non è riuscita a tracciare quelli che sono sbarcati e vengono accolti dalle navi della marina militare italiana e vengono accolti negli alberghi a tre stelle, salvo magari rifiutare l'accoglienza. È pura propaganda ed è molto grave specialmente con la crisi e l'allarme di Ebola.

Monika Hohlmeier (PPE). - Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich möchte an den Anfang stellen, dass ich mich von Herrn Borghezio im Namen vieler hier in diesem Hause sehr deutlich distanzieren möchte. Das Recht auf Asyl ist ein Recht, das wir parteiübergreifend teilen, und „Mos Maiorum“ hat zunächst einmal nichts mit einem Angriff auf das Asylrecht zu tun. Und Ebola und Flüchtlinge in einen Mund zu nehmen, halte ich schlicht für eine Unverschämtheit.

(Beifall)

Ich bin darüber so empört, dass ich meiner Wut ein Stück weit Luft lassen muss. Man kann hier zu sachlichen Themen politisch unterschiedliche Meinungen austragen, aber das ist schlichtweg echter Rassismus, und zwar in Reinnatur. Den wollen wir hier in diesem Parlament nicht hören und auch nicht sehen.

Ich halte solche Maßnahmen wie „Mos Maiorum“ für notwendig. Ich halte es aber auch wie Timothy Kirkhope für notwendig, dass es besser gewesen wäre, uns präzise zu informieren, weil dann nämlich auch viele Missverständnisse nicht entstanden wären, die jetzt in der öffentlichen Debatte auftreten. Ich weiß, dass es Grenzschutzbehörden und auch Polizeibehörden außerordentlich schwierig haben, ihrem Auftrag im Kampf gegen organisiertes Verbrechen nachzukommen, nachdem die Menschenhändler sehr viele finanzielle Mittel und exzellente Logistik haben und auch vor keinem Verbrechen zurückschrecken, um über den Handel mit Menschen für sich selbst finanzielle und auch kriminelle Vorteile zu erlangen. Aus diesem Grund sind solche Maßnahmen notwendig, auch wenn uns lieber wäre, wenn wir sie nicht durchführen müssten.

Ich würde mich aber auch genauso darüber freuen, wenn wir uns im Zuge dessen, dass wir Flüchtlingsströme besser steuern wollen und sie nicht an die organisierte Kriminalität übergeben wollen, möglichst rasch miteinander darüber einig würden, welche Möglichkeiten der verbesserten Steuerung auch auf legalem Wege wir haben, um potenziell neben dem vehementen Kampf gegen das organisierte Verbrechen, den ich, wie gesagt, zu 100 % unterstütze, ihm auch dadurch sozusagen Substanz wegzunehmen, indem wir legale Wege per *resettlement* und durch andere Methoden verstärken.

(Die Rednerin ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Cornelia Ernst (GUE/NGL), Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“. – Frau Hohlmeier, Sie haben gesagt, dass diese Polizeiaktion notwendig sei. Meine Frage ist: Glauben Sie, dass damit tatsächlich der Migrationsproblematik abgeholfen werden kann? Und glauben Sie, dass es angebracht ist, eine solche Maßnahme jetzt durchzuführen, während auf der anderen Seite Menschen tatsächlich an den EU-Außengrenzen sterben und eigentlich Rettungs- und Suchaktionen notwendig wären?

Monika Hohlmeier (PPE), Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“. – Erstens: „Mos Maiorum“ ist nicht zur Lösung der Migrationsproblematik geschaffen worden, sondern zur Bekämpfung von organisierter Kriminalität. Das sind zwei völlig verschiedene Dinge. Niemand will mit „Mos Maiorum“ das Asylrecht oder irgendeine Migrationsfrage lösen, denn man kann sie damit nicht lösen. Das ist nicht die entsprechende Operation.

Als Zweites: Frontex hat auch den Auftrag, im Besonderen Menschen zu retten. Wir haben das gemeinsam beschlossen. Bedauerlicherweise geraten wir aber ein Stück weit in ein Dilemma, denn die Verbrecher versuchen, das auszunutzen. Das heißt, unser guter Wille wird zum Teil auch ausgenutzt. Ich will Verbrecher jagen und Menschen retten. Das verbindet uns vielleicht miteinander.

Środa, 22 października 2014 r.

Kashetu Kyenge (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, non posso non iniziare il mio intervento cercando di far capire secondo me, a mio avviso, quanto sia grave che in quest'Aula si possono sentire parole così populiste pronunciate dal deputato Borghezio, circa associazioni sbagliate e secondo me discorsi come questo all'interno di questo Parlamento non devono esistere, perché sono discorsi che accentuano quello che sono le discriminazioni, quello che è il razzismo e aumentano la paura all'interno della popolazione creando false associazioni. Quindi mi dissocio e chiedo che parole come queste non siano mai pronunciate qua dentro, perché quest'Aula è un'Aula di democrazia.

Signor Presidente, onorevoli colleghi, nel corso di questa discussione sono emerse anche in maniera molto eloquente le finalità di «Mos Maiorum», l'indebolimento della capacità organizzativa del crimine organizzato e nel favoreggiamento dell'immigrazione illegale. Ecco una prassi consolidata come abbiamo appena sentito, nel tentativo di monitorare, raccogliere, analizzare informazione sui movimenti migratori con il fine ultimo della lotta ai trafficanti.

Non voglio soffermarmi molto su questo, però vorrei sottolineare piuttosto quello che sono le mie preoccupazioni sul motivo stesso che spinge l'Unione a dotarsi di misure come «Mos Maiorum», un dispiegamento di 18.000 agenti delle forze dell'ordine, una gigantesca operazione di polizia volta a fermare, controllare, – insisto – e a identificare il maggior numero di emigranti presente nel territorio europeo. Ma c'è davvero bisogno di un dispiegamento così per una lotta ai trafficanti che avviene una volta ogni tanto «ogni tantum».

Il rischio che queste operazioni siano condotte da una presunzione di colpevolezza o dalla pericolosità dei migranti sono elevate, così come elevati sono i rischi di indebolire il principio fondamentale della libera circolazione delle persone all'interno dell'area dei paesi Schengen. Le frontiere esterne dell'Unione europea sono responsabilità di tutti i suoi Stati membri, in applicazione del principio di solidarietà e la tutela di coloro che qui richiedono asilo sulla base di valori da noi condivisi non può essere materia di singoli governi. Valuteremo e chiedo di valutare con attenzione i risultati di questa operazione e a tal proposito invito il Consiglio a presentarli e condividerli con questo Parlamento.

Dall'operazione «Mos Maiorum» deve scaturire una nuova riflessione su nuove politiche che non si limitano a fronteggiare l'emergenza dei flussi, ma che devono portare a un'unica politica di solidarietà, accoglienza e integrazione.

Helga Stevens (ECR). - Geachte heer, minister Della Vedova, zoals voorgaande operaties is Mos Maiorum meer dan een gewone grenscontrole. Het hoofddoel bestaat erin de illegale mensensmokkelaars of toch mensensmokkel goed te traceren en zo de georganiseerde misdaad in kaart te brengen. Dat kan ik goed begrijpen. Kennis over de feiten geeft de mogelijkheid om adequater te reageren.

Maar ik blijf vooral zitten met vragen over de wettelijke basis voor en de praktische uitvoering van deze operatie. Frontex zal maar een marginale rol spelen en dit Parlement krijgt geen informatie over wat er zal gebeuren met eventueel opgepakte personen. Komen er collectieve uitzettingen? Evenmin is het duidelijk of er een link is met de Europese plannen inzake 'slimme grenzen' waarin Frontex wel een belangrijke rol zal spelen. Het verbaast mij overigens dat het toezicht op en de detectie van migrantenstromen niet systematischer worden opgevolgd, maar blijkbaar op basis van ad hoc-operaties zoals deze tot stand komen.

Kortom ik zou graag willen horen hoe deze operatie te verzoenen valt met een coherent en efficiënt migratiebeleid op EU-niveau. Ik dank de Raad voor de antwoorden.

Barbara Spinelli (GUE/NGL). - Non mi ha convinto ministro Della Vedova, non mi convince la parola assurda «Mos Maiorum». L'operazione è stata proposta dalla Presidenza italiana ai partner europei il 10 luglio in un Consiglio dei ministri dell'interno, scopo dell'operazione debellare il traffico di emigranti. Il risultato, se abbiamo un po' di fantasia, è che i fuggitivi vengono più che mai spinti nella dipendenza da reti malavitose.

Środa, 22 października 2014 r.

Quando i migranti vengono identificati, profilati, non so come non parlare di retate. Abbiamo appreso nel frattempo che le forze dell'ordine italiane vengono incaricate, nell'ambito di operazioni simili, di identificare i migranti senza documenti con la violenza. Circolari note informative di cui siamo in possesso, del ministero degli Interni, ordinano alla polizia italiana di procedere cito: «all'acquisizione di foto e di impronte digitali anche con l'uso della forza se necessario». «Mos Maiorum» si iscrive dunque in una violenza ormai sistemica di cui chiedo conto al Consiglio e alla Presidenza italiana.

Bodil Ceballos (Verts/ALE). - Fru talman! Jag vill ställa en fråga till rådets representant här, om Mos Maiorum inte är att börja i fel ände. För att om det nu är så att projektet, åtminstone enligt den svenska polisen, inte syftar till att jaga de papperslösa, utan syftar till att hitta och bekämpa människosmugglarna, så undrar jag om vi inte egentligen borde tala om varför människosmugglarna finns. Jag är övertygad om att de finns därför vi har skapat dem genom att stänga våra gränser.

Våra stängda gränser göder den industri som människosmugglarna faktiskt är. De som drabbas är de människor som av olika skäl har tvingats ge sig av från sina hem. Det kan vara på grund av krig, förtryck, fattigdom, konflikter med mera. Den stora majoriteten av dem som kommer hit gör det inte för att de vill, utan de gör det för att de måste.

Enda sättet att slippa de här människosmugglarna är att öppna gränserna. Vi måste ha lagliga vägar, både för dem som flyr krig och för dem som flyr fattigdom. Mos Maiorum är ett ovärdigt sätt att angripa det problemet.

Anna Maria Corazza Bildt (PPE), Domanda «cartellino blu». – Collega Spinelli, lei ha fatto una cosa molto molto grave alla Presidenza italiana. Allora se lei ha le prove che il governo italiano dà istruzioni di usare la violenza contro i migranti, usi le vie legali per farlo, perché questo sarebbe gravissimo per la democrazia in Italia. Se non le ha, la prego di non usare politicamente il destino disperato dei migranti che sono privi di documenti in Europa. Grazie

Barbara Spinelli (GUE/NGL), Risposta a una domanda «cartellino blu». – La ringrazio perché mi dà l'occasione di specificare che ho documenti in mano e che voglio chiedere alla Commissione se non sia il caso di attivare procedure d'infrazione contro operazioni di questo genere e per l'occasione fornirò i documenti di cui ho parlato.

Gerard Batten (EFDD). - Madam President, this initiative's purported objectives are to apprehend illegal migrants, gather intelligence and combat the organised crime gangs that trade in people. That is all very well, but migrants stream in from Africa, the Middle East and beyond for a variety of reasons: poverty, oppression and most lately the result of some Islamic countries descending into a form of fundamentalist barbarism. These varied causes need a concerted and coherent foreign policy response by the countries of NATO and the West if we are to do anything to alleviate them.

One of the main reasons that migrants flood to Europe from all corners of the world is the EU's open borders policy, because once in one European country it is easy for them to make their way to their European country of choice, and in many cases the migrants' country of choice is the United Kingdom. We only have to look at the chaos and anarchy in Calais where thousands of illegal immigrants daily fight to gain entry to Britain after having travelled across Europe to do so.

We need genuine cooperation among nation states to address the root causes of mass migration and to police our borders, but while we still have an open borders policy in Europe these efforts will be in vain. Britain's priority should be to regain control of our borders by leaving the European Union.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), question «carton bleu». – Monsieur Batten, je suis française et je connais très bien la situation à Calais. Je pense qu'il ne sert à rien de balancer des chiffres ou des semblants de chiffres. Savez-vous combien il y a de personnes à Calais? Savez-vous qui sont ces milliers de personnes que vous soupçonnez?

Środa, 22 października 2014 r.

Je voudrais une réponse précise, parce que quand on balance des chiffres dans l'hémicycle, on ne peut pas se permettre de dire tout et n'importe quoi. Cela alimente les haines et les peurs, de même que l'islamisme que vous condamnez, comme nous tous.

Gerard Batten (EFDD), *blue-card answer*. – I am sorry, on the news bulletins for the last few years we have seen hordes and hordes of people in Calais trying to get through to Britain by hiding themselves in vans, in lorries, in anything that they can get into, so there are literally thousands, tens of thousands, of people that have come by that route and are still trying to do so. Also, I do not understand why you would not want me to condemn a form of Islamic fundamentalism which is butchering people and persecuting people of all religions and driving them out of the Middle East.

Are you in favour of that? I certainly am not and I do not know any civilised person who would be.

Vicky Maeijer (NI). - Voorzitter, vanwege het failliete immigratiebeleid van de Europese Unie weet nu eigenlijk niemand precies hoeveel illegale immigranten zich in de Europese Unie bevinden. De schattingen lopen uiteen van 150 000 tot 450 000 mensen.

De Europese Unie is hier zélf verantwoordelijk voor. De Europese Unie faciliteert mensensmokkelaars en daarmee levensgevaarlijke overtochten in gammele bootjes doordat Frontex niet fungeert als grensbewaking maar als pendeldienst. Immigranten worden van zee gepikt en op Europese bodem gebracht in plaats van terug naar het land van herkomst. Eenmaal op Europees grondgebied verdwijnen ze, om vervolgens kilometers verderop binnen het Schengengebied, bijvoorbeeld in Nederland, weer op te duiken en asiel aan te vragen.

De operatie Mos Maiorum is dan ook dweilen met de kraan open. Deze operatie toont des te meer het falen van dit beleid aan en de noodzaak om de bevoegdheid over asiel en immigratie weer terug te brengen bij de lidstaten. Dit is de enige manier waarop er echt iets gedaan kan worden om deze constante immigratiestroom onder controle te krijgen. Geef de lidstaten hun bevoegdheid over eigen grenzen weer terug en zet in op opvang in de regio.

Anna Maria Corazza Bildt (PPE). - Madam President, the aim of the joint police operation is to fight criminals, smugglers and traffickers. It is not to fight migrants. We are facing very sophisticated, natural organised crime that exploits migrants and brings them to Europe under inhumane conditions.

Therefore, I support cross-border cooperation of our security forces to combat the slave trade of our time. Why? Because it operates across borders. We cannot on the one hand be outraged that people are dying in the Mediterranean and on the other hand criticise Europe when we start operations to fight the traffickers.

Of course border police need to check the borders, the external borders of the European Union, and of course we need to interview the migrants too, because they might have relevant information to combat the perpetrators, to identify them – the roots, the methods, how they are paid.

What is important for me is that these police operations are conducted in full respect of fundamental rights and in accordance with EU and international law. Migrants should not be pushed back, in accordance with the principle of non-refoulement. They should be given the possibility of applying for asylum if they think they need international protection. Children especially should be interviewed by someone trained in children's rights, without a uniform and in a language that they can understand.

Police need to share information with each other, because otherwise they will not be able to be effective in combating international crimes. But they should fully respect data protection rules.

Any act of discrimination based on nationality or ethnicity is in violation of European values and laws and it should be treated as such by the Member States. But we cannot put everything in the same box. This is not about migration policy. We have a dramatic humanitarian situation. We need to implement the Asylum Package, we need to have sharing of responsibility among the Member States, we need to create more legal ways to the European Union. But this goes hand in hand with combating organised crime.

Środa, 22 października 2014 r.

I also think, as my colleague Mr Kirkhope and others have said, that full transparency is necessary in this operation, and democratic control. I really do hope that the Italian Presidency will be able to tell us more. I welcome the fact that they have already announced that they will announce the results of this operation in December.

Elly Schlein (S&D). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, sull'operazione «Mos Maiorum» sappiamo poco o nulla. Quello che sappiamo però è piuttosto preoccupante, a partire dal nome, «Mos Maiorum», che rievoca l'idea della superiorità, della *virtus* romana da apporre a chi viene da fuori, alle razze considerate inferiori.

Appena abbiamo appreso dell'operazione, con alcuni colleghi abbiamo proposto un'interrogazione al Consiglio per chiedere chiarezza: chiarezza sugli obiettivi e sulle modalità di svolgimento di questa operazione che pare coinvolgerà circa 18.000 poliziotti. Non è chiaro, è questo le chiedo di riferire al Parlamento, quale sarà il coinvolgimento di Frontex su cui è stata fatta confusione. Non è chiaro che fine faranno le persone identificate e interrogate appena dopo. Non è chiaro quali garanzie vi sono sul rispetto dei loro diritti fondamentali, compreso quello a richiedere l'asilo. È un'operazione che pare figlia della consueta logica securitaria che in questi anni non solo non ha portato ad alcun risultato, ma ha peggiorato la situazione, spesso risolvendosi in aperte violazioni dei diritti umani e del divieto di respingimenti collettivi sanciti dalla Carta dei diritti fondamentali dell'Unione e da altre convenzioni.

Una logica che tende a criminalizzare le vittime anziché colpire i carnefici. Non bisogna dimenticare che ormai la maggioranza delle persone in viaggio verso l'Europa sta scappando da teatri di guerra, da torture, da discriminazioni di ogni sorta e che è il diritto internazionale a stabilire un nostro dovere giuridico, non bastasse quello morale, di offrire protezione internazionale.

In Europa con «Mos Maiorum» abbiamo in comune operazioni di polizia poco chiare, in Europa abbiamo in comune un cimitero: a questo ormai si è ridotto il nostro Mar Mediterraneo, che è un mare europeo. Ma quanto dovremo aspettare per avere in comune una vera politica dell'asilo europea? E per vedere l'Europa concentrarsi non solo nel contrastare l'immigrazione illegale, come ha fatto sinora, ma anche per creare le vie d'accesso legali?

C'è un solo modo per contrastare i trafficanti e la criminalità organizzata, non certo rastrellare migranti in Europa e non certo arretrare la linea di intervento come succederà con Triton da 172 miglia a sole 30 miglia dalle acque territoriali italiane, se si rinuncerà a Mare Nostrum. L'unico modo per contrastare i trafficanti è evitare che finiscano nelle loro mani i migranti, anticipando il nostro intervento, ad esempio aprendo canali umanitari per l'arrivo legale e protetto dai rifugiati o almeno porti sicuri in cui chiedere l'asilo nei paesi di transito con il coinvolgimento delle organizzazioni internazionali. E se davvero vogliamo affrontare il problema alla radice, l'Europa dovrebbe farsi carico di una lotta spietata alle disegualianze su scala globale, in un mondo in cui il 70% delle risorse sta nelle mani del 30% della popolazione e noi siamo parte di quel 30%, mi domando come ci si possa stupire dei flussi migratori.

Anders Primdahl Vistisen (ECR). - Fru formand! Jeg er bange for, at den operation, vi nu har diskuteret efterhånden et stykke tid her i plenarsalen, kun er ren nyttesløs symptombehandling. Vi kan allerede nu se, at flyers bliver delt rundt i disse illegale migrantmiljøer, hvor man advarer mod operationen. Og det er jo helt forståeligt, for det virker mest af alt, som om operationen er tilrettelagt som medlemsstaternes lidt forkvaklede forsøg på at dæmme op for den udfordring, som illegal migration har skabt i Europa. Det man jo i virkeligheden burde have gjort, det var at have en effektiv grænsekontrol, en ordnet migrationspolitik, en flygtningepolitik, der tog hånd om at hjælpe flest muligt for de tilstedeværende ressourcer, altså hjælpe folk i nærområderne, men nu tyr man altså til dette, fordi man ikke har andre værktøjer tilbage i værktøjskassen. For mig at se er den bedste måde og den mest effektive måde, at man i stedet for sådan en politiklapjagt får genindført de nationale grænsekontroller, indtil den eksterne grænsekontrol måske en dag kommer til at virke, og det skal være den opfordring, der kommer fra mig til Parlamentet her i dag.

Cornelia Ernst (GUE/NGL). - Frau Präsidentin! „Mos Maiorum“, die Sitte der Ahnen, mag im alten Rom wenigstens einen machtpolitischen Sinn gehabt haben. Der staatstreue Cato sah die Stabilität des Riesenreiches darin gesichert, römische Rechtsnormen und einseitige Treue zur Pflicht zu machen. Mit dieser fragwürdigen Sitte der Ahnen fuhr man eine Weile gut, bis der Laden auseinanderflog und Rom zerbrach.

Środa, 22 października 2014 r.

Wenn sich nun die rüde Polizeiaktion in 25 Mitgliedstaaten „Mos Maiorum“ nennt, ist das ein schlechtes Vorbild und obendrein eine falsche Analogie, weil zu „Mos Maiorum“ im alten Rom auch das Prinzip der Gerechtigkeit gehörte. Mit Gerechtigkeit hat diese Polizeiaktion gar nichts zu tun. Diese von blindem Rassismus und Menschenverachtung getriebene Aktion steht im Geruch ganz anderer Begriffe wie reinhalten, säubern, entfernen, wegschieben, abschieben.

Flüchtlinge gelten den Regierenden als Bedrohung, als störend, unsicher, lästig, teuer, schädlich. Das ist der Geist. Den verlogenen Gesten des Bedauerns über die toten Flüchtlinge im Mittelmeer folgt nun eben nicht Gerechtigkeit, indem sich die 25 Mitgliedstaaten zusammentun, um Menschenleben zu retten, sondern die Reinigungsorgie von „Mos Maiorum“.

In Anlehnung an Cato – das sei mir gestattet – schließe ich, dass ich im Übrigen der Meinung bin, dass solche Sitten der Ahnen zerstört werden müssen.

Karima Delli (Verts/ALE). - Madame la Présidente, moi aussi je suis en colère. En ce moment même, partout en Europe, des policiers font la chasse aux migrants!

Cette opération, appelée «Mos Maiorum», vise à en savoir plus sur les nouvelles routes empruntées par les passeurs. Mais de qui se moque-t-on? Croyez-vous vraiment que l'on puisse lutter contre les trafics d'êtres humains en s'attaquant à leurs victimes?

En vérité, cette opération est une traque à l'échelle européenne. Qui l'a décidée? Sur quels critères? Personne ne le sait. Le Parlement européen devrait être le premier à en discuter. Que deviennent les personnes arrêtées? En Grèce et en Hongrie, on les met en prison. Est-ce cela la politique européenne? Un an après Lampedusa?

Ce qui se passe aujourd'hui est une honte pour l'Europe! Ces migrants sont pour la plupart des réfugiés, ils fuient leur pays d'origine parce qu'ils sont en péril. Ils finissent dans la précarité, comme c'est le cas à Calais. Demain ils seront encore plus nombreux, il y aura des réfugiés climatiques!

Je le dis très tranquillement à la Présidence italienne: on ne règlera pas la misère des peuples avec des képis et des matraques à chaque coin de rue. Aujourd'hui, il est grand temps de mettre en place une politique migratoire européenne digne, basée sur les droits fondamentaux mais, surtout, sur la solidarité.

Ελισάβετ Βόζεμπεργκ (PPE). - Κυρία Πρόεδρε, νομίζω ότι εκείνοι οι οποίοι συγχέουν τους όρους 'mare nostrum' και 'mos maiorum' - θέλω να πιστεύω ότι δεν γίνεται σκόπιμα - πρέπει να αντιληφθούν ότι είναι δύο τελείως διαφορετικές επιχειρήσεις. Μήπως θα παραγνωρίσουμε το γεγονός ότι η επιχείρηση διάσωσης που λέγεται 'mare nostrum', μόλις για ένα καλοκαίρι, μόλις για ένα δεκαπενθήμερο διέσωσε στην Ιταλία 5.000 ανθρώπους, ή μήπως θα παραγνωρίσουμε το γεγονός ότι στα παράλια της πατρίδας μου, της Ελλάδας, μέσα στο πρώτο εξάμηνο του 2014 διασώθηκαν 6.500 χιλιάδες άνθρωποι μέσα από σύνολο 15.000 ανθρώπων που πέρασαν τα θαλάσσια σύνορα; Αυτό το λέω γιατί με το να δαιμονοποιούμε μια καινούργια επιχείρηση, πιστεύω ότι δεν υπηρετούμε το σκοπό της, εκτός αν έχουμε επιχειρήματα για να ασκούμε κριτική με στοιχεία και αποδείξεις.

Και το λέω αυτό, γιατί κανείς μας δεν θεωρεί εδώ, σ' αυτή την αίθουσα, ότι υπάρχει μία επιχείρηση με την πρωτοβουλία της Ιταλίας, η επιχείρηση 'mos maiorum' που αποκλειστικό στόχο και σκοπό έχει την εξάρθρωση των διακινητών αυτών των ανθρώπων, μπορεί να απάδει ή να μην έχει πάρει αποστάσεις από μεθόδους ρατσιστικών αποχρώσεων ή από παραβίαση των ανθρωπίνων δικαιωμάτων. Αυτό αναμφίβολα θα διαπνέει την επιχείρηση αυτή και αν δεν συμβαίνει αυτό εδώεμάστε, μετά τα αποτελέσματα που θα δοθούν στη δημοσιότητα τον Δεκέμβριο, να ασκήσουμε κριτική. Όμως είναι ή δεν είναι αναγκαίο να ελεγχθούν αυτοί οι διακινητές που αποτελούν μέλη ενός διεθνούς οργανωμένου εγκλήματος και πρέπει να γνωρίζουμε ότι τα θύματα δεν είναι μόνο μετανάστες, είναι άνθρωποι κάθε ηλικίας και ιδιαίτερα νέοι, διότι αυτοί οι διακινητές στην πλειονότητά τους απαρτίζουν εγκληματικές οργανώσεις που το αντικείμενό τους είναι εμπορία ανθρώπων, εμπορία όπλων, εμπορία ναρκωτικών, εμπορία οργάνων. Το οργανωμένο έγκλημα λοιπόν, το οποίο βρίσκει έδαφος και εφαρμογή και σ' αυτούς τους διακινητές είναι απόλυτα επικίνδυνο και με κάποιο τρόπο πρέπει να ελεγχθεί.

Środa, 22 października 2014 r.

Σε κάθε περίπτωση να πω ότι η οδός της καταπολέμησης της παράνομης μετανάστευσης περνάει μέσα από μια ευρωπαϊκή συμπαγή πολιτική που θα καθορίζει και θα θωρακίζει τη νόμιμη μετανάστευση, αυτή είναι και η αρχή του νέου Προέδρου Juncker, αυτό ακούσαμε να τονίζει και ο νέος Επίτροπος Αβραμόπουλος. Σε κάθε περίπτωση μιλάμε για μια Ευρώπη που την χαρακτηρίζει και τη διαπνέει ανέκαθεν ο ανθρωπισμός και το αξιακό περιεχόμενο της φιλοσοφίας της.

(Ο αγορητής συμφωνεί να απαντήσει σε ερώτηση «γαλάζια κάρτα» (άρθρο 149, παράγραφος 8 του Κανονισμού)).

Barbara Spinelli (GUE/NGL), Domanda «cartellino blu». – Vorrei chiedere alla collega se ha letto la risoluzione del Consiglio dei ministri degli Interni in cui si annuncia questa operazione «Mos Maiorum». Non c'è bisogno di aspettare fino a dicembre, è molto chiaro quello che è scritto, non è un'operazione antimafia, è un'operazione in cui i migranti e i fuggitivi vengono ricercati, identificati, profilati. Le chiedo solo se ha letto il testo o se aspetta dicembre per conoscerlo?

Ελισάβετ Βόζεμπεργκ (PPE), απάντηση «γαλάζια κάρτα». – Κυρία Πρόεδρε, κυρία Spinelli, απευθύνεστε σε μία συνάδελφό σας που κάνει μάχιμη δικηγορία στην εγκληματολογία τριάντα χρόνια. Θα σας πω λοιπόν ότι ναι, διάβασα το έγγραφο αυτό στο οποίο αναφέρεστε και θα σας πω ότι έχω μάθει να κρίνω εκ του αποτελέσματος και να επικρίνω - και πολύ αυστηρά - όταν εκ των προτέρων δεν έχω εκείνα τα δείγματα τα οποία φοβίζονται και δαιμονοποιούν ένα νέο μέτρο το οποίο είναι προς τη σωστή κατεύθυνση.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). - Señora Presidenta, bajo la expresión grandilocuente «Mos Maiorum» se encuentra una operación policial que tiene lugar no por primera vez. Una operación en la que los Gobiernos de los Estados miembros de la Unión Europea —no todos— se ponen de acuerdo para poner en marcha una identificación que apunta más a las víctimas del tráfico ilícito de personas que a las mafias que hay detrás y, por tanto, nada habría que objetar porque, en principio, es una operación legítima del Consejo dentro de sus competencias.

Sucede, sin embargo, que produce preocupación, y por buenas razones. En primer lugar, porque los socialistas venimos denunciando invariablemente la visión prejuiciada y sesgada que sobre la inmigración se está aplicando desde el Consejo de la Unión Europea con respecto a todo lo que se refiere al control de fronteras exteriores de la Unión.

En segundo lugar porque, una vez más, se focaliza como víctima propiciatoria a la persona que intenta acceder a las fronteras exteriores de la Unión, y no a las mafias que están traficando con su desesperación.

Pero en tercer lugar, y fundamentalmente, porque no se está dejando ninguna compuerta abierta a la inmigración regular y, por tanto, se está criminalizando la inmigración irregular, a la que se estigmatiza como inmigración ilegal.

Sobre todo, nos preocupa la potencial amenaza a los derechos fundamentales que supone el *profiling* del origen racial o étnico de las personas demandantes de asilo o de acceso a las fronteras exteriores de la Unión y, desde luego, nos preocupa que esto, además, incida sobre algunas fronteras especialmente vulnerables, como es manifiestamente el caso de las fronteras de la Europa del Sur.

Es el caso —por qué no decirlo— de mi país, de España. Hemos conocido recientemente en Melilla unos episodios que producen muchísima preocupación. En ningún caso porque señale la responsabilidad de las fuerzas y cuerpos de seguridad de la Guardia Civil o de la Policía Nacional que vigilan esas operaciones, sino de la cadena de mando gubernamental, que, sin ningún respeto por los derechos fundamentales de las personas involucradas, está practicando devoluciones en caliente, prohibidas no solamente por el Derecho europeo, sino además por el Derecho interno, el Derecho doméstico, el Derecho nacional de mi propio país, de España.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL). - Κύριε Πρόεδρε, Η Mos Maiorum αποτελεί μια ακόμη απόδειξη για την έλλειψη πραγματικού σεβασμού των ευρωπαϊκών θεσμών προς τα ανθρώπινα δικαιώματα. Δέκα μέρες μετά την έναρξή της, επικρατεί αδιαφάνεια ως προς τις προϋποθέσεις υπό τις οποίες συλλαμβάνονται οι μετανάστες, ως προς τις εγγυήσεις που θα έπρεπε να συνοδεύουν τη μεταχείρισή τους και ως προς τη διάρκεια και τις συνθήκες κράτησής τους. Ακόμα και η FRONTEX φρόντισε να λάβει τις αποστάσεις της από την επιχείρηση, τονίζοντας πως δεν έχει καμία συμμετοχή στην οργάνωσή της.

Środa, 22 października 2014 r.

Είναι προφανές ότι η *Mos Maiorum* αποτελεί μια προσπάθεια φτηνού εντυπωσιασμού εκ μέρους της ιταλικής προεδρίας και των Κυβερνήσεων που την εφαρμόζουν. Αντί αστυνομικών επιχειρήσεων 'σκούπα' που ενισχύουν ξενοφοβικά σύνδρομα, είναι απαραίτητο να υπάρξει μια ολοκληρωμένη μεταναστευτική πολιτική της Ένωσης με δίκαιη κατανομή της ευθύνης μεταξύ των κρατών μελών της. Είναι απαράδεκτο να επιρρίπτεται όλο το βάρος μόνο στα μεσογειακά κράτη μέλη και να μένουν αμέτοχα τα κράτη του πυρήνα της Ένωσης που αποτελούν τον πραγματικό προορισμό των μεταναστών.

Roberta Metsola (PPE). - Kif ilna nġhidu f'dan il-Parlament, kwalunkwe inizjattiva u azzjoni fuq l-immigrazzjoni għandha thares lejn l-aspetti kollha. Irridu fil-fatt nahdmu aktar fuq soluzzjonijiet bħal li nġhinu lill-pajjiżi fl-Afrika jgħumu fuq saqajhom, li nidhlu aktar fil-fond lejn possibiltajiet ta' rotot legali lejn l-Ewropa biex in-nies ma jaqbdux dgħajsa b'sogru u periklu għal hajjithom. Irid ikun hemm politika ta' ritorn sigur ta' dawk li mhumiex eliġibbli għall-protezzjoni. Irridu nkunu iebes, iva, fil-konfront tan-netwerks tal-ħażen li jabbużaw min-nies vulnerabbli u mhux inpoġġu l-mira tagħna fuq dawk li huma l-aktar dgħajfa. Kulhadd ra t-traġedja lil hinn minna minn xtutna ta' mijiet ta' nies li jiġu maqtula fil-baħar bla ebda skruplu. Iva, hemm bżonn ta' azzjoni, però huwa essenzjali li kull operazzjoni ssir b'kull rispett għad-drittijiet tan-nies u bir-rispett lejn il-prinċipju tal-proporzjonalità. Ninnota li l-aġenzija tad-drittijiet fundamentali wkoll hasset il-bżonn li tibghat gwidi prattiċi fuq kif għandhom jitmexxew operazzjonijiet bħal *Mos Maiorum*. Il-messaġġ huwa ċar: għandna nirrispettaw dawn il-gwidi f'kull operazzjoni, irrispettivament minn min qed imexxi din l-operazzjoni. Nixtieq ukoll għal darb'ohra nappella għal spirtu ta' solidarjetà bejn l-Istati Membri. Nispera li operazzjonijiet bħal dawn ma jwasslux għal riżultat paradossali ta' zieda fir-responsabilità li jridu jiffaċċjaw pajjiżi bħal tiegħi, jiġifieri Malta, taht is-sistema ta' Regolament ta' Dublin. Il-ballun issa qiegħed f'saqajn il-Kunsill u l-Kummissjoni u hawnhekk nixtieq nagħmel mistoqsija lill-Kunsill, għaliex huwa rrapprezentat hawnhekk: ser tġhinu sabiex nassiguraw li l-Istati Membri jwettqu finalment ir-responsabilitajiet tagħhom f'dan il-qasam?

Josef Weidenholzer (S&D). - Frau Präsidentin! Seit Jahren gelingt es Europa nicht, sein Migrationsproblem zu lösen. Die Mitgliedstaaten sind nicht bereit, eine große zukunftsweisende Lösung anzugehen, stattdessen versucht man sich im sturen Festhalten am untauglichen Instrument der Dublin-Verordnung. Indem man unbeirrt am Ausbau der Festung Europa festhält, löst man keines der Probleme, im Gegenteil: Die Zahl der Menschen, die im Mittelmeer umkommen, steigt kontinuierlich.

Man könnte den Eindruck gewinnen, als würde durch politisches Marketing versucht, dieses Versagen zu kaschieren. Da ist vom „Mare Nostrum“, von „Triton“ oder „Mos Maiorum“ die Rede. Klingt schön. Aber keine „Mos Maiorum“ suggeriert Handlungsfähigkeit. Über die Sinnhaftigkeit kann man streiten. Wir haben heute gehört, dass dabei auch viele Rechtsgrundsätze verletzt werden. Das muss man sehr ernst nehmen. Vor allem sollte man aber endlich daran gehen, die Probleme an den Wurzeln zu packen, und nicht euphemistisch an den Symptomen herumdoktern.

Pablo Echenique (GUE/NGL). - Señora Presidenta, «*mos maiorum*» significa en latín «la costumbre de los ancestros» y es también el nombre de una macrorredada paneuropea, racista y basada en el miedo.

«*Mos Maiorum*» está diseñada para aterrorizar a los que han llegado en busca de trabajo, techo y pan, pero también apela a ese miedo al otro, al extraño, a ese miedo tan bien utilizado por el fascismo y que aún se agarra al corazón de mucha buena gente.

De paso, se señala a un enemigo imaginario, a un culpable de la crisis que no es tal, mientras los verdaderos enemigos, los verdaderos culpables nos miran desde las ventanas de las torres de los barrios financieros y se frotan las manos sabiendo que pueden seguir robando aquí, pero también allá. Allá de donde vienen los que apaleamos hasta la inconsciencia, y a veces la muerte, en nuestras dentadas fronteras.

Si esta es en verdad la costumbre de nuestros ancestros, me voy buscando otra civilización adoptiva que no me produzca tanta vergüenza.

Therese Comodini Cachia (PPE). - Nilqa' din l-operazzjoni tal-pulizija intraSchengen bħala pass importanti biex l-Unjoni tiġbor informazzjoni meħtieġa biex jiġi żgurat li naġixxu b'mod aktar effettiv fil-konfront ta' kriminalità organizzata li qed tkompli tistagħna mis-sofferenza ta' dawk li jkunu diġà sfaw vittma tad-destin kiefier f'pajjiżhom. Bħala operazzjoni li hija mistennija li tipprovdi informazzjoni li tidentifika l-flussi tat-tranzitu prinċipali ta' immigranti illegali jew irregolari permezz tal-art, baħar u l-ajru fl-Istati Membri, l-operazzjoni *Mos Maiorum* hija eżempju ċar ta' x'qawwa tista' ġġib il-kooperazzjoni fil-ġlieda kontra l-kriminalità organizzata. Madankollu, l-informazzjoni li din l-operazzjoni ppromettiet li tiġbor tikxef il-ħtieġa li ttejjeb ir-rabta bejn il-politika interna u esterna tal-Unjoni fuq kwistjonijiet relatati mal-immigrazzjoni. Fil-każ tat-traffikar tal-persuni, din id-data hija mistennija tipprovdi informazzjoni li għandha twassal

Środa, 22 października 2014 r.

ghal politika u azzjoni Ewropea ahjar u aktar effettiva. Din l-operazzjoni hija ta' ftit jiem, allura issa xi jmiss? Sabiex l-Unjoni tibqa' agġornata mas-sitwazzjonijiet li qed tikkumbatti, hemm bżonn konsistenza fil-gbir tal-informazzjoni dwar l-influssi migratorji, flimkien mal-analizi bir-reqqa ta' dik l-informazzjoni. Hemm bżonn ukoll appoġġ operattiv lejn Stati Membri bhal Malta li huma l-aktar milquta mill-immigrazzjoni. Appoġġ operattiv li jmur id fid ma' appoġġ finanzjarju jiżgura uzu aktar effettiv ta' dik l-għajnuna finanzjarja u riżultati ahjar. Kooperazzjoni ġudizzjarja hija mehtieġa wkoll daqs kemm hi mehtieġa l-kooperazzjoni tal-pulizija. F'dan kollu, però, l-Unjoni u l-Istati Membri għandhom jiżguraw solidarjetà effettiva bi protezzjoni sħiħa tad-drittijiet fundamentali, inkluż waqt il-proċess ta' deportazzjoni u ripatrijazzjoni.

Caterina Chinnici (S&D). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, come risulta dal documento del Consiglio del 10 luglio ultimo scorso, e come ribadito oggi dal ministro Della Vedova, le finalità delle operazioni «Mos Maiorum» sono due: indebolire il ruolo della criminalità organizzata nell'immigrazione illegale e raccogliere informazioni sulle rotte e sul *modus operandi* delle reti criminali. E proprio per l'importanza di tali obiettivi, occorre evitare il rischio che tali operazioni finiscano per danneggiare soprattutto i soggetti, spesso anche minorenni, che non abbiano ancora formalizzato richiesta di asilo e quindi le vittime piuttosto che i colpevoli della tratta di persone.

Ritengo quindi che operazioni di questo genere richiedano una programmazione trasparente, con il coinvolgimento maggiore del Parlamento, e richiedano anche un congruo sistema di garanzie sul rispetto dei diritti fondamentali, affinché possano realmente perseguire l'obiettivo primario del contrasto alla criminalità organizzata nell'immigrazione illegale.

Ma ritengo soprattutto che sia ormai indispensabile per gestire il fenomeno migratorio la previsione a livello europeo di misure che consentano l'ingresso regolare e cioè l'immigrazione legale nell'Unione europea.

Patrizia Toia (S&D). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, condivido molte delle critiche, delle perplessità, dei suggerimenti che sono stati avanzati dalle mie colleghe, dalla Kyenge, dalla Schlein, dalla Chinnici e poi dalla Giuffrida. Questa operazione, al di là dei buoni propositi, rischia di avere degli esiti molto diversi. Buono proposito è conoscere meglio questo fenomeno migratorio, il sesso, le provenienze, le modalità, è una cosa buona per fare delle politiche serie ed efficaci, è positivo lottare contro la criminalità dei trafficanti in queste reti, però il rischio è che tutto si risolve in una grande operazione di polizia che lascia più lacune che soluzioni dei problemi, con tutti i rischi che venivano citati di rendere due volte vittime le vittime, a partire dai minori, è molto opportuno questo richiamo. I minori non accompagnati per cui nessuno sta facendo davvero una politica efficace.

Voglio però citare due aspetti per metterla un po' in positivo: il primo, se 25 paesi si mettono insieme, si mettono insieme su un aspetto un po' limitativo della politica migratoria, forse possiamo pensare che nasca la voglia di fare una vera politica migratoria europea; il secondo, molto brevemente, possiamo sperare che ci sia coraggio, lungimiranza, buon senso, semplicemente per l'Europa di una politica lungimirante che affronti il buco nero della Libia, che crei quel corridoio umanitario, sbarcando là, non solo pattugliando le coste, ma sbarcando nel paese dove è possibile sbarcare per creare davvero quell'azione preventiva che veniva detta da tutte le mie colleghe.

Miriam Dalli (S&D). - Il-Prezidenza tal-Kunsill Ewropew qed tgħid li l-operazzjoni Mos Maiorum għandha tindirizza ċ-crieki tal-kriminalità u anke tiġbor informazzjoni dwar rotot ta' immigrazzjoni illegali. Imma nistaqsi, fir-realtà qiegħed isir hekk? Għaliex qed nifhem li din l-operazzjoni tista' twassal biex immigranti li daħlu f'pajjiż u mbagħad imxew lejn Stati Membri oħra jergħu jintbagħtu lura fil-pajjiż fejn l-applikazzjoni tagħhom għet ipproċessata. Għaliex? Qed ikunu meqjusa bħala illegali, u fl-opinjoni tiegħi, bir-rispett kollu, dan mhux accettabbli. Din il-miżura kienet tagħmel sens kieku l-appell ta' dan il-Parlament biex jiġu agġornati r-Regolamenti ta' Dublin ittiehdu bis-serjetà mill-pajjiżi li qed jimblukkaw dan il-pass fi hdan il-Kunsill. Kif inhuma l-affarijiet illum, din l-operazzjoni tfisser li dawn in-nies jergħu jintbagħtu lejn il-pajjiżi tal-fruntiera. U min-naha wahda, min se jgħin lill-pajjiżi tal-fruntiera? U min-naha l-oħra meta ser naraw proposti konkreti li jindirizzaw is-sitwazzjoni traġika li għandna fil-Mediterran? Meta se jkollna rispons wieħed Ewropew? U meta min ifittex l-ażil ma jergax jintbagħat lura lejn il-pajjiż li dahal fih l-ewwel? Iċ-ċittadini tagħna ddejjqu jissimghu kliem fieragħ u diskorsi sbieħ dwar responsibility sharing. Iridu jaraw bidla, iridu jaraw ugwajanza vera u jridu jaraw riżultati f'ħarsien sħiħ għad-drittijiet tal-bniedem.

Środa, 22 października 2014 r.

Kati Piri (S&D). - Voorzitter, uiteraard is het een goede zaak dat mensensmokkel wordt aangepakt. Op dit moment buiten criminelen de wanhoop van migranten uit. Bij dit soort acties vrees ik echter dat niet alleen de smokkelaars worden aangepakt, maar ook de migranten zonder papieren als criminelen worden bestempeld en behandeld.

De operatie Mos Maiorum roept dan ook veel vragen op. Zo heb ik grote zorgen over politieke verantwoording, transparantie en democratische controle, en daarnaast over het risico op discriminatie en *racial profiling*. Het is onacceptabel dat dit soort gezamenlijke politieoperaties helemaal niet zijn onderworpen aan democratische controle door het Europees Parlement of door de nationale parlementen, en dat terwijl dergelijke acties wel veel vragen oproepen. Zoals: Wat gebeurt er met de aangehouden migranten die niet de juiste papieren hebben? Wat gebeurt er met de tijdens eerder operaties verzamelde inlichtingen? En leidt dit niet tot repressieve acties die weer leiden tot een groter gevoel van vijandigheid ten opzichte van migranten in de samenleving?

Een eerste stap naar transparantie is gezet door dit debat hier vanavond te houden en ik hoop dan ook dat de Raad met concrete antwoorden zal komen.

ΠΡΟΕΔΡΙΑ: ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΠΑΠΑΔΗΜΟΥΛΗΣ

Αντιπρόεδρος

Διαδικασία «catch the eye»

Michela Giuffrida (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'operazione «Mos Maiorum» è stata annunciata nei dettagli proprio il 3 ottobre mentre a Lampedusa si commemoravano con belle parole 366 migranti morti. Da allora però oltre 4.000 persone in un anno sono morte in mare e nulla di concreto è stato fatto per fermare la strage, anzi dopo il 3 ottobre con «Mos Maiorum» i migranti pare siano tornati nemici, tra gli allarmi di associazioni e reti che tutelano i diritti di chi vuole solo sfuggire a guerre e miserie.

Non solo, a novembre partirà Triton che però non includerà le competenze di Mare Nostrum, che ha salvato centinaia di migliaia di vite e non ne coprirà neppure il viaggio di azione. Significa – questo è il finale tragico quanto prevedibile – che i numeri della strage probabilmente aumenteranno. Né una gigantesca operazione di polizia in una settimana potrà porre fine al business criminale che specula sugli immigrati e allora è ora che l'Europa si faccia finalmente carico delle proprie responsabilità. L'Italia non venga lasciata sola, si imbocchi la strada legale e umanitaria per adempiere a un doveroso principio di solidarietà. In una parola sola: si percorra la strada del corridoio umanitario.

Ángela Vallina (GUE/NGL). - Señor Presidente, se habla de inmigrantes ilegales pero la palabra «refugiados» empieza a desaparecer, porque implica responsabilidades en los derechos humanos internacionales. «De los inmigrantes ilegales nadie se hace cargo y se les expulsa»: estas palabras son de Caddy Adzuba, periodista del Congo y premio Príncipe de Asturias de la Concordia.

«Mos Maiorum» significa racismo, significa asociar la idea del inmigrante con el criminal. Pone en riesgo el derecho a la no discriminación y a la libertad de movimiento; además, «Mos Maiorum» se une a las políticas de la Unión Europea y de algunos Estados miembros como España donde no se respeta el principio de no devolución ni el derecho de asilo, con las llamadas «devoluciones en caliente», que son la viva imagen de una Unión Europea que ya no puede dar lecciones de derechos humanos a nadie.

Decía el otro día en esta Cámara el señor Pons, con todo el cinismo del mundo, que a África había que darle esperanza, pero ¿qué esperanza le estamos dando? Explotamos en origen sus recursos, somos cómplices de Estados corruptos y cuando la presión del hambre, la pobreza y la muerte les empuja a saltar vallas, a jugarse la vida en embarcaciones, los encerramos, los expulsamos y los abandonamos a su suerte. Es necesario cambiar la tendencia política de hacer sufrir a los demás.

Środa, 22 października 2014 r.

Νότης Μαρτιάς (ECR). - Κύριε Πρόεδρε, η *Mos Maiorum* είναι μια αστυνομική δράση ορισμένων κρατών μελών της Ευρωπαϊκής Ένωσης προκειμένου να αντιμετωπίσουν τα τεράστια κοινωνικά προβλήματα που έχει δημιουργήσει το περίφημο 'Δουβλίνο II', μια λάθος μέθοδος δηλαδή. Γιατί το 'Δουβλίνο II' έχει εγκλωβίσει χιλιάδες πρόσφυγες στις χώρες του ευρωπαϊκού νότου, σε χώρες όπως η Ελλάδα, η οποία έχει μετατραπεί σε αποθήκη ψυχών χιλιάδων ανθρώπων που θέλουν να πάνε στις χώρες του ευρωπαϊκού σκληρού πυρήνα.

Το ζήτημα, όμως, των χιλιάδων παρανόμων μεταναστών και προσφύγων δεν μπορεί να αντιμετωπιστεί με αστυνομικές επιχειρήσεις 'σκούπα' τύπου *Mos Maiorum*, χωρίς έλεγχο, χωρίς διαφάνεια, χωρίς εγγυήσεις για την προστασία των ανθρωπίνων δικαιωμάτων. Μπορεί να αντιμετωπιστεί με την κατάργηση του 'Δουβλίνο II' και τη θέσπιση κλείδας κατανομής των παράνομων μεταναστευτικών ροών σε όλες τις χώρες της Ευρωπαϊκής Ένωσης με βάση την οικονομική τους ισχύ, την έκταση και τον πληθυσμό τους.

Γιατί η Ελλάδα, η Ιταλία και οι άλλες χώρες του ευρωπαϊκού νότου δεν αντέχουν άλλους πρόσφυγες και παράνομους μετανάστες. Πρέπει, λοιπόν, και οι χώρες του ευρωπαϊκού σκληρού πυρήνα να αναλάβουν τις ευθύνες τους στη βάση της κοινοτικής αλληλεγγύης.

Nicola Caputo (S&D). - Signor presidente, onorevoli colleghi, l'operazione «Mos Maiorum» lanciata dalla Presidenza italiana e programmata dal SISDE dal 13 al 26 ottobre ha come scopo quello di bloccare i migranti irregolari, contrastare la criminalità organizzata e raccogliere informazioni per scopi investigativi ed intelligence.

Secondo il documento adottato dal Consiglio, l'operazione si svolge in stretta collaborazione con Frontex, sebbene questa abbia precisato di non avere avuto nessun ruolo nella pianificazione e nell'implementazione dell'operazione. Una collaborazione più stretta con Frontex forse sarebbe stata auspicabile.

«Mos Maiorum» viene avviata dopo la fine di Mare Nostrum che come è noto non è stata sostituita da analoga operazione di soccorso nonostante abbia salvato la vita a circa 150.000 persone, davvero un paradosso. L'Europa non può continuare ad affrontare il problema dell'immigrazione, solo con operazioni di polizia. L'Unione europea non può voltarsi dall'altra parte rispetto al dramma ed alla morte di tante persone, deve assolutamente dotarsi di una politica migratoria coerente con i propri valori fondativi e basata sui principi di solidarietà e di accoglienza.

Iosu Juaristi Abaunz (GUE/NGL). - Señor Presidente, es curioso que el primero en traducir la locución latina y en hablar de la costumbre de los ancestros haya sido el señor Díaz de Mera. Claro, él ha olvidado la vertiente de *autoritas*, de posición militar de aquella tradición romana frente a las costumbres helenizantes y a las corrientes de pensamiento asiáticas, es decir, el miedo al otro, a quien llega de fuera, como si hubiera un «dentro» y un «fuera» y, como respuesta, cerrar la puerta. Eso es el «*mos maiorum*».

Señor Díaz de Mera, hablar de respeto a los derechos humanos cuando acabamos de ver otro vídeo que retrata la represión de la guardia civil en la valla de Melilla es un sarcasmo absolutamente inaceptable. Hagan caso, por una vez, a la comisaria Malmström; acaba de decir que no debe recurrirse a la fuerza para disuadir del cruce de fronteras no autorizado. Ni la salvaje represión en las vallas ni «*Mos Maiorum*» cumplen esa premisa, así que apelo a la Comisión para que actúe. Vallas y «*Mos Maiorum*» son una vergüenza.

Soraya Post (S&D). - Herr talman! Jag skulle bara vilja påpeka att det här inte är någon ny operation eller ett nytt projekt. Det har pågått i flera år under olika ordförandeskapsstater. Det som är nytt är väl att den här hemliga operationen har kommit ut. Man kan väl tolka det som att Frontex flyttar sin verksamhet in i städer och ut på landsbygden. Hur gör man då för att kunna peka ut det som man letar efter? Jo, man går på människor som man gissar skulle kunna ha någonting för sig.

Vad leder det här till? Jo det leder till både psykiskt och fysiskt kränkande av, i många fall, oskyldiga människor. Vad leder det mera till? Jo, det leder till att rasism och främlingsfientlighet ökar i de olika staterna.

Jag är glad att vi har fått vetskap om det här så att vi kan agera. Jag tycker det är skamligt av rådet att inte överlägga med parlamentet eller kommissionen innan man gör sådana här operationer.

Τέλος διαδικασίας «*catch the eye*»

Środa, 22 października 2014 r.

Benedetto Della Vedova, *Presidente in carica del Consiglio*. - Grazie signor Presidente, grazie al Parlamento e agli onorevoli deputati che sono intervenuti in una discussione molto seria su profili drammatici che sicuramente, innanzitutto, evidenziano come il contesto entro il quale oggi l'Unione europea, in quanto tale, affronta la questione dell'immigrazione è un contesto come minimo lacunoso.

Il Consiglio ritiene che lo svolgimento di «Mos Maiorum» contribuisca all'obiettivo di una maggiore sicurezza all'interno dell'Unione europea, attraverso mezzi strettamente proporzionati e necessari, senza compromettere la protezione dei cittadini di paesi terzi interessati.

L'attuazione dell'operazione Mare Nostrum, questo lo dico anche da esponente del governo italiano, tra le altre attività dimostra chiaramente l'atteggiamento dell'Italia nei confronti di coloro che cercano di raggiungere i suoi confini ed è stata un'operazione sulla quale abbiamo raccolto non poche critiche per l'efficacia in termini di vite umane salvate e per eventuali effetti in qualche modo di attrazione che questo avrebbe potuto determinare.

Voglio specificare che nelle regole di condotta dell'operazione è precisato in modo inequivocabile che nessuna persona interessata sarà oggetto di trattamento discriminatorio su base di motivi quali sesso, razza, origine etnica o sociale, o religiosa. La raccolta di informazioni sulle persone interessate ovvero la loro nazionalità, sesso ed età, non è associata all'identità della persona stessa. Le istruzioni operative di «Mos Maiorum» sottolineano espressamente che nessun dato di carattere personale deve essere inserito nei formulari pertinenti e qualora ciò accade tali dati non sarebbero trattati dalle autorità italiane e ricordano che nei casi che si dovessero presentare saranno senz'altro utilizzati in stretta osservanza i criteri della pertinente giurisprudenza della Corte di giustizia europea e della Corte europea dei diritti dell'uomo di Strasburgo.

La presidenza è inoltre convinta che l'operazione «Mos Maiorum» contribuirà come nel caso di simili operazioni precedenti a fornire le informazioni necessarie alle operazioni volte a smantellare le reti criminali che ogni giorno mettono in pericolo la vita e il benessere di così tante persone. Un esito positivo dell'operazione gioverebbe anche a tutti coloro e innanzitutto a tutti coloro che sono vulnerabili e a rischio.

Πρόεδρος.- Η συζήτηση έληξε.)

19. Absolutorium za rok 2012: Organ Europejskich Regulatorów Łączności Elektronicznej - Absolutorium za rok 2012: Rada Europejska i Rada (debata)

Πρόεδρος. - Το επόμενο σημείο στην ημερήσια διάταξη είναι η κοινή συζήτηση επί:

— της έκθεσης του Petri Sarvamaa, εξ ονόματος της Επιτροπής Ελέγχου του Προϋπολογισμού, σχετικά με την Απαλλαγή 2012: Φορέας Ευρωπαϊκών Ρυθμιστικών Αρχών για τις Ηλεκτρονικές Επικοινωνίες (COM(2013)0570 - C7-0329/2013 - 2013/2241(DEC))

Petri Sarvamaa, *rapporteur*. - Mr President, in April this year 30 agencies were granted discharge for the implementation of 2012. Parliament, however, postponed the discharge for the director of BEREC, the Body of European Regulators for Electronic Communications. The problem with BEREC last spring was not one major thing, but several smaller issues that when taken together showed significant shortcomings in the office's administrative culture. Budgetary planning, recruitment, internal controls and procurement were all issues that Parliament demanded be addressed.

The key arguments for postponing the granting of the discharge until now were the following: the committed appropriations carried over did not correspond to legal commitments; and difficulties in the planning and/or implementation of the body's activities, as the carryovers for 2012 were mostly related to delayed recruitment and the absence of an effective policy to ensure the timely presentation and reimbursement of mission costs.

There was considerable room for improvement regarding the preparation, execution and documentation of procurement procedures. Recruitment procedures examined showed significant shortcomings and a number of outstanding issues as regards the internal controls were also found. But since April, the BEREC office got a new administrative manager and during the summer the agency took action to solve the remaining problems. The Court of Auditors evaluated the measures taken in its report published during the summer. Normally the Court reports would only be available in September, but since BEREC specifically requested early publication the report was published in July. I can tell you that it was very positive reading. Most of the issues were addressed and have been solved. In fact out of the 13 comments that the European Court of Auditors had in both, four of them in 2011 and nine in 2012, 10 have been

Środa, 22 października 2014 r.

completed, one is partly completed and two are ongoing. In the case of the two issues that are still ongoing, the office has taken measures and the Court points out that there is significant improvement in both areas, so we can expect swift correction to this as well.

All in all I can say that postponing the discharge last spring was indeed called for, it was necessary, it was justified, because the number of problems was so high, but BEREC has now acted and has acted swiftly and in a thorough manner to make up for its shortcomings.

Tamás Deutsch, előadó. - Tisztelt Elnök úr, kedves Kollégák! Először is szeretném megköszönni a Számvevőszéknek, a Költségvetési Ellenőrző Szakbizottságnak és nem utolsósorban Bogusław Soniknak, a jelentés eredeti felelősének a munkáját. Közel egy éves folyamatot zárunk le a holnapi szavazáson azzal, hogy ha az előterjesztői javaslatomat, illetve a Költségvetési Ellenőrző Szakbizottság javaslatát elfogadva a Tanács zárszámadásának megadását az egymást követő negyedik évben is elutasítjuk. Új képviselőtársaim nem biztos, hogy tudják, de a tanácsi mentesítés elutasítása nem újdonság, ugyanis az Európai Parlament az előző három évben is elutasította a tanácsi mentesítés megadását. Ezt a döntést alapvetően amiatt hoztuk meg a szakbizottságban, illetve a plenáris ülésen, mert a Tanács megtagadta a Parlamenttel való együttműködést a mentesítési eljárás során.

Az Európai Tanács egy az 1970-es években megszületett „gentlemen's agreementre” hivatkozva nem vesz részt a szakbizottsági meghallgatáson és megtagadja az illetékes szakbizottsággal való együttműködést. Az alapvető probléma az, hogy a Tanács nem ismeri el azt, hogy a Parlamentnek joga lenne vele szemben, őt illetően is a zárszámadás lefolytatására, ugyanolyan módon, ahogyan ezt teszi minden más uniós intézmény esetében, holott a Parlament ezen joga már többször is igazolásra került. Legutóbb az Európai Bizottság 2014. január 23-i levelében, melyben egyértelműen kimondja, hogy minden intézmény ugyanolyan módon esik a zárszámadási eljárás alá, és ez természetesen vonatkozik a Tanácsra is.

A szakbizottságunk több kérdéses ügyben is tájékoztatást kért, de az alábbi ügyek egyikével kapcsolatban sem juttatta el a Tanács a szükséges dokumentumokat a Parlament részére, így a mentesítési eljárást nem tudtuk érdemben lefolytatni. Komoly hiányosságokról lehet hallani a Tanács úgynevezett „Európa épületének” építésével kapcsolatban. A Schuman téri épület 2008. óta épül. A Tanács a szakbizottság többszöri kérése ellenére sem adott információt a projekt eddigi költségeiről, valamint a beruházás teljes összegéről, annak finanszírozási módjáról sem. Az építkezéshez kapcsolódik a korábban részben ugyanazon a telken elhelyezkedő úgynevezett „Résidence Palace” épületének megvásárlása és bontása, az ezzel kapcsolatos költségekről szintén megtagadta a tájékoztatást a Tanács hivatala.

A tanácsi adminisztráció átalakításával kapcsolatos stratégiára vonatkozóan, az elért megtakarításokkal kapcsolatban is több alkalommal megkereste a Költségvetési Ellenőrző Bizottság a Tanácsot, de mindhiába. Anélkül, hogy ezekre a nyitott kérdésekre válaszokat kapjunk, nem tudjuk a mentesítés megadását javasolni. Mindezek alapján, kedves Képviselőtársaim, előterjesztőként az a javaslatom, amely javaslatot a Költségvetési Ellenőrző Szakbizottság is támogatott, hogy ne adja meg a Parlament a Tanácsnak a 2012-es pénzügyi évre vonatkozó mentesítést.

Benedetto Della Vedova, Presidente in carica del Consiglio. - Signor presidente, onorevoli deputati, vorrei provare a dissipare alcune incomprensioni che sussistono tra le nostre due istituzioni sulla questione del discharge e del bilancio del Consiglio e del Consiglio europeo.

Prima di tutto vorrei sottolineare quello che ci unisce: il Parlamento europeo ed il Consiglio danno entrambi molta importanza al principio di una sana gestione finanziaria delle istituzioni europee. Ma naturalmente è il bilancio della Commissione ad essere sotto i riflettori per la dimensione e la valenza in termini politici e operativi.

Sia Parlamento che Consiglio vogliono che tutte le operazioni finanziarie di tutte le istituzioni europee siano improntate a una gestione corretta, regolare e sana. Ed entrambe le nostre istituzioni dovrebbero essere particolarmente attente a ricercare elevati standard qualitativi nella gestione delle rispettive sezioni di bilancio dell'Unione europea.

L'articolo 319 del trattato chiaramente definisce un'unica procedura di discharge per l'intero bilancio dell'Unione europea. Dopo la presentazione della relazione annuale della Corte dei conti europea, il Consiglio approva una raccomandazione per il Parlamento ai fini del discharge da concedere o meno alla Commissione in merito dell'esecuzione del bilancio. Il Parlamento infine adotta tale decisione di discharge.

Środa, 22 października 2014 r.

Il Parlamento ha inoltre sviluppato una prassi che prevede l'adozione di singole decisioni di discarico relativo al bilancio delle altre istituzioni europee. Trattasi di una prassi come già detto non prescritta dal trattato e quindi non di portata vincolante. Dal punto di vista del Consiglio, la procedura di discarico è solo quella relativa alla gestione finanziaria e di bilancio, e non si estende alle singole iniziative o alle politiche in generale. Ultimamente, da un certo numero di anni il Consiglio ha evidenziato un forte squilibrio tra quello che il Parlamento ritiene di dover esaminare rispetto al bilancio del Consiglio e ciò che il Parlamento stesso permette di far conoscere rispetto alla propria gestione. La vostra relazione odierna riflette questi due punti che permangono tra le nostre istituzioni ed è su questa base che oggi siete chiamati a votare per la quarta volta una decisione che rifiuta di concedere il discarico per l'esecuzione della sezione di bilancio dell'Unione europea relativa al Consiglio e al Consiglio europeo.

Tuttavia considero in tutta sincerità che una via d'uscita da questa situazione ci potrebbe essere. Ho notato con interesse il paragrafo 21 della bozza di relazione che stiamo discutendo oggi, cito testualmente un passaggio della relazione: «Il Parlamento e il Consiglio potrebbero far qualche progresso stabilendo insieme una procedura di *modus vivendi* con un elenco di documenti da scambiarsi al fine di adempiere ai loro rispettivi ruoli nel processo di discarico.»

In effetti questa soluzione non è molto lontana da quello che il Consiglio ha proposto a varie riprese nel passato, ad esempio nella bozza di memorandum d'intesa trasmesso nel 2011. Se il Parlamento è ora interessato a discutere una lista di documenti da scambiare, potremmo evidentemente sederci a un tavolo e confrontarci apertamente sui dettagli di tale lista.

Personalmente potrei anche immaginare di andare al di là di questo. Invece di una procedura bilaterale complessa, il Consiglio potrebbe mettere a disposizione unilateralmente informazioni finanziarie aggiuntive sui siti web del Parlamento e del Consiglio. Chiamerei tale proposta una «competizione amichevole» tra le nostre due istituzioni per rendere ancora più trasparente la nostra gestione finanziaria.

La Presidenza italiana è pronta a esplorare ogni possibile soluzione per un «modus vivendi» sulla procedura di discarico, anche in comune accordo con le altre due Presidenze del nostro trio: Lettonia e Lussemburgo. Naturalmente tale modus vivendi dovrebbe avere il *placet* di entrambe le nostre istituzioni: Parlamento e Consiglio. Una minoranza di volenterosi in entrambe le nostre istituzioni non sarebbe sufficiente.

Dopo queste osservazioni più concettuali e generali, consentitemi di tornare per un attimo al processo di discarico specifico per l'anno 2012, che in linea di principio sarà concluso con il voto di oggi.

Vorrei anche sottolineare che l'audit della Corte per l'esecuzione 2012 del bilancio del Consiglio europeo e del Consiglio non ha riscontrato gravi carenze o errori. Nella sua relazione annuale la Corte ha fatto esclusivamente riferimento a due punti di debolezza marginale nella progettazione di una procedura. Oltre a questo problema, la Corte non ha fatto alcuna osservazione riguardante i conti del Consiglio europeo e del Consiglio o alla legittimità e regolarità delle operazioni sottostanti. Si tratta quindi di un buon risultato di cui dovrete tenere conto quando voterete.

Grazie molto per l'attenzione.

Markus Pieper, im Namen der PPE-Fraktion. – Herr Präsident! Ich möchte mich bei unserem Berichterstatter Tamás Deutsch ausdrücklich für seine klaren Worte bedanken. Ich möchte mich aber auch beim Rat bedanken für den neuen Modus, der vorgeschlagen wurde. Es hört sich ja ziemlich dramatisch an, wenn wir jetzt das vierte Jahr hintereinander nicht entlasten. Dabei unterstellen wir doch gar nicht, dass die Gelder in hohem Maße falsch verwendet wurden, dass sie missbräuchlich eingesetzt wurden oder dass gar betrogen wurde. Das ist doch gar nicht unser Anliegen. Nein, geehrte Vertreter vom Rat, es geht um Transparenz.

Ich finde es in hohem Maße unbefriedigend, wenn der Rat in der Vergangenheit unserer Bitte nach Informationen eben schlichtweg nicht nachgekommen ist. Wer kann denn jetzt überhaupt nachvollziehen, wie die Gelder beim Bau und der Sanierung des Ratsgebäudes verwendet wurden und ob es bei den Ausschreibungen wirklich mit rechten Dingen zugegangen ist? Immerhin hat der Rechnungshof gerade beim Thema Ausschreibung ja auch etwas gefunden.

Środa, 22 października 2014 r.

Ich finde, es ist Aufgabe eines demokratisch gewählten Parlaments, des Europäischen Parlaments, hier hinterher zu sein. Es wäre wirklich ein gutes Zeichen im Umgang miteinander, wenn der Rat dies anerkennt und bei der Haushaltsentlastung mit uns zusammenarbeitet. Ja, Sie haben Recht: Es gibt keine bindende Verpflichtung – im Moment noch nicht. Deswegen möchte ich auch auf Ihr Angebot noch einmal zu sprechen kommen, im Sinne der Transparenz Dokumentationspflichten, die wir uns vielleicht gegenseitig dann auferlegen können, wirklich umzusetzen. Ich finde, dass wir hier im Parlament auch nicht auf stur stellen können. Wir werden – das ist jedenfalls auch Anliegen meiner Fraktion – den Dialog anbieten und vielleicht unsere Ansprüche bei der Informationstiefe auch etwas zurücknehmen.

Ich finde, das sind wir dem europäischen Steuerzahler und dem Bürger schuldig, denn es geht hier wirklich um den sinnvollen Einsatz, um den vertrauenswürdigen Einsatz europäischer Gelder. Ich möchte noch einmal unserem Berichterstatter, Herrn Deutsch, ausdrücklich danken, dass er so klare Worte gefunden hat. Ich bin aber unter dem Strich guter Hoffnung, dass wir da auf einem guten Weg sind.

Inés Ayala Sender, *en nombre del Grupo S&D*. – Señor Presidente, en primer lugar quiero transmitirle a usted la queja sobre el horario en el que estamos llevando a cabo este debate, no diría que con nocturnidad y alevosía, pero al menos sí con nocturnidad; y, desde luego, que el voto será mañana en vez de haber sido hoy acompañando al del presupuesto, lo que seguramente nos hubiera dado un poco más la visibilidad de cómo el presupuesto de la Unión Europea es preparado y también bien gestionado.

Quiero agradecer, por otra parte, a la Presidencia italiana su presencia. Yo creo que históricamente nos hemos quejado siempre de que, en el momento de la aprobación de la gestión del Consejo, la Presidencia no estaba aquí presente, y le agradezco también al señor Della Vedova sus palabras y su ofrecimiento, que espero podamos utilizar para mejorar no solamente las relaciones sino sobre todo la transparencia.

Quiero decir —y agradecer— a los dos ponentes, al señor Sarvamaa y al señor Deutsch, que nos han presentado hoy aquí dos ejemplos de cómo el Parlamento controla y fiscaliza el presupuesto y protege también los recursos financieros de la Unión Europea.

En el primer caso, el caso del ORECE, el Organismo de Reguladores Europeos de las Comunicaciones Electrónicas, se han identificado no grandes problemas —como muy bien ha dicho el señor Sarvamaa—, pero sí pequeños que, en su conjunto, generaban una impresión de no buena gestión y, sobre todo, que podían provocar el crecimiento de mayores problemas.

Creo que se ha hecho muy bien, en diálogo franco con el Tribunal de Cuentas, con la Comisión y con los gestores del ORECE, el conseguir mejorar la contratación pública, la selección del personal, la prevención y gestión de conflictos y, sobre todo, una mayor visibilidad como organismo de la Unión Europea, algo que también le interesa al ORECE y que, precisamente, entiendo —y felicito por ello tanto al señor Sarvamaa por su buena gestión y a los ponentes alternativos, como a los propios gestores del ORECE—, se ha conseguido mejorar. Una buena práctica de cómo con pequeños pasos y con un buen diálogo se consigue mejorar la transparencia.

Y en el lado opuesto, una mala práctica del Consejo, que sigue empecinándose en no reconocer el derecho democrático y saludable de que el Parlamento Europeo fiscalice las cuentas, sobre todo en aquellos ámbitos en los que, es verdad, no se ha planteado ninguna ilegalidad, y así lo reconocemos, pero hay pequeños errores que ha señalado el Tribunal de Cuentas en procedimientos o en concepción en cuanto a la contratación pública y la política de construcción de edificios.

Son pequeñas cosas, pero igual que en el ORECE se ha conseguido un gran paso en cuanto a transparencia, en el caso del Consejo también sería esperable. Por lo tanto, señor Della Vedova, yo le tomo también la palabra y, desde este Grupo, intentaremos mejorar esa visibilidad y esa transparencia.

Ryszard Czarnecki, *w imieniu grupy ECR*. – Panie Przewodniczący! Policzyłem, że na sali Parlamentu Europejskiego jest dwunastu posłów niczym dwunastu apostołów. Nie wnioskuję, kto z nas jest Judaszem, ale ta frekwencja rzeczywiście nie jest specjalnie miła, choć z drugiej strony rzeczywiście moja szacowna poprzedniczka ma rację: powinniśmy tę debatę przeprowadzić znacznie wcześniej. Dziękuję przedstawicielom Rady, że są obecni! Jest ich aż dziewięciu – to silna reprezentacja.

Środa, 22 października 2014 r.

Chciałem podkreślić, że moja grupa parlamentarna – Konserwatystów i Reformatorów – stoi na stanowisku, że należy głosować przeciwko absolutorium z wykonania budżetu Unii Europejskiej, dopóki Europejski Trybunał Obrachunkowy w Luksemburgu nie wyda poświadczenia wiarygodności za wykonanie budżetu Unii jako całości. Oznacza to, że grupa ECR będzie głosowała za przyjęciem projektu sprawozdania, które zawiera odmowę udzielenia absolutorium. Przyczyną odmowy udzielenia absolutorium są – i wiemy o tym, zwłaszcza posłowie, którzy są od dawna w Parlamencie Europejskim – powtarzające się trudności napotymane dotychczas przy procedurach udzielenia absolutorium. Wynikały one z braku współpracy z Radą. Jeżeli to się ma teraz zmienić – wspaniale! Parlament odmówił udzielenia sekretarzowi generalnemu Rady absolutorium z wykonania budżetu za lata 2009, 2010 i 2011 oraz odroczył je w przypadku roku 2012. Podkreślam, że Rada nie udzieliła żadnej odpowiedzi na pytania Parlamentu, stąd nasza decyzja.

Michael Theurer, *im Namen der ALDE-Fraktion*. – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich möchte zunächst den Berichterstatter für ihre Arbeit danken und dann ein Kompliment an die italienische Ratspräsidentschaft aussprechen. Dass Sie heute Abend hier anwesend sind, ist ein positives Signal. In meiner Funktion als Vorsitzender des Haushaltskontrollausschusses hat der Haushaltskontrollausschuss eine Anhörung organisiert über die Frage, welche rechtliche Position das Europäische Parlament im Rahmen der Ratsentlastung hat. Und wenn wir in die Verträge hineinschauen, dann ist dort klar geregelt, dass im Haushaltsentlastungsverfahren der Rat eine Empfehlung abgibt, aber die Entlastung ganz eindeutig beim Europäischen Parlament, den direkt gewählten Abgeordneten, verortet ist. Das ist keine Reziprozität, sondern das ist eine Asymmetrie. Und wie das Europäische Parlament in eigener Zuständigkeit das Entlastungsverfahren gestaltet, wie wir es aufteilen, wie wir darüber beraten, ist ganz eindeutig die Kompetenz des Europäischen Parlaments. Deshalb verstehe ich auch die Vorbehalte nicht, die der Rat gegen ein anderes Verfahren bei der Entlastung hat, und ich verstehe auch nicht, warum die Ratspräsidentschaft und der Rat dem Parlament die geforderten Informationen nicht übermitteln.

Tamás Deutsch als Berichterstatter hat darauf hingewiesen: Das *gentlemen's agreement*, sofern es das überhaupt gegeben hat, stammt ja aus einer Zeit, in der das Europäische Parlament nicht direkt gewählt war. Wir haben seit 1979 ganz andere Verhältnisse. Wir haben seit 2009 den Vertrag von Lissabon mit einer deutlichen Stärkung des Europäischen Parlaments, und vor dem Hintergrund möchte ich an den Rat appellieren: Bitte lassen Sie sich auf ein vernünftiges, auf ein richtiges Entlastungsverfahren ein! Es kann nicht sein, dass ministerialbürokratische Beamte den Europäischen Parlamentshaushalt kontrollieren wollen. Im Gegenteil: Jede öffentliche Ausgabe des Steuerzahlers muss durch direkt gewählte Abgeordnete, durch demokratisch legitimierte Vertreter kontrolliert werden, und dazu gehört auch der Ratshaushalt, das Ratsbudget. Dafür kämpfen wir als Europäisches Parlament im Sinne der demokratischen Kontrolle der Transparenz und der Rechenschaftslegung.

Igor Šoltes, *v imenu skupine Verts/ALE*. – Spoštovani gospod predsedujoči, cenjene kolegice in kolegi, nekaj besed o poročilu o razrešnici Sveta, ki je ta večerna tema.

Devet let sem bil predsednik slovenskega računskega sodišča in ko sem prebral odlično poročilo kolega Deutscha, nisem mogel verjeti svojim očem in resnično sem bil presenečen.

Svet torej noče sodelovati s Parlamentom pri svoji razrešnici, noče obrazložiti, kako porablja davkoplačevalski denar in gradi mnoge stavbe, ogromno najčasto stavbo, ki naj bi menda stala do sedaj že 330 milijonov EUR. Toda od sebe ne da nobene natančne razčlenitve končnih oziroma dejanskih stroškov in vprašanje je, ali ne bi ravno Svet moral biti tudi svetu zgled finančne preglednosti in prvi v odprtosti, vzor tudi vsem drugim institucijam pri dobrem finančnem poslovanju in odgovornosti, ne samo seveda Parlamentu, ampak tudi širši javnosti. In kaj se skriva v tisti stavbi, v tistem jajcu, seveda okna na vse strani, mi pa še vedno tavamo v temi glede jasnosti stroškov, ki so bili porabljeni.

Razumem, kar smo že slišali, da je ta zgodba dolga in zapletena in da za njo tiči ta stari džentlemenski dogovor, vendar seveda je treba reči, da se je svet od tedaj strašansko spremenil, vsaj pričakovanja glede finančne odgovornosti in preglednosti so dosti večja in tudi javnost seveda zahteva čim večjo preglednost.

Osrednje institucije Evropske unije pa morajo biti drugim za zgled in se potruditi, da bodo v očeh davkoplačevalcev in volivcev seveda verodostojne. In zato, seveda, dokler bo tako in dokler bo Svet ravnal tako, bo vsa naša skupina glasovala proti podelitvi razrešnice Svetu za proračunsko leto 2012, pa tudi naslednje leto in leto zatem, če Svet ne bo spremenil taktike in tukaj mislim, da ima Italija zgodovinsko priložnost, da torej naredi korak naprej. In mislim, da se lahko najde pot iz tega in seveda, kjer je volja, tam je tudi pot. Hvala.

Środa, 22 października 2014 r.

Marco Valli, a nome del gruppo EFDD. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, innanzitutto, come i miei colleghi hanno detto prima, rimarco la tristezza nel dover parlare a un'Aula così vuota e non è la prima volta che mi capita.

Io sono qua da pochi mesi e apprendo che per il sesto anno consecutivo il Parlamento europeo ha proposto in prima istanza di rinviare la concessione del discharge del bilancio del Consiglio. Fondamentalmente il Consiglio non riconosce il ruolo del Parlamento come referente ultimo per il discharge e si è acceso tutto un processo con vari relatori o esperti di diritto per cercare di capire chi ha ragione tra le parti.

Non voglio schierarmi apertamente in questo gioco di potere, perché lo ritengo un insulto per i contribuenti cittadini europei, che auspicano estrema collaborazione tra gli attori delle istituzioni. Ritengo che, come in una squadra, tutti si debba cooperare al meglio per ottenere il massimo e quindi il Parlamento in un certo senso ha ragione di protestare, non concedendo il discharge, visto che la richiesta fatta al Consiglio non mi sembra qualcosa di così utopico.

Purtroppo noto, che questo gioco tra gli attori istituzionali durante ogni discussione viene a porsi. In questo caso e nei triloghi si evidenzia come il progetto europeo forse sia un po' troppo ambizioso e lento nel procedere. Da una parte abbiamo i capi di Stato che in campagna elettorale sono fortemente europeisti e spingono affinché tutto ciò esista, affinché ci si uniformi in una sola bandiera, ma poi i processi di unificazione incontrano problemi e contrasti non di poco conto.

Forse siamo vicini come confini ma abbiamo troppe differenze economiche, troppe differenze culturali che pongono le loro radici nei secoli e nella storia e interessi nazionali più o meno giusti da difendere e tutelare. E poi ci sono di mezzo quei poteri di interessi, le lobby varie e la globalizzazione con la sua avidità che penetra così facilmente i cuori di chi dovrebbe far politica in modo più giusto, tutelando i deboli e la solidarietà, delegato da un così alto onore di rappresentanza di eletto dal popolo.

Insomma in questa piccola battaglia di principio tra il Parlamento e il Consiglio, si nasconde il motivo dell'insuccesso di questa Istituzione, le troppe differenze e la forzatura applicata senza tener conto del danno che provoca verso chi da fuori sogna una vera Unione dei popoli, nel nome della fratellanza, della solidarietà e della sostenibilità.

Patricija Šulin (PPE). - Predsedujoči, hvala za besedo. Novi časi sicer postavljajo pred nas nove izzive, vendar zahtevajo predpisane pristope pri potrjevanju razrešnice. Transparentnost našega delovanja je zelo pomembna, kajti le tako bomo pridobili večje zaupanje državljanov v Evropsko unijo.

Evropski parlament, Svet in Komisija so sklenili tudi medinstitucionalni sporazum o proračunski disciplini, sodelovanju v proračunskih zadevah in dobrem finančnem poslovanju. Sporazum je tako zavezujoč za vse institucije. Sedaj pa smo pred problemom, ko Računsko sodišče že več let zapored ugotavlja, da Svet ne podaja dodatnih odgovorov na priporočila Računskega sodišča. Ponovno smo pred situacijo, ko nas Svet še vedno ni obvestil in pripravil pisnega pojasnila o porabi proračunskih sredstev za nakup stavbe „Residence Palace“. Prav tako ni pojasnil, kakšni bodo ukrepi, ki se bodo izvajali med gradnjo stavbe Evropa, ter ni pripravil podrobnejšega prikazila doslej nastalih stroškov in drugih finančnih izkazov v zvezi s tem.

To so le nekateri primeri, ki nazorno dokazujejo, da Svet ne sodeluje in ne upošteva mnenj in zahtev Računskega sodišča in Evropskega parlamenta. Zaradi te situacije državljanom Unije ne dajemo dobrega signala. Parlament je zavrnil razrešnico že za leto 2009, 2010 in 2011 ter sedaj ponovno zaradi več ali manj istih vzrokov, ki so bili tukaj večkrat pojasnjeni, zavračamo podelitev razrešnice generalnemu sekretarju Sveta glede izvrševanja proračuna Sveta za proračunsko leto 2012.

Svet mora s sredstvi ravnati v duhu dobrega gospodarja in mogoče tudi tako ravna, toda nad porabo teh sredstev se mora izvrševati nadzor. Tega se Svet mora zavedati in zato mora začeti sodelovati. Dolžni smo ugotoviti vsa dejstva, ki so pomembna za sprejem pravilne odločitve v zvezi z razrešnico, zato moramo pred tem z enako skrbnostjo ugotoviti, ali Svet sredstva res pravilno porablja, Svet pa nam mora dati resnične, pravilne in popolne podatke. Vendar Svet pri tem ne sodeluje. Kot kaže, nimamo v rokah pravih instrumentov, s katerimi bi Svet spodbudili k sodelovanju, da nam vse, kar zahtevamo, predloži in pojasni. Delovanje vseh institucij, ponovno poudarjam, mora biti pregledno, toda med njimi mora potekati tudi nemoteno sodelovanje.

Środa, 22 października 2014 r.

Karin Kadenbach (S&D). - Herr Präsident, Herr Vorsitzender! Ich möchte jetzt wieder zu den Agenturen zurückkehren. Die Agenturen sind von den EU-Institutionen rechtlich getrennte, eigenständige Rechtspersonen, die eingerichtet wurden, um bestimmte Aufgaben im Rahmen des EU-Rechts wahrzunehmen. GEREK, das Gremium Europäischer Regulierungsstellen für elektronische Kommunikation, gehört zu den dezentralen Agenturen, die die Aufgaben im Bereich Technik, Wissenschaft und Verwaltung wahrnehmen und die EU-Institutionen bei der Durchführung politischer Maßnahmen unterstützen. Dadurch fördern sie die Bündelung des in EU-Institutionen und nationalen Behörden vorhandenen Fach- und Expertenwissens, die Zusammenarbeit zwischen der EU und den Regierungen der EU-Länder. Die dezentralen Agenturen werden auf unbestimmte Zeit in den verschiedenen Ländern eingerichtet.

Der Großteil der Agenturen wurde von uns im Frühjahr dieses Jahres entlastet – bis auf GEREK. Wie heute schon ausgeführt wurde, lag es nicht daran, dass es hier grobe Fehler gegeben hätte, sondern es gab eine Reihe von kleinen Ungereimtheiten bzw. von Versäumnissen, deren Klärung Zeit in Anspruch genommen hat. Ich glaube, das gilt es einmal festzuhalten: Ungenauigkeiten bei der Budgetüberwachung, Verbesserungsbedarf bei der Vorbereitung, Durchführung und Dokumentation der Vergabeverfahren, mangelnde Information über die Politik bei Interessenskonflikten, fehlende Transparenz bei Erklärungen der finanziellen Interessen etc.

GEREK hat natürlich die Möglichkeit bekommen, zu all diesen Vorwürfen Stellung zu nehmen. Das haben sie getan, und wir haben im Juli einen Officebericht erhalten, und der zeigt, dass der Großteil dieser Vorwürfe behoben wurde und es hier in Zukunft Verbesserungen geben wird. Wir sind daher der Meinung, dass nach dem vorliegenden Bericht GEREK die Entlastung erteilt werden müsste.

Ich muss heute auch sagen, ich möchte mich für die Zusammenarbeit mit den Agenturen, aber auch für die gute Zusammenarbeit mit dem Rechnungshof, den Kolleginnen und Kollegen herzlich bedanken. Ich glaube, auf diese Art und Weise können wir sicherstellen, dass die Steuermittel der europäischen Steuerzahler hier sinnvoll und effizient und nutzbringend eingesetzt werden.

Anders Primdahl Vistisen (ECR). - Hr. formand! For en gangs skyld er det jo en fornøjelse at stå her i salen og skulle tale om åbenhed og transparens! Fordi når det kommer til de andre EU-institutioner, kan dette parlament åbenbart godt finde ud at stille krav, være hårde i filten og kræve handling nu. Og jeg er da sådan set glad og støtter mine kollegaers bestræbelser på at få Rådet til at fremlægge de oplysninger, som de bør. Jeg synes bare, man skal være lidt mere gennemgående i sin holdning til åbenhed og transparens. Derfor vil jeg som medlem af en gruppe, der går ind for en gennemgående reform af den måde, vi kan håndtere Den Europæiske Union på, kæmpe for, at vi også vil huske transparens og åbenhed, når det kommer til centrale lobbyistregistre, når det kommer til at sikre, at der f.eks. er dissens ved EU-domstolen, og når det kommer til at sikre større åbenhed om afstemningerne her i Parlamentet. Men det har da været en opløftende oplevelse at høre de få kollegaer, der er til stede her i dag, – vi er vel kun en ti stykker tilbage i salen – og jeg vil holde jer oppe på disse ting, når vi kommer til Parlamentet selv. Når man peger en finger mod andre, vender der typisk fem tilbage mod en selv her i Parlamentet!

Paul Rübzig (PPE). - Herr Präsident! Ich möchte mich auch beim Rat sehr herzlich bedanken, weil das konstruktive Angebot, gemeinsam eine Entlastung zu erreichen, für uns alle sehr wichtig ist. In der europäischen Öffentlichkeit geht es heute nicht mehr an, dass eine Entlastung nicht erteilt wird. Deshalb geht es darum, Alternativen zu entwickeln, wie man diese Entlastung tatsächlich erreichen kann. Wir erkennen auch das Prinzip der Gewaltenteilung an, und wir wissen, dass der Europäische Rechnungshof sehr wohl sehr gründlich prüft. Deshalb steht die Verwendung der Mittel für uns im Mittelpunkt, um gegenüber dem Bürger dementsprechend transparent zu sein.

Wir haben bei GEREK natürlich auch gesehen, dass das Europäische Parlament sich auch um Probleme kümmert und hier nicht als Strafbehörde auftreten will, sondern uns geht es darum, dass man gemeinsam lernt, dass man verbessert und dass man Anreize schafft, damit die europäische Öffentlichkeit erkennt, dass hier gut gearbeitet wird, dass transparent gearbeitet wird und dass nachvollzogen werden kann, was entschieden wurde.

Deshalb geht es auch darum, dass man bei der Gebäudepolitik langfristig strategisch versucht, Fehler, die früher gemacht wurden, zu vermeiden. Hier steht das Parlament natürlich gerne zur Verfügung, im Bereich Gebäudepolitik in Zusammenarbeit zwischen den Institutionen neue Schritte zu setzen. Wir nehmen gerne den Vorschlag des Rates auf, ernsthaft zu versuchen, so wie es bei GEREK gelungen ist, auch dem Rat die Entlastung zu erteilen.

Środa, 22 października 2014 r.

Bogusław Liberadzki (S&D). - Panie Przewodniczący! Chciałem bardzo wyraźnie podkreślić, że debatujemy nad bardzo dobrym sprawozdaniem przygotowanym przez bardzo dobrego posła – Panie Deutsch, bardzo dziękuję za to.

W sprawozdaniu możemy wyczytać, jakie są podstawy prawne, w oparciu o które Parlament Europejski ma prawo, a nawet obowiązek, zwracać się do Rady o dostarczenie stosownych dokumentów do debaty i ewentualnie udzielenia absolutorium. W sprawozdaniu wyraźnie pokazano, czego zabrakło, i dlatego z jednej strony z zadowoleniem przyjmuję złożoną dzisiaj deklarację prezydencji włoskiej, ale ja nie tak dawno słyszałem to od prezydencji greckiej. To znaczy, że Wy jako prezydencja Panowie nie macie tam dużo do powiedzenia, tam ktoś inny rządzi. Natomiast popatrzmy na to, co jest ważne z naszego punktu widzenia, mianowicie mówimy o pieniądzach publicznych. Obywatele, podatnicy, ludzie mają prawo wiedzieć, w jaki sposób wydaje się pieniądze i tu w Parlamencie, i w Komisji, i w Radzie i z tego tytułu Rada nie może być wyjęta spod tej ogólnej zasady. To jest kwestia jakości naszej Unii i na tej podstawie zgodnie z wnioskiem posła sprawozdawcy odmowa udzielenia absolutorium jest uzasadniona, choć jaka jest wartość prawna tego, to jest już zupełnie osobna sprawa i być może to powinno być tematem do naszych rozważań na przyszłość.

Διαδικασία «catch the eye»

Νότης Μαρτιάς (ECR). - Κύριε Πρόεδρε, τα θεσμικά όργανα της Ευρωπαϊκής Ένωσης πρέπει να λειτουργούν με διαφάνεια και να λογοδοτούν στους πολίτες. Αυτό ισχύει και για το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο και το Συμβούλιο, που νομίζουν ότι είναι υπεράνω ελέγχων. Το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο έχει την εξουσία χορήγησης απαλλαγής στο Ευρωπαϊκό Συμβούλιο. Στην έκθεσή του ο συνάδελφος Tamás Deutsch καταγράφει συγκεκριμένες παρατηρήσεις και αναφέρεται στην τεκμηριωμένη γνώμη του Ελεγκτικού Συνεδρίου για τις παραλείψεις του Ευρωπαϊκού Συμβουλίου. Ενός Ευρωπαϊκού Συμβουλίου που με κάθε ευκαιρία κουνάει το δάχτυλο στους λαούς και τους επιπλήττει. Νομίζει λοιπόν το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο ότι μπορεί να κάνει ό,τι θέλει. Αρνείται τον έλεγχο για τον πακτωλό των χρημάτων που δαπανήθηκαν στο κτήριο 'Ευρώπη' και στο 'Residence Palace'. Κύριε Πρόεδρε, κανείς δεν είναι υπεράνω ελέγχου. Διαφάνεια παντού και σε όλα. Καμία απαλλαγή στο Ευρωπαϊκό Συμβούλιο και στο Συμβούλιο για την εκτέλεση του προϋπολογισμού 2012.

Τέλος διαδικασίας «catch the eye»

Benedetto Della Vedova, Presidente in carica del Consiglio. - Signor Presidente, onorevoli deputati, ho ascoltato con molta attenzione gli interventi. Se c'è una volontà politica di trovare un «modus vivendi» tra il Parlamento e il Consiglio, allora saremo in grado di trovare le soluzioni. In quest'ottica le nostre due istituzioni dovrebbero evitare di contrastarsi. Il Consiglio agisce in buona fede e non ha dubbi che il Parlamento stia facendo lo stesso.

Contrasti interistituzionali non sono utili per obiettivi comuni e per l'agenda europea in generale. Siamo tutti interessati alla sana gestione finanziaria e alla responsabilità pubblica delle istituzioni dell'Unione europea. Questo, credo, è ciò che i cittadini si aspettano da noi.

Vi ringrazio ancora per l'opportunità di intervenire in questa discussione.

Grazie per l'attenzione.

Petri Sarvamaa, rapporteur. - Mr President, while not in any way overlooking the importance of the Council discharge, I will still concentrate on the agencies because that was my role in the procedure this time.

The European Union agencies have an extremely important role to play. They impact directly on the daily lives of our citizens and they perform important tasks. They perform technical, scientific and supervisory tasks helping the Union institutions.

But even more important, from the budgetary control perspective, is that these agencies, which now number over thirty, function properly and efficiently. In order for this to happen the agencies should seek and deploy best practices. The combined budgetary impact of the decentralised EU agencies is almost EUR 1 billion per year. So the efficient and prudent operation of these agencies is not irrelevant at all to EU taxpayers.

Środa, 22 października 2014 r.

And it is not just budgetary discipline and solid planning that we in the Committee on Budgetary Control are interested in. It is about potential conflicts of interest; it is about procurement and contract management; it is about lack of transparency and rigour in recruitment. It is also about excessively high carry-overs and troubles in verifying grant transactions.

To sum it up, this is about looking after the EU taxpayers' money, seeing too that our common resources are used wisely. It is all this that makes the discharge process really important for all of us. And it is that which makes me so happy tonight to conclude this debate on my behalf by noting that this particular agency, BEREC, now deserves our discharge.

Last, but certainly not least, I am really happy and satisfied to see the Council here in this Chamber tonight.

Tamás Deutsch, előadó. - Tisztelt Elnök úr, kedves Képviselőtársaim! Mindenekelőtt szeretném megköszönni kollégáim támogatását, értékes gondolatait most a plenáris ülésen elhangzottak szempontjából, illetve korábban a költségvetési szakbizottságban végzett közös munkát illetően is. Azt gondolom, az a meggyőződésem, hogy a jelenlegi állapot, az, hogy az Európai Unió két alapvető intézménye, az Európai Parlament, illetve a Tanács, az Európai Tanács nem tud megállapodni a zárszámadási eljárás menetéről, ez szegénységi bizonyítvány mindkét intézmény szempontjából, és ahogy sokszor szoktunk fogalmazni, rendkívül rossz üzenet az európai polgárok felé. A jelenlegi állapot kimozdítása erről a holtpontról a párbeszéd elindítása, illetve egy olyan megállapodás kidolgozása, amely végre megoldhatja ezt a helyzetet, ez azt gondolom, az előttünk álló parlamenti ciklus egyik legfontosabb feladata számunkra, európai parlamenti képviselők számára.

Ahogy ezt Liberadzki képviselő úr is mondta, többször hangzott már el a Tanács képviselőitől bizakodásra okot adó javaslat, most is ilyennek tekintjük az olasz soros elnökség mai ülésén elhangzott javaslatát, ennek a hitelességét az előttünk álló hetek, hónapok érdemi tárgyalásai és reményeink szerint a megállapodás fogja megadni. A jelenlegi helyzetben azonban egyetlen eszközünk van, egyetlen eszköze van a Parlamentnek, mégpedig az, hogy a mentesítést most véglegesen elutasítjuk, azaz a vonatkozó második zárszámadási jelentésben a 2012-es pénzügyi évre vonatkozó tanácsi mentesítés megadásának elutasítását javaslom a holnapi zárószavazáskor.

Πρόεδρος.- Η κοινή συζήτηση έληξε.

Η ψηφοφορία θα διεξαχθεί αύριο Πέμπτη 23 Οκτωβρίου 2014.

Η επόμενη συνεδρίαση θα διεξαχθεί αύριο Πέμπτη 23 Οκτωβρίου 2014 από τις 10.00 έως τις 14.00.

Γραπτές δηλώσεις (άρθρο 162)

Tomáš Zdechovský (PPE), písomně. – Vážení kolegové, dle mého názoru bylo absolutorium pro BEREC na jaře 2014 odloženo oprávněně, jelikož zde byly jasné výhrady vůči špatné implementaci projektů, střetu zájmů a transparentnosti a vůči nedostatkům v oblasti tendrů a naboru. Nicméně, BEREC jasně prokázal, že je ochotný naše výtky přijmout a transformovat je v pozitivní výsledky. Díky tomu mohou doporučit, aby mu bylo absolutorium uděleno. Je potřeba pokračovat v tlaku na tuto agenturu, aby dále vylepšovala kritizované oblasti (finanční převody, nízká transparentnost, vysoký střet zájmů). Rada je naopak nejméně transparentním orgánem, který setrvale odmítá kooperaci s Parlamentem. Parlament musí dát jasně najevo svou nespokojenost se stavem spolupráce a komunikace s tímto orgánem a musí odmítnout udělení absolutoria. Zástupci Rady se neúčastní jednání výboru CONT a neodpovídají na naše otázky. To je nepřijatelné a naprosto to podkopává legitimitu tohoto orgánu! Nelze trpět netransparentní výdaje unijních prostředků, nad kterými není dozor. Rada soustavně dělá chyby v oblasti veřejných zakázek a Parlament nemá nad tímto kontrolu. Každý evropský orgán je zodpovědný svým občanům a podléhá jejich kontrole a Rada není v žádném případě výjimkou a neměla by sama sebe stavět do nadřazené role! Proto má povinnost spolupracovat v duchu transparentnosti s reprezentantem občanů EU, s Evropským parlamentem.

Środa, 22 października 2014 r.

20. Porządek obrad następnego posiedzenia

21. Zamknięcie posiedzenia

Η συνεδρίαση λήγει στις 22.05